


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
GIFT OF
FORD FOUNDATION
NEAR EASTERN
STUDIES

HISTOIRE

DE

MÉHÉMET-ALI



Montmartre. — Imp. Pilloy, boulevard Pigale, 50.

HISTOIRE

DE

MÉHÉMET-ALI

VICE-ROI D'ÉGYPTE

PAR

PAUL MOURIEZ

> ... à ne regarder que les rencontres particulières, la fortune seule semble décider de l'établissement et de la ruine des empires : à tout prendre, il en arrive à peu près comme dans le jeu, où le plus habile l'emporte à la longue.
>
> BOSSUET.

TOME TROISIÈME

PARIS
LOUIS CHAPPE, ÉDITEUR, SUCCESSEUR DE SOUVERAIN,
5, rue des Beaux-Arts.

1857



LIVRE SIXIÈME

MÉHÉMET-ALI FONDATEUR.

LIVRE SIXIÈME.

Conséquences de la guerre de Morée. — Système gouvernemental de Méhémet-Ali. — Loi du développement social de la population égyptienne. — Les Égyptiens ont plutôt subi la conquête qu'ils n'ont été conquérants. — Histoire de la propriété en Égypte. — Méhémet-Ali a été obligé de suivre les traditions. — Son système de fiscalité. — Accaparement des terres. — Monopole. — Solidarité des contribuables. — La dépopulation condamne le système monopolisateur. — Méhémet-Ali accueille bien tous les étrangers. — Innovations agricoles. — Le coton et M. Jumel. — Indigo. — Opium. — Chanvre. — Vers à soie. — Causes de l'avortement des réformes. — Vices de l'administration turque. — Les gouverneurs de provinces et le vice-roi. — Changements successifs dans l'administration. — Biographie de Boghoz-Joussouf, l'homme de confiance de Méhémet-Ali. — Extension inévitable du monopole. — Création des fabriques. — Raisons de leur insuccès. — Artisans et ouvriers égyptiens. — Résultats définitifs des manufactures. — Création des *chifliks* ou fermes du vice-roi. — Leur histoire. — *Abadiyès* ou concessions gratuites territoriales de Méhémet-Ali. — Quels genres de travaux et d'économie politique exige la prospérité de l'Égypte. — Motifs qui empêchèrent Méhémet-Ali d'en adopter le principe. — Travaux exécutés sous son gouvernement. — Canal Mahmoudiè. — Théorie du Nil. — Améliorations qu'appelle ce grand fleuve. — Le barrage. — Son histoire. — Établissements d'instruction publique. — Les Ecoles. — Missions égyptiennes à Paris. — Caractère du Fellah. — Retour des élèves en Égypte. — Ils sont substitués aux professeurs européens. — Bien indirect résultant de la fondation des Ecoles. — Création d'un arsenal à Alexandrie et d'une flotte de guerre. — M. Cerisy. — M. Besson. — Réformes dans l'armée de terre. — Résumé général.



MÉHÉMET-ALI FONDATEUR.

I

La campagne de Morée coûta à Méhémet-Ali vingt millions de francs et trente mille hommes, sans compter une flotte équipée à grand'peine et à grands frais. Elle eut sur lui une influence plus fatale encore; malgré le revers qui la termina, elle lui inspira une idée exagérée de sa force et de ses droits acquis vis-à-vis du Grand-Seigneur; elle lui fit entrevoir la probabilité d'une haute fortune militaire; enfin, pour restaurer son armée et sa flotte perdue, il fallut qu'il s'engageât plus

avant dans le fatal système des monopoles, qui seul pouvait, *hic et hunc*, lui fournir des ressources en harmonie avec de telles prétentions.

C'est ce système qu'il nous faut maintenant apprécier dans son ensemble et dans ses résultats, avant de procéder au récit des faits ultérieurs. Une pareille appréciation comporte, pour être équitable, des éléments distincts dont on doit tenir compte, divers points de vue auxquels il faut se placer. Par exemple, si le caractère et l'énergie propres au Rouméliote furent le principe de son élévation, il n'est pas moins vrai que les manœuvres qu'il mit en usage lui furent suggérées par la nature toute spéciale du terrain politique où il avait mis le pied; et quelque remarquable que fût sa valeur personnelle, cette influence locale devait survivre aux obstacles si heureusement franchis, et plier son initiative au besoin invincible des mœurs et des traditions. N'est-ce pas là le point de vue le plus général d'où l'on puisse se livrer à l'examen d'un gouvernement, celui de Méhémet-Ali tout comme un autre? Mais nous ne parviendrons pas à nous y placer sans une courte digression.

II

Tous les historiens se sont accordés à considérer l'Egypte comme la terre classique du despotisme : c'est peut-être le seul point non douteux qu'ils aient pu constater dans sa nébuleuse chronologie, le seul fil conducteur qui en relie les diverses phases, en passant à travers les lacunes. Ce fait a une importance philosophique qui nous paraît avoir été méconnue. Platon et Aristote, venant à examiner la forme du gouvernement égyptien, et la tyrannie qui pesait sur le peuple dans ce pays, en trouvèrent la raison dans la mollesse des mœurs et la pusillanimité des esprits, — ce qui était plutôt l'expression d'un effet que celui d'une cause.

La rapide excursion que nous avons faite dans ces limbes historiques, au commencement de cet ouvrage, a eu pour résultat d'établir, outre ce point irréfragable, un autre non moins certain : c'est l'impossibilité pour toute race humaine, autre que la race autochtone, de se perpétuer dans la



vallée du Nil. Là est peut-être toute la loi du développement du peuple égyptien.

Avant d'examiner comment cette loi a pu avoir son action, quelle en est la source? — Le sol, évidemment. Quelle que soit l'origine de la population égyptienne, vint-elle de la Haute-Nubie, de l'Ethiopie, comme tout porte à le croire, ses habitudes et son caractère changèrent par suite de cette migration; en s'établissant sur cette terre arrosée par le Nil fécondant, les tribus nomades de pêcheurs, de pasteurs ou chasseurs, devinrent agricoles et sédentaires. Or, parmi tous les modes d'aggrégation sociale, ce dernier n'appelle pas seulement l'oppression du dehors, il la crée dans son propre sein, et sert de gangue au pouvoir théocratique, le plus tyrannique et le plus abusif de tous les pouvoirs. Qui aurait pu empêcher cette sociabilité d'aller à son but fatal? Quelle opposition, quelle réaction interne pouvaient se produire au milieu de cette population? Les autres contrées ont des accidents de terrain, diverses physionomies géographiques; elles ont des forêts, des montagnes, des cours d'eau sinueux qui favorisent l'attaque ou la défense, et deviennent ainsi des centres de nationalités. En Egypte, une terre plate, partout découverte, le Nil au milieu, et de chaque côté le désert. Sur cette uniformité de la nature se sont en quelque sorte moulées la régu-

larité, la constance, l'immobilité du peuple égyptien.

Des historiens faisant revivre les fables recueillies par Hérodote, sous la rubrique dés prêtres de Memphis, nous dépeignent les Egyptiens pharaoniques comme une nation éminemment militaire, et font s'étendre les conquêtes de Sésostris jusque dans l'Inde et dans toute l'Europe orientale. Si quelques monuments véritables de ces conquêtes ont subsisté, ce n'est qu'en Ethiopie qu'on en a pu découvrir les vestiges. Rien ne répugne à croire, en effet, que les Rois égyptiens, parvenus à un certain degré de puissance, n'aient songé à augmenter leur domaine dans le Sud, par cette considération surtout que le grand fleuve leur offrait un cheminement naturel; mais de là à des invasions dans des contrées dont la géographie devait leur être inconnue, à travers de vastes déserts, ou par le moyen d'expéditions maritimes, dont l'état de la navigation, à cette époque, se refuse complétement à admettre la possibilité, il y a une différence susceptible d'arrêter tout autre esprit que celui des hiérophantes, habitués à donner libre carrière à leur imagination, comme ils l'ont prouvé en tant d'autres objets de leur chronologie.

Quoiqu'on en puisse dire, les Egyptiens étaient plus enclins à subir la conquête qu'à la porter en

quelque lieu que ce fût; car si les victoires de Sésostris peuvent fournir matière à controverse, les nombreuses invasions dont le territoire égyptien fut le théâtre ne font l'objet d'aucun doute. Depuis les habitants du désert et ces mêmes Ethiopiens, desquels l'Egypte était sortie, jusqu'aux Turcs en dernier lieu, il n'est pas de peuple ayant joué un certain rôle dans le monde, qui n'ait laissé ses stygmates dans la vallée du Nil; si bien que la possession de cette plantureuse contrée a toujours constitué une question capitale, et est devenue l'occasion des plus graves conflits.

Mais cette facilité à subir le joug ne serait pas, à elle seule, une explication satisfaisante si, en sous-œuvre, n'arrivait l'exception qui caractérise ethnologiquement le peuple égyptien. Car, actives ou passives, toutes les nations se mêlent, se transforment et se constituent par la conquête : la fusion des races est comme la greffe, qui améliore la qualité des fruits ; elle adoucit les rapports de vainqueurs à vaincus, crée entre eux l'homogénéité et les attache au sol. Rien de pareil n'a eu lieu en Egypte. Les nations conquérantes n'ont fait qu'y passer, sans parvenir à y fonder d'autres liens avec les aborigènes, que ceux de maîtres à esclaves; les épaves de toutes les civilisations n'ont pu recouvrir le vieux tuf égyptien;

le fellah actuel n'a pas une seule goutte de sang dans les veines différent de celui qui y coulait sous les Pharaons ; la signification de son nom *(cultivateur)* comporte, comme autrefois, une idée de mépris, et nous le montre attaché éternellement, ou du moins jusqu'à l'extinction de sa race, à cette glèbe fatale, que lui seul peut fertiliser.

III

On se doute bien que le droit de propriété n'exista jamais pour le cultivateur égyptien, et c'est ce qu'il est facile de prouver en remontant jusqu'aux origines de son histoire. Le système monarchique, succédant en Egypte à la théocratie, ne détruisit, n'affaiblit même pas celle-ci; il se contenta de diviser le pouvoir avec elle : c'était l'affranchissement de la caste militaire et sa collusion avec les prêtres, pour maintenir les artisans et les cultivateurs, tout le reste de la nation, dans la servitude. Il faut aller jusqu'à Sésostris pour apercevoir le plus léger adoucissement à cet état de choses. Ce grand monarque, dont la sagesse gouvernementale est



mise au niveau de ses vertus guerrières, quand il fut de retour de ses expéditions, chargé des dépouilles des peuples vaincus, et traînant à sa suite une multitude d'esclaves, voulut, dit-on, que ses sujets partageassent sa félicité, et il leur accorda... le droit de propriété, — ce qui est une grande présomption pour admettre qu'ils n'en jouissaient pas auparavant. Et, en effet, un autre monument historique antérieur vient tout à fait justifier cette supposition; la vie de Joseph, racontée par la Bible, nous initie à la législation établie par les conquérants *hyksos*; car ce fut de l'un d'eux que le patriarche hébreu fut premier ministre. Lorsque la famine se déclara sur les bords du Nil, les greniers du Pharaon, dit la Bible, étaient pleins des blés provenant du cinquième des récoltes que l'Etat prélevait sur toutes les terres, excepté *celles qui appartenaient aux prêtres et aux temples.* Joseph ouvrit une première fois les réserves royales au peuple en échange de son or; la famine continuant, il exigea des Egyptiens, pour une seconde distribution, tous leurs troupeaux : tous les bœufs, brebis, ânes, chevaux, lui furent livrés. L'année suivante ne fut pas meilleure; le peuple n'avait plus rien à offrir, au ministre du Pharaon, que sa liberté et ses terres : c'est ce qu'il fit, se réduisant ainsi en un complet état d'esclavage. Joseph leur dit : « Vous

et vos terres, vous appartiendrez au Pharaon; il vous donnera la semence, vous lui livrerez le cinquième des récoltes; le surplus vous restera pour l'ensemencement et votre nourriture. » Notons, toutefois, que les terres et les personnes sacerdotales furent encore les seules soustraites à cette dure loi. Est-ce là une ingénieuse façon, trouvée par le livre de Moïse, de faire honneur à un Hébreu de la législation en vigueur sur les bords du Nil? Le ministre du Pharaon n'eut-il qu'à consacrer, par une interprétation légale, un état de choses qui existait depuis longtemps déjà? Nous sommes de cet avis. L'invasion des barbares hyksos, qui est peut-être le fait le moins contestable de l'histoire de l'antique Egypte, eut le même caractère qu'on peut reconnaître dans toutes celles qui la suivirent : elle fut marquée par le respect des traditions religieuses et sociales qu'ils trouvèrent établies, et par la simple usurpation, à leur profit, du droit des souverains légitimes. On en a la preuve dans le maintien des privilèges de la caste hiératique. D'ailleurs, quelle autre différence y a-t-il entre le système de Joseph et celui qui était précédemment en vigueur, que la stipulation expresse qui rendait le Pharaon unique possesseur? Or, cette possession pouvait-elle faire l'objet d'une question sérieuse vis-à-vis des Hyksos vainqueurs? Et si le mas-

sacre général de la population n'accompagna pas leurs dévastations, ne fût-ce point parce qu'ils se trouvèrent en face d'une société fondée sur des caractères et des mœurs qui cadraient avec leurs plus dures exigences?

Il ne paraît point que la race royale qui reconquit la souveraineté sur les Hyksos et chassa ceux-ci de l'Egypte, octroya au peuple une constitution plus libérale; la concession de Sésostris, accomplie plus de quatre siècles ultérieurement, le démontre : et cette générosité du grand Pharaon, il ne semble pas non plus qu'aucun de ses successeurs l'ait prise pour modèle; il n'a été, du moins, possible d'en constater le moindre indice depuis cette époque jusqu'au jour où les Perses firent de nouveau éprouver à l'Egypte le fléau d'une invasion, en chassant du trône à tout jamais les races nationales. Malgré la fureur dévastatrice dont ces nouveaux conquérants laissèrent partout des traces, il demeure évident, d'après de toutes récentes découvertes, qu'ils tolérèrent l'exercice de l'ancien culte et laissèrent libres ses ministres, voulant conserver cet antique et infaillible moyen de domination. Certes, la condition de la classe agricole ne put aller qu'en empirant sous ce double collier de fer. On sait pertinemment que la conquête des Grecs, et plus tard celle des Romains, n'eurent même pas pour effet de soustraire cette

misérable population à ses chaînes sacrées; et lorsque, rongées enfin par le temps et les lumières du christianisme, elles menaçaient de choir et de livrer cette race décimée, abaissée, flétrie par une éternité d'esclavage, à la féconde rénovation des sociétés modernes, la conquête islamique l'enveloppa dans son implacable réseau et fit succéder, au servage religieux, le plus dur esclavage politique (1).

(1) Rien n'est plus propre que cette dernière révolution à établir la constance et l'unité des races, et à montrer qu'elles sont la première base, la première loi du développement historique. La croyance qui devait faire sortir l'Europe des ténèbres où elle était plongée depuis la plus haute antiquité, naquit sur les confins qui séparaient la descendance de Sem de celle de Japhet, et ce fut parmi les populations sémitiques qu'elle fit ses premiers prosélytes; mais le christianisme, qui relevait la condition morale individuelle, contenait un germe d'indépendance qui ne pouvait fructifier dans des esprits voués à la grossièreté et à la tyrannie des anciens mythes; bientôt les sources vivifiantes de l'Eglise s'altérèrent au contact du panthéon des races énervées de l'Orient: à l'encontre de ce qui s'est passé pour toutes les religions, le christianisme ne put prendre racine au lieu même où il était né; et cet endroit devint, avec la ligne continentale qui passe par l'isthme de Suez et borde la mer Rouge jusqu'à l'Océan indien, partie de la barrière infranchissable opposée à l'extension de la doctrine divine du côté *d'où nous vient la lumière*. L'esprit ergoteur et usé des Grecs du Bas Empire fut un véhicule providentiel pour transmettre la révélation aux races fortes et neuves descendues du Nord à l'Occident; et dans ce partage du monde, délimité par la propagation de la foi, qui oserait ne pas reconnaître une inexorable nécessité attachée à la nature même de l'espèce humaine? Six siècles plus tard, lorsqu'il fut bien avéré que le christianisme avait arrêté sa marche à l'Orient et qu'il jouait chez les Grecs le rôle d'un remède violent dans un organisme débilité, l'islamisme prit naissance sur



IV

L'invasion des Arabes mahométans apporta un adoucissement relatif à la condition du peuple égyptien. Les Islamites, dans l'ivresse et le désintéressement d'un saint enthousiasme, firent preuve d'une certaine générosité pour les vaincus; Amrou fit succéder aux exactions impitoyables, aux vexations sans nombre des délégués impériaux, une contribution régulière, une espèce de capitation modérée, moyennant laquelle chacun eut la liberté religieuse, et put prétendre à un

cette même ligne de démarcation qui semble être celle des deux races. Nous avons déjà montré la convenance de la doctrine de Mahomet pour le lieu et les hommes auxquels elle fut immédiatement appliquée; mais la fortune qui l'attendait au dehors est une bien remarquahle vérification de la grande loi que nous venons de signaler; car son extention s'accomplit dans un sens qu'on peut dire inverse de l'autre. Les Asiatiques témoignèrent autant de facilité à se laisser imposer la religion nouvelle qu'ils s'étaient montrés réfractaires au Christianisme. En Afrique, les Grecs hérésiarques favorisèrent sa propagande; mais les Maures bornèrent leurs conquêtes et leur prosélytisme en Europe aux Visigoths de l'Espagne, dont l'origine sémitique n'est pas douteuse; et l'on voit plus tard ces Turcs redoutables, toujours réduits à vivre des lambeaux du Bas Empire, s'arrêter juste au point où ils rencontrèrent l'Eglise Romaine, sans jamais pouvoir faire un pas au delà.

traitement équitable. La chose parut si nouvelle et si agréable aux habitants, tourmentés depuis plusieurs siècles par l'intolérance des Empereurs et les disputes des sectes chrétiennes, qu'ils conçurent dès l'abord du respect pour la religion de leurs nouveaux maîtres; et si on ajoute, à cette influence irrécusable, la dispense du tribut, que les premiers conquérants musulmans accordaient à ceux qui embrassaient leur foi, on comprendra la rapide conversion des riverains du Nil au culte de Mahomet.

Toutefois, les classes véritablement laborieuses ne gagnèrent rien au change; elles furent, aussi bien que par le passé, exclues de toute participation à la propriété. Ainsi que nous l'avons dit, les instruments de cette révolution furent les Coptes, résidu dégénéré de l'antique théocratie, produit bâtard de la collusion des anciens hiérogrammates avec toutes les races parasites qui vinrent dévorer le sol égyptien. Dans cette suprême circonstance, ils n'avaient cherché qu'à sauvegarder leurs intérêts; les Musulmans se substituèrent aussi bien dans les propriétés des Grecs, expulsés du territoire, que dans celles des Coptes; mais ces derniers restèrent comme administrateurs et fermiers, et les agriculteurs, sous ces intendants, dont la rapacité s'accrut du désir de reprendre tout ce qu'ils avaient effectivement perdu, ne tar-

dèrent pas à s'apercevoir que s'ils avaient acquis une certaine sécurité dans leurs travaux, ce n'était pas pour eux tout profit. Cette sécurité même s'évanouit par le contre-coup des révolutions qui agitèrent les Empires islamiques. Sous les Mamelouks, toute espèce de garantie disparut, et le peuple fut soumis à la tyrannie la plus odieuse et à des spoliations effrénées. Sélim II, sultan de Constantinople, désireux de rattacher irrévocablement l'Egypte à l'Empire, annula les concessions de terres précédemment faites par les princes mameloucks, et décréta qu'à la mort des possesseurs actuels, ces terres feraient retour au souverain : par suite de quoi, les propriétaires, ou *moultezims*, ne furent plus que des usufruitiers. Ils ne purent plus vendre ni aliéner leurs biens, mais leurs héritiers les rachetaient ordinairement au fisc à un prix arbitraire. Le grand Soliman donna une nouvelle force à cet état de choses, en envoyant au Caire un *defterdar* qui avait l'administration des terres, et en tenait registre, sous le contrôle du Pacha siégeant ; celles qui étaient rentrées en la possession de l'État étaient cultivées pour son compte par les fellahs, auxquels étaient fournis les instruments de labour et le bétail, et qu'on payait à la journée. Ce système se détendit en même temps que tous les ressorts de l'Empire. Nous avons vu comment les beys mamelouks,



auxquels une notable partie du fonds territorial avait été attribuée, à titre de droit d'administration, finirent par s'emparer de la totalité, sauf les biens appartenant aux mosquées : c'est ce régime que trouva enraciné l'invasion française, et auquel elle s'efforça de faire succéder une plus juste répartition de la richesse foncière ; mais avec la retraite des Français s'évanouit jusqu'à la moindre trace de cette tentative de réforme.

V

Il était impossible à Méhémet-Ali de dévier du système oppressif qui lui avait été, en quelque sorte, légué par toute une chronologie : on aurait donc tort d'incriminer sa mémoire d'un défaut d'équité que sa naisance, son éducation, les circonstances et le pays même au milieu duquel il avait grandi justifiaient pleinement. Nous croyons avoir démontré que la constitution sociale de la masse du peuple égyptien n'a pas changé, du plus haut qu'il soit possible de remonter dans l'échelle des âges : elle nous paraît tellement inféodée au sol, qu'il nous semble douteux qu'aucun autre sys-

tème y puisse être efficacement appliqué. Pour nous en tenir aux seuls fellahs, ils sont si bien habitués aux rigueurs de leurs maîtres, qu'ils ne sauraient y concevoir d'adoucissement sans soupçonner la faiblesse, et sans qu'il leur vînt l'idée d'en abuser. Jamais ils ne pourront s'estimer propriétaires que de ce qu'ils parviennent à soustraire au contrôle du fisc ; il n'est peut-être pas un seul de ces misérables qui n'ait, enfouies dans cette terre, dont les produits lui sont refusés, peu ou prou de pièces de monnaie, ignorées même de ses proches, et à côté desquelles il vit nu en mourant d'inanition. Le sang de ce peuple s'est imprégné de servitude, et ses conditions organiques s'en sont modifiées. Il est constant, comme nous le verrons plus tard, que Méhémet-Ali, dont la sphère d'idées s'agrandissait de jour en jour, essaya en vain de tirer les fellahs de leur avilissement et de les associer, par l'action directe, à la rénovation dont son caractère n'avait compris que le côté glorieux et tout extérieur. A l'époque dont il est maintenant question, de pareilles idées étaient encore loin de lui; mais ses exactions ne constituaient encore aucune aggravation au sort que les mamelouks avaient fait aux fellahs, et le pire des maux de ceux-ci était plutôt, comme on va le voir, dans la forme que dans le fond.

VI

Méhémet-Ali dépouilla d'abord les Mamelouks qu'il avait vaincus : c'était de bonne guerre. Après ceux-ci, ce fut au tour des Coptes. Il n'ignorait pas que depuis longtemps ces gens-là avaient joué en Egypte le rôle de sangsues s'attachant à la fois aux oppresseurs et aux opprimés ; aussi l'arbitraire qui enleva à ces parasites une partie de leurs richesses si mal acquises peut-il encore être considéré comme l'inspiration d'un esprit équitable. Mais, à partir de là, on n'en peut plus dire autant de la fiscalité mise en œuvre par Méhémet-Ali, et les moyens qu'il employa pour faire de l'argent ne trouvent plus d'excuses que dans les dures nécessités de sa position (1). Pen-

(1) On ne saurait croire jusqu'où alla par instant la pénurie du Pacha et les difficultés qu'il éprouva à satisfaire les suppôts de son jeune pouvoir. On cite plusieurs circonstances où il eut besoin de toute sa finesse, sa fermeté et son courage pour ne pas succomber misérablement sous une révolution de caserne. Un jour, un bey, chef d'une partie de ses arnaoutes, quelque peu de ses parents, entre dans son divan l'œil étincelant, la menace à la bouche : les soldats encombraient la cour du palais, et étaient décidés à n'en sortir que l'argent en poche. Le Rouméliote reçut son visiteur d'un

dant une certaine époque, tant que son autorité ne franchit point les limites du Caire, il puisa d'abondantes ressources dans ce centre populeux et commercial; mais en s'étendant de proche en

air triste, mais calme. Suivant la coutume des Orientaux, il roulait une espèce de chapelet dans ses doigts : celui-ci était en perles fines; c'était un cadeau que lui avait fait le gouverneur général des Indes anglaises à son passage au Caire.

— Est-ce enfin pour aujourd'hui? dit l'intrus.

— Hélas! dit le Rouméliote, je ne puis le dire, car cela ne dépend plus de moi.

— Comment, explique-toi?

— Juste comme tu es entré, je sortais d'un sommeil profond, où il plut à Allah de m'envoyer un songe secourable. L'ange Gabriel m'apparut pour me dire : Tu n'as pas obéi à la loi des commandements du Seigneur; n'accuse donc que toi seul de ta peine.—Quelle est, répondis-je, ma désobéissance,— Tu as, continua-t-il, en me désignant ce riche chapelet, accepté un présent de la main maudite d'un *noussourâni*, d'un infidèle. —Qu'à cela ne tienne, m'écriai-je, je vais le jeter dans le Nil.— Cela ne suffirait pas, me dit le messager céleste; rachète ta faute en pratiquant une des vertus les plus agréables au Prophète, la générosité. En passant par tes mains, ce bijou est lavé de toute souillure; donne-le au meilleur de tes amis, le plus fidèle, entends-le bien, et soudain tu verras le terme de tes embarras; l'argent que tu attends rentrera dans tes coffres, et une prospérité éclatante ne cessera d'accompagner tes pas et ceux des gens qui s'attacheront à ta fortune. Là-dessus, l'ange Gabriel disparut, et je me suis réveillé!

— Le moyen n'est pas difficile, reprit le superstitieux et cupide arnaoute, en jetant un coup d'œil de convoitise sur le chapelet.

— Certainement, pour ce qui me regarde; mais comment trouver cet ami qui ne le cède à aucun pour la fidélité?

— Ne t'ai-je pas toujours montré le plus absolu dévouement ?

— C'est toi qui parles ainsi, au moment même où tu viens ajouter le fiel de tes paroles aux tourments que j'endure.

— J'y suis poussé par les miens, qui ne veulent plus te servir,

proche, cette autorité s'affaiblit dès le principe, car elle n'embrassait que des territoires toujours contestés, dont la garde exigeait un surcroît de forces, et qui, par l'état de ruine et de désolation où ils se trouvaient, étaient dans l'impossibilité absolue de fournir des subsides proportionnés. Vers l'année 1808, alors que ses succès contre tous ses compétiteurs, — les Mamelouks, les Turcs et

et si je m'opposais au débordement de leur colère, je serais leur première victime.

— Tu vois donc bien : que mon sort s'accomplisse! dit le rusé Pacha en faisant chatoyer dans sa blanche et fine main le pur orient de ses perles.

— Mais, dit l'arnaoute, si je m'expose pour toi à cet imminent danger, diras-tu encore que je ne suis pas le plus dévoué de tes amis?

— Oh! certes, non! Et dans ce cas, si tu parviens sans malheur à ton but, je reconnaîtrai là le doigt de la Providence.

— Je vais essayer, dit l'arnaoute; aussi bien (pensa-t-il sans doute en se retirant) si les miens sont par trop rétifs, il sera toujours temps de leur lâcher la bride et de prendre par force ce que le Rouméliote veut me donner de si bonne grâce.

Mais, dans ce dernier cas, le butin eût été à partager avec ses soldats, et cette considération fut le ressort de l'éloquence avec laquelle il sut leur persuader encore une fois de regagner leur logis sans esclandre.

Le Rouméliote acquitta religieusement sa promesse. L'argent tarda encore quelque temps à rentrer, et le Bey ne se fit faute, à diverses reprises, de le réclamer vivement; mais le Pacha avait une réponse concluante:

— La prédiction céleste tarde en effet beaucoup à se réaliser, disait-il : il faut que nous nous soyons trompés. Crois-moi, aide-moi à chercher ce précieux ami auquel le chapelet doit être remis.

— Attendons encore un peu, disait l'arnaoute : le ciel va sans doute se décider.

les Anglais, — l'eurent débarrassé de toute crainte sérieuse, Méhémet-Ali commença à ériger en système les moyens grâce auxquels il avait jusque-là pu se soutenir. Comme il est facile de le comprendre, si l'impôt n'avait jamais eu, en Egypte, d'autre mesure que la discrétion des gouverneurs, il ne possédait, non plus, aucune garantie, et l'accord tacite des Coptes avec les contribuables tendait à le rendre continuellement illusoire. L'immunité dont jouissaient les dotations religieuses, comprenant toutes sortes d'immeubles sous le nom de *ouaqfs* et des terres considérables appelées *rizaqs*, faisait que le nombre en augmentait de jour en jour, au grand détriment du fisc. A la vérité, ce genre de propriété était grevé de charges assez fortes qui auraient dû incomber au trésor public, telles que l'entretien des mosquées, des écoles publiques, des citernes, et les secours à distribuer aux indigents; mais outre qu'elles étaient en bien petit nombre, l'avidité naturelle des cheiks et des gens de religion savait encore en éluder la plus grande partie. Une fois qu'il eut gagné de l'assurance et se fut senti hors des atteintes du clergé, qui l'avait si puissamment secouru lors du danger, Méhémet-Ali songea à le rançonner tout le premier, suivant la reconnaissance particulière aux ambitieux. Il put colorer cette usurpation du prétexte de procéder à une meilleure exécution

des charges afférentes aux propriétés cléricales, en constituant les cheiks dépossédés créanciers du trésor pour la part qui devait leur rester, une fois ces charges acquittées : mais le trésor du Rouméliote était un fort mauvais débiteur, et dans cette compensation, les cheiks furent encore victimes d'un expédient dont nous allons parler, et qui fut mis en pratique au sujet d'une expropriation plus étendue, dont cette première n'était que le prélude et créait en quelque sorte la nécessité : car celle-ci embrassa tout ce qui restait de propriétaires. Le nombre était encore grand de ces *moultezims*, anciennes créatures des mamelouks, et pourvus par eux de terres en usufruit. Ces gens-là avaient habilement profité de tous les désordres pour ne pas payer d'impôts ; le moins qu'ils faisaient était de frustrer le trésor en amoindrissant l'étendue déclarée de leurs domaines, et cette supercherie n'avait pu s'établir que par la complicité des fonctionnaires coptes (1). On a vu cepen-

(1) Voici comment les choses se passaient. L'ensemble des terres qui ressortissaient d'un même village était généralement divisé en vingt-quatre parties appelée *quiratles*, qui réglaient la délimitation des propriétés dans les titres authentiques, et entre lesquelles se répartissait proportionnellement l'impôt. Mais rien de plus inégal que la valeur de chacune de ces unités, dont quelques moultezims possédaient un certain nombre, tandis qu'un même *quiratte* formait la propriété de plusieurs d'entre eux. Les arpenteurs coptes, lorsqu'ils avaient à soumettre ces terres à une mesure fixe et unitaire, le *feddan*, étendaient ou restreignaient le résul-

dant que, lors des grands préparatifs de la première guerre d'Arabie, le vice-roi, pressé d'argent, frappa les provinces d'un impôt considérable dont, à raison des motifs que nous venons de déduire, et vu l'épuisement résultant des contributions antérieures, il ne rentra qu'une très-faible partie dans ses coffres. Les petits propriétaires et les paysans ruinés désertèrent en masse les cultures, et le Rouméliote profita de cette circonstance pour faire main-basse sur les terres des moultezims, comme il l'avait fait sur celles du clergé. Le palliatif à cette mesure fut l'inscription des moultezims pour une rente viagère équivalente à leur revenu avoué; mais, vérification faite, il se trouva que la valeur de leurs propriétés était généralement double de celle qui figurait sur les registres du miri, lesquels servaient de bases au gouvernement, et le vice-roi aggrava cette réduction en profitant de ce que les mesures unitaires variaient suivant les localités, pour les restreindre à une dimension inférieure à toutes (1). De sorte qu'à supposer que les nouveaux rentiers

tat de leur opération au gré des moultezims auxquels ils avaient affaire, moyennant un pot de vin qu'ils partageaient ordinairement avec le *cheik-el-belad*. Quand les propriétaires ne pouvaient pas payer, — ce qui arrivait communément pour les petits, — le comble de l'équité, aux yeux de ces officiers concussionnaires, était de s'adjuger l'excédant des terres, sauf à n'en pas rendre compte.

(1) L'unité de longueur légale était le *kassabé*, de 3 mètres

eussent eu quelque raison de compter sur la validité de leurs titres, ils se trouvaient, par le fait, réduits au tiers de leur propriété.

Mais les moultezims ne furent pas encore les plus à plaindre; les cultivateurs fellahs eurent à supporter tout le poids de l'arbitraire, car l'impôt du miri ne subit pas une réduction analogue à celle de l'unité agraire, et pour le même champ pris à ferme, le paysan fut astreint à payer des contributions d'un tiers plus fortes.

VII

Les mamelouks, qui extrayaient 50 millions de l'Egypte, tandis que 40 millions seulement étaient inscrits au miri, se seraient bien gardés d'accaparer des terres aussi productives et de prendre la

85 centimètres, et la mesure agraire ou le *feddan*, un carré de 20 kassabès de côté. Le gouvernement réduisit le kassabè à 3 m. 64 c., ce qui rendait le feddan à peu près les 9/10 de l'ancien; puis il en diminua encore la contenance en kassabés, et de 400 la porta à 333 1/3, par une réforme qui n'avait même pas sa raison mathématique d'exister; ainsi les 9/10 du nouveau feddan devinrent 9/10 moins 1/6, ou les 11/15 de l'ancien, c'est-à-dire les /3 environ.

moindre responsabilité dans la gestion agricole. Au contraire, possesseurs fonciers d'une majeure partie du sol en vertu des constitutions de Soliman, ils s'étaient hâtés d'en faire la cession à leurs créatures. Leur système consistait à ne s'occuper de la récolte que quand le fruit était mûr, et à laisser le cultivateur dans la croyance qu'il n'aurait à payer que l'impôt légal. Les beys et leurs kachefs intervenaient alors avec toutes leurs avanies, et vidaient radicalement les poches de leurs administrés. Ces exactions fortuites réduisaient bien le fellah à la même condition de misère, mais lui laissaient l'espérance, qui fait travailler. L'accaparement officiel de Méhémet-Ali porta une plus grande atteinte à la liberté individuelle, et ne tarda pas à l'anéantir tout à fait par les conséquences du système qui l'avait fait naître. Méhémet-Ali était profondément pénétré de la valeur agricole de l'Egypte; il savait que ce pays avait tiré de son sol fertile et du Nil tous les éléments de son antique splendeur. Cette idée lui suggéra d'abord la conviction qu'il en obtiendrait tout ce qu'il voudrait, et que le terme de ses embarras serait le moment où il en serait bien réellement maître. On comprend par là le rapide essor qu'il donna à ses projets et à sa fiscalité, et son vif désappointement sous ce dernier rapport.

Il est dans le caractère turc de peu analyser : lorsque le Rouméliote vit que les impôts ne rentraient plus, il attribua le fait en grande partie au mauvais vouloir des propriétaires, un peu aux vices de l'administration, et ne vit rien de l'impossibilité matérielle. En s'emparant des terres qui se refusaient à l'impôt, il crut non-seulement faire pièce aux détenteurs récalcitrants, mais encore consommer un acte de haute prudence et de sage économie. Ce n'était qu'un mauvais calcul, dans lequel se garderait bien de tomber même le simple intendant d'un riche domaine qui se trouverait lésé d'une partie de ses loyers : celui-ci se bornerait à chercher d'autres fermiers, comprenant trop que l'intérêt individuel est l'unique stimulant aux durs travaux du laboureur, et que la perspective d'un gain est toujours plus productive que la loi de la nécessité ou le charme de l'obéissance. Que si Méhémet-Ali n'eût dépouillé d'une main que pour donner de l'autre, sans prendre nul souci de la terre, et se contentant de faire monter les impôts au plus près possible en-deçà de la ruine des contribuables, il eût imité cet intendant dont nous venons de parler; et quels fermages! que ceux que peut prélever un despote, sans aucune espèce de contre-poids. En même temps qu'il aurait ainsi évité les inextricables difficultés d'une gestion directe, il



eût encore atténué le caractère violent de la mesure.

VIII

Ce goût d'accaparement conduisit fatalement Méhémet-Ali au monopole absolu sous lequel il finit par être écrasé, et voici par quel enchaînement logique. Les terres provenant de cette razzia constituèrent des espèces de glèbes auxquelles les fellahs furent de force attachés. Cet état de choses, qui ne différait du précédent que par un surcroît de misère pour le laboureur, lui laissait encore l'ombre de la liberté et la possibilité de ne pas mourir de faim, lui et sa famille. Il ensemençait son terrain à sa guise, portait son grain au marché, et, quoiqu'il dût compte au fisc d'un impôt hors de raison, il dépendait de son intelligence et de son activité que quelque chose lui restât aux mains. Mais le vice-roi, qui déjà, dans des moments de pénurie, avait conclu quelques marchés de céréales avec les négociants européens, s'était infatué des avantages que lui procuraient ces sortes de transactions, et, pour être mis à même de les continuer, il permit aux fellahs

d'acquitter l'impôt en nature. Ceux-ci, dont nous connaissons le faible pour le numéraire, se réjouirent de l'innovation : les malheureux! pas plus que leur maître ils n'en pouvaient soupçonner l'effet. Les choses allèrent au mieux dans le commencement; les *chounes* (1) de Méhémet-Ali s'emplirent, et son négoce fructifia; mais bientôt les grains libres affluèrent sur les marchés, et créèrent au Pacha une concurrence désastreuse. Son instinct mercantile fut révolté et ne le céda point à ses déceptions fiscales d'auparavant. Incapable d'ailleurs de bien apprécier la véritable cause du mal et de revenir sur une erreur, il n'accusa encore que son infortuné peuple, et se crut volé par lui. Dès lors il ne songea qu'à absorber effectivement tous les produits d'un sol qu'il considérait comme bien et duement sien, et pour être le seul négociant de son royaume, il voulut en être le seul agriculteur. Les fellahs n'eurent plus la disposition d'aucune partie de leurs récoltes : le tout dut être consigné dans les magasins du gouvernement, à un prix fixé arbitrairement. Même les denrées nécessaires à leur chétive nourriture, ces infortunés furent contraints de les racheter plus cher qu'ils ne les avaient vendues. Il va sans dire qu'ils ne subirent

(1) Greniers.

aucune diminution de leurs charges; que le *miri* continua à être fixé sur le même pied qu'auparavant, qu'on exigea le *ferdè* (1) plus rigoureusement que jamais, que les *corvées* pour les travaux publics, ou ceux des grands, se multiplièrent de jour en jour; que les épidémies, la famine, la misère et le service militaire enlevèrent graduellement les meilleurs bras aux travaux agricoles; qu'un grand nombre de fellahs valides, dans l'impossibilité de faire rendre à leur champ la récolte *prescrite*, l'abandonnèrent et s'enfuirent dans le désert. Tous ces désastres ne purent dessiller les yeux du Rouméliote : il lui fallait son compte, et les fellahs seuls furent tenus responsables même des énormes concussions, du gâchis immonde d'une administration rendue plus nombreuse encore par l'affermage général du Pacha. Cependant le génie qui l'animait dut rester un moment interdit devant la désertion, le dépeuplement et les terrains en friche : comment parer à ces inévitables causes de pertes? Méhémet-Ali trouva un moyen, et ce fut là, sans doute, le chef-d'œuvre de son imagination en matière de fiscalité. Ce moyen consista à établir la solidarité de la dette entre tous ses sujets et dans toutes les parties du territoire, de façon que si un village, par une des

(1) Capitation.

nombreuses causes que nous venons d'analyser, se trouvait dans l'impossibilité de payer l'intégralité des sommes ou des récoltes exigées, le village voisin soldait le déficit, outre sa quote-part. Des communes payèrent pour des communes, des cantons pour des cantons, et quand il fut arrivé à établir cette solidarité de province à province, Méhémet-Ali fut en droit de juger son système parfait, et de se croire désormais à l'abri de revers financiers.

IX

Comme on ne levait l'impôt qu'après les récoltes livrées et emmagasinées, il est certain que si, à cette époque, les fellahs en eussent eu l'argent dans leur poche, il aurait été plus que difficile de l'en extraire ; en acquit de leurs fournitures, on leur délivrait donc des *teskerès* (1), qu'ils donnaient eux-mêmes assez volontiers *à valoir* aux agents du fisc. Ceci réglé, restait le bâton pour leur prendre les espèces, et un fellah n'a ja-

(1) Récépissés.

mais manqué de se laisser pousser jusqu'à ce moyen de persuasion avant de payer. De cet accaparement absolu, il résulta aussi d'étranges mécomptes et les plus dures calamités. Guidé par ses prévisions ou par les rapports de ses agents, souvent le Pacha, dont les greniers regorgeaient de grains, refusait d'en vendre à l'intérieur la portion nécessaire, dans l'espoir d'un bon placement à l'étranger : on voyait alors une disette se déclarer au sein de l'abondance, et après une riche moisson. Parfois aussi ce calcul était déjoué ; les mercuriales baissaient sur tous les marchés. Le vice-roi, répugnant à vendre à bas prix, différait de s'exécuter jusqu'au moment où son grain se détériorait. Pareille chose arriva en 1829 ; les fellahs souffraient d'une cruelle famine pendant que des montagnes de céréales étaient en germination dans les magasins du gouvernement. L'année suivante, la disette fut réelle ; le Nil ne monta pas à la hauteur voulue, et le peuple de la Basse-Égypte en fut réduit à manger d'un pain fait avec des graines de coton.

Certes, les Pharaons avec leur administration dévorante étaient distancés, et jamais gouvernement ne se montra plus insensible aux malheureux courbés sous sa loi. C'est là le mauvais côté de Méhémet-Ali, et ses plus intrépides panégyristes ont reculé, nous ne dirons pas seulement devant

l'apologie de pareils actes, mais même devant la responsabilité d'en dissimuler le côté révoltant. Quelques écrivains, auxquels l'intérêt et la reconnaissance imposaient la loi d'atténuer la vérité, ont vainement épuisé à cette tâche ingrate leur talent et leur dévouement. Le véritable aspect des choses, masqué sous les fleurs de leur rhétorique et de leur statistique, se fait jour dans quelques réticences et dans la maladresse de certaines justifications. Une seule considération doit faire tomber tout l'échafaudage de leurs faux raisonnements : c'est la dépopulation croissante de l'Égypte sous Méhémet-Ali, cet indice bien irrécusable d'une administration vicieuse. Les 6,000,000 d'habitants de la terre des Pharaons et des Ptolémées, réduits à 4 lors de la conquête d'Amrou, à 2 sous le despotisme des mamelouks, n'ont jamais pu remonter qu'à 2,500,000, d'après l'estimation des historiens les plus prévenus en faveur du Rouméliote; encore ce chiffre a-t-il été donné à une époque où l'ordre de choses établi par lui n'avait pas encore, pour nous servir de l'expression, sorti son plein et entier effet. Plus tard, la peste, le choléra, les guerres, et plus que tout cela, la misère, lui ont fait une rude brèche, et à l'époque où le Pacha d'Égypte attirait le plus l'attention du monde, lorsque son nom était prôné par la pu-

blicité européenne comme celui du rénovateur de la *nationalité* arabe, il est certain que la population égyptienne était descendue au-dessous de ce nombre de 2,000,000, qu'expliquait si bien la barbarie des mamelouks. Mais, comme nous l'avons fait pressentir, Méhémet-Ali, par sa nature et par son ignorance, était moins coupable encore que les gens qui l'encourageaient dans cette voie, moins surtout que ceux qui, ayant les tristes effets sous les yeux, avaient le courage d'en entreprendre l'éloge motivé, les étouffaient sous leurs mensonges officiels et officieux, et en imposaient aussi bien à ce rude et inculte génie lui-même qu'à l'opinion publique.

X

Nous venons de voir Méhémet le seul propriétaire, le seul agriculteur, le seul négociant de ses États : nous l'en verrons bientôt l'unique industriel. Car ce sont les hommes d'un caractère énergique et entreprenant qui paient le plus large tribut à l'entraînement des choses et à la logique des circonstances. Il faut ajouter que notre héros, mieux

que tout autre, subit l'influence de son entourage, et qu'en conservant toujours un certain prestige sur les gens qui l'approchaient, il céda à leurs suggestions jusqu'au point de devenir plus tard leur dupe ; et cela arriva lorsque la résistance du Pacha aux bons conseils fut mise en balance avec l'intérêt des conseillers, car c'était la porte toute grande ouverte aux mauvais. Méhémet-Ali n'avait aucune estime pour les gens de sa nationalité ; il ne partageait ni leur fanatisme, ni leur flegme, ni l'amour de leur crasse ignorance ; ignorant lui-même, il en ressentait un tel déplaisir, qu'à l'âge de quarante-cinq ans il se mit à apprendre les premiers éléments de la lecture et de l'écriture. Ce fut un cheik qui lui montra à écrire, et une esclave de son harem lui enseigna l'alphabet. Méhémet-Ali considérait donc ses compatriotes comme des instruments passifs : il s'en servait, mais ne prenait jamais leurs avis. Son instinct le poussait à accorder sa confiance aux étrangers, dont il ne voyait que la supériorité intellectuelle, sans jamais suffisamment s'inquiéter de leur valeur morale. Dans l'origine, ce fut par le désir d'augmenter ses richesses qu'il appela les Européens à son aide, et il eut le bonheur de rencontrer des gens de cœur et de mérite, qui mirent une grande conscience à le servir ; mais le bruit de cette facilité du puissant Pacha à accueillir les

gens du dehors s'étant répandu, une nuée d'intrigants et d'aventuriers s'abattit sur l'Égypte, et occasionna une nouvelle plaie à ce malheureux pays. Nous ne rapporterons pas toutes les cruelles déceptions que cette *xénomanie* valut à Méhémet-Ali ; parmi les entreprises sans nombre dans lesquelles il fut induit à se jeter, nous ne mentionnerons que celles qui paraissaient devoir tourner à son profit ou à celui du pays en général.

XI

De bonne heure, Méhémet-Ali avait songé à établir sur les bords du Nil des manufactures qui l'affranchissent du tribut considérable qu'il payait à l'industrie européenne. La première idée lui en fut donnée par MM. Bokty, consul de Suède, et Drovetti, consul de France, qui restèrent ses intimes amis pendant les longues années qu'ils passèrent en Égypte. Mais, pendant un laps considérable de temps, il fut impossible de rien faire à cet égard qui ne fût point infructueux. Débarrassé des soucis de la guerre d'Arabie, le vice-roi revint à son projet favori. En 1823, il

fit venir un mécanicien français, M. Jumel, pour qu'il lui montât des filatures; mais M. Jumel était destiné à lui rendre un bien plus grand service encore. Le sol de l'Égypte produisait les deux espèces de coton, le coton herbacé, plante annuelle dont les usages étaient très-restreints, et qui servait principalement de rembourrure, et le coton arbuste, cultivé dans quelques jardins, et dont la laine, plus fine et plus longue, n'avait encore été filée que par la main des femmes au fond des harems. M. Jumel, ayant remarqué dans le jardin d'un des officiers de Méhémet-Ali un de ces beaux cotonniers à duvet long et soyeux, fit la proposition de le planter en plein champ. Les essais préparatoires furent couronnés de succès, et le vice-roi, sentant tout de suite l'importance de cette culture et quel surcroît de richesses elle pourrait procurer à l'Égypte, l'organisa sur un vaste pied, et l'encouragea par tous les moyens. Il fit établir des métiers à roue pour l'arrosage, et donna quelques avantages aux fellahs cultivateurs : leurs récoltes furent reçues à des prix élevés et en déduction de l'impôt, si bien qu'en peu de temps le coton arbuste couvrit les plaines du Delta, et que par contre-coup, la culture des autres produits fut négligée. Le coton égyptien à longues laines entra bientôt en concurrence sur tous les marchés de l'Europe avec ceux du Bengale et de l'A-



mérique, et produisit une baisse considérable sur cet article, car en peu d'années l'Égypte put en verser 400,000 quintaux dans la consommation.

XII

Cette grande révolution agricole devait en amener une autre dans la culture d'un produit qui a une étroite relation avec le précédent. Le soleil d'Égypte faisait aussi mûrir ce précieux végétal, dont la feuille macérée donne la fécule appelée indigo. Une meilleure et plus considérable production du coton appelait l'amélioration de l'indigotier; car la couleur fournie par celui-ci devait servir à teindre les tissus faits avec l'autre. Jusqu'alors les fellahs l'avaient préparé grossièrement; après l'avoir détrempé à l'eau chaude, ils mêlaient à la fécule un tiers de terre glaise, et faisaient sécher les pains en plein air, de sorte que le vent y introduisait du sable et d'autres substances hétérogènes. L'indigo d'Égypte avait acquis dans le commerce un renom d'impureté, et était rejeté sur tous les marchés d'Europe. Méhémet-Ali fit venir du Bengale des fabricants qui enseignèrent aux fellahs

les procédés suivis dans l'Inde pour cette manipulation. Cette plante aime les terres qui ne sont pas trop grasses, et qui surtout sont susceptibles d'être irriguées; le vice-roi, fit choix des plus limoneuses, de celles qui, pouvant être arrosées en toute saison de l'année, étaient le mieux appropriées à la nature de ce végétal : huit ou dix indigoteries s'élevèrent presque simultanément dans la vallée du Nil, surtout dans le Nord. Les produits de la récolte, en 1833, s'élevaient à 77,300 okes. Cependant, en dépit de toutes les leçons, les fellahs ne purent se défaire complétement de leurs mauvais procédés de fabrication, et les indigos d'Égypte contenant toujours beaucoup de substances étrangères, persévérèrent dans leur mauvaise réputation. Cette même année 1833, il y en eut dans les magasins jusqu'à 200,000 okes invendus. M. Rocher, chimiste français, offrit de les purifier; le vice-roi ne voulut pas entreprendre cette opération, et préféra baisser les prix.

XIII

Grand est encore le nombre des tentatives de Méhémet-Ali dans le domaine des réformes agricoles. Jadis l'opium de la Thébaïde était si renommé, qu'on le désigne encore aujourd'hui, dans nos officines sous le nom d'*extrait thébaïque.* Le vice-roi, pour donner une nouvelle activité à cette branche d'agriculture, depuis longtemps tombée en désuétude, fit venir de l'Asie-Mineure des Arméniens consommés dans la pratique. Après divers essais, quand les résultats parurent satisfaisants, on procéda sur une large échelle, et ce nouveau produit ne tarda pas à acquérir une grande importance. En 1833, la récolte de l'opium s'éleva à 14,500 okes, que le Pacha vendit 110 piastres l'oke.

Longtemps on avait été dans l'idée que le climat d'Egypte, à cause de sa sécheresse, n'était pas propre à la culture du chanvre. Le vice-roi, à qui le projet d'avoir une flotte imposait un impérieux besoin de cet article, ne se tint pas pour suffisamment convaincu : en 1827, il chargea un français de

Grenoble d'enseigner aux fellahs la manière de faire venir et de préparer le chanvre. Les premieres expériences eurent lieu dans quelques villages riverains et à Mansoura, où l'humidité de l'automne et de l'hiver favorise la croissance de cette plante : elles furent assez bonnes pour donner de légitimes espérances. Cette culture prit momentanément une extension qui remplit les vues de Méhémet-Ali, et lui permit d'en appliquer les produits à la flotte. Plus tard, et lorsque la marine égyptienne eut dit son dernier mot dans la vie politique du Pacha, le chanvre fut à peu près abandonné.

Il faut ranger au même chapitre de progrès agricoles l'introduction du mûrier et des vers à soie, quoique l'industrie sérigène n'ait jamais fait florès en Egypte ; celle de l'olivier, qu'on n'avait jamais vu que dans les champs du Fayoum et dans quelques jardins des environs du Caire, et qu parvint à se répandre dans toute la vallée du Nil, grâce aux efforts persévérants du vice-roi et de son fils Ibrahim-Pacha. Cependant l'olive égyptienne est restée d'une qualité inférieure, charnue, grosse, sans être onctueuse, et fournissant une huile aqueuse de mauvais goût.

Somme toute, ces innovations furent loin de produire tous les avantages qu'en attendait leur promoteur, et que l'on fit trop souvent accepter

comme réels à sa crédulité, à son désir passionné. Elles étaient d'abord, dans leur germe, frappées du même principe de stérilité qui affecta, on peut le dire, la plupart des créations du vice-roi : imaginées pour donner des résultats hâtifs, beaucoup d'entre elles n'eurent même pas la durée de son existence ; quelques-unes furent mort-nées. La raison doit en être principalement attribuée à ce monopole, dont nous sommes loin d'avoir épuisé les méfaits, et qui fut cependant, le croirait-on ? le principal titre de Méhémet-Ali, dans la langue des thuriféraires, au surnom de *régénérateur de la nationalité arabe.* Quel intérêt les cultivateurs pouvaient-ils prendre à des améliorations qui, loin de leur être profitables, ne faisaient que leur apporter une aggravation de soucis et de travaux ? Aussi, une fois livrés en leurs mains, tous ces nouveaux procédés périclitaient ; ces fruits, ces produits riches ou savoureux, ils ne devaient jamais en jouir, ils n'en connaissaient même pas l'usage. Il aurait donc fallu que le Pacha prît aussi le monopole de la surveillance. Quand il était occupé de la naturalisation d'une espèce exigeant une attention soutenue, les premiers essais s'accomplissaient bien sous ses yeux ; mais, aussitôt qu'il avait vu ou supposé le succès, force était d'en livrer la suite aux Turcs, aux Grecs ou aux Arabes ; bientôt, faute de soins, le végétal mourait, et

on en concluait qu'il ne pouvait s'acclimater en Egypte. Encore, si pour chaque espèce le vice-roi eût créé un fermier et eût consenti à lui laisser quelques profits; mais il ne voulait que des employés, des directeurs relevant immédiatement de son autorité souveraine, tant il craignait de perdre aucune parcelle du riche bénéfice qu'il se promettait; pour ne pas accorder le moindre gain licite, il se faisait indignement voler. En toute chose, son absolutisme, sans objection possible, appelait la tromperie; car Méhémet-Ali, cet homme qui déploya tant de finesse et de pénétration pour rouer ses adversaires, fut la dupe continuelle de ses créatures, et eut toujours, à leur endroit, un épais bandeau sur les yeux. Petits et grands, à tous les degrés de l'échelle administrative, s'entendaient pour ériger la concussion en système, et comme il était difficile que le fellah fût victime d'un surcroît d'exactions, c'est leur maître qui devait en souffrir.

Ce fut une espèce de franc-maçonnerie pour le mal, dont un plus avisé même que le Rouméliote eût eu de la peine à se garantir. En effet, jamais d'empêchements, de difficultés; tout était possible; tout devait se faire : c'était le servilisme non-seulement de l'esprit, mais du sens commun. Méhémet-Ali pêchait par l'instruction première; mais il s'était habitué à compter de tête, et

il ne faisait ainsi que trop de calculs. Il supputait par avance son revenu, et distribuait en conséquence les cultures dans les provinces. Très-rarement il recevait un démenti ou une observation : on savait bien que la plus légère contradiction à cet égard amenait une disgrâce. Mais on n'ignorait pas davantage que le maître serait dans l'impossibilité de vérifier ses calculs, et que, pour tout contrôle, on n'aurait affaire qu'à d'autres employés. Avec ceux-ci il n'était pas difficile de s'arranger : au rebours du proverbe, il valait bien mieux, là, compter avec ses saints qu'avec le dieu lui-même. Presque tous les ans, Méhémet-Ali, qui avait le préjugé de *l'œil du maître*, faisait une tournée dans les provinces pour tout voir par lui-même, ou, comme le disaient alors ses historiographes, pour encourager l'agriculture. C'était la seule mauvaise chance, la seule épée de Damoclès suspendue sur la tête des effrontés dilapidateurs, et ils appliquaient toute leur ingéniosité à la conjurer, ce à quoi leur servait admirablement l'accord tacite qui régnait parmi tous les employés pour cette œuvre malfaisante. Il se passait alors une de ces comédies qui se jouent plus ou moins bien dans tous les gouvernements dont un seul est l'arbitre suprême, comédies qu'un célèbre courtisan russe eut l'audace de pousser, pour sa souveraine, jusqu'à la féerie, en transformant un désert en des

champs cultivés et peuplés..... de décors. Quand un gouverneur de province recevait ainsi l'avis de la visite du Pacha, grand était son émoi, et plus grande encore son activité. Sur-le-champ les écrivains étaient mis à l'ouvrage, et des courriers partaient dans toutes les directions pour donner le mot d'ordre : surtout, pas de plaintes! Qu'aucune réclamation n'arrive aux pieds du maître pour faire tache sur le tableau de félicité générale dont il faut régaler ses yeux. Le gouverneur a son thème tout fait; il sait à l'avance, par les indiscrétions de l'entourage du Pacha, sur quoi il va être consulté : d'ailleurs, c'est presque toujours des cultures et des moissons que le Pacha s'enquiert : elles seront donc toujours parfaites. Le point capital, dès son arrivée, est d'obtenir un sourire. Alors la comédie succède à la mise en scène. Rusé non moins que crédule, le Pacha, satisfait des réponses, croit devoir faire comme ce quidam du roman de Don Quichotte, qui, apportant à son tailleur du drap amplement de quoi tailler un habit, et le voyant acquiescer facilement à sa commande, parvient jusqu'à lui faire promettre d'en confectionner cinq avec la même étoffe. « J'ai besoin, dit le Pacha, de deux mille ardebs de fèves, de cinquante mille ardebs de blé : les avez-vous? — Comment donc! Votre Altesse! — J'ai vu de beaux champs de blé en passant, ajoute-

t-il; combien un feddan rapporte-t-il d'ardebs? — Six, sept, Votre Altesse. C'était faux. —Dans un canton du Bahirè, réplique le vice-roi, la terre rend davantage. » C'était encore moins vrai; mais le gouverneur se penchait en saluant sans dire mot. Il s'est trouvé tel gouverneur qui s'est engagé à une fourniture considérable de grains sans en avoir un atôme en magasin. Arrivait enfin le moment de la présentation des notables. Ces pauvres fellahs, dépouillés, ruinés pour la plupart, se seraient bien gardés de proférer une apparence de plainte; tout était pour le mieux dans leurs cantons; ils avaient des bras, de l'eau, des bestiaux en suffisance; c'était un hosannah sans fin sur le bonheur de vivre en ces temps prospères. Son Altesse daignait sourire, le gouverneur était radieux, et les malheureux, pour se mettre à l'unisson, se mettaient aussi à rire. Le lendemain, le vice-roi visitait les environs; mais les ordres du gouverneur l'avaient précédé, quoiqu'il se mît toujours en route de bonne heure. Dès l'aube, on avait placé du monde aux canaux, dans les champs, les charrues étaient attelées; on faisait passer le vice-roi dans des sentiers bordés de terres couvertes de riches moissons; partout l'image de l'abondance et de l'activité, et Méhémet-Ali s'en retournait emportant la plus haute idée de son délégué, qui n'était qu'un fripon. Veut-on sa-

voir, au rebours, comment les employés intègres étaient traités? Achmet-Menikli-Pacha, le même qui vient de prendre part à l'expédition de Crimée, était un des plus braves, des plus habiles et des plus dévoués généraux de Méhémet-Ali ; après la campagne de Syrie, dont nous aurons bientôt l'occasion de parler, on lui donna, à titre de récompense, le gouvernement d'une province de la Haute-Egypte. C'était la première fois qu'il voyait d'aussi près la misère des fellahs, la corruption des employés subalternes, leurs dilapidations, leurs concussions sans nombre. Il en fut épouvanté, et écrivit au Pacha que, n'apercevant aucun remède à cet état de choses, il aimait mieux résigner son emploi, que d'être obligé à suivre les traces de ses prédécesseurs. Achmet-Pacha reçut l'ordre de remettre les insignes de son grade au ministre de la guerre ; aucune retraite ne lui fut accordée, malgré ses nombreux services militaires et ses blessures. Ce ne fut que plusieurs mois après cette disgrâce que Méhémet-Ali le nomma gouverneur de son fils Saïd-Pacha.

XIV

Ceci nous conduit naturellement à apprécier,

au point de vue général, l'administration organisée par Méhémet-Ali. A ce sujet, les opinions ont été bien différentes, comme sur tout ce qui concernait le chef de l'Egypte. Nous venons de mettre le mal en relief en montrant la vénalité et la fourberie des employés; pour être juste, il nous faut reconnaître le bien accompli, et c'est ce qu'on ne saurait faire sans se reporter à l'état des choses avant le Rouméliote, et sans établir une comparaison qui reste certainement à son avantage.

On se rappelle à quels concurrents Méhémet-Ali fut obligé de disputer le pouvoir, et quelle anarchie régna dans toute l'étendue de l'Egypte pendant le temps de cette lutte. Certes, on aurait eu de la peine alors à découvrir le moindre élément d'administration, la plus légère trace de hiérarchie et de subordination. Méhémet-Ali commença à asseoir son autorité militaire, sans s'occuper du reste, et c'est à cette idée fortement conçue et non moins énergiquement exécutée, qu'il dut de pouvoir repousser la dangereuse invasion des Anglais. Que cette invasion eût eu lieu deux ans plus tôt, comme nous l'avons déjà fait remarquer en son temps, et l'Egypte passait sans retour sous la domination britannique. Ce n'est qu'à partir de ce moment que le nouveau chef de l'Egypte se trouva assez solidement assis

pour essayer de mettre un peu d'ordre dans le gouvernement de ses Etats? Voici, après plus de dix ans d'efforts, les résultats qu'il avait obtenus et le régime qui subsistait encore en 1820.

Le chef de l'administration civile était le *kiaya-bey*, comparable en beaucoup de points à un ministre de l'intérieur; ce fonctionnaire avait sous lui beaucoup d'employés de divers ordres. Il y avait un ministre de la guerre pour l'administration militaire et la direction de l'armée. La justice était administrée par le *cadi-askar*, ou grand-juge, qui relevait de la Porte, et était assisté par les gens de loi. La police était du ressort du chef des agas (*bachi-aga*) et de l'*ouali*, ce dernier remplissant les fonctions d'un commissaire pour maintenir l'ordre et la tranquillité. Les marchés et le service des subsistances regardaient le *mahteseb*. Les contrats étaient stipulés devant le *cadi*. Le trésor était confié à la garde du *kasnadar*, le grand-sceau au *murhudar*, et les troupes formant la garde du prince au *seligdar*.

Quelque imparfaite que fût cette administration, elle avait peut-être le mérite d'être plus en rapport avec les mœurs et les traditions du pays que celle que Méhémet-Ali lui substitua plus tard. Cette nouvelle réforme arriva en 1826, à l'époque où le vice-roi commença à tomber entièrement sous le joug des Francs et de leurs idées,

et à perdre, par cela même, quelque chose de sa grande individualité. Il voulut donc avoir un système administratif à l'européenne, comme le reste; mais malheureusement, là ainsi que partout, il ne trouvait que des Turcs pour instruments, et si le besoin d'un changement se faisait sentir, c'était moins dans le système que dans les hommes. Méhémet-Ali abolit d'abord l'ancienne division en quatorze provinces, si populaire qu'elle est toujours restée dans l'usage commun, même pour les réformateurs. L'Egypte fut répartie en sept grands gouvernements ou *moudyrliks*, dont les chefs furent les *moudyrs* (au propre, intendants). Ces moudyrliks se subdivisaient en soixante-quatre *mamourliks*, administrés par soixante-quatre préfets ou *maimours* (subdélégués), chaque mamourlik en *nazirliks*, à la tête desquels étaient les nazirs, et enfin, les nazirliks en communes ou villages, toujours régis par ces espèces de maires, nommés cheiks-el-belad. Ces dignitaires se contrôlaient l'un l'autre; chacun exerçait une surveillance sur son inférieur, duquel il devait recevoir les rapports, qu'il transmettait substantiellement à l'autorité supérieure.

Nous laissons à penser si cette machine administrative compliquée, modelée sur celle de Napoléon, que le Rouméliote affectait d'imiter en tout, pouvait avoir le ressort et l'énergie qui dis-

tinguaient son prototype. Ajoutez qu'au milieu de tout cet appareil de réformes, la grande, la vraie préoccupation de Méhémet-Ali étant d'augmenter ses revenus, chacun de ces fonctionnaires devenait responsable des impôts dans le cercle de son autorité ; et comme le cheik-el-belad, le dernier, ne pouvait user d'autre argument envers ses administrés que la *contrainte par coups*, cette jurisprudence administrative se transmettait par ricochets, et le bâton resta toujours une moyenne et extrême raison de gouvernement.

Là ne se borna point cette intempestive copie; il y eut autant de départements ministériels que dans les Etats les plus considérables ; la guerre, les affaires étrangères, les finances, la marine, le commerce, etc., eurent chacun leur titulaire, avec des conseils ou divans respectifs, et une multitude d'écrivains coptes à la suite. On créa un conseil d'Etat pour avoir la main haute sur toute l'administration, un conseil privé spécialement attaché à la personne du souverain et formé, dit un historiographe de l'époque, *dans la crainte que le vice-roi ne se laissât trop facilement entraîner à l'arbitraire que sa position lui permettait d'exercer.* Nous citons textuellement. Enfin, pour tout couronner, en 1829, au moment des vives luttes parlementaires de la France, le Rouméliote, séduit sans doute par l'éclat qu'elles projetaient dans le

monde, voulut avoir, lui aussi, ses *assemblées électorales*, sa chambre représentative, peuplée de cent quatre-vingt députés, qui se chargeraient de soutenir les intérêts des fellahs !... Nous croyons même, nous n'en sommes pas bien sûr, que chaque département eut son conseil général. Si nous avions le dessein d'égayer nos lecteurs, nous leur peindrions l'ignorance, la paresse et la vénalité des fonctionnaires turcs aux prises avec les rouages compliqués de cette machine administrative, qu'ils eurent bientôt mise en pièces, et aux débris de laquelle ils restèrent attachés comme à des entraves. Quand nous songeons, cependant, que ce fut là le fondement de la popularité de Méhémet-Ali en France, et qu'après avoir provoqué ces réformes, les meneurs eurent l'art de les faire accepter par l'opinion publique jusqu'au point de transformer le Rouméliote, le vainqueur des Hellènes, en un instrument d'opposition libérale qui battit en brèche, dans de graves occasions, et successivement, plusieurs ministères, — nous n'aurions pas le droit de plaisanter sans qu'il en retombât quelque chose sur notre patrie, et nous sommes certainement trop respectueux pour cela.



XV

Méhémet-Ali, dans ce bouleversement complet d'une routine si invétérée, ne sacrifia rien de son idée dominante ; il voulut, quoi qu'il arrivât, rester le maître absolu et ne rien abandonner de son cher monopole. Peut-être bien qu'en ce dernier point, ses conseillers Francs partageaient son avis. D'ailleurs, ces réformes, sous un certain rapport, étaient encore une concession à cette pensée unique : en prenant quelques-uns des usages et les institutions des nations chrétiennes, le Pacha croyait trouver le secret de leurs richesses et de leur puissance, et tombait ainsi, avec beaucoup de bons esprits, dans cette erreur qui consiste à croire que les peuples se transforment sous l'influence des lois, — tandis que celles-ci ne sauraient être que le fruit naturel du caractère des peuples. Quoi qu'il en soit, Méhémet-Ali continua à tenir seul tous les fils de cette vaste trame qui avait nom monopole, et pour tout ce qui concernait cette importante matière, il ne s'en fia qu'à lui-même et à un *alter ego*, un Giaffar de cet autre

Haroun-al-Rachid. Ce personnage joua sous son règne un rôle trop important pour que nous n'en esquissions pas une biographie.

XVI

Boghos-Joussouf, Arménien d'origine, naquit à Smyrne, et y fut élevé. Comme il manifesta, dès son bas âge, l'aptitude des gens de sa nationalité pour l'étude des langues, ses parents dirigèrent son éducation pour faire de lui un drogman, et c'est en cette qualité qu'il fut d'abord employé auprès du consul d'Angleterre. Mais ces fonctions ne procurent qu'indirectement la richesse, et le jeune Joussouf, qui ne mentait pas plus à sa race sous le rapport de l'avidité que sous d'autres, voulut en même temps essayer du commerce ; il trouva cependant, pour s'associer à cet [illegible], un compatriote plus fin que lui ; car un beau jour l'associé disparut avec la caisse. Cette déconfiture obligea Boghos à abandonner le lieu de sa naissance, et il vint à Chypre, où il eut l'occasion de nouer des relations avec M. Morier, secrétaire de lord Elgin, ambassadeur auprès de la Porte, qui

revenait de remplir une mission près du grand-visir, au camp de Jaffa. C'était, comme on le voit, immédiatement après l'évacuation de l'Egypte par l'armée française. M. Morier procura à Boghos des lettres de recommandation pour son chef, muni desquelles notre Arménien s'embarque pour la Syrie, voyage dans le Liban et vient enfin dans le camp de l'armée, où par hasard se trouvait un sien parent, sérafe du reis-effendi (1). Justement la peste venait d'enlever le drogman du grand-visir; grâce à l'entremise de son parent, Boghos fut pourvu de ce poste important. Il suivit le prince musulman au Caire, et revint avec lui à Constantinople. Là le grand-visir n'avait plus besoin d'un drogman particulier; pour témoigner cependant à Boghos sa satisfaction de ses services, il le renvoya en lui assignant une pension de 500 piastres par mois sur ses revenus des provinces moldo-valaques. Il y avait strictement de quoi vivre, mais c'était une goutte d'eau pour un homme très-altéré. Boghos se remit à solliciter, et il obtint l'emploi de drogman auprès d'Ali-Djézairly, lors de la promotion de celui-ci au gouvernement de l'Egypte. Le traitement de Boghos ne dépassait pas 6,000 piastres

(1) Nous avons déjà donné la signification de ces deux qualités; la première veut dire au propre changeur, et qualifie, en général, un homme livré au commerce si varié de l'argent; la seconde signifie secrétaire d'État aux affaires étrangères.

annuels, à prendre sur l'Hôtel des monnaies du Caire; mais il se doublait de l'occasion et de l'aléatoire, les meilleures sources de richesse. Il accompagna son patron à Alexandrie, et sut le quitter à point dans son malheur; il s'attacha alors à Méhémet-Ali, dont la fortune commençait à se dessiner nettement. Toutefois, elle n'était pas tellement indiscutable, que le dévouement de l'Arménien ne fût sujet à quelque réticence. Un jour le Rouméliote, pressé d'argent pour payer ses soldats, met à contribution la bourse de ses officiers, celle de sa maison : chacun doit fournir sa quote-part, et l'interprète est taxé à dix bourses. Boghos répond d'abord en toute humilité qu'il est loin de posséder cette somme. Nouvelles instances de Méhémet, refus persévérant de Boghos. Le Pacha, irrité de ce qu'il considère comme une ingrate lésinerie, ordonne qu'on le conduise sur-le-champ à Boulac, pour de là être dirigé sur Damiette et expulsé de l'Egypte. Fort heureusement pour Boghos, des amis intercèdent ; l'un d'eux, qui gérait par intérim le consulat - général d'Autriche et de Russie, envoie prier le vice-roi de laisser le disgracié au Caire quelques jours encore, pour lui donner le temps de régler ses comptes avec les négociants. Méhémet-Ali y consent, à la condition que Boghos ne sortira pas de la maison consulaire, sous peine

de la vie. Comme tous les caractères irascibles, celui du Rouméliote revenait toujours, après l'explosion, à de meilleurs sentiments. D'ailleurs Boghos avait su se ménager des protecteurs puissants, justement en raison de l'influence qu'il avait déjà acquise sur son maître : de ce nombre étaient Omar-Bey et Salè-Kock, et surtout Hassan-Pacha. Méhémet-Ali ne pensa plus à son interprète, et celui-ci put poursuivre secrètement l'œuvre de sa réintégration dans son poste ; il n'y réussit qu'au bout de trois ans, après s'être faufilé dans les bureaux du divan-effendi et avoir rendu ses services en quelque sorte indispensables. Depuis sa retraite, sa place n'avait pas été occupée ; M. Bozari, médecin du vice-roi, lui avait tenu lieu d'interprète; mais il était rebuté des fatigantes assiduités que ce surcroît de fonctions lui occasionnait ; sachant, du reste, sa faveur inébranlable, il voulut bien oublier son ancienne rivalité avec Boghos, et entreprit de le faire rentrer dans les bonnes grâces du vice-roi. Il choisit un moment propice, et un beau jour le présenta à la cour, sans aucune préparation : il savait bien que tout dépendait du premier coup d'œil du maître. Sans doute l'accueil fut tel que Boghos le désirait, car il se précipita aux pieds de Méhémet-Ali, lui baisa la main, et tout fut dit. De ce jour, Boghos se jura de ne jamais compromettre

une faveur si heureusement reconquise, et il se tint parole ; l'intimité du vice-roi et de son interprète fit de tels progrès qu'elle suscita la jalousie de ceux-même qui avaient aidé à la faire renaître : mais l'Arménien avait cette fois jeté l'ancre au bon endroit, et compris enfin qu'il fallait, même pour sa fortune, faire ses plus chers intérêts de ceux de son maître.

Cet exemple prouve que si en Orient la possession de plusieurs langues est un sûr moyen de parvenir à un poste élevé, la souplesse, la ruse et le bon sens sont, là comme ailleurs, les seules qualités propres à s'y maintenir. Boghos, qui fut plus tard promu à la dignité de bey, aux fonctions simultanées de ministre du commerce et des affaires étrangères, resta pendant plus de trente ans le seul confident des pensées les plus secrètes de Méhémet-Ali, son unique conseiller et le principal exécuteur de ses volontés. Prince et ministre s'entendaient admirablement pour se rejeter l'un l'autre les détours, les refus, les atermoiements qui convenaient à la politique du vice-roi. Un homme comme Boghos, dans les états despotiques, est comme ces tampons à ressorts établis entre les wagons pour amortir le choc de toutes les rencontres; l'élasticité de son caractère pliait à la fois sous la volonté de son maître et sous la pression extérieure, de façon à faire souvent céder l'une

et l'autre. Le drogman arménien a donc rendu plus de services au Pacha que tout le fatras administratif que l'astuce du Rouméliote se laissa peut-être imposer pour donner le change à cette Europe, à laquelle il soupçonnait qu'il aurait bientôt affaire.

XVII

D'unique propriétaire, devenu unique agriculteur, et de seul agriculteur, seul commerçant, Méhémet-Ali avait été obligé de fermer successivement toutes les sources d'activité à son peuple, comme autant de soupapes par où se serait échappée la force de la machine. Vendeur exclusif dans ses Etats, il avait fallu qu'il n'y eût pas d'autre acheteur que lui, car ce dernier débouché livré à la liberté individuelle eût encore tout absorbé, par cette loi d'équilibre qui est aussi vraie en économie sociale qu'en hydraulique. Par exemple, si le fellah avait été libre d'acheter les objets de ses besoins à d'autres qu'au gouvernement, il aurait commencé par rechercher le blé qu'on lui faisait payer si cher, et on aurait fini par importer les

céréales en Egypte. Mais cet inéluctable équilibre, que le Rouméliote combattait victorieusement chez lui, et qu'il croyait avoir terrassé, lui porta ses plus rudes coups du dehors. Méhémet-Ali disposant de tous les produits de l'Egypte, faisait bien les prix qu'il voulait aux négociants étrangers, mais se présentant comme le seul consommateur au nom de son peuple, les négociants lui rendaient nécessairement la pareille pour les objets qu'il était contraint d'acquérir. Il y a plus, comme il avait plutôt besoin de ces objets qu'eux de ses produits, et que pour l'écoulement d'un article sur un marché, la demande doit être supérieure à l'offre, il arrivait le plus communément que le Pacha gardait ses magasins encombrés pendant qu'on lui faisait payer très-cher ce dont il manquait. C'est ainsi que la statistique commerciale venant le prendre à la gorge, Méhémet-Ali voyait baisser ses revenus quand, après une bonne récolte, il les croyait augmentés. Or, il possédait la plupart des matières premières, le coton, le lin, la soie; ses troupeaux lui fournissaient des laines; il avait les matières tinctoriales, l'indigo, le carthame, la garance; on fit même des essais, infructueux, il est vrai, pour la cochenille. Il pensa naturellement à l'avantage qui résulterait de la mise en œuvre de ces riches éléments, et de la fabrication sur place des objets manu-

facturés, — avantage réalisable non-seulement pour ce qui regarderait son usage personnel, mais encore pour celui de son peuple, sur lequel il récupérerait ainsi tout le gain qu'absorbait la fabrique étrangère. En se lançant dans cette voie nouvelle, il obéit donc beaucoup moins aux incitations de son entourage qu'aux nécessités de sa position. Certes, cette logique est excellente et infaillible quand elle est l'expression libre des tendances d'une population; car l'intérêt privé ne s'y trompe pas, il a bientôt créé les établissements réclamés par les besoins généraux, et s'il les abandonne, c'est qu'en définitive ils ne conviennent pas, économiquement parlant, aux conditions naturelles du pays. Mais pour Méhémet-Ali ce critérium ne pouvait pas exister : le Pacha ne pouvait que déplacer la difficulté, au lieu de la vaincre. Dès l'abord, l'achat des machines, leur montage, le paiement des mécaniciens et ouvriers, mandés à grands frais d'Europe, exigea une avance considérable de capitaux; les fabriques donnèrent des produits à un prix de revient plus élevé que l'ancien prix d'achat, et bien inférieurs en qualité. On crut que le temps ferait justice de ces imperfections; il n'en fut rien, comme on va le voir. Aux ouvriers européens, le Pacha avait joint des Arabes pour qu'ils apprissent la fabrication, et, lorsqu'il les jugea suffisamment instruits, il ren-

voya les premiers, croyant pouvoir se passer de leurs coûteux services : c'est là que fut l'écueil sérieux. L'Arabe est adroit et présomptueux; il imite assez bien ce qu'il voit faire, et se croit dès lors aussi habile que ses instructeurs; mais il est sans intelligence et sans énergie; le moindre obstacle l'arrête et le rebute; sans un chef qui le dirige, tout se gâte entre ses mains. Il faut ajouter à ces vices de son caractère l'effet corroborant du régime auquel il était soumis; la servitude détruisait chez lui l'émulation; il ne travaillait que pour accomplir sa tâche, bien ou mal faite, et recevoir le prix convenu; tous ses soins se concentraient à ne pas avoir de déchet dans sa main-d'œuvre, car le gouvernement le lui rabattait sur son salaire, et il fallait encore qu'il compensât les vols que les employés turcs commettaient dans la distribution de la matière à fabriquer. La seule chance que le Pacha eût eue d'avoir des ouvriers passables, il l'avait perdue dans l'intérêt de son monopole. Avant que celui-ci ne fût établi, l'Egypte possédait une espèce d'industrie en harmonie avec sa fabrication; elle fabriquait une grande partie des produits en usage chez les indigènes et quelques-uns pour les pays limitrophes, tels que les toiles de lin et de coton, les soieries, le fil d'or, les nattes, les peaux apprêtées, l'eau de rose, l'indigo, etc. Il

s'était formé dans ces diverses branches nombre d'ouvriers habiles qui nourrissaient leur famille avec les bénéfices de leur travail : c'était de 6 à 7 millions de francs jetés annuellement dans la circulation du pays. Méhémet-Ali n'eut garde de laisser échapper cette source de lucre : il engloba toute l'industrie, sans exception, dans son monopole, et les ouvriers, comme les agriculteurs, durent travailler au profit du fisc. La loi fut si absolue à cet égard, que, même l'objet qu'il confectionnait, l'artisan ne put le retenir pour son usage, et fut contraint de l'acheter dans les magasins du gouvernement, cela va sans dire beaucoup plus cher qu'il ne l'avait vendu. Il en résulta que quantité d'ouvriers, les tisserands surtout, et les meilleurs, abandonnèrent leurs métiers et s'enfuirent, préférant se livrer à la mendicité, plutôt que d'être soumis à la visite d'agents tyranniques et vexatoires. Ces ouvriers eussent formé un excellent noyau pour le travail des fabriques, tandis qu'il fallut en créer, pour ainsi dire, de toutes pièces. Et puis, les Arabes n'étaient point faits pour les délicats engins des machines modernes; leur incurie les eût bientôt mis hors de service : c'étaient à chaque instant des réparations qui nécessitaient de nouveaux frais et des chômages préjudiciables. Ce n'est pas tout : d'autres impossibilités naissaient de la nature même

du pays. Il ne produit pas de charbon, et toutes les machines modernes sont fondées sur l'usage de cet agent; le climat aussi est contraire à ces mécanismes; il s'introduit continuellement une poussière imperceptible dans les engrenages et entre les pièces en contact, qui dessèche les huiles et arrête ou gêne le mouvement; l'extrême chaleur fait déjeter le bois le plus sec. Les filatures éprouvèrent principalement les effets de ces inconvénients : la sécheresse faisait casser les fils, et on était obligé de tenir de l'eau sous les métiers. Néanmoins Méhémet-Ali avait une de ces volontés qui ne se découragent pas facilement. La fabrique chôme faute de machines : on confectionnera, on réparera les machines sur lieu : voilà ce que se dit le Pacha, et en peu de temps, des fonderies, des forges, des ateliers de toute sorte s'élèvent à Boulac. C'était la dernière raison, ou plutôt l'extrême déraison de ce système si fautif par sa base; il n'y avait plus moyen d'aller au delà, et l'insuccès de cette tentative jugeait en dernier ressort la fabrique égyptienne, même aux yeux de Méhémet-Ali. Aussi, à partir de ce moment, l'ardeur du Pacha se refroidit-elle sensiblement pour ces établissements si coûteux; s'il ne les abandonna pas tout de suite, ce fut un peu par respect humain et beaucoup dans un but d'ostentation qui cadrait avec ses projets. Quoiqu'elles



figurassent toujours avantageusement dans les rapports et les statistiques, les manufactures égyptiennes cessèrent peu à peu de fonctionner, sauf pour quelques produits grossiers, tels que les tarbouches, fabriqués avec la laine du Saïd, les indiennes, les mouchoirs à l'usage de la partie la plus pauvre de la population. Elles finirent par ne plus rien livrer au commerce ni à la consommation, et la fabrique étrangère, surtout la fabrique anglaise, reconquit sur le marché égyptien la faveur qu'elle n'avait jamais complétement perdue.

Plus tard, quand les événements eurent mis des bornes infranchissables au rôle politique que l'espérance du Rouméliote avait caressé, il suspendit, comme nous le verrons, presque radicalement, tout cet appareil de civilisation de serre chaude, et les étrangers, venus, sur la foi des comptes-rendus complaisants, pour admirer les merveilles de l'industrie égyptienne, ne contemplèrent que l'énorme *caput mortuum* de ferraille et de chaudronnerie qu'elle avait laissé dans les magasins du Pacha.

XVIII

Nous avons maintenant, pour clore l'histoire désastreuse du monopole, à relater peut-être son plus funeste résultat. En dépit de la solidarité et de sa brutalité ingénieuse, comme l'insolvabilité des fellahs venait surtout de ce qu'on leur demandait plus qu'ils ne produisaient effectivement, les mécomptes du fisc ne pouvaient qu'aller en augmentaut, et la solidarité eut sa limite d'effet, comme la bastonnade avait sa limite d'action à la mort du patient; une fois bien prouvé au fellah qu'il avait encore bénéfice à ne rien faire, il chercha à se soustraire aux cultures par tous les moyens, par la mendicité, par le vol, par la fuite; quantité de villages restèrent sans bras valides, et les friches firent de rapides progrès dans ces terres naguère si fertiles. Quand cela vint au point de ne plus pouvoir être dissimulé aux yeux du Pacha, et qu'il entrevit ces causes pressantes de ruine, tout entier d'abord à la surprise de trouver son système en défaut, sa mauvaise humeur s'exhala contre ces paysans, qui se lassaient du régime

auquel il les avait mis; mais sa réflexion despotique, aussi bien par les idées que par le caractère, devait infailliblement le mener au parti qu'il adopta ensuite, et dont on aurait tout à fait tort d'attribuer l'inspiration à d'autre que son mauvais génie: « Puisqu'il en est ainsi, proclama très-haut Méhémet-Ali, je cultiverai pour mon compte, et je montrerai aux fellahs ce qu'on peut faire de ce sol qu'ils répudient. » Le Rouméliote ne se doutait pas que, par ces paroles, il venait de consacrer une série d'écoles et de déconvenues, qu'il aurait pu pousser jusqu'au point de prendre lui-même en main le soc et l'aiguillon, tant il est vrai qu'une erreur trouve encore plutôt son châtiment qu'une cruauté ! Les fonctionnaires turcs eux-mêmes eurent si peu le pressentiment des terribles calamités qui allaient fondre sur eux, qu'ils sollicitèrent, à l'envi les uns des autres, les places d'administrateurs dont la création ressortait de celle des fermes du Pacha, appelées en turc *chifliks*. Nous insisterons peu sur les bévues de toute nature, les pertes de tout genre qui signalèrent l'organisation de ces établissements, affichant la prétention d'être *modèles ;* contentons-nous de dire que, bien que le tiers de l'étendue territoriale de l'Egypte eût été réduit en chifliks, il n'est pas un seul d'entre eux qui n'ait occasionné une perte sensible pour Méhémet-Ali. Les seuls

qui aient obtenu quelques succès furent ceux que possédaient Ibrahim-Pacha, par cette raison majeure qu'indépendamment des connaissances pratiques et solides que celui-ci avait en agriculture, il s'astreignit à jouer le rôle d'un véritable fermier, sut choisir ses mandataires et surveiller également l'économie des moyens et celle des produits; que, par sa position privilégiée de fils du vice-roi, il usurpa toujours au profit de ses fermes les hommes et les choses nécessaires à celles de son père, lequel, malgré sa prétention de tout diriger par lui-même, même des ensemencements et des cultures qui se pratiquaient à cent lieues de distance, avait beaucoup trop d'autres sujets d'occupation et d'inquiétude pour donner à celui-là l'attention soutenue qu'il exigeait. Cette incapacité se montra, dès le principe, dans le choix des directeurs, choix émané des lumières du conseil privé; on alla les recruter parmi les officiers de marine, d'artillerie, d'infanterie ou de cavalerie qu'on détachait, à cet effet, de leurs corps respectifs : ceux-ci nommèrent leurs employés subalternes, et furent continuellement en opposition avec les moudirs, qui étaient les seuls intermédiaires par lesquels ils pussent communiquer avec le Pacha pour demander ou recevoir les ordres. En cette phase de l'administration du vice-roi, il semble que la Providence ait ménagé à lui ou aux

siens un remarquable effet de la peine du talion, sans pourtant que leurs victimes, les fellahs, en eussent la moindre exonération; tout au contraire, quand par suite d'insolvabilité la transformation d'une ou plusieurs communes en *chiflicks* avait été décrétée, avant toute chose le Pacha ordonnait la recherche des individus qui en avaient disparu, hommes, femmes et enfants, et une grande partie de ces malheureux étaient ramenés de force, avec leur chétive propriété, sur le théâtre de leur ancienne misère. Une fois devenus bien effectivement, bêtes et gens, propriété immobilière du gouvernement, leur condition avait changé vis-à-vis de leur maître; ils n'avaient plus de compte avec le fisc : désormais celui-ci récolterait lui-même, et, en retour de son travail, il donnerait aux fellahs.... quoi? D'abord le sixième de l'orge, du blé, du maïs récolté. Ce point fixé, voilà donc les employés turcs responsables de la pousse des récoltes. Grand fut leur embarras, on le suppose, d'avoir autre chose à faire jouer que ce bâton providentiel, avec lequel ils obtenaient naguère tout ce qui leur était demandé, et d'être obligés de tirer de temps à autre une idée de leur cervelle. Leur premier soin, tout bien pesé, fut de s'en reposer, hiérarchiquement parlant, les uns sur les autres; et, puisque tout devait remonter au Pacha, celui-ci eût été bien surpris, quand il trai-

tait, assis sur son divan, une question de politique, ou une réforme qui devait porter bien haut son renom de civilisateur, — de savoir qu'il ne faisait pourtant rien d'aussi positivement certain que de manger ses écus au soleil fécondant de l'Egypte. L'embarras des employés devint de la déroute quand ils reçurent mal ou ne reçurent point du tout leurs appointements; cependant ils se rabattirent sur le sixième des fellahs : ceux-ci, pressés par la faim, prirent les semences et les rations des bestiaux, au risque des coups de bâton; et le résultat final fut une nouvelle désertion des fellahs et une mortalité effrayante dans les bêtes de somme. Quand ce bilan parvenait aux pieds du trône, Méhémet-Ali cherchait sur qui frapper, et ne voyait rien devant lui qu'une responsabilité fuyant en cercle vicieux pour ménager son auguste personne; les envieux qui entourent toujours un monarque ne manquaient pas de lui faire observer que tout le mal venait de ce que sa confiance avait été surprise, et qu'ils se chargeaient eux de mener à bien l'œuvre gâtée par les délinquants. Cela bien convenu, on pendait les petits, on envoyait les grands aux galères, et l'entreprise était replacée dans les mains des postulants. On ramenait les fellahs à leurs cultures; mais, comme point d'amélioration, on portait leur part au cinquième des produits, ce qui établissait implicite-

ment le fait que les malheureux avaient précédemment joui de leur sixième. Ils jouissaient, on le croira facilement, de la même manière de cette portion augmentée, et l'expérience se renouvelait avec des variantes qui ne portaient que sur le chiffre des pertes, des morts et des châtiments.

XIX

Et pendant longtemps Méhémet-Ali s'attacha à ce travail de Sysiphe. En 1840, l'administration des domaines privés du Pacha constatait, pour cette année, un déficit de 10,000 bourses (2 millions 500,000 fr.). La consternation était générale, le zèle des courtisans était à bout; chacun se garait comme de la peste de tout ce qui touchait aux chifliks. Méhémet-Ali seul tenait bon. Encore une fois, il voulut que les fellahs fussent rattrapés et parqués comme devant; mais le difficile était de reconstituer l'administration. Pourtant un certain bey mamelouk accepte l'inspection générale des chifliks : il avait son idée, idée franchement turque, comme on va voir. Après un examen approfondi des diverses localités, il annonce, dans

un long rapport au divan, qu'il a mis le doigt sur la plaie. « Les *chifliks* sont dans un état déplorable, dit-il; règle générale, sur cent têtes de bétail, plus de soixante ont péri; mais la faute en est aux directeurs, qui se sont appropriés tout ou partie des rations. En assurant dorénavant, comme je m'y engage, la nourriture des troupeaux, le gouvernement ne doit plus prendre à sa charge une aussi grande mortalité, et je propose qu'il rende une ordonnance par laquelle il n'acceptera désormais pour son compte que quatre morts pour cent têtes de bétail. L'excédant sera retranché de la solde des employés. » Le conseil privé accueillit ce moyen comme un trait de génie; dans son admiration enthousiaste, il voulut en faire une des bases du droit administratif, et d'abord l'appliquer partout où le gouvernement avait des animaux à nourrir, dans les régiments, dans l'école de cavalerie et même dans les haras de Choubra. Cela occasionna un soulèvement général d'opinion. Les médecins vétérinaires, parmi lesquels il s'en trouvait plusieurs venus d'Europe, répondirent par une pétition qui demandait qu'on fît également payer aux médecins des hôpitaux humains tout ce qui excéderait le chiffre de quatre pour cent dans la mortalité, s'appuyant sur ce fait que, si les animaux représentaient en Egypte une valeur vénale, il n'en était pas autre-

ment des hommes, et surtout des mamelouks, qui avaient été achetés à beaux deniers comptants. Mais s'il est une chose qui ait peu de prise sur l'esprit des Turcs, c'est le sarcasme : l'idée du mamelouk directeur des *chifliks* n'en fit pas moins un chemin rapide, et nous la verrons plus tard s'introduire jusque dans les états de pertes et dommages survenus en campagne devant l'ennemi.

En 1841, on comptait dans la seule province de Garbiyè cent mille feddans de terre réduits en domaines privés, quatre-vingt mille dans le Charkiyè et le Dalakiyé, autant dans le Bahirè, douze mille dans le Menoufiyè, quatre ou six mille dans le Galioubiyè. Nous ne parlons ici que des chifliks de Méhémet-Ali, et non de ceux de ses enfants, qui avaient également pris une extension considérable. C'était devenu un système bien arrêté chez le Pacha : dès qu'une province était en retard pour ses contributions, possédât-elle encore des ressources et les moyens de s'acquitter avec le temps, elle passait à l'état de *chiflik* et était enclavée dans le domaine particulier du vice-roi ou d'un des siens. A une certaine époque, les circonstances étaient bien changées ; Méhémet-Ali se trouvait dans ce qu'on peut appeler un déclin de fortune ; il ne songeait plus à s'étendre, mais à défendre pied à pied ce qu'il avait acquis : eh bien! même à ce moment, il y eut une recru-

descence de chifliks. Il faudra voir à quel but elle se rattachait, et comment le Rouméliote était enfin parvenu à trouver un côté avantageux à ce système, qui ne lui avait jusque-là procuré que des pertes.

XX

Mais déjà sa ruse s'était appliquée à le modifier partiellement, de façon à en recueillir des bénéfices sur qui de droit. Quand il voyait, d'un côté, une de ses créatures bien engraissée à son service, et cependant toujours âpre au lucre, et de l'autre une terre fortement grevée d'impôts arriérés et tout à fait hors d'état de se racquitter, il donnait l'une à l'autre en toute propriété, à la condition, bien entendu, que l'arriéré fût soldé des deniers du donataire : la terre prenait alors la qualification d'*abadiyè* (régal, cadeau). Il faut ajouter qu'une fois l'abadiyè constitué, il jouissait de la préférence pour tous les genres d'avanies, et que le gouvernement y faisait exercer, avec une prédilection marquée, tous les genres de presse à l'aide desquels se peuplaient

ses chantiers et se remplissaient les cadres de son armée. Pendant quelque temps les courtisans n'en purent mais, et furent contraints d'accepter ces onéreux présents; toutefois l'expérience de ces singuliers priviléges répandit l'alarme; on avisa aux moyens de conjurer le danger, et le placement de ces sortes d'*abadiyès* devint à peu près impossible. Méhémet-Ali changea d'amorce. Outre les terres rendues improductives par les exigences du fisc et par la désertion des habitants, il y en avait encore d'autres, incultes depuis un temps plus ou moins long, soit par la mort des propriétaires, soit par leur situation, qui ne leur permettait pas de jouir des bienfaits de l'inondation ou de l'arrosage. Méhémet-Ali fit relever avec soin l'état de ces terrains, et en fit la matière de nouveaux abadiyès; cependant comme il fallait des frais considérables pour les mettre en état de rapport; que, dans quelques-uns, la charrue n'avait point pénétré depuis nombre d'années; qu'ils étaient peuplés de joncs, de fortes racines; que le sol était à défoncer et à niveler; qu'il y avait encore à pourvoir aux moyens d'irrigation, — non-seulement le gouvernement ne demandait rien avant l'envoi en possession, mais même, pendant six années à partir de ce moment, le fisc s'engageait à ne point réclamer ses droits. Quelle sérieuse objection pouvait-on faire à ces générosités, qui cadraient si bien

avec les projets d'amélioration agricole du vice-roi? Comment refuser de s'associer, avec tout bénéfice, à l'extension des cultures, à l'enrichissement du pays? Et les courtisans d'applaudir comme jamais ils n'avaient fait. Les plus avisés, néanmoins, cherchèrent à ne pas se trouver sur le chemin de ces nouvelles faveurs; ils se dirent, *in petto*, que le mieux qui pût en advenir, c'est qu'au bout de ces six années, le bénéficiaire mît ses recettes en équilibre avec ses déboursés, — cela n'arriva pour aucun; — mais que, ce laps de temps écoulé, les abadiyès tomberaient sous la législation commune du monopole, qui prescrivait le genre de culture à sa convenance et payait les produits à son caprice; qu'on laisserait, il est vrai, au propriétaire, le droit de vendre au marché le surplus de sa récolte, mais *après* seulement que le vice-roi aurait vendu la sienne. Pour l'exemple, Méhémet-Ali prit à son compte plusieurs de ces établissements, et toute sa puissance ne parvint pas à faire qu'un seul d'entre eux n'ait pas continuellement donné un déficit considérable : terrible procès que se faisait le monopole à lui-même!



XXI

La meilleure justification de Méhémet-Ali pour avoir ainsi résumé en lui seul l'universalité des forces vives de l'Egypte, consisterait dans l'usage qu'il en pouvait faire. Ce point nous reste à examiner. Si, dans cette appréciation, le blâme doit encore compenser l'éloge, au moins nos yeux, peu faits aux pratiques du despotisme oriental, n'auront-ils plus le spectacle navrant des misères dont s'était formée cette opulence; l'égoïsme de l'homme se transfigurera par la hauteur de ses visées; souvent son audace se couronnera du succès, et toujours son courage absoudra ses revers.

L'économie, qui augmente la plus belle fortune, est aussi parfois le seul moyen de la conserver. La fortune de l'Egypte est dans ce cas: exclusivement agricole, elle ne peut, elle ne doit compter que sur ses moissons; mais plus facilement productive qu'aucune contrée du monde, par la condition de son fleuve débordant, elle est plus sujette que pas une à la faillite de la nature.

Que le Nil lui refuse, une année, ses eaux bienfaisantes, ou qu'il en exagère le volume, et voilà un sinistre qui n'atteint pas seulement des portions restreintes de son territoire, mais le territoire tout entier. Si la tradition biblique constate la fertilité extraordinaire de ce pays, c'est aussi le seul dans lequel elle ait signalé une famine de sept années consécutives. L'apologue des sept vaches maigres précédées des sept vaches grasses est un symbole d'une entière vérité, car en Egypte, les mauvaises années se suivent comme les bonnes. Il en est résulté que ses souverains, après la précaution de faire des réserves dans les années d'abondance, à l'imitation de l'Hébreu Joseph, n'ont pas eu de plus grand soin que celui de contenir et de régulariser le cours du Nil et ses débordements; c'est par des travaux conçus dans ce but que les Pharaons portèrent leur nom à la postérité. Napoléon, avec son coup d'œil d'aigle, ne s'y trompa point; il avait à peine posé le pied sur le sol égyptien, que déjà il avait arrêté l'ensemble des mesures propres à obtenir du Nil le maximum de son effet (1). La conquête du pays

(1) A la suite de son remarquable *Voyage en Orient*, le duc de Raguse a inséré une série de notes réunies par Napoléon lorsqu'il commandait en chef l'expédition d'Egypte. Avant et après ce document, on a fait paraître de gros volumes concernant la terre des Pharaons : on n'a rien dit de plus exact et de plus complet que ces quarante-trois paragraphes, écrits en la forme pleine et concise

achevée, il en méditait une plus belle, celle d'une large portion du désert, ou plutôt sa restitution aux cultures, dont l'insouciance et la barbarie des gouvernements mahométans avaient contribué à le priver. Méhémet-Ali aurait dû être d'autant plus porté à diriger toute son activité dans ce sens, que les meilleures raisons, en droit comme en fait pour expliquer son usurpation, reposent sur l'exception naturelle que crée le fleuve à qui l'Égypte doit la vie. Si la propriété foncière n'a pas subi, dans ce pays, les mêmes révolutions que

qui caractérise la manière du grand homme. Nous en extrayons les passages suivants :

15. Le Nil n'a aujourd'hui que deux branches : celle de Rosette et celle de Damiette. Si l'on fermait ces deux branches de manière qu'il coulât le moins d'eau possible dans la mer, l'inondation serait plus grande et plus étendue, et le pays habitable plus considérable.

16. Si les canaux étaient bien nettoyés, bien étudiés, plus nombreux, on pourrait parvenir à conserver l'eau la plus grande partie de l'année dans les terres, et par là augmenter d'autant la vallée et le pays cultivable. C'est ainsi que les oasis de la Charkyiè, et une partie du désert depuis Peluze, étaient arrosées. Tout le Bahirè, le Marijout et les provinces d'Alexandrie étaient cultivés et habités.

17. Avec un système bien entendu, ce qui peut être le fruit d'un bon gouvernement, l'Egypte peut acquérir d'accroissement huit à neuf cents lieues carrées.

18. Il est probable que le Nil a passé par le Fleuve-sans-eau, qui, du Fayoum, passe au milieu des lacs Natron et se jette dans la mer au delà de la tour des Arabes. Il paraît que Mœris a bouché cette branche du Nil, et a donné lieu à ce célèbre lac dont Hérodote même ne connaît pas le travail.

19. Le gouvernement a plus d'influence sur la prospérité pu-

partout ailleurs, on en a donné pour motif que ce qui constitue la valeur d'une terre, en Egypte, ne saurait être ni dans sa situation, ni dans son étendue, mais dans son arrosement; qu'en tout autre endroit le possesseur d'un champ a beaucoup à attendre de son travail et des conditions atmosphériques; qu'ici il ne peut rien espérer que d'un aménagement convenable des eaux, et que le gouvernement y a toujours été maître de diriger ou de modifier le cours du fleuve, de négliger ou étendre l'inondation, par suite de donner de la

blique que partout ailleurs; car l'anarchie et la tyrannie n'influent pas sur la marche des saisons et sur la pluie. La terre peut être également fertile en Egypte. Une digue qui n'est pas coupée, un canal qui n'est pas nettoyé, rendent déserte toute une province; car les semailles et toutes les productions de la terre se règlent en Egypte sur l'époque et la quantité de l'inondation.

20. Le gouvernement de l'Egypte étant tombé dans des mains plus insouciantes depuis une cinquantaine d'années, le pays dépérissait, toutes les années, dans beaucoup d'endroits. Le désert a gagné sur la vallée, et il est venu former des monticules de sable sur le bord même du Nil; encore vingt ans du même gouvernement que celui d'Ibrahim et de Mourad-Bey, et l'Egypte perdait le tiers de ses terres cultivables. Il serait peut-être facile de prouver que cinquante ans d'un gouvernement pareil à celui de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie, pourrait tripler l'étendue cultivable et la population. Les hommes ne manquent jamais au sol, car ils abondent de tous les côtés de l'Afrique et de l'Arabie.

25. Un travail que l'on entreprendra un jour sera d'établir des digues qui barrent la branche de Damiette et de Rosette au *Ventre de la Vache*; ce qui, moyennant des batardeaux, permettra de laisser passer successivement toutes les eaux du Nil dans l'Est de l'Ouest, dès lors de doubler l'inondation.

valeur à des terres qui n'en avaient pas, et l'ôter tout à fait à celles qui en avaient; que conséquemment il doit être bien réellement propriétaire de tout le sol, et peut le distribuer selon son bon plaisir. Nous avons donné nous-même cet argument sans vouloir l'ajuster aux règles du droit le plus strict, en nous contentant de signaler la force qu'il emprunte aux faits : une apologie moins osée des procédés du Rouméliote consisterait à les présenter comme les seuls aptes à introduire sur les rives du Nil la grande culture et les riches produits que la routine et l'ignorance des fellahs, restés propriétaires, auraient à tout jamais repoussées. L'argument est spécieux, et aurait effectivement une grande valeur si le vice-roi, une fois les nouvelles pratiques agricoles bien acclimatées, en eût abandonné quelques-uns des fruits aux fellahs; voire même, si au fur et à mesure que ses coffres se remplissaient, il leur eût restitué la portion de nourriture qu'il leur avait enlevée. Mais Méhémet-Ali n'avait nul souci de ne pas démentir ses apologistes; quand il eut amené son revenu au sextuple de ce qu'étaient celui de ses prédécesseurs, plutôt que de consacrer, par des grands travaux d'utilité publique, la continuité de ce chiffre, plutôt que d'allonger un peu la laisse famélique de son peuple et de chercher l'augmentation, de ses richesses dans celle de la population, Mé-

hémet-Ali ne songea qu'à édifier une force militaire tout à fait en disparate avec l'exiguité de l'Etat auquel il commandait, avec la stabilité de son pouvoir, avec les besoins de sa sûreté personnelle; et subordonnant toutes les parties de son œuvre à cette première intention, il révéla ses desseins ultérieurs et le sentiment qui lui faisait regarder l'Egypte en quelque sorte comme le premier échelon de sa haute fortune. Quant à ces travaux destinés à développer, dans leur juste mesure, la richesse agricole du pays, il ne leur donna qu'une partie très-faible de son attention et de ses finances, ne fit qu'un accessoire très-restreint de ce qui aurait dû être le principal, et s'en reposa uniquement sur la rigueur de ses moyens fiscaux pour maintenir ses revenus au niveau de ses grandes dépenses.

En ceci le Rouméliote pouvait se tromper comme point de départ; mais il était guidé par une logique beaucoup plus solide que celle de ses courtisans et de ceux qui voudraient autrement expliquer ses actes. Méhémet a toute sa vie senti, qu'on nous passe l'expression, là où le bât le blessait; bien que ses relations apparentes avec la Porte fussent demeurées amicales, et qu'elles eussent dû se resserrer encore par sa coopération à la guerre de Morée, Méhémet-Ali se savait impatiemment toléré, et perdu le jour où il aurait



abandonné la défiance. Il ne pouvait oublier la conspiration de Latif-Pacha, tramée juste au moment où il croyait avoir acquis les meilleurs titres à la bienveillance du divan; il sentait peser sur lui l'œil implacable de son suzerain. Plus ses richesses augmenteraient, plus l'Egypte aurait acquis de prospérité, plus imminent deviendrait le danger suspendu sur sa tête. Un homme de la trempe de notre héros ne peut rester longtemps avec cette crainte au cœur, et ne s'en croit délivré que du jour où il quitte le terrain de la défensive pour se mettre sur celui de l'offensive. Voilà ce qui explique l'exagération de ses moyens militaires. Rien de surprenant donc à ce que les œuvres qui sont particulièrement le fruit de la paix et de la sécurité aient d'abord trouvé peu de place dans ses préoccupations.

XXII

Aussi, les développements qu'il donna à la canalisation, cet objet de première importance, et qui avait été relégué dans un oubli profond sous le gouvernement des mamelouks, furent-ils res-

treints à la stricte nécessité. Le Nil est un fleuve tout spécial, dont on trouve à peine l'analogue dans le monde, et qui exige, pour être bien connu, une étude persévérante. Toutes les rivières à large embouchure ont ce qu'on appelle une barre, c'est-à-dire une masse d'alluvions que les eaux déposent et accroissent sans cesse lorsque, par suite de leur choc avec celles de la mer, leur cours se trouve ralenti ; mais le Nil, par sa largeur exceptionnelle lors de la crue, et par la grande quantité de limon qu'il apporte des montagnes d'Abyssinie, forme à Rosette une barre si considérable, qu'elle empêche la navigation ou la rend très-périlleuse. Cependant tous les produits de l'Egypte n'ont qu'une seule voie de circulation, qui est le fleuve, et dans les premiers temps du gouvernement de Méhémet-Ali, ceux de ces produits destinés à l'exportation devaient, de toute nécessité, passer par le boghâz de Rosette. Cette circonstance décida le Pacha, vers la fin de 1818, à établir une communication par eau entre le Nil et Alexandrie. Cette communication avait existé dans l'antiquité par le moyen du canal dit Kalidji, dont les traces ont toujours subsisté, et qui servait encore à alimenter les citernes d'Alexandrie d'eau douce à l'époque de l'inondation. On pouvait agrandir et rétablir ce canal; cette opération avait fait l'objet d'une étude particulière de la part de Lepère, mem-

bre de la commission d'Egypte. Méhémet-Ali ignorait sans doute l'existence de ce projet; l'ingénieur turc, chargé de l'exécution du nouveau canal, l'ignorait encore plus que lui; autrement il se fût gardé de procéder, comme il l'a fait, contre toutes les règles de l'art. Il est plus juste de dire que sa science ne prévit pas d'autres difficultés que celles du creusement d'un simple fossé. Une fois déterminé le point où le canal prendrait naissance, à Atfè, celui auquel il aboutirait, dans le port vieux d'Alexandrie, — sans tracé, sans nivellement préalables, on mit à l'œuvre les fellahs, qu'on fit venir de tous les points du Delta et qu'on répartit dans l'intervalle compris entre ces deux points.

Ce canal, auquel Méhémet-Ali, par hommage envers son suzerain, donna le nom de *Mahmoudiè,* est encore, malgré ses vices nombreux, le même qui sert à l'usage auquel il a été destiné. Il offre un développement de 80 kilomètres, avec une pente très-peu sensible; il est large et profond, mais ses parois, n'ayant pas assez de talus, s'éboulent continuellement, ce qui exige un curage fréquent. D'ailleurs toutes les dispositions ont été si mauvaises, qu'en temps ordinaire le niveau du Nil se trouve à 5 mètres au moins au-dessous de celui du canal, et que ce canal ne pouvant s'alimenter sur ce point, on a été obligé d'en construire un autre, qui a sa prise d'eau à

60 kilomètres plus en amont, et vient, à 8 kilomètres d'Atfè, fournir le supplément d'eau nécessaire; mais pendant quatre mois que dure l'inondation, la communication directe avec le fleuve est coupée au moyen d'une barre en terre palissadée, de sorte que les marchandises descendant de la Haute-Egypte pour être chargées dans le port d'Alexandrie sont obligées de subir trois transbordements. En faisant aboutir le canal un peu plus haut, on aurait évité un second travail, et on aurait eu l'avantage d'un tracé direct et d'une pente plus sensible : des écluses de retenue entre le fleuve et le canal, entre le canal et le port, auraient permis à la même barque de porter son chargement depuis le point le plus reculé de la Haute-Egypte jusqu'à bord du navire destiné à le recevoir (1).

Le canal Mahmoudiè est le plus important des travaux hydrauliques accomplis par Méhémet-Ali : il faut entendre ceux que le temps et l'étendue de l'entreprise lui ont permis de terminer. On ne saurait nier que sous son administration un assez grand nombre de canaux d'irrigation ont été creusés ; mais ces travaux furent partiels, disséminés, et d'ailleurs faits avec une inintelligence qui en

(1) En 1842, on a construit une écluse toute petite, propre seulement aux barques de faibles dimensions, et qui n'en prélève pas moins un péage très-considérable.

fit perdre, pour ainsi dire, tous les fruits probables. Aucune large vue d'ensemble, aucune entente des conditions générales du fleuve ne présidèrent à cette dispensation de ses éléments précieux. Presque partout les nouveaux débouchés fournis aux eaux débordées le furent au préjudice d'anciens ; des portions du sol qui jouissaient du bénéfice de l'inondation s'en trouvèrent privées, et tombèrent, suivant l'expression locale, en *cheraky* (1), tandis que des plaines de peu de valeur furent abondamment inondées ; quant à la répartition, elle fut faite d'une façon si inégale, qu'elle continua toujours à engendrer chaque année des querelles et des combats parfois sanglants entre les habitants de pays contigus. A supposer donc que Méhémet-Ali eût alors la meilleure volonté de résoudre la question, on peut dire qu'elle avait été abordée au rebours du sens commun. Plus tard, quand l'assurance qu'il fondait sur le développement acquis de sa puissance matérielle eut fait évanouir chez lui l'appréhension d'une chute inopinée, toutes ses vues s'élargirent à la fois, et si ce ne fut pas en parfaite connaissance de cause, ce fut au moins par une attention plus complaisante aux avis des Européens de mérite dont il s'était entouré. La question du Nil vint alors se poser avec toute sa gran-

(1) Terre placée en dehors de la portée des eaux.

deur; on offrit au Pacha de reprendre l'ancien projet de barrage conçu par Napoléon; le grandiose et surtout l'origine de ce projet sourirent à son imagination ; mais avec l'impatience qui le caractérisait pour tout ce qu'il s'était mis en tête de voir réalisé, il voulut, à peine achevées les études préliminaires, faire procéder à l'exécution. C'était se jeter à corps perdu dans l'extrême opposé, et, comme l'on dit, attaquer le taureau par les cornes. Quelques explications sont ici nécessaires.

XXIII

Ainsi qu'on a pu juger par ce que nous en avons déjà dit, — c'est d'ailleurs une notion généralement répandue, — le Nil constitue, à proprement parler, toute l'Egypte; c'est lui qui tient lieu à cette contrée des pluies, dont le climat est pour elle extrêmement avare; et non-seulement il lui apporte annuellement l'humidité dont elle ne saurait se passer, mais encore il dépose sur son sol l'élément principal de sa fertilité, ce limon fécondant dont la base est un silicate d'alumine



présentant à peu près deux atômes de silice pour un d'alumine, et qu'une assez forte proportion de péroxyde de fer, — plus de 10 pour 100, — colore de cette teinte jaune-rougeâtre si remarquable. Il est donc plus que probable que la vallée entière est due aux dépôts du Nil, et les savants, appuyés du témoignage de l'antiquité, admettent comme un point hors de doute que le Delta est un attérissement formé par les alluvions du fleuve : la forme demi-circulaire de la côte, en cet endroit, est un indice très-confirmatif de l'hypothèse. Quoi qu'il en soit, cette révolution périodique du Nil détermine des conditions dont il importe de tenir compte. D'abord, l'accumulation des dépôts limoneux doit élever le sol de la vallée et restreindre peu à peu la portion du sol accessible à l'inondation. Cet effet est corroboré par une autre circonstance : lorsque le fleuve croît, il creuse, il mine ses grèves, que rien ne protège contre son action ; chaque année, des éboulements considérables ont lieu, et le lit du fleuve s'élargit, ce qui diminue d'autant la hauteur de son niveau. Il en résulte que des terres jadis submergées sont maintenant à une assez grande distance du Nil, lors même des plus hautes crues. Enfin, s'il empiète insensiblement sur la mer à ses embouchures, ce n'est pas sans que celle-ci résiste et n'attaque ces terres de récente formation. Aux mois d'avril

et de mai, alors que le Nil a le moins d'eau, la mer remonte à trois lieues au-dessus de Damiette et de Rosette : de là, dépôts de lacs salés sur les plaines basses cultivables. Ainsi se sont formés le lac Mensalè et d'autres qui ont disparu. Autrefois, les branches pélusiaque, tanitique et mandésienne s'étendaient dans l'espace occupé actuellement par le Mensalè. Le lac de Bourolas est situé vers l'embouchure de l'ancienne branche sébennitique, et le rameau canopique aboutissait au lieu que couvre le lac Madiyè.

Le Nil commence à croître vers le solstice d'été ; il acquiert sa plus grande élévation à l'équinoxe d'automne, reste permanent pendant quelques jours, puis diminue, mais avec plus de lenteur. Au solstice d'hiver, il est déjà très-bas, mais il y a encore de l'eau dans les grands canaux : c'est alors que les terres sont mises en culture. Après l'équinoxe de printemps, les canaux sont à sec, à très-peu d'exceptions près. L'arrosage se fait alors, dans certaines parties de l'Egypte, au moyen de canaux intérieurs ou rigoles, alimentés par des puits à roues mues par des bœufs, espèce de norias qu'on appelle dans le pays *sakyes;* mais outre que ce mode d'arrosement est lent, pénible et dispendieux, il n'est possible que dans une portion très-limitée des terres, les plus voisines du fleuve. Dans celles-ci, la faculté de l'arrosement

continu peut donner lieu à trois, quatre récoltes par an. Mais la majeure partie du sol cultivé se trouve dans les conditions ordinaires d'une récolte annuelle, déterminée par le fait unique de l'inondation, qui remplace imparfaitement les pluies des autres climats, et donne des produits inférieurs à ceux des pays où l'on cultive avec soin.

Ces observations prouvent que si le Nil, combiné avec la température, est une magnifique source de productions, il est cependant, comme toutes les forces organiques de la nature, sujet à une régularisation qui peut en augmenter considérablement la puissance, pourvu qu'elle soit fondée sur une étude attentive et rationnelle des phénomènes.

Ainsi il doit demeurer évident que l'action d'un gouvernement prévoyant, en Egypte, doit avant toute chose s'appliquer à combattre les trois principales causes naturelles qui tendent à l'amoindrissement du sol cultivable en Egypte. Ces causes sont : 1° l'exhaussement de la vallée, qui rend de plus en plus difficile la visite des eaux d'inondation en de certains points; 2° la détérioration des rives, qui élargit le lit du fleuve et abaisse son niveau; 3° l'envahissement des eaux de la mer, qui soustrait de larges étendues de terrain à la production. Des amendements dirigés dans ces divers

sens n'assureraient pas, sans doute, le bénéfice de plusieurs récoltes annuelles en tous lieux; mais ils mettraient en égal rapport toutes les parties du sol accessible au fleuve; et peut-être ce dernier résultat est-il d'abord préférable et le seul qu'on doive primitivement s'efforcer d'atteindre. Or, il est une manière très-simple et peu dispendieuse de conjurer à la fois les trois causes pernicieuses dont nous venons de parler : c'est de contenir le fleuve par un endiguement convenable, c'est de lui faire un lit qu'il ne puisse dégrader. L'excédant de niveau qui en résultera portera le bienfait de l'inondation là où il n'était pas encore parvenu; le resserrement du lit augmentera la vitesse, et créera conséquemment un obstacle plus considérable à l'envahissement des eaux de la mer. Des travaux de cette nature ont été faits sur plusieurs fleuves d'Europe qui reproduisent, en diminutif, les diverses physionomies du Nil. Nous citerons entre autres le Pô et la Loire, pour lesquels l'expérience a justifié tous les calculs de la théorie. Avant que le Pô ne fût endigué, les crues n'arrivaient pas jusqu'à Mantoue : grâce aux travaux exécutés par les Français, elles s'élèvent maintenant à la hauteur de quatre mètres et plus.

Après ce que nous avons dit des travaux hydrauliques exécutés primordialement par Méhémet-Ali, il est inutile d'ajouter que rien de ce



genre n'avait été fait. Le fleuve a continué d'être livré à lui-même, d'élargir son lit; aucune levée d'une importance suffisante n'a été construite; c'est à peine si quelques-uns des anciens canaux ont été curés; l'eau de la mer a continué son invasion, et les lacs salés se sont agrandis.

Cependant l'attention du Pacha fut appelée de ce côté. M. Prisse, architecte français, qui déjà lui avait soumis un projet pour le canal d'Alexandrie, lui proposa ce système d'endiguement, dont il augurait de la manière la plus favorable, d'après l'avis des savants compétents en cette matière. Mais le vice-roi était entraîné irrésistiblement vers le projet napoléonien du barrage. Il faut donc que nous en disions deux mots.

XXIV

Ce projet, avec son incontestable grandeur, était, qu'on nous passe l'expression, d'un calibre qui ne convenait pas au tempérament de l'Egypte, et nul doute que l'homme qui l'avait conçu en courant dans les hasards d'une conquête, et qui était d'ailleurs habitué à juger les



choses du plus haut, sauf à y revenir et à en rabattre si besoin était, n'eût senti, à tête reposée, que ce système exigeait de profondes méditations, qu'il ne pouvait être que le couronnement d'une assez grande série de travaux préparatoires. Il ne saurait donc être considéré que comme une ébauche de Napoléon et de la commission scientifique, à la suite d'un examen un peu superficiel. On n'avait encore vu en quelque sorte que le Delta, et c'est lui qu'on voulait favoriser, préférablement à la Haute-Egypte. Mais, sans endiguements sur tout le parcours du Nil, sans un travail d'irrigation exécuté *ad hoc*, il est évident, *à priori*, qu'un barrage à la pointe du Delta exagérerait encore, au lieu de les atténuer, les inconvénients que nous avons signalés. La vitesse étant ralentie, le dépôt limoneux serait plus considérable, la vallée s'exhausserait davantage, et enfin, même en temps d'inondation, le fleuve n'aurait plus virtuellement la force de combattre les eaux de la mer. Au barrage même, où la vitesse deviendrait nulle, ces dépôts s'accroissant outre mesure, auraient peut-être la propriété d'entraver tout à fait la navigation et de changer la direction du fleuve, à moins qu'on n'y remédiât par une attention continuelle et des travaux prodigieusement étendus.

Mais si de la question que soulevait le plus ou moins de convenance du barrage on passe aux

difficultés matérielles que présentait l'exécution, c'est bien autre chose, et pour mettre le lecteur à même d'en juger, il suffira d'exposer sommairement et le but et les moyens proposés pour l'atteindre. 1° Barrer le Nil à la pointe du Delta, à l'endroit nommé le *Ventre de la Vache*, de manière à retenir les eaux d'inondation et les faire se déverser naturellement dans les grands canaux, dans les bassins irrigateurs, et de là dans toutes les subdivisions, sans aucun des appareils d'élévation précédemment employés; 2° maintenir, dans les plus grandes crues, le niveau à une hauteur fixe et suffisante pour obtenir cet effet; 3° au moyen d'écluses, laisser aller le superflu des eaux à la mer, en tenant la navigation libre dans les deux branches de Rosette et de Damiette; 4° conserver enfin cette navigation même dans le temps des plus basses eaux : telles furent les conditions principales du problème à résoudre. Voici maintenant l'ensemble du projet de M. Linant, ingénieur français, qui se trouvait au service du Pacha depuis un certain nombre d'années. On aurait comblé par deux digues les deux branches et forcé les eaux à s'écouler par deux canaux, creusés le plus près possible de la tête du Delta, et aboutissant, après un court trajet, respectivement dans les deux anciens lits; ces canaux, coupés transversalement par des ponts éclusés, auraient laissé

écouler la quantité d'eau qu'on aurait voulue; chacun de ces ponts barrages aurait eu, en son milieu, une grande arche restant toujours ouverte pour donner passage aux eaux nécessaires à la navigation; celui de Rosette, composé de vingt-quatre arches, douze de chaque côté de l'arche principale, large de 34 mètres, les petites arches étant de 10 mètres, aurait présenté un développement total de 470 mètres; les piles des arches auraient eu 10 mètres à la grande et 8 aux petites. Le pont barrage de Damiette, composé seulement de dix-sept arches, n'aurait eu que 326 mètres de longueur. Enfin, comme ces grandes arches, vu le très-fort courant qui s'y serait développé, auraient présenté des obstacles à peu près infranchissables, on faisait un canal de navigation de la partie supérieure à la partie inférieure de chaque barrage, avec un sas donnant passage aux bateaux.

Tel est l'ensemble des vastes travaux qui furent projetés. Certes, ils ne dépassaient pas la force humaine, et on compte en Europe plusieurs spécimens d'œuvres tout aussi gigantesques, par exemple, l'aqueduc de Roquefavour, les travaux de Cherbourg, le tunnel de la Tamise. Mais, *à priori*, un barrage sur le Nil, construit dans de telles proportions, était-il accessible aux finances du Pacha, et en supposant qu'il fût réalisable, une sage économie ne devait-elle pas en faire l'objet d'un



travail lent et persévérant, de manière à ne lui consacrer annuellement qu'une partie des ressources disponibles et à ne pas négliger les autres sources de revenu ? Le temps est un élément de succès indispensable pour de pareilles entreprises ; c'est celui qui est le plus approprié à la nature de l'Egypte et dont se servirent de préférence les Pharaons pour leurs vastes travaux. L'œuvre du barrage, menée à bonne fin, avait de quoi illustrer toute une dynastie : ne suffisait-il pas à Méhémet-Ali de la gloire de l'avoir fondée ? Mais, par position aussi bien que par caractère, le Pacha n'était pas apte à goûter cette façon de voir : il voulait jouir tout de suite de ses créations, et les gens qui le servaient, sachant bien que c'était une condition *sine quâ non* de son acquiescement, n'avaient garde de combattre son envie. Il en résultait cependant un effet directement inverse, c'était une égale facilité du Rouméliote à se dégoûter dès l'instant que les progrès ostensibles ne répondaient pas à son impatience : dès-lors il fallait, chez ses agents, autant de sollicitations pour l'amener à persévérer que, dans le principe, il eût fallu de bonnes raisons pour le détourner d'une précipitation irréfléchie : mille prétextes à erreurs naissaient de cette fausse situation et fourniraient des textes à un esprit prévenu, aussi bien pour accuser l'ignorance téméraire du vice-roi que pour

taxer de légèreté présomptueuse les gens qu'il employait. L'exécution du barrage fut un mémorable exemple de ce que nous avançons. Décidé à mettre la main à l'œuvre dès que la présentation du projet lui eût été faite, Méhémet n'écouta même pas les objections de simple prévoyance faites par l'ingénieur, et sans nul souci de l'ordre logique des opérations, il fit incontinent requérir des fellahs pour creuser les canaux de dérivation. Au fond, Méhémet-Ali ne voyait là rien qui ne fût analogue au creusement du Mahmoudiè. Quant à réunir de prime abord le nombre d'ouvriers nécessaire de chaque spécialité, organiser des ateliers, se pourvoir de matériaux, on n'y songea que pour l'avenir. Mais comme il va de soi qu'un travail aussi grandiose devait être abordé par beaucoup de points simultanément, il arriva que pendant un très-long laps de temps, — une dizaine d'années au moins, — chaque portion de travail exécutée ne se trouvait pas en parfaite harmonie avec celle qui l'avait précédée, quand elle ne l'annulait pas tout à fait, et qu'en fin de compte, après avoir remué de la terre, du bois, de la pierre et des métaux, dépensé cent mille bourses et plus, Méhémet-Ali, parvenu à une lassitude complète, pressé d'ailleurs par les tristes conjonctures de la politique extérieure, se résigna à abandonner à peu près complétement le bar-



rage. Mais, ainsi que nous l'avons fait pressentir, le pire de cette affaire fut que Méhémet-Ali, absorbé par son grand projet, négligea tous les points, pour lui secondaires, d'amélioration partielle mais efficace; que la Haute-Egypte, cette région qui tenait une si grande place dans l'attention de ses anciens rois, fut reléguée dans un complet oubli, parce qu'elle ne produisait pas de coton; que le Delta même, qui en produisait, resta sous l'empire des causes d'amoindrissement qui agissaient d'une façon permanente; qu'après le projet pratique d'endiguement de M. Prisse, le Pacha, toujours à raison du barrage, repoussa celui de M. Pascal Coste, ingénieur distingué qui lui proposa de rétablir sur de nouvelles bases le Mahmoudiè, lequel s'obstruait de jour en jour par les dépôts du fleuve, réduisait chaque année le temps pendant lequel la navigation était praticable, et tendait infailliblement à mettre son lit au niveau de ses berges.

XXV

Il serait hors de propos d'aborder ici la discus-

sion des difficultés matérielles et pratiques qu'offrait le projet de M. Linant: nous aurons d'ailleurs sujet de revenir sur cette question à l'occasion de la part qu'y a prise M. Mougel, un autre ingénieur; nous nous contenterons présentement de faire une seule observation, qui a trait à la nature toute spéciale du fleuve qu'il s'agissait de soumettre. Les calculs fondamentaux étaient relatifs à la dépense moyenne observée dans les deux branches du Nil, pendant et hors l'inondation: ces calculs ne peuvent-ils pas, ne doivent-ils pas être déjoués par des crues tout à fait anormales, soit en excès, soit en déficit? Le projet y avait pourvu par l'hypothèse, suivant nous gratuite, qu'en cas d'excès des eaux dont la dépense est évaluée, par minute, dans une seule branche, celle de Rosette, à 332,165,159 mètres cubes, elles pourraient ne pas renverser les digues et se borner à entrer dans un déversoir supplémentaire, construit dans le prolongement de la partie des branches condamnées: ceci est l'affaire d'un calcul de résistance des matériaux que nous croyons difficile d'ajuster avec toutes les éventualités. Celle de déficit n'était pas prévue, par la raison que le barrage, entretenant le niveau, même à l'étiage, à une hauteur suffisante pour l'arrosage de 3 millions 800,000 feddans de terre, il y aurait toujours eu un excédant. Nous signalerons cependant un fait dont

on n'a pas paru tenir compte. Le ralentissement de vitesse, conséquence du barrage, est un effet qui ne se produirait pas seulement au contact des digues, mais qui, se propageant de proche en proche, se ferait sentir à une assez grande distance en amont; et cet effet, corroboré par l'état local des berges, par une pente plus prononcée du terrain, ne pourrait-il pas très-facilement dégénérer en un autre, à savoir, la dérivation du fleuve? Pour en revenir au point de départ de notre critique, comment donc avoir songé à maîtriser en un point unique, voisin de son embouchure, un cours d'eau si considérable, avant de s'être pour ainsi dire garanti de ses écarts dans tout son parcours, sans lui avoir, au préalable, fixé un lit en quelque sorte définitif?

XXVI

Si nous voulions nous livrer à une statistique analogue à celles auxquelles les créations du vice-roi ont donné lieu, nous aurions moins beau jeu que nos prédécesseurs, attendu que ceux-ci faisaient entrer en ligne de compte les entreprises

en cours d'exécution, et même les simples projets, c'est-à-dire une foule de choses dont le temps a eu justice, et dont il ne serait permis de parler que pour mémoire. Nous préférons nous abstenir et constater, en forme d'excuse pour le vice-roi, qu'il était impossible qu'il en fût autrement, vu l'infini quantité d'objets divers que son amour des nouveautés lui fit aborder à la fois, et le défaut très-sensible d'appropriation que ces objets devaient présenter, tant à l'égard des localités et des circonstances, que par rapport à son peuple. Il ne faudrait cependant pas faire abus de ce dernier argument en faveur de Méhémet-Ali, si on veut bien se rappeler que la nature toute spéciale du sol et du peuple égyptien a été invoquée comme une légitimation des procédés usurpateurs du Rouméliote, car il ne pourrait être que fâcheux pour sa mémoire qu'il eût abandonné la considération des intérêts de son peuple juste au moment où il pensait que les siens seuls étaient en jeu.

C'est pénible à dire, mais il faut bien s'y résigner, pour tous les travaux publics comme pour la culture des terres, comme pour son armée, Méhémet-Ali voyait dans ses fellahs un fonds inépuisable, à la conservation et au ménagement duquel, par un calcul malheureusement très-faux, il ne se croyait pas tenu au même titre qu'il veillait à l'économie de ses ressources matérielles :

un trop vif désir de faire des épargnes dans ce dernier sens le conduisit dans l'autre à des prodigalités hors de raison. Ce n'était pas sans des dépenses excessives que toutes ces innovations avaient pu être mises en train; le Rouméliote n'avait pas tardé à s'apercevoir combien la civilisation coûtait cher, surtout par l'entremise de ses associés étrangers dans cette œuvre méritoire. Ce fut alors que quelqu'un d'assurément bien venu lui suggéra le moyen d'avoir, à peu près gratuitement, des capacités à son service ; on persuada au Pacha, il le crut, qu'avec la même facilité qu'il avait fait des bêtes de somme de ses fellahs, il pourrait, à très-peu de frais, les transformer en médecins, ingénieurs, diplomates, légistes et industriels. Telle fut la cause de l'organisation de l'instruction publique en Egypte. Ici encore le motif n'importait guère, si le but eût été quelque peu atteint; mais le maître courait au-devant d'un double mécompte par l'étendue des déboursés et l'avortement du résultat. N'en déplaise aux hommes très-honorables, et très-habiles pour la plupart, qui coopérèrent à cette fondation ou s'en firent les organisateurs, l'insuccès final incombe tout autant à leur responsabilité qu'à celle du vice-roi et du peuple égyptien. La première faute fut un malentendu. Méhémet, peu juge des moyens, savait pertinemment, comme nous l'avons dit, où il vou-

lait en arriver ; il accepta, comme un boni de son marché, le côté humanitaire que les hommes en qui il plaça sa confiance lui firent entrevoir, et qu'ils prirent, eux, pour objet capital, si ce n'est unique, de leurs efforts. De là un développement d'institutions tout à fait disproportionnées, qu'on nous permette de le répéter, avec le tempérament de l'Egypte; par suite, impossibilité des élèves de se maintenir au niveau des études, et leur dégoût inévitable. Établir en Egypte une Faculté de médecine, une Ecole des ponts et chaussées, une Ecole polytechnique, c'était vouloir recueillir les fruits d'un arbre sur un roseau. Des institutions, fruits de la lente expérience d'une grande nation, et qui résument les besoins les plus élevés de la sociabilité, ne sauraient tout d'un coup s'implanter chez un peuple mineur que le fanatisme et l'esclavage tiennent en tutelle. Encore si l'ambition de ces malheureux pastiches, se bornant à des titres pompeux, exigés peut-être pour l'illusion du maître, n'eût pas voulu pousser plus loin la copie, et se fût résignée à donner aux Arabes l'instruction élémentaire, la seule dont ils eussent besoin! Mais point, tout fut imité, jusqu'aux programmes d'étude, jusqu'aux infiniments petits de l'ordre hiérarchique. D'un autre côté, si on se fût avisé de dire la vérité au Pacha et de l'assurer qu'au bout des grands sacrifices qu'il imposait à

son trésor, il trouverait difficilement cette pépinière d'hommes spéciaux que réclamaient ses grands projets, il est indubitable qu'il n'aurait pas avancé le premier écu. Ainsi placés dans la nécessité de mentir à leur origine, à leur utilité finale, aux faibles espérances même de leurs directeurs, les établissements d'instruction publique en Egypte furent une triste parade que les élèves jugèrent assez sévèrement dans leur conscience ignorante, par l'obligation où ils furent d'y jouer les rôles de comparses ; car ce ne serait pas suffisant,— et ce serait banal d'ailleurs, — de dire que ces établissements n'eurent aucun succès ; il faut avouer qu'ils ne se maintinrent que par une supercherie pratiquée non seulement vis-à-vis du Pacha, mais à l'égard aussi d'autorités plus compétentes, que le hasard amenait en Egypte. En effet, il n'arrivait point un étranger de distinction qu'aussitôt Méhémet-Ali ne voulût lui faire les honneurs de toutes ses créations, et les écoles tenaient dans cette ostentation une place proportionnée aux espérances qu'elles faisaient naître. Dans ce cas, on procédait, en présence des visiteurs, à des examens publics pour tout le monde, excepté pour ces juges improvisés, qui, ne connaissant pas la langue des élèves, ne pouvait avoir leurs réponses que par la voie d'une interprétation plus ou moins fidèle. Il se passa, à ce sujet,

des scènes d'un fort bon comique et dont la mémoire est restée dans le pays. On eut cependant la précaution de toujours limiter le choix des questions à un nombre déterminé, et par avance seriné à l'élève ; aussi le *satisfecit* des examinateurs vint-il toujours récompenser tant d'efforts malheureux, et il avait le don de peser beaucoup plus dans la résolution du maître que la voix de l'opinion publique et celle des rivalités envieuses : c'est ce qui explique pourquoi les écoles furent maintenues.

Le Pacha, d'ailleurs, attendait l'époque qu'il avait bien fallu lui fixer pour un commencement de résultat. Cela fut l'écueil inévitable pour les partisans des écoles. On eut beau choisir parmi les élèves les plus intelligents, leur faire apprendre une espèce de catéchisme pratique, puis leur donner un titre, un uniforme et une décoration : mis en présence de la plus simple question ayant trait à leurs spécialités respectives, ces nouveaux fonctionnaires témoignaient d'un embarras et d'une ignorance absolus ; ces soi-disant ingénieurs étaient incapables de faire curer un canal ; maint de ces médecins porta hardiment le bistouri dans une tumeur anévrismale. Ibrahim-Pacha, qui se trouvait alors en Syrie avec l'armée, renvoya les élèves chirurgiens qu'on lui avait mandés, par la raison, écrivait-il, qu'ils estropiaient tous les blessés confiés à leurs soins.

XXVII

Ce fut un coup terrible pour les écoles, et leurs chefs virent bien que le temps des subterfuges étant passé, ils ne pourraient conserver leur position précaire que par des concessions. Arguant de l'indocilité des élèves, résultant, disaient-ils, de ce qu'ils n'étaient pas complétement séparés du milieu dans lequel ils avaient vécu, ils se laissèrent aller à proposer qu'on en envoyât un certain nombre en Europe, pour étudier à fond chaque faculté et former, à leur retour, un noyau autour duquel tout le reste se serait groupé. C'était finir par où l'on aurait dû commencer, et quelque bonne que fût la mesure, elle comportait l'abdication tacite des chefs de l'instruction publique. La suite le leur prouva encore mieux qu'ils ne pouvaient alors le supposer. Sous l'empire de ces circonstances, la mission égyptienne fut créée, et Paris, le lieu naturellement choisi pour son installation. Nous n'entrerons dans aucun détail sur la façon dont elle fut organisée; il nous suffira de constater que le calcul qui l'avait fait naître

fut en partie justifié, et qu'elle procura une moyenne d'éducation supérieure à ce qu'avaient produit les institutions du crû. Mais les conditions d'échec, qui ne manquèrent pas plus à cette tentative qu'aux autres, dépendirent exclusivement de la nature morale du peuple égyptien. Ce caractère inné, fruit mixte de la race et des habitudes, est, dans l'homme aussi bien que dans les animaux, l'élément le plus influent, même à l'égard du profit qu'il peut tirer d'une éducation toute spéciale. Vouloir qu'il se transforme complétement ou s'éteigne chez l'individu, alors qu'on a observé qu'il se reproduit virtuellement chez ses enfants, est une absurdité au-dessous de la critique. Or, dans l'Egyptien le mieux organisé, il y a trois choses, la race, la religion et l'habitude, qui minent sourdement toutes les idées qu'il peut acquérir au contact de la civilisation occidentale. Par influence de race, l'Arabe, comme nous l'avons dit, est inattentif et léger; il ne réfléchit guère, et son cerveau n'a qu'une force de concept tout à fait inférieure. Sa mémoire, sa facilité d'élocution et ses qualités mimiques peuvent illusionner sur l'étendue de ses connaissances acquises : au fond, il y a chez lui un grand vide où dorment quelques idées qu'il a acceptées toutes faites, et où s'agitent, irréfrénées, ses passions pour le luxe, pour les femmes, pour tout ce dont

il est privé. La religion est pour le mahométan l'éteignoir dont il coiffe orgueilleusement sa paresse et son inertie ; tout est si bien pour lui manifestation de la fatalité, il se repose avec tant de confiance sur son dieu ou sur son diable de l'activité qu'il ne se sent pas l'énergie d'avoir ; il tient tant pour la maxime : *Aide-toi, et le ciel te nuira!* que, par un renversement singulier des idées qui ont le plus de fortune chez les nations avancées, il prend le mal qui lui arrive pour une manifestation de la volonté divine, et le bien pour œuvre de Satan. C'est ainsi, comme on l'a judicieusement observé, que ce même fellah qui se résigne à la peste, aux fléaux, à la persécution, parce qu'il plaît ainsi à Allah, ne peut voir un des résultats de l'industrie moderne, comme la vapeur, le télégraphe, etc., sans le croire possédé d'un *afrite* ou démon. Un musulman qui se revêt d'instruction doit donc quitter à tout jamais la livrée du prophète : s'il la reprend, c'en est fait de son labeur, de ses peines et de celles qu'on a prises à l'instruire. L'habitude, enfin, a inoculé chez l'Egyptien le génie de la servitude ; si on relâche sa chaîne, il cherche plutôt à la passer au cou de son prochain qu'à s'en débarrasser tout à fait. Quand Méhémet-Ali a relevé quelques-uns de ses fellahs de leur condition vile, pour leur déléguer quelque faible portion d'autorité, il les a trouvés d'une

servilité tout aussi grande vis-à-vis de leurs supérieurs, mais d'une implacable cruauté pour leurs anciens compagnons de servitude (1).

Lors donc que l'Egyptien écoutait sur les bancs de l'école les leçons qui tentaient de l'initier aux merveilles de la science et aux bienfaits de la solidarité sociale, la patrie ne laissait pas de l'attirer aussi de ses séductions, — car les organisateurs de la mission firent la faute de la composer d'adultes et même d'hommes ayant atteint tout le développement de la virilité : mais Méhémet-Ali était aussi par trop pressé. — Or quel type d'existence rêvaient ses néophytes ? Chacun se voyait dans un poste élevé, grâce à son éducation supérieure ; grâce à ses appointements, dont il calculait déjà le chiffre, il comptait le nombre de ses domestiques, celui de ses pipes à bouquin d'ambre, qu'il fumerait dans le *dolce far niente*, et dans l'intervalle des tasses de café. Il se marierait : — pour un fellah, c'est là le premier point ; — il prendrait successivement une, deux, trois, autant de femmes que la faveur du maître pourrait lui faire franchir de grades ; et si dans l'avenir il entrevoyait un harem, avec

(1) Après la guerre de Syrie, dans laquelle les troupes du Nizam battirent les Turcs, on fut bien étonné de voir les soldats fellahs, rentrés dans leurs foyers, tout aussi obséquieux et tremblants que par le passé devant le courbache d'un arnaoute.

des esclaves des deux sexes, un eunuque pour les garder, — ce maximum de félicité ! — c'est qu'alors notre rêveur était un ambitieux personnage. Mais l'existence semée de peines, de périls, de labeurs, d'ennuis, du médecin civil et militaire, de l'administrateur, du chef de fabrique, du chimiste, de l'ingénieur, aucun assurément n'avait point, nous ne dirons pas la résolution de la mener, mais même la plus légère teinture de ce qu'elle pouvait être.

Ce courant d'idées, la connaissance imparfaite du français, quelques notions acquises et une insupportable présomption : tel fut le bagage avec lequel la mission revint en Egypte. Les premiers arrivés furent, cela va sans dire, les mieux accueillis. On avait reçu sur leur docilité et le succès de leurs études des rapports extrêmement favorables. Leur contenance n'en devint que plus fière et leur langage plus assuré. Les écoles indigènes ayant continué, pour les raisons que nous avons dites, à donner d'aussi faibles résultats, les rapports des directeurs avec le ministère de la guerre, dont elles relevaient toutes, étaient devenus très-difficiles, et les nouveaux venus en profitèrent pour s'arroger un droit de critique que leur perspicacité semblait légitimer. Ils se jugeaient, dans leur for intérieur, capables de remplir les postes qu'occupaient les Européens comme insti-

tuteurs, et, ligués avec l'administration turque, que la présence et la clairvoyance des étrangers avaient toujours gênée, ils assiégeaient Méhémet-Ali pour les supplanter. D'un autre côté, ce dernier se trouvait assez embarrassé d'employer ces jeunes gens en raison de leurs capacités, et il fut ainsi démontré que, par la trop grande latitude laissée au savant directeur de la mission à Paris sur le choix des études, celles-ci manquaient tout à fait d'appropriation avec les besoins réels. La distribution des emplois qui leur fut faite, et les motifs dont s'appuya le Pacha, offrirent même un piquant que nous ne pouvons passer sous silence. Ayant demandé à l'un ce qui avait fait la matière de ses études, — L'administration civile, Altesse, répondit l'effendi. — Qu'est-ce cela? — C'est la théorie, le gouvernement des affaires. — Les affaires ! le gouvernement ! Que pouvez-vous avoir de commun avec cela ? c'est moi seul qui gouverne ; quant à vous, vous me traduirez les ouvrages militaires. A un second : Et vous, que savez-vous ? — L'agriçulture. — L'agriculture ! s'écria le vice-roi. — L'agriculture, répéta son secrétaire intime, qui était présent, avec un inexprimable ton de dédain et de surprise. Mais cet homme n'en sait pas plus que les fellahs ! Eh quoi ! est-ce donc là le sujet de cinq ans d'études? — Allez, allez au Caire, ajouta le Pacha, vous me ferez de

la poudre. Un troisième avait étudié les langues, les mathématiques; il dirigea une filature de coton. Un autre s'était occupé de diplomatie; on lui donna la direction du matériel dans une administration publique.

Donc, si Méhémet-Ali n'était pas très-satisfait de l'aptitude des nouveaux venus, ceux-ci avaient dû beaucoup en rabattre de leurs espérances, et leurs fonctions ne répondant ni à leur capacité ni à leur désir, ils n'en furent que plus disposés à s'agiter dans des intrigues dont le but était de circonvenir le vice-roi et de lui persuader qu'il trouverait un plus utile emploi de leurs facultés et de leur savoir en les leur faisant enseigner à leurs compatriotes. L'insinuation ne manquait d'adresse ni d'opportunité. Méhémet-Ali, toujours entiché de ses écoles indigènes, était cependant, à leur endroit, dans une période de découragement; il n'eut aucune peine à prêter l'oreille à cet arrangement qui lui offrait la perspective d'économie qu'il avait tant recherchée. D'un autre côté, les tiraillements existant entre les professeurs européens et l'administration, rendaient impossible le maintien de l'état actuel des choses. On procéda donc à une réorganisation des écoles avec les Egyptiens de la mission pour professeurs, et l'instruction publique fut retirée de l'administration de la guerre pour de-

venir l'objet d'un ministère séparé, avec un conseil composé de Turcs, d'Egytiens et d'étrangers, le tout sous la présidence de Mouktar-Bey, faisant déjà fonction de président du conseil d'État.

Est-il besoin d'ajouter que ce prétendu perfectionnement fut la désorganisation complète des faibles éléments subsistants, et que si quelque école ressortait encore, au milieu de la langueur générale, par l'énergie et l'habileté de son directeur, elle revint bientôt, avec cette soi-disant unité d'action, au niveau commun. Les vices bien connus de l'administration turque compliquée des écrivains coptes; des professeurs égyptiens cherchant à démontrer ce qu'ils ignoraient, dans une langue qui ne présente, pour la définition des termes relatifs aux arts et sciences d'Europe, qu'une phraséologie vague et incertaine, à laquelle il aurait fallu au préalable, pour peu qu'on eût voulu s'entendre, substituer un système complet de technicité avec des vocabulaires faisant loi; des élèves qui, habitués à ne rien comprendre, n'avaient de mémoire que pour les préceptes du Coran, répétés quinze ans durant sur la natte de l'école, avec ce balancement de la tête et du corps, qui indique que cette opération n'a rien d'intellectuel; ces élèves, dont les seuls progrès consistaient à mépriser un peu plus qu'auparavant les sciences qu'on voulait leur in-

culquer : tout cela faisait un chaos déplorable, qui continua cependant d'exercer la sollicitude du vice-roi. C'était payer bien cher les fastueux comptes-rendus que le charlatanisme du président de l'instruction publique avait soin de faire insérer dans les journaux de France, et le maintien de la réputation de libéralité qu'ils créaient au Pacha dans cette portion si légère et si indifférente du peuple français.

Affirmer cependant que tant d'efforts et d'argent dépensé aient été radicalement stériles, ce serait dépasser la vérité; mais le bien, tout pratique, qui en résulta pour l'Egypte, fut accessoire, collatéral aux écoles, pour ainsi dire, et ne vint d'elles que par ricochet. C'est ainsi que la création de l'Ecole de médecine amena celle d'un Conseil de santé, qui, sous l'active et persévérante impulsion de son chef, le docteur Clot-Bey, parvint à réaliser de grandes réformes dans la salubrité publique; que plusieurs hôpitaux furent créés, qu'une Ecole d'accouchement donna des élèves abysiennes très-remarquables, que la vaccine fut introduite. Et, à propos de ce dernier point, pour juger des terribles difficultés qui s'opposaient à la vulgarisation, en Egypte, d'idées et d'institutions aussi contraires à la nature et à l'esprit du peuple, il suffira de savoir que pendant très-longtemps les fellahs furent persuadés que l'opération de la

vaccine avait pour but de marquer ceux des leurs que le Pacha destinait au service militaire. A leur point de vue donc, parvenir à y soustraire un enfant, c'était éloigner de son existence le plus grand malheur qui pût l'accabler.

XXVIII

Dans ce tableau complet de l'action de Méhémet-Ali à l'intérieur de ses états, il ne nous reste plus à parler que d'une spécialité qui, à part le principe plus ou moins discutable, a le mérite de ne présenter rien d'abortif, et montre un résultat quelquefois magnifique couronnant une force de volonté peu commune : nous entendons l'édification de la force militaire que le Rouméliote entreprit avec les seuls éléments que l'Egypte pouvait lui fournir.

Nous avons déjà vu comment Méhémet-Ali, lors de la première expédition qu'il dirigea contre les Ouahabites, tira, comme par enchantement, un équipement maritime d'un pays tel que l'Egypte, qui ne produit ni bois de construction, ni fer, ni cordes, ni même de toile suffisante. Plus tard,

nous le voyons associer cette guerre d'Arabie à ses projets de réforme disciplinaire, et déployer autant de patience et de sage temporisation, pour ce but hérissé de difficultés, qu'il montrait de fougue et d'ardeur lorsque rien ne pouvait restreindre son désir. Nous reviendrons tout à l'heure sur l'organisation définitive donnée à cette armée ; mais nous n'ignorons pas qu'elle était déjà sur un pied respectable au moment de l'expédition de Morée. Le plus difficile, dans cette expédition, fut de procéder à l'armement maritime, car le Grand-Seigneur, tout en réclamant l'assistance des troupes de son vassal, n'avait pas envoyé de vaisseaux pour les transporter. Or, l'Egypte ne possédait aucune marine sur la Méditerranée ; quand l'armée française entra dans Alexandrie, elle y trouva deux caravelles (1) en construction, qui ne furent même pas achevées. Pour armer ces soixante-trois vaisseaux et les cent bâtiments de transport qui figurèrent à Navarin, le vice-roi fut obligé de mettre un embargo sur des navires de tout bord, de frèter des bâtiments en Europe et de les équiper tant bien que mal. Après la destruction de cette flotte, le Pacha, qui ne pouvait s'accoutumer à l'idée d'en être privé, songea à s'en procurer

(1) Anciens bâtiments turcs de trente canons environ, quoique d'un échantillon supérieur à nos frégates de cinquante, d'une forme et d'une marche tout à fait détestables.

une autre plus considérable encore ; mais l'achat en pays étranger, outre qu'il était très-dispendieux, l'astreignait à des formalités difficiles à remplir et fort désagréables : tout son désir le porta bientôt à s'affranchir, sur ce point comme sur les autres, du tribut qu'il payait à l'Europe. Bien que l'entreprise pût, à bon droit, être considérée comme très-hasardeuse, cependant le vieux port d'Alexandrie était d'une largeur suffisante pour admettre, quoiqu'on en ait dit, des vaisseaux du plus haut bord ; sa passe n'a pas moins de 9 mètres (près de 28 pieds) ; il n'était donc pas déraisonnable de vouloir établir là des chantiers de construction et un arsenal. Le besoin le plus pressant était celui d'un ingénieur : on peut dire que Méhémet-Ali eut la main heureuse en s'adressant à M. de Cerisy, un constructeur de la marine à Toulon, dont les rares qualités n'avaient pas encore eu le temps ni l'occasion de se faire apprécier dans sa patrie. M. Cerisy était connu de Méhémet-Ali pour lui avoir déjà lancé deux frégates à Marseille : il accepta l'invitation de se rendre en Egypte, et sur-le-champ se mit à l'œuvre avec une ardeur qui n'eut d'égale que celle du Pacha. On conçoit ce que ces deux volontés acquirent de force par leur mutuel soutien ; aussi est-il juste de dire qu'elles accomplirent des merveilles. Cinq ans suffirent pour créer l'alpha et l'oméga de cette vaste entreprise : en 1828,

la presqu'île d'Alexandrie n'était qu'une plage aride, déserte et marécageuse, que M. Cerisy fut obligé d'affermir avant d'y jeter des fondements ; en 1833 s'élevait à cette même place un arsenal complet, capable de soutenir la comparaison avec les meilleurs établissements de ce genre, muni d'ateliers de toute sorte, de magasins pour tous ses approvisionnements, d'une corderie de 347 mètres de longueur,—celle de Toulon n'est pas plus grande;—et de cet arsenal étaient sortis plus de trente bâtiments armés, dont dix vaisseaux de ligne de cent canons, le reste en frégates, corvettes, bricks, etc. La population égyptienne avait fourni tout le personnel, ouvriers et matelots, nécessaire à cette flotte formidable. M. de Cerisy commença par former dix-sept compagnies d'ouvriers de cent hommes chacune, sous le commandement de chefs d'ateliers venus de Toulon ; dans ces compagnies, astreintes au régime militaire, les grades étaient donnés aux plus habiles de chaque spécialité. Grâce à cette émulation, à un traitement relativement plus doux, ces fellahs, arrachés à leur labour, devinrent d'assez bons ouvriers. Un si grand succès aura lieu d'étonner si on le met en regard des échecs essuyés dans toutes les branches de l'industrie; mais il faut l'attribuer en partie à la sagesse, à la fermeté de M. de Cerisy, et aussi à cette circonstance que tous les

gros travaux s'étant faits à bras, vu la modicité du prix de la main-d'œuvre, les Arabes n'eurent pas affaire à la fonction la plus antipathique à leur nature, c'est-à-dire le gouvernement des machines.

Il faut avouer aussi que le Pacha, s'il ne put, à l'exemple du czar Pierre le Grand, mettre habit bas et donner le premier à son peuple l'exemple du travail, ne ménagea cependant pas le stimulant de sa présence, de ses encouragements et de sa sévérité. Son plus grand plaisir était de passer de longues heures sur les chantiers, s'intéressant au moindre détail, mais toujours prêt à appuyer de ses ordres l'autorité absolue qu'il avait déléguée à son ingénieur. Cette humilité valait bien celle du czar. Son fils Ibrahim-Pacha, non moins intéressé que lui à cette œuvre grandiose, témoignait encore plus d'ardeur à la voir terminer et de déférence pour M. de Cerisy : il passait les journées entières à l'arsenal, et s'y faisait même porter ses repas, qu'il partageait avec l'ingénieur français, le forçant à s'asseoir à côté de lui. C'est avec une joie enfantine que l'orgueilleux Rouméliote suivait de l'œil ces travaux si nouveaux pour lui, et voyait s'élever ces vaisseaux sur lesquels il comptait bientôt embarquer, pour ainsi dire, toute sa fortune : mais cette satisfaction n'existait pas sans anxiétés, car jusqu'au jour où il vit un de

ces vaisseaux lancés, il ne pouvait se figurer qu'un si grand bonheur lui fût réservé ; il craignait toujours quelque empêchement imprévu ; mais lorsqu'une carène, glissant sur ses supports, au milieu du silence profond d'une foule attentive, fût venue se balancer mollement devant lui, le vice-roi ne put retenir un cri d'allégresse. Peut-être fût-ce en ce moment que ses grands desseins et les malheurs qui les suivirent se fixèrent irrévocablement.

M. de Cerisy, habile constructeur, introduisit dans la disposition des navires de guerre égyptiens les améliorations réclamées depuis longtemps par les officiers français, et dont ses propres observations lui avaient fait reconnaître l'opportunité. Partout les bâtiments diminuent de largeur dans leur partie supérieure ; cette forme a pour but de laisser un vide entre les parties correspondantes aux ponts, quand deux vaisseaux se touchent, et de rendre ainsi l'abordage plus difficile ; mais, outre que ce genre d'attaque constitue par lui-même l'exception, ce n'est pas en général bord à bord, mais bien par l'arrière ou l'avant qu'il est tenté ; on sacrifie ainsi, pour une précaution à peu près inutile, un avantage permanent, celui de donner plus de largeur au pont, plus de capacité au vaisseau, plus de facilité pour la manœuvre du canon. Sous le bénéfice de ces judicieuses observa-

tions, les vaisseaux égyptiens eurent dans toute leur hauteur une largeur uniforme. Leur artillerie jouit aussi d'une autre amélioration : composée de pièces du même calibre et employant des projectiles de même dimension, le poids seul de ces pièces varia ordinairement; sur les gaillards et les passavants, ce furent des caronnades : toutes eurent le calibre de trente. Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'utilité de cette disposition pour la rapidité des manœuvres et des évolutions.

Mais il ne fut malheureusement pas donné à M. de Cerisy de pouvoir éviter, toutes les causes d'infériorité et d'avaries résultant de la mauvaise qualité des matériaux employés. Ce fut à Trieste, et surtout en Caramanie, que le Pacha se procura les bois nécessaires; ses agents, improbes ou inexpérimentés, se laissèrent souvent vendre des bois trop verts ou n'ayant pas les qualités requises. En 1838, après une croisière de quarante jours, la flotte fut obligée de rentrer à Alexandrie dans un état pitoyable : les navires faisaient eau de toutes parts.

C'était une grande chose pour Méhémet-Ali que de pouvoir faire construire une flotte à sa volonté; ce n'était pourtant pas le plus important, car il fallait, pour la monter, une armée de matelots. Cette tâche fut poursuivie concurremment avec la première. Le Pacha procéda à peu près comme pour

l'organisation de l'armée de terre : il institua une Ecole de navigation, y plaça de jeunes mamelouks destinés à former les cadres de la marine ; en même temps il mandait au directeur de l'Ecole égyptienne à Paris de choisir plusieurs sujets parmi ceux qui lui étaient confiés, pour leur faire étudier tout ce qui constitue le marin expérimenté. Le gouvernement français ouvrit ses Ecoles spéciales aux jeunes Egyptiens, et plus tard, il les associa aux expéditions lointaines de nos marins ; car la France s'est toujours plue à fournir à Méhémet-Ali tous les moyens de pousser son œuvre de rénovation, et lui-même, il ne s'adressait jamais à d'autre qu'à elle aussitôt qu'un besoin d'hommes ou de choses se faisait sentir dans l'édifice hâtif de sa puissance. Ce furent donc encore des officiers français qui se chargèrent de l'armement des vaisseaux du Pacha et de l'instruction de leurs équipages ; aussi toute cette organisation fut-elle exactement modelée sur celle qui a prévalu en France, et le matelot arabe devint, comme chez nous, gabier, fusilier et canonnier. Ces officiers instructeurs, que nous pourrions nommer tous, ont été, après M. de Cerisy, l'âme véritable de la marine égyptienne; mais le plus habile, celui que rechercha la faveur de Méhémet-Ali, et qui était sans doute destiné à prendre dans l'armée navale l'influence décisive qui a illus-

tré dans l'autre armée M. Sèves,—si une mort prématurée ne fût venue l'enlever en pleine activité de corps et d'esprit, — fut M. Besson, qu'une circonstance des plus honorables avait malheureusement éloigné du service de son pays. M. le duc de Raguse a tracé en quelques lignes la biographie de cet homme distingué. Nous la citons textuellement :

« Cet officier servait dans la marine française en qualité de lieutenant de vaisseau, et était, en 1815, employé au port de Rochefort. Il avait épousé une demoiselle danoise assez riche, qui possédait un bâtiment de commerce, et ce navire, nommé la *Madeleine*, se trouvait précisément à Rochefort au moment où Napoléon y arriva et se disposait à quitter la France. M. Besson proposa à l'Empereur de le conduire sur son vaisseau aux Etats-Unis d'Amérique. Napoléon accepta : tout fut en conséquence disposé à bord. On fit préparer un endroit pour le cacher, au moyen de tonneaux défoncés communiquant entre eux et matelassés intérieurement. Les effets les plus précieux de l'Empereur furent embarqués mystérieusement en plusieurs fois. Il avait donné l'ordre à M. Besson de se trouver entre l'île d'Aix et le rocher d'Eneste, et de venir ensuite le prendre. Mais quand M. Besson arriva auprès de Napoléon, celui-ci avait changé d'avis : il lui annonça qu'il re-

nonçait à ce parti, que trop de chances contraires accompagnaient, et qu'il avait envoyé M. de Las-Cases auprès de l'amiral anglais pour lui demander de le recevoir. La *Madeleine* mit à la voile et arriva en Amérique très-promptement et très-heureusement, sans même avoir été visitée. Si Napoléon avait persisté dans son premier projet, sa destinée prenait un autre cours.

« Cet acte de dévouement de M. Besson envers l'Empereur ayant été connu du gouvernement français, le compromit; son nom fut rayé des contrôles de la marine, et il se vit obligé, afin d'assurer son existence et celle de sa famille, de naviguer pour le commerce. Ses premières opérations ayant mal réussi, et se trouvant à Alexandrie en 1820, il proposa au vice-roi d'Egypte, qui s'occupait de la création d'une marine militaire, d'entrer à son service. Son offre fut acceptée. D'abord il fut chargé de surveiller la construction des bâtiments que le Pacha faisait faire en France ; puis il eut le commandement de la belle frégate de soixante-quatre canons, *la Bahirè*, qui sortait des chantiers de Marseille. Bientôt après le Pacha appréciant sa capicité, et convaincu qu'il pouvait lui être beaucoup plus utile dans un grade plus élevé, l'avança : il est devenu, en peu d'années, vice-amiral et major-général, c'est-à-dirè le véritable ministre de ce département. »

Nous avons peu de choses à ajouter à cette notice, car quelques années après la visite de M. Marmont en Egypte, M. Besson mourut universellement regretté. Nous dirons seulement qu'en 1827, se trouvant à bord de sa frégate, dans l'escadre égyptienne qui figurait à Navarin, M. Besson, et quelques autres officiers français au service du Pacha, se retirèrent avant la bataille, par un scrupule qui ne fut que l'inspiration du plus légitime devoir. Dès l'année 1834, M. de Cerisy avait manifesté le désir de quitter à la fois le service du Pacha et l'Egypte; cette retraite eut lieu l'année suivante. M. de Raguse, qui en fait mention, l'attribue à une vive discussion qui se serait élevée entre M. de Cerisy et M. Besson au moment où la peste se déclarait à Alexandrie. Cette rivalité entre compatriotes, qu'aurait dû encore réunir la conformité de la tâche acceptée, ne s'est en effet que trop souvent manifestée; mais est-il nécessaire, dans le cas présent, d'y avoir recours pour expliquer l'éloignement de M. de Cerisy ? En prévoyant ce départ, le même auteur émet l'avis qu'il serait un véritable malheur pour le Pacha; « cependant, ajoute-t-il, aujourd'hui qu'Alexandrie renferme un bel arsenal, et que de nombreux ouvriers instruits lui donnent le mouvement et la vie, un homme d'un génie supérieur est beaucoup moins nécessaire. » L'illustre maréchal était alors

le confident du Pacha, on le voit, et quelque peu sous le charme de son accueil, sinon sa phrase n'aurait pas aussi naïvement offert un reflet des sentiments secrets du Rouméliote; car, dès 1833, Méhémet-Ali put supposer qu'il n'aurait plus besoin de M. de Cerisy : en faut-il davantage pour expliquer la retraite de ce dernier ?

Ces deux pertes, et celle que fit la marine égyptienne, dans l'intervalle, par la défection d'Osman-Pacha, son amiral, dont nous aurons à parler dans le livre suivant, affaiblirent l'essor qui lui avait été primitivement imprimé, et peut-être furent-elles la cause principale de l'inutilité radicale dont la flotte fit preuve ultérieurement pour la défense du Pacha.

XXIX

Nous avons dit que l'organisation de l'armée de terre n'avait subi aucun ralentissement; d'autres officiers français furent appelés à consolider l'œuvre si bien établie par M. Sèves. En 1824, sous le ministère Villèle, les généraux Boyer et Livron, le colonel Gaudin, s'étaient rendus en Egypte. Dès

son arrivée, le général Livron repartit, investi de l'importante mission d'aller faire construire, à Marseille, des frégates, des corvettes et des bricks qui furent en grande partie détruits à Navarin. Le général Boyer se rendit immédiatement à Kanka, où étaient campées les troupes du Nizam ; il avait sous ses ordres M. Gaudin-Tarlé, chef d'état-major, et deux aides de camp. A peine fut-il installé dans ses fonctions qu'il sentit s'agiter autour de lui mille intrigues et les plus ténébreuses manœuvres ; l'honorable lieutenant général y opposa quelque temps son indifférence et son mépris; mais elles finirent par le lasser, et il envoya sa démission au Pacha, en ne lui cachant aucun des motifs d'une résolution, si bien prise, que tous les efforts pour le retenir furent infructueux. En 1826 il était de retour en France, et le peu de temps de son séjour avait suffi pour donner une face toute nouvelle à l'infanterie. Le colonel Gaudin hérita de son emploi d'instructeur en chef, mais nullement de ses capacités, et comme il ne sut ni se faire aimer des soldats, ni se faire respecter des officiers subalternes, il dut, lui aussi, quitter bientôt l'Egypte.

Méhémet-Ali n'avait pas jugé utile d'introduire dans la cavalerie une organisation correspondante à celle de l'infanterie. Tout entier aux impressions et aux préjugés de sa jeunesse, qui lui faisaient

considérer les mamelouks comme la première cavalerie du monde,— car il avait eu lieu de connaître sa valeur à ses dépens,—il ne pensait pas que la manœuvre et la tactique européenne pussent en créer une pareille ; c'était donc à ce type qu'il s'en voulait tenir. Il fallut la guerre de Morée pour inspirer à son fils, Ibrahim-Pacha, une conviction toute opposée. La vue des régiments français lui révéla leur incontestable supériorité, et, de retour en Egypte, il s'occupa sans retard à organiser sur ce type les troupes à cheval. En cela il fut puissamment aidé par les soins et les conseils de M. Paulin de Tarlet. On fit venir des instructeurs français, et des régiments de chasseurs, de dragons, de cuirassiers, etc., furent promptement organisés. Méhémet-Ali pourvut d'abord à la monture, en exigeant que tous les hauts fonctionnaires lui fournissent des chevaux. Mais cette ressource ne tarda pas à s'épuiser; il fallut prendre des chevaux où et comme on pouvait, ce qui bigarra les régiments de montures de toutes les provenances, grecques, dongolas, syriennes, égyptiennes.

L'artillerie éveilla également la sollicitude de Méhémet-Ali. Un ancien officier de la jeune garde, M. Gouthard du Veneur, fut nommé instructeur dans cette arme. Cet homme distingué inventa un système d'artillerie applicable à l'Egypte, où le sol sablonneux est incommode pour les évolu-

tions; mais les jalousies de ses compatriotes empêchèrent M. du Veneur de faire adopter son projet. Il mourut en Egypte, abreuvé de dégoûts et de chagrins. En 1825, un colonel d'artillerie, M. Rey, arriva de France avec des modèles de tous les calibres et de tous les genres de bouches à feu, quatre pièces de campagne, quatre caissons et une forge, précieux cadeaux que mandait le roi Charles X à Méhémet-Ali. Le colonel, à la demande de ce dernier, visita l'arsenal qu'il avait fait construire dans la citadelle du Caire, et fit sur cet établissement un rapport dans lequel il exposait, avec les plus grands détails, les abus à détruire et les réformes nécessaires. En ce moment, l'arsenal n'avait plus d'ouvriers européens; le directeur, un Turc ignorant et présomptueux, les avait tous congédiés avant qu'ils n'eussent formé des élèves en état d'exécuter les travaux de précision. M. Rey visita aussi la manufacture d'armes. C'était encore l'œuvre d'un Français, M. Guillemain, ancien contrôleur de la fabrique de Versailles, homme plein d'habileté et d'instruction. Malheureusement, il ne put rester assez longtemps à la tête de sa création, et lors de l'arrivée de M. Rey, la manufacture, presque abandonnée à elle-même, était dans un chômage à peu près complet. Grâce aux soins éclairés du colonel, les deux établissements se relevèrent; ils continuèrent à prospérer,

et il en sortit un bon matériel de guerre, fait sur les modèles français.

Une fois l'armée mise sur un pied d'organisation suffisant, il y allait de l'intérêt du Pacha qu'elle se perpétuât par son action propre; en conséquence, il créa des écoles spéciales pour les diverses armes. La première école d'infanterie, fondée à Damiette, reçut quatre cents élèves: on y enseignait le turc, l'arabe, le persan, la comptabilité militaire, l'exercice et la tactique. Au sortir de cette école, les jeunes gens entraient dans les troupes actives en qualité d'officiers et de sous-officiers. Un réfugié piémontais, M. Bolognino, homme aussi bon que sage, instruit et habile, la dirigea. L'école de cavalerie ne fut établie qu'en 1830, sous le commandement d'un officier français, M. Varin, chef d'escadron, ancien aide de camp du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Le palais de Gizè, ayant appartenu à Mourad, lui fut consacré. Trois cent soixante élèves y apprirent l'exercice à pied et les manœuvres de la cavalerie, l'escrime, le dessin et la comptabilité. En peu de temps, la précision, la tenue des élèves, la propreté, l'ordre intérieur de l'établissement, excitèrent l'admiration générale. L'œuvre de M. Varin est du nombre de celles qui rencontrèrent, en Egypte, une réussite complète.

Une école d'artillerie, établie à Toura, reçut

trois à quatre cents jeunes gens. L'active sollicitude de M. Rey contribua au succès continu de cet établissement, qui eut également un Français pour directeur.

Enfin, l'école d'état-major reçut son organisation en 1824, de M. Planat. Conduite dans l'origine par des professeurs français, elle semblait devoir fournir de bons officiers à l'armée, lorsque, par une cause inexplicable, les progrès des élèves se ralentirent et l'indiscipline se mit dans leur camp. Ils dépassaient cependant à peine le nombre de deux cents; c'étaient, en général, des mamelouks achetés par le Pacha, ou des Turcs envoyés de Constantinople; quelques Arabes y étaient bien admis en vertu d'une faveur toute spéciale, mais ils n'y obtinrent jamais le moindre grade, tandis que les Turcs y entraient avec celui de lieutenant. On défendait même aux professeurs de porter les Arabes sur les cadres d'examen. Ce fut sans doute à cette anarchie, au défaut d'émulation qui en résultait, peut-être bien au niveau trop élevé des études, qu'il faut attribuer le complet insuccès de cette école, qu'Ibrahim-Pacha fut obligé, plus tard, de reconstituer sur d'autres bases.

XXX

Nous ne nous sommes attaché qu'à définir bien exactement le caractère et la portée des innovations de Méhémet-Ali, en négligeant, pour éviter la confusion, nombre de points accessoires, dans lesquels, cependant, l'infatigable activité du Rouméliote trouva un aliment continuel. La comparaison incessante que lui fournissait la civilisation européenne ne laissa jamais son ardeur en repos; chaque jour apportait pour ainsi dire sa révélation et son désir, bientôt suivis d'une tentative d'exécution, quelquefois heureuse, le plus souvent stérile, et n'occasionnant au Pacha qu'une perte sèche d'argent. Il faut distinguer pourtant, dans la légitime critique de ces bévues économiques, qu'on pourrait appeler les *écoles du progrès*, leur côté pratique, resté si fort au-dessous de l'espérance qui les avait fait naître, de leur valeur politique; car il est incontestable, au demeurant, que Méhémet-Ali a inauguré en Égypte la vie sociale

moderne. Ce ne sera pas en pure perte que le fellah, végétant depuis tant de siècles dans l'abrutissement de la misère, aura été mis un instant en contact avec ces produits d'une sociabilité élevée : le télégraphe, la vapeur, les machines; quand ce malheureux peuple n'y aurait gagné que ce respect pour les étrangers, qui lui fut violemment imposé par le Rouméliote, c'en est assez pour faire vivre cette chaîne des communications qui le préservera des langueurs de l'isolement, et doit, tôt ou tard, le lancer dans les voies civilisatrices. Telle est la signification qui se dégage peu à peu du rôle complexe de Méhémet-Ali, et finira par être la haute caractéristique de son individualité. Qu'il ait essayé cette initiation par des vues égoïstes, des moyens brutaux, au risque de faire suffoquer ce pays déjà anhélant, et à l'instar des empiriques, qui suppriment tout à la fois malade et maladie, — c'est vrai; mais il n'en est pas moins, pour cela, le médecin hardi, et puisque le pays a résisté à la violence du remède, il y a lieu d'espérer qu'il en ressentira, dans un avenir plus ou moins éloigné, tout le bénéfice. Cette tâche est réservée aux successeurs du Rouméliote, et ils doivent la considérer comme la plus belle partie de leur héritage.



LIVRE SEPTIÈME

MÉHÉMET-ALI REBELLE



[redacted]

SOMMAIRE.

Méhémet-Ali élude une nouvelle demande de secours de la Porte. — Le Sultan cherche à semer la discorde entre le vice-roi et son fils Ibrahim. — Il refuse de céder la Syrie et accorde Candie. — Négociation entre M. de Polignac et Méhémet-Ali à l'occasion d'Alger.—Projets d'agression.—Différend entre le vice-roi et Abdâlla, pacha de Saint-Jean-d'Acre. — Première expédition interrompue par le choléra. — Seconde expédition. — Tentatives infructueuses contre Saint-Jean-d'Acre. — Belle défense d'Abdâlla. — Diversion des Turcs. — Ibrahim lève le siége. — Bataille de Zéran. — Prise de Saint-Jean-d'Acre. — Joie de Méhémet-Ali à cette nouvelle. — Réception d'Abdâlla à Alexandrie. — Menaces de la Porte. — Husseïn est envoyé contre Ibrahim. — Ce dernier prend Damas sans coup férir. — Bataille de Homs. — Les Turcs en fuite. — Mot d'Ibrahim-Pacha. — Bataille de Beylan. — Etrange conduite des flottes turque et égyptienne. — Lâcheté d'Osman-Pacha. — Fuite d'Husseïn. — Premiers pourparlers pour la paix. — Méhémet-Ali exige le district d'Adana. — Le Sultan penche pour un appel à la Russie. — Opposition du Divan. — Nomination de Réchid-Pacha aux fonctions de sérasker. —Ibrahim-Pacha entre dans Koniè. — Bataille de Koniè. — Ineptie des armées turques. — Ibrahim est accueilli avec enthousiasme en Syrie et en Asie mineure. — Pourquoi il n'est pas allé jusqu'à Constantinople.—Emoi de la Diplomatie.—Le Sultan revient à l'intervention russe.—Efforts de M. de Varenne pour l'en détourner. — Arrivée de la flotte russe à Constantinople. — Energique protestation de M. le baron Roussin. — Sa lettre à Méhémet-Ali et la réponse de celui-ci. — Paix de Kutayè. — Traité d'Unkiar-Skelessi entre la Porte et la Russie. — Guerres d'Arabie. — Révolte de Turckè-Bilmès. — Sa fin. — Le vice-roi persiste à vouloir faire la conquête de toute la péninsule. — Revers d'Achmet-Pacha. — Déconfiture des troupes égyptiennes. — Seconde mission de Kourchid-Pacha. — La guerre change complétement de face. — Conquêtes de Kourchid. — Il n'est pas en faveur à la cour du vice-roi. —



Réclamations des Anglais à propos des îles Bahreyn et de Sana.— Ils s'emparent d'Aden. — Méhémet-Ali donne l'ordre à Kourchid de rétrograder.—Révolte à Candie.—Défection d'Osman-Pacha. — Aperçu topographique et historique sur la Syrie. — Les Druses et les Maronites. — L'émir Béchir. — Insurrection de la Palestine.—Le cheik Cassim et ses enfants.—Fin des troubles de la Palestine.—Révolte des Druses. — Revers des Egyptiens. — Ibrahim rend leurs armes aux Maronites, à la condition de les tourner contre les Druses.—Défaite des Druses.— Mots caractéristiques d'Ibrahim et de Méhémet-Ali. — Situation réciproque du Sultan et du vice-roi. — La politique du juste-milieu. — Audacieuse proposition de Méhémet-Ali aux cabinets de France, d'Angleterre et d'Autriche. — Intérêt des puissances dans la question d'Orient. — Leur réponse à Méhémet-Ali. — Elles mettent le vice-roi dans l'obligation de négocier. — Première mission de Zèra-Kanoune, belle-fille de Méhémet-Ali, à Constantinople.— Conférences dirigées par la chancellerie de France. — Leur rupture. — Ruses de Méhémet-Ali pour amener la Porte à faire les premières ouvertures. — Il fait écrire au capitan-pacha Achmet. — Mission de Sarim-Effendi en Egypte. — Elle n'aboutit à rien. — Ultimatum du vice-roi et réponse du Sultan. — Première tentative de la Diplomatie pour un concert européen. — La Russie en détourne Mahmoud. — Le vice-roi menace de se déclarer indépendant. — Improbation de l'Europe. — Eloquente protestation de Méhémet-Ali. — Animosité du Sultan. — Intrigues à Constantinople. — Disgrâce de Kousrouf-Pacha. — Divergences occultes entre les ambassadeurs de France et d'Angleterre. — Lord Ponsonby est d'accord avec le Sultan. — Traité de commerce de 1838. — Il est ratifié par la France. — Le Sultan trompe la France. — Embarras du roi Louis-Philippe : la coalition parlementaire. — Ministère du 12 mai. — Imminent conflit entre les troupes égyptiennes et ottomanes. — Plan d'invasion des Turcs. — Passage de l'Euphrate. — Préparatifs d'Ibrahim. — Conduite diplomatique de Méhémet-Ali. — Premières hostilités. — Tactique du sérasker Hafiz. — Prise d'Aïntab par les Turcs. — Occupation des villages syriens. — Ordre de Méhémet-Ali à Ibrahim d'attaquer. — Bataille de Nézib.

MÉHÉMET-ALI REBELLE.

I

Maître d'une force militaire imposante, Méhémet-Ali brûlait de la mettre en action, ne fût-ce que pour s'en prouver à lui-même la valeur. Ce désir ne resta pas étranger à sa résolution de porter secours au Sultan contre les Grecs, quoique ce fût là certainement la dernière des destinations qu'il eût donnée à son armée. Mais après l'issue de la guerre de Morée, qui mit dans un jour favorable le courage et la discipline des soldats du Nizam, les vues belli-

queuses du Pacha ne connurent plus de bornes, et l'ardeur qu'il déploya à réorganiser ses troupes fut un sûr garant de ses futures tentatives. A travers les empêchements et les désastres qui l'assiégeaient, la Porte ne suivait pas ces grands préparatifs d'un œil indifférent; nullement convertie par l'expérience au bon vouloir du Pacha, elle se disait que ce ne serait pas de sitôt que cette accumulation de forces concourrait à la défense de l'Empire. Elle eut bientôt l'occasion de s'en convaincre, car à peine Ibrahim avait-il mis le pied hors du Péloponèse, que le Divan s'était adressé à Alexandrie pour une nouvelle demande de secours.

Nous avons vu Mahmoud pousser l'opiniâtreté, relativement à la révolution grecque, jusqu'au point de résister aux démonstrations armées de la triple alliance, et recevoir, sans en être ébranlé, le coup terrible de Navarin. Au fond, la Russie était enchantée de cet aveuglement. Au printemps de 1828, Nicolas poussa brusquement son armée sur le Danube, et malgré la belle résistance des Turcs, cette campagne se termina par la capture du Dobrutcha et celle de l'importante place de Varna. En même temps le général Paskewitch, en Asie, s'emparait de Kars, Poti, Akhalziké, et menaçait Erzeroum. L'hiver interrompit les opérations et donna aux Turcs un moment de répit;

mais loin d'être abattu par ces revers réitérés, Mahmoud ne songea qu'à recommencer la guerre; c'est alors qu'il fit parvenir à Méhémet-Ali l'ordre d'envoyer aux Dardanelles une partie de sa marine, et de pénétrer en Syrie avec vingt-huit mille hommes, pour aller renforcer l'armée opposée aux Russes en Asie. Quoique les pertes récentes qu'il avait essuyées au service de l'Empire donnassent au Rouméliote des excuses spécieuses pour ne pas obtempérer à cette intimation, il l'osa d'autant moins qu'elle était appuyée par la France et l'Angleterre, que commençait à inquiéter sérieusement la vigueur déployée par leur alliée, la Russie; mais tout en paraissant s'y résigner, Méhémet-Ali mit tant de tiédeur à obéir, que bientôt son adjonction devint inutile. En effet, dès le mois de mai 1829, les Russes avaient repris les hostilités sous les ordres du général Diébitch, et marché rapidement de triomphe en triomphe. Le 11 juin, ils battent les Turcs en Bulgarie, s'emparent de Silistrie, et pendant que le grand-vizir se renferme dans les lignes de Choumla, Diébitch, par une manœuvre habile, franchit les Balkans en trois points, se répand dans la Roumélie, et se présente, le 19 août, sous les murs d'Andrinople. La terreur inspirée par cette marche audacieuse ne permit pas aux Turcs d'user des moyens de défense qui leur restaient encore, et dont l'impru-

dence de l'ennemi pouvait favoriser le développement ainsi que le succès. D'ailleurs, la diplomatie intervint pour préserver Constantinople d'une chute irrémédiable, et Mahmoud fut obligé de souscrire au traité d'Andrinople, par lequel la Russie acquerrait la possession des bouches de Sulina, d'importantes positions militaires, et plus de deux cents lieues de côtes ; elle s'arrogeait en outre le droit d'isoler la Turquie des principautés danubiennes par l'établissement d'une quarantaine, et celui de s'immiscer dans son administration intérieure par un protectorat religieux ; enfin, pour comble, elle imposait à son ennemi épuisé un tribut de 135,000,000, et retenait la forteresse de Silistrie en garantie.

Voilà ce qui permit au vice-roi de considérer les réquisitions de la Porte comme non-avenues.

II

Le Sultan y puisa un nouveau motif de haine contre son vassal. Mais moins à même que jamais de la traduire en voies de rigueur, il s'attacha à ne pas perdre une occasion de lui être désagréable.

Grâce aux mesures énergiques prises par le Pacha, la révolte du chérif de la Mecque, qui pouvait réveiller le ouahabisme, avait été promptement étouffée ; en l'envoyant complimenter sur ce nouveau gage donné à la religion, Mahmoud, comme s'il eût voulu reporter sur Ibrahim-Pacha tout l'honneur de cette pacification, nommait celui-ci prince de la Mecque. Le but machiavélique du Sultan était facile à saisir. Cette dignité, suprême dans l'Empire, donnait le pas à son titulaire sur tous les vizirs, et créait ainsi au fils une position hiérarchiquement supérieure à celle de son père. Mais en croyant faire plus que d'humilier Méhémet-Ali, en espérant semer, entre lui et l'aîné de ses fils, des germes de division, le Sultan échoua complétement; car, parmi les qualités d'Ibrahim-Pacha, la plus remarquable fut une continuelle et respectueuse soumission à son père : la gloire d'être le bras armé de la politique qu'il admirait chez lui parut toujours suffire à son ambition.

Méhémet-Ali eut bientôt contre son suzerain un grief plus positif. Nous avons vu qu'il n'avait consenti à prêter le concours de ses armes, en Grèce, qu'à la condition d'être investi du gouvernement des contrées qu'elles feraient rentrer sous la loi du Croissant; la Grèce ayant été soustraite à cette bonne fortune par des causes indépendantes de la

volonté du Grand-Seigneur et de celle du Pacha, ce dernier ne voulut pas, pour cela, perdre le prix de son dévouement, de ses sacrifices, et demanda qu'une autre province de l'Empire lui fût donnée en compensation, par exemple la Syrie, dont la proximité de son pachalik lui paraissait une raison tout à fait déterminante. Le Divan ne méconnut ni ses promesses ni les droits du Rouméliote, mais, réservant son choix, lui conféra par firman l'administration de Candie. Le change était plutôt onéreux, car Candie, échappée à l'attention des protecteurs de la révolution hellénique, recélait de nombreux germes d'insurrection, et devait procurer plus de charges que de profit à quiconque voudrait la faire rentrer sous les lois de l'obéissance. Nous verrons, en effet, combien peu les Candiotes goûtèrent l'économie politique de Méhémet-Ali et le charme de rentrer dans le cercle de la rénovation orientale.

III

A cette époque, le désir persistant du Pacha d'employer ses troupes à quelque expédition où il

pût trouver gloire et profit, l'entraîna à une négociation que l'événement ne couronna pas de succès, et dont, pour cette raison, il est resté peu de traces historiques. Voici ce que nous croyons être la vérité à ce sujet.

En 1830, le gouvernement français s'était enfin décidé à sévir contre le dey d'Alger, et cette décision était peut-être moins motivée par le refus constant du dey à réparer ses torts, par ses nouveaux outrages, que par un revirement de politique extérieure qui semblait vouloir rapprocher la France de la Russie, en l'éloignant de l'Angleterre. Les alliances à trois ont toujours cet inconvénient de donner lieu à la collusion de deux contre le troisième Pour la Russie, l'enjeu était Constantinople et valait bien la partie; mais l'Angleterre ne pouvait entrer dans aucune transaction avec elle à cet égard, et, d'un autre côté, l'orgueil et l'ambition britanniques ne savaient point se plier à aucun des petits sacrifices de détail qu'exigeait la susceptibilité un peu maladive du gouvernement des Bourbons. La conformité du régime parlementaire était loin, pour ceux-ci, d'être un titre décisif à leur alliance dans un moment où, à bout d'expédients, ils méditaient le renversement de ce régime par un coup d'Etat; ils se sentaient, au contraire, attirés vers le principe autocratique qui faisait la force du Czar, et ils

furent tout à fait gagnés lorsque la diplomatie russe, sans cesse à l'affût des occasions, laissa entrevoir un arrangement au moyen duquel la France reprendrait ses limites du Rhin. Aucun avantage ne pouvait, à leurs yeux, être mis en balance avec celui-là, qui leur aurait assuré une popularité dont ils avaient tant besoin pour mener à bien leurs projets liberticides. Sous l'empire de cette nouvelle politique, la poursuite, par voie coërcitive, de la réparation que refusait la régence d'Alger, acquérait l'opportunité dont jusque-là elle avait été dépourvue : on ne devait plus craindre de froisser la Turquie, immolée au principe de cette nouvelle alliance, et dont le partage était réglé à l'avance; on n'avait pas à ménager davantage l'Angleterre, qui, par une jalousie mesquine contre nos armes, s'était maintes fois prononcée contre toute mesure de violence. L'expédition fut donc résolue, et Charles X l'annonça au monde politique à l'ouverture de la session de 1830. Mais auparavant, de nombreuses discussions avaient eu lieu, dans le sein du conseil, sur le choix des moyens à employer. Il ne fallait pas se dissimuler que l'entreprise était hasardeuse et nécessiterait de fortes dépenses; elle aurait en outre pour effet d'occuper une notable partie des forces de la France sur un théâtre éloigné de celui où s'agiteraient les véritables intérêts européens, lors de la

chute, estimée si prochaine, de l'Empire ottoman. M. de Polignac, soucieux de parer à toutes les éventualités, sans cependant ajourner la punition des Barbaresques, jeta les yeux sur le vice-roi d'Egypte, comme pouvant, pour ce dernier objet, exécuter la condamnation portée par la France. Ce que cette délégation pouvait offrir d'étrange et d'anormal était combattu par des raisons toutes particulières. Le Pacha d'Egypte ne devait-il pas à l'aide et à la protection de la France une grande partie du développement de sa force matérielle? Ne pouvait-on considérer son acquiescement comme inspiré par un mouvement de reconnaissance, sans avoir besoin de proclamer l'alliance d'un roi si chrétien avec un champion de l'islamisme? D'ailleurs, les avantages offerts au Pacha étaient bien suffisants pour lui faire tenter cette aventure: pour le seul fait de purger ce nid de pirates et de venger les outrages subis par l'Europe, le gouvernement de ces parages lui était abandonné, aux seules conditions de céder à la France quelques points militaires sur la côte d'Afrique, et de favoriser le commerce de ses nationaux. Des ouvertures en ce sens furent secrètement faites à Méhémet-Ali par l'entremise de M. Drovetti, consul de France, et du marquis de Livron, général à son service. Le Pacha s'empressa d'accepter; il poussa hâtivement ses préparatifs, et les deux agents firent



un voyage à Paris pour arrêter les derniers arrangements. Mais, dans l'intervalle, les Anglais ayant eu vent de l'affaire, éveillèrent immédiatement l'attention de la Porte. Celle-ci, arguant de son droit de suzeraineté aussi bien sur les états barbaresques que sur ceux de Méhémet-Ali, manda à ce dernier l'ordre de ne pas donner suite à ses projets d'agression. Le Rouméliote, sans doute, n'aurait eu qu'une médiocre déférence pour les vœux de la Porte; mais il lui fallait les prendre en sérieuse considération, appuyés qu'ils étaient des menaces de l'Angleterre. Dans cette délicate occurrence, il ne manqua point de se dire que, tandis qu'il guerroierait pour détrôner le dey d'Alger, il se pourrait bien faire qu'il fût lui-même expulsé de l'Egypte. En conséquence, il reprit la parole qu'il avait donnée, et la négociation en demeura là. Il est même douteux que sans l'intervention des Anglais et le *veto* de la Porte, elle eût pu aboutir à un résultat, car, pure conception de M. de Polignac, celui-ci l'avait entamée à l'insu de ses collègues, et quand il jugea à propos de la leur proposer, ils se récrièrent, en la considérant comme inconciliable avec la dignité de la France et l'honneur de ses armes.

IV

Ainsi, lorsque l'ambition du Rouméliote se détournait de la Haute-Nubie, du centre de l'Afrique ou des solitudes du Nedjd, lieux où elle avait eu trop beau jeu, pour porter ses regards en un point plus rapproché du cœur de l'Empire, elle venait se heurter de prime-abord contre un obstacle inévitable, l'intervention de la politique européenne. Cet obstacle, dont le prompt effet avait été jusqu'à prévenir ses tentatives, aurait dû le faire sérieusement réfléchir ; mais il en était arrivé au point d'étouffer, pour ainsi dire, dans ses états, pourtant si vastes : comme la chrysalide dans sa coque, il était possédé de l'envie de la briser. Réduit à épier l'occasion, il attendait, tout en se fortifiant; mais ce développement anormal de force militaire le rendait besogneux au sein de l'abondance, et le faisait pousser à outrance le monopole qui menait l'Egypte à la ruine : il voyait arriver l'époque où il ne pourrait plus trouver dans ce pays ni assez d'hommes ni assez d'argent pour maintenir son armée sur le pied où il l'avait

mise, et il s'avouait que cet instant serait celui d'une décadence forcée. Sur ces entrefaites, un grand événement s'était produit dans le monde : la révolution de juillet, dont la politique interrogeait avec anxiété les résultats, n'avait pas encore dessiné nettement son caractère; l'Europe attentive tournait les yeux vers la France. Méhémet-Ali pensa avec assez de raison que le moment était favorable pour donner carrière à ses projets envahisseurs. La prudence lui commandait aussi de se faire l'agresseur, s'il ne voulait point être devancé; car il n'ignorait pas que la Turquie, profitant également du répit que lui donnaient les affaires d'Europe, concentrait tous ses moyens pour étouffer, chez elle, la rébellion; il savait que ses relations secrètes avec Mustapha, pacha de Scodra, étaient éventées, que le Divan avait intercepté les lettres écrites par lui à ce rebelle, lettres dans lesquelles il offrait argent, troupes, munitions, et s'engageait à marcher en temps opportun sur Constantinople. La révélation de cette intrigue avait été suivie d'un firman de déchéance prononcé contre lui et communiqué aux puissances étrangères; et, pour l'exécuter, la Porte se préparait à mettre sur pied une armée formidable.

Quant au choix de son point d'attaque, il n'avait pas à hésiter. La Syrie, objet constant de sa convoitise, se trouvait tellement à sa portée, qu'elle



était pour ainsi dire une annexe à l'Egypte. Dans la prévision d'une lutte avec le Grand-Seigneur, elle devenait un boulevard inexpugnable; elle servait, en outre, au vice-roi, de complément obligé pour tous les riches produits qu'elle fournissait en abondance et que l'Egypte ne possédait point, tels que bois de construction, minéraux, houille, soie brute, etc.; elle était le débouché naturel d'un grand commerce d'échanges avec les plateaux asiatiques. Enfin, sa population, presque aussi nombreuse que celle de l'Egypte dans une moindre étendue, promettait au Pacha une pépinière de soldats qui lui permettait d'étendre à perte de vue l'espérance des futurs contingents.

V

Il fallait un prétexte; mais un conquérant en a-t-il jamais manqué de plausibles? Voici celui que Méhémet-Ali s'était en quelque sorte ménagé de longue main :

Le pachalik d'Acre avait alors pour titulaire un certain Abdallah, l'ancien Emir Hadgi, dont nous avons raconté les prouesses dans le livre relatif

aux Ouahabites. Ce pacha ne s'était jamais distingué que par l'art de frapper des avanies. Successeur de Soliman, il se rappela la manière dont celui-ci s'était, un beau jour, emparé de Damas et avait joint ce pachalik au sien (1) : l'envie lui prit d'en faire autant. Mais quoique la Syrie fût dans un état d'anarchie qui datait du déclin de l'Empire, ses pachas se liguèrent pour réprimer les velléités ambitieuses d'Abdallah, le battirent en rase campagne et le refoulèrent dans sa capitale. Là, il pouvait impunément braver la colère et les efforts de ses ennemis ; mais si un siége, du côté de la terre ferme, ne lui inspirait aucune crainte, il n'en était pas de même d'un blocus maritime, qui l'aurait coupé de ses communications et privé de tout approvisionnement. Comme le ressentiment de la Porte réservait cette punition à ses méfaits, il chercha à négocier son pardon, et s'adressa, en cette extrémité, à Méhémet-Ali. Celui-ci y mit de la complaisance : il lui obtint sa grâce moyennant une amende de 60,000 bourses ; il fit plus : Abdallah ne possédant pas toute cette somme, il lui prêta 11,000 bourses pour la compléter.

Ceci avait eu lieu en 1822. Près de dix années s'étaient passées ; Méhémet-Ali avait inutilement,

(1) Nous avons raconté cette aventure dans le § XXXVII du troisième livre.

à diverses reprises, redemandé la restitution de son prêt. En admettant que le Rouméliote eût eu l'idée de semer le bienfait pour récolter l'ingratitude, certe sa ruse avait tout le succès désirable : non-seulement Abdallah se montrait oublieux de tous les services de Méhémet-Ali, mais encore il donnait asile aux fellahs déserteurs que le monopole avait ruinés ; il encourageait la contrebande, que rendait facile la contiguité des deux pays, et quantité de riches produits s'écoulaient de l'Egypte en Syrie par le commerce interlope des tribus arabes. Lorsque le pacha d'Egypte s'était plaint, soit à la Porte, soit à Abdallah lui-même, de cette émigration continuelle de son peuple, l lui avait été répondu, assez spécieusement, que les fellahs étant tous sujets de l'Empire, il leur était loisible de se fixer en tel lieu de l'Empire qu'ils voudraient. Les choses en vinrent au point qu'en 1831, plus de six mille paysans de la province de Charkiè avaient passé sous la domination d'Abdallah. Méhémet-Ali lui fit dire catégoriquement de les lui renvoyer, et, sur son refus plein de hauteur, il lui manda qu'il irait reprendre ses six mille fellahs, *avec un homme de plus.*

VI

Cette parole comminatoire équivalait à une déclaration de guerre, et, prompt à joindre l'effet à la menace, Méhémet-Ali eut bientôt mis son armée en état d'agir. Au mois de juin 1831, six régiments d'infanterie, quatre de cavalerie, quarante pièces de campagne et un plus grand nombre de pièces de siége, avec Ibrahim-Pacha à leur tête, se disposaient à entrer en campagne. Les vivres, l'artillerie, les munitions de guerre étaient à bord de l'escadre; plusieurs milliers de chameaux transportaient à travers le désert les bagages et les ambulances. De son côté, la Porte, tout à fait résolue à vider ce grand différend, voulait se jeter dans la lice; elle puisait une grande confiance dans les succès récemment obtenus contre les pachas de Bagdad et de Scutari, et ne paraissait pas douter qu'elle n'eût raison de Méhémet-Ali tout comme des autres; mais se sentant dépassée en activité, elle chercha à entraver les voies de fait par des négociations; elle appela la cause de Méhémet-Ali et d'Abdallah devant sa justice souveraine, leur dé-

fendit d'en venir aux mains, lança des firmans, manda des commissaires, le tout à nul effet, comme on doit le penser. Le Rouméliote, répondant à peine à ces sommations, était sur le point de passer outre, lorsque les intérêts de la Porte furent servis par un auxiliaire bien autrement puissant : le choléra éclata en Egypte. Venu des bouches du Gange, le long du golfe Persique, à la suite du pèlerinage mahométan, il sévit d'abord avec fureur à la Mecque ; les dévots pèlerins l'y prirent et le répandirent à Djeddah, à Yembo, à Suez dont la population fut décimée, et enfin au Caire, où il sembla s'installer au mois d'août, pour de là irradier dans la Haute et la Basse-Egypte. L'armée, par sa concentration, offrait des conditions favorables au développement du fléau ; en moins d'un mois il préleva une dîme équivalente à celle qu'aurait coûtée une guerre meurtrière. L'épidémie, qui ne fut pas d'une longue durée, enleva, dans toute l'étendue de l'Egypte, cent cinquante mille âmes, environ huit pour cent de la population. Comme si elle avait hâte de précipiter ses coups, afin de parcourir plus de pays, — car c'était sa première excursion hors de son berceau naturel, — elle fut communiquée aux Turcs par l'armée égyptienne, et repassa avec les premiers dans l'Europe méridionale, tandis que, prise aux frontières de la Sibérie par les Russes,

elle s'introduisait, dans le Nord, par l'effet de leur contact avec les révoltés polonais. On sait que le choléra était rendu à Paris et à Londres au mois de mars 1832. La visite du terrible fléau en Europe peut donc être considérée comme une des annexes de la question d'Orient.

Le choléra n'arrêta Méhémet-Ali que juste le temps nécessaire; les fraîcheurs du mois d'octobre l'ayant fait disparaître à peu près complétement, le généralissime égyptien reçut aussitôt l'ordre de se mettre en marche. Le 2 novembre, les troupes se dirigèrent sur El-Arych, rendez-vous général de l'armée. Ibrahim, avec son état-major, s'embarqua à bord de l'escadre. Il avait sous ses ordres Abbas-Pacha, petit-fils du vice-roi; Ibrahim-Pacha, son neveu; Soliman-Bey (colonel Sèves), Sélim-Bey et Achmet-Bey-Menikli.

VII

Abdallah s'était bien gardé d'attendre l'armée égyptienne et de vouloir lui barrer le passage. D'abord, l'infériorité de ses forces ne lui aurait pas permis de l'affronter en rase campagne. Pen-

sant avec juste raison que le général égyptien s'affaiblirait en s'avançant, aussi bien par sa marche en pays ennemi que par la nécessité de laisser des garnisons dans les villes dont il lui fallait s'emparer, il n'envoya au-devant de lui qu'un petit corps de cavalerie, plutôt pour l'observer que pour le combattre, et se tint hermétiquement enfermé dans sa ville d'Acre, qu'il jugeait imprenable depuis le jour où il y avait bravé les assauts de nombreux ennemis : d'ailleurs, n'avait-elle pas été surnommée *la Pucelle*, en raison des tentatives infructueuses d'une armée française, dirigée par le génie de Bonaparte? Cette qualification prouvait que les Turcs n'étaient pas plus forts en histoire qu'en stratégie, car, bien que la ville ait soutenu à diverses reprises des assauts mémorables,— justement parce qu'elle était constamment regardée comme la clef de la Syrie, — il n'en est point qui ait été autant de fois prise et reprise par les partis qui se sont disputé la possession de ce territoire.

Acre, l'antique ville phénicienne d'Acco (1), fut capturée par un des Ptolémées, on ignore lequel, qui lui donna le nom de Ptolemaïs. Devenue colonie romaine sous l'empereur Claude, elle était, dans les premiers temps du christianisme, le

(1) Les Arabes la nomment Akka.

siége d'un évêque relevant du patriarcat d'Antioche. Les Arabes, sous la conduite du grand Omar, s'en emparèrent en 636, ainsi que de toute la Syrie, et désormais musulmane, Acre subit les nombreuses vicissitudes des dynasties islamiques. Lors de la première croisade, elle appartenait au sultan d'Egypte. Baudoin Ier, roi de Jérusalem, la prit en 1104; elle devint l'endroit ordinaire du débarquement des croisés, jusqu'en 1187, époque à laquelle elle se rendit au fameux Saladin : mais, quatre ans plus tard, Richard-Cœur-de-Lion et Philippe-Auguste la reprirent aux Sarrasins, après vingt mois de siége. En 1192, les chevaliers de Saint-Jean en firent la métropole de leur ordre, d'où lui vint le nom de Saint-Jean-d'Acre; ils réussirent à s'y maintenir pendant un siècle encore, et ce fut le dernier poste abandonné par les chrétiens en Syrie. Le 18 mai 1291, un sultan mamelouk, El-Melik-el-Achraf, l'enleva d'assaut et la ruina de fond en comble : 60,000 chrétiens y furent égorgés. Dès lors elle resta presque déserte et sans aucune importance. Malgré la conquête turque, vers l'an 1750, un chef de Bedouins, le cheik Daher, étendit sa domination de la montagne à la côte, et remarquant l'excellente position d'Acre, il tenta de la relever de ses ruines, y bâtit un palais et l'entoura de quelques fortifications. Avec de belles promesses, et mille sequins, il par-

vint à en imposer à la juste susceptibilité de la Porte ; mais plus tard celle-ci, alarmée de la puissance qu'il acquérait par l'extension de son commerce, lui suscita l'inimitié de ses voisins, et le vieux Daher périt par la trahison. La Porte donna ses domaines à Ahmed, dit Djessar (le boucher), pacha de Beyrout, qui avait été son plus constant ennemi. Djessar fixa sa résidence à Acre et y compléta les travaux de fortification entrepris par son prédécesseur : c'est lui qui repoussa l'attaque des Français en 1799. Il conserva son poste jusqu'en 1804, et fut remplacé par Ismaël-Pacha, auquel succéda bientôt Soliman, prédécesseur d'Abdallah.

Acre occupe l'extrémité nord d'une baie circulaire de quatre ou cinq lieues d'étendue, dont la limite est tracée au sud par la ville de Caïffa, adossée au Mont-Carmel ; elle est bâtie sur une presqu'île de forme ovale, liée au continent par un isthme étroit : c'est en face de cet isthme, seul côté abordable par la terre ferme, que se développe la maîtresse-fortification, composée d'une courtine flanquée de trois grosses tours carrées, à la manière du douzième siècle, le tout n'offrant pas plus de 250 mètres de largeur. Ce front fait face à l'est ; le rempart tourne au midi et suit le bord de la mer : c'est là que se trouve le port ; du midi le mur va à l'ouest et vient, par le nord, retrouver le front principal. Cette enceinte fut bâtie par Djessar

Pacha, après la retraite de l'armée française; elle en contient une seconde du côté de l'isthme, la seule qui existât quand les Français en firent le siége. Le plus grand diamètre de cette place n'excède pas 700 mètres.

Quelque imparfaits que fussent ces moyens de défense, ils étaient rendus très-dignes d'attention par l'excellente position de la ville qui, n'étant accessible qu'en un seul point, permettait d'y concentrer toutes les forces disponibles; et bien qu'Ibrahim fût maître de la mer, le général égyptien devait éprouver une fois de plus l'exactitude de la réputation de bravoure qu'ont acquise les Turcs, lorsqu'ils sont derrière des remparts.

VIII

Ibrahim débarqua à Jaffa, que la garnison turque avait évacuée, et prit le commandement de l'armée, qui y était parvenue par le désert sans résistance. Il s'avança à petites journées sur Saint-Jean-d'Acre, et s'empara de Caïffa, pour y établir, ainsi que l'avait fait Bonaparte, ses magasins et ses réserves; l'escadre y trouva un mouillage sûr, et

débarqua les munitions de toute espèce. Cinq vaisseaux de ligne et plusieurs frégates devaient seconder l'armée de terre et bombarder la ville. Ibrahim disposait de 35 à 40,000 hommes et d'un équipage de siége assez considérable. Abdallah ne pouvait lui opposer qu'une garnison de 2,500 hommes ; mais plein de confiance, approvisionné pour plus d'une année, il comptait que ce laps de temps ne s'écoulerait pas avant l'arrivée des secours que lui avait promis la Porte ; il se prépara donc à une vigoureuse résistance. Le 26 novembre, la place fut investie, et les travaux du siége commencèrent.

De part et d'autre l'ignorance était égale ; mais dans l'attaque et la défense des places fortes, toutes les difficultés sont du côté de l'assaillant ; c'est à lui à faire tous les efforts d'habileté. L'assiégé n'a guère à mettre en œuvre que son courage, protégé qu'il est par des travaux qui n'ont besoin que d'être réparés sous le feu de l'ennemi. Cette différence se fit cruellement sentir à l'armée d'Ibrahim ; privée d'ingénieurs capables d'établir une batterie dans les règles, elle put bientôt constater que l'artillerie d'Abdallah était beaucoup mieux servie que la sienne et lui faisait un mal considérable, tandis qu'on parvenait à peine à enlever quelques pierres au rempart. Une brèche fut cependant faite ; mais elle était insuffisante, et un premier assaut fut repoussé avec une énorme perte. Le



bombardement par mer n'eut pas plus de succès ; les gros temps empêchèrent les vaisseaux égyptiens de s'embosser convenablement, et les boulets des forts leur firent tant d'avaries qu'ils furent obligés de battre en retraite et de rentrer à Alexandrie, où ils portèrent la nouvelle de ce grave échec. L'ardeur et la résolution du vice-roi n'en subirent aucune atteinte; malgré la présence de deux commissaires de la Porte, venus pour tenter les voies de la conciliation, les préparatifs reçurent un surcroît d'impulsion; un nouveau vaisseau de cent canons fut lancé, et la flotte réparée se trouvant, dès le commencement de février, en état de reprendre la mer, des renforts, des munitions en abondance prirent le chemin de la côte de Syrie.

IX

On touchait à la fin de février, et la place tenait comme aux premiers jours; quatre batteries de vingt pièces de 36 anglais, et de dix mortiers de 16 pouces, faisaient un feu continuel, mais divergent et à longs intervalles; le rempart était criblé de boulets, délié en plusieurs endroits, la tour

carrée dominant le point d'attaque était presque entièrement détruite; mais trop de facilité avait été laissée aux assiégés pour réparer les dégâts, et aucune brèche réellement praticable n'avait pu être ouverte. Un second assaut fut aussi infructueux que le premier. Les Egyptiens commençaient à se décourager; les fatigues du siége, les rigueurs de l'hiver et les privations de tout genre occasionnaient un grand nombre de maladies ; parmi les Nubiens surtout, ce climat si différent du leur causait une mortalité effrayante. La position d'Ibrahim devenait pleine de périls. Dans tout le pays d'alentour on considérait le sort de la Syrie entière comme si bien attaché à celui de Saint-Jean-d'Acre, que le général égyptien avait pu, sans coup férir, occuper les autres points; les troupes égyptiennes tenaient la côte tout entière, depuis Gaza au sud jusqu'à Tripoli au nord. Mais les tribus guerrières du Liban n'avaient pas offert franchement leur concours; quelques troupes de Bedouins nomades s'étaient seules jointes à l'armée d'Ibrahim, et ce dernier n'ignorait pas que le reste de la population attendait l'événement pour se déclarer en sa faveur ou contre lui. D'un autre côté, la volonté de Méhémet-Ali s'était énergiquement prononcée; en envoyant à son fils les renforts et les munitions amplement nécessaires , il lui avait mandé de prendre Saint-Jean-d'Acre à tout prix. Ainsi

Ibrahim voyait non-seulement sa sûreté, mais même toute sa réputation militaire, intéressées à cette capture. Résolu à frapper un coup décisif, il ordonna les préparatifs d'un assaut général.

Sur ces entrefaites, il apprit que les Turcs faisaient quelques démonstrations : encouragé par les longueurs du siége, le pacha d'Alep, Osman, était venu faire une pointe sur Tripoli; reçu assez vigoureusement, il s'éloignait sans trop d'insistance, lorsqu'un colonel égyptien, enhardi par cette prompte retraite, s'élança à sa poursuite avec un bataillon de 5 à 600 hommes. Il eut bientôt tout le corps d'Osman sur les bras, et prit la fuite ; mais le bataillon fut taillé en pièces. Enflé par ce succès, Osman était revenu à la charge, et avait été encore repoussé des murs de Tripoli.

Cette nouvelle compliquait la situation d'Ibrahim. Sans doute Osman ne s'en tiendrait pas là, et recommencerait ses attaques : le général égyptien laisserait-il son avant-garde du nord aux prises avec un ennemi tenant la campagne et enrôlant chaque jour de nouvelles recrues sous ses drapeaux ? S'exposerait-il lui-même à être assiégé dans son camp, et à se trouver pris entre deux feux ? Sur-le-champ, Ibrahim prit la résolution d'un véritable homme de guerre. Il comprit que la chute de Saint-Jean-d'Acre devait se décider dans les plaines de la Syrie, et s'obtenir par des victoires

en rase campagne, comme l'avait fait le grand stratégiste des temps modernes à Mont-Thabor, manœuvre depuis lors renouvelée à Ulm. Il prit avec lui la plus grande partie de son armée, ne laissant devant la ville que 5,000 hommes, et se porta au-devant de cet autre ennemi, au risque de voir perdre tous les travaux précédemment exécutés. La chose, en effet, ne manqua d'arriver comme il l'avait prévu; à peine se fut-il éloigné que Abdallah, par une sortie simulée d'une partie de son monde, réussit à attirer les Egyptiens jusqu'à portée du canon; alors l'artillerie des remparts ouvrit un feu très-vif, et le reste de la garnison, s'élançant hors des murs sur les Egyptiens surpris, en fit un grand carnage. Ces derniers s'enfuirent dans toutes les directions. Abdallah détruisit la plupart des ouvrages du siége, encloua les canons, et emmena avec lui l'artillerie de campagne et les munitions.

X

Si l'énergie d'Abdallah et la valeur de ses troupes eussent été secondées par ses alliés du dehors,

Ibrahim eût été à deux doigts de sa perte ; mais, à la nouvelle de l'approche des Egyptiens, Osman fut saisi d'épouvante ; sans se donner le temps de ployer ses tentes, il s'enfuit, abandonnant bagages, artillerie, munitions, et ne se crut en sûreté qu'après avoir mis le Liban entre lui et son ennemi. Ibrahim, avec un corps de 5 à 6,000 hommes, franchit la montagne, attaché à sa poursuite ; mais ne voulant pas trop s'engager, il s'arrêta à Homs, sur le bord de l'Oronte, et campa dans les plaines qui entourent la ville. Cette halte suffit pour rendre un peu de cœur à Osman ; il fit courir le bruit, et lui-même le crut peut-être, que le général égyptien reculait à son tour ; à la faveur de ce mensonge, il réussit à obtenir l'adjonction des pachas ses voisins, notamment ceux de Kaisseriè et de Maadè. Réunis, les Turcs coalisés présentaient une masse d'une vingtaine de mille hommes : ils revinrent sur leurs pas, et rencontrèrent les Egyptiens dans la plaine de Zeran, en avant de Homs. Malgré la supériorité du nombre, ils furent complétement battus ; Ibrahim leur tua trois cents hommes et les poursuivit pendant deux heures l'épée dans les reins. Les pachas se mirent en retraite et s'arrêtèrent à Hâmah, cette fois pour n'en plus bouger et y attendre l'armée que le Grand-Seigneur allait envoyer à leur aide.

Pendant qu'il faisait ces prouesses à l'avant-



garde, Ibrahim avait concentré le gros de son armée à Balbeck; trop faible pour pousser plus loin son aventure, il se replia lui-même, chargé de dépouilles, sur cette position, admirablement choisie pour l'état de la campagne. Placé en travers de la route la plus directe de Homs à Saint-Jean-d'Acre, il couvrait le siége, ses ailes appuyées sur le Liban et l'anti-Liban, et ne pouvait être attaqué que de front, tandis qu'il lui était loisible de tomber sur le flanc droit d'une armée se dirigeant vers Damas, ou sur son flanc gauche, si elle marchait sur Tripoli. Mais il n'y avait garde que les pachas, terrifiés, fissent un mouvement si décisif. Après quelques jours d'attente, Ibrahim ne les voyant pas se remuer, laissa un corps d'observation à Balbeck, et se porta de sa personne à Saint-Jean-d'Acre, résolu d'en terminer avec ce siége si prolongé.

XI

Cette courte campagne avait suffi pour changer les conditions réciproques des belligérants. Abdallah devait perdre tout espoir d'être secouru de

longtemps, et la surexcitation morale de ses soldats était passée au camp égyptien. Le beau temps était enfin venu. Les munitions et les vivres destinés à ravitailler la place servirent, au contraire, à Ibrahim, qui, d'ailleurs, instruit un peu tard par l'expérience, avait demandé en Egypte un ingénieur capable d'introduire quelque régularité dans les opérations du siége. Le vice-roi, en même temps que deux régiments de vieilles troupes, remplacés à Candie par des recrues, lui envoya un officier de génie napolitain nommé Romey. Dès lors tout prit une nouvelle face : en quinze jours une attaque dans les règles fut menée avec vigueur, et dans la nuit du 26 au 27 mai, trois larges brèches, ouvertes dans le rempart, avaient comblé le fossé de leurs débris. Le 27, un peu avant le lever du soleil, l'assaut fut donné à la fois sur les trois points, au bruit des fanfares et des houras. Les Egyptiens parvinrent à se maintenir sur deux brèches ; les troupes dirigées contre la troisième manifestèrent de l'hésitation et étaient prêtes à lâcher pied, lorsque Ibrahim accourut, le sabre en main, menaçant de frapper quiconque reculerait. Tandis qu'il les poussait en avant, il faisait avancer le corps de réserve, dont une partie se logea sur la brèche et y éleva un retranchement ; pendant ce temps-là, le reste faisait tête à l'ennemi. La garnison opposa une résistance dé-

sespérée, et mit hors de combat plus d'Egyptiens qu'elle ne comptait de combattants. La lutte se prolongea avec acharnement jusqu'à quatre heures du soir; mais. à ce moment, 1,400 Turcs avaient péri sur la brèche; un bataillon égyptien sortit des retranchements et fit une charge si furieuse sur la garnison, réduite à 400 hommes, dont beaucoup de blessés, que ces débris demandèrent à poser les armes. Le feu cessa, et la garnison eut les honneurs de la guerre, qu'elle avait certes bien mérités. Quant à Abdallah, Ibrahim lui envoya le général Selim-Bey pour lui dire qu'il était retenu comme prisonnier de guerre. Le Pacha ayant manifesté le désir de se rendre en Egypte, il fut conduit à Caïffa le 29 mai, et embarqué immédiatement à bord d'une goëlette faisant voile pour Alexandrie.

Ainsi se termina ce siége qui avait duré six mois, et dont on fit d'autant plus un mérite à Ibrahim, que Bonaparte y avait échoué, et trouvé l'écueil de ses vastes projets sur l'Orient. Cela ne prouve qu'une chose, c'est qu'on doit se garder des assimilations en matière historique, et que Napoléon eut autant de tort à vouloir imiter Alexandre qu'Ibrahim à croire qu'il était destiné à réaliser ce que n'avait pu faire Napoléon. Sans nier l'énergie et l'habileté du général égyptien dans cette campagne, nous n'insisterons pas sur toutes les diffé-

rences qui repoussent l'analogie qu'on a voulu établir entre les deux circonstances : une seule suffira, c'est que la garnison commandée par Djessar-Pacha, qui n'était dans le principe que de 2 ou 3,000 hommes, fut portée, grâce aux vaisseaux de Sidney-Smith, jusqu'au chiffre de 12,000, tandis que l'armée française, privée d'artillerie de siége, eut à subir toutes les réductions provenant de la guerre, de la disette et de la peste. Ibrahim fut dans la condition précisément inverse : il reçut des renforts à volonté, et la garnison d'Acre, coupée de toute communication, ne rendit la place qu'après avoir été réduite à un nombre qui rendait chimérique tout espoir d'une plus longue défense.

XII

La nouvelle de la prise de Saint-Jean-d'Acre ne mit que quatre jours à parvenir à Alexandrie. D'Acre au Caire, on compte, par le désert, 600 kilomètres ; mais, dans sa juste impatience, Méhémet-Ali avait fait établir, de 20 kilomètres en 20 kilomètres, des postes de dromadaires. La ligne té-

légraphique du Caire à Alexandrie transmet la nouvelle en douze heures, tandis que les courriers du Pacha mettaient vingt-quatre heures à franchir cette dernière distance.

On se ferait difficilement une idée de la joie du Pacha, et quoique cette victoire, premier gage de sa rébellion envers la puissance suzeraine de la Porte, dût lui ouvrir toute une ère de luttes, il ne put, même aux yeux du corps diplomatique, qui considérait avec inquiétude la voie dans laquelle il s'engageait, dissimuler l'essor que prirent subitement ses espérances. Tout son caractère, tout l'Orient même, avec sa ruse empreinte de fausse humilité, sont dépeints dans la réponse qu'il fit à un consul européen, venu pour le féliciter à cette occasion : « J'espère maintenant, dit-il, que le Grand-Seigneur daignera me pardonner. » Méhémet-Ali voulut donner des marques plus extérieures de son contentement : pendant trois jours, des salves d'artillerie tentèrent de réveiller l'enthousiasme assoupi des habitants, et tous les soirs des distributions de vin et d'eau-de-vie furent faites aux Turcs et aux Arabes, qui s'enivrèrent fort bien en dépit du Koran. Mais toutes ces démonstrations ne servirent qu'à témoigner de la félicité du maître ; le peuple, courbé sous un joug écrasant, ne s'y associa que médiocrement, et, ne comprenant pas qu'il y eût là pour lui un triomphe de nationalité,

il avait cependant le pressentiment que cette victoire présageait de nouveaux sacrifices de sa part.

Aux termes de ses propres déclarations, à son souverain aussi bien qu'à la diplomatie, la chute de Saint-Jean-d'Acre aurait dû être pour Méhémet-Ali une suffisante réparation des justes griefs qu'il avait contre Abdallah : tout au plus, selon le droit strict, pouvait-il exiger le remboursement des frais de la guerre. Mais il y avait longtemps que, sans avoir levé le masque, le Rouméliote laissait clairement lire dans sa physionomie. Saint-Jean-d'Acre était pour lui la clef de cette Syrie si désirée, clef également bonne pour se l'ouvrir ou pour la fermer à d'autres. Ibrahim avait des ordres positifs : à peine entrés dans la ville, les soldats égyptiens se mirent à relever ces murs qu'ils avaient abattus ; dès le 2 juin, le Pacha faisait à une maison de commerce anglaise d'Alexandrie une commande considérable de canons de gros calibre, destinés à garnir les fortifications de la place, lesquelles furent relevées d'après les principes de la science, et suivant les indications que l'expérience des deux derniers siéges avait pu fournir. Il voulut qu'un immense dépôt d'armes et de munitions de toute nature y fût constamment entretenu, pensant, en cas d'événement malheureux, se faire une retraite sûre de la ville célèbre dans les guerres de l'Orient. Triste vanité des prévisions hu

maines ! Quand l'orage gronda sur sa tête, Acre eût été pour lui le plus incertain des abris.

XIII

Comme si ce n'était déjà pas assez révéler ses intentions, Méhémet-Ali, par la manière dont il accueillit son ennemi vaincu, s'attacha à donner un démenti aux prétextes qui lui avaient fait entreprendre la guerre,—à moins que l'imprudence de cette divulgation n'ait pu réprimer chez lui la satisfaction d'accabler un rival du poids de sa clémence.

On attendait impatiemment à Alexandrie des détails sur le fait d'armes du 27. Vers le soir du 2 juin, on signala un brick de guerre de la marine du vice-roi, qui annonçait avoir à bord un personnage de distinction. Tout aussitôt, le bruit, répandu dans la ville, qu'Abdallah était arrivé, fit affluer du côté du port une grande foule. Le vice-roi se trouvait aux arsenaux de la marine ; ayant su, par le retour de l'embarcation envoyée en reconnaissance, qu'en effet la goëlette portait Abdallah et son kiaya, il donna l'ordre qu'on les con-

duisît à son palais de *Ras-ettine* (1), où il se rendit lui-même en toute hâte. Parvenu au bas de l'escalier, Méhémet-Ali fit descendre, dans la chaloupe qui l'avait amené de l'arsenal, Kendji-Osman, payeur général de l'armée, bien connu d'Abdallah, et lui ordonna d'aller à la rencontre de ce dernier pour l'assurer de toute sa bienveillance.

Le vice-roi entra au Divan avec sa suite, s'assit à sa place ordinaire, et resta plus d'un quart d'heure sans proférer une parole; rompant le silence enfin, il dit tout haut : « On vient de m'apprendre qu'Abdallah est dans une grande anxiété; je veux qu'on fasse à cet hôte un accueil capable de le tranquilliser et de le relever de son grand abattement. » Il n'en fallut pas davantage pour apprendre aux courtisans quelle mine ils devaient offrir aux regards du proscrit; à défaut du maître, le canon de la forteresse saluant l'entrée d'Abdallah, le leur aurait enseigné. Ils se précipitèrent donc en foule au-devant de ses pas lorsqu'il descendit à terre au coucher du soleil, et lui firent un cortége jusqu'au palais. Abdallah recevait ces marques d'intérêt d'une figure contrite, quoique son œil vif donnât à sa physionomie un certain air de fierté. C'était un homme de trente-cinq ans, maigre et de taille moyenne. Il traversa les salles du

(1) Cap des Figuiers.

palais, magnifiquement éclairées et peuplées pour la circonstance, et parut sur le seuil de la salle d'audience. Méhémet-Ali se leva à son aspect et l'invita courtoisement à s'approcher. Abdallah se précipita à ses pieds, et baisa le bord de ses vêtements, accompagnant ce geste tout oriental de ces paroles : « Pardonnez, seigneur, et puisque le ciel a placé dans votre âme les qualités d'un monarque, que votre pardon soit celui d'un monarque et non d'un vizir. » Cette délicate flatterie devait aller au cœur du Rouméliote. Il prit la main de son hôte, le releva et le fit asseoir ; passant de là à une conversation pleine d'aménité, il l'assura qu'il ne conservait aucune rancune du passé, et qu'il le traiterait désormais comme son fils. Après le café, on offrit à Abdallah une pipe qu'il refusa modestement ; mais il fut forcé de la prendre des mains du Pacha. Ceci s'était passé devant une grande assistance. A un signe de Méhémet-Ali, tout ce monde se retira, et il resta seul avec Abdallah et son kiaya dans une conférence secrète qui dura une demi-heure. A la reprise de l'audience publique, Méhémet-Ali congédia son hôte en lui disant qu'il lui avait fait préparer un palais voisin du sien, et qu'en raison de ce voisinage il espérait qu'il viendrait souvent lui rendre visite.

Quand Abdallah se retira, toute trace de tristesse avait disparu de son visage, et, non moins

bien accompagné qu'en arrivant, il trouva, au bas de l'escalier, le propre cheval du vice-roi, qu'on avait préparé pour lui. Il demanda si c'était la monture de Méhémet-Ali, et sur la réponse affirmative, il baisa la selle avant d'y monter. Une garde d'honneur l'attendait à l'appartement qui lui était destiné.

On avait déjà expédié au Caire l'ordre de préparer un palais pour Abdallah et pour sa famille, qui devait arriver de Saint-Jean-d'Acre quelques jours après.

XIV

On serait étonné de l'inertie et de l'aveuglement de la Porte au milieu de ces événements, si on ne savait que doublement frappé, au dehors par les Russes, au dedans par les rébellions sans nombre, tout ce que pouvait faire un état politique si voisin de sa dissolution, c'était de vivre. Les guerres sur le Danube auraient encore fait naître des illusions sur ses ressources; la force de ses ennemis ennoblissait là sa résistance et sa défaite : mais ce qui venait de se passer en Syrie

mettait sa faiblesse dans toute son évidence, et le sort de la campagne qui allait s'ouvrir était facile à pronostiquer. Le Divan était instruit, plus d'une année à l'avance, des projets d'agression de Méhémet-Ali; il avait appuyé moralement Abdallah dans son droit, et promis, au cas où il serait attaqué, le secours le plus effectif de ses armées : l'attaque ayant eu lieu, comprend-on que, dans l'espace de six mois, tout ce qu'il put tenter en faveur d'Abdallah et de son héroïque poignée d'hommes, se réduisit à l'insignifiante démonstration d'Osman-Pacha, démonstration qui eut pour résultat, nous l'avons vu, de faire tomber Saint-Jean-d'Acre un moment plutôt qu'elle ne l'eût fait, si elle eût été complétement abandonnée à elle-même; encore faut-il moins attribuer cette diversion, tout illusoire qu'elle fût, aux ordres de la Porte qu'à l'initiative des pachas de Syrie. Quand on vit la garnison d'Acre repousser itérativement les assauts d'Ibrahim, on se dit à Constantinople qu'elle suffirait toute seule à sa défense, et qu'il n'était point besoin de se presser : ou plutôt les grands hommes d'État qui présidaient alors aux destinées de l'Empire, pensèrent que le moment était favorable pour rouvrir les négociations. Négocier avec un rebelle, et quand les armes de ce rebelle viennent d'essuyer un échec! En vérité, la chose est incroyable! Méhémet-Ali amusa les commissaires de la Porte de

demandes extravagantes et de fins de non-recevoir ; en attendant, ses vaisseaux, avariés par le canon d'Acre, se radoubaient dans le port d'Alexandrie ; pendant ce temps, aussi, la flotte ottomane était tranquillement à l'ancre dans le Bosphore, et perdait la seule occasion propice de porter, sans coup férir, des secours à Abdallah,— à supposer qu'elle n'eût pas osé se mesurer avec sa rivale. Au commencement du Baïram, grande solennité religieuse des Turcs, la Porte publie le Tioudjihal ou liste de promotion et de confirmation de tous les Pachas de l'Empire : c'est le moment des destitutions, des avancements et des nominations. Cette pièce, parue en mars, laissa l'Egypte sans indication de Pacha. Ce n'était encore qu'une menace ; mais, à la suite du premier engagement des troupes d'Ibrahim avec les soldats d'Osman, le Divan, forcé de relever le gant, s'empressa de mettre solennellement Méhémet-Ali au ban de l'Empire. Le Rouméliote avait aussi dans son arsenal des armes de cette espèce, et, prévoyant ce qui devait lui advenir, il s'était fait donner à l'avance du chérif de la Mecque, — placé, comme on sait, sous sa domination, — une proclamation adressée à tous les croyants, et dans laquelle le Grand-Seigneur lui-même était excommunié, déclaré traître et rebelle à la foi de Mahomet. Le Grand-Seigneur riposta par la

destitution du chérif et l'envoi d'un remplaçant, Abdul-Moutaleb, sans savoir comment celui-ci, pour parvenir au siége de son pontificat, passerait à travers les troupes de Méhémet-Ali? Il partit cependant, pour ne jamais arriver.

On ne saurait croire jusqu'où alla cette petitesse de moyens agressifs que la Porte mit en usage contre son vassal redouté. A cette époque, l'Hedjaz, toujours imparfaitement contenu par les bandes d'Albanais qu'y entretenait le vice-roi, était le théâtre d'une collision entre ceux-ci et les troupes régulières; elle dégénéra en révolte ouverte par le fait d'un certain Turckè-Blimès, chef d'arnaoutes. Le Divan vit dans ce complot de caserne une branche de salut, et il manda incontinent un firman qui légitimait la sédition de Turckè-Blimès et l'investissait, en Arabie, des pouvoirs les plus étendus. Nous verrons plus tard quel fut le sort de ce malheureux. L'Orient, tel que l'a fait la loi musulmane, est un pays où les puérilités, les bévues et les crimes s'accomplissent avec la même gravité solennelle : tout n'y est que mensonge; l'emphase des paroles recouvre la pauvreté des raisons, la haine est voilée sous les formules du respect, et la révérence, dont la force brutale n'est pas le principe, cache toujours au fond le mépris.

La prise de Saint-Jean-d'Acre eut au moins pour résultat de secouer la torpeur du Divan et de faire

parader la flotte ottomane : d'abord, l'émotion populaire l'aurait difficilement soufferte à l'ancre dans les Dardanelles. Elle sortit donc pour aller, sur les côtes d'Asie mineure, débarquer mille hommes de cavalerie envoyés à l'armée d'Hussein-Bey. Il y avait déjà deux mois que ce séraskier, tour à tour portefaix, espion, gouverneur de place forte, émeutier, assommeur, bourreau, pacha et enfin pacha des pachas, — le fameux exterminateur des janissaires, le vainqueur du pacha de Scutari, — avait été nommé au commandement de l'armée qui devait agir en Syrie. Un titre nouveau avait été créé tout exprès pour lui, celui de *Serdari-Ekrem* (1) : cependant, depuis deux mois, il n'avait pu dépasser les frontières de la Caramanie, et, pour qu'il se rencontrât avec l'armée égyptienne, il fallut qu'Ibrahim vînt le chercher et le battre à Koniè.

XV

C'est que si du côté de la Porte et de ses défenseurs on ne vit que lenteur et irrésolution, il en

(1) Feld-maréchal.

fut tout autrement pour Ibrahim et son armée : la virile décision de Méhémet-Ali sut leur imprimer une énergie et une promptitude d'action irrésistibles. Il ne pouvait plus, du reste, y avoir lieu à aucune équivoque : en envoyant Hussein commander l'armée, le Grand-Seigneur l'avait investi du titre de pacha d'Egypte, de Candie et de Sennaar ; et ça allait être plutôt pour son pachalik que pour la Syrie que Méhémet-Ali serait dans l'obligation de se mesurer avec son suzerain. Ordre fut donc donné à Ibrahim de marcher en avant. Le 8 juin, il partit de Saint-Jean-d'Acre, se dirigeant sur Damas avec une partie de ses forces, tandis qu'un faible corps fut envoyé à Tripoli et que le reste de l'armée conservait la position de Balbeck. Un peu en avant de Damas, la colonne égyptienne rencontra une petite troupe de recrues rassemblées à la hâte par le gouverneur Ali-Pacha, et qui se dispersèrent aux premiers coups de feu. Ibrahim entra dans la capitale de la Syrie presque sans résistance, le gouverneur l'ayant évacuée avec les principales autorités et les troupes placées sous ses ordres, pour se retirer sur Homs. La lâcheté de cet abandon révolta la pudeur du Sultan ; il voulut lui donner une couleur moins scandaleuse en faisant publier que la ville de Damas ayant toujours été considérée comme *lieu saint*, il n'avait point

voulu consentir à ce qu'elle devînt le théâtre d'un combat, et en conséquence s'était refusé à ce que des fortifications y fussent élevées. Le *Courrier ottoman*, chargé de donner cet avertissement, ajoutait : « Ibrahim, qui ne respecte rien, devait pousser l'irrévérence jusqu'à s'emparer de la ville sainte ; et le gouverneur de cette ville, n'ayant pas de troupes à sa disposition, devait se retirer : mais l'armée de Hussein s'avance en bon ordre et aussi vite que le permettent les chaleurs de la saison. Les premiers coups qu'elle frappera seront sans doute décisifs.

Il est vrai, ainsi que nous avons déja eu l'occasion de le remarquer, que la rapidité n'était pas de l'essence du généralissime ottoman. On était au commencement de juillet, et il était à peine arrivé à Antioche, sur la frontière de Syrie, au débouché du Taurus ; il paraissait en abandonner les défilés avec répugnance, tandis qu'une partie considérable de son armée, sous les ordres de Méhémet, pacha d'Alep, favori du séraskier Kousrouf, s'était concentrée à Homs. Cette inexplicable inaction avait permis à Ibrahim de faire exécuter à ses colonnes, sans être le moins du monde inquiété, un mouvement de convergence vers ce dernier point, et le 9 juillet il se trouva en bataille avec trente mille hommes devant l'armée turque, qui en comptait à peu près autant.

La première faute du général turc fut d'accepter la bataille dans la position prise par l'ennemi, et de ne s'être point lui-même emparé de cette position avant que les colonnes égyptiennes fussent réunies. L'armée d'Ibrahim se présentait sur trois lignes : la gauche, appuyée au lac de Tatli-Gueul, à deux heures et demie de marche en avant d'Homs, la droite dans le désert, sa cavalerie aux ailes, trois batteries en première ligne, au centre et aux ailes, quatre en réserve, en arrière de la seconde ligne, et les bagages entre la seconde et la troisième ligne. Ces savantes dispositions furent dues en partie aux conseils du colonel Sèves, aide de camp du prince. La seconde faute des Turcs fut de disséminer leur artillerie sur le front de leurs deux lignes, à raison d'un canon par bataillon. On aurait peine à concevoir une plus ridicule et plus ignorante conception ; c'était vouloir perdre tout le fruit qu'on peut tirer de l'artillerie : aussi l'issue de la bataille ne devait-elle pas être un instant douteuse. Le général ottoman ajouta encore, si c'est possible, à l'ineptie de cette combinaison, en logeant toute sa droite dans une île formée par la route et un canal. Il la jugeait là inexpugnable : elle l'était si bien qu'elle ne put elle-même s'en dépêtrer, quand il s'agit de venir au secours de la gauche débordée et du centre enfoncé. En effet, profitant de ce que sa gau-

che, appuyée au lac, ne pouvait être tournée, le général égyptien, par un prolongement oblique de sa seconde ligne vers la droite, prit la gauche de l'ennemi en flanc, et l'écrasa en faisant appuyer ce mouvement de toute son artillerie, de sa réserve et de sa cavalerie. Les Turcs voulurent faire un changement de front en arrière; mais le centre étant en déroute, et la droite paralysée dans son île, ce mouvement ne trouva pas le pivot nécessaire; le désordre se mit dans leurs rangs, puis la panique, et la déroute fut complète; ils opérèrent précipitamment leur retraite, laissant deux mille morts sur le champ de bataille, trois mille prisonniers et douze pièces de canon aux mains de l'ennemi. Ils ne s'arrêtèrent même pas à Homs; les Egyptiens, en y passant, purent encore recueillir quinze cents hommes et trois pièces de canon.

Dans sa fuite précipitée le séraskier Méhémet-Pacha ne se donna pas le temps d'emporter ses papiers et sa correspondance, qui furent saisis et envoyés à Méhémet-Ali; à partir de ce moment, la guerre dégénéra en poursuite : les Turcs semaient les routes de canons, d'armes, de bagages; la tribu des Arabes Anezès tomba sur les fuyards, et en tua ou dépouilla le plus grand nombre. Evitant même de passer par Hamah, les neuf Pachas à trois queues, commandants de l'armée de

Méhémet, vinrent communiquer leur épouvante à Hussein, qui s'était avancé timidement jusqu'aux environs d'Alep. Le généralissime ottoman avait eu un moment la pensée de s'établir dans cette position ; mais les habitants lui fermèrent les portes de la ville, et refusèrent d'avoir avec lui aucune communication. Il vit bien qu'il fallait en revenir à son premier projet de barrer à Ibrahim le passage du Taurus; il se mit donc en retraite, et alla se poster avec ce qui lui restait de monde en avant du village de Beylan.

Hussein, vaincu avant d'avoir combattu, s'en prit à Méhémet-Pacha; il le fit dégrader par ses soldats, et le malheureux n'échappa à la mort que par la fuite. Il se passa très-peu de temps avant qu'Hussein ne subît la peine du talion.

Après de tels résultats obtenus si rapidement et avec si peu de peine, on conçoit que le général égyptien, dans un mouvement exagéré d'orgueil, ait pu dire : « Trois cent mille hommes de pareilles troupes ne m'inspireraient aucune crainte. »

XVI

Ibrahim fit reposer son armée quelques jours à

Alep : elle était alors en proie à une nouvelle épidémie de choléra. Après avoir rétabli son matériel et poussé des reconnaissances dans toutes les directions, il s'ébranla par Klifs pendant qu'une troupe d'irréguliers contournait le lac d'Antioche, et se porta de nouveau à la rencontre de l'ennemi. Le 29 juillet, à trois heures de l'après-midi, il déboucha en vue de la position que celui-ci avait prise sur les premières hauteurs de la chaîne du Taurus. Pour comprendre à quel point Hussein était ignorant des premières règles de l'art, il suffira de savoir qu'il s'était posté à gauche de l'unique route qui se présentât aussi bien aux Egyptiens pour se rendre au village de Beylan, situé sur l'autre versant de la montagne, qu'à lui-même pour opérer sa retraite ; et comme les redoutes qu'il avait élevées à la hâte étaient commandées par des hauteurs situées en arrière et accessibles de plain pied, en quelque sorte, à partir du point par où se présenta l'armée égyptienne, il suffit à Ibrahim d'avancer par sa droite pour tourner la position d'Hussein, et lui couper la retraite de la chaussée de Beylan. Il ne fallait pas grand coup d'œil pour saisir l'idée de ce mouvement : le mérite d'Ibrahim fut de le faire exécuter tout de suite, malgré l'heure avancée de la journée, et sans donner à ses troupes le temps de se reposer,— mais aussi sans permettre

aux troupes turques, qui se trouvaient encore dans les environs, de prendre part à l'action. Il plaça donc une partie de ses forces en face de l'armée turque pour la contenir et l'occuper, tandis que l'autre partie gravissait la montagne de droite et prenait la position à revers. Aussitôt qu'il sut que le mouvement était effectué, il précipita l'attaque de tous côtés. Les Turcs, pressés de front et menacés dans leur point de retraite, voulurent se replier; la gauche se retira par la route de Beylan, sous le feu de quatre bataillons égyptiens, et se débanda; le reste, privé de chemin, obligé d'opérer sa retraite par la montagne, se dispersa également, et les fuyards se rejetèrent sur Alexandrette. Vingt-cinq pièces de canon et deux mille prisonniers furent les trophées de cette victoire, qui ne coûta pas plus de vingt hommes tués à l'armée d'Ibrahim. Le lendemain, les Egyptiens descendirent à Alexandrette, qu'ils occupèrent sans résistance, et y trouvèrent encore quatorze pièces de canon et des magasins de vivres immenses. Cette action eut lieu à peu de distance du champ de bataille d'Issus, où Alexandre battit les Perses.

Cette dernière défaite fit reculer les Turcs jusqu'au Taurus, dans les défilés duquel ils firent une halte. Ibrahim avait, pour le moment, quelque chose de mieux à faire que de les poursuivre. Sa course avait été si rapide jusque-là, qu'il n'avait pas

eu le temps de jeter un coup d'œil en arrière. Il lui fallait mettre un peu d'ordre dans les pays conquis, et faire respirer son armée, que les grandes chaleurs auraient trop éprouvée. Adana, Tarsous, Antioche, toute la contrée située au sud du Taurus, étaient tombées en son pouvoir. Les populations, éblouies par la gloire du vainqueur, venaient en foule faire leur soumission et protester que le jour où elles pouvaient reconnaître l'autorité de Méhémet-Ali était un jour longtemps désiré et qui mettrait fin à leurs maux. L'armée égyptienne se concentra à Adana et y séjourna jusqu'au 13 octobre.

XVII

Un autre phase non moins caractéristique de cette guerre se passa sur la mer. Si la marine turque ne fit rien pour réparer les échecs subis sur le continent, la marine égyptienne fut aussi fort au-dessous de l'armée de terre, et les deux flottes donnèrent ce singulier spectacle, certainement bien rare dans les fastes militaires, de rester en présence, durant toute une saison, sans

en venir aux mains. Cependant l'amiral turc dut s'attribuer la plus grande partie de la honte de cette inaction, à moins, ce qui était probable, qu'elle ne fût conforme à ses instructions formelles; car l'escadre égyptienne servant à établir d'une façon ininterrompue les communications de l'armée d'Ibrahim avec l'Egypte, c'était pour l'escadre ottomane plus qu'une faute, c'était un crime que de ne pas chercher à l'en empêcher, surtout avec la supériorité des forces. Il en résulta que les troupes d'Ibrahim furent continuellement mieux approvisionnées sur les terres du Sultan que les troupes du Sultan lui-même. Nous avons vu qu'après la prise de Saint-Jean-d'Acre, le capitan-pacha était sorti des Dardanelles pour aller porter un renfort de cavalerie à l'armée d'Anatolie : il devait en même temps débarquer à Alexandrette des munitions de guerre de diverses espèces pour cette même armée. Toute la célérité que put déployer Halil-Rifaat,—cet amiral,—ce fut de paraître dans les eaux de Rhodes vers le commencement de juillet, et d'opérer son débarquement quinze jours après. Dans l'intervalle, Hussein-Pacha, faute de vivres et de munitions, avait été obligé de s'éloigner d'Alep, et les Turcs, battus à Homs, à Beylan, ne purent profiter des secours qu'avait apportés leur flotte : ce fut un corps égyptien qui s'en empara.

Le 9 juin, à la première nouvelle qui lui parvint de l'apparition de la flotte turque, Méhémet-Ali ordonna que tous les bâtiments en état de tenir la mer sortissent du port d'Alexandrie et rejoignissent les croisières qui observaient l'ennemi. En même temps, il pressa les travaux dans l'arsenal, pour mettre le surplus de ses forces à même de sortir ; une activité extraordinaire fut imprimée à tous les services de la marine. Une corvette était spécialement chargée de surveiller les mouvements de l'escadre ottomane ; le 8 juillet, elle vint à Alexandrie annoncer que cette escadre au grand complet, avec une cinquantaine de bâtiments de transport, avaient paru dans les parages de Rhodes. Tout n'était pas encore prêt; le dernier des quatre vaisseaux de ligne exigeait plus d'une semaine pour être complétement armé : on fit en trente heures l'ouvrage de dix jours, grâce à l'étonnante diligence de M. Cerisy. L'impatience de Méhémet-Ali était, suivant les apparences, partagée par le grand-amiral, Osman-Pacha ; dans cette circonstance, on dit que le vice-roi, sans cesse présent, ne dédaigna pas d'avoir recours à sa propre main pour distribuer les corrections et les récompenses. Enfin le 12, à la pointe du jour, l'escadre égyptienne mit à la voile. Elle se composait de 4 vaisseaux de ligne (3 de cent canons, 1 de soixante-quatorze), 7 frégates (5 de

soixante, 2 de quarante-quatre à cinquante), 2 corvettes, 3 bricks et 4 brûlots commandés par des Grecs. Cet empressement du Rouméliote à jouer la partie sur mer comme sur terre doit éloigner toute idée de restriction dans les ordres donnés à Osman-Pacha, et si celui-ci n'osa pas attaquer avec des forces moindres que celles de l'ennemi, il est vrai, mais avec des équipages d'une discipline et d'une instruction supérieures, — et qu'avaient surtout exaltés les succès de terre, — c'est que l'amiral égyptien n'était pas doué du courage indispensable à sa position, ou que, comme il le prouva plus tard, la trahison avait déjà germé dans son âme. Du golfe d'Alexandrette, la flotte turque, comptant en tout 35 bâtiments de guerre, dont 7 vaisseaux et 9 frégates, revint vers Chypre et louvoya pendant plusieurs jours sous le vent de cette île. La flotte égyptienne s'attacha étroitement à ses pas, paraissant implorer la faveur d'un coup de canon. Il ne partit point. De Chypre, le capitan-pacha fit voile pour Marmarice et se renferma dans le port, dont il fit tendre l'entrée de chaînes. Osman l'y suivit pour le bloquer ; on était déjà au mois d'octobre, les vents d'équinoxe ne lui permirent pas de tenir le blocus, et il fut obligé de venir lui-même se réfugier dans le port de la Sude. Après une relâche de vingt jours à Marmarice, la flotte turque rentra, le 5 novembre, dans

l'Hellespont. Dans cette campagne de trois mois, plusieurs fois, dit-on, Méhémet-Ali envoya à son amiral l'ordre impératif d'attaquer. En apprenant qu'il n'en avait rien fait, Ibrahim-Pacha fut saisi d'une si vive indignation qu'il ne pu jamais le pardonner à Osman-Pacha. Quant à l'amiral turc, ses instructions devaient être beaucoup moins positives, et il s'y mêla sans doute l'avertissement de la terrible responsabilité qui pèserait sur lui, s'il perdait la flotte qui lui était confiée, et laissait ainsi les Dardanelles exposées à une descente des Egyptiens. Telle est, sans doute, la raison qui l'empêcha d'entamer le combat loin des parages qu'il avait surtout pour mission de couvrir. Pendant que sa flotte jouait ainsi, qu'on nous permette cette expression puérile, à cache-cache avec la flotte égyptienne, Hussein, le généralissime ottoman, était contraint, après sa dernière défaite, de confier sa tête à un pavillon étranger. Sa tête était sans doute peu de chose; mais il portait avec lui son trésor particulier et les restes de celui de l'armée, le tout pouvant s'élever à cinq ou six millions. Il nolisa un bâtiment grec pour lui et les cinq ou six Turcs qui l'accompagnaient. Le patron de ce navire ne sut pas résister à l'appât d'une telle somme : il mit à terre ses hôtes musulmans, et prit le large avec le magot, sans qu'on ait jamais pu savoir ce qu'il était devenu.



Halil-Rifaat recueillit un triste fruit de sa prudence : en arrivant à Constantinople, il fut destitué. Nous verrons plus tard quel sort échut à Osman-Pacha, l'amiral égyptien.

XVIII

La suspension d'armes, qui résultait tacitement du repos d'Ibrahim-Pacha, donna lieu à une reprise des négociations entre les parties belligérantes ; mais de part et d'autre, elles étaient entachées de trop de mauvaise foi pour aboutir. La Porte n'entendait pas faire entrer sa défaite en ligne de compte, et parlait de paix tout en réorganisant son armée ; Méhémet-Ali, que la conquête de la Syrie semblait devoir mettre au comble de ses désirs, n'en cessait aucunement pour cela ses préparatifs : il demandait encore le district d'Adana, riche en bois de construction. La diplomatie européenne commença à s'interposer ; dès l'abord elle sentit s'agiter, sous les prétentions et les réticences, une haine aveugle entre les rivaux, et comprit que ce que chacun d'eux voulait, c'était la ruine complète de l'autre. Le Divan eut en vain

recours à la médiation de la France et de l'Angleterre; le Sultan, qui, à l'origine de la guerre, avait repoussé l'intervention offerte par sir Strafford-Canning, penchait actuellement pour un appel à la Russie, car il sentait instinctivement que quelques bonnes divisions de troupes moscovites feraient mieux son affaire que toute cette entremise diplomatique. Nul, au reste, que le cabinet de Saint-Pétersbourg, n'était disposé à entrer complétement dans les vues du Grand-Seigneur, ni à lui prêter un appui effectif; quant à savoir si cette protection était tout à fait désintéressée, la suite montra ce qu'il en fallait penser, A la première communication de la Porte relativement à Méhémet-Ali, la Russie avait répondu par le retrait de son agent d'auprès du vice-roi, tandis que la France et l'Angleterre continuèrent à y laisser les leurs pour faire entendre au moins la voix de la modération.

Mais le Sultan trouva au sein de son conseil une énergique résistance contre un recours aux puissances chrétiennes, et particulièrement contre l'intervention russe; dans une séance où il proposa directement ce dernier moyen, la discussion devint si orageuse, qu'il fut obligé de déclarer qu'il y renonçait. L'emploi des forces nationales fut donc considéré comme le seul parti digne de la puissance musulmane, et il fut décidé qu'on



tenterait encore une fois, vis-à-vis du rebelle Méhémet-Ali, le sort des combats.

Cette résolution prise, le plus important était de trouver un chef à l'armée ; car naturellement Hussein-Pacha, naguère comblé de faveurs, était devenu le bouc émissaire de toutes les colères du Divan : un firman l'avait destitué de son titre de général en chef en investissant Réouf-Pacha du titre de Lieutenant-général, pour commander par intérim les débris de l'armée. « Hussein, » disait la pièce officielle, « n'a pas connu l'art de faire manœuvrer convenablement et à propos ces troupes que j'avais formées moi-même pour les grandes opérations militaires. » Celui qui fut jugé digne de comprendre et de mettre à exécution la haute stratégie du Sultan, et capable de tenir tête à Ibrahim-Pacha, fut Réchid-Pacha, son ancien associé dans la guerre du Péloponèse : depuis lors Séraskier de la Roumélie, il avait su écarter des murs d'Andrinople Mustapha, le pacha rebelle de Scodra, et sa réputation militaire s'en était démesurément accrue. Ce n'était cependant au fond qu'un chef d'arnaoutes, assez brave et assez fin, mais n'ayant rien de ce qui constitue l'apparence même d'un capitaine. Le Sultan lui donna l'ordre de faire des levées d'Albanais et de Bosniens, de les joindre aux six régiments d'infanterie et de cavalerie qui formaient l'armée ré-

gulière placée sous son commandement, et de se rendre avec toutes ces forces à Constantinople. Suivant l'usage, Réchid reçut en même temps, par lettre autographe du Grand-Seigneur, sa nomination au grade de grand-vizir, et le même hattisherif lui conférait les gouvernements de Méhémet-Ali, déjà si vainement accordés à son prédécesseur. L'arrivée des troupes réveilla l'espoir à Constantinople ; il y eut comme une apparence d'enthousiasme. Le sultan se montra très-libéral envers l'armée, et combla les chefs de de fêtes et de présents ; le jour du départ, s'étant rendu au camp du généralissime, établi près de Scutari, il prit congé de lui en ces termes : « Sauve l'Empire, et ma reconnaissance pour toi et tes soldats n'aura point de bornes. »

XIX

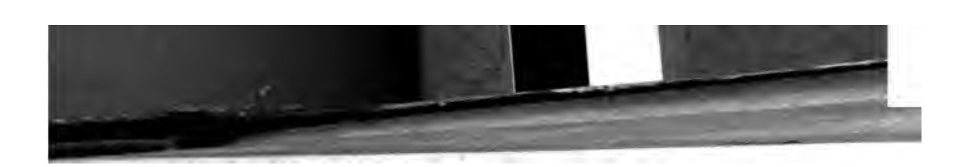
S'il avait plu à Ibrahim de rester indéfiniment tranquille, ce ne sont pas les Turcs qui l'auraient inquiété, car pour décider le nouveau généralissime Réchid à se mettre en marche, il fallut la nouvelle que les Egyptiens s'avançaient rapide-

ment et étaient déjà à Koniè. Ibrahim avait dû supposer que l'ennemi profiterait de la longue trêve qu'il leur avait donnée pour fortifier les défilés du Taurus, s'y établir solidement et en faire les thermopyles de l'Empire. Il ne procéda donc qu'avec une extrême prudence, et se fit précéder d'une avant-garde, s'avançant elle-même en deux colonnes par deux routes différentes. Mais leur approche suffit pour faire évacuer aux Turcs leurs positions : ils se retirèrent d'abord sur Erégli, qu'ils abandonnèrent à la vue des avant-postes égyptiens. Toute l'armée étant réunie Erégli, elle en repartit le 11 novembre, pourvue de vivres et de fourrages pour six jours, se dirigeant sur Koniè en cinq colonnes. Les Turcs n'eurent garde de disputer Koniè aux Egyptiens, et se retirèrent discrétement, leur laissant un parc d'artillerie considérable et des vivres en abondance. Tel était, pour débuter, l'usage que faisait de son commandement le lieutenant général Réouf-Pacha : il faut dire aussi que Réchid n'étant pas encore arrivé, son substitut aurait regardé comme une trop grande compromission de faire sans lui aucune tentative de résistance.

Ibrahim trouva cette ville de Koniè tout à fait sortable ; c'est là qu'il résolut d'attendre et de battre l'ennemi ; car il se doutait bien, que par une manœuvre inverse, dès que l'arrivée de Réchid aurait

rendu aux Turcs la confiance, ils feraient volte face, et viendraient l'attaquer dans la position qu'il aurait choisie. Ce fut absolument comme à la bataille d'Homs. En vérité, on n'est pas plus inepte; Allah lui-même, ce grand dispensateur de succès, n'aurait pu, dans sa toute puissance, donner la victoire aux Turcs.

Ibrahim fit pendant plusieurs jours manœuvrer ses troupes, pour les accoutumer au terrain. Le 18 et le 19 décembre, il battit l'avant-garde des Osmanlis, composée d'irréguliers; le 20, on apprit que le grand-visir, avec toutes ses forces, était parti de Ladick, qui n'est distant de Koniè que de huit heures de marche. Le lendemain, vers midi, les reconnaissances signalèrent l'approche de l'ennemi, et l'armée égyptienne se mit en bataille dans un ordre à peu près pareil à celui qu'elle avait dans la journée d'Homs. Les Turcs s'avançaient dans un assez bon ordre, formé de quatre lignes, sur le flanc et le derrière desquelles se présentaient des masses de cavalerie; mais ils avaient encore fait la faute de disposer leur artillerie sur toute la ligne, à raison de deux pièces par bataillon. Quoique bien supérieure en nombre, puisqu'elle comptait plus de soixante mille hommes, et que les Egyptiens n'étaient pas trente mille, cette armée avait le désavantage d'attaquer un ennemi connaissant toutes les



ressources d'une localité, sur laquelle le généralissime ottoman, dans sa présomptueuse incapacité, avait jugé inutile de se renseigner. Il s'avançait donc, d'autant plus ignorant de la position réelle des Égyptiens, qu'un brouillard épais empêchait les deux armées de se voir. A cinq cents mètres, les Turcs ouvrirent leur feu, ce qui fit connaître aux Egyptiens leur ordre de bataille ; ils n'avaient pu, en raison de l'obscurité. bien combiner leur développement, de sorte qu'il se trouva un grand vide entre la gauche de leur infanterie et la cavalerie. Ibrahim s'en aperçut et comprit que ce hiatus maladroit, s'il pouvait y pénétrer, lui offrirait des chances de victoire. Il disposa pour cet effet de sa réserve et de presque toute sa cavalerie. Les mouvements sous la direction de Soliman (Sèves) furent exécutés avec nerf et précision ; la cavalerie turque, culbutée par la cavalerie égyptienne, ou se rendit ou s'enfuit. Le grand-visir s'avança en personne pour la ramener au combat ; il s'aperçut alors qu'il n'était pas suivi, et se mit à appeler tout haut ses soldats. Des Bédouins de l'escorte d'Ibrahim entendant ce langage, qu'ils ne comprenaient pas, s'approchèrent de lui et le firent prisonnier. L'infanterie turque prise en flanc, tout à la fois par l'infanterie de la réserve et par la cavalerie égyptienne, se rompit et posa ses armes. Les fuyards de cette

aile gauche allèrent porter à l'aile droite la terreur et la nouvelle de la prise du grand-visir, ce qui fit cesser toute résistance; sur tous les points les Turcs se retirèrent en désordre, abandonnant vingt pièces de canon attelées et quelques bagages. On s'était battu pendant six heures environ; il n'y eut que cinq cents hommes tués ou blessés du côté des Turcs, et deux cents seulement parmi les Egyptiens.

XX

Cette bataille de Koniè termina la guerre; car l'armée turque, quoique presque intacte, se dissipa comme par enchantement : on n'a jamais vu l'exemple d'une dissolution si rapide portée au sein d'une masse compacte par des coups relativement aussi faibles. Evidemment les milices ottomanes ne demandaient qu'à se débander, et Ibrahim avait gagné la bataille bien avant de l'avoir livrée. Depuis les opérations de Syrie, sa confiance en lui-même était partagée par ses troupes, et, chose plus grave, elle accablait aussi ses adversaires. Chez lui, ce sentiment était sans doute uni-

quement fondé sur la bonne opinion de ses talents militaires ; en réalité, il avait une base plus large, c'est-à-dire une parfaite sécurité au sein des pays qui volaient au-devant de sa conquête. Autrement est-il présumable qu'il se fût hasardé, à 240 kilomètres d'une base d'opérations, — base incertaine, puisqu'elle dépendait de la possession de la mer, — de l'autre côté d'une grande chaîne de montagnes, à affronter, avec une poignée d'hommes, l'ennemi sur son propre terrain ? Pendant que le général égyptien s'exposait dans les plaines de l'Anatolie, n'aurait-il pas suffi d'une seule démonstration sur son flanc pour le forcer à rétrograder ? Une opération liée, de terre et de mer, ayant pour but le golfe d'Alexandrette, l'aurait mis dans un sérieux embarras, et pourvu qu'elle réussît à couper ses communications avec la Syrie, — communications étendues sur 800 kilomètres stratégiques, — elle eût causé sa perte irrémédiable. C'est à quoi eût dû s'occuper la flotte ottomane, au risque de se mesurer avec la flotte égyptienne, préférablement à rester à l'ancre dans l'Hellespont ; c'est ce qu'aurait dû songer à faire Osman-Pacha, ce général déjà battu à Homs, et qui, pendant les progrès d'Ibrahim, pendant même qu'on se battait à Koniah, concentrait son armée à Sivas, à 400 kilomètres de là. Mais était-il probable que les Turcs, qui avaient abandonné les



défilés du Taurus sans combat, voulussent les reprendre de haute lutte ? Cela eût supposé de leur part un plan, une tactique qui leur étaient tout à fait inaccessibles, à commencer par l'unité de commandement, si essentielle dans ces sortes de choses. Ibrahim connaissait bien ses ennemis, et cette connaissance fit une partie de son audace.

Dieu nous garde d'être de ces historiens qui refont à froid, sur le papier, les campagnes accomplies dans la chaleur de l'action, stratégistes *in partibus* qui expliquent toujours comment une bataille perdue pouvait être gagnée, et comment, gagnée, elle pouvait se perdre. Notre insistance, ici, a un autre motif. A tort ou à raison, la réputation militaire d'Ibrahim, qui avait commencé à se répandre en Europe depuis la campagne de Morée, acquit par celle de Syrie une extension extraordinaire; elle s'accrut encore plus tard par d'autres événements. Cette opinion de grand homme de guerre, accordée libéralement à Ibrahim, surtout en France, où l'on est si sensible à ce genre de mérite, ce brevet d'invincibilité octroyé à l'armée égyptienne furent les mobiles de l'intérêt que l'un et l'autre excitèrent dans notre pays, lorsque leur sort vint à être discuté par la diplomatie. Entraînée par une espèce de Don Quichotisme qui lui est particulier, et qui ne l'expose pas à moins de bévues que n'en commit l'honorable chevalier de la

Manche, notre nation fut sur le point de faire la guerre à l'Europe pour le soutien d'une soi-disant nationalité égyptienne, lorsqu'elle avait, et par trois fois, laissé plonger un fer homicide dans le sein de la malheureuse Pologne. Fort heureusement, les circonstances retardèrent de quelque temps l'acte définitif qui aurait, à cet égard, compromis sans retour la France; elle hésita, comptant que la force de résistance qui gisait dans Ibrahim et son armée pouvait encore tenir en suspens les destinées de Méhémet-Ali,— et elle y était bien fondée, d'après le cas qu'elle faisait de l'un et de l'autre. Quel ne fut donc pas son étonnement de voir quelques milliers de soldats anglais et autrichiens avoir raison de ce foudre de guerre? Car nous verrons, plus tard, qu'Ibrahim, avec des forces encore accrues et bien mieux organisées, perdit la Syrie plus facilement qu'il ne l'avait conquise. Et, du même coup, la France put juger à quelle mystification elle avait échappé, et combien celle-là eût été plus complète que celle dont elle se crut victime par le fameux traité Brunow.

XXI

C'est à expliquer ce mirage, dont notre patrie

subit l'influence, que nous voulons nous attacher; c'est à pénétrer la cause effective de ces grands succès expiés par des revers aussi inattendus. Il y avait donc autre chose en jeu que les qualités militaires d'Ibrahim, que son incontestable énergie, autre chose même que l'extrême ineptie des Turcs : il y avait le rôle que joua l'armée égyptienne vis-à-vis des populations syriennes, et celles de l'Asie-Mineure, rôle qui se rapprocha beaucoup plus de celui de libératrice que de celui de conquérante. La condition négative de l'administration ottomane se montrait en ce pays dans toute sa force; ces peuples, rattachés à l'unité impériale par l'unique responsabilité fiscale de gouverneurs qui n'avaient qu'un but, celui de s'affranchir de tout contrôle de la métropole, gémissaient sous la cruelle domination de tyranneaux vivant d'extorsions et de rapines. Ibrahim ne manqua point de faire vibrer le mot magique de délivrance, cette corde toujours sensible chez les opprimés ; ce banal moyen, à l'usage de tous les envahisseurs, devait rencontrer chez les Syriens un succès complet, et faire luire, aux yeux de ces infortunés, le rayon d'une espérance qu'ils croyaient morte à tout jamais. Avant la prise de Saint-Jean-d'Acre, Ibrahim n'eut à sa solde que des Bedouins, pillards indifférents à toutes les causes, mais dont le flair est assez bon pour devi-

ner le parti à qui doit rester la victoire. La chute de Saint-Jean-d'Acre fit, ainsi que nous l'avons déjà dit, naître spontanément l'adhésion de toutes les populations, celles de la plaine comme celles de la montagne. Si le gouverneur de Damas se retira aussi vite devant l'armée égyptienne, c'est qu'il remarqua des signes évidents d'hostilité dans les cent mille habitants de cette ville : le lendemain, l'émir Béchir, le chef des Druses, vint, avec cinq mille des siens, se mettre à la disposition d'Ibrahim. Désormais, tous les vœux iront se précipiter au-devant du libérateur, et les Turcs, dans leur retraite, ne rencontreront plus une seule ville qui leur offre un abri pour tenir un moment devant l'ennemi. Alep ferme ses portes à Osman, et lui refuse des provisions dont il manquait : c'est pour les ouvrir toutes grandes à Ibrahim. A Koniè même, Mohammed-Pacha ne trouve pas dans l'attitude des citadins une suffisante sécurité, et il est obligé de vider les lieux, sans emporter bagages ni artillerie. Partout il en fut ainsi. Le 28 février 1833, un certain Méhémet-Aga, se disant agent d'Ibrahim, vint, accompagné de quatre hommes, prendre possession de Smyrne, au nom du vice-roi d'Egypte. Il en chassa toutes les autorités turques et occupa la ville plusieurs semaines. La ville de Diarbekir, en Arménie, avait aussi proposé d'ouvrir ses portes, après la victoire de



Homs. On peut dire que les plus habiles et les plus heureux, parmi les pachas de la Porte, furent ceux que leur éloignement ou leur faiblesse empêchèrent de se trouver sur le chemin d'Ibrahim : ceux-là seuls, grâce à leur soumission, qu'ils lui envoyèrent, purent se maintenir dans leur poste.

Nous ne dirons qu'un mot pour faire sentir la différence entre cette situation et celle qui fut faite à l'armée égyptienne en 1840 : à cette époque les Syriens étaient convaincus, depuis fort longtemps déjà, qu'ils n'avaient rien gagné au change par l'administration du vice-roi d'Egypte ; de nombreuses insurrections, étouffées dans le sang, avaient mis leurs souvenirs ineffaçables entre les vainqueurs et les vaincus ; enfin, par un retour fort commun chez les peuples qui vivent d'agitations, les Syriens s'étaient mis à désirer la restauration des Turcs avec plus d'ardeur encore que naguère ils n'en avaient témoignée à les combattre. Si ce n'est pas là tout le secret de la singulière retraite que fit Ibrahim devant une poignée de matelots, c'en fut assurément la raison décisive.

XXII

Le prestige qui entoura Ibrahim après la bataille de Koniè fut si grand, qu'aucun obstacle ne pouvait plus l'arrêter jusqu'à Constantinople, et que dix jours de marche tout au plus l'auraient mené sur les bords de l'Hellespont. La majorité des écrivains, qui ont traité de ces événements, se sont étonnés que le fils de Méhémet-Ali n'ait point pris ce parti, et n'ont pas douté que sa présence dans la métropole n'eût eu pour effet de déterminer une révolution qui aurait placé, dans les mains du vice-roi d'Egypte, le sabre d'Osman, et sur sa tête la couronne impériale. Nous ne pouvons partager cette manière de voir; et d'abord, hâtons-nous de dire qu'à cette époque un tel projet était loin de l'esprit de Méhémet-Ali, si jamais il y vint, et que ne l'ayant pas même entrevu, le Pacha n'eût point été en mesure de le mettre à exécution, lorsque l'opportunité s'en présenta. Nous n'en voulons pas rechercher la preuve dans des discussions incertaines et oiseuses : ne ressort-elle pas suffisamment du fait de l'inaction d'Ibrahim après la ba-

taille de Koniè? Battre l'armée turque : telle était toute l'étendue de ses instructions, et s'il en avait eu d'autres, quelles qu'elles fussent, Ibrahim, ce bras aussi audacieux qu'irréfléchi, n'aurait pas hésité à les accomplir. Soutiendra-t-on que le succès surprit Méhémet-Ali lui-même? Cela pourrait être bon à dire du début de la campagne, mais non point de la bataille de Koniè, qu'une série inouie de bonheurs avait préparée. Or, avant de faire ce pas décisif qui consistait à affranchir le Taurus, Ibrahim était resté assez longtemps au repos pour demander et recevoir des ordres qui l'eussent mis à même de parer à toutes les éventualités. Le général égyptien n'ayant plus d'ennemis devant lui, s'arrêta; c'est qu'il ne pouvait plus avancer, en effet, sans nouvel avis. Mais il avait par-devers lui le programme des vues de son père, des conditions à obtenir du Sultan : nous allons en parler tout à l'heure. Ce fut sur cette base qu'ayant fini de vaincre, il entama les négociations. Un mois se passa, et si, passé ce laps de temps, Ibrahim se remit en marche, c'est qu'il en reçut l'intimation de son père, qui ne voyait pas encore le Divan prêt à satisfaire à toutes ses exigences.

Au cas où il eût tenté cette aventure, nous repoussons également l'opinion favorable au plein succès d'Ibrahim, motivé sur cette triple raison : 1° du désarroi des défenseurs du Sultan, 2° du

parti nombreux que Méhémet-Ali avait à Constantinople, 3° enfin de l'impossibilité où auraient été les Russes, et à plus forte raison toute autre puissance, d'intervenir pour empêcher cette révolution. Si l'on n'a rien exagéré de la prostration où se trouvaient alors toutes les forces de l'Empire, nous croyons qu'on a fort surfait le parti de Méhémet-Ali, surtout le nombre des gens disposés à lui laisser prendre la place de Mahmoud. Dans l'espace de huit siècles qu'a déjà duré l'empire ottoman, bien des révolutions ont eu lieu, bien des membres de la famille d'Osman ont été précipités du trône et égorgés ; l'ordre de succession a même été changé ; mais jamais les Turcs n'ont eu l'idée d'aller chercher leur souverain dans une autre race. L'inviolabilité de ce droit héréditaire constitue un des faits les plus saillants dans l'histoire du monde. Nous croyons donc que peu de Turcs, pour ne pas dire aucun, eussent vu d'un bon œil un parvenu, quelque glorieux qu'il fût, chasser la dynastie régnante, et nous craignons bien que cette utopie n'ait pris naissance dans la cervelle de quelques-uns des partisans de l'empire arabe, de ces politiques à vue courte qui méconnaissaient les vivants en cherchant à galvaniser les morts.

Mais admettons même que, jusque-là, tout se fût passé comme on l'a prophétisé depuis ; qu'avec

une armée de vingt mille hommes à peine, encore diminuée par la nécessité de conserver ses communications, Ibrahim se fût avancé contre une ville de cinq cent mille habitants; qu'il y fût entré sans coup férir et se fût, par délégation, emparé du pouvoir suprême. Mais l'armée et la flotte russes de Sébastopol? mais les masses qui, depuis plusieurs mois, se concentraient sur les frontières des provinces danubiennes? mais les flottes de France et d'Angleterre? Toutes ces forces-là auraient donc ainsi laissé se vider, sans leur coopération, une question aussi capitale? Arguera-t-on de leur respect pour les faits accomplis? C'est une niaiserie. Dira-t-on que la divergence d'intérêts pouvait entre eux déterminer l'équilibre, c'est-à-dire l'inertie? C'est plus sérieux. Cependant, supposer que les Russes attendissent l'agrément d'une consultation européenne pour intervenir en Turquie, c'eût été une espérance aussi contraire à l'enseignement du passé que démentie par les événements futurs.

Voilà donc les partisans de l'hypothèse que nous discutons réduits à prendre leur parti d'une guerre de la Russie avec l'armée égyptienne, isolée ou soutenue par une puissance européenne. Il faut convenir, en vérité, que cela était bien propre à modifier la solution qui leur paraissait si inévitable,

XXIII

En poussant les choses aussi loin, Méhémet-Ali ne se doutait même pas sur quels serpents il venait de marcher. A la nouvelle de la défaite de Koniè, toutes les chancelleries furent sur pied à Constantinople, et la première bataille diplomatique à l'occasion du vice-roi d'Egypte ne tarda pas à s'engager : désormais ce sera plutôt sur ce terrain que sur les champs de bataille que se décidera le sort de Méhémet-Ali. C'était juste au moment où l'Occident de l'Europe se rassérénait, que le pacha d'Egypte venait en troubler l'Orient et fixer sur lui l'attention du monde. En France, l'établissement de Juillet paraissait se consolider ; la guerre civile de la Vendée et l'émeute républicaine de juin 1832 avaient été étouffées ; le siége d'Anvers terminait la première phase de la question belge. Louis-Philippe commençait à donner des gages aux gouvernements contre la propagande révolutionnaire, et Nicolas, le pied sur la Pologne terrassée au nord de son empire, pouvait consacrer tous ses soins, dans le sud, à préparer les voies au testament de Pierre le Grand.

Toutes les puissances marchandaient à Mahmoud leur médiation (1); la Russie seule lui offrait un secours sans condition, et le flattait de l'espoir de réduire par les armes son orgueilleux vassal : rien d'étonnant donc à ce que le Sultan penchât pour l'intervention russe. Mais nous avons dit que le Divan entrevoyait plus de danger à se mettre entre les mains de la Russie qu'à céder aux prétentions de Méhémet-Ali. Celles-ci ne tendaient rien moins, en effet, qu'à obtenir le gouvernement héréditaire de l'Egypte, avec allégeance de toutes les provinces qu'il avait conquises, y compris le district d'Adana, au revers sud du Taurus, fertile en bois de construction. Il exigeait en outre une indemnité de guerre, à valoir sur le tribut annuel qu'il consentait à payer à la Porte. Le Divan en était arrivé à accorder une partie de la Syrie; il tenait ferme pour le district d'Adana, et la situation des finances lui faisait une loi de repousser l'indemnité de guerre.

La France, d'accord avec le Divan, poussait de toutes ses forces à un arrangement direct du Sultan avec Méhémet-Ali, non qu'elle fût encore portée pour l'un ou pour l'autre d'aucune préférence; elle ne voulait qu'éviter l'intervention russe, qui,

(1) La Porte avait adressé un memorandum à toutes les puissances : voir aux documents historiques, à la fin de l'ouvrage, n° I.

dans tout autre cas, était inéluctable. L'Angleterre ne refusait pas d'intervenir, mais elle aurait voulu le faire de concert avec la France, de manière à parler haut et à être écoutée; et ce dernier parti était trop décisif pour le tempérament de la quasi-légitimité, condamnée à louvoyer entre tous les écueils et à les choquer tous, faute d'en aborder un franchement. L'Angleterre, qui avait déjà éprouvé la défection de la France dans la question d'Orient, se tenait donc sur la réserve, et cherchait un point d'appui.

Ces divers intérêts s'observaient et attendaient beaucoup du résultat de la guerre pour se concilier, lorsqu'arriva le coup de foudre de Koniè. Le Sultan, donnant les premiers moments à la panique, réclama de l'ambassadeur russe, M. de Boutenieff, les secours qui lui avaient été si souvent offerts; et, en effet, M. de Mourawief venait d'arriver de Saint-Pétersbourg avec des pleins pouvoirs pour appeler, à la première réquisition du Sultan, la flotte de Sébastopol. M. de Varenne, le chargé d'affaires de France, s'émut à juste titre de cette démarche; il négocia habilement, avec l'aide des membres du Divan, pour faire retirer cette demande. Mais le cas était pressant, et il n'y parvint une première fois qu'en offrant sur-le-champ la médiation de la France. Le 8 janvier, il y eut un grand conseil chez le séraskier Kosrouf-Pacha, —

l'ancien adversaire de Méhémet-Ali en Egypte, — et, d'accord avec les nouvelles résolutions prises, il fut décidé que le fefta d'excommunication rendu l'année précédente contre le vice-roi d'Egypte serait rapporté, et qu'à la condition de faire pleine soumission à l'autorité de la Porte, *l'investiture du pachalik de Syrie*, *qu'il avait désirée*, *lui serait accordée*. De l'hérédité, du district d'Adana, de l'indemnité de guerre, il n'en fut pas même question. C'était folie, de la part du Divan, d'offrir à un ennemi victorieux des conditions inférieures à celles qu'il demandait avant la guerre, et c'était maladroit à la France de les patronner; cependant, dès le lendemain, M. le baron de Varenne écrivit à Ibrahim « que la Porte venait d'envoyer Kalil-« Pacha à Alexandrie pour traiter directement et « définitivement avec le vice-roi, et qu'en cet état « il ne fallait pas compliquer la négociation par » un mouvement en avant. (1) » Mais ces propositions du Divan n'étaient pas nouvelles pour Méhémet-Ali ; d'ailleurs, après la bataille de Koniè, il manda à Ibrahim de pousser en avant jusqu'à ce qu'il eût obtenu celles dont l'acceptation pouvait le faire consentir à donner la paix à la Porte. Ibrahim répondit donc assez cavalièrement à

(1) Documents historiques, lettre de M. de Varenne à Ibrahim, pièces n° 2.

M. de Varenne « qu'il avait des ordres et devait marcher sur Brousse », c'est-à-dire à quelques lieues seulement de la mer de Marmara.

A cette réponse, les craintes du Sultan redoublèrent; il revint à son idée d'implorer l'assistance des Russes. M. de Varenne réussit une deuxième fois à faire retirer cette demande, et il expédia une nouvelle lettre à Ibrahim, pour l'inviter, sur un ton plus vif, à s'arrêter. Le lendemain du départ de cette lettre, on apprit à Constantinople que les troupes égyptiennes avaient quitté Konié dès le 20 janvier : le 2 février elles campaient à Kutayè, c'est-à-dire à cinq journées de Constantinople. Pour cette troisième fois, le Sultan se cramponna à sa résolution : la demande du secours fut faite, et un bâtiment partit immédiatement pour le réclamer à Sébastopol. Ibrahim répondit, le 3 février, à la seconde lettre de M. de Varenne, que, conformément aux ordres de son père, il s'arrêterait à Kutayè (1). M. de Varenne, muni de cette lettre, revint une dernière fois à la charge, et parvint encore à obtenir que le secours fût contremandé; mais la dépêche fut portée par un bâtiment russe qui s'arrangea de manière à ne pas rencontrer l'escadre de Sébastopol. Le 20 février, cette escadre était rendue dans le Bosphore.

(1) Pièces n° 2.

XXIV

Trois jours auparavant, le 17 février, M. le vice-amiral Roussin, l'ambassadeur de France récemment nommé près la Porte, arrivait à Constantinople. A peine avait-il mis pied à terre, qu'il reçut du Divan un memorandum qui donnait avis aux diverses légations que, les dernières forces de la Porte ayant été défaites par l'armée égyptienne, le Sultan avait accepté le secours de la Russie, et ne pourrait plus s'en passer que dans le cas où un accommodement avec le Pacha d'Egypte se concluerait immédiatement. Sur cette information, M. Roussin, malgré le Baïram, qui suspend toutes les affaires à Constantinople, malgré les antécédents qui n'offraient pas encore l'exemple d'entrevue diplomatique accordée à un envoyé politique avant sa présentation officielle, sollicita si vivement une entrevue du Reis-Effendi qu'il l'obtint à l'instant même. Renchérissant encore sur les énergiques représentations de M. de Varenne, il fit une peinture si vive de la position où se plaçait la Porte, des dangers qu'elle courait en appelant les forces russes, qu'il

parvint à faire décider qu'un second bâtiment, cette fois de la marine turque, serait envoyé au-devant de la flotte de Sébastopol pour lui faire rebrousser chemin. Mais la lenteur propre aux Turcs, et le temps écoulé depuis que le secours avait été demandé, ne laissaient pas douter qu'il ne parût bientôt; rien qu'un obstacle matériel dans les préparatifs aurait pu l'arrêter, et les Russes se tenaient prêts depuis longtemps. En effet, le 20, à l'aube, on aperçut l'escadre, composée de quatre vaisseaux de ligne, quatre frégates et deux corvettes; à onze heures, elle était mouillée sous les murs du sérail, réalisant ainsi le rêve favori de l'ambitieuse Catherine et de ses successeurs. Quatre heures après, l'ambassadeur de France fit déclarer à la Porte par son drogman que l'arrivée et l'intervention de l'escadre russe dans ces circonstances, privant le gouvernement turc de toute indépendance politique, la présence d'un ambassadeur de France à Constantinople devenait inutile, et qu'il donnait dès ce moment l'ordre de suspendre le débarquement de ses bagages. L'effet de cette menace ne se fit pas attendre; dès le soir même, deux envoyés, l'un du Sultan, l'autre du séraskier, vinrent déclarer à M. Roussin que s'il voulait garantir la retraite de l'armée égyptienne, et la conclusion de la paix aux conditions déjà offertes, on signifierait en même temps à la léga-



tion russe que ses secours n'étaient plus nécessaires, et qu'on les refusait. Malgré les graves conséquences qui pouvaient résulter d'un engagement aussi formel, le baron Roussin n'hésita pas un instant à en assumer toute la responsabilité; les actes en furent signés dans la nuit, malgré les obstacles d'un coup de vent violent et les distances qui séparaient les demeures des négociateurs (1).

XXV

Autant la protestation de l'amiral Roussin fut digne et sensée, autant l'engagement qu'il crut devoir prendre au nom de son gouvernement, par suite du dilemme posé par le cabinet turc, fut imprudent et malhabile. Il était certain *à priori* que, surpris par l'événement, et sortant du calme dont un agent diplomatique ne devrait jamais se départir, il outrepassait ses instructions et ses pouvoirs; que le doute nécessairement élevé sur la question de savoir si le gouvernement français ratifierait sa parole en affaiblissait beaucoup le

(1) Voir aux documents historiques, pièces n° 2.

poids auprès des parties intéressées; et, en effet, aucun désaveu ne manqua à la solution imaginée par M. Roussin, depuis le refus des Russes à souscrire à une retraite sans condition, jusqu'à la critique de la cour de France des bases acceptées, en passant par la dénégation péremptoire de Méhémet-Ali.

En examinant plus froidement la situation, M. Roussin aurait reconnu que la Porte ne cherchait qu'à se débarrasser d'un fardeau devenu trop lourd pour elle, et dont, par suite de l'engagement qu'il avait signé, il faisait accepter tout le poids à la France, sans compensation possible, nous dirons plus, sans probabilité même de voir se réaliser l'objet principalement en vue, c'est-à-dire la retraite des Russes; car, dans l'imminence du danger où il se trouvait, c'eût été folie au gouvernement turc de considérer la parole d'un ambassadeur comme un palladium plus efficace que la présence des baïonnettes russes; aussi n'y avait-il point à douter qu'en même temps qu'il solliciterait ouvertement leur retraite, il ferait en secret tous ses efforts pour les retenir.

Ce premier pas montrait l'ambassadeur français sous un jour trop arbitraire, et qui ne pouvait préparer qu'un recul humiliant; comme suite nécessaire de la convention conclue, M. Roussin écrivit, à la date du 22 février, une dépêche

comminatoire à Méhémet-Ali, où, de son chef, il lui disait que, « ayant garanti la paix entre la Porte et lui, à la condition de l'investiture des pachaliks de Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem, de Tripoli et de Naplouse, qu'on lui concédait, il invitait le vice-roi, dans l'intérêt même de sa sûreté, à accéder à cette proposition, car la France en poursuivrait, au besoin, l'exécution par les armes. » Son aide de camp, porteur de cette lettre, était en outre chargé de donner aux Français établis en Egypte l'ordre de quitter le pays, si le vice-roi n'obtempérait pas aux demandes de la France.

La réponse de Méhémet-Ali fut nette et dégagée de toute appréhension ; il prétendit « qu'il ne pouvait accepter des propositions qui étaient une *sentence de mort politique,* et qu'il s'en rapporterait plutôt au jugement de Dieu, préférant une mort glorieuse à l'ignominie (1). » Il envoya ensuite

(1) En même temps, il faisait remettre aux consuls généraux de France et d'Angleterre une note que l'on a prétendu avoir été écrite sous sa dictée, et qui récapitulait les divers fondements de ce qu'il appelait son *droit* aux larges concessions qu'il demandait. Cette pièce est très-curieuse pour ce double motif, qu'elle peut être considérée comme la première communication du Pacha à l'Europe, et qu'elle offre une image bien exacte de son caractère. C'est l'exagération du défaut de sincérité qu'on reproche en général au langage diplomatique : mélange d'artifice et de naïveté, qui, à côté d'insinuations d'une grande finesse, place des arguments puérils et dignes de la comédie : on placera au nombre des traits d'un fort

directement à la Porte son ultimatum, par lequel il réclamait toute la Syrie et le district d'Adana, donnant cinq jours pour l'accepter, et avertissant qu'en cas de refus, *Ibrahim avait ordre de marcher sur Constantinople*.

Le langage de Méhémet-Ali était présomptueux, et ne témoignait pas suffisamment de respect pour une nation comme la France ; mais il faut convenir aussi que le ton de M. le baron Roussin était par trop tranchant, et avait mérité cette boutade. Combien la diplomatie russe fut-elle plus habile ! M. de Mourawief avait eu une double mission, et après s'être acquitté de l'une auprès du Sultan, il était venu à Alexandrie pour remplir l'autre auprès de Méhémet-Ali. On ne doutait pas que l'arrivée de ce diplomate ne coïncidât avec une déclaration de guerre de la Russie à l'Egypte, ou que tout au moins il ne fût chargé d'exprimer à Méhémet-Ali le vif mécontentement de son maître. On fut donc tout étonné de voir la parfaite intelligence et les relations courtoises qui s'établirent

bon comique celui par lequel il prétend que la Porte sera bien plus forte et plus en état de résister aux empiétements des Russes alors qu'elle sera définitivement *débarrassée* de la Syrie : ne croirait-on pas entendre Toinette du *Malade imaginaire* exhortant Argan à se défaire au plus vite de l'œil droit, qui absorbe toute la vie, au préjudice de l'œil gauche ? — Voir aux documents historiques, pièces n° 2, la correspondance échangée avec M. le baron Roussin, et le memorandum de Méhémet-Ali.

aussitôt entre le vice-roi et l'envoyé russe. Le premier protesta de ses vifs sentiments pour son suzerain et de son désir de soumission à des conditions acceptables ; ce fut à la prière du second qu'il expédia à son fils l'ordre de s'arrêter dans sa marche : un armistice de quarante jours fut ensuite convenu. On peut dire que la lettre de M. Roussin vint tout brouiller, et était susceptible de remettre le feu à la question : elle fut sur le point de produire l'opposé même de son objet; car il est bien certain que Méhémet-Ali, non plus qu'Ibrahim, n'eussent pris le parti d'attaquer l'armée russe, campée sur le rivage du Bosphore, avant de s'être assuré l'appui de quelque puissance européenne : c'eût été alors le moment de leur imposer des conditions.

Quant à ce qui concernait leur retraite, les Russes y mirent la même mesure ; la lettre du Divan, remise le 24 février à M. de Boutenieff, resta quelques jours sans réponse, mais rien ne témoigna, dans le langage de l'ambassadeur russe, qu'il ne fût disposé à souscrire à l'invitation qui y était contenue. La principale objection qu'il pouvait faire valoir était celle de la nécessité d'un vent favorable pour le départ de la flotte; depuis ce jour, le 28 fut le seul où la direction du vent eût permis aux vaisseaux de sortir du canal ; mais, à cette époque, un événement dont nous

avons déjà parlé vint, à souhait pour les Russes, colorer leur séjour du prétexte de l'urgence : il s'agit de l'équipée de Smyrne, qui s'était reconnue sujette de Méhémet-Ali. Cette nouvelle plongea le Divan dans de nouvelles incertitudes. L'ambassadeur de France, ne se lassant pas de fulminer des notes, écrivit à Ibrahim pour lui faire sentir les conséquences d'un fait qui semblait annoncer de sa part des intentions aussi hostiles; il ordonna en même temps au consul de France, à Smyrne, d'abaisser son pavillon; le consul anglais, qui avait reçu des instructions semblables, en fit autant, et cette double démonstration produisit un effet décisif. Le gouvernement provisoire, installé par le peuple, au nom d'Ibrahim, se retira spontanément; l'ancien gouverneur reprit ses fonctions, et tout rentra dans l'ordre. Ibrahim, dans sa réponse à M. Roussin, déclara, ce qui d'ailleurs était vrai, que tout s'était fait à Smyrne sans sa participation. Cette affaire n'eut donc aucune autre conséquence que celle de fournir un argument à M. de Boutenieff, et de permettre d'attendre le 20 mars, jour où l'on apprit à Constantinople le refus de Méhémet-Ali d'adhérer aux propositions que lui avait transmises l'ambassadeur de France. Il ne pouvait plus être question du départ des Russes, et ils déclarèrent catégoriquement qu'ils ne s'en iraient point, tant qu'il y aurait en-



core un soldat égyptien en deçà du Taurus. Quant à la pensée intime de la politique du Czar dans cette intervention, elle fut révélée par l'arrivée de deux nouvelles divisions pendant les négociations qui prirent place, ce qui porta à 15,000 le chiffre des troupes que la Russie eut à Constantinople, sans compter une flotte formidable.

XXVI

Pour le coup de grâce de la négociation de M. Roussin, il ne lui manquait plus que de ne pas être ratifiée par le gouvernement français, et cela ne tarda pas à arriver. On ne trouva pas, à Paris, que les bases offertes à Méhémet-Ali fussent assez larges pour engager l'honneur de la France à leur acceptation, et, sans refuser la faveur de la médiation, il fut recommandé à l'ambassadeur de se tenir plus prêt des conditions demandées par le vice-roi. C'était le cas, pour un homme aussi engagé que l'était M. Roussin, de donner sa démission. Mais, fort heureusement pour lui, l'insuccès général qu'il avait rencontré lui fournit un échappatoire, car si d'un côté

il n'avait pu faire agréer ses propositions à Méhémet-Ali, de l'autre le Divan n'avait pas réussi à éloigner les Russes, et l'engagement du 21 février pouvait être considéré comme réciproquement nul ; il était donc permis à notre ambassadeur de reprendre la négociation sur d'autres bases. Justement les conférences de Kalil-Pacha avec Méhémet-Ali avaient amené une solution moyenne, dans laquelle chacune des parties avait abandonné de ses prétentions : laissant de côté la question d'hérédité et celle de l'indemnité, le vice-roi se contentait de l'investiture de la Syrie tout entière et du district d'Adana. Le 23 mars, Réchid-Bey, le secrétaire de Kalil, arriva à Constantinople, porteur de ces nouvelles propositions. M. Roussin, qui avait hâte d'en finir, les appuya chaudement auprès du Sultan, à qui le district d'Adana tenait grandement à cœur ; il finit pourtant par l'emporter, et le 29, Réchid-Bey, accompagné de M. de Varenne, partit pour le quartier général d'Ibrahim, qui, de son côté, avait reçu pleins pouvoirs de son père pour traiter. M. de Varenne était chargé de combattre pour le district d'Adana ; mais toutes ses tentatives échouèrent à obtenir une renonciation formelle. Néanmoins, dès le 8 avril, le général égyptien avait signé une convention par laquelle il devait évacuer l'Asie-Mineure : il fallut encore une suspension de cette re-



traite pour contraindre la Porte à céder le fameux district, qui semblait être le nœud de la difficulté. Enfin, le 6 mai, tout obstacle fut définitivement aplani ; la Porte publia un firman d'amnistie pour les personnes qui s'étaient compromises dans l'Asie-Mineure, et Ibrahim repassa la chaîne du Taurus.

Telle fut cette paix, conclue définitivement le 14 mai 1833, et appelée *paix de Kutayè*, du nom du lieu où se trouvait Ibrahim lorsque la convention fut arrêtée. Elle n'eut point le caractère d'un traité dans les formes. La Porte réintégra les noms de Méhémet-Ali et d'Ibrahim sur le Tioud-jihal de l'année courante ; ils y figuraient le 13 avril avec l'investiture des pachaliks d'Egypte et de Syrie pour le premier et des villes saintes pour le second, qui prenait également le titre de *mohassi* (fermier général) pour le district d'Adana. Cette concession, qui n'avait d'autre garantie que le bon vouloir de la Porte, était faite moyennant un tribut annuel ; comme toutes les nominations aux pachalicks, elle était *annuellement révocable ;* d'où il demeurait évident que la Porte avait l'espérance de révenir bientôt sur des conditions arrachées par la force.

XXVII

Nous examinerons plus tard la convention de Kutayè, et nous n'aurons pas de peine à prouver qu'elle contenait en germe toutes les complications qui en surgirent depuis lors ; pour le moment, nous nous bornerons à constater que, faite au détriment de tout le monde, sauf la Russie, cette dernière sut tirer de la situation un fruit certain, et imposer à la Porte un prix coûteux pour une protection qui ne lui avait été nullement profitable. Cette paix avait pourtant été patronnée par toute la diplomatie européenne, en vue uniquement de faire partir les Russes de Constantinople ; aussi, s'agita-t-on démesurément pour hâter ce départ qui n'eut pourtant lieu que le 12 juillet suivant. Lord Ponsonby, ambassadeur d'Angleterre, arriva dans l'intervalle à Constantinople, et les deux flottes anglaise et française vinrent à Smyrne, puis à Ténédos. On ne fut pas longtemps à apprendre à quelles conditions la Russie avait encore lâché sa proie. Au commencement de mai, le comte Orloff, l'aide de camp de l'Empereur, était venu à Cons-

tantinople, et depuis lors la diplomatie moscovite avait déployé une activité dont on n'avait pu pénétrer le motif. Avec quel étonnement les puissances de l'Europe n'apprirent-elles pas que, le 8 juillet, le traité d'Unkior-Skelessi avait été conclu entre la Porte et la Russie, traité soi-disant de conservation et de *défense mutuelle*, mais qui déguisait mal l'acte de vasselage qu'il imposait à la Porte. Il devait durer huit ans; — la prévoyance russe avait calculé que ce laps de temps ne s'écoulerait pas sans donner lieu à l'application d'un article secret sur le passage des Dardanelles, article qu'il suffit de livrer sans commentaires à l'appréciation du lecteur. Il était ainsi conçu : « En vertu des clauses de l'article 1er du traité portant alliance défensive, conclu entre la Porte ottomane et la Russie, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter un secours matériel et l'assistance la plus efficace pour la sûreté de leurs États respectifs. Néanmoins, comme Sa Majesté l'Empereur de Russie, voulant épargner à la Porte la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, ne demandera pas ce secours : si les circonstances mettaient la Porte ottomane dans l'obligation de le fournir, la Porte, à la place des secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité patent, devra

borner son action en faveur de la Cour impériale de Russie, à *fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous aucun prétexte quelconque.* »

La France et l'Angleterre s'alarmèrent avec juste raison du traité d'Unkiar-Skelessy; des notes assez vives furent échangées; pendant un moment on crut que les puissances occidentales protesteraient avec le canon, car les escadres des deux nations vinrent à l'embouchure des Dardanelles ; mais pour en venir à cette extrémité, il aurait fallu entre elles une alliance plus étroite que ce que la politique de Louis-Philippe qualifia plus tard d'*entente cordiale*. Tout se borna donc à de timides réserves pour l'avenir. Quoi qu'il en soit, le premier grave dissentiment de l'Europe, à propos de la question d'Orient, venait de naître, et s'il n'en faut pas rendre Méhémet-Ali tout à fait responsable, au moins en fut-il la cause occasionnelle, — ce dont plus tard la diplomatie devait lui demander un compte sévère.

XVIII

Les affaires de Syrie ont détourné notre atten-

tion des événements qui avaient lieu concurremment dans les autres parties de ce qu'on pouvait appeler alors l'*Empire* de Méhémet-Ali; quoique ces événements ne présentassent qu'un intérêt secondaire, nous profiterons, pour en dire quelques mots, de l'instant de répit donné par le traité de Kutayè, à ce grand duel qui marqua la fin de la carrière du Rouméliote.

Depuis le moment où Ibrahim quitta l'Arabie, pour revenir en Egypte jouir du triomphe, il n'a plus été question de cette contrée dans notre récit, sauf la mention incidentelle d'une première tentative de révolte faite par le chérif de la Mecque, et d'une seconde, plus sérieuse, dont un chef d'arnaoutes, Turkè-Bilmès, fut l'auteur. Méhémet-Ali, en abandonnant les solitudes de Nedjd, qui n'offraient absolument aucune ressource pour l'entretien d'une armée, et en bornant son occupation à celle du littoral de l'Hedjaz, tenait à cette conquête pour plusieurs raisons; d'abord la possession des villes saintes lui donnait, aux yeux du monde mahométan, une force et une considération d'autant plus valuables qu'elles étaient enlevées au Grand-Seigneur : on a vu, en effet, comment le vice-roi, qui disposait du chérifat de la Mecque,— la première dignité sacerdotale de l'islanisme, — en avait extrait, à point nommé, une excommunication contre le Sultan; puis, les ports du littoral,

et principalement Djeddah, étaient les points intermédiaires du commerce de l'Inde; enfin, ces localités elles-mêmes, avec leurs produits spéciaux, pouvaient devenir la source d'importants débouchés.

Ces raisons admises, il restait encore à examiner si les avantages de cette occupation pouvaient en balancer les inconvénients. Mais le vice-roi en voulut faire la coûteuse expérience. Méhémet-Ali, dans l'administration des peuples conquis, était parti d'un point de comparaison fondamentalement vicieux et dont la fatale influence devait peser sur toute sa carrière. Cette fausse appréciation, le peuple égyptien, si malléable, si complétement inerte, lui en fournissait sans cesse le principe. Il n'imaginait pas de sujets sur un autre type que celui-là, et ne pensait pas que les façons de gouverner pussent varier avec les latitudes : îles ou continents, plaines ou montagnes, villes ou déserts, chrétiens, juifs ou musulmans, il voulut tout plier à un despotisme aveugle, dont le sabre était tout à la fois la loi, les moyens et la fin. Mais c'était aussi un principe inévitable de chute, et de chute bien plus certaine que celle qui pouvait résulter de son antagonisme avec son suzerain et de ses démêlés avec l'Europe. L'Hedjaz fut le premier pays à lui fournir l'exemple et la leçon : ils ne lui profitèrent pas plus là qu'ailleurs. Ce que



nous avons dit des Arabes de la péninsule en général, et particulièrement des habitants du désert, ou Bedouins, est bien suffisant pour faire reconnaître que jamais ces gens-là n'auraient pu se plier au régime qui florissait sur les bords du Nil. Le Ouahabisme n'avait été chez eux qu'un prétexte au développement du sentiment hostile qui les pousse contre toute espèce de société organisée, et le Ouahabisme lui-même succomba moins par les armes de Méhémet-Ali que parce que les chefs avaient tenté, sur la fin, d'introduire parmi ses sectateurs des mœurs moins farouches et une hiérarchie plus compliquée; aussi, le Ouahabisme éteint, ne fallait-il pas compter sur la condescendance des Arabes à adopter une autre manière de vivre, et devait-on s'attendre à la continuation des meurtres, des pillages, des dévastations, et généralement de la série des attaques qui caractérisent la haine des gens du désert contre les habitants des villes fermées. La seule chance qu'aurait eue le vice-roi de faire respecter son autorité dans ces parages, c'eût été de n'y envoyer que des troupes d'élite, et de veiller soigneusement à ce qu'elles fussent bien payées et approvisionnées, avec des chefs capables, dévoués et énergiques. C'est justement ce qu'il ne fit point, ou ne fit que trop tard, alors que les sables du désert avaient déjà englouti des armées et des trésors. On a vu que Mé-

hémet-Ali avait trouvé, dans les premières campagnes du Nedjd, un utile débouché pour les soldats mercenaires dont la présence gênait, en Egypte, ses projets de réforme. La conquête achevée, l'éloignement de ces irréguliers n'avait pas cessé d'être urgent; d'ailleurs, le vice-roi n'envoyait qu'avec répugnance, en Arabie, ses troupes du Nizam, qu'il réservait, comme on l'a vu, pour des desseins plus vastes ; il continua donc de pourvoir l'armée d'occupation de soldats maugrebins ou turcs, qui se trouvaient en nombre égal avec des bataillons de troupes régulières. Ce fut encore une faute. Les premiers continuèrent de mépriser les seconds, et pour leur qualité d'Egyptien, et pour leur subordination disciplinaire. Il y avait en outre une cause d'inimitié dans la différence de la solde; mais, à cet égard, tous vinrent bientôt sur le même pied, attendu qu'ils ne furent plus payés, ni les uns ni les autres. De là des séditions, qui, par le moyen d'intelligences nouées avec les Bedouins, dégénérèrent en révolte ouverte ; de là, la nécessité d'expéditions de plus en plus nombreuses pour châtier les rebelles et les tribus qui avaient fait cause commune avec eux. Mais le désert est profond, et les Arabes ont le pied leste : de proche en proche, Méhémet fut conduit à la nécessité de faire la conquête de l'Arabie entière. D'ailleurs, les Etats libres de l'Yémen faisaient à son com-

merce de cafés et autres denrées une concurrence désastreuse qu'encourageaient les Anglais : le système de monopole trouvait trop de résistance à s'y établir. Une armée d'invasion fut organisée sur une grande échelle et pénétra dans l'Assir. Une première fois, ce qui ne succomba pas sous le fer des Bedouins périt de besoin ou de fatigue dans le désert, et cette désastreuse expérience fut toujours à renouveler jusqu'au jour où Méhémet-Ali, par suite des événements accomplis autre part, fut obligé de faire passer la mer Rouge à ce que l'Arabie lui avait laissé de soldats. Il n'est pas étonnant, du reste, que le Rouméliote n'ait pu réussir là où avaient échoué les plus fameux conquérants de l'antiquité.

Pour n'avoir plus à revenir sur ce qui a trait à cette partie de l'histoire de Méhémet-Ali, nous ferons un résumé très-succinct des principaux faits arrivés en Arabie jusqu'à cette époque, sauf à devancer tant soit peu l'ordre chronologique.

On a vu comment, du Caire, Méhémet-Ali avait donné un chérif à la Mecque en envoyant un certain Ebn-Haun pour prendre la place de ce Yahia, également sa créature, mais qui s'était mis à la tête des révoltés de la tribu de Harb. Ebn-Haun doubla la prise de possession de son siége de celle de son prédécesseur, qui fut saisi dans la ville de Taïfa, avec deux autres petits chérifs, ses

amis : ils furent tous envoyés au Caire ; et comme la religion ne permettait pas de traiter ces saints personnages avec la même rigueur que des rebelles ordinaires, on se contenta de les retenir comme otages et de leur donner la ville pour prison, avec des pensions assez grasses. Cette échauffourée apaisée, l'Hedjaz demeura assez tranquille pendant quelques années. Vers la fin de 1831, Méhémet-Ali, fort préoccupé de son expédition de Syrie, ne songea plus à ses troupes d'Arabie, qu'il négligea tout à fait de payer et de nourrir, ses nouveaux projets réclamant d'ailleurs l'emploi de toutes ses ressources. Incapable de s'élever à la hauteur d'abnégation requise par la circonstance, l'armée d'Arabie s'agita ; les Turcs irréguliers surtout firent entendre d'énergiques réclamations, qui sonnèrent mal aux oreilles de Kourchid-Bey, un homme de mérite que le vice-roi avait placé à la tête du gouvernement du pays. Kourchid résidait à la Mecque, qu'occupait l'infanterie régulière ; les irréguliers campaient sous les murs de Djeddah. Le premier eut l'imprudence de se rendre auprès de ceux-ci pour venir conférer avec eux de l'aplanissement des difficultés : il fut traîtreusement saisi à son arrivée et embarqué pour l'Egypte. Un chef de Delhis, commandant 400 hommes, ce Turkè-Bilmès dont nous avons déjà parlé, se mit à la tête

des mécontents, et se fit proclamer, à Djeddah, gouverneur de l'Hedjaz. C'était un ancien mamelouk de Moustapha-Bey, beau-frère du vice-roi, et qui, à la mort de son maître, avait hérité de son commandement : ignorant, arrogant, brutal, l'audace était son seul mérite. C'est à lui que la Porte s'était hâtée d'envoyer un firman d'investiture. Dès lors ce malheureux s'était cru vizir de l'Empire, et plus solide dans son poste que le vice-roi lui-même. Il commença par piller Djeddah qui l'avait élevé sur le pavois, s'empara des vaisseaux qui étaient dans le port, de tous les magasins militaires, et en distribua les dépouilles à ses soldats. Il fit aussi beaucoup de largesses à des cheiks arabes, croyant ainsi les attacher irrévocablement à sa cause. Cependant le régiment en garnison à la Mecque était resté fidèle à Méhémet-Ali, grâce surtout à son colonel, Ismaïl-Bey, qui occupait la citadelle. Les habitants embrassèrent la cause des révoltés, et se joignirent à eux pour emporter le fort d'assaut : ils furent repoussés ; les Egyptiens sortirent, poursuivirent les Turcs l'épée dans les reins, et revinrent piller la ville sainte, qu'ils entourèrent ensuite de retranchements.

Forcé de renoncer à la capitale de son gouvernement, Turkè-Bilmès était très-embarrassé de ses faits et gestes, lorsqu'il apprit le débarquement à Yambo du corps égyptien envoyé par le vice-roi

pour le mettre à la raison ; ce corps se composait d'un régiment d'infanterie et de 1,600 hommes de cavalerie, en tout 4,000 hommes, à la tête desquels revenait Achmet-Pacha, l'ancien gouverneur. Turkè-Bilmès n'hésita plus : il embarqua son infanterie dans les vaisseaux sur lesquels il avait fait main basse, et leur fit faire voile pour Confoudah, pendant que lui-même, à la tête de la cavalerie, gagnait cette ville en suivant les bordsde la mer. Il espérait la surprendre; mais le gouverneur ferma les portes, resta sourd aux menaces comme aux captations, et force fut à Turckè-Bilmès de se rejeter sur Hodeïdah, où il eut plus de bonheur : en effet, les habitants s'effrayèrent du feu de deux pièces de canon et capitulèrent. De Hodeïdah, il se rendit à Moka, et s'y établit. Il arrêtait les bâtiments de l'Inde qui relâchent d'ordinaire dans ce port au printemps, avant de continuer leur route dans la mer Rouge, et les priait simplement de débarquer leurs cargaisons dans ses magasins et de retourner là d'où ils étaient venus; il gagnait à cela le double avantage de se procurer des marchandises au meilleur marché possible, et de priver le vice-roi de moyens de transport pour les troupes détachées à sa poursuite. Ce moment fut celui de la plus haute prospérité de notre aventurier : il ne pouvait pas durer. L'iman de Sâna, que ses petites opé-



rations commerciales gênaient beaucoup, tenta, quoique vainement, de l'expulser; mais quand il fut ébruité qu'Achmet-Pacha, à la tête d'une armée qui n'était pas moindre de dix-huit mille hommes, s'avançait pour le mettre à la raison, le principal cheik de l'Assir se décida à épargner cette besogne aux Egyptiens et vint, avec vingt mille Bedouins, assiéger Turkè-Bilmès dans son dernier refuge. L'Arnaoute fit bonne contenance, et se déclara résolu à s'ensevelir, lui et les cinq cents hommes qui formaient sa troupe, sous les ruines de la ville; pourtant au premier feu, ses soldats, se voyant débordés, s'enfuirent du côté de la mer, et cherchèrent leur salut sur de frêles embarcations non pontées qui se trouvaient dans le port. Ils essayèrent de gagner un des bâtiments anglais qui tenaient le large; privés qu'ils étaient de voiles et d'avirons, ils n'y auraient pas réussi, si les Anglais n'eussent envoyé des canots à leur secours. Cent vingt de ces malheureux furent sauvés, et Turkè-Bilmès dans le nombre : il réclama du capitaine du vaisseau *le Tiger*, qui l'avait reçu à son bord, la protection de l'Angleterre. Le cheik de l'Assir, rentré à Moka, n'en fit qu'un monceau de ruines, et la pilla si complétement, que depuis lors cette malheureuse cité n'a jamais pu se repeupler ni rien regagner de son antique prospérité commerciale; celle-ci échut à Aden, à partir de l'établisse-

ment des Anglais dans cette dernière localité.

Les Bedouins de l'Yemen et de l'Assir, par cette expédition contre Turkè-Bilmès, croyaient avoir racheté la faute de ceux d'entre eux qui s'étaient laissé séduire par les dons de ce rebelle, et conjuré la colère du puissant souverain de l'Egypte. Ils se trompaient. D'abord, Méhémet-Ali tenait au prestige de ses armes; triomphantes contre son maître légitime, il ne pouvait supporter l'idée de les laisser sous le coup d'un échec infligé par des bandes de mendiants et de pillards; et puis, plus les chefs de Bedouins pouvaient produire en campagne d'hommes militants, plus le vice-roi se confirmait dans la résolution et l'espérance de les plier à son joug, et d'en faire des soldats pour son armée, que l'Egypte, épuisée, ne pouvait pas continuer longtemps à alimenter. Cette pensée persévérante du Rouméliote tenta de se réaliser dans tous les pays passés sous sa domination : partout elle essuya des échecs, et fut la principale cause de ses revers. C'est un point de ressemblance de plus entre sa destinée et celle de Napoléon, qui s'imagina toujours que ses victoires transformaient instantanément ses ennemis en auxiliaires. Méhémet-Ali voulut donc qu'aucun point de l'Arabie occidentale ne fût désormais en état d'offrir un asile à la rébellion. En 1834, il envoya sur les lieux Achmet-Pacha, ministre de la guerre, — le



même qui avait déjà gouverné l'Hedjaz, — avec de nouveaux renforts et l'ordre impératif de s'emparer de l'Yemen. Malheureusement, ce chef était plutôt administrateur que bon soldat, et s'entendait mieux à la pacification qu'aux conquêtes. Ordre avait été transmis concurremment au chérif Ebn-Haun d'appuyer l'expédition de toute son influence, et d'y prendre lui-même la part la plus active; mais ce nouvel instrument du Rouméliote devait trahir sa confiance comme celui qui l'avait précédé et comme celui qui le suivrait. Méhémet-Ali voulait une chose bien difficile : un pontife, pris en quelque sorte dans sa domesticité, qui captât le dévouement des indigènes, et le fit entièrement tourner aux fins de son maître. Or, précisément en vertu de cette haine qui leur est propre pour toute espèce de domination, le chérif ne pouvait acquérir l'appui des Arabes qu'en leur immolant les intérêts de Méhémet-Ali.

Achmet-Pacha mit d'abord tous ses soins à pacifier l'Hedjaz; quand il crut y avoir réussi, il jugea sa mission personnelle suffisamment remplie, et sa présence plus utile au centre de son gouvernement que sur les lieux des opérations de guerre : il nourrissait d'ailleurs, contre les gens du désert, une appréhension qu'expliquait les défaites qu'il avait précédemment essuyées dans ses rencontres avec eux. Ibrahim-Pacha, son frère, dit le *neveu*,

lui avait été adjoint; c'est lui qu'il mit, en compagnie du chérif, à la tête de l'expédition de l'Assir. L'armée égyptienne, forte de dix-huit mille hommes, partit de Taïfa; sa marche ne tarda pas à être entravée des mille obstacles de la route, du climat, et de ceux que semaient sur ses pas les Arabes, retranchés à coup sûr dans leurs montagnes, et se bornant systématiquement à une guerre de partisans. Elle subit en peu de temps une réduction considérable. Arrivée enfin devant une position que les Bedouins avaient formidablement hérissée de défenses, il lui fallait l'enlever pour passer outre: c'était une montagne coupée de nombreux retranchements. Le général égyptien ordonna à Omar-Bey de l'aborder de front avec un régiment, tandis que lui-même, avec un autre régiment, la tournerait pour l'attaquer à revers. Mais il ne put effectuer sa marche en temps utile, soit par les difficultés du pays, soit qu'il fût dupe de ses guides; il ne parut point, alors que le général Omar-Bey, exécutant bravement ses instructions, se trouva avec la totalité des ennemis sur les bras. Le régiment fut rompu, poursuivi, exterminé; son colonel tué, ainsi que Omar-Bey, qui tomba frappé de deux balles : il n'en resta enfin qu'un assez grand nombre de prisonniers aux mains des Arabes. Ibrahim, qui avait assisté à la déroute, sans pouvoir y porter remède, fut obligé à la retraite

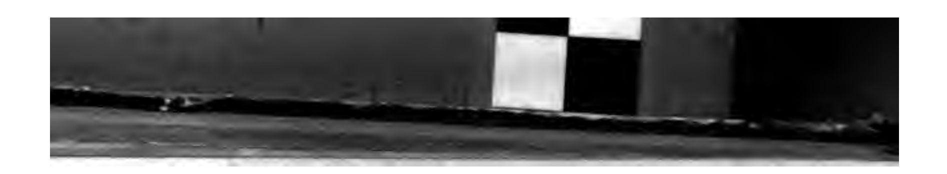


devant un ennemi victorieux; le désordre ne tarda pas à se mettre parmi les siens, et il se sauva à Confoudah, laissant à Méhaël plus de deux mille malades que les Bedouins égorgèrent impitoyablement. Pendant ce temps-là, le chérif se faisait battre à Reïda; assailli par des nuées d'Arabes venus de toutes les directions, Ebn-Haun prit lui-même le parti d'une fuite rapide. Quinze mille Egyptiens avaient péri dans cette courte campagne, dont les malheurs furent en entier rejetés sur le chérif: on l'accusa d'avoir laissé l'armée manquer de vivres, de s'être entendu avec l'ennemi pour conduire les troupes dans des chemins impraticables. Quelque fût le vrai de ces accusations, si habituelles aux généraux musulmans quand la victoire ne les favorise point, aussitôt que Méhémet-Ali en fut instruit, il donna l'ordre de s'emparer du chérif et de le lui amener au Caire. On s'attendait encore à une victime; mais le vice-roi n'en fit qu'un pensionnaire de plus, tant il craignait de froisser le sentiment religieux des peuples.

Achmet-Pacha fut aussi rappelé pour rendre compte de sa conduite. Certes, les preuves d'incapacité qu'il avait données étaient assez grandes pour le rendre passible au moins d'une destitution, n'eût été la haute faveur dont il jouissait auprès du maître et qui l'exonérait d'avance. Il

conserva son gouvernement ; les attributions militaires lui furent seules retranchées, et son commandement échut à Kourchid-Bey, le même qui avait été renvoyé en Egypte par Turkè-Bilmès.

Plus que jamais l'Hedjaz réclamait la présence d'un homme énergique, car les conséquences de la défaite des Egyptiens n'avaient guère tardé à se manifester : le désert vomissait incessamment des Bedouins attirés par l'appât de la victoire et du butin ; le centre du Nedjed se réveillait sous le souffle du Ouahabisme ressuscité ; les villes saintes étaient serrées de près, et les Arabes venaient jusque sous les murs de Djeddah et d'Yambo, points de débarquement des troupes égyptiennes. Kourchid n'arriva pourtant qu'avec un peu plus de quatre mille hommes de renfort et six pièces d'artillerie. Dès le premier pas, il fut arrêté par le manque de bêtes de somme, toutes tombées entre les mains des Arabes. Il en référa au vice-roi, qui lui expédia Ismaïl-Bey, le chef de la police du Caire, avec quatre mille irréguliers et Bedouins nubiens, destinés à opérer, dans la Nedjd, la précieuse capture des dix mille chameaux nécessaires. Ismaïl, après de nombreux combats et des marches pénibles, parvint jusqu'à Deriyé, l'ancienne métropole du Ouahabisme; là, il se trouva aux prises avec une telle quantité de tribus en armes qu'il fut obligé de reculer,



et ne put ramener dans l'Hedjaz que de faibles débris de sa troupe.

A Kourchid-Bey échut le dangereux honneur de recommencer cette terrible campagne. Il se mit en marche avec moins de monde encore, quatre mille hommes à peine, dont la moitié d'irréguliers; mais il avait dix pièces de canon dont il sut tirer un très-habile parti. C'était d'ailleurs un général prudent, énergique et concentré, un homme d'une toute autre trempe que les précédents chefs égyptiens, et à qui il ne manqua peut-être qu'une éducation supérieure, un théâtre d'action plus vaste, pour se réveler comme un capitaine de premier ordre. Il franchit tous les obstacles, battit et dispersa les Arabes dans toutes les rencontres, malgré l'énorme disproportion du nombre ; et si la faiblesse de son corps d'armée ne lui permit pas d'imposer une soumission absolue dans un aussi vaste réseau de pays, il tint continuellement l'ennemi en respect, et conserva l'ascendant des armes égyptiennes. Le vice-roi aurait dû saisir avec empressement l'occasion d'un si bon lieutenant, et ne pas, faute d'encouragements et de renforts, lui laisser perdre des avantages si bravement conquis. Il faut dire que Kourchid avait des rivaux qui lui étaient supérieurs en dignité, et bien plus avant que lui dans la faveur du vice-roi : ils ne lui pardonnèrent pas d'avoir réussi, là où ils

avaient si complétement échoué. C'est d'ailleurs un fait d'une observation bien exacte, que si les souverains n'aiment pas les généraux qui se font battre, ils ont un goût plus médiocre encore pour ceux qui se peuvent prévaloir de succès trop éclatants : à consulter le nombre des favoris qui ont illustré les fastes monarchiques, on trouvera certainement parmi eux plus d'hommes militairement nuls que de grands capitaines. Le parfait accord qui sembla toujours exister entre Méhémet-Ali et Ibrahim-Pacha serait un démenti donné à cette faiblesse humaine, si toutefois les relations de père à fils n'étaient point jugées, dans l'espèce, comme un correctif naturel, et si quelques indices irrécusables n'avaient révélé plus tard, dans cette bonne entente, une certaine jalousie d'un côté, et, de l'autre, une défiance réciproque.

Quoi qu'il en soit, il est avéré que les campagnes de Kourchid ne furent pas, à la cour du vice-roi, appréciées à leur valeur; qu'il ne reçut aucun des secours qu'il sollicitait avec une grande insistance; que ses soldats périrent plus par les privations de toute sorte que par le fer de l'ennemi. S'il en eût été autrement, le vice-roi n'aurait pas manqué d'employer Kourchid à l'affaire qui était devenue sa marotte, en dépit des conseils de ses meilleurs amis, malgré même l'expérience des revers passés, — nous voulons parler de la conquête



de l'Yémen. Mais tout en manifestant à ce sujet une obstination insensée, on aurait dit qu'il prenait en même temps à tâche de faire avorter ses projets. Kourchid fut donc continuellement relégué dans le Nedjd, où les opérations avaient surtout pour but de capturer les moyens de transport, en chevaux et chameaux, indispensables à l'armée de l'Yémen ; celle-ci resta confiée à Ibrahim le neveu. Ce dernier, à l'exception des villes du littoral, ne parvint qu'à occuper successivement quelques districts. Les tribus d'alentour ne se faisaient faute d'accepter les larges dons que la munificence du Pacha leur octroyait pour servir d'auxiliaires; mais à peine l'armée s'était-elle éloignée de leurs parages, qu'elles recommençaient leurs courses et leurs déprédations.

La marche de Kourchid fut plus décisive. Il pénétra dans le cœur du Nedjd jusqu'à Dériyè, s'empara de cette ville, fit prisonnier le prince El-Burski et toute sa famille, qu'il envoya au Caire. Il voulut encore aller plus loin que n'était allé le fils du vice-roi, Ibrahim-Pacha : il marcha sur Kassim. Arrivé dans cette ville, il hésita s'il se dirigerait sur Bassora, qui n'était qu'à dix journées de distance, ou sur El-Katif. Il fit un mouvement vers Bassora; mais comme les Bedouins d'El-Haça lui demandaient des secours contre les pirates du golfe Persique, et lui faisaient d'ailleurs

un tableau séduisant des perles qu'on pêche près de l'île de Bahreyn, il se tourna vers El-Katif, et passa dans Bahreyn. Il y réunit une flottille, s'empara d'une autre île au nord, et manifesta l'intention de se porter dans le Chat-el-Arab. Emerveillées d'une marche aussi rapide, toutes les tribus vinrent faire au général égyptien des offres de service; les peuplades circonvoisines s'émurent et se préparèrent à accepter le joug sans résistance; Bagdad même offrit de se soumettre. Mais les progrès de Kourchid devaient être arrêtés par des ordres venus d'Egypte même.

Méhémet-Ali n'avait jamais pensé ni à Bagdad ni au golfe Persique; il est même probable qu'il ignorait l'existence des îles Bahreyn; mais, en vertu du proverbe, *l'appétit vient en mangeant*, il ne resta pas indifférent aux rapports mirifiques de son lieutenant : « Déclarez-moi rebelle, lui écrivait celui-ci, mais, au nom de Dieu, laissez-moi faire. Je réponds du succès. » Le vice-roi aurait donc été assez disposé à lui donner carte blanche si, à cette époque, les complications survenues dans sa situation vis-à-vis de la Porte et des puissances européennes ne lui eussent, à bon droit, fait craindre de trouver de ce côté un écueil aux prétentions qu'il s'efforçait de faire accepter d'autre part. En effet, pour des raisons de longue date et que nous aurons tout à l'heure l'occasion de



développer, le Rouméliote ne pouvait pas compter l'Angleterre au nombre de ses amies; cette nation se laissant encore plutôt prendre aux intérêts qu'aux sentiments, le fait seul d'une autorité solidement établie sur les bords du Nil et aux sources de l'Euphrate, lui portait ombrage : c'était d'abord un ajournement indéfini à son espoir de créer une voie de communication plus courte avec l'Inde. Qu'on juge donc de ses alarmes lorsqu'elle entrevit le danger de voir cette même puissance étendue jusqu'au golfe Persique, aux bouches de l'Euphrate, pour ainsi dire aux portes de ses possessions indiennes. La diplomatie britannique avait déjà tenté en vain d'obtenir du vice-roi le transit indépendant de l'isthme de Suez, avec un chemin de fer et des postes fortifiés; elle avait également échoué dans sa demande de passage de ses troupes par la même voie; elle en gardait rancune à Méhémet-Ali; et pour s'assurer au moins la suprématie dans la mer Rouge, elle avait fait, au mois de janvier 1838, l'acquisition subreptice d'Aden, à la pointe sud de l'Arabie, en dehors du golfe Persique, dont elle commandait ainsi l'entrée. Les Anglais achetèrent la ville, la baie, assez spacieuse pour contenir toute une flotte, et un territoire attenant, moyennant la somme de 150,000 fr., payée à un cheik dont le nom est resté inconnu. De cette plage aride et

brûlée par le soleil des Tropiques, ils eurent bientôt fait un poste remarquablement fortifié, contenant deux mille hommes de garnison, un port de refuge et un lieu de dépôt pour les riches marchandises de l'Inde. Ce ne fut pas, à vrai dire, sans embarras. Ils eurent d'abord affaire aux Bedouins limitrophes, qui ne cessèrent pendant longtemps de les harceler; puis un beau jour, l'iman de Sana, pressé d'un côté par ce dangereux voisinage, inquiété de l'autre par les troupes de Méhémet-Ali, fit offrir à celui-ci de lui céder sa souveraineté, à charge d'une pension. Méhémet-Ali saisit la balle au bond, et envoya son secrétaire particulier, Sami-Bey, pour régler cette affaire sur les lieux mêmes. Mais cette transaction portait les troupes égyptiennes trop près de la possession anglaise : *indè iræ*. M. Haines, le gouverneur d'Aden, écrivit à son gouvernement que les Egyptiens, continuant à exciter le fanatisme des Arabes, Aden, au lieu de devenir un centre commercial, était condamné, sous la permanence de cet état de choses, à n'être qu'un dépôt de charbons pour les bateaux à vapeur de l'Inde orientale. Lord Palmerston, après la réception de ce rapport, fit prier le vice-roi de retirer immédiatement ses troupes de l'Yémen, et de se borner à occuper les villes saintes. Le Pacha donna d'abord des réponses dilatoires : mis enfin en de-

meure de se prononcer par le consul anglais, il argua de l'embarras de ses affaires, du retard apporté à une solution définitive par le Sultan, pour différer sa décision à l'égard de l'Yémen. La réponse du consul, M. Campbell, fut nette et menaçante : il déclara à Méhémet-Ali qu'il se trompait grandement, s'il croyait trouver dans le gouvernement anglais autant de longanimité que dans les conseils de la Porte, s'il s'imaginait même que la politique anglaise ne déploierait pas une activité bien supérieure pour la défense de ses intérêts personnels, que lorsqu'il s'agissait de prendre des mesures en commun avec les autres gouvernements. Ce dernier trait faisait allusion aux embarras que donnait à cette époque le différend turco-égyptien à la diplomatie. Le consul anglais expliquait parfaitement la politique de son pays, mais il ne faisait pas l'apologie de son équité; car le vice-roi agissait-il autrement à Sana que les Anglais à Aden? Et comment le droit d'acquisition des uns aurait-il comporté la prohibition du même droit chez l'autre? Chez Méhémet-Ali, au contraire, le fait avait un caractère moins spoliateur, puisque lui-même était, fictivement, il est vrai, sujet de la Porte et administrateur des villes saintes, dont l'iman de Sana relevait. Mais lord Palmerston n'entendit pas plus raison sur ce chapitre qu'à l'égard des îles Bahreyn, dont la prise

avait motivé, quelque temps auparavant, une réclamation énergique, — réclamation à laquelle le vice-roi avait cédé, en mandant à Kourchid de les évacuer sans retard.

Cette retraite fit perdre tout le fruit des victoires du général égyptien, et le força à repasser les solitudes du désert du Nedjd, avec le prestige de moins et les hordes bedouines de plus. Celles-ci, ne voyant plus en lui l'allié qui flattait leur espoir de pillage, devinrent ses ennemis. Pendant ce temps, les tribus du centre, chez lesquelles les nouvelles volent avec une rapidité inconcevable, se donnaient rendez-vous aux environs des villes saintes, et y écrasaient les troupes égyptiennes, qui n'étaient jamais préparées à la rapidité de ces attaques.

On n'aura jamais un récit bien détaillé et bien exact des dernières campagnes des Egyptiens en Arabie; car le gouvernement, ne voulant que se targuer de ses victoires, ne publiait qu'une très-faible partie des nouvelles qui lui parvenaient, et mille bruits contradictoires circulaient à ce sujet. On ne pouvait être fixé sur l'issue malheureuse de toutes les expéditions, qu'en voyant, de temps à autre, les effrayantes exportations de troupes qui se faisaient pour l'Arabie : c'est à cette destination qu'étaient surtout employées les troupes si péniblement levées en Syrie. Or, jamais soldat n'en



revint, que lorsque Méhémet-Ali fut obligé à une évacuation générale de tous les pays qui formaient ses conquêtes. Ainsi l'Arabie, où allèrent s'enfouir les trésors de l'Egypte, et qui consomma plus de cent mille hommes, pendant que les cultures manquaient de bras, et que le gouvernement était obligé de s'emparer de vive force de tous les gens valides, artisans ou domestiques, pour faire rentrer les récoltes, —l'Arabie, à part une vaine satisfaction d'amour-propre, ne rapporta jamais rien à Méhémet-Ali qu'un grave conflit avec une puissance appelée bientôt à jouer un rôle décisif dans le réglement de la position politique du vice-roi.

XXIX

On se rappelle que l'île de Candie avait été donnée par la Porte à Méhémet-Ali, en lieu et place de la Syrie qu'il convoitait. La Syrie ayant été arrachée à la faiblesse de la Porte, c'eût été le cas pour celle-ci de réclamer la restitution de Candie; mais elle ne le fit point, par la raison, déjà donnée, que cette île était d'une dépense supérieure à son rapport. Candie continua donc de faire partie de

l'apanage du vice-roi. Après la pacification de Kutayè, il s'inquiéta d'organiser cette possession de manière à en tirer quelque fruit, et résolut à cet effet d'aller y donner le coup d'œil du maître. Il partit d'Alexandrie le 2 août 1833, avec une escadre que commandait Osman-Pacha, le grand-amiral, — le même qui avait tenu une conduite si timorée pendant la dernière guerre; il était accompagné de plusieurs consuls et négociants européens. Les travaux d'établissements militaires et maritimes occupèrent d'abord tous ses soins; il arrêta les dispositions propres à faire de la Sude un port d'abri pour la flotte égyptienne. Quant à l'organisation administrative, agricole et industrielle, on connaît ses principes : il voulut, à cet égard, que l'île de Candie fût une exacte reproduction de ce qui existait en Egypte. C'était sans doute un bon moyen de tirer quelque chose de cette improductive localité; mais restait la question d'application, qui pouvait ne pas se présenter là aussi favorablement que sur les bords du Nil. En effet, à peine Méhémet-Ali était-il parti que les Candiotes se révoltèrent. Ces malheureux se trouvaient victimes du premier réglement diplomatique de la question d'Orient; mis en dehors, on ne sait pourquoi, de la famille grecque, ils étaient restés, malgré leur protestation, comme une sorte d'appoint, que tout le monde s'était rejeté, une fois d'abord dans la tran-



saction de la Porte avec l'Europe, et ultérieurement dans le marché conclu avec le vice-roi d'Egypte. La nationalité fut donc le premier mobile du soulèvement de cette population, qui, accessoirement, *paraissait avoir plus de propension pour le système européen de division territoriale et de liberté commerciale, que pour le système unitaire* du Rouméliote. Nous citons textuellement la phrase candide d'un historien de l'époque. Il faut dire que c'était un peuple de montagnards, gens qui, en quelque endroit du monde qu'on les prenne, ont toujours manifesté un dégoût profond contre toute espèce d'oppression. Six mille de ces paysans, obéissant aux incitations de quelques notables, — lesquels, au moment de l'action, se tinrent prudemment à l'écart, — descendirent tout armés de leurs montagnes, et se rassemblèrent dans la plaine. Ils ne purent surprendre la garnison égyptienne comme ils l'espéraient; mais celle-ci était trop minime pour les attaquer, et le gouverneur, Moustapha-Pacha, s'empressa de mander à Méhémet-Ali l'état des choses. Le vice-roi fit partir en toute hâte de nouvelles troupes, et Osman-Pacha, le capitan, avec la mission de pacifier l'île, en évitant autant que possible l'effusion du sang. Osman, à son arrivée, d'accord avec le gouverneur, tâcha d'entrer en pourparlers avec les rebelles : toutes les exhortations furent inutiles, et ces

derniers refusant de se retirer, il fallut bien recourir à la force. Effrayés par les premières volées de mitraille, les révoltés se dispersèrent et regagnèrent leurs montagnes; trente d'entre eux, cependant, restèrent aux mains des Egyptiens, et Osman-Pacha crut pouvoir, conformément à ses instructions de modération, leur promettre la vie sauve. Cette promesse ne fut pas ratifiée par Méhémet-Ali, qui jugea le besoin d'un exemple salutaire supérieur aux considérations d'humanité : il manda l'ordre de faire exécuter les trente prisonniers. Osman, indigné d'une si froide cruauté, ou blessé peut-être du démenti public infligé à sa parole, disparut subitement de l'île. Il alla à Mytilène, sa patrie, d'où il écrivit une lettre en français à Bogbos-Bey, pour lui annoncer qu'il abandonnait le service du vice-roi. Il se rendit ensuite à Constantinople pour se mettre à la dévotion du Sultan, qui l'accueillit bien, ce qui ne suffit pas à lui attirer la considération dont il n'était pas digne.



Il mourut quelque temps après de la peste, comme si son destin eût voulu lui épargner la honte de porter les armes contre son bienfaiteur. Car si Méhémet-Ali avait jamais mérité pleinement ce titre, c'était vis-à-vis de lui. Osman, surnommé *Nour-el-din* (lumière de la religion), était fils d'une espèce de majordome au service du Pacha, qui, intéressé par sa physionomie et les marques d'une

aptitude peu ordinaire, l'envoya en Europe pour faire son éducation. Il commença ses études à Milan, et vint les achever à Paris, sous le nom d'Osman-Hadji. Dès son retour en Egypte, il fut nommé directeur de l'Ecole militaire, et plus tard gouverneur d'une province. Sa faveur, ne cessant de croître, le vice-roi lui conféra le grade de major-général de l'armée, avec le titre de bey et des appointements considérables. Il avait été déjà envoyé à Candie, à la tête de dix mille hommes, lorsque le vice-roi reçut l'investiture de cette île. Enfin, quand la flotte du vice-roi fut créée, il lui fallait un chef : c'est lui qui reçut la haute dignité de grand-amiral, avec le titre de Pacha.

Osman pouvait avoir l'intelligence de sa fortune, mais il n'en avait pas le cœur. Sa pusillanimité devant la flotte turque en est encore une preuve plus certaine que sa défection. Il y a d'ailleurs une remarque consolante pour l'humanité, à quelque dégré de civilisation et de lumière que celle-ci se présente, c'est qu'il n'y a jamais eu l'étoffe d'un homme supérieur dans un transfuge.

XXX

Méhémet-Ali venait de faire une triste expé-

rience à Candie : il allait en avoir une plus terrible à subir en Syrie. Pour juger, *à priori*, quels succès pouvait rencontrer sur ce terrain nouveau l'application de son système, quelques détails géographiques et historiques sont ici nécessaires.

La Syrie n'est, à proprement parler, qu'une chaîne de montagnes, qui court N.-S. à quelque distance et parallèlement aux bords de la mer, depuis sa jonction avec la chaîne du Taurus jusqu'en Arabie ; très-voisine de la mer, à la hauteur d'Alexandrette, qu'elle sépare de l'Oronte, après avoir donné passage à cette rivière, elle s'étend au midi, par une suite de sommets continus, jusqu'au Jourdain : là elle se divise en deux branches qui forment le bassin de ce fleuve et de ses trois lacs. De cette chaîne principale se détachent latéralement des rameaux qui vont se perdre soit dans le désert à l'orient, soit vers la mer à l'occident ; d'un côté, ils font les vives arêtes de plusieurs bassins, tels que ceux de Damas et du Hauran ; de l'autre, ils déterminent, avec des pentes plus ou moins douces, les limites d'une foule de cours d'eau, nécessairement de peu d'étendue, vu la proximité de la mer. Cette configuration du sol paraît identique avec celle que nous avons signalée sur la côte occidentale de l'Arabie, de sorte que la chaîne syriaque peut être considérée comme la continuation de la chaîne arabique, diffuse plutôt

qu'interrompue par l'isthme de Suez. Nous avons également fait remarquer que la côte opposée de la mer Rouge, la rive africaine, se présente exactement dans les mêmes conditions topographiques: ce qui permet de supposer, pour la formation de ces deux côtes, l'action d'un même soulèvement, qui les aurait fait simultanément émerger des eaux, — hypothèse qui établirait l'antique communication de la Méditerranée avec l'Océan indien, par le grand désert, et donnerait de l'existence anormale de ce dernier une explication satisfaisante.

Ainsi la Syrie se trouve tellement resserrée par la Méditerranée d'un côté, et par les déserts de l'autre, que sur cent cinquante lieues et plus de longueur, elle n'offre qu'une largeur moyenne de vingt-cinq à trente lieues, et qu'on peut la considérer comme une espèce d'isthme continental joignant l'Afrique à l'Asie-Mineure. L'extrême diversité des hauteurs des terrains qui constituent cette contrée, y donne lieu, pour ainsi dire, à toutes les variétés du climat, phénomène qu'il faut également constater sur les plateaux de l'Yémen, et dans les Alpes abyssiennes. « C'est un spectacle pittoresque pour un Européen dans Tripoli, » dit Volney « de voir sous ses fenêtres, en janvier, des orangers chargés de fleurs et de fruits, pendant que sur sa tête le Liban est hérissé de frimats et

de neiges. Chez nous, » ajoute le même auteur, « la nature a séparé les saisons par des mois ; là, on peut dire qu'elles ne le sont que par des heures. Est-on importuné dans Saïde ou Tripoli des chaleurs de juillet, six heures de marche transportent sur les montagnes voisines, à la température de mars. »

La même variété doit nécessairement se rencontrer dans les productions de la Syrie, et, en effet, la plupart de celles qui sont connues y trouvent un sol et un climat appropriés ; mais une autre conséquence de ces conditions naturelles, qui n'est pas indifférente, c'est que toutes les races humaines peuvent s'y perpétuer, et que la race indigène ne se refuse pas, à l'exemple de l'égyptienne, à se renouveler par l'assimilation d'éléments étrangers. Il y a toute une série d'inductions et de règles politiques à tirer de ce fait, combiné avec l'aspect physique de ce pays et sa position relative. Un simple aperçu historique nous les fera saisir.

Il n'y a peut-être pas un pays sur le globe qui ait été le théâtre de plus de révolutions politiques que la Syrie ; mais, sans nous attacher à les dénombrer, et à remonter dans l'échelle des temps, nous nous bornerons à constater qu'il devait en être ainsi, vu la position intermédiaire de ce pays entre deux continents, et parce qu'il offrait la seule voie praticable aux migrations de l'un à l'autre. La Syrie

fut, en effet, le chemin de Sésostris comme celui de Xerxès, celui d'Alexandre et de Pompée; elle se trouva aussi bien sur la route des Mongols de Tamerlan que sur celle des Arabes de Mahomet. Les Mages y vinrent saluer le Christ, chaque empire islamique y posa son empreinte, les Croisés y plantèrent leurs drapeaux; et quand le grand conquérant des temps modernes songea à édifier la haute fortune où il se sentait appelé, c'est par la Syrie qu'il voulut prendre à revers l'empire du monde.

La Syrie a donc été forcée de jouer un rôle dans toutes les secousses politiques ou religieuses du vieux continent; mais ce rôle inévitable n'était que secondaire, car elle n'était qu'un lieu de transit, et ne servait que d'étape aux courses furibondes qui, successivement, précipitaient l'un des continents sur l'autre : en deçà et au delà vivait l'objet des aspirations de tous ces envahisseurs. Impatients seulement de se frayer un passage, on ne les voit pas longtemps s'arrêter à faire de ce pays une conquête complète, qui, pour une autre raison, leur aurait présenté une grande difficulté, — celle de combattre et de vaincre, dans leurs montagnes abruptes, des habitants sûrs de frapper sans être atteints. C'est une loi générale, et qui a reçu dans l'histoire bien peu de contradictions, que la guerre de montagnes a été l'écueil fatal de tous les capitaines

et des armées les mieux organisées; aussi les plus habiles se sont-ils attachés à les éviter en les tournant. Il est donc à peu près certain que les invasions qu'eut à subir la Syrie s'étendirent comme des inondations dans les plaines, et vinrent mourir au pied de la chaîne syriaque. Si elles laissèrent des traces dans la montagne, ce fut par le moyen des déserteurs, qui, séduits par la perspective de cette vie large et toute de liberté, vinrent s'y fixer et y porter leur religion, leurs mœurs et leur sang. Toutes les probabilités sont pour cette constante indépendance des montagnards syriens, sous toutes les dominations, quoique l'histoire n'offre pas le moyen de la constater au delà de l'époque de l'arrivée des hordes arabes de la péninsule; mais, à partir de ce moment, elle laisse des témoignages irrécusables et ininterrompus.

Dans cette épine dorsale de la Syrie, la chaîne du Liban est le point culminant; elle prend naissance près de Tripoli, et va jusqu'à Saïde; un rameau qui s'en détache, à la hauteur de ce premier point, prend le nom de Liban proprement dit : avec la partie de la chaîne principale qui lui fait face, et qui s'appelle Anti-Liban, il comprend la vallée de Bequa, où coule le Kasmiè, la plus grande des rivières de Syrie, après l'Oronte, qui se rendent à la mer. A l'extrémité de cette vallée se



trouve l'antique Balbek, C'est dans cette partie de la Syrie que se sont fixées les populations montagnardes les plus guerrières et les plus indépendantes. Nous jetterons un coup d'œil sur leurs origines et leurs mœurs, en même temps que sur les habitants de la Syrie en général.

XXXI

La population de la Syrie, qu'on a voulu exagérer, ne se composait pas, au moment de la conquête de Méhémet-Ali, de plus de 1,200,000 âmes, qui se répartissaient à peu près également entre les montagnes et la plaine, y compris les villes. La population du Liban et de l'Anti-Liban formait quatre races distinctes : les *Motualis* et les *Ansariés* occupaient la partie septentrionale, et les premiers descendaient jusque dans les plaines, vers Lataquié ; les *Maronites*, au sud de ceux-ci, habitaient les parties les plus élevées de la chaîne : la ville de Balbeck était le centre de leur puissance ; les *Druses*, tout à fait au midi de la chaîne, s'étendaient de la latitude de Damas aux limites de la Palestine.

Mais, de ces quatre races, les deux dernières seules étaient dignes d'intérêt. Les *Motualis*, musulmans de la secte d'Ali, avaient naguère joué un grand rôle, du temps des disputes religieuses : ils étaient peu à peu déchus de toute puissance. Le séjour de la plaine, et la pratique exclusive des travaux agricoles, furent la cause de cette décadence. Les *Ansariés*, qui ne comptaient pas plus de soixante mille âmes, étaient des idolâtres, mêlant à leur fétichisme des pratiques tirées du christianisme et du mahométisme, et les plus grossières superstitions.

Les *Maronites* sont chrétiens et viennent, dit-on, des bords de l'Oronte ; ils tirent leur nom de *Marone*, pieux solitaire du sixième siècle, qui, par son exemple et sa parole, leur fit prendre parti pour le pape dans les querelles entre l'église romaine et l'église grecque. Persécutés à raison de cela par le pouvoir de Constantinople, ils se réfugièrent dans les montagnes du Liban pour y défendre leur liberté et leur croyance. Rome, par de prudentes concessions à ces peuples, sut les faire demeurer fidèles à sa cause. Les *Druses* ont eu sans doute les mêmes lieux pour berceau, et un motif analogue les a jetés dans la montagne : initiés à l'islamisme, ils arborèrent le drapeau de l'une des nombreuses sectes qu'enfantèrent les disputes suscitées par la succession au califat ; plus tard,

ils s'associèrent au schisme créé par le troisième des Fatimites, Hakem, qui se faisait passer au Caire pour Dieu incarné : un nommé Mohammed-Ben-Ismaël vint leur prêcher cette doctrine, qui survécut parmi eux à la mort du calife et à celle du prophète, tandis qu'elle fut étouffée en Egypte, là où elle avait pris naissance. Il en est résulté, dans le culte des Druses, plus de disparate et d'inconséquence, par rapport au dogme islamique, qu'il n'en est resté dans celui des Maronites, relativement à l'orthodoxie catholique. Mais les uns et les autres, quoique séparés par la religion, s'entendirent en un point, celui de défendre leur indépendance contre les possesseurs de la plaine. Réunis, ils bravèrent la puissance turque à son apogée, et battirent toutes les troupes envoyées contre eux, jusqu'au jour où Amurat IV, fatigué des pillages et des dévastations qu'ils commettaient contre ses sujets soumis, résolut, à tout prix, de les plier à l'obéissance. En 1588, il chargea de cette expédition Ibrahim, pacha du Caire, qui vint, à la tête d'une armée considérable, attaquer les montagnards, les força à capituler et leur imposa un tribut qu'ils ont continué de payer, quoiqu'à un taux variable, jusqu'à ce jour. Les Druses, loin d'être abattus par cette défaite, en tirèrent un fruit précieux pour leur indépendance. Jusque-là ils avaient vécu dans

une anarchie et des divisions intestines qui n'avaient même pas fait trève devant l'ennemi; les Turcs, pour garantir le tribut, voulurent leur imposer un chef unique, chargé de le recueillir, et qui en demeurât responsable devant la Porte. Ils n'avaient pas calculé que cette innovation pouvait leur être fatale, en ce sens qu'elle donnerait à ces populations une cohésion, une unité qui augmenteraient leurs forces, et c'est ce qui arriva bientôt. Vingt ans après, le chef des Druses était ce Facardin, qui joua un assez grand rôle dans le monde. Au commencement du dix-septième siècle, il avait fini par s'emparer de la plus grande partie de la Syrie, et son hostilité sourde obligea encore Amurat à faire marcher contre lui cent mille soldats. Après deux ans de résistance, Facardin, mis dans l'impossibilité de résister, surtout à cause des factions qui déchiraient son pays, se laissa persuader d'aller en personne faire sa soumission à Constantinople: il y fut étranglé en présenee du Sultan. La descendance de Facardin continua de régner dans la montagne, qui, sauf le tribut, persévera dans son indépendance vis-à-vis de Constantinople. Au bout d'un siècle, cette famille s'éteignit, et l'autorité fut déléguée, par voie d'élection, à une autre famille arabe distinguée, du nom de *Chekab*. Celle-ci devint très-nombreuse, et, dans les derniers temps, elle comptait deux cent cinquante émirs. *Bechir*,



un de ses rejetons, régnait sur le Liban depuis déjà quarante ans, lorsque Méhémet-Ali fit la conquête de la Syrie; il s'était converti au christianisme, et exerçait ce culte publiquement.

On peut voir d'après cela que l'indépendance de ces montagnards concerne plutôt les mœurs que la nationalité. Ils vivent en clans, commandés par des cheiks, qui représentent pour eux tout pouvoir temporel ou spirituel, et qui les guident à la guerre; ils cultivent presque exclusivement le mûrier et la vigne : l'impôt est fixé à raison de chaque plant. Ils sont larges dans leur tolérance religieuse et dans leur hospitalité; ils vont à la mosquée, à l'église, selon qu'ils se trouvent avec des mahométans ou des chrétiens. Chez eux, quand l'émir et les cheiks ont décidé la guerre, des espèces de héraults montent le soir sur le sommet le plus escarpé de la montagne, et crient à haute voix : « A la guerre, à la guerre ! Prenez le fusil, prenez les pistolets ! Nobles cheiks, montez à cheval, armez-vous de la lance et du sabre, rendez-vous à tel endroit ! Zèle de Dieu ! zèle des combats ! » Cet appel est répété par les villages voisins, et, vu la grandeur de l'écho dans ces pays de hautes montagnes et de vallées profondes, les cris se répercutent en peu d'heures jusqu'aux frontières. Deux jours après, vingt, trente mille *fusils* se trouvent réunis dans l'endroit désigné; car jamais un mon-

tagnard ne marche sans ses armes. Ces troupes n'ont rien de ce qui constitue les milices organisées ; c'est une cohue de paysans en casaques courtes, les jambes nues et le fusil à la main. Le terrain rendant impossible la manœuvre de la cavalerie, ils sont tous à pied, sauf les chefs ; aussi jamais ne se risquent-ils en plaine. Mais ils gravissent les rochers comme des chamois, se tiennent invisibles dans les broussailles, et tirent juste. Souvent ils se réunissent pour fondre tout d'un coup sur l'ennemi : s'ils sont repoussés, ils ne sauraient être défaits, et la montagne abonde en retraites sûres, en cavernes profondes, où des milliers de combattants peuvent se tenir cachés.

Cette population des montagnes s'évaluait, lors de l'arrivée des Egyptiens, à un demi-million d'âmes. Le reste des habitants de la Syrie, ceux des plaines et des villes, qui parlent tous arabe, se répartissaient à peu près de la manière suivante : 240,000 Turcs indigènes dans les villes de Damas, Alep, Homs, Hamah, Acre et autres; 120,000 Kurdes et Turcomans pasteurs dans la partie nord autour d'Alep ; 100,000 Arabes Bedouins campant à l'est, à la limite du désert; 140,000 Naplousiens, catholiques, chrétiens, chaldéens, grecs, juifs, pèlerins et négociants de tous genres, occupant plus particulièrement la Palestine et la partie méridionale de cette province.

XXXII

L'état de permanente insurrection de la Syrie, cette impatience du joug qui l'a caractérisée, sont donc des faits qui semblent relever avant tout de sa constitution physique, et ce n'est pas exagérer les inductions ethnologiques que de dire que ce pays était fatalement destiné à servir d'asile à des peuples en lutte avec toute espèce de gouvernement constitué, de même que la vallée du Nil devait nourrir la population la plus docile et la plus prompte à se plier à toute tyrannie, si impitoyable que celle-ci fût. C'était donc un immense paralogisme que de conclure l'appropriation aux premiers des moyens abusifs d'autorité qui convenaient à la seconde, et Méhémet-Ali, malgré une énergie surhumaine, allait se heurter à ces convulsions de révolte qui augmentent en proportion directe des efforts déployés pour les contenir.

Les éléments anarchiques qui avaient toujours existé dans cette province de l'Empire s'étaient encore accrus par la décadence de l'Empire lui-même, et depuis longtemps la Syrie était pour la Porte une possession presque aussi illusoire que

celle de l'Egypte. La lutte prolongée de la plaine avec la montagne avait contraint les gouverneurs ottomans d'entretenir une force armée, qu'ils avaient autant fait servir à se mettre en hostilité contre la métropole qu'à tenir en bride les ennemis qui les entouraient. En vain le Divan avait-il multiplié les divisions territoriales, pour diminuer la puissance individuelle de ses délégués : ceux-ci étaient devenus, dans les derniers temps, de petits feudataires reconnaissant à peine nominalement la suzeraineté du Sultan, et qui n'étaient occupés qu'à s'entre-détruire pour se dépouiller. Nous avons vu qu'Abdallah, le dernier pacha d'Acre, s'était mis plusieurs fois en révolte ouverte, et ne dut l'espèce d'assistance que lui octroya le Sultan qu'au fait de combattre un rebelle plus puissant que lui. Tripoli était resté, jusqu'en 1812, sous l'autorité du rebelle Moustapha-Berber. Les beys de Beylan s'étaient également déclarés indépendants. A Payas, au fond du golfe d'Alexandrette, Koutchouk-Ali et les siens commettaient d'affreux brigandages, malgré la mise hors la loi qu'avait prononcée contre eux le Divan. L'aga d'Antioche s'était arrogé le fief de cette ville. Damas, quelque temps avant l'invasion égyptienne, avait massacré son Pacha, et les janissaires en avaient élevé un autre sur le pavois. Le bassin entier du Jourdain était infesté de petits

cheiks usurpateurs rançonnant les pèlerins de Jérusalem. Bref, le désordre était si universel et si grand, qu'au commencement du siècle, la Porte avait eu le projet d'établir, pour la Syrie et l'Asie-Mineure, un gouvernement central dont Alep eût été le siége; elle avait même désigné Joussouf, l'ex-grand-visir vaincu à Héliopolis, pour en recevoir l'investiture. L'exécution de ce projet eût été le seul remède susceptible d'un peu d'efficacité; mais la guerre avec la Russie tourna l'attention d'un autre côté, et Joussouf fut rappelé.

Méhémet-Ali s'imagina à tort que ce rôle de réorganisateur lui était dévolu par les événements, et que l'excès même du délabrement où était tombée la Syrie simplifierait sa tâche. Il fondait cette espérance sur l'accueil fait à ses troupes par toutes les nuances de la population, sur l'appui qu'elles s'étaient empressées de lui offrir contre le Grand-Seigneur. Mais il ne réfléchit point qu'elles étaient elles-mêmes leurrées de l'espérance de voir rompre les faibles liens qui les attachaient encore à un gouvernement oppresseur, et de réaliser les rêves d'indépendance complète qui leur avaient, de tout temps, mis les armes à la main.

Soit ruse, soit conviction, Ibrahim-Pacha contribua lui-même à entretenir ces illusions, et ses promesses furent d'abord magnifiques. La Porte avait fini par ne retirer de toute la Syrie que six

millions de piastres (1,500,000 fr.) : il ne préleva, lui, qu'une partie de cette somme. A peine les troupes du Grand-Seigneur y recrutaient-elles l'équivalent d'un régiment : Ibrahim jure aux Syriens que jamais il n'enrôlera l'un d'eux dans ses armées, et les habitants de se forger une félicité qui leur fait croire au retour de l'âge d'or.

La chose alla bien pendant un an. Mais on pense bien que le Rouméliote n'avait pas voulu prendre la Syrie à titre onéreux, et que l'Egypte se trouvant à peu près épuisée par le fait même de ses conquêtes, il fallait que celles-ci subvinssent à l'entretien de sa coûteuse puissance. Au commencement de 1834, il manda donc à son fils Ibrahim l'ordre de veiller à l'exécution rigoureuse des trois mesures suivantes : 1° l'établissement du monopole sur toutes les soies de la Syrie ; 2° celui de la capitation, indistinctement appliquée aux habitants, de quelque religion qu'ils fussent ; 3° une conscription exécutée dans les districts méridionaux du pays.

Ces mesures devaient être précédées d'une autre propre à les faciliter, celle du désarmement général de la population.

XXXIII

Les ordres de Méhémet-Ali étaient impératifs, et Ibrahim se mit en devoir de les exécuter. A la nouvelle du régime auquel ils allaient être soumis, un cri d'indignation retentit parmi les Syriens, et de toutes parts ils se préparèrent à la résistance. Toutefois, l'insurrection n'éclata que chez les montagnards habitant le bassin du Jourdain et de la mer Morte; c'est là qu'Abdallah, l'ex-pacha d'Acre, avait conservé le plus de partisans; ses affidés, conjointement avec les émissaires de la Porte, y déterminèrent une première levée de boucliers. Ibrahim-Pacha vint à Jérusalem dans le mois d'avril 1834, et convoqua tous les cheiks des environs pour leur signifier les ordres qu'il avait reçus et s'entendre avec eux pour l'exécution. Surpris, ceux-ci se gardèrent bien d'exprimer tout haut les sentiments que cette communication faisait naître en eux, et se rejetèrent sur le besoin de connaître les dispositions des chefs de village. Un délai leur fut accordé pour les consulter. Les cheiks évitèrent ainsi de prendre toute la responsabilité d'une réponse qu'ils savaient bien ne pas être

douteuse. En effet, le refus de l'universalité des habitants se prononça énergiquement ; la conscription excitait surtout leur invincible répugnance : si on tentait de l'introduire chez eux, ils se déclaraient prêts à la repousser par les armes, et à déserter plutôt en masse que de s'y soumettre. Les cheiks essayèrent de fléchir Ibrahim par tous les moyens; ils proposèrent leurs propres enfants en otages, offrirent de garantir une augmentation de tribut en argent, à la condition qu'on abandonnerait le projet de s'emparer des hommes pour en faire des soldats : tout fut en vain. La peste, qui apparut cette année après l'arrivée des pèlerins en Terre-Sainte, coupa court aux pourparlers. Ibrahim s'en alla à Jaffa attendre l'issue des ordres qu'il avait laissés pour qu'une première levée d'hommes fût rigoureusement exécutée.

Les montagnards de cette partie de la Syrie n'étaient pas moins belliqueux ni moins indomptables que les populations du Nord. Le passage continuel des caravanes pour la Mecque ou pour Jérusalem entretenait chez eux l'amour du butin et l'usage des armes : jamais le Grand-Seigneur n'était parvenu à leur faire renoncer à l'un et à poser les autres. Ils vivaient donc, sous les ordres de leurs cheiks, dans une indépendance à peu près absolue, rançonnant indifféremment chrétiens ou mu-

sulmans, unis pour extorquer, divisés pour le partage des dépouilles, et vidant leurs querelles par des combats de village à village. La menace suspendue sur leurs têtes devait leur donner la cohésion qu'aucun autre objet n'aurait pu faire naître chez eux. Le signal de la révolte partit de Naplouse, en Palestine, que gouvernait alors le cheik Cassim, vieillard descendant d'une ancienne famille illustre dans ces contrées, et qui avait trois fils, également renommés dans les combats : l'aîné avait été précédemment nommé gouverneur d'Ebron par Ibrahim-Pacha lui-même. Les Abougos constituaient une autre famille princière, dont l'apanage s'étendait dans les montagnes qui vont du village de Saint-Jérémie à Jaffa ; les fils de celui-ci, outre l'injure commune, avaient à venger celle faite à leur père, qui expiait dans les prisons de Saint-Jean-d'Acre le refus de supprimer un droit qu'ils percevaient sur les pèlerins. Les Abougos, comme tous les autres, ne pouvaient rester sourds à l'appel du cheik Cassim, surtout quand ce dernier, exagérant encore les projets d'Ibrahim, faisait répandre parmi les montagnards le bruit qu'après avoir désarmé et incorporé leurs fils dans le Nizam, le généralissime égyptien donnerait leurs filles à ses soldats.

En très-peu de temps la révolte prit des proportions formidables. Ibrahim n'avait laissé que

de faibles détachements dans les postes qui sont autour de la mer Morte, et un général de brigade résidant à Jérusalem. Celui-ci, à la nouvelle que de tous côtés la montagne est en feu, veut, par prudence, se rapprocher de Jaffa : il part avec mille hommes, et se dirige vers le village des Abougos, dont il n'apprend l'insurrection que par la fusillade très-bien nourrie dont il est assailli. Obligé de revenir sur ses pas, il perd cinquante hommes et retrouve Jérusalem occupée par les montagnards, qu'y avaient appelés les musulmans. Ce digne général se sauve pendant la nuit, abandonnant ses troupes dans la citadelle, sans vivres, sans munitions. Partout l'insurrection victorieuse surprit et fit prisonniers les détachements égyptiens. Au premier bruit qui en était venu à ses oreilles, Ibrahim avait fait partir un régiment pour renforcer la garnison de Jérusalem : les montagnards attendirent ce régiment dans une embuscade, lui tuèrent trente hommes et son colonel, et le forcent à rebrousser chemin.

Ibrahim apprit tous ces désastres à la fois. Justement effrayé, il expédie sur-le-champ des courriers dans toutes les directions pour demander du renfort, et bientôt il lui en arrive de tous côtés, des villes de Syrie, d'Egypte par mer et par le détroit. Le 4 juin, il reprend le chemin des montagnes à la tête de six mille hommes de toutes



armes, laissant à Jaffa à peine la moitié d'un régiment de cavalerie et les ambulances.

Les révoltés avaient profité de ce temps de répit pour se préparer à une vigoureuse défense; mais ils ne purent tenir dans aucune de leurs positions devant les soldats égyptiens, conduits par leur général, dont la réputation était celle d'invincible, et, trois jours après, ces derniers pénètrèrent dans Jérusalem, à la très-grande joie des chrétiens et des juifs opprimés et dépouillés par les montagnards. Les musulmans compromis suivirent ceux-ci dans leur retraite, et le surplus fut pillé par les Egyptiens, qui commencaient à ressentir vivement la privation de vivres; car ils demeurèrent, pour ainsi dire, bloqués dans Jérusalem, attaqués à diverses reprises par les Naplousains, les gens d'Abougos et ceux d'Ebron, essayant, mais en vain, de ressaisir l'avantage qu'ils avaient perdu par la prise de la ville sainte. Une fois seulement les Egyptiens essuient une défaite : dans une rencontre, un colonel détache trop de l'aile gauche de l'armée son régiment, fort de sept cents hommes; il se trouve entouré et écrasé par les montagnards; Ibrahim accourt à son secours, mais trop tard : le colonel est tué avec plusieurs officiers, et le régiment a couvert le champ de bataille de ses morts.

Néanmoins Ibrahim se voit dans une mauvaise

position : ses communications avec Jaffa sont coupées ; les rebelles tiennent la campagne autour de lui, et ont encore en leur possession les postes enlevés dès le début de la campagne. Les vivres deviennent de plus en plus rares, et ne peuvent se conquérir que par des combats journaliers. Trop faible pour s'étendre, il ne tente aucune opération décisive ; il attend son père avec des renforts : il l'a instruit de toute la gravité de la situation ; il ne doute pas qu'il n'arrive bientôt. Mais ce n'est pas tout que de rester sur la défensive ; s'il est attaqué par un mouvement général et simultané, il peut être réduit à toute extrémité. Pour conjurer cette mauvaise chance, il cherche à renouer les négociations et fait des avances conciliatrices. Elles trouvent un succès inespéré. Aveugles et ineptes comme toutes les masses désordonnées, les insurgés se découragent de ne pouvoir entamer les Egyptiens, et leurs rivalités les empêchent de combiner une attaque générale, qui aurait étouffé l'ennemi sous leur nombre. Ibrahim ne se fait faute de promesses : il implorera la clémence de son père, et peut-être pourra-t-il obtenir de lui de révoquer la conscription. Tour à tour menaçant et plein de caresses, il intimide, il persuade. Entre tous, le cheik Cassim est l'objet de ses captieuses tentatives, et se décide à venir au camp égyptien conférer de la paix et de ses



conditions ; mais le vieux cheik est intraitable : s'il consent à user de son influence pour faire reconnaître l'autorité du vice-roi par les chefs du peuple, il faut que, de son côté, le vice-roi commence par retirer ses ordonnances sur la conscription. Pendant qu'on parlemente, Ibrahim reçoit la nouvelle de l'arrivée de son père à Jaffa avec des forces considérables. Il n'a plus besoin d'amuser les rebelles : le 30 juin, il s'éloigne de Jérusalem avec un régiment à pied, la cavalerie et l'artillerie, laissant la garde de la ville au reste de l'infanterie ; il reprend le chemin de Jaffa, à la stupéfaction des montagnards. Il avait dû, au préalable, s'assurer la neutralité des fils d'Abougos, qui, sur la promesse de voir leur père délivré, lui abandonnent le passage de leurs redoutables défilés, et ne tentent rien contre sa faible escorte.

XXXIV

Le Rouméliote n'avait pas perdu de temps : il arrivait avec toute sa flotte, à bord de laquelle était une partie de l'armée qu'il amenait, pendant que l'autre, la cavalerie, tournait l'isthme de Suez par le désert. Soucieux, avant tout, de cir-

conscrire la révolte et de savoir sur qui compter, il avait fait avertir l'émir Béchir, chef de la montagne des Druses, de son prochain voyage à Jaffa, l'invitant, à peu près comme on intime un ordre, à s'y trouver à son arrivée. L'émir était trop prudent pour obéir au pied de la lettre; il dépêcha au vice-roi un de ses fils et son homme de confiance, chargés de l'excuser, sous le prétexte que sa place était dans le Liban, pour y rassembler ses troupes et exécuter des instructions ultérieures. Elles ne se firent pas attendre : Méhémet-Ali lui renvoya son confident, avec injonction de se porter, à la tête de son monde, contre les insurgés de Saffet, qui se livraient à d'affreux brigandages, de les exterminer sans pitié, s'ils ne se soumettaient. Béchir fit ainsi qu'il lui avait été prescrit; et comme, à son approche, les révoltés posèrent les armes, il se contenta de prendre les principaux fauteurs de la révolte, au nombre de trente-deux, et de les envoyer aux galères de Saint-Jean-d'Acre.

Méhémet-Ali ne modifia que par la ruse le système de rigueur dont il avait déjà donné un exemple dans l'île de Candie; ses proclamations attiraient les chefs timides par des promesses de pardon et de concessions, qu'il n'avait certainement pas l'intention d'accorder. Quant aux rebelles endurcis, pris les armes à la main, deux

parts en étaient faites : celle des meneurs et des invalides : ceux-là furent impitoyablement mis à mort, et celle des hommes reconnus bons pour le service militaire, qui furent enchaînés et dirigés sur les dépôts de ses régiments.

Les fils d'Abougos méritèrent les premiers la clémence du vice-roi. Ibrahim, de qui ils s'étaient fait bien venir en ne l'attaquant pas, les lui avait recommandés; Méhémet-Ali, qui, cette fois, ratifia le pardon, délivra leur père, et leur fit présent à chacun d'un châle de cachemire; il rétablit le fils aîné dans le commandement de ses villages patrimoniaux, et donna au plus jeune le gouvernement de Jérusalem et des lieux environnants, à la condition qu'il approvisionnerait immédiatement la ville et les troupes qui y étaient en garnison. Les Abougos partirent enchantés et tout à fait convertis.

XXXV

Cassim et ses enfants étaient d'une toute autre trempe; furieux d'avoir été joué par Ibrahim, à peine fut-il instruit du départ de celui-ci, que le vieux cheik adressa à tous les cheiks du territoire

une véhémente circulaire, où il les exhortait à se défendre, à repousser toutes les offres illusoires de paix par lesquelles on chercherait à les détacher de l'union. Quant à lui, il annonça l'intention de fortifier Naplouse, et d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité. Par malheur pour cette âpre constance, ses forces devaient en toutes les rencontres trahir son courage. Ibrahim n'était pas homme à lui laisser un instant de répit ; huit jours après son départ de Jérusalem, il quittait Jaffa, toutes choses étant bien convenues avec son père, et prenait le chemin de Naplouse par les montagnes. Il rencontra une première fois les insurgés au village de Zeita, et les dispersa en leur tuant une centaine d'hommes ; une seconde fois à, Deir, sur une colline, où ils attendirent les Egyptiens de pied ferme, mais qu'ils furent contraints d'abandonner en désordre au premier choc : là le cheik Cassim et son fils furent tous deux blessés. Ces deux combats ouvrirent à Ibrahim les portes de Naplouse ; tous les environs se soumirent, et le général égyptien, jugeant la tranquillité suffisamment rétablie, put faire son entrée à Jérusalem, le 1er août ; il marcha ensuite sur Ebron, où les fuyards s'étaient renfermés ; l'assaut fut donné le 14 à cette ville. Ses défenseurs firent bonne contenance : on peut en juger par les pertes des Egyptiens, qui s'élevèrent à soixante tués et deux cents blessés, parmi lesquels

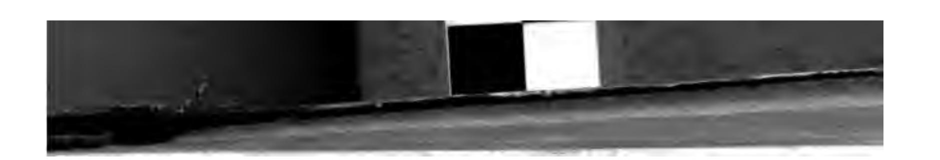
trois commandants, sept capitaines et trois officiers. Cette troisième victoire soumit tous les lieux circonvoisins; le généralissime accorda un pardon général, en exceptant toutefois la famille Cassim : leurs têtes furent mises à prix. De fuite en fuite, ils arrivèrent, avec quelques fidèles, à Karak, bourg situé dans les montagnes, au sud de la mer Morte. Là, ces malheureux espèrent un peu de repos ; des montagnes affreuses, des chemins impraticables, brûlés par le soleil, sans végétation, sans eau, les séparent des soldats égyptiens; d'ailleurs Karak est une forteresse sur un mont à pic, qu'ils jugent à peu près inexpugnable. Mais Ibrahim s'attache à leurs pas comme le chasseur à sa proie; il se jette à tout hasard dans des routes ignorées, est égaré par des guides conjurés pour sa perte ; la faim, la soif, la chaleur déciment ses soldats. Leur marche conduit ceux-ci sur les bords du lac Asphaltique ; ils ne peuvent résister au désir de s'y jeter et de s'y désaltérer de ses eaux : à peine en ont-ils bu qu'ils tombent et meurent dans des coliques atroces. Ibrahim perd là trois cents hommes. Enfin, l'armée gagne un lieu habité, Gor, village assis sur les bords de la mer Morte; de l'eau potable, en quantité bien insuffisante, est apportée à l'armée par le moyen des chevaux de la cavalerie et des bêtes de somme des habitants : deux jours de repos, absolument nécessaires, sont arrachés à

l'impatience d'Ibrahim. Huit heures de marche séparent encore Gor de Karak, et il faut plus de quatre jours pour franchir cette distance, tant les chemins sont difficiles et si grande est la fatigue de l'armée. Un régiment atteignit, le premier, la plaine qui est devant Karak; l'eau vive coulait de l'autre côté de la montagne, et les soldats mouraient de soif. Ibrahim veut profiter de cette ardeur, qui les rend féroces, pour les lancer à l'assaut, sans attendre l'artillerie. Le colonel s'avance, à la tête de ses hommes, dans le seul chemin praticable, tout entier à découvert; il a gagné le sommet de la montagne et se trouve au pied du rempart, lorsqu'un coup de feu le frappe au front : en un instant la route est jonchée de cadavres. Le lieutenant-colonel cherche à ramener les troupes hésitantes; il tombe lui-même; trois commandants partagent son sort, ainsi que la plupart des officiers. Le régiment est forcé de redescendre, et Ibrahim d'attendre son artillerie, qui arrive un peu avant la nuit.

Mais par cette impétuosité aveugle des Egyptiens, les défenseurs de Karak avaient pronostiqué le sort qui les attendait : quelques coups de canon, tirés contre eux avant la nuit close, fixèrent leur résolution. Pendant la nuit, ils abandonnent la forteresse, ils s'échappent par une voie souterraine du côté opposé à celui qu'occupe l'en-



nemi, et gagnent en silence le désert. Le lendemain matin, le canon tonne contre les remparts, une brèche est faite; un régiment de la garde s'élance à l'assaut; tout surpris de ne pas voir l'ennemi riposter, il pénètre dans la forteresse sans résistance, et y trouve des vivres en quantité. L'armée égyptienne nage bientôt dans l'abondance; le général fait battre la plaine, s'empare des bestiaux, désarme plusieurs villages environnants, fait combler les puits et part à la poursuite des fuyards. Après onze heures de marche, il les trouve retranchés à Salt, où ils essaient encore de se défendre. C'est en vain : le peuple est démoralisé; il accourt au-devant d'Ibrahim pour offrir ses armes. Pour cette fois, les Cassim jugent la partie définitivement perdue. Comme le cerf aux abois, ils ont fait l'immense tour de la mer Morte, entendant hurler derrière eux un terrible *hallali*. Ils gravissent les monts *Adjelan* et *Hauran*, et vont chercher un asile chez les Arabes Anezès, ces Bedouins si renommés pour leur hospitalité. Ceux-ci n'ont rien de plus pressé que de garroter les hôtes qui sont venus implorer leur pitié, et d'avertir Ibrahim de cette importante capture : cette proie lui parvient de tribu en tribu, ainsi qu'une riche marchandise recommandée. Un seul des fils de Cassim s'est échappé; mais la vengeance égyptienne trouve matière à compensation



dans d'autres cheiks que l'armée a pris sur son passage. Ils sont au nombre de six : aucun ne demande grâce. On les décapite tous, trois à Jérusalem, un à Damas et deux à Saint-Jean-d'Acre, le vieux Cassim dans cette dernière ville.

XXXVI

Jamais on n'avait fait aux montagnards une aussi rude guerre : il fallait qu'ils s'y habituassent. Cette sanglante répression eût permis à Méhémet-Ali de renouveler le mot de M. Sébastiani sur la fin de la révolution polonaise de 1831 : l'ordre régna effectivement dans la Palestine et en Syrie pour quelque temps. Mais les montagnards, s'ils ne pouvaient montrer plus de courage que les Polonais, étaient bien autrement farouches et indomptables, et le vice-roi eut lieu de s'en apercevoir plus tard. Pour le moment, en ne voyant plus d'obstacles à l'application du système que nous connaissons, il put se flatter de l'espoir que cette première sévérité serait une leçon décisive, et que le souvenir en resterait gravé dans l'esprit des populations. Il ne se réso-

lut donc à retourner en Egypte que lorsqu'il jugea tous les points qui lui tenaient à cœur en bonne voie d'exécution. Une fois le désarmement rigoureusement opéré, des levées d'hommes furent ordonnées dans toute la Syrie; la capitation fut universellement exigée, et des ordonnanes les plus sévères promulguées pour que toute la soie fût accaparée par le fisc, à un prix fixé. C'était jusqu'alors le seul produit du pays susceptible de donner de gros bénéfices : plus tard, le progrès aidant, on verrait à étendre le monopole.

Certes, il serait inutile de renouveler ici, à propos de la Syrie, une critique que nous avons déjà faite par rapport à l'Egypte. Laissons donc les principes de côté. Mais si nous avons déjà vu les habitants de la Syrie se soulever rien qu'à la perspective de ces lois si nouvelles pour eux, il faut reconnaître qu'ils ne devaient point offrir la même facilité que les Egyptiens pour leur mise en pratique, et que l'application aurait dû avoir recours à des moyens plus persuasifs que ceux employés sur les bords du Nil. L'administration égyptienne, brutale comme un coup de sabre, ne pouvait pas saisir cette nuance ; sa sévérité crût en raison des obstacles, et ajouta l'odieux des procédés à l'arbitraire du but. De là une irritation permanente dans le peuple, qui, sourde d'abord, rechercha bientôt toutes les occasions d'éclater. Pour donner,

par exemple, une idée de la manière dont on opérait les levées de soldats, nous citerons deux faits. Lorsque le prince de Joinville parcourait, en 1836, les montagnes de la Syrie, les cavaliers égyptiens de son escorte se détachaient, au galop, pour capturer les hommes qu'ils apercevaient dans les campagnes; ils les saisissaient, les attachaient à la queue de leurs chevaux, et les conduisaient au régiment le plus voisin, où ils étaient immédiatement incorporés. Ces malheureux ne pouvaient même pas rentrer chez eux pour prévenir leurs familles. Le second fait nous sera fourni par un document qui exprime assez naïvement les doléances commerciales des négociants anglais établis en Syrie; ce document fut déposé dans le parlement à l'occasion des discussions qu'engendrèrent, dans la suite, les affaires d'Orient. Voici, entre autres, ce qu'il disait : « Quand la force militaire procède à l'enlèvement des conscrits, elle pénètre jusque dans l'intérieur des maisons musulmanes. Les soldats en profitent pour voler le mobilier, pour *dérober les femmes* et profaner les lieux sacrés aux yeux de l'islamisme. Enfin, l'on réduit les habitants à ce degré de désespoir, qu'ils nous crient : nous n'avons plus de cœur pour acheter.... Il en résulte que les mahométans, qui sont nos meilleures pratiques, négligent tout à fait l'ornement de leurs maisons et de leurs personnes;

XXXVII

Le pacte qui liait le prince du Liban au:
tiens le força à favoriser le désarmement
pulations qui l'avaient pour chef; cette c
sance porta la plus vive atteinte à son aut
à sa considération parmi les siens, et noı
cheiks n'hésitèrent pas à le taxer de trahis
les Druses avaient des retraites encore pl
et plus profondes que celles des montagr
la Palestine; ils avaient aussi plus de fieı
de vertus patriotiques, et enfin ils étaien
armés : ils ne livrèrent qu'une partie de l
mes, et encore les plus vieilles, celles qu
hors d'état de servir. L'autorité égypti



Des chefs hardis organisèrent des bandes dans la montagne, et se mirent sur un pied d'hostilité déclarée. L'autorité passa alors de la pratique de la contrainte à celle de la terreur. La brutalité du fellah égyptien, qui ne puisait, dans le souvenir de la violence dont lui-même avait été victime, d'autre sentiment que le désir de l'infliger à d'autres, ne connut plus de bornes ; les villes, les villages de la plaine, hors d'état de faire une sérieuse résistance, furent littéralement livrés à sac ; les soldats prenaient l'argent, saisissaient, frappaient les hommes, brûlaient les maisons. Les habitants, pourchassés, se réfugièrent dans la montagne, et vinrent grossir les partisans. Une première fois, en 1835, l'intervention d'Ibrahim, avec un corps d'armée, fut nécessaire pour étouffer ces germes de révolte qui menaçaient d'embraser toute la montagne : il y réussit par les moyens que nous lui avons déjà vu employer : les Druses furent traqués comme des bêtes fauves, leurs chefs saisis et décapités ; d'autres, jugés moins coupables, furent garrottés et expédiés dans les galères de Saint-Jean-d'Acre ou aux mines de Tarsous. On en avait mis à bord des bâtiments : ils se jetèrent à la mer ; les Egyptiens firent feu sur eux, et en tuèrent le plus grand nombre ; les autres abordèrent au rivage. Dans le mois de novembre, on embarqua à Alexandrette,

eux, devaient perpétuer l'état d'insurrect
Druses et faire que leur soumission ne fût
parente. Nous avons dit qu'ils avaient s
des armes aux recherches de leurs oppre
quand il leur en manqua, ainsi que des mu
ils purent s'en procurer par le désert, car l
se mit d'intelligence avec eux ; elle entrevi
cette guerre civile, outre les embarras
créait pour son ennemi, le vice-roi, une es
de rentrer en possession de la Syrie, qu'e
vait jamais tant prisée que depuis qu'elle l
été soustraite par la force. Le Sultan, qui
jamais entendu parler des montagnards qu
casion de leurs brigandages et de leurs dél
tre son autorité souveraine, voulut voi
leurs récents méfaits, des preuves d'attac
à sa personne et de regrets pour le régime
il s'appliqua donc à les favoriser autant q
rait possible : des émissaires grecs et tur
coururent les montagnes en soufflant le

une agitation analogue chez les Kurdes révoltés; et leur fit distribuer des armes et des munitions; plusieurs individus, soupçonnés d'être agents instigateurs, furent emprisonnés et étranglés dans leurs cachots, sans autre forme de procès; enfin Ibrahim coupa court aux communications avec la Turquie, en interdisant, sous prétexte de quarantaine, tous les ports de la Syrie aux bâtiments turcs.

XXXVIII.

Cette situation couva pendant les années 1836 et 1837; Ibrahim n'évita une explosion qu'en déployant une vigilance continuelle; mais sa sévérité, qui ne se relâcha point, ne faisait qu'accumuler, dans le cœur des montagnards, de nouveaux désirs de vengeance. Ils attendaient une occasion propice, et, quoique les Égyptiens fussent sur leurs gardes, ils la saisirent vers la fin de 1837. Ils surprirent et égorgèrent les détachements qui occupaient leurs défilés, descendirent dans les plaines et massacrèrent les garnisons; car avec eux, pas de quartier : ils ne voulaient point de prisonniers.

Le feu se propagea comme à une traînée de poudre ; en un instant tout le Hauran fut en armes, et l'insurrection s'étendit jusqu'aux portes de Damas. Ce fut une guerre d'extermination ; repoussés sur un point, les Druses en étaient quittes pour aller se reformer sur leurs monts inaccessibles, et revenaient à la charge pleins d'ardeur ; plus on en détruisait, plus il semblait en renaître, tandis que, lorsque les Egyptiens avaient le dessous, il était fait d'eux une horrible boucherie. En peu de temps ils perdirent vingt mille hommes. Le quatrième régiment d'infanterie fut entièrement détruit, il n'en resta pas un seul soldat; deux corps d'Albanais, venus tout récemment de Candie, périrent dans des défilés où ils avaient été attirés par de fausses manœuvres. L'étoile d'Ibrahim-Pacha pâlit un moment ; Soliman-Pacha lui-même, à la tête de quelques milliers de soldats, fut repoussé, et Menikli-Pacha, général de division, entraîné trop loin par son courage, se vit dans un péril extrême : blessé d'une balle à la main droite, c'est à grand'peine qu'il parvint à regagner la plaine avec le peu de soldats qui lui restaient.

Cette tuerie se prolongea pendant près d'une année. Un seul épisode donnera une idée de ce genre de combats et de la difficulté qu'il y avait à vaincre ces guérillas. Chebil-el-Arian, le chef

des insurgés du Hauran, était le fils d'un simple paysan ; jusqu'au moment de l'invasion égyptienne, il n'avait songé qu'à la culture de ses champs ; mais la fibre patriotique existait dans son cœur, et se trouva violemment excitée par l'oppression qui pesa tout d'un coup sur ses frères : il fut l'un des premiers à quitter la charrue pour le fusil et à organiser la résistance dans la montagne. C'était un petit homme, maigre, robuste, au teint hâlé, aux yeux caves et perçants. Le premier besoin qu'éprouvent les gens mus par le désir d'attaquer ou de se défendre, c'est de se donner un chef ; mais la terreur ou la trahison ayant fait déserter la cause du peuple à ceux que leur naissance ou leur position destinait à ce rôle, Chebil s'en empara par le droit du plus fort et du plus audacieux. Ses actions justifièrent et sa confiance et celle des siens. Admirable pour les coups de main, les fuites simulées, les retours à l'improviste, pendant longtemps il tint en échec les corps d'Ibrahim et de Soliman ; il se trouva enfin acculé à une montagne, n'ayant plus d'autres moyens, pour échapper, lui et les cinq cents braves qui suivaient son héroïque fortune, que de passer à travers les forces de l'ennemi, s'élevant à huit mille hommes aguerris, ou de franchir un de ces ravins, hideux d'escarpement, que les torrents des montagnes

précipice, Chebil avait couru des dangers
ses, et sa troupe s'était affaiblie d'un granc
de soldats tués par les balles égyptienne
au delà de ce ravin, c'était le salut; il
plus; il se suspend aux crêtes des rocher
ses pieds sur les saillies vives et glissante
cette échelle improvisée, avec l'eau qui
bas sur les lames tranchantes de granit
cend. Enhardis par son exemple, ses
gnons le suivent, et se fraient ce périlk
min. Pas un ne tomba. Ils gravirent de
manière, à l'aide des mains et des pieds,
pement opposé, et se trouvèrent délivré
ment où les Egyptiens, rétrécissant leur
se flattaient de les étreindre. Après avoir
si miraculeusement à sa perte, on pouva
Chebil éloigné pour longtemps : il revin
nuit même, tua aux Egyptiens plus de tr
hommes et disparut, avec sa prestesse o
dans les défilés impraticables de ses mon

XXXIX

Fatigué de ces victoires stériles, de ces défaites meurtrières, le généralissime égyptien pensa, avec juste raison, qu'il ne réduirait jamais ces montagnards, à moins d'aller les poursuivre dans leurs repaires ; mais ses troupes régulières étaient peu propres à ce genre d'expéditions, et les irréguliers manquaient de connaissances locales suffisantes. Soucieux de lever cette difficulté, Ibrahim en vint à penser que, comme le diamant seul use le diamant, il n'y avait que des montagnards qui pussent venir à bout d'autres montagnards, et de là, il eut l'idée machiavélique de se servir des Maronites contre les Druses. Si l'union politique de ces deux races avait été la meilleure garantie de leur indépendance, la différence d'origine et de religion, des froissements mêmes d'intérêt résultant de leur contact, n'avaient pas laissé d'établir entre elles des germes profonds de division et de rivalité; souvent elles en étaient venues aux mains pour des questions de territoire, de prosélytisme, de femmes : ce n'est qu'en profitant de cette inimitié ou

verte ou latente, que les Turcs étaient parvenus à leur imposer leur régime : elle allait encore, au grand dommage de ces castes, fournir aux Egyptiens une non moins précieuse occasion. Soit que les Maronites eussent eu plus de propension à supporter le joug, soit que leur qualité de chrétiens fît naître quelques scrupules chez le gouvernement égyptien, — car il se sentait déjà, intimement, dans la dépendance des puissances chrétiennes, — ces populations n'avaient pas eu à supporter les mauvais traitements qui accablaient les Druses. Il est vrai qu'ils étaient dispensés du service militaire, — circonstance qui peut tout expliquer ; mais enfin, non moins fiers et jaloux que les Druses de leurs armes, ils les avaient cédées sans trop de façons aux réquisitions de l'autorité, et, beaucoup plus avares qu'eux, ils s'exécutaient pour la capitation, en se contentant de murmurer. Ibrahim leur fit offrir de leur rendre leurs armes, à la condition qu'ils les tourneraient contre les Druses. Cette proposition comportait, pour leurs passions, une double flatterie à laquelle ils ne surent pas résister : récupérer leurs armes et satisfaire leur vieille rancune contre des rivaux déjà accablés, c'étaient deux bonnes fortunes à saisir du même coup, quoiqu'il y eût peu de générosité à profiter de la dernière. Ils acceptèrent et reçurent 16,000 fusils par l'entremise du prince du Liban,

resté fidèle à la cause égyptienne. Dès lors les choses changèrent de face. Les bandes maronites, au fait de toutes les manœuvres des Druses, rompus comme eux aux courses dans la montagne, en connaissant toutes les issues, délogèrent les insurgés de leurs positions et les rejetèrent dans la plaine, où les attendaient Ibrahim avec ses milices et un millier d'Arnaoutes. Le désespoir rendit les Druses terribles, et, sous leur premier choc, les Egyptiens plièrent; mais ils reprirent courage en voyant descendre leurs alliés des hauteurs. Les Druses, pris entre deux feux, ne purent plus se battre que pour couvrir leur retraite ; au bout de deux heures, ils fuyaient dans toutes les directions, laissant plusieurs milliers des leurs sur le terrain. La victoire était brillante et décisive ; mais quel carnage indigne de véritables gens de guerre ! Les Arnaoutes étranglèrent impitoyablement les blessés qui leur tombèrent entre les mains. Le bulletin officiel d'Ibrahim célébra toutes ces horreurs de cannibales ; il prétendait que le champ de bataille de ce jour était plus *beau*, plus *glorieux* que celui de Koniè ; on y lisait cet apophthegme, qu'on croirait arraché à la bouche d'un Attila ou d'un Tamerlan : « la raison et la vérité brillent mieux sur le sabre que sur le papier. »

Il s'ensuivit des exécutions, des vengeances et

une nouvelle apparence de pacification à laquelle le généralissime égyptien, exclusivement soldat, pouvait se tromper. Il se hâta d'en donner l'assurance à son père. Celui-ci, plus fin juge que son fils, ne partagea pas ses illusions : il savait bien qu'une étincelle rallumerait ce vaste incendie, et ne considérait sa possession de la Syrie que comme infiniment précaire, tant qu'elle ne serait pas assise sur des bases plus solides. Sa contenance en fut affectée, son humeur se rembrunit : un jour, comme un de ses familiers, le voyant soucieux, lui demandait si ce n'étaient pas les puissances d'Europe qui lui causaient cette inquiétude : « Les puissances d'Europe, » dit-il, « je les tiens dans ma tabatière ; ce sont ces maudits Syriens qui me tourmentent : ils seront la cause de tous mes malheurs. » Il pouvait se tromper sur le premier point ; il ne se trompait pas sur le second, comme nous le verrons par la suite.

XL

Dans la situation réciproque où se trouvaient le Sultan et le vice-roi après la bataille de Koniè,

il leur eût été difficile de traiter à leur commune satisfaction; mais la convention de Kutayè, imposée en quelque sorte par l'ingérence étrangère, avait ce motif de plus de leur être désagréable: chacun y voyait une lésion de ses intérêts; l'un croyait trop y perdre, l'autre n'y pas gagner assez, et tous deux ne l'eurent pas plus tôt signée qu'ils brûlèrent en secret du désir de la déchirer. Il faut avouer que ce compromis entre la légitimité vaincue et la rébellion victorieuse paraissait méconnaître les titres de la première en paralysant les forces de la seconde; transaction bâtarde entre le droit et le fait, c'était un digne fruit de la politique introduite dans les conseils de la France par l'avénement du Roi-citoyen. Sur le terrain, tout nouveau pour elle, des affaires d'Orient, cette politique n'était même pas parvenue à donner à l'équilibre européen les garanties pour lesquelles elle était intervenue avec tant de zèle; comme la mouche du coche, elle pouvait s'applaudir bruyamment d'un pas, grâce à elle, si heureusement franchi: l'Europe, qui connaissait le dessous des cartes, s'était dédaigneusement abstenue, et à tout ce mouvement, la Russie avait répondu par le traité d'Unkiar-Skelessi. C'est-à-dire que le coche se trouvait un peu plus embourbé qu'auparavant.

Cette politique, si bien qualifiée du *juste-milieu*, —mais dans le sens qui place aux extrêmes la timi-

n'avait d'autre parti à prendre que de se
au reste de l'Europe contre l'ambition av
la Russie; elle était, par conséquent, ten
brasser quand même, partout et toujours
fense de la Turquie; mais peu franche d
conduite, elle ne sut pas s'assurer des
solides; quelques manifestations de l'opi
blique en faveur de la grande individu
Méhémet-Ali, lui parurent s'élever jusqu'
teur de prescriptions à subir; elle perdi
l'objet capital de la question et voulut, à
ménager la chèvre égyptienne et le chou
Le résultat, on le connaît; et si la Russie
qu'elle secourait ceux qu'elle voulait p
Rouméliote apprit plus tard, à ses dépen
France savait parfaitement perdre ceux
voulait secourir.

XLI

tique, dont la faiblesse était de notoriété européenne, et se tenir pour assuré que s'appuyer sur la protection de Louis-Philippe, c'était mettre le pied sur une volige. Les menaces et les protestations, non suivies d'effet, que provoquèrent le traité d'Unkiar-Skelessi, disaient assez que le gouvernement de Juillet usait toutes ses forces en compressions intestines, et n'en aurait jamais trouvé assez, à l'extérieur, pour défendre ses alliés ou attaquer ses ennemis. Cependant rien n'est comparable au déchaînenement d'opinion qui se produisit alors contre le *colosse moscovite:* car ce fut à partir de cette époque qu'il devint à la mode de représenter le géant du Nord avec un pied dans la Baltique, l'autre sur le Bosphore, prêt à écraser les nations de l'Occident. Méhémet-Ali ignorait encore que les tempêtes du juste-milieu dussent se résoudre en déluge de paroles; quant à lui, qui était habitué à mettre, entre la menace et l'action, juste le temps nécessaire pour choisir son point d'attaque, il lui était bien permis de croire à une occasion : il y avait d'autant plus foi, que l'Angleterre semblait faire cause commune avec la France, et que les deux puissances appuyaient leurs notes comminatoires de la présence de leurs flottes à l'embouchure des Dardanelles. Abondant dans leur sens, le vice-roi signalait la Russie comme le seul obstacle à une constitution

forte de l'Empire ottoman, et l'unique instigatrice de la haine du Sultan à son égard ; il s'offrait de se mettre à la tête de toutes ses forces, exagérées à dessein, pour servir d'avant-garde à la croisade de l'Occident contre le Nord : à sa voix, le peuple entier d'Islam se lèverait ; s'il ne suffisait pas, seul, à terminer cette grande lutte, tout au moins en avancerait-il le résultat, et saurait-il le rendre non douteux. Et, pour prix d'un si grand service, il ne demandait que la possession définitive et incontestée des pays qu'il s'était appropriés, aussi bien par la force des armes que par les liens d'une régénération qui n'attendait, pour être complète, que la sécurité incompatible avec l'état actuel des choses. Telle fut la substance d'une note qu'en septembre 1834 Méhémet-Ali adressa, par l'intermédiaire de Boghos, aux trois cabinets de Londres, de Paris et de Vienne.

Soit que le vice-roi pensât que l'Angleterre serait plus susceptible que toute autre d'adopter cette façon de voir, soit qu'il augurât mieux de sa force et de sa résolution, il donna l'ordre de ne remettre la note qu'au consul anglais, M. Campbell, et ce fut seulement par le conseil de ce dernier qu'elle fut ensuite communiquée aux consuls de France et d'Autriche, avec quelques modifications

dans la forme, qu'exigeaient les dispositions supposées de ces puissances.

Ce factum, que nous reproduisons (1), est encore un trait du caractère de notre héros. Le Rouméliote, dans l'étrange crudité de ses propositions, révèle une astuce qui ne prend même pas la peine de colorer ses assertions de vraisemblance : on y devine l'impatience du bond qui saisit la fauve à l'aspect de sa proie. La haine, une haine orientale, y rugit d'un bout à l'autre contre le Sultan, et prend le long détour de la Russie pour mieux venir le frapper au cœur. Cette interprétation des difficultés politiques pendantes en Europe est le seul hommage rendu, dans cette note, à l'esprit de discussion ; car, pour tout le reste, elle va droit au fait comme une arquebusade.

Cette pièce fit le plus grand tort à Méhémet-Ali en Europe ; la diplomatie, qui ne procède que par insinuations, — sans doute afin de laisser plus de latitude à l'opinion pour interpréter ses paroles, comme au temps pour rectifier ses jugements, — la diplomatie n'était pas apte à apprécier tout ce que ces formes insolites recouvraient chez le vice-roi, de solidité et de vigueur réelle ; elle fut scandalisée de ces façons de condottierri, et, d'une

(1) *Documents historiques*, pièces n° 3.

impulsion commune, sans cependant s'être consultée, elle s'appliqua à donner une leçon au Rouméliote.

Mais avant de dire quelles furent les réponses des cabinets de l'Europe, il ne sera pas inutile d'expliquer l'attitude et l'intérêt que chacun avait pris dans la question orientale.

XLII

Nous avons dit qu'au moment où se produisit la révolution qui fit passer le gouvernement des Bourbons de la branche aînée à ceux de la branche cadette, les premiers étaient en train de nouer une alliance avec la Russie pour faire pièce à l'Angleterre : cette dernière fut donc la seule à pouvoir s'applaudir de l'événement. La nouvelle dynastie se présentait, aux yeux de l'Europe monarchique, entachée de son origine révolutionnaire, responsable en quelque sorte de l'ébranlement communiqué aux peuples par le fait de son avènement; mais elle était antipathique au Czar d'une manière particulière, parcequ'elle le privait du seul allié sur lequel il eût pu compter, et le

forçait ainsi d'ajourner ses projets sur l'Orient. Tout l'abaissement de Louis-Philippe devant l'autocrate ne réussit pas à adoucir chez lui ce froissement de ses intérêts les plus chers ; le Roi-citoyen eut beau offrir en holocauste les vifs sentiments de nationalité empreints au cœur de son peuple, et protester de son respect pour les traités de 1815. Ces traités-là importaient fort peu à la Russie : concession qu'elle avait faite à ses alliés d'autrefois, pour prix de l'omission qui lui laissait, pour ainsi dire, le soin de régler seule le sort de l'Orient, n'était-elle pas sur le point d'en révoquer le principe, dans l'espoir d'arriver plus vite à ses fins? Ce n'est guère qu'à l'Autriche que les stipulations du congrès de Vienne avaient été directement profitables ; — l'Autriche, cette grande invalide des guerres de la Révolution et de l'Empire, à la reconstitution de laquelle la coalition s'était crue tenue, et procéda, par une espèce de prothèse politique, en lui faisant échanger sa pourpre déteinte contre un bizarre manteau, formé de lambeaux de toutes les races et de toutes les nationalités. Rien moins qu'une paix profonde, le calme politique le plus plat, pouvaient permettre à cette puissance de conserver l'adhérence aux nombreuses soudures dont elle était sillonnée. Fort heureusement pour elle, elle eut à sa tête des hommes en harmonie avec son tempérament, c'est-à-dire pratiquant la ré-

serve des valétudinaires, pour qui tout mouvement peut être fatal, et qui n'ont qu'une force pour les garantir de la chute, la force d'inertie. Le temps était venu où la maison d'Autriche, liée à celle des Romanoffs pour la perpétration d'anciens méfaits politiques, s'était lassée du contact de ce rude complice, et ne voulait plus lui prêter l'épaule pour de nouvelles prouesses. Si elle avait bien jugé les apparences d'ailleurs, le butin ne serait plus à partager cette fois comme pour la malheureuse Pologne, et la Russie ne semblait pas disposée à concéder aucune portion, si faible qu'elle fût, du chemin qui la mènerait à Constantinople. Aussi Metternich redoutait-il l'ambition moscovite à l'égal des plus rouges brandons insurrectionnels, et fut-il le premier à crier à l'aide, lorsque, en 1829, il lui vit porter une main si peu scrupuleuse sur les provinces moldo-valaques.

Cependant la révolution de Juillet rapprocha l'Autriche de la Russie, et lui imposa plus de ménagements pour les vues de son envahissante voisine. Les dédains de Saint-Pétersbourg eussent rendu plus précieux à Louis-Philippe les bonnes grâces de Vienne, si Vienne eût voulu se résigner à être un pis-aller : mais elle jugea de son intérêt encore plus que de sa dignité de répondre à toutes les avances par la plus froide réserve.

Forcé de se rejeter dans l'alliance anglaise, le

gouvernement de Juillet y trouva cette méfiance que justifiaient ses tergiversations, et qui explique jusqu'à un certain point comment l'Angleterre se montra si tiède à agir de concert avec la France dans la première crise orientale : elle voulait la voir à l'œuvre et la laisser s'engager. Il y avait peut-être aussi un autre motif : pour l'Angleterre, la véritable difficulté du moment, sa grande rivalité avec la Russie, gisaient en la Perse, qui est resserrée étroitement entre les possessions des deux puissances. L'une et l'autre avaient patroné la candidature du nouveau souverain de cet empire, Mohamed-Châh, et le soutenaient à frais communs, dans l'espoir d'une influence exclusive. Pour ce qui lui était propre, la politique de Juillet, trop inquiète d'acquérir droit de cité dans le monde, n'avait aucune idée arrêtée sur cette question d'Orient; les éléments lui en étaient même très-imparfaitement connus. Surprise plus que personne par les événements de 1833, l'étendue de son imprévoyance est révélée par ce fait que le poste diplomatique de Constantinople était inoccupé en ce moment, et que l'arrivée de l'ambassadeur français coïncida avec celle de la flotte russe dans le Bosphore. Un sentiment exagéré du danger succéda à cette extrême confiance, et fit adopter à la hâte une ligne de conduite qui devait peser fatalement sur toute la suite de cette affaire ; la diplomatie française



ne respira que lorsqu'elle vit les troupes russes loin des rives de la mer de Marmara : pour en arriver là, elle fit faire toutes les concessions à la Porte, faible et désarmée, et plia devant les menaces du Pacha d'Egypte, consacrant, en quelque sorte, par son assistance morale, les droits du rebelle victorieux. Pouvait-on engager plus maladroitement une politique qui devait prendre pour devise : intégrité de l'Empire ottoman?

Le traité d'Unkiar-Skelessi fit apercevoir l'énormité de la faute. C'était une réponse convenable du Sultan à celui de Kutayè, et si tous les deux avaient un caractère de contrainte, encore Mahmoud devait-il préférer celui qui lui promettait protection à celui qui le dépouillait. Toutes les récriminations de l'Europe occidentale tombèrent devant cet argument. La Russie semblait satisfaite, parce qu'elle n'apercevait aucune éventualité qui ne lui fût propice, et les autres puissances, tremblant qu'une de ces éventualités se produisît, ne voyaient de salut que dans le maintien du *statu quo*.

XLIII

Mais si quelqu'un paraissait devoir tenir à ce *statu quo* et le respecter, c'était à coup sûr le Roumé-

liote, qui y avait tant gagné ; aussi qu'on juge de l'effet de sa note incendiaire dans les chancelleries. Le cabinet français, comme le plus engagé vis-à-vis le Pacha, comptait avoir le plus de droit à sa confiance, et il en avait reçu maintes fois l'assurance ; la préférence dont l'Angleterre était l'objet, et que celle-ci ne lui laissa pas ignorer, prenait donc à son égard, les proportions d'une trahison. C'est ce qu'il fit entendre à Méhémet-Ali, en même temps que des vérités très-dures : sa réponse, de toute, la plus explicite, trahissait un secret dépit d'avoir été conduit par la force des choses à stipuler en sa faveur, et le gourmandait de l'air de quelqu'un qui aurait sur la conscience d'avoir introduit un rustre en bonne compagnie (1). Les communications des deux autres cabinets furent conformes, quant au fond, à celle-ci ; la dépêche de Metternich, adoptant la forme de conseils donnés avec bonhomie, s'attachait à exonérer la Russie du reproche dont la chargeait le vice-roi, et privait ainsi sa proposition de sa base essentielle ; lord Palmeston, dédaigneux d'entrer en discussion, ne parlait même pas de la Russie, et reprochait au vice-roi la trahison que comportait son projet vis-à-vis d'un gouvernement allié de la Grande-Bre-

(1) *Documents historiques*, pièces n° 3.

tagne. Les trois notes concouraient enfin à faire sentir à Méhémet-Ali la nécessité de se renfermer étroitement dans les termes du traité de Kutayè, d'évacuer les districts d'Orfa et de Raka, qu'il détenait encore, au mépris des conventions, de payer exactement son tribut, de ne se jeter dans aucune entreprise attentatoire à la suzeraineté du Grand-Seigneur,—lui promettant l'appui des gouvernements européens s'il se tenait dans ces sages limites, mais leur opposition et leur hostilité s'il tentait de les franchir.

XLIV

La question était donc très nettement posée de ce côté, et le *statu quo* devenait obligatoire pour Méhémet-Ali : mais le Sultan s'y résignerait-il, et les puissances emploieraient-elles la même contrainte à son égard ? C'était douteux pour plusieurs raisons. Voici dans quels termes Mahmoud caractérisait sa propre situation dans une note adressée à l'ambassadeur d'Angleterre, vers la fin de 1835 : « La Sublime-Porte étant amenée, par les nécessités « les plus impérieuses, à entretenir des forces en

« Asie, à faire camper une armée turque en pré-
« sence d'une armée égyptienne, il est impossible
« de ne pas prévoir une explosion. Sa Hautesse,
« instruite des préparatifs incessants qui ont pour
« objet d'employer contre elle-même les habitants
« de ses propres domaines, ne saurait se résigner
« à une patience sans fin, et faire taire toutes les
« exigences de la dignité de sa couronne. Une telle
« situation ne peut être supportée par aucun mo-
« narque. »

Cette note ne laisse aucun nuage sur les sentiments du Sultan : il brûlait de recouvrer la Syrie, dont, au contraire, le Pacha voulait transformer la possession, pour lui précaire, en fief héréditaire: comment espérer que des désirs si opposés parvinssent à se rapprocher ? Méhémet-Ali le tenta pourtant, la réprimande de l'Europe ne lui laissant d'autre moyen que celui des négociations. Il n'était pas d'ailleurs sans comprendre que le *statu quo*, s'il le respectait effectivement, lui créerait une position avantageuse, aussi bien dans le cas où son adversaire imiterait cette réserve que dans celui où il prendrait l'initiative des hostilités ; tout ce qu'il voulait, c'était d'amener le Sultan à se prononcer promptement, pour faire cesser une attitude armée et de défiance réciproque, qui gênait ses projets et épuisait ses ressources.

Le Rouméliote déploya dans cette occasion sa

finesse caractéristique ; il n'exposa pas, de prime-abord, une démarche officielle à un échec qui aurait brusquement coupé court à toute négociation ; son habileté s'attacha à attirer la Porte sur son terrain, en faisant luire à ses yeux des concessions qu'il était bien loin de vouloir faire. A cet effet, il commit ses premières ouvertures aux soins d'un messager féminin, sa bru Zèra-Kanoun (1), la veuve de son fils Ismaël, tué dans le Sennaar. La distinction naturelle de cette dame, et les relations qu'elle avait avec les premiers personnages de la cour ottomane, la rendaient propre à cette délicate mission. Elle était fille d'Arif-Bey, naguère Cadi-asker, ou grand juge d'Asie, un homme que son mérite et une honorabilité généralement reconnus, eussent porté au rang suprême de cheik-ul-Islam, n'eût été, disait-on, son alliance avec la famille du Pacha égyptien. Sous le prétexte fort plausible de rendre visite à son père, Zèra-Kanoun vint à Constantinople au commencement de 1836, bien munie de cadeaux et de paroles persuasives. Toutefois, l'action de cette dame resta confinée aux murs des harems et à l'ombre du *feradjia* (2) ; il est difficile de déterminer quelle part elle prit a l'esprit de conciliation qui se manifesta, pendant un moment, dans les conseils

(1) *Kanoun*, grande dame, l'équivalent de Lady, en Angleterre.
(2) Voile.

du Divan, car de plus sérieuses influences vinrent concurremment avec la sienne interposer leur médiation officieuse. L'ambassadeur de France à Constantinople, et le consul-général à Alexandrie, M. Mimaut, bien placés pour connaître le fond des choses, voyaient, malgré les protestations pacifiques, se dessiner l'imminence d'une nouvelle collision entre les adversaires; instruits par leur gouvernement à tâcher de conjurer cet événement, ces diplomates s'entendirent et multiplièrent leurs efforts pour amener les parties sur le terrain de mutuelles concessions. Ils purent croire un moment y être arrivés. Circonvenu de toutes les façons, désespérant de faire condescendre l'Europe à son point de vue belliqueux, le Sultan consentit à ouvrir des conférences toutes spéciales, à Constantinople, sous la médiation de la France, en vue d'un arrangement pacifique avec Méhémet-Ali. L'amiral Roussin les dirigea en personne, assisté de M. de Franqueville, drogman de l'ambassade; quant à Mahmoud, il avait pris tellement cette affaire à cœur qu'il voulut la distraire de la compétence ordinaire du reis-effendi pour se la réserver à lui-même, par l'intermédiaire de ses deux secrétaires intimes, Saïd-Bey et Mustapha-Effendi. Comme il arrive assez fréquemment aux premiers pourparlers, les Turcs se montrèrent d'un coulant

qui induisit M. Roussin en erreur; il crut qu'il obtiendrait pour Méhémet-Ali tout ce qu'il voudrait, même la Syrie à perpétuité. On voit que, malgré la boutade du Pacha, la France n'avait pas cessé de prendre ses intérêts en haute considération; elle persistait maladroitement à croire que l'Orient ne pourrait jouir d'aucune stabilité avant qu'il n'ait été donné pleine satisfaction à ses désirs. Partant de cette base erronée, le négociateur français insista, plus qu'il n'aurait dû le faire, sur la convenance des propositions du Pacha, et se fit plutôt son avocat que son juge. Mahmoud, avec toutes les apparences d'un droit peut-être trop absolu, n'admettait aucune transaction qui n'eût pour principe la rétrocession de la Syrie sous son autorité; les débats, selon lui, ne devaient porter que sur l'étendue du sacrifice qu'il serait amené à faire en retour de cette restitution : pour le moment, il bornait ses intentions à ce sujet à l'abandon de l'Egypte héréditaire. Quand on est si loin de compte, il est difficile de s'entendre. La négociation fut bientôt rompue par une note en forme d'ultimatum, écrite sous la dictée du Sultan. « Les souverains, disait-il, sont institués par la Providence pour faire le bonheur des peuples qu'elle a confiés à leur autorité, et comme il est démontré à tous que Méhémet-Ali-Pacha a méconnu ce devoir imposé par Dieu, surtout envers les peuples

de Syrie, ce qui, du reste, est prouvé à tous les yeux par les soulèvements dont cette province est le théâtre, et aussi par les demandes nombreuses venues du *Scham* (1), pour passer de nouveau sous l'autorité légitime, le Sultan compte sur l'amitié de ses alliés, et surtout sur celle de l'ambassadeur de France, pour que les gouvernements lui fassent rendre cette province. Toutefois, prenant en considération les longs services de Méhémet-Ali-Pacha, il consent à lui accorder l'hérédité de l'Egypte et du Hedjaz. »

Peu de temps après, M. Roussin partit en congé, sans avoir pu faire céder le Sultan d'un iota, et le laissa à des influences qui flattaient davantage sa manière de voir. M. Mimaut avait aussi quitté l'Egypte, et n'y devait plus rentrer, car il mourut pendant le temps qu'il était venu passer en France. Il fut remplacé par M. de Lesseps, auquel succéda M. Cochelet.

XLV

Méhémet-Ali avait été instruit de la négociation : il apprit sa rupture sans s'émouvoir, sans

(1) Les Orientaux nomment la Syrie *Bâr-el-Scham*, au propre : pays de la gauche.

même perdre l'espoir d'en arriver à ses fins. Le Sultan, d'ailleurs, sauva les apparences, en donnant pour motif à l'interruption des conférences, qu'il n'était pas convenable que l'arrangement définitif entre le suzerain et le vassal semblât se conclure sous la médiation d'une puissance étrangère. Il ne voulait point instruire Méhémet-Ali du fond de sa pensée, le pousser au pis, lui *faire son prix* enfin, qu'on nous passe l'expression, avant que le Rouméliote n'eût lui-même émis quelque proposition compromettante. Mais celui-ci jouait tout aussi serré : il attendait les offres officielles, et cherchait à les provoquer par des démarches qui ne l'engageassent à rien.

XLVI

Un certain Habib-Effendi fut nommé *Mollâ* (1) de la Mecque ; il eut ordre, en passant par le Caire pour se rendre à son poste, de sonder le vice-roi et d'en rendre bon compte. Ce fut lui qui fut percé à jour par le Rouméliote et lui servit d'ins-

(1) C'est la dignité immédiatement supérieure à celle de Cadi.

trument. Dans ses entretiens avec cet homme, Méhémet-Ali eut l'art de se représenter comme mis à bout par les tracasseries qui l'assaillissaient, et très-disposé à se relâcher beaucoup de ses exigences : il n'attendait qu'un envoyé du Sultan, apportant des conditions acceptables, pour en finir aussitôt ; il insinua même quel homme serait plus capable que tout autre de lui faire épuiser d'un seul coup ce calice : c'était Achmet Fevzi-Pacha, le favori du Sultan, le commandant de sa Garde. Méhémet-Ali avait l'air de ne prendre en considération, chez cet individu, que sa haute position, et les qualités appréciées par le Sultan, dont il flattait ainsi le goût en paraissant le partager ; le vrai de la chose, c'est qu'il ne tenait Achmet-Pacha que pour ce qu'il était en réalité, c'est-à-dire vain, vénal, rampant et présomptueux, — un négociateur fait à point pour le Rouméliote, qui espérait trouver en lui un peu de cette facilité, voisine de la trahison, dont il avait déjà fait preuve, à deux reprises, dans des missions remplies en Russie. Habib-Effendi donna en plein dans le panneau ; il écrivit personnellement à Achmet-Pacha pour lui faire part de cette *bonne nouvelle*, et le presser de venir en Egypte. Si abusé que fut le *Mouschir* (1) sur ses propres mérites, si solide que fût sa faveur, il n'osa pas, de son autorité pri-

(1) Titre correspondant à celui de Maréchal.

vée, engager cette affaire; il communiqua à son maître la lettre qu'il avait reçue. Mahmoud, dont la confiance était restée vierge à l'égard de son favori, ne pouvait même soupçonner la ruse de Méhémet-Ali; tout au contraire, il vit dans l'expression de son désir le gage d'un retour à des sentiments plus conciliants. Le départ d'Achmet fut résolu.

XLVII

Voici ce qui l'empêcha. A cette époque même, le ministère, à la tête duquel régnait despotiquement le vieux sérasker Kousrouf, succomba sous les efforts d'une ligue organisée par Pertou-Pacha, le représentant du puritanisme ottoman. Achmet avait coopéré à l'intrigue; il eut part à la curée, et fut nommé Capitan-pacha. Le métier de batelier, qu'il avait autrefois exercé sur le Bosphore, était son titre le plus méritoire à ces hautes fonctions. Quoique le Sultan eût sur la question égyptienne des idées peu susceptibles d'être modifiées, le fait de l'envoi de son grand-amiral lui parut trop grave pour que le Divan n'en fût avisé. Pertou donna, à ce projet, le signal d'une opposition qui réunit rapidement l'unanimité du conseil; sa franchise ne ménagea personne. « Qu'esperez-vous, s'écria-

t-il, de la mise en présence d'un agneau avec ce vieux loup? Si, à toute force, vous voulez répondre à l'appel peu explicite de Méhémet-Ali, ce n'est pas un enfant qu'il faut envoyer en Égypte, c'est un homme d'affaires. D'ailleurs, est-il digne de la Sublime-Porte de mander un de ses plus hauts dignitaires pour recevoir des propositions dont elle ignore la nature? » Conformément à cet avis, le conseil proposa de remplacer Achmet-Pacha par Sarim-Effendi, le *beylidji* (1) aux affaires étrangères. Le Sultan ne toléra cette critique d'une mesure qu'il avait patronnée, que grâce aux expressions de haine contre le Rouméliote dont elle fut accompagnée; il fit plus, il donna sa sanction à la proposition du Divan, et priva ainsi Achmet de l'honneur et du profit qu'il s'était promis de cette négociation. Celui-ci en fut inconsolable; il écrivit à Méhémet-Ali de se tenir sur la réserve avec Sarim, et de traîner les choses en longueur jusqu'à l'époque où ses fonctions de grand-amiral le conduiraient en tournée dans l'Archipel : il pousserait alors jusqu'à Alexandrie pour avoir un entretien avec lui, et lui ménager un accommodement sans doute préférable à celui qu'il pourrait maintenant obtenir. On n'arrive pas tout d'un coup à la plénitude du crime, de même qu'on n'atteint pas, sans degrés, à la maturité du génie : ces perfidies

(1) Vice-chancelier.

d'Achmet, qu'il eut l'art de dissimuler à beaucoup d'yeux, préparaient la trahison éclatante qui termina sa carrière.

XLVIII

Les conférences entre Sarim-Effendi et Méhémet-Ali s'ouvrirent au Caire, le 7 janvier 1837. On pense bien que le vieux loup, suivant l'expression de Pertou, savait à quoi s'en tenir sur les promesses de l'agneau détourné de son chemin, et qu'elles n'éveillèrent pas le plus léger scrupule dans sa résolution de tirer tout le parti possible du renard qu'on lui dépêchait à sa place. Seulement, il fut obligé de changer ses batteries; quittant le rôle de l'homme fatigué de la lutte et prêt à acheter le repos à tout prix, il affecta une sénérité, une sécurité, un contentement parfaits; au premier mot de transaction prononcé par Sarim, il assura que, quant à lui, il était on ne peut plus satisfait de sa situation et ne désirait rien de mieux. En cet instant il aurait fourni des arguments aux plus chauds partisans du *statu quo*. Il ajoutait que si, cependant, le Grand-Seigneur n'était point satisfait au même titre, et voulait introduire quelques modifications dans l'état présent des choses, il était disposé à s'y prêter avec l'empressement d'un

vassal soumis et reconnaissant. Sarim sentit la profondeur de la botte; il avait, sans doute, une parade toute prête, car il répondit incontinent, — ayant soin d'édulcorer sa parole du même patelinage hypocrite, — qu'il était enchanté de le trouver en de si bonnes dispositions, qu'elles différaient beaucoup de celles qu'on lui prêtait à Constantinople; que, puisqu'il en était ainsi, rien ne pouvait plus s'opposer à un arrangement entre le Grand-Seigneur et lui, et que ce qu'il aurait de plus simple, de plus habile à faire, c'était d'aller lui-même rendre visite à son souverain et de traiter ses affaires en personne. Sarim fit cette proposition avec un sérieux imperturbable. Non moins sérieusement, le Rouméliote répliqua qu'il n'aurait pas de joie plus grande que celle d'être admis à approcher sa bouche du bord du manteau impérial, à lever ses yeux sur la face auguste du Sultan! Ce bonheur manquait à sa vie; mais, hélas! les inexorables nécessités de son gouvernement ne lui laisseraient sans doute pas de longtemps le loisir de se le procurer! — Plus tard, le Rouméliote disait à quelques Européens, ses intimes : « On dit que l'empereur Nicolas est devenu fou (1) : eh bien! il y a un autre souverain aliéné, et c'est mon maître. N'a-t-il pas

(1) Le bruit en fut répandu par quelques journaux à cette époque.



fait engager le vieux Méhémet-Ali à venir se mettre entre ses mains ! »

XLIX

Sarim désirait pourtant bien débusquer son adversaire de la position qu'il avait prise, et où il lui paraissait trop fort pour être admis à débattre les propositions qui devaient lui être communiquées. Si le vice-roi était dans l'impossibilité de se rendre de sa personne à Constantinople, ne pouvait-il du moins y envoyer quelqu'un de sa cour ? Tel fut le subséquent argument de Sarim : il y insista longuement ; mais il rencontra tout autant de peine à le faire prévaloir. Retranché dans sa première déclaration, Méhémet-Ali se défendait surtout du rôle de solliciteur : il ignorait les intentions du Sultan, il n'aurait su conséquemment bien déterminer les pouvoirs d'un envoyé ; quant à en donner d'illimités, il n'avait point assez de confiance en personne pour le faire, habitué qu'il était à tout traiter par lui-même. Enfin, puisque la Porte désirait un changement, quoi de plus naturel que d'exprimer les conditions auxquelles elle entendait le produire ?

Sarim fut bien obligé de parler : il offrit la concession héréditaire de l'Egypte et de l'Arabie. Le vice-roi considéra ces offres comme dérisoires,

par rapport à l'Arabie surtout qui lui coûtait les yeux de la tête ; alors, l'envoyé turc comprit dans la concession les pachaliks d'Acre et de Tripoli, réservant les droits entiers de la Porte sur le reste de la Syrie, dont la jouissance ne serait laissée au vice-roi qu'à titre annuellement révocable. C'était beaucoup, mais cela ne parut pas suffisant à Méhémet-Ali, qui réclama purement et simplement l'hérédité de tout ce qu'il possédait : singulière façon, comme on voit, d'entendre la transaction, et de justifier ses protestations de dévouement à son souverain ! Il y avait même une certaine impertinence à supposer que la Porte consentît à modifier le *statu quo* dans l'unique sens du raffermissement de son vassal ; car, que lui proposait Méhémet-Ali en retour ? Une augmentation du tribut, la faculté de le fixer à son gré ? Mais si le vice-roi avait quelque raison de supposer que la Porte ne se contentait, pour le moment, de récupérer une partie de la Syrie que pour être plus à même de rentrer dans la possession de l'autre, la Porte était bien mieux fondée à croire que le vice-roi se montrait si coulant sur la question d'argent, parce qu'il savait bien qu'une nouvelle consécration de ses droits lui rendrait encore plus facile la non-exécution de ses engagements ? A cet égard, le passé ne pouvait-il pas servir de leçon à l'avenir ?

L

Si Sarim n'eût pas été d'avance intimement persuadé qu'il n'obtiendrait rien de cet homme, qui joignait une âpre avidité à la ruse la plus cauteleuse, — qui s'armait d'une concession pour en obtenir une plus étendue, — ne reculant jamais, avançant toujours, — faisant entrer enfin l'infatuation d'un conquérant invincible dans les paroles d'humilité d'un vassal soumis et dévoué, — Sarim eût acquis cette conviction aux premiers pourparlers qui mettaient en jeu ses intérêts réels. A l'ultimatum du vice-roi, il répondit que ses pouvoirs n'allaient pas jusqu'à lui accorder officiellement ce qu'il demandait, mais qu'il en rendrait bon compte à son maître, et qu'il croyait bien que Sa Hautesse, dans son vif désir de conciliation, y donnerait son assentiment. Et il partit.

Cette promesse finale de l'envoyé ottoman était ce qu'en termes dramatiques on appelle une sortie. L'histoire est embarrassée ici de savoir si elle doit attribuer au Rouméliote une duplicité de plus, ou constater chez lui un exemple de crédulité, bien singulier de la part d'un homme aussi retors; toujours est-il qu'il parut ajouter une foi entière



aux dernières paroles de Sarim, à l'espérance qu'elles lui avaient laissée. Ce qui ferait pencher pour le premier parti, c'est qu'en rendant compte aux consuls du résultat des conférences, Méhémet-Ali transforma l'espérance en certitude, et les avisa que tout était terminé dans le sens favorable à ses prétentions. Que les nouvelles vinssent démentir cette assertion, et tout le poids des conséquences retombait sur le Sultan. Certes, un tel machiavélisme n'était ni au-dessus ni au-dessous de notre héros. Cependant trop de ruse est comme l'excès de toute faculté, elle peut nuire à la pénétration : la lumière qui fait agir l'homme est alors comme ces flambeaux placés trop près des yeux, et qui laissent dans l'obscurité tous les objets qui ne sont pas immédiatement tangibles. Le Rouméliote, aussi, pouvait se flatter que son attitude résolue, sa persistance, l'habileté de sa manœuvre, accessoirement enfin l'état de délabrement bien connu où était l'empire, avaient pesé sur la détermination du Sultan, et fait tourner la chance en sa faveur.

LI

Du reste, affectée ou réelle, la satisfaction qu'il en témoignait n'eut pas le lieu de se donner

une longue carrière, car, peu de temps après le départ de Sarim, arriva un message de la Porte. Le Sultan écrivait au vice-roi que, dans sa généreuse munificence, il lui octroyait l'hérédité de l'Arabie, de l'Egypte et des gouvernements de Saint-Jean-d'Acre et de Tripoli. Méhémet-Ali cria à la surprise, à la trahison ; mais cette violence ne se fit pas jour dans ses communications officielles ; c'était le moment, au contraire, plus que jamais, de se rabattre sur le *statu quo*, et de se faire une arme défensive de ce frein imposé à son ambition. Il déclara préférer le maintien de l'état actuel des choses aux étroites et captieuses conditions de la Porte,—prétendant, d'ailleurs, qu'en les lui mandant alors *qu'il ne les avait sollicitées d'aucune manière*, le Sultan entendait sans doute le laisser libre dans son choix ; que ce choix était fait, et qu'il refusait péremptoirement.

Ainsi se terminèrent les négociations de Mahmoud avec Méhémet-Ali. Elles n'eurent, il faut l'avouer, d'un côté comme de l'autre, aucun caractère de sincérité, et n'en pouvaient avoir. Une égale fureur animait les rivaux ; l'un brûlait de venger sa défaite, l'autre d'achever sa victoire. Leur triste comédie de modération n'avait pour but que d'en imposer à l'Europe qui les surveillait ; c'était la manœuvre de deux champions qui préludent à la lutte en cherchant à s'assurer l'avantage du ter-

rain et du soleil. Nous allons, désormais, les voir s'efforcer de se porter des coups plus effectivement que par de belles paroles; et l'issue du combat nous apprendra qu'en champ clos, il est encore moins utile d'avoir une bonne épée qu'un bon parrain.

LII

Attachée, ostensiblement du moins, à empêcher la collision entre ces deux ennemis acharnés, l'Europe recueillit, à cette tâche difficile, le fruit de ses propres discordes. La Diplomatie voulut un moment réparer sa bévue ou sa faiblesse de 1815, et faire rentrer l'empire ottoman dans le droit public européen. Le projet fut adroitement présenté à Constantinople : il indigna, comme on le pense, Saint-Pétersbourg, qui s'était faite à l'idée de régler seule les destinées de l'Orient, et proclamait fièrement sa résolution de n'en agir, dans ces parages, qu'à sa guise. Toutefois, la politique russe fut plus insidieuse auprès du Sultan ; elle fit luire à ses yeux, dans la perspective d'un congrès, un démembrement pareil à celui qui avait retranché la Grèce de l'Empire. La plaie saignait encore au cœur de Mahmoud : il écarta la proposition. La Diplomatie,

réduite aux expiations, obligée de s'en tenir aux faibles digues du *statu quo* contre toute redoutable éventualité, n'en devint que plus attentive à le maintenir, à réprimer toute velléité d'y porter atteinte.

LIII

Le Rouméliote était teuu de se faire pardonner l'agression qui avait remué cette grosse question; peut-être l'habileté, de son côté, eût-elle consisté à montrer une entière déférence au vœu des puissances, à se couvrir de leur responsabilité. Par position, il était le dernier à qui la patience dût échapper, si gêné qu'il fût d'ailleurs. Mais l'ambition n'aura jamais de plus grand ennemi que sa propre violence. Méhémet-Ali ne fut ramené que trop tard, et par la force des choses, à cette condition expectante, dont une démonstration intempestive lui avait fait perdre d'avance tout le fruit.

En mai 1838, enhardi par la répression des troubles de Syrie, il annonça officiellement aux consuls généraux qui siégeaient auprès de lui, que ne voyant aucune issue à ses tentatives d'arrangement avec le Sultan, il était résolu à proclamer son indépendance. C'était, à l'entendre,

les larmes aux yeux et le cœur serré qu'il se décidait à ce parti extrême; mais il se trouvait entre *deux épées* : sa famille et les grandes puissances. L'intérêt de ses enfants lui commandait impérieusement de fixer leur sort; il avait soixante-dix ans, et, au moment de terminer sa carrière, il ne voulait pas laisser leur avenir incertain. Du reste, il attendrait un temps raisonnable la réponse des gouvernements de l'Europe, dans l'espoir que leur intervention lui faciliterait un arrangement à l'amiable avec la Porte; jusque-là, il s'abstiendrait de toute mesure hostile, ne ferait point passer la frontière à son armée, et paierait très-prochainement le tribut, y compris l'arriéré.

LIV

Ce langage accusait plutôt un faux calcul qu'une résolution bien arrêtée : le pacha continuait son école de diplomatie occidentale. En 1834, il avait eu foi en la sincérité des protestations des puissances contre l'ambition russe, jusqu'au point de faire les avances belliqueuses que nous connaissons, et le refus de l'Europe à s'y associer lui parut dicté par un impérieux besoin de paix :

dès lors, il crut ne pouvoir trop compter sur la longanimité des cabinets, ni se confier trop à une menace qui serait l'aiguillon par lequel il les forcerait à sortir de leur torpeur pour lui ménager un arrangement avantageux avec le Sultan : de là son audacieuse sortie de 1838. Cette fois encore le résultat déjoua ses espérances ; car parmi toutes les puissances nourrissant contre lui un grief commun, à cause de son rôle de boute-feu, il n'y avait que la France qui eût à son égard quelques dispositions bienveillantes, et elles étaient beaucoup plus propres encore à aggraver l'animadversion générale qu'à lui être de quelque utilité. L'Angleterre le trouvait beaucoup trop sur son chemin : en 1807, cet homme n'avait-il pas été l'écueil au couronnement de la haute fortune d'Albion? N'était-ce pas lui qui, en chassant les Anglais de l'Egypte, les avait empêchés de nouer les deux bouts de leur route de l'Inde, et de fermer ainsi l'équateur politique du monde. L'Angleterre ne devait jamais pardonner. D'ailleurs, depuis lors, en Arabie, sur l'Euphrate, à Bagdad, en Abyssinie même, partout où elle avait tenté de se frayer une voie nouvelle, elle avait rencontré Méhémet-Ali : elle en était définitivement lasse. Indépendamment de l'appréhension où était l'Autriche de voir se répercuter en Asie les coups portés sur le Danube, — ce fleuve dont elle laisse à regret les eaux sortir de chez elle, et

par lequel il lui semble que s'écoule, en même temps, une portion notable de son commerce et la majeure partie de sa puissance, — l'Autriche était particulièrement froissée de devoir cette inquiétude à la rébellion d'un vassal contre son suzerain, — elle, la plus illustre représentante du vieux droit féodal et de l'autorité imprescriptible de la race. La Prusse, appelée à servir d'appoint à toute question ayant l'Orient pour objet, voudrait en vain masquer son opinion en cette manière sous des intérêts imaginaires; son unique intérêt en ce monde est d'être agréable à la Russie, comme le rôle de l'armure est de couvrir celui qui la porte. Encore notre comparaison exagère-t-elle l'office de la Prusse; elle n'est pas l'armure tout entière de la Russie, elle n'en est qu'une partie; et, à ce titre, son vœu le plus cher, en cas de conflit, est de voir détourner les coups vers la cuirasse, ou dans toute autre direction. Occupée au Bosphore, son oppressive alliée paraîtrait toujours moins pesante sur les frontières de la Silésie : telle était la seule raison déterminante de la manière de voir de la Prusse. Quant à la Russie, la paix ou la guerre lui était indifférente; à l'une comme à l'autre, elle n'avait qu'à gagner : mais le maintien du *statu quo*, ruineux pour l'empire ottoman, lui offrait le simulacre d'un désintéressement qu'elle n'eut garde de répudier. Peut-être aussi en vou-

lait-elle secrètement à Méhémet-Ali de n'avoir pas assez osé en 1833, et de s'être arrêté court sur les injonctions de la France. Les grands joueurs n'aiment pas les parties remises.

LV

Quant à la France, nous avons très-suffisamment caractérisé son attitude, ses intérêts et son influence; à une autre époque, cette même politique qui s'agitait dans ses conseils se fût attachée à marier le grand Turc à la république de Venise; ce beau rôle manquant à ses efforts, elle voulait présentement le réconcilier avec un ennemi qui, à toutes les injures d'homme à homme, de subordonné à supérieur, d'obligé à bienfaiteur, avait joint les âcres malédictions d'une même foi religieuse, — le plus acre ferment de toutes les haines. La politique du juste-milieu ne voulait rien moins que voir le spoliateur donner la main au dépouillé, et par des motifs de concorde qui leur étaient complétement étrangers; elle prêchait la paix à la façon de ce personnage de la comédie,



c'est-à-dire au risque de voir les coups lui tomber des deux parts sur les épaules.

LVI

Les cabinets furent donc unanimes dans leurs réponses à blâmer la déclaration du pacha ; mais ils y déployèrent un ton de sévérité qui le surprit, encore qu'il fût préparé à essuyer le feu de cette première colère, et n'attendît que de Constantinople le véritable effet de ses menaces. Un dépit éloquent respira dans sa réplique aux consuls.

« Messieurs, leur dit-il, les rois de l'Europe sont très-éclairés et disent, que depuis longtemps, ils désirent la tranquillité des peuples, et en général la prospérité de l'espèce humaine. Mais quand ils refusent de reconnaître mes droits à l'indépendance, ils sont inconséquents à leur dire, et en voici la preuve.

«Tant que je ne suis pas indépendant, attendu que je suis plus riche, plus puissant que le Sultan, ses Etats et les miens demeurent en présence et sous les armes. L'Epire, l'Anatolie, la Carama-

nie, la Syrie, l'Egypte, les Iles, toute la Turquie et l'Arabie en un mot, sont en proie à l'inquiétude, aux secousses politiques, aux dépenses et aux malaises de toute sorte, qui ruinent les malheureuses populations de ces pays, par suite de la crainte que j'inspire au Sultan qui tremble devant moi, moi qui déjoue toujours ses embûches! Les forces du Sultan sont bien connues et depuis longtemps appréciées. S'il arrivait que le pacha de Bagdad lui déclarât la guerre, il ne pourrait le soumettre. Quant à moi, si je mettais le pied sur le territoire du Sultan, tous ses sujets, tous, dis-je, m'accueilleraient les bras ouverts, et ses soldats eux-mêmes déposeraient les armes à mes pieds.

« Ainsi les rois de l'Europe semblent, dans cette circonstance, désirer plutôt le malheur des peuples que leur bien-être et leur tranquillité; car s'ils me laissaient assurer mon indépendance, ne serais-je pas toujours le même, et musulman comme par le passé? Ils n'ignorent pas que la Grèce, dont l'étendue ne dépassait pas celle d'un thalari quand elle se souleva, réussit, dans l'espace de six années, et malgré tant de visirs et tant de pachas à la tête de si nombreuses armées, à tenir le Sultan en échec, et que, si je n'avais pas pris fait et cause pour lui contre les Grecs, ils auraient conquis jusqu'à Constantinople, tandis que sans

l'intervention des trois puissances, j'aurais soumis toute la Grèce, dont Nauplie seule résistait à mes armes !

« D'un autre côté, que n'ai-je pas fait pour la civilisation en Egypte? Ne l'ai-je point dotée de troupes régulières et d'une marine de guerre organisée d'après la méthode européenne? N'y ai-je pas introduit les manufactures de soie, de coton, de cuivre, et mille autres métiers qui étaient inconnus avant moi, et dont aujourd'hui les produits rivalisent, à la surprise générale, avec les produits de l'industrie européenne ? Ne suis-je pas parvenu à faire construire et confectionner dans mes Etats des vaisseaux, des canons, des télescopes, et tout ce qui y est nécessaire?

« Mais qu'on dise comment il se fait que les monarques européens interviennent dans une cause étrangère? Lorsque la France marcha contre l'Algérie, lorsque la France s'empara de Constantine, et de tant d'autres villes, qui donc est intervenu dans ses démêlés avec les Etats barbaresques, bien que, comme coreligionnaires des Algériens, il nous eût été permis de nous croire intéressés à leur cause, ou bien qu'il nous eût été possible de les soutenir, de les défendre, ou au moins de rendre leur soumission plus laborieuse à la France? Quelle est donc la conduite des souverains de l'Europe? L'intérêt de la tranquillité des peuples,

et le désir d'épargner l'effusion du sang, disent-ils? Mensonge, mensonge évident! Dans la guerre d'Alger, était-ce de l'eau ou du sang qui coulait? A la prise de Constantine, était-ce de l'eau ou du sang qui coulait?

« Tant que je ne serai pas indépendant, la Turquie ne peut être ni paisible ni tranquille, et le Sultan lui-même verra peu à peu ses Etats lui échapper pour passer sous le pouvoir de l'un ou de l'autre, jusqu'à ce qu'il soit entièrement dépossédé de son trône. Et je demeurerai spectateur de sa ruine, tandis qu'indépendant je serais son allié; nous serions unis et tranquilles, lui et moi, ses peuples et les miens. Indépendant, mon premier soin serait de désarmer la moitié de mon armée de terre et de mer pour laisser mes soldats libres de se livrer à leurs travaux et à l'agriculture. Mes premières occupations auront pour but de supprimer bien des impôts qui pèsent sur le peuple par suite de ma position actuelle; mon exemple sera suivi par le Sultan, et voilà le véritable moyen de rétablir le bien-être des populations de la Turquie et de l'Egypte. Dans tous les cas, ma résolution est de ne plus payer à l'avenir un *para* (1) de tribut au Sultan; et qu'il vienne, s'il veut, le faire payer les armes à la main! »

(1) La quarantième partie d'une piastre, moins d'un centime.

LVII

Cette argumentation n'était que la glorification des faits et gestes du Rouméliote, une sorte de véhémente projection de son épée dans la balance politique ; très-faible sur la question de droit, — seul point de vue auquel voulussent se placer les puissances, pour faire prévaloir leur système d'unité de l'empire ottoman, — elle ne pouvait offrir la base d'aucune sérieuse négociation. Les consuls, aussi bien collectivement qu'avec les ménagements propres à des communications intimes et personnelles, exhortèrent le vice-roi à abandonner son idée d'indépendance ; ils parurent d'autant mieux y réussir que Méhémet-Ali avait surfait ses prétentions pour obtenir le meilleur marché, et qu'ils le laissèrent assez facilement se retrancher derrière l'hérédité, seul objet réel de son désir, et l'unique qui pût entrer en litige aux yeux du Sultan. Sur ce dernier point, le langage du Rouméliote stipulant pour ses enfants et pour le fruit de ses longs et infatigables travaux, reprit une grave

élévation, et le *memorandum* qu'il adressa aux consuls est empreint d'une grandeur antique.

« Le pacha, y était-il dit, se repose toujours sur les bonnes intentions des quatre puissances à son égard. Il regrette de les voir maintenant opposées à ses vues; mais il attend avec confiance leur retour à de meilleurs sentiments.

« Il espère d'ailleurs que la question d'hérédité sera favorablement résolue; il s'en contentera si elle est terminée à l'amiable et par la voie des négociations; mais s'il ne peut y réussir et s'il est forcé d'avoir recours aux armes, alors il proclamera non-seulement l'hérédité, mais l'entière indépendance de l'Egypte. Il est sérieusement décidé à ne point se laisser livrer à la Porte par les puissances européennes. Il est vieux, et peut-être n'a-t-il rien de mieux à faire que de succomber honorablement dans la lutte, plutôt que de laisser au hasard des événements sa famille, ses serviteurs, et tout ce peuple qui a tant travaillé pour lui. Il a, dans sa vie, été obligé de répandre bien du sang pour faire ce qu'il a fait, pour obtenir ce qu'il possède; il ne veut pas non plus que ce sang ait coulé en vain!

« D'ailleurs, ses vues s'accordent avec les intérêts et la politique de l'Europe. Pourquoi donc le sacrifier? Il n'est pas de leur religion, mais il est homme aussi, et on doit le traiter humainement,



c'est-à-dire souffrir qu'il songe à la destinée de ses enfants, dont il veut affermir la fortune.

« Si les grandes puissances n'approuvent pas ces raisons, si elles ne veulent donner aucune garantie à la stabilité de l'état de choses existant en Egypte, si on le réduit à ne plus prendre conseil que de lui-même, il est décidé à sacrifier ce qui lui reste de vie et de force pour finir une incertitude qui lui est insupportable, parce qu'elle pèse surtout sur ses enfants.

« Il sait bien, du reste, que si les puissances sont d'accord pour l'accabler, il succombera ; mais elles sont à un tel degré de grandeur qu'une pareille victoire n'ajoutera rien à leur renommée, et que les suites mêmes de cette victoire pourront les embarrasser. Quant à lui, il a quatre-vingt-quinze chances contre et cinq pour lui ; mais n'importe! à la guerre les dés sont toujours incertains, et si le hasard les fait tourner en sa faveur, il laisse aux puissances le soin de juger les conséquences d'une victoire que personne n'aura plus le droit de modérer ! »

LVIII

Cette note est du 5 septembre 1838. D
rupture des négociations avec Sarim, aucu
munication n'avait eu lieu entre le Sultan
hémet-Ali, et des deux côtés les préparat
guerre avaient été poussés avec une éga
vité; on s'attendait donc, d'un moment à l
à voir éclater un conflit, vis-à-vis duquel l
matie se montrait impuissante ou complic
que tout à coup, au grand étonnement d'un
le vice-roi annonça le projet d'un voyage
Fazoglo, à plus de six cents lieues d'Alex
dans le but ostensible de visiter les mir
qui lui avaient été signalées, et d'organ
pays, jusque-là rebelle à toute espèce d'a
Ce voyage, si extraordinaire pour l'occur
donné lieu à bien des commentaires hy
tiques; quoiqu'on ait voulu voir sous la tr

— nous ne pensons pas que le Rouméliote se soit montré si cauteleux ni si timide, ni que les motifs de son voyage aient différé beaucoup de ceux qu'il mit en avant. A cette époque son siége était fait, pour nous servir de l'expression ; après avoir inutilement tenté de convertir la diplomatie à sa cause, il s'était prudemment rangé à ses avis, dont le meilleur consistait à ne rien faire pour provoquer les hostilités, et à racheter ce qui manquait à son droit strict par son respect pour les conventions. Il abdiquait ainsi entre les mains d'une direction supérieure toute la suite de cette affaire. Jamais donc sa situation n'avait été plus franche, et il lui était permis de croire, puisqu'il y avait encore matière à négociations, que la solution s'ajournerait jusqu'à son retour. Car, supposer que le Sultan aurait l'audace d'attaquer Ibrahim et son armée, Méhémet-Ali en était à mille lieues.

LIX

Un fait, de nature à influencer davantage sa détermination, venait de lui être révélé. Le 17 août,

avait été conclu, entre la Porte et l'Angleterre, un traité de commerce, dont la principale clause prononçait l'abolition des monopoles dans toute l'étendue de l'empire ottoman. Nous aurons tout à l'heure sujet de revenir sur cette importante négociation, quand nous jetterons un coup d'œil sur la cour du Sultan et sur les intrigues qui s'y agitaient pour la guerre ou pour la paix. Quelques avantages réciproques qui en dussent résulter, ce traité, aussi bien dans l'esprit de la Porte que dans celui de l'Angleterre, était une machine de guerre dirigée contre le pacha d'Egypte. Il donnerait la mesure de sa soumission, et dut-il l'accepter, mettrait son obéissance à une rude épreuve, en tarissant la source de sa puissance et de son orgueil. Peut-être Méhémet ne comprit-il pas tout de suite la portée de cette atteinte, ou s'en exagéra-t-il d'abord les effets, par l'impossibilité d'en prévoir tout de suite le côté éludable, ou les palliatifs. Il n'en fut pas ainsi plus tard; il sut bien abriter son monopole sous sa qualité de possesseur réel de la majeure partie du sol et mettre en défaut, comme propriétaire foncier, la loi qu'il était forcé de reconnaître à titre de gouverneur et de négociant. De prime-abord, donc, il est permis de supposer que le voyage au Fazoglo fut une réponse au coup qui lui était porté de Constantinople : quelle belle compensation aux pertes occasionnées

par une diplomatie mesquine et chicanière, qu'un triomphant Eldorado où le Rouméliote puiserait à pleines mains. Malgré d'assez fréquentes déceptions, la croyance aux mines d'or, dans cette partie reculée de l'Afrique, n'avait pas faibli chez lui; en vain l'expédition de Nubie, entreprise sous l'empire de cette idée dominante, lui avait-elle coûté son fils Ismaël et d'autres grands sacrifices, sans lui rapporter rien. Il se dit, sans doute, que tant qu'il n'aurait pas jugé les choses par lui-même, il ne lui était pas permis d'abandonner l'espérance. Et encore cette épreuve, décisivement négative, ne parut-elle que lui rendre l'idée plus chère; toujours est-il qu'elle continua à être bien soigneusement caressée par son imagination, car dans le grand naufrage de ses facultés intellectuelles, ce fut le premier écueil sur lequel on reconnut que sa raison avait échoué.

LX

L'historique de la recherche des mines aurifères du Fazoglo et du voyage de Méhémet-Ali, si inté-

ressant sous beaucoup d'autres rapports, fait l'objet d'une note que nous plaçons à la fin de l'ouvrage pour ne pas interrompre la chaîne des événements politiques dans lesquels notre récit se trouve engagé(1). Nous nous permettrons une seule digression, à propos d'un fait qui survint peu de jours avant le départ de Méhémet-Ali, et qui, par cela même qu'il est resté ignoré dans ses causes, pourrait bien se rattacher aux passions alors en jeu. Le pacha habitait sa résidence de Choubra, et surveillait les derniers préparatifs de son départ, lorsque, un jour, on vint lui annoncer la visite d'un Turc venu de Constantinople, et qui arrivait muni de titres d'introduction, qu'on lui avait délivrés à Alexandrie sur ses instantes prières. Il prétendait avoir des secrets de la plus haute importance à révéler au vice-roi. Celui-ci le reçut : les confidences se réduisirent à la remise d'une lettre que Méhémet-Ali lut, après quoi il lui demanda s'il n'avait pas autre chose à lui dire ; sur sa réponse négative, il fut congédié poliment, et le pacha ne s'ouvrit à personne du contenu de la lettre. Mais le messager revint le lendemain et les jours suivants, se confondant à chaque fois en salamalecs, sans être plus explicite ; aussi le pacha finit-il par lui dire qu'il avait, pour le mo-

(1) Note A.

ment, des affaires fort importantes à traiter, et qu'il ne pourrait plus le recevoir. Le quidam se retira, et le pacha lui-même, quittant sa suite, allait passer dans un autre appartement, lorsqu'il vit son visiteur qui s'était arrêté à la porte dans une attitude suspecte : « Que fais-tu là ? » s'écria vivement Méhémet-Ali. Au lieu de répondre, le Turc mit la main à ses pistolets, qu'il portait à sa ceinture ; mais, aussi prompt que l'éclair, le pacha saisit son sabre, s'élança sur lui, et le terrassa. Plusieurs cavass accoururent et le désarmèrent. On ne trouva sur lui aucun papier révélateur. Remis de son émotion, Méhémet-Ali prononça froidement ces simples mots : « Une pierre au cou, et au Nil. » L'ordre fut exécuté, sans que l'inconnu daignât desserrer les dents. Une visite qu'on fit ultérieurement à son domicile n'amena aucune découverte. Mais on prétendit que les officiers commis à ce soin avaient mis la main sur des pièces de la plus haute importance et les avaient anéanties. Sur la foi de ce simple bruit, Méhémet-Ali destitua ces officiers et leur ordonna de sortir d'Egypte. On n'en a jamais su davantage. Plusieurs versions circulèrent, qui ne méritent pas la peine d'être rapportées. D'après l'une d'elles, la lettre était un piége ; elle émanait directement d'un grand personnage de la Roumélie, qui proposait au vice-roi un plan de trahison contre le Sultan. Franchement, au point où en

étaient les choses, on ne s'explique guère le but et l'utilité d'un pareil simulacre.

Le 15 octobre, Méhémet-Ali partit pour le Fazoglo.

LXI

La diplomatie n'avait pas dans Mahmoud un moindre sujet d'embarras, et se croyait tenue vis-à-vis de lui à plus de déférence qu'envers le pacha d'Egypte. Ce que nous avons dit du caractère de ce prince doit faire supposer avec quelle frémissante impatience il supportait la crise actuelle; ajoutons que la funeste habitude de l'ivresse, à laquelle il se livrait depuis longtemps déjà, donnait à ses passions quelque chose de morbide. Cependant, il y allait tellement de son intérêt de paraître vouloir céder au vœu pacifique de l'Europe, qu'il réussit à induire en erreur sur ses véritables dispositions les principaux représentants officiels des puissances. Mais il fallut pour cela que ceux-ci y missent un peu de bonne volonté, car Mahmoud était placé dans un courant d'une force invincible, et ces nécessités subies se traduisaient

par des signes de la dernière évidence. En effet, de quelque côté qu'il se tournât, quelque parti qu'il prît, l'unique moyen d'éviter l'abîme était de vaincre Méhémet-Ali par la seule puissance de ses armes; pour relever le padichâ dans l'esprit des populations, pour effacer la honte de Kutayè, il fallait que l'Empire, sans secours étranger, eût raison du rebelle suscité dans son sein : une victoire sur le Taurus délivrait le Sultan à la fois de Méhémet-Ali et de la tutelle asservissante de la Russie. Qu'avaient à lui proposer les partisans de la paix en compensation de ces avantages? Des concessions déshonorantes, ou un *statu quo* également plein de sacrifices, et qui consommerait sa ruine indubitablement, mais sans éclat. Aussi Mahmoud en était-il arrivé à ce point où l'esprit, immuable dans une résolution, ne délibère plus que pour la faire prévaloir, pour lever les obstacles, surmonter les résistances ; où, enfin, les actes prennent une couleur si conforme au sentiment intime, qu'il n'est plus possible de dissimuler, à moins d'affecter, dans les paroles, une résolution directement contraire. Déjà, dans le choix de ses ministres, le Sultan ne se réglait plus que par les témoignages secrets ou patents qu'ils pouvaient donner de leur haine contre Méhémet-Ali. Ce sentiment bien avoué étant un titre à la faveur, on voyait tous les courtisans se montrer aussi belliqueux que naguère ils

avaient été timides sur le compte du pacha d'Egypte. Le vieux Kousrouf-Pacha, le plus ancien des ennemis personnels du Rouméliote, le plus énergique promoteur de la guerre de 1833, était tombé en disgrâce du moment que sa haine assoupie ne put primer les incitations de sa conscience, et qu'il se fut rangé au parti de la paix, dont l'Empire lui paraissait avoir le plus grand besoin pour recouvrer ses forces. Au contraire, Achmet-Pacha, ce modèle des favoris, passé Capitan par l'effet de la chute de Kousrouf, troqua subitement les calculs que sa cupidité basait sur une collusion avec Méhémet-Ali, contre les bénéfices plus certains que lui promettait l'adoption, sans réserve ni mesure, des idées de son maître; et de plus chaud partisan d'un arrangement pacifique, il était devenu apôtre immodéré de la guerre.

LXII

D'ailleurs, le Sultan ne rencontrait pas, dans le corps diplomatique, une unanimité susceptible de réfréner sa colère et ses projets; les divers ambassadeurs reflétaient, dans leurs exhortations à la

paix, les divergences que nous avons déjà signalées. L'ambassadeur de France, bien que Méhémet-Ali ne lui fût pas sympathique, suivait à la lettre les instructions de son gouvernement en conjurant la Porte de ne pas se jeter dans un système d'hostilités qui remettrait tout en question, tandis que lord Ponsonby, l'ambassadeur d'Angleterre, ostensiblement favorable à la paix, poussait secrètement aux partis extrêmes, et ne remplissait pas moins exactement les vues du cabinet qu'il représentait, tout en paraissant n'obéir qu'à ses suggestions personnelles. Albion a poussé l'art de la diplomatie à ce point, qu'elle ne saurait être ni compromise ni trahie par ses agents; aussi se dispense-t-elle de jamais les brider par d'étroites instructions. Perdre à la fois Méhémet-Ali et la Russie dans les conseils de la Porte; nuire à tous ses rivaux à Constantinople, sans scission apparente : lord Ponsonby possédait là le fort et le faible de la politique de lord Palmerston; et, sur ce thème si large, permis à son habileté et à son imagination de broder toutes les fantaisies diplomatiques, — sauf, bien entendu, le désaveu, si le cas l'exigeait. Membre important de la haute aristocratie, gendre de lord Grey, beau-frère de lord Durham, dont les voix comptaient dans la majorité du Parlement, l'ambassadeur britannique puisait dans cette position une assurance qui



contribuait encore à donner à ses actes un vernis d'indépendance. En arrivant à Constantinople, en 1833, lord Ponsomby avait trouvé le traité d'Unkiar-Skelessi conclu, et, dès-lors, il s'était juré, *in petto*, d'attacher son nom à l'annulation de ce traité. Au premier abord, son ardeur quelque peu irréfléchie lui fit entrevoir la réalisation de ce but dans une croisade de l'Europe contre la Russie; il n'eut pas besoin de tâter longtemps le terrain, avant de se persuader qu'un pareil projet était chimérique. Adhérant alors aux vues secrètes du Sultan, il reconnut que la perte de Méhémet-Ali était le seul échec grave que la Russie pût éprouver à Constantinople, et il se mit à y travailler avec d'autant plus de persévérance que ce résultat satisfaisait deux rancunes de son gouvernement, au lieu d'une. Mais, à ce jeu, l'insuccès avait de redoutables conséquences. Dans ce nouveau recours au sort des armes, Méhémet-Ali, victorieux, rapprochait beaucoup plus les Russes du Bosphore que sa défaite n'aurait eu pour effet de les en éloigner. On croit si aisément ce qu'on espère, même en Diplomatie, qu'à cet égard encore lord Ponsonby partagea toutes les illusions de Mahmoud, si même il ne contribua pas à les faire naître. Malgré l'expérience acquise, malgré le délabrement de l'Empire et les faciles inductions qui pouvaient être tirées de l'examen comparatif des deux armées turque et



égyptienne, il demeura comme un fait acquis, aux yeux du Sultan et de l'ambassadeur anglais, que l'armée ottomane ne le cédait nullement, soit pour l'esprit qui l'animait, soit par son organisation, aux troupes de Méhémet-Ali. A la vérité, celui-ci pouvait se prévaloir de succès antérieurs, — succès uniquement dus à la surprise et au peu de crainte qu'il avait d'abord inspirée; — mais les rôles se trouveraient cette fois changés, aussi bien par l'école dont les généraux impériaux avaient profité, que par la fâcheuse position que créait à Méhémet-Ali le besoin de couvrir toute la Syrie, pays qui tendait continuellement à lui échapper par son esprit insurrectionnel, et dont il suffirait de remuer les cendres encore chaudes pour en faire jaillir un nouvel incendie.

LXIII

Telles étaient les agitations belliqueuses que le Sultan et l'ambassadeur couvraient depuis longtemps d'un masque pacifique. La conclusion du traité de commerce aurait déjà dû désiller bien des yeux et mettre à jour l'imposture des paroles officielles. L'idée de ce traité était due à l'initiative

du baron Roussin, l'ambassadeur de France. Dès 1836, les réclamations de la Porte auprès des ambassadeurs de France et d'Angleterre pour le renouvellement des *capitulations* (1), ou tarifs douaniers, dont le bail était expiré depuis quelque temps, firent concevoir à M. Roussin le projet de rassembler les diverses puissances contractantes en un traité commun avec la Porte; ce projet réunit tous les suffrages, à l'exception de la Russie, qui employa plus de huit mois en allées et venues avant d'y donner un assentiment sans réserve. Les changements ministériels effectués à Constantinople apportèrent de nouveaux retards aux négociations, qui furent encore entravées par le départ en congé de M. Roussin, leur plus actif promoteur. C'est en cet état que les reprit lord Ponsonby, et plutôt au nom de l'Angleterre qu'au nom collectif, lorsqu'il y eut découvert un moyen de nuire à Méhémet-Ali : n'était-ce pas y ajouter le seul stimulant propre à les faire goûter au Sultan, et en hâter la conclusion? Sur ce terrain d'une commune animosité, les parties se firent des concessions mutuelles, et, le 17 août 1838, toutes difficultés se trouvant applanies, lord Ponsonby apposa sa signature au traité. Pendant ce temps, l'ambassadeur

(1) Voyez, note B, quelques détails relatifs à la négociation du traité de 1838.

de France, faute de *pouvoirs* assez *étendus*, était réduit à rester spectateur, en apparence désintéressé, dans une affaire dont le légitime honneur lui appartenait. Enfin, cet indispensable supplément d'autorisation arriva, et, le 23 novembre suivant, M. Roussin ratifia, au nom de son gouvernement, les conditions consenties par l'Angleterre.

LXIV

C'était la continuation du triste rôle que la France avait accepté, dès le début, en Orient. Abandonner ainsi la conduite d'une question qu'on a soulevée dans un intérêt général, à une puissance qui ne cherche qu'à y faire prévaloir ses vues particulières, qu'à en pervertir le principe et le résultat; se laisser ensuite traîner à la remorque de cette soi-disant alliée, et adhérer à tout ce qu'elle a cru devoir faire: tout cela ressemblait plus à la faiblesse qu'à la confiance; une pareille longanimité appelait la tromperie, semblait porter un défi à l'abus. On ne se fit faute ni de l'une ni de l'autre vis-à-vis de la France. De la part de l'Angleterre, la chose n'était pas nouvelle, et en cette circon-

stance même, elle prit à peine la précaution de déguiser ses sympathies et ses tendances : quelques jours après la conclusion du traité, on vit l'escadre de l'amiral Stopford naviguer bord à bord avec la flotte du capitan-pacha, et lorsque le ministère français, justement inquiet de cet accord entre les deux puissances, demandait des explications au cabinet de Saint-James, il dut savoir à quoi s'en tenir sur la sincérité des dénégations. Mais, si peu d'influence et d'autorité qu'il se crût dans le monde, il ne pouvait imaginer qu'il fût au point d'être joué par la Sublime-Porte, — une puissance devenue, par cause d'affaiblissement, l'objet de toutes les convoitises. La chose arriva cependant, et avec tous les caractères de solennité qui pouvaient rendre le mensonge plus sensible, l'outrage plus éclatant. Peu subtil, mais assez clairvoyant, et surtout d'une fermeté qui n'aurait demandé qu'un peu d'encouragement pour se montrer dans tout son lustre, M. le baron Roussin avait pris ombrage des menées de l'ambassadeur d'Angleterre, qui avait l'insigne avantage de pouvoir ériger sa morgue naturelle en preuve d'habileté ; non plus satisfait des assurances semi-pacifiques que le divan retournait à ses remontrances touchant l'activité des armements, l'ambassadeur français prit le parti de poser nettement la question au Sultan, dans une audience qu'il demanda *ad hoc*. Mahmoud

ne craignit pas de garantir la paix à la France, de sa propre bouche. Pourtant M. Roussin, en mandant cette promesse impériale à son gouvernement, fut dans la nécessité de l'avertir, en même temps, qu'aucun des préparatifs n'avait été pour cela contremandé, et qu'une prochaine collision était généralement regardée comme inévitable. On était alors au 17 mai 1839 : un mois après, l'événement justifia cette prévision. Jusqu'au dernier moment, le Sultan ne cessa de recevoir, de la part du ministre français, des avis de modération dont il continua de ne tenir aucun compte. C'est ce qu'on peut constater dans la note du 17 juin suivant, remise par M. Roussin à la Porte, et dans la réponse de celle-ci (1); on y saisit également la différence d'esprit qui animait les deux gouvernements, les ménagements presque obséquieux prodigués par la note française à la susceptibilité turque, le ton sec et décidé de la réponse ottomane. Six jours après avait lieu la bataille de Nésib.

LXV

Nous avons dit les raisons tout intimes qui rendaient la politique de Louis-Philippe si faible

(1) Documents historiques, n° 4.

sur le terrain des questions extérieures; ces raisons se trouvaient alors corroborées par une des plus déplorables crises ministérielles qu'ait enfantées le gouvernement représentatif : lutte décisive du gouvernement personnel contre les ambitions bourgeoises coalisées, dissolution de la Chambre, élections menaçantes, chute du ministère du 15 avril, ministère provisoire, bruits de tribune vides et sonores, émeute sanglante, rien enfin n'avait manqué au programme des saturnales du libéralisme. On était trop préoccupé, en France, des orages amoncelés sur le palais Bourbon, pour faire attention à ceux qui se préparaient dans les parages orientaux ; grâce à cet oubli, la question d'Orient, à son origine, fut du petit nombre de celles que le roi put se réserver exclusivement ; mais il y reflétait l'image des indécisions et des tâtonnements nés de ses embarras d'autre part; il craignait surtout d'en voir surgir une nouvelle pierre d'achoppement. Le cabinet du 12 mai, issu de la victoire de la coalition, espèce de transaction entre les alliés, qui désarmèrent pour s'observer, — fut comme le chapeau que chaque compétiteur mettait à sa place pour la garder. Naturellement, ce ministère, n'ayant aucun engagement de parti à remplir, se mit à faire les affaires du pays du mieux qu'il put. La question d'Orient lui parut alors dans tout son jour mena-

çant, et il se hâta de donner l'alarme aux Chambres, en leur demandant un crédit extraordinaire de 12 millions, pour parer aux éventualités qui se dessinaient en Syrie. Mais il était alors trop tard pour que les événements pussent dévier du résultat auxquels ils tendaient depuis si longtemps.

LXVI

Pour comble d'imprévoyance, la Diplomatie, en même temps qu'elle cherchait à contraindre moralement les adversaires à la paix, les laissait se porter un mutuel défi par la proximité et, pour ainsi dire, par le contact de leurs forces. Après la convention de Kutayè, l'armée ottomane et celle de Méhémet-Ali étaient restées en présence, comme les deux pôles d'une pile électrique, entre lesquels le rapprochement ne pouvait produire que l'éclair de la foudre. C'était bien là-dessus que comptaient les partisans de la guerre. Dès 1834, au printemps, Mahmoud avait réuni à Sivas un corps de troupes, sous les ordres de Réchid-Mohammed, le sérasker malheureux de Koniè. Ce nom révélait suffisamment l'intention d'une revanche. De son côté, jusqu'au jour où il convint à la politique de Méhémet-Ali de ne pas paraître l'agresseur, Ibrahim ne s'était pas piqué d'un grand respect pour le territoire ottoman ;

quoique l'Euphrate, dans une certaine partie de son cours, eût été donné pour limite aux possessions syriennes du pacha d'Egypte, le généralissime Ibrahim, sous prétexte de contenir quelques tribus de Bédouins insubordonnées, avait enavhi les districts de Raka et d'Orfa, situés sur ce fleuve et au delà, et y avait laissé des troupes en cantonnement. Si les terribles insurrections de Naplouse et du Hauran avaient montré aux Egyptiens quelle influence le Sultan conservait dans les affaires de Syrie, celui-ci voyait, de jour en jour, se fortifier entre les mains de ses ennemis, cette chaîne du Taurus, restée inutile entre les siennes, et s'élever peu à peu des barrières infranchissables entre les populations de son empire. En 1837, cette situation s'aggrava encore par l'insuccès des tentatives de réconciliation dont Sarim fut l'intermédiaire; l'armée de Sivas reçut un accroissement considérable et fit un pas vers la frontière de Syrie, en venant prendre ses quartiers d'hiver dans le Kourdistan. Réchid ne la commandait plus alors; une fièvre cérébrale l'avait enlevé, avant l'âge, à l'espoir de son maître et de l'armée. Il avait été remplacé par Hafiz-Pacha, dont la destinée, l'existence, le caractère, offraient avec les siens la plus remarquable analogie. Nés tous deux dans le Caucase, tous deux devaient leur renommée à la même cause, à la répression des troubles

de l'Albanie : triste symptôme pour un État, quand il n'offre de champs de bataille glorieux que dans des guerres intestines ! Pas plus que Réchid, Hafiz n'était pourvu d'assez de talent et d'instruction pour peser d'un poids décisif dans une campagne sérieusement militaire. Si, plus que son devancier, il était doué de calme et de réflexion, il avait, moins que lui, cette fougue entraînante qui peut décider le succès en un jour d'action, et qui est prisée par le soldat au delà de toute autre qualité. Comme pour achever le parallèle, Hafiz continua l'œuvre de la pacification du Kourdistan, commencée par Réchid ; mais ce n'était là que le masque du plus haut dessein auquel le réservait son maître, et la tâche de battre l'armée égyptienne et son terrible chef était l'endroit par où sa destinée était appelée à trancher définitivement avec celle de Réchid. Nous verrons, malheureusement, Hafiz rester fidèle à la similitude.

LXVII

Dès cette époque, le plan d'attaque était résolûment formé dans l'esprit du Sultan. C'est par

le nord-est que la Syrie devait être abordée, le nord-ouest offrant une résistance à peu près invincible par la chaîne du Taurus en avant d'Adana, et par l'*Amanus*, qui formait sur son littoral même une seconde ligne de retranchements. Au nord, mêmes difficultés de passage, quoique le prolongement du Taurus dépendît du territoire ottoman. Ce plan, qui choisissait judicieusement, pour centre de l'effort principal, le point vulnérable de la frontière ennemie, n'avait qu'un défaut, celui d'être nécessairement pressenti par le général égyptien, et de lui faire prendre ses mesures en conséquence. Il est vrai que ce mouvement devait être combiné et soutenu par des attaques partielles sur tous les autres points. Au nord, Soliman, pacha de Marasch, n'attendait que l'occasion de lancer ses bandes de Kourdes, avides de pillage ; au nord-ouest, le pacha de Koniè ne renoncerait même pas à forcer les défilés du Taurus pour pénétrer dans le pays par la voie d'Adana : un officier prussien, qui l'accompagnait, lui semblait un gage de succès dans cette tentative. A Angora se trouvait une réserve, sous les ordres d'Izzet-Pacha, célèbre par la part qu'il avait prise à l'extermination des janissaires, d'abord capitan-pacha en 1827, grand-visir l'année suivante, bientôt après, destitué et envoyé dans le gouvernement d'Angora, qu'il opprimait d'une

tyrannie aveugle et sanguinaire. Un autre Prussien, le baron de Winke, était chargé de donner à ses opérations militaires le nerf qui pourrait leur manquer. Ce n'était pas tout : on comptait encore sur une autre armée venant du sud-est, celle des pachas de Bagdad et de Mossoul réunis, qui venait, disaient les uns, opérer sa jonction avec celle de Hafiz, selon les autres, concourir à l'attaque par une puissante diversion. Ainsi abordé de tous côtés à la fois, était-il possible qu'Ibrahim ne succombât point sous cette masse de cent cinquante mille hommes, et avec cette circonstance, surtout, que la flotte turque occuperait les côtes de Syrie et pourrait choisir un lieu de débarquement à sa convenance.

Tout ce vain étalage de forces ne devait servir qu'à confirmer plusieurs principes déjà bien établis dans le grand art de la guerre, à savoir : qu'il en est tout autrement, sous le rapport de l'espoir qu'on peut fonder sur elles, des troupes disséminées entre plusieurs chefs et de celles qui sont reliées par l'unité du commandement ; en second lieu, qu'une seule action, vigoureusement menée, décide, la plupart du temps, de toute une campagne.

LXVIII

Ibrahim s'alarmait médiocrement de ces dispositions terrifiantes, quoiqu'il préparât activement la défense sur chaque point menacé. D'abord, la flotte turque ne lui causait aucune inquiétude, parce qu'il comptait, avec juste raison, que la flotte d'Alexandrie saurait au besoin la paralyser. Pour barrer le chemin au pacha de Koniè, il s'en reposait sur le défilé de Kulek-Boghaz, tellement encaissé entre des pics élevés et abrupts, que, selon l'expresion du pays, un ange n'y passerait point les ailes déployées. Un Polonais au service du vice-roi, le colonel Schutz, avait élevé en cet endroit des défenses formidables. Pour tenir en bride le pacha de Marasch et empêcher sa pointe sur Aïntab, située à l'extrême frontière, il augmenta la garnison de cette dernière ville de deux régiments tirés de Tarsous. Quant aux pachas de Bagdad et de Mossoul, il paraissait croire que le désert ne laisserait pas de faire obstacle à leur marche. D'ailleurs, il pouvait à bon droit compter sur la coopération de la grande tribu des Arabes

Anezés, qui occupe la bordure orientale de la Syrie, et qui est l'ennemie-née de tous les Bédouins du désert. Lui-même, enfin, avec le gros de ses forces, avait porté son quartier-général à Alep, d'où il pouvait observer les mouvements d'Hafiz. Ayant la confiance de vaincre, il attendait impatiemment que l'armée turque donnât le signal des hostilités, certain qu'une affaire à son avantage, de ce côté, aurait pour résultat de frapper d'immobilité l'ennemi partout ailleurs.

LXIX

Au mois d'août 1838, l'armée turque vint poser ses tentes auprès de Malatia (1) ; en octobre, elle se porta à Samsott (2), en poussant des avant-gardes jusqu'à Bîr (3), sur la rive gauche de l'Euphrate, à

(1) Ancienne *Mélitène*. Grande ville de 12 à 1,500 maisons, en plaine, sur la rive droite de l'Euphrate, au pied du versant nord de la chaîne du Taurus.

(2) Ancienne Samosate, patrie du poëte Lucien.

(3) Appelée par les Turcs, Biledjik (antique Birtha). Ville de 5 à 6,000 âmes, possédant une citadelle et une enceinte à demi ruinée.

quelques lieues de la frontière syrienne. L'avancement de la saison, un automne pluvieux, empêchèrent les Turcs de donner suite à leurs projets d'invasion et les forcèrent même à rétrograder. L'armée d'Hafiz, à peine nourrie, à peine vêtue, privée de bois pour le bivouac, eut à essuyer des pertes considérables, et fut, au commencement de novembre, obligée de revenir à Malatia. L'hiver qui suivit fut d'une rudesse exceptionnelle; le thermomètre Réaumur descendit à 12 degrés. Les provisions, qui venaient par le fleuve, sur des outres gonflées d'air, — mode de transport usité depuis la plus haute antiquité, — furent interceptées par l'amorcellement des glaces. Le sérasker, voyant son armée en proie à une mortalité qui menaçait de la réduire à rien, si elle restait concentrée, comprit la nécessité de la disséminer sur une étendue de plus de quatre-vingts lieues, des deux côtés du Taurus et de l'Euphrate.

Cet hiver fut donc la meilleure occasion, et la dernière donnée à la Diplomatie pour faire prévaloir ses vues pacifiques; mais tous ses efforts n'ayant pu, comme nous l'avons vu, ébranler le Sultan dans sa résolution, dès les premiers jours du printemps, le mouvement de concentration des troupes ottomanes sur la frontière syrienne recommença. L'état-major d'Hafiz s'était augmenté de trois officiers prussiens, MM. de Mulbach, de Moltke

et Laoué, chargés d'apporter les derniers progrès de l'art militaire à l'armée active. Ainsi pourvu de l'ascendant de la science européenne, ayant déjà la supériorité du nombre, et, il le croyait, celle du courage, Hafiz ne douta plus de la victoire et en répondit sur sa tête au Sultan.

LXX

Pendant que tous les corps de l'armée turque convergeaient vers Samsott, une brigade, commandée par Ismaïl-Pacha, qui avait pris ses quartiers d'hiver à Bîr, reçut l'ordre de franchir l'Euphrate en cet endroit, et de s'établir sur la rive opposée. Ce passage ne put s'effectuer qu'en plusieurs jours, à cause des crues du fleuve. La nouvelle en parvint à Alep, le soir du 23 avril. Ibrahim l'accueillit comme un fait depuis longtemps attendu, et prit ses dispositions avec une remarquable promptitude. Si, jusqu'alors, les marches et contre-marches des Turcs sur leur propre territoire, tout menaçantes qu'elles fussent, pouvaient être récusées comme directement hostiles aux Égyptiens, l'établissement de trois régiments dans un camp re-

tranché, sur la rive droite de l'Euphrate, à cinq heures de la frontière syrienne, n'avait plus aucun caractère douteux, et justifiait toute mesure de représailles. Ibrahim passa la nuit à expédier des courriers : il prévint son père de l'état des choses, et manda à toutes les troupes disponibles en Syrie l'ordre de gagner Alep à marches forcées.

LXXI

Méhémet-Ali était rentré au Caire le 15 mars 1839, après une absence de cinq mois. Son voyage au Fazôglo ne lui avait pas procuré les ressources sur lesquelles il avait compté; mais, ainsi que nous l'avons déjà fait pressentir, il lui avait été d'une grande utilité, en le soustrayant aux conséquences d'une situation dont il voyait fatalement se dérouler les péripéties, et en allégeant sa part de responsabilité, que la Diplomatie, par système, était portée à exagérer. Il avait pu aussi éluder de cette manière les réclamations de la Porte relatives au tribut, en renvoyant le réala-bey porteur de ces réclamations, à six mois de là, à son retour au



Caire. Le réala-bey n'avait eu garde de l'attendre, et était reparti les mains vides. Les consuls recommencèrent, auprès du Rouméliote, leurs éternelles exhortations à la paix ; mais il était trop facile à celui-ci de leur démontrer que les incitations belliqueuses ne venaient pas de sa part. A quoi l'engageaient-ils, en effet ? A payer le tribut ! — Sans doute, répondait Méhémet-Ali, pour solder les troupes qui se massaient sur l'Euphrate ! A éloigner ses soldats de la frontière turque ? — N'était-ce point pour laisser toute liberté à ceux du Sultan d'opérer leur mouvement en Syrie ? La seule garantie qu'il voulût bien donner, c'était de ne pas attaquer le premier, et il transmit à ce sujet, à son fils Ibrahim, les ordres les plus positifs. Mais, nonobstant, il ne cessait de faire des envois de troupes et de munitions en Syrie ; et puisqu'il était venu du Fazôglo un peu plus pauvre qu'il n'y était allé, il fallut encore que la misérable Égypte, réduite au dernier degré d'exhaustion, fît les frais de cet effort suprême. Elle y fut contrainte par une rigueur implacable. L'impôt du *ferdè-el-ras* fut augmenté et perçu pour deux années d'avance. Les négociants musulmans de première classe, qui payaient annuellement 1,250 fr., furent taxés à 3,650 fr. La contribution du simple domestique fut élevée de 15 fr. à 90 fr. Des retranchements eurent lieu dans toutes les administrations, por-

tant principalement sur les petits emplois. On prétend même que l'argent de la Banque, que le vice-roi avait fondée en 1837, fut diverti pour être appliqué à cet urgent besoin. Cette Banque, formée au capital de 60,000 bourses (7,500,000 fr.), par les fonds de tous les hauts fonctionnaires, avait présenté à ceux-ci, — peu de temps, il est vrai, — le leurre de gros bénéfices personnels, tout en concourant à la prospérité publique.

LXXII

L'envoi continuel de renforts en Syrie inquiétait M. Cochelet, consul général de France; cette inquiétude fut portée au comble par la nouvelle qui se répandit dans le courant d'avril, que Menikli-Pacha, ministre de la guerre, allait partir pour le quartier-général d'Ibrahim-Pacha. M. Cochelet demanda l'ajournement de ce départ, prétendant qu'il pourrait être interprété comme un signal de guerre, dans ce moment surtout, où le Sultan venait de protester de son désir de maintenir la paix. Méhémet-Ali répondit que, si le consul de France pouvait lui garantir ces dispositions

pacifiques du Sultan, non-seulement il retiendrait Menikli-Pacha, mais encore il rappellerait Ibrahim de la Syrie. Sur quoi, M. Cochelet s'empressa de produire une lettre, qu'il avait reçue de l'amiral Roussin, et qui se terminait par ces mots: « *La France a parlé; elle a été écoutée. Veuillez donner la plus grande publicité à ma dépêche.* » Cette lettre avait été écrite en suite des assurances que Mahmoud donna verbalement à l'ambassadeur. M. Laurin, consul général d'Autriche, était présent à l'entretien de M. Cochelet avec le vice-roi; ce dernier, se tournant alors vers M. Laurin, lui demanda en souriant si les dépêches qu'il avait reçues de M. Sturmer, internonce à Constantinople, confirmaient les espérances que venait de lui donner le consul de France. M. Laurin ne put nier qu'elles ne leur fussent tout à fait contraires. Alors Méhémet-Ali déclara que vu ce désaccord, il lui était loisible, et même commandé par la prudence, de prendre ses précautions. Meniki partit donc et arriva à Alep quelques jours avant le passage de l'Euphrate par les Turcs.

LXXIII

Lorsque cette démonstration provoquante vint à

la connaissance de Méhémet-Ali, il avait quitté le Caire pour faire une tournée dans le Delta, et déjà tous les consuls généraux s'étaient rendus à Alexandrie. Il est certain qu'elle allait au-devant de ses vœux, puisqu'elle lui présageait la guerre sans lui donner le tort de l'agression. Ne doutant pas que ce premier pas en amènerait un plus décisif de la part de ses ennemis, il voulut encore garder ce masque de modération qui lui séiait si bien. En conséquence, il avisa les membres du corps diplomatique de la déclaration suivante, transmise par Boghoz-Bey, à qui elle était adressée :

« De Chibînn (Basse-Egypte), 16 Sefer 1255 (29 avril 1839).

« S. A. le généralissime vient de faire connaître, par une lettre particulière, que les forces du Sultan ont dépassé Biledjik, appelée actuellement Bîr, et y ont fait quelques fortifications. S. A. le généralissime, après avoir donné ordre à nos régiments cantonnés en Syrie de marcher vers Alep, allait se rendre en personne dans cette ville (1).

« S. A. le vice-roi, ayant jugé que cette conduite de la Porte devait avoir pour but de faire tomber la faute sur nous, a écrit à S. A. le généralissime de ne faire aucun mouvement avant que d'être sûr

(1) Assertion sciemment erronée, puisque, comme nous l'avons vu, Ibrahim-Pacha était déjà à Alep.

de l'avancement des troupes du Sultan, et de se confier en Dieu, et d'agir en conséquence, si l'avancement des troupes se constatait d'une manière positive.

« S. A. le vice-roi charge Votre Excellence de communiquer de suite, à MM. les consuls généraux, ce que j'ai l'honneur de lui écrire ci-dessus.

« Signé : Artin-Bey.
« Premier drogman de S. A. le vice-roi d'Egypte. »

Prévoyant bien, du reste, que les consuls prétexteraient l'imminence des événements pour exercer sur sa volonté une pression décisive, il aurait voulu échapper à leurs sollicitations jusqu'au jour prochain où ces événements prendraient un caractère irrévocable. Il avait déjà gagné quelques jours en faisant différer jusqu'au 5 mai la communication de la dépêche qu'on vient de lire, et il évitait de rentrer à Alexandrie en prolongeant sa tournée dans le Delta et son séjour à Damiette. Mais la Diplomatie vint le relancer jusque dans cette dernière ville. M. de Medem, consul général de Russie, alla l'y trouver, armé d'une lettre écrite en entier de la main de M. de Nesselrode, et qui était une espèce de mise en demeure, à Méhémet-Ali, de rentrer dans le devoir et la soumission. Le Rouméliote renouvela pour la centième fois, peut-

être, la comédie de sa surprise. Etait-ce bien lui qu'on pouvait incriminer et rendre responsable? lui qui n'avait pas bougé, à qui le soin de sa sûreté menacée imposait des précautions onéreuses et fatigantes? Pour donner un plus grand poids à cette argumentation victorieuse, il la consacra par la note qui suit, remise aux consuls généraux, à la date du 16 mai :

« Le vice-roi a déclaré à M. le consul général de..... qu'il s'engage, dans le cas où les troupes du Sultan qui ont franchi l'Euphrate, près de Bîr, se retireraient de l'autre côté du fleuve, à faire faire un mouvement rétrograde à son armée et à rappeler son fils Ibrahim à Damas; que, dans le cas où cette démonstration pacifique serait, à son tour, suivie d'un mouvement rétrograde de l'armée de Hafiz-Pacha au delà de la Malatia, S. A. rappellera le généralissime en Égypte. De plus, S. A. le vice-roi a ajouté, de son propre mouvement, que, si les quatre grandes puissances consentaient à lui garantir la paix et à s'intéresser à lui obtenir l'hérédité du pouvoir dans sa famille, il retirerait une partie de ses troupes de la Syrie et serait prêt à s'entendre sur un arrangement définitif, propre à garantir sa sécurité et adapté aux besoins du pays. »



LXXIV

Cependant, quoique les choses n'avançassent point en Syrie au gré de Méhémet-Ali, elles ne laissaient point de marcher. Dès la première démonstration des Turcs sur la frontière syrienne, les Kourdes limitrophes du nord, excités par le pacha de Marasch, descendaient dans la plaine qui environne Killis, saccageaient Boularik et enlevaient un dépôt de l'armée égyptienne, composé d'onze cents chevaux ou mulets. Hafiz-Pacha aussi ne se reposait point. Dès les premiers jours d'avril, il s'était rendu auprès d'Ismaïl-Pacha, et, de là, il expédiait à tous les corps d'armée en route pour Samsott, l'ordre d'un mouvement concentré sur Bîr. En attendant, la brigade d'Ismaïl, composée de trois des meilleurs régiments de l'armée, fut employée à tracer, à l'opposite de la ville, sur la rive droite du fleuve, un camp retranché, destiné à recevoir les troupes en marche; car il fallait un temps assez long pour que ce mouvement fût parachevé : chaque corps avait à traverser le Taurus encore couvert de neiges, à franchir des rivières grossies par les torrents des montagnes. Il en coûta à l'armée des pertes considérables en hommes et en chevaux.

Enfin un beau jour elle vint couronner de ses lignes profondes les escarpements blanchâtres de la rive gauche du fleuve. Il ne s'agissait plus que de le leur faire franchir. L'Euphrate, à Bîr, n'a, au moment de l'étiage, qu'environ deux cents pas de largeur, et cinq à six cents dans ses crues : il en avait alors mille. Aussi le passage fut-il lent et difficile, tant à raison de cet état exceptionnel du fleuve que par la pénurie des moyens mis en usage; car on se servit de ces grossiers bateaux plats employés à la navigation ordinaire; chacun portait cent hommes. On en eut d'abord douze, plus tard réduits à cinq, les autres s'étant engravés ou ayant coulé à fond. Certes, pendant une opération aussi mal menée, les Égyptiens auraient eu beau jeu d'inquiéter l'armée d'invasion, et si les ordres de Méhémet-Ali n'eussent retenu le bras d'Ibrahim, il est bien probable que les eaux de l'Euphrate eussent vu le commencement et la fin des prouesses ottomanes. Le généralissime égyptien s'était contenté de faire surveiller les progrès du transbordement par un corps de cinq cents Bédouins Hanadés. Mais déjà il avait toutes ses troupes sous la main, réunies à Alep, et dans les environs. Pour les loger, il avait fallu transformer en casernes les principaux édifices, les mosquées, les caravansérails : la ville ressemblait à un camp. Ibrahim ne la fit nullement mettre en état de défense; il n'en

releva pas même les fortifications. Il savait bien que tout devait se décider dans une bataille, et que, s'il avait le malheur de la perdre, Alep, pas plus qu'aucune autre ville, ne lui offrirait un refuge assuré. Cependant, pour assurer sa ligne de communications, il avait garni Balbeck, ce point stratégique si important entre les montagnes du Liban et la plaine de Damas, de six cents Arnaoutes, et de huit mille de ces Maronites auxiliaires, qui, l'année précédente, l'avaient aidé à réduire les Druses révoltés. Damas, elle-même, était confiée à l'émir Béchir, qui y tenait garnison.

LXXV

Sous la protection de leur territoire et des engagements de Méhémet-Ali, pris à la face de l'Europe, les Turcs avaient donc pu effectuer tranquillement le passage de l'Euphrate et occuper la rive syrienne. Vers la fin de mai, cette opération était terminée. L'armée d'Hafiz occupait le demi-cercle rentrant formé par une sinuosité du fleuve, et la ligne de ses retranchements en dessinait la corde. Cette position, choisie par le sérasker, ne concordait



guère avec ses projets d'invasion; elle semblait plutôt accuser l'intention de se tenir sur la défensive, et, à ce titre, elle était détestable, puisqu'elle acculait l'armée dans un coude, qui, au cas où elle serait forcée dans ses lignes, ne lui laisserait que les eaux de l'Euphrate pour retraite ou pour tombeau. D'ailleurs, Hafiz recevait la majeure partie de ses approvisionnements de Samsott, par le fleuve : aurait-il donc été difficile à Ibrahim, s'il eût pris le parti de l'offensive, d'aller occuper une position en amont de celle où Hafiz se renfermait si étroitement, et de forcer l'armée turque à une retraite ou à un combat également désastreux en l'affamant? Les judicieuses observations des officiers prussiens qui faisaient partie de l'état-major d'Hafiz, le décidèrent peut-être à faire un pas en avant; mais ce fut aussi par le besoin de mettre en pratique le genre de tactique qui lui avait été imposé, et dont il nous faut dire deux mots.

LXXVI

Quelque confiant que fût le Sultan dans la valeur de ses nouvelles troupes et dans le mérite de

son lieutenant, il n'était pas sans appréhension de les voir se mesurer contre un homme aussi renommé qu'Ibrahim-Pacha. Il comprenait également qu'aller droit à l'encontre des troupes égyptiennes pour décider la question à coups de canon, ce n'était pas agir suivant la lettre des assurances qu'il avait données à l'Europe, et il avait besoin, lui aussi, de ne pas paraître trop violemment l'agresseur. S'attribuant donc un retour de popularité parmi les Syriens, de ce qui n'était que la lassitude de l'administration égyptienne, il comptait que l'approche seule de ses troupes réveillerait l'insurrection, et qu'Ibrahim, paralysé par ces témoignages de l'esprit public, serait obligé de se retirer sans combattre. Des instructions conformes à cette manière de voir avaient été données à Hafiz; il lui était recommandé de ne pas courir au-devant d'une affaire générale, de stimuler le zèle des populations, et de marcher, pour ainsi dire, sur les pas de la révolte. Telle était la raison de cette vaste ceinture de forces, qui, depuis Adana jusqu'à Bîr, étreignaient le nord et le nord-est de la frontière syrienne, et qui, au lieu de concourir à une commune et vigoureuse attaque, semblaient s'interroger du regard et hésiter à commencer les hostilités. Hafiz espéra que le voisinage de son armée déciderait les cheiks des cantons limitrophes à reconnaître, *proprio motu*, la souveraineté du

Sultan. Il les fit d'abord tâter à ce sujet ; mais les cheiks ne lui laissèrent pas ignorer que, tant qu'il resterait à distance de la frontière, ils ne prendraient pas sur eux de se prononcer d'une manière aussi nette et de s'exposer à la vengeance des Égyptiens.

LXXVII

Cette déclaration obligeait Hafiz à s'avancer. Le 22 mai, il porta son avant-garde au village de Nésib, sur la route de Bîr à Alep, à deux heures de marche seulement de la frontière syrienne, et les cheiks persistant dans leurs sentiments de timide réserve, un corps de cavalerie turque vint occuper les villages de Mezzar et d'Ouroul, sur les limites mêmes de la frontière, ainsi que quatorze autres dans la direction d'Aïntab. Sur-le-champ, le sérasker fit appeler les cheiks récalcitrants à son quartier-général, et, au lieu de leur infliger la punition que présageaient les mauvais traitements dont ils avaient déjà été l'objet de la part de ses soldats, il les combla de présents, leur fit revêtir des pelisses d'honneur, et les ren-

voya, comme les apôtres d'une nouvelle foi politique, prêcher dans tous les districts septentrionaux de la Syrie, l'obéissance au Grand-Seigneur et la guerre au vice-roi d'Égypte ; et déjà il n'était bruit, dans la population, que de la retraite honteuse d'Ibrahim-Pacha.

LXXVIII

Cependant, celui-ci rongeait le frein que lui avait imposé la politique de son père. D'après ses ordres, ses avant-postes s'étaient retirés devant la cavalerie turque. L'occupation de Mezzar et d'Ouroul pouvait encore être contestée comme acte de flagrante hostilité, grâce au vague que comportait la délimitation des frontières ; mais l'envahissement des villages aux environs de la forteresse d'Aïntab, les germes d'insurrection qui se propageaient de district en district, constituaient des faits devant lesquels il fallait qu'Ibrahim prît un parti : reculer, en laissant le champ libre à l'ennemi, ou se porter en avant pour faire taire les bruits de retraite, et raffermir par sa présence les fidélités chancelantes, au risque d'une collision



avec les troupes du Grand-Seigneur. Ibrahim n'hésita plus. Le 29 mai, après avoir écrit à son père l'état des choses, il partit d'Alep, à la tête de sept régiments de cavalerie et de douze batteries d'artillerie légère, donnant l'ordre à Soliman-Pacha, son major-général, de le suivre prochainement avec le gros de l'armée. En route, il eut la nouvelle du premier engagement des siens avec les troupes impériales. A mesure que celles-ci s'avançaient, les cinq cents Hanadés postés en observation s'étaient retirés, et ils avaient fini par se replier sur la rivière Sadjour, qui formait la limite certaine de la Syrie égyptienne. Cinq escadrons de cavalerie turque passèrent la rivière, et vinrent attaquer à Tell-Bâcher les Bédouins, qui, trop faibles pour résister, leur abandonnèrent la place et une soixantaine de prisonniers. Sur-le-champ, les troupes ottomanes avaient occupé Tell-Bâcher et les villages voisins. Dès qu'il en est instruit, Ibrahim expédie à Soliman l'ordre de le rejoindre en toute hâte ; Soliman obéit, fait partir successivement tous les corps de l'armée, et lui-même ferme la marche, le 31 mai, laissant à peine un soldat dans Alep et une seule pièce de canon dans la citadelle.



LXXIX

L'arrivée d'Ibrahim sur le Sadjour suffit pour contenir les Turcs et empêcher leurs progrès sur la route d'Alep. Soliman s'était lui-même arrêté à huit lieues au nord de cette ville, sur les bords du Koïk. Mais le but d'Hafiz, en prenant une position avancée sur la route d'Alep à Aïntab, était d'isoler cette dernière et la garnison égyptienne du corps principal de l'armée, et de se mettre en communication avec les pays soulevés dans les environs. Ibrahim, à qui l'hésitation même du sérasker et l'attente où il était de la réponse de son père, ne pouvaient donner le prétexte d'aucune opération sérieuse, aima mieux rappeler à lui la garnison d'Aïntab que de la laisser exposée plus longtemps au milieu de forces supérieures, ou de s'affaiblir lui-même en la renforçant. En conséquence, le 4 juin, il fit évacuer Aïntab. Pour offrir, cependant, à l'ennemi l'occasion d'une hostilité bien irrécusable, il eut soin de laisser un bataillon dans la citadelle. En effet, les Égyptiens s'étaient à peine retirés que les soldats du pacha de Marasch vin-



rent occuper la ville, et quelques jours après, ils décidèrent, par leurs promesses, le bataillon abandonné à leur livrer la citadelle sans combat.

Les jours suivants se passèrent en escarmouches d'avant-postes et en reconnaissances. Le 7 juin, Hafiz vint en personne reconnaître l'avant-garde égyptienne. Aussitôt, Ibrahim s'élança avec toute sa cavalerie et son artillerie légère; mais les Turcs ne l'attendirent pas, tournèrent bride et s'éloignèrent au galop.

On n'avait peut-être jamais vu deux armées en présence tant tarder d'en venir aux mains : c'est qu'Ibrahim attendait religieusement les ordres d'Alexandrie.

LXXX

En apprenant l'occupation d'Ouroul et des villages du district d'Aïntab par l'armée turque, Méhémet-Ali en référa sur-le-champ aux consuls généraux, leur demandant, non sans quelque ironie, si le cas de l'agressive s'était enfin présenté et si le droit de représailles lui était acquis. Les consuls eurent encore le courage de lui recom-

mander la modération, et lui conseillèrent de n'accepter la bataille que sur le territoire égyptien, afin qu'il fût bien constaté qu'il n'avait pas été l'agresseur. En vérité, les consuls, voyant le Rouméliote céder à de pareils avis, auraient dû commencer à s'apercevoir qu'il se jouait d'eux. Qu'importait, en effet, à Méhémet-Ali que le conflit eût lieu un peu plus tôt, un peu plus tard, lorsqu'il était si certain, à ses yeux, qu'il était inévitable et ne pouvait que lui être avantageux. Ce qu'il gagnait lui-même à ces tergiversations, c'était de lasser ses adversaires diplomatiques, et de les associer, malgré qu'ils en eussent, à sa propre cause, par la responsabilité de leurs conseils. Il écrivit donc une dépêche à Ibrahim, dans le sens qui lui était indiqué par les consuls, l'engageant à demeurer dans la même ligne de patience, et à se contenter d'envoyer un officier à Hafiz, pour lui demander des explications sur ce qui s'était passé (1). Cette dépêche arriva au camp d'Ibrahim, le 8 juin, le lendemain du jour où Hafiz avait poussé sa reconnaissance. Quoique, au point où en étaient les choses, une demande d'explications pût être considérée comme une démarche assez ridicule, le généralissime égyptien ne laissa pas d'exécuter les ordres qui lui avaient été transmis, et il s'en-

(1) Dépêche de Méhémet, pièces justificatives n°. 4.

suivit entre les deux généraux un échange de lettres, dans lequel le Turc s'efforça d'être aussi nuageux et évasif que l'Égyptien avait été précis et pressant (1).

Mais le Rouméliote était informé, jour par jour, du progrès des choses, et, à la nouvelle des dernières attaques des Turcs, du soulèvement des provinces, de la prise d'Aïntab, il mit trève à cette comédie diplomatique : elle ne pouvait plus désormais lui servir, et toute hésitation devenait dangereuse. Sans s'ouvrir cette fois aux consuls, il lança l'*alea jacta*, dans une dépêche définitive à son fils, où, à travers les ménagements que lui inspire encore la politique de l'Europe, on saisit la netteté et la résolution d'un homme qui, depuis longtemps déjà, a pris son parti. Voici cette dépêche :

« Alexandrie, 28 rebi-ul-ouël (9 juin).

« J'ai reçu votre dépêche du 23 courant, par laquelle vous m'annoncez que les ennemis étendent de plus en plus leur invasion, qu'ils ont occupé soixante villages, situés au delà d'Aïntab, et ceux de Kizil-Hissar à Killis, en deçà des villages d'Aïntab ; qu'ils ont armé les populations, emmené

(1) Documents historiques, n° 5.

de leur côté les notables d'Aïntab ; qu'outre qu'ils ont précédemment et dernièrement insurgé le territoire de Payas, la montagne du Kurd-Dagh et celle du Giaour-Dagh, ils ont excité les rebelles à attaquer Akker, dépendance de Tripoli, et à assassiner et dépouiller le gouverneur de l'endroit. Vous dites aussi qu'il ne serait pas prudent de laisser les Turcs continuer de la sorte, et vous désirez savoir comment vous devez vous conduire.

« L'agression de nos adversaires a dépassé les bornes. Avec plus de patience, nous ne pourrons plus les arrêter, car, peu à peu, ils sèmeront partout le désordre. Plus nous avons été patients et circonspects, pour ne pas agir contre le gré des grandes puissances, plus nos adversaires se sont avancés et ont porté les choses au point où elles en sont, de manière qu'il n'y a plus de remède, et qu'en différant davantage nous perdrions du temps, ce qui ne convient pas à notre position. Donc, nous n'avons d'autre ressource que celle de marcher sur eux et de les attaquer. Comme l'agression vient de leur part, l'état évident des choses démontre qu'après tout les grandes puissances nous excuseront et nous donneront raison.

« En conclusion, à l'arrivée de la présente dépêche, vous attaquerez les troupes de nos adversaires qui sont entrées sur notre territoire, et, après les en avoir chassées, vous marcherez sur



leur grande armée, à laquelle vous livrerez bataille. Si, par l'aide de Dieu, la fortune se déclare pour nous, sans passer le défilé de Kulek-Boghaz, vous marcherez droit sur Malatia, Karpout, Orfa et Diarbékir. »

LXXXI

Cependant, fidèle à la tactique que nous avons signalée, Hafiz n'annonçait pas, par son attitude, des intentions formellement agressives; il avait concentré toutes ses forces à Nezib, ne laissant à la garde de ce camp de Bîr, si laborieusement retranché, qu'un bataillon, une compagnie d'artillerie et quelques irréguliers. Depuis le 28 mai, jour de ce déplacement, il s'était attaché à rendre sa nouvelle position aussi formidable que l'ancienne et semblait défier l'attaque tout en la provoquant. Résolu à tout risquer, sur le dernier avis de son père, Ibrahim, qui se tenait à l'avant-garde, à Toussel, en deçà du petit Sadjour, avec sa cavalerie, l'artillerie légère et les Hanadés, manda à Soliman de venir le rejoindre avec le corps principal de l'armée. Dès que cette jonction eut eu lieu, le

20 juin, il se dirigea sur le village de Mezzar, au sud-ouest de Nezib, à deux heures à peine du camp du sérasker. Hafiz y avait logé deux régiments de cavalerie, trois pièces d'artillerie et une nuée de batchi-bouzouks. Une gorge qui précédait ce village, ainsi qu'un pont établi sur le ruisseau qui le traversait, auraient permis aux Turcs d'y faire une sérieuse résistance ; mais ils lâchèrent pied aux premières volées de canon, abandonnant tentes, munitions et jusqu'à la caisse militaire. L'armée égyptienne vint camper, le soir, de l'autre côté du pont, en avant de la rivière.

Pressé d'en venir aux mains, avec sa fougue ordinaire, Ibrahim s'avançait à l'ennemi par la route la plus directe. Dans une lettre à son père, il avait lui-même fixé la journée du 21 pour celle où il livrerait bataille. Par une imprudence qu'expliquait le profond mépris qu'il avait de ses adversaires, il n'avait recueilli aucun renseignement préalable sur leur position, et se trouvait presque à portée de leurs canons sans avoir un plan de bataille arrêté. La sagesse de Soliman-Pacha obtint de lui qu'on n'avancerait pas d'un pas de plus sans faire une reconnaissance. Le lendemain fut consacré à cette opération ; Ibrahim la conduisit en personne, accompagné de Soliman-Pacha, avec quatre régiments de cavalerie et deux batteries d'artillerie à cheval, éclairés par quinze cents Bédouins. Hafiz

essaya d'y mettre obstacle, en faisant sortir à peu près le même nombre de troupes; mais l'engagement se borna à quelques coups de canon et à des combats de tirailleurs. Les Turcs rentrèrent les premiers dans leur camp, et le généralissime égyptien acquit une exacte notion de tout ce qu'il lui importait de savoir.

LXXXII

Ce renseignement n'était pas engageant. Le camp turc s'étendait dans une direction sensiblement nord-sud, faisant face à l'est, derrière le Karsim, petit ruisseau que vient rencontrer le Mezzar, à peu près perpendiculairement. Sa gauche s'appuyait à ce cours d'eau et sa droite à Nezib; le front dans toute sa longueur, et les flancs de cette ligne de bataille étaient protégés par des redoutes sur les hauteurs, et par des ouvrages savamment reliés entre eux et fortement armés. Cette position, où l'art des officiers européens qui étaient dans le camp d'Hafiz avait si heureusement mis à profit les conditions naturelles du terrain, était parfaitement inexpugnable; songer à l'enlever de haute

lutte eût été folie, et Ibrahim le comprit bien. Il fallait donc la tourner; mais cette manœuvre, dans l'état actuel des choses, se présentait avec cette redoutable alternative d'être opérée sous le feu de l'ennemi en lui présentant le flanc, ou bien, par un mouvement de recul, destiné à masquer le passage du Karsim en un point plus à l'est, pour venir s'établir entre le camp turc et l'Euphrate, lui couper les communications et lui dicter les conditions du combat. C'est ce dernier parti qu'il eût été habile de prendre tout d'abord, si Ibrahim eût pu être instruit de la position de l'ennemi, ou si son impatience lui eût laissé le choix de la route. S'y résoudre en ce moment offrait l'inconvénient de mettre l'ennemi sur ses gardes et de se faire chèrement disputer le passage. D'ailleurs, tout semblant de retraite déplaisait à Ibrahim, et il préféra braver l'ennemi, en opérant le mouvement sous ses yeux. En vérité, il le connaissait bien, et l'événement vint donner raison à son audace et à son mépris. Déjà, dans la reconnaissance de la veille, de quelle pusillanimité, de quelle incapacité Hafiz n'avait-il point fait preuve! Ce n'était rien que d'avoir su prendre une position formidable, s'il devait n'en tirer aucun parti. Or, qu'aurait risqué le sérasker à descendre en force contre les Égyptiens, appuyé qu'il était sur ses redoutes? Son camp inexpugnable ne lui aurait-il

pas offert une retraite sûre en cas d'insuccès, tandis que les Égyptiens n'étaient pas même retranchés dans le leur? On dit qu'il fut tenté de faire sortir toute son armée et de livrer bataille, mais que les nombreux ulémas dont il était entouré s'y opposèrent, sous le prétexte qu'il n'était point convenable, pour des Musulmans, de combattre un vendredi, et que, d'ailleurs, ce jour, ainsi que le mercredi, étaient fatalement favorables à Ibrahim. Si ce fait est véritable, il doit achever le portrait du généralissime impérial.

LXXXIII

Pour arriver derrière les Turcs en tournant leur flanc gauche, il fallait repasser le pont de Mezzar, longer la rivière de l'est à l'ouest, dans une gorge resserrée, et gagner un pont sur le Karsim, à l'endroit où celui-ci, déjà grossi du Mezzar, coupe la route d'Alep à Bîr. Les dispositions furent prises en conséquence dans la nuit du 21 au 22, et le 22 au point du jour, l'armée égyptienne commença son mouvement, la droite en tête, par colonnes. La plus vulgaire précaution

eût dû prescrire au général ottoman de couper ce pont, sinon de s'en servir pour accueillir avec des forces suffisantes les colonnes égyptiennes, au débouché de la gorge. C'est à quoi s'attendait Ibrahim, et, toujours au poste le plus périlleux, il précédait avec l'avant-garde Soliman-Pacha, engagé avec le reste de l'armée dans le défilé. Il n'avait avec lui que deux régiments de cavalerie, quelques centaines de Bédouins et quatre batteries d'artillerie à cheval. Quel ne dut pas être son étonnement de trouver le pont libre! Une troupe turque se montrait bien à l'horizon, sans doute pour venir disputer le passage; mais il était trop tard. Ibrahim se hâta de traverser le pont et de venir planter ses tentes de l'autre côté. Les Turcs n'essayèrent pas de le débusquer et rebroussèrent chemin. Quant à lui, telle était sa confiance qu'il fit étendre un tapis à terre et se coucha, en attendant Soliman-Pacha et le gros de l'armée.

LXXXIV

Celui-ci n'eut pas moins de bonheur que le généralissime; dans l'après-midi seulement, les Turcs

s'étant montrés sur son flanc gauche, il envoya, pour les contenir, un régiment de cavalerie et un régiment d'infanterie, et fit occuper un mamelon à sa droite par deux batteries d'artillerie. Ces dispositions suffirent pour intimider l'ennemi, qui se retira sans brûler une amorce. Cependant, le chemin suivi par l'armée égyptienne était tellement hérissé de difficultés que ce ne fut que le soir, à dix heures, qu'elle se trouva massée sur la rive droite, en face du pont d'Horgoun. Malgré l'heure avancée et la fatigue des soldats, Ibrahim donna immédiatement l'ordre de le franchir. Qu'à ce moment encore, Hafiz, qui, de sa position élevée, pouvait voir s'allumer les feux des bivouacs égyptiens, eût attaqué, avec ses troupes fraîches et reposées, une armée harassée de fatigue, disséminée entre les deux bords d'une rivière, sur un terrain qui lui était étranger et qu'elle pouvait à peine distinguer dans l'obscurité, et il eût pu faire payer cher au général égyptien son audacieuse manœuvre. L'occasion était magnifique, et Hafiz pouvait se faire un mérite même de l'avoir tant attendue.

LXXXV

Mais il était dit que le sérasker accumulerait

faute sur faute, faiblesse sur faiblesse. Le matin de ce jour, au premier mouvement des Égyptiens dans leur camp de Mezzar, les Turcs avaient poussé des cris de joie, s'imaginant qu'ils battaient en retraite. Hafiz partagea cette illusion; mais elle ne fut pas de longue durée, car les officiers européens de son état-major le convainquirent que l'intention de l'ennemi était de le tourner. C'était le moment critique pour le généralissime : il lui fallait prendre un parti. Acceptera-t-il la bataille en sacrifiant les avantages de sa position, ou bien, l'abandonnant tout à fait, ira-t-il se renfermer dans son camp retranché de Bîr? S'il se range à cette dernière détermination, il n'a pas un moment à perdre et son mouvement doit s'opérer en même temps que celui des Égyptiens, pour conserver sur eux l'avance strictement nécessaire. Les officiers prussiens l'en pressent vivement, lui faisant observer qu'un pas rétrograde n'est pas une fuite, surtout lorsqu'il a pour but de déjouer les plans de l'ennemi, et de faire ressaisir l'avantage du terrain. Mais, sur ce point, Hafiz ne voulut rien entendre et prétendit sa gloire intéressée à ne pas paraître reculer : « Que dirait de moi l'histoire? » s'écria-t-il. Les vénérables ulémas, dont les conseils étaient auprès de lui tout puissants, furent de son avis : « Il était écrit, suivant eux, dans les fastes des fils d'Osman, qu'ils avaient toujours

marché en avant et jamais fait un pas en arrière. Il fallait placer sa confiance en Dieu, car Dieu seul donne la victoire ; mais reculer était un opprobre incompatible avec l'assistance divine. »

Toutefois, la plus grande faute d'Hafiz ne fut point d'avoir résisté à l'avis des officiers prussiens ; l'excellence de la position de Bîr était contestable ; et on comprend d'ailleurs que le général ottoman n'ait pu se résoudre à abandonner son camp si laborieusement fortifié, ses bagages, et à perdre ainsi la confiance que lui et les siens puisaient dans leur présente attitude. Ce qu'il est impossible de comprendre, une fois sa résolution de rester bien arrêtée, c'est son inaction pendant ces deux journées du 21 et du 22, à moins qu'on ne l'explique par cette malheureuse et ridicule outrecuidance propre aux gens de cette nationalité, qui leur fait considérer chaque pas de l'ennemi vers eux comme un de plus pour sa perte.

Durant la nuit et pendant qu'Ibrahim campait tranquillement à deux portées de canon, Hafiz fit faire un mouvement de face en arrière à son armée, en prolongeant sa droite, devenue sa gauche, jusqu'au delà de Nezib, pour l'appuyer à un bois d'oliviers. Sa gauche, devenue sa droite, s'appuya à de profonds ravins, dans le coude du Karsim. De cette façon, la circonvolution de cette petite rivière enceignait les deux armées, tandis qu'elle les sé-



parait avant le mouvement des Égyptiens. Les Turcs tournaient le dos à tous leurs travaux, qui devenaient inutiles.

LXXXVI

La journée du 23 fut employée, de part et d'autre, en préparatifs. Les Turcs élevèrent à la hâte quelques retranchements sur leur nouveau front. Au camp égyptien, on fit l'inspection des armes et les troupes furent passées en revue. Les deux armées étaient à peu près égales en nombre; celle des Turcs comptait cinquante-sept bataillons, environ trente mille hommes d'infanterie, cinquante-deux escadrons, dont douze d'irréguliers, en tout cinq mille hommes de cavalerie, et trois mille artilleurs. L'armée égyptienne dépassait le chiffre de quarante mille hommes. Il y avait cent cinquante canons de chaque côté. L'un et l'autre camps offraient le même défaut d'homogénéité. Si l'armée ottomane était formée mi-partie de Turcs et de Kourdes, l'armée égyptienne avait aussi les Syriens incorporés, qui altéraient l'unité de sa composition; mais elle était supérieure par la discipline,

soleil brûlant de la Syrie au solstice d'(
maient à la belle étoile. Ce qui assura
ceux-ci un incontestable avantage, c'éta
de leurs chefs. Chez les Turcs, depuis
l'armée jusqu'à l'officier de dernier
mêmes mobiles présidaient aux nor
l'intrigue ou la faveur; chez les Egy
contraire, il n'y avait pas un grade qui n(
au mérite ou aux services rendus. Il e
qu'employant toute leur perspicacité à s'
les chefs ottomans se méprisaient récip
et ne manifestaient aucune subordinati(
ficiers égyptiens pouvaient bien se jalo
ils se respectaient, et Ibrahim avait su
parmi eux l'obéissance comme le prem
ses bonnes grâces.

rassembla les officiers supérieurs sous sa tente et les harangua dans un langage tout militaire; il leur rappela les faits qu'ils avaient déjà accomplis, le lustre qui en était rejailli sur eux, et leur demanda s'il serait jamais possible qu'ils ternissent dans un seul jour l'éclat de toute une carrière. Puis, il ne leur dissimula point le danger de leur situation : vaincus, tous les chemins de la retraite leur seraient fermés par une population frémissante sous un joug que la victoire seule pouvait maintenir. En un mot, il sut toucher à point la seule corde sensible chez ces gens, privés de l'enthousiasme patriotique et qu'attachait au prince la seule communauté de fortune et de périls. Tous jurèrent de mourir, au besoin, pour la cause de Méhémet-Ali. Il les congédia alors en les renvoyant à Soliman-Pacha, qui leur communiqua les ordres relatifs à la bataille, et finit en les conviant, pour le lendemain, à prendre le café dans la tente d'Hafiz-Pacha. Une heure après, chefs et soldats se livraient au repos, dans le camp égyptien, ni plus ni moins que s'ils eussent été dans un champ de parade et à la veille d'une revue.

LXXXVIII

Cependant, durant cette journée, une voix secrets disait à Hafiz que sa conduite manquait de nerf et de résolution. La nuit venue, et voyant l'inaltérable confiance des Egyptiens, il fut tenté de faire descendre son armée et de les attaquer ; cette attaque semblait d'autant plus opportune que des transfuges avaient donné avis au camp turc que plusieurs bataillons syriens se proposaient de passer de son côté. La nuit et le désordre propre à un engagement nocturne ne pouvaient manquer de favoriser cette désertion. Mais le sérasker fut encore empêché par les ulémas, qui déclarèrent, à l'unanimité, qu'il était indigne des soldats du Sultan de se battre au milieu des ténèbres comme des bandits ; que le soleil devait éclairer leurs hauts faits et leur victoire. Ne renonçant pas, toutefois, à éprouver le vrai de ce qui lui avait été dit touchant les Syriens, Hafiz, entre onze heures et minuit, fit avancer, dans le plus grand silence, quatre batteries d'obusiers soutenues par une brigade d'infanterie et quelques escadrons. Ce déta-

chement put prendre position à mille mètres, à la gauche du camp égyptien, sans lui donner l'éveil. Tout à coup le feu éclate et les Égyptiens se réveillent épouvantés. Le désordre effroyable qui régna pendant un bon moment parmi eux montra quel succès aurait pu avoir cette attaque, si elle eût été soutenue. Mais bientôt Soliman-Pacha vole aux avant-postes et fait tonner toute l'artillerie qui se tenait prête, tandis qu'Ibrahim, à cheval, met l'armée sous les armes. Hafiz ayant atteint son but, se retire sans être poursuivi, content d'avoir jeté dans le camp ennemi environ trois cents obus, qui mirent hors de combat à peine une cinquantaine d'hommes, et d'avoir recueilli une centaine de transfuges. L'affaire terminée, on constata l'absence de deux bataillons composés de Syriens. Le généralissime se mit lui-même à leur recherche, escorté de plusieurs colonels, et les trouva, à quelque distance du camp, en marche vers l'ennemi. Ils prétendirent s'être égarés dans l'obscurité. Ibrahim ne dit rien, les fit rentrer et se contenta de changer leurs officiers (1). L'armée égyptienne se tint debout et l'arme au bras tout le reste de la nuit.

(1) D'après une autre version, Ibrahim en aurait tué cinq de sa propre main, et sept autres auraient été tués par le lieutenant-colonel du régiment auquel ils appartenaient.

Dès la pointe du jour, elle reprit son m
de flanc, disposée sur trois lignes d'inf
colonnes, chacune de douze bataillons, à i
de déploiement, couvertes sur leurs flan
tillerie, en tête et en queue par un régi
fanterie ; six régiments de cavalerie en t
direction de la troisième colonne, av
batteries ; deux autres régiments de c
quatre batteries à l'arrière-garde. Cet
marche, dû aux savantes dispositions
général, prévenait toute surprise de l
l'ennemi, et, au cas où il se fût déterm
quer l'une ou l'autre extrémité, perm
lignes de se développer sous la protecti
valerie et de l'artillerie. C'était la conti
la téméraire manœuvre que l'armée
tentait de réaliser depuis trois jours. E
être louée sans réserve qu'en consid

la manœuvre, eût concentré un vigoureux effort sur le milieu des colonnes en marche et eût réussi à les couper? Bien qu'une pareille audace ne fût pas à craindre de la part d'un général de la force d'Hafiz, cependant Ibrahim hésita avant de prendre franchement une direction qui mettait son plan à jour; avant de prêter imprudemment le flanc à l'ennemi, il interrogea son intention, en faisant d'abord marcher ses colonnes dans un sens presque perpendiculaire à la ligne de bataille des Turcs: il voulait voir si ceux-ci descendraient de leurs hauteurs et accepteraient la bataille en plaine. Rien ne bougeant dans leur camp, il reprit, en appuyant à gauche, une direction sensiblement parallèle à leur front, et enfin, par une nouvelle inclinaison à gauche, les colonnes en marche dessinèrent une oblique d'environ 45° à la ligne turque. Cette dernière direction avait été pointée snr un mamelon dominant la gauche de l'ennemi, et que, dans son impardonnable incurie, Hafiz n'avait point fait occuper. Aussitôt que ses têtes de colonnes furent parvenues à deux cents pas de ce mamelon, Ibrahim le fit occuper par une batterie de gros calibre. Un coup d'œil véritablement militaire lui avait révélé que là était la clef du champ de bataille. La même révélation sauta aussi aux yeux d'Hafiz, il le faut croire, car, s'éveillant tout à coup de sa torpeur, il fit ouvrir le feu contre la batterie égyptienne.

Mais il était encore trop tard : Hafiz devait éprouver à ses dépens qu'en bonne stratégie il ne sert à rien de reconnaître le plan de l'ennemi, quand il est en voie d'exécution : il faut le pressentir. Celui d'Ibrahim n'avait plus rien d'obscur : sa ligne oblique s'était développée avec un ordre, un aplomb, une mesure dignes des troupes les mieux aguerries : elle annonçait qu'il refusait son centre et sa gauche, pour porter avec toute sa droite sur la gauche des Turcs, qui avait toujours été la partie la plus faible de leur ligne de bataille, et que la possession du mamelon mettait en un pressant danger. Pour le conjurer, Hafiz détache des troupes de sa droite, appuyée à des ravins, de son centre, couvert de trois redoutes, et les porte à sa gauche. Soliman-Pacha, qui a descendu du mamelon après en avoir assuré la défense et dirigé convenablement les feux, vient se mettre à la droite, dont il a le commandement, et fait avancer l'artillerie, soutenue par l'infanterie, pour entamer l'aile des Turcs, pendant que la cavalerie les contient à son extrême droite.

Une canonnade très-vive s'engage sur ce point; les Turcs font bonne contenance, quoique l'artillerie des Égyptiens, par la justesse de son tir, leur fasse incomparablement plus de mal qu'ils ne peuvent leur en rendre. Le résultat paraît incertain et l'impatience s'empare d'Ibrahim, qui

était, avant tout, l'homme du coup de main. Il prend les quatre régiments de cavalerie qui manœuvraient péniblement à l'extrême droite, y joint les deux régiments d'infanterie laissés en arrière du mamelon, et s'élance à la tête de toutes ces forces pour refouler ou percer la droite ennemie. La brigade d'infanterie qui composait celle-ci était, comme nous l'avons déjà dit, couverte par un bois clair-semé d'oliviers, dans un terrain montant et rocailleux. Les Turcs, parfaitement protégés par leur position, attendent la cavalerie égyptienne jusqu'à demi-portée de fusil et lui font essuyer un feu terrible. Cette masse tourbillonne au milieu des obstacles formés par les arbres et les chevaux renversés, se débande et recule. Ibrahim se précipite sous une grêle de balles, mais il n'est pas suivi : ni prières, ni menaces ne peuvent ramener les siens, qui vont communiquer leur panique à l'infanterie, restée en arrière, et même jusqu'à l'artillerie en bataille. En ce moment, celle-ci était dans une position assez critique : elle avait épuisé ses caissons, après deux heures d'un feu continu, et était obligée de le ralentir, jusqu'à ce que de nouvelles munitions lui arrivassent de la réserve.

L'instant était décisif : toutes les gr
tailles ont de ces moments suprêmes, oi
les mieux combinés à l'avance sont mis
et qu'il appartient au génie seul du g
taine de saisir. On dit qu'en ce momen
cier français de l'état-major d'Hafiz lui
avec les plus vives instances, de charger
tiens à la baïonnette. Hafiz hésita, et l'o
s'envola. Une soudaine et impitoyable i
de Soliman-Pacha rétablit l'ordre à la dro
qu'Ibrahim, s'efforçant vainement de re
cœur à ses troupes, était lui-même entr
leur fuite, Soliman fait pointer sur les f
canons du mamelon, dans la direction
accouraient, les mitraille, les écharpe cir
durant, et les force à s'arrêter. Les che
nant, parviennent à reformer les lignes,
cesse. Dans l'intervalle, des munitions
rivées à l'artillerie, qui reprit son feu de

lâchèrent pied; leur chef en tua plusieurs de sa propre main; Hafiz lui-même accourut les sabrer : mais rien ne put les faire rentrer en ligne, et ils s'enfuirent dans toutes les directions. Dès-lors, la panique a passé des rangs égyptiens au camp turc. Soliman-Pacha, d'un œil ardent, suit ce premier symptôme de désordre; sur-le-champ, il porte en avant toute son aile droite, et Ibrahim envoie, en même temps, l'ordre aux généraux du centre et de la gauche, les pachas Menikli et Osman, d'arriver sur la ligne des feux et de développer le leur. Sous cette recrudescence d'efforts, les Turcs plient de toutes parts; leurs lignes entières d'infanterie se rompent et s'enfuient vers leur ancien camp. Leur cavalerie, qui était restée en arrière tout le temps, spectatrice du combat, aurait pu, en faisant bonne contenance, arrêter les têtes de colonnes égyptiennes et donner à l'infanterie la facilité de se rallier; mais, saisie elle-même de la terreur générale, elle s'enfuit de toute la vitesse de ses chevaux. La bataille était irrémédiablement perdue pour Hafiz; lui-même, malgré sa brillante valeur, avait été emporté dans le torrent de la fuite. Bientôt, toute l'armée égyptienne couronna les hauteurs qu'occupaient les lignes turques et put voir les débris de la cavalerie et de l'artillerie couvrir la route qui menait à Aïntab.

Jamais victoire ne fut plus complète; presque toute l'infanterie turque abandonna ses fusils sur le champ de bataille : on en ramassa plus de quinze mille. Cent soixante-dix-neuf bouches à feu, y compris les canons des redoutes de Nézib et de celles de Bîr, douze à quinze mille prisonniers complétèrent ces trophées, sans compter le camp tout entier, que les Égyptiens trouvèrent aussi intact que si l'armée turque en eût été absente pour une promenade. Soliman-Pacha, à la vigueur, au talent duquel cette victoire fut principalement due, put remplir sa promesse à ses officiers et les traiter dans la tente du sérasker, car on y trouva jusqu'aux dépêches et à la décoration de l'infortuné général ottoman.

La bataille avait duré quatre heures; elle coûtait aux Égyptiens environ trois mille hommes hors de combat; les Turcs en eurent plus de quatre mille.

Encore une fois, l'étoile du Rouméliote avait fait pâlir l'astre de la maison d'Osman, et le sort de l'Islam semblait de nouveau être fixé dans ses mains.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

HISTOIRE

DE

MÉHÉMET-ALI



Montmartre, — Imp. Pilloy et A. Perrault, boul. Pigale, 50.



HISTOIRE

DE

MÉHÉMET-ALI

VICE-ROI D'ÉGYPTE

PAR

PAUL MOURIEZ

> ... à ne regarder que les rencontres particulières, la fortune seule semble décider de l'établissement et de la ruine des empires : à tout prendre, il en arrive à peu près comme dans le jeu, où le plus habile l'emporte à la longue.
>
> BOSSUET.

TOME QUATRIÈME.

PARIS
LOUIS CHAPPE, ÉDITEUR, SUCCESSEUR DE SOUVERAIN,
5, rue des Beaux-Arts.

1858



LIVRE HUITIÈME

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE MÉHÉMET-ALI.



LIVRE HUITIÈME.

Effet produit par la bataille de Nézib. — Lord Palmerston et le cabinet du 12 mai. — Double mission de MM. Foltz et Caillé.— Communications diplomatiques entre la France et l'Angleterre.— Discussion à la Chambre des députés sur les affaires d'Orient. — Négociation de M. Caillé à Alexandrie. — Méhémet-Ali donne l'ordre à Ibrahim de s'arrêter. — Entrevue de M. Caillé avec Ibrahim. — Responsabilité de la France vis-à-vis du Pacha. — Insuccès de M. Foltz à Constantinople. — Maladie de Mahmoud II. — Départ de la flotte ottomane. — Agonie du Sultan. — Sa mort. — Intrigues de Kousrouf. — Avénement d'Abdul-Medjid. — Parallèle entre Mahmoud et Méhémet-Ali. — La bataille de Nézib connue à Constantinople. — Achmet-Fevzi-Pacha, le grand-amiral. — Détails biographiques. — Sa trahison. — Définition de l'honneur chez les Turcs. — L'amiral Lalande. — Sa discussion avec Osman-Pacha, et son entrevue avec Achmet-Pacha. — Fausse accusation de l'Angleterre. — Le grand-amiral conduit la flotte ottomane à Alexandrie. — Mission et célérité du capitaine Lugeol, du *Papin*. — La nouvelle de la bataille de Nézib parvient à Alexandrie. — Sentiments du vice-roi. — Il apprend la mort du Sultan. — Arrivée d'Akiff-Effendi, l'envoyé de la Porte à Alexandrie. — Réception d'Achmet-Pacha et de la flotte turque.— Protestations des consuls.—Déclarations de Méhémet-Ali. — Jugement sur sa politique. — Ses manœuvres contre Kousrouf. — Machination de ce dernier. — Panique de la Porte. — Note du 27 juillet 1839. — Historique des faits qui amenèrent cette note. — Premières divergences de la diplomatie à Constantinople. — Fausse démarche du baron Roussin. — Récriminations épistolaires entre Méhémet-Ali et Kousrouf. — Accueil fait à la note du 27 juillet par les cours d'Europe. — Erreurs de la politique française. — Illusion de l'alliance anglo-française.— Machiavélisme de la Russie. — Echec de M. de Metternich. — Ere nouvelle tracée à la Turquie par la note du 27 juillet. — Notice sur Reschid-Pacha. — La réforme en Turquie. — Diplomatie de Méhémet-Ali vis-à-vis des consuls-généraux. — Tentative

d'arrangement direct entre le vice-roi et la Porte. — Fermentation en Syrie. — Première négociation de M. Brunow à Londres. — Avortement. — Secondes négociations de M. de Brunow.—Nouveau refus de la France à acquiescer aux propositions russes. — Chute du ministère du 12 mai en France. — Session de 1840. — Avènement de M. Thiers. — Sa politique. — Duplicité du roi Louis-Philippe. — M. Guizot à Londres. — Correspondance diplomatique entre M. Thiers et M. Guizot. — Traité de Londres du 15 juillet. — Effet qu'il produit en France. — Préparatifs de guerre. — Affaire des soufres de Sicile. — Rapprochement entre Méhémet-Ali et Kousrouf. — Causes de l'hostilité de l'Angleterre. — Intrigues des agents anglais pour détourner les marins turcs du service de Méhémet-Ali. — Préparatifs de guerre en Egypte. — Création d'une garde nationale. — Destitution de Kousrouf. — Méhémet-Ali offre de rendre la flotte ottomane. — Mission de Sami-Bey à Constantinople. — Insurrection en Syrie. — Ses causes. — Activité déployée par Méhémet-Ali pour la réprimer. — Mission de M. Eugène Périer à Alexandrie. — Signification au vice-roi du traité du 15 juillet. — Mission de M. de Waleski. — Lettre de Méhémet-Ali au Sultan. — Notice sur le commodore Napier. — Premières opérations des alliés en Syrie. — Débarquement des troupes. — Bombardement de Beyrouth. — Chute de M. Thiers et du ministère du 1er mars.—Avènemement de M. Guizot.—Fausse tactique d'Ibrahim en Syrie. — Défection et déchéance de l'émir Béchir. — Combat de Calas-Meidat. — Prise de Beyrouth par les alliés. — Toutes les villes du littoral syrien tombent en leur pouvoir. — Prise de Saint-Jean-d'Acre. — Le colonel Schultz et Ismaël-Bey. — Départ des consuls d'Alexandrie. — M. Cochelet et M. de Waleski empêchent le vice-roi de faire sortir la flotte. — Arrivée de sir Charles Napier devant Alexandrie. — Conduite audacieuse de ce commodore. — Convention du 27 novembre entre sir Napier et Boghos-Bey. —Elle est désavouée par l'amiral Stopford.—Instruction de lord Palmerston, du 14 novembre.— Méhémet-Ali se soumet sans conditions. — Retraite de l'armée égyptienne. — Hésitations de la Porte à accepter la soumission. — Hatti-chérif du 13 février.—Le vice-roi le repousse. — Nouvelles difficultés diplomatiques. — Firman définitif d'investiture du 1er juin. — Mehémet-Ali le fait promulguer en Egypte. — Convention du 13 juillet, dite convention des détroits.



HISTOIRE

DE

MÉHÉMET-ALI

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE MÉHÉMET-ALI.

I

La bataille de Nézib eut un long retentissement dans le monde ; elle absorba l'attention publique, elle surexcita au plus haut point les intérêts en jeu dans cette question d'Orient ; et, sans servir de dénouement, elle précipita une solution que les attermoiements de la diplomatie menaçaient de reculer indéfiniment. Mais, avant d'examiner quel fut le contre-coup de ce fait d'armes dans les divers lieux où se balançaient les destins de notre héros, il ne sera pas inutile de dire au

milieu de quelles circonstances la nouvelle s'en produisit. Pour cela, il nous faut revenir de quelques jours en arrière.

Quoique le ministère français dût être des derniers instruit, c'est pourtant à Paris que nous conduirons d'abord nos lecteurs, pour l'intelligence des événements ultérieurs.

On se rappelle qu'un cabinet avait été formé le 12 mai, à la suite d'une émeute ; ce ministère était présidé par le maréchal Soult, ministre des affaires étrangères. Les autres portefeuilles étaient entre les mains de MM. *Duchâtel*, *Teste*, *Passy*, *Schneider*, *Duperré*, *Villemain*, *Cunin-Gridaine*. *M. Dufaure* eut un ministère nouveau, celui des travaux publics.

Le cabinet du 12 mai trouva la question extérieure non moins grave par la tournure que prenaient les choses en Orient, que ne l'était la situation intérieure de la France à la suite de l'interrègne ministériel, durant lequel la coalition s'était livrée à ses passes d'armes parlementaires. Tandis que nos grands hommes d'Etat faisaient assaut d'éloquence pour le plus grand bien de leurs personnalités, nous avons vu une conflagration se préparer sourdement à Constantinople, grâce aux incitations secrètes de lord Ponsonby et à l'erreur dans laquelle fut soigneusement entretenu notre ambassadeur, M. le baron Roussin. Les rapports,

de ce dernier, pleins d'assurances pacifiques, étaient d'ailleurs corroborés par le langage que lord Palmerston tenait à nos gouvernants; l'Angleterre ne se prêterait jamais à un arrangement des affaires en Orient sans l'acquiescement ou même l'accession de la France : telle était la déclaration que le chef du ministère britannique se plaisait à répéter à tout propos au cabinet des Tuileries. Dans un moment où justement la possession du pouvoir était l'objet, en France, d'une lutte ardente, et où le maintien de l'alliance anglaise était le cheval de bataille de plusieurs des compétiteurs, ce leurre était d'autant plus habile qu'il n'engageait pas à grand'chose, et qu'au jour du démenti, la question de personnes lui fournirait toujours une échappatoire spécieuse. Ainsi l'Angleterre put, en toute sûreté, continuer son double jeu en Orient, et, sous ce simple masque diplomatique, diriger le bras du Sultan.

Mais la nouvelle du passage de l'Euphrate par l'armée turque, qui coïncida à peu près avec l'avènement du cabinet français, ne permettait plus à celui-ci de concevoir la moindre illusion sur les projets du Grand-Seigneur; il songea, sans plus tarder, à se mettre en mesure. Le 25 mai, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, une demande de 10 millions fut présentée à la Chambre. Le maréchal Soult, homme d'action

plus que de paroles, comprit aussi que les événements étaient trop près de leur échéance pour pouvoir être conjurés par une intervention diplomatique en la forme ordinaire, et que si le conflit était susceptible d'être empêché, ce ne pouvait être qu'en portant l'influence conciliatrice ou préventive sur le champ de bataille même; en conséquence, il fit partir de Paris, le 28 mai, deux de ses aides de camp, MM. Caillé et Foltz, pour se rendre auprès des armées égyptienne et turque, le premier en passant par Alexandrie, le second en passant par Constantinople. L'un et l'autre étaient tenus de s'assurer du concours du gouvernement auquel ils étaient envoyés avant de donner suite à leur mission pacifique. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il en advint. Sans nier ici le mérite d'exécution qui distinguait cette démarche, nous sommes obligé de la critiquer au point de vue des conséquences qu'elle devait avoir et qu'elle eut en effet; évidemment marquée au coin de la résolution, elle liait pour l'avenir, et vis-à-vis de gouvernements dont la politique s'attachait à renier à tout propos leurs vues secrètes sur l'Orient, et à mettre constamment leurs façons d'agir en désaccord avec leurs paroles. La décision du maréchal eût été excellente en tous points, si c'eût été son sort d'être le prélude d'une fermeté persévérante et d'une ligne de conduite nettement

formulée. Comme il n'en fut malheureusement pas ainsi, ce qui devait faire son efficacité fut la cause de son fâcheux effet.

Dès l'abord, la faute du cabinet du 12 mai, qui avait eu une perception si claire de l'état des choses en Orient, fut de s'en laisser imposer par le secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, et de se prêter à la duperie que le noble lord continuait à pratiquer à l'égard de la France. L'apparence de la fin des démêlés parlementaires et de la création d'un gouvernement régulier, à Paris, avant que sa politique *effective* n'eût porté en Orient tous ses fruits, ne laissa d'autre ressource à lord Palmerston que de redoubler ses protestations au cabinet français; aussi ne craignit-il pas de prendre les devants, et dans une de ses dépêches à la date du 25 mai, transmise par M. de Bourqueney, notre ambassadeur à Londres, on lisait ce qui suit :

« La moins mauvaise garantie de l'équilibre « européen, c'est la conservation de l'empire « ottoman. Nous avons à défendre cet empire de « ses amis et de ses ennemis. L'événement ac- « tuel nous *surprend* (le passage de l'Euphrate par « les Turcs) *et notre premier devoir est d'arrêter le* « *plus tôt possible la collision turco-égyptienne*, de « peur d'amener encore une intervention russe. « Nous ne pouvons arriver à temps avec des trou-

« pes ; il nous faut donc agir avec des escadres et
« ordonner aux parties de suspendre les hostilités. Il nous faudrait ensuite agir diplomatiquement et nous présenter sans retard à Vienne, unis d'intention et d'efforts pour la conservation de l'empire ottoman. Une démarche de même nature aurait lieu en même temps à Berlin. *Dans le cas d'une intervention russe commencée ou menacante*, on signifierait à la Russie que l'équilibre européen exige que les troupes auxiliaires russes rentrent immédiatement, *après avoir rempli leur mission*, sans avantage quelconque. »

En négligeant ici le point de savoir si l'événement *surprenait* en réalité lord Palmerston, alors que son ambassadeur à Constantinople avait tout fait pour le hâter, et s'il considérait bien comme un de ses *premiers devoirs* d'arrêter la collision, après avoir tant contribué à la faire naître, nous insisterons seulement sur un fait qui ressort bien clairement de la lecture de cette note, c'est la légèreté avec laquelle le ministre anglais parlait de l'intervention russe *commencée* ou *menaçante*, sa facilité de parti pris à ne la contrarier que par l'injonction aux auxiliaires russes de se retirer *après avoir rempli leur mission*. La chose dut sauter aux yeux du cabinet français ; l'honneur de sa perspicacité eût même exigé qu'il ne la prît que pour

ce qu'elle était en effet, un ballon d'essai lancé par l'homme d'Etat britannique pour s'assurer de l'opinion de la France avant de livrer la sienne. Le 30 mai, le maréchal Soult répondit ; on lit dans sa réponse : « L'Angleterre paraît disposée à pren-
« dre bien facilement son parti d'une seconde
« intervention russe, moyennant des garanties il-
« lusoires. J'ai envoyé, le 28 mai, des instructions
« à Constantinople et à Alexandrie, pour deman-
« der vivement que toutes les hostilités soient
« suspendues si elles sont commencées. Les deux
« aides de camp porteurs de ces dépêches iront
« tous deux sur le théâtre de la guerre pour agir
« sur place auprès des parties belligérantes. L'Au-
« triche voudrait en finir en accordant à Méhé-
« met-Ali l'Égypte héréditairement. »

Lord Palmerston continua encore pendant quelques jours ce que nous pourrions appeler son système d'exploration; le 14 juin, il demandait, par l'intermédiaire de l'ambassadeur, M. Bourqueney, quelles étaient les vues du cabinet français sur les affaires d'Orient : « il était, quant à
« lui, d'avis d'accorder à Méhémet-Ali l'Egypte
« héréditairement, mais à condition de rétroces-
« sion immédiate de la Syrie à la Porte. » Car, chose remarquable, si le ministre anglais se montrait très-réservé sur ce qui concernait l'intervention russe, il était, au contraire, des plus

explicite touchant le pacha d'Egypte, et toute sa manœuvre avait pour but d'engager, sous ce rapport, son prétendu allié dans le sens de ses propres vues, avant que ne fussent connus les résultats du conflit turco-égyptien, qu'il avait quelque raison de savoir inévitable. Le cabinet du 12 mai témoigna des dispositions sensiblement différentes ; ses réponses furent on ne peut pas plus nettes sur la question d'empêcher une seconde visite des Russes à Constantinople, mais il semblait n'avoir point d'opinion arrêtée à l'égard des conditions à faire à Méhémet-Ali. Voici en quels termes, le 17 juin, le maréchal Soult retournait les avances de lord Palmerston : « Il faut tâcher de régler « les affaires d'Orient par des conférences tenues « à Vienne entre les cinq puissances, et rempla- « cer ainsi, par une convention européenne, les « stipulations du traité d'Unkiar-Skélessi. La Rus- « sie y résistera ; car sa politique a été, autant « que possible, de tenir ses relations avec la Tur- « quie en dehors des droits européens. Il nous « faut provisoirement dix vaisseaux anglais et au- « tant de français sur les côtes de Syrie, qui, d'au- « torité, empêchent les flottes de se rencontrer, « et donner à nos amiraux des instructions rédi- « gées dans une pensée commune. Quelques bâ- « timents autrichiens devraient être réunis à nos « bâtiments. »

« *Quant à l'arrangement à intervenir en Syrie,* « *nous croyons que le moment n'est pas arrivé de* « *traiter cette question; ce point n'est pas l'œuvre* « *d'un moment : il doit être renvoyé au concert qui,* « *si nos idées viennent à prévaloir, s'établira entre* « *les puissances.* »

Malgré les notables divergences que cet échange de communications révélait pour le présent et promettait pour l'avenir, lord Palmerston célébra pompeusement *l'accord* parfait entre les deux cabinets : « Nous nous entendons sur tout » disait-il dans sa dépêche du 20 juin, « notre accord sera « complet : principe, but, moyen d'exécution, tout « est plein de raison, de simplicité, de clairvoyance. « On dirait que cette communication a lieu, non « de gouvernement à gouvernement, mais entre « membres d'un même cabinet!.. » Cet enthousiasme devait, au moment des dissidences prévues, permettre au secrétaire d'Etat britannique d'arguer de la fixité de ses principes et de la versabilité de ses alliés : pauvre manœuvre, qui n'avait de mérite qu'à raison des mille sollicitations entre lesquelles la politique de Juillet se trouvait ballotée.

Cependant, sous le bénéfice de cette perspective inespérée d'alliance anglaise, la pensée permanente qui présidait aux destins de la France à travers toutes les révolutions ministérielles,

crut pouvoir, dans cette question d'Orient, manifester une résolution plus virile qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors; mettant d'accord, une bonne fois, la rancune qu'elle éprouvait de ses avances repoussées par la Russie, avec le sentiment des dangers que les projets envahissants de cette puissance faisaient courir à l'équilibre du monde, elle proposa très-catégoriquement à l'Angleterre une action commune pour forcer les Dardanelles au premier mouvement des Russes vers le Bosphore. Mais elle n'eut pas le courage de faire à son allié la seule concession qui pût lui rendre la proposition acceptable, et cette concession, c'était le sacrifice de Méhémet-Ali, sur lequel lord Palmerston, dans toutes ses dépêches, insistait avec une âpreté qui était justement l'antipode des moyens mitigés qu'il insinuait pour la portion du projet concernant Constantinople; ainsi, dans les *instructions secrètes données par lord Palmerston à l'amiral Stopford*, et qui furent officiellement communiquées au gouvernement français le 27 juin, on lit, pour ce qui a trait à Méhémet-Ali : « Mais il pourrait arriver « que l'armée du Sultan eût éprouvé un grand « échec, et que des mesures d'une *extrême vigueur* « devinssent *nécessaires* pour *arrêter* la marche « des Egyptiens et sauver l'empire turc. Dans ce « cas, l'amiral serait autorisé à recourir aux me-

« sures de *coërcition qu'il jugerait être en son pou-* « *voir*, et qui lui paraîtraient de nature à déter- « miner le pacha à donner des ordres nécessaires « pour *arrêter la marche de son armée et la faire* « *rentrer dans les limites de la Syrie.* » Voici maintenant pour le cas d'intervention russe : « Dans « une telle éventualité, il serait également possi- « ble qu'une force russe, navale ou militaire, en- « trât dans les ports et sur le territoire de la « Turquie, dans le but ostensible de protéger le « Sultan et de repousser l'invasion égyptienne. « Dans ce cas, *après* que l'amiral aurait *obtenu* du « pacha l'ordre pour la retraite de ses troupes, et « *après* qu'il aurait reçu l'information *certaine* que « cet ordre aurait été obéi, il serait *extrêmement* « *désirable* que l'escadre anglaise *se rendît* à Con- « stantinople et y demeurât, *ou bien* dans la mer « Noire, jusqu'à ce que les forces russes eussent « évacué le territoire ottoman... L'amiral, *après* « *s'être entendu* avec l'ambassadeur d'Angleterre à « Constantinople, *jugera par lui-même* si, dans le « cas où le passage des Dardanelles lui serait re- « fusé, il *devrait* y procéder de vive force. »

A cette communication, le cabinet de France répondit par une espèce de fin de non-recevoir en ce qui concernait la pression à exercer sur Méhémet-Ali; il pensa qu'un meilleur emploi des forces des deux nations, au cas où la défaite des

Turcs se prononcerait, serait de montrer leurs pavillons réunis sous les murs de Constantinople dans le moment même où les Russes y feraient leur apparition. « Le cabinet de Londres, » disait-elle textuellement, « n'a pas suffisamment pourvu « aux nécessités de la situation par ses dépêches « à l'amiral Stopford... Demandons à la Porte « d'être autorisés à passer les Dardanelles aussi-« tôt que les forces russes seraient réclamées, et « si elle refuse, il faut prendre une *résolution dé-« finitive* que les deux cabinets communiqueraient « aux deux amiraux. »

Cette détermination, bien qu'elle ne répondît pas au secret désir de lord Palmerston, était cependant hors de toute objection; aussi, quelque déplaisir qu'il en eût, ne put-il qu'approuver *grandement* les considérations développées par le cabinet français; à cet égard, les exagérations de son langage suppléèrent à la tiédeur de ses intentions : il n'était pas, à l'en croire, « une seule « de ces considérations qu'il ne trouvât fondée en « raison, en droit, en bonne et saine politique... » L'initiative laissée aux amiraux, et même aux ambassadeurs, pour l'ouverture des Dardanelles, lui paraissait, à lui aussi, « pleine de *périlleuses éven-« tualités*; » il jugeait, en effet, plus salutaire et *bien autrement puissant* l'effet d'une démarche simultanée et immédiate auprès du Sultan pour

demander que nos vaisseaux passassent les Dardanelles *en même temps que les Russes paraîtraient à Constantinople...* Ainsi que le cabinet français, il considérait « un refus de la Porte, à cet égard, « comme la manifestation d'une influence dont « une révélation aussi claire et aussi ouverte ap- « pellerait éventuellement d'autres mesures. »

Néanmoins cette chaleur approbative de lord Palmerston tomba tout à fait lorsqu'il s'agit de modifier, en conformité à cette dépêche, les instructions de l'amiral Stopford; on retrouvait dans cette dernière pièce, adressée à lord Ponsomby, l'ambiguité si chère à l'illustre homme d'État; on y lisait : « Je vous prie de déclarer à la Porte, que « si elle appelle des forces de terre ou de mer « d'une puissance européenne quelconque, nous « avons la confiance qu'elle s'adressera en même « temps et dans le même but à la Grande-Bre- « tagne. Vous direz que l'amiral sir R. Stopford « a ordre de se diriger avec son escadre sur Con- « stantinople, afin de prêter au Sultan un appui « matériel et moral dès qu'il *recevra de la Porte,* « *par votre intermédiaire, une invitation à cet effet.* »

C'était là une dégénérescence du projet français qui en constituait pour ainsi dire le contre-pied; car l'essence de ce projet consistait, comme nous l'avons fait voir, à passer outre, après l'autorisation demandée et refusée du Divan, tandis que les

instructions de lord Palmerston persistaient à ne recommander d'agir qu'en vertu de l'invitation de la Porte. — Ces termes soulevèrent encore les observations du ministère français; il objecta en réponse : « Demander à la Porte d'appeler, dans « un cas donné, le secours de nos escadres, n'est-« ce pas lui ménager en quelque sorte la faculté « de les éloigner des Dardanelles, en éludant ou « en retardant cette invitation? Ne valait-il pas « mieux lui demander de donner à l'avance des « ordres nécessaires pour nous réserver ainsi « l'initiative de l'entrée, et que nos flottes fussent « reçues dans le détroit *au moment même où les « Russes paraîtraient à Constantinople?* » Nouvel acquiescement de lord Palmerston, mais qui n'amena qu'une modification insignifiante dans la lettre de ses instructions officielles. La dernière forme que prit à cet égard la résolution définitive du cabinet anglais date du 13 juillet; elle était intitulée : *Lettre du ministre des affaires étrangères d'Angleterre aux lords de l'amirauté;* on y lisait encore : « J'ai ordre de la reine de signifier à vos seigneuries que Sa Majesté veut que l'amiral sir R. Stopford soit invité à se rendre à Constantinople, avec son escadre, dans les circonstances dont je viens de parler (*intervention russe ou mort du Sultan*, S'IL EN REÇOIT L'INVITATION DU GOUVERNEMENT TURC.

Les instructions du gouvernement français à l'amiral Roussin, son ambassadeur à Constantinople, précédèrent cette pièce de trois jours (10 juillet). Elles lui recommandaient « de s'entendre avec l'ambassadeur anglais pour demander « l'entrée des Dardanelles, dans le cas où les Russes seraient appelés à Constantinople. » Une note toute rédigée leur était jointe, pour être remise à la Porte. Voici la copie exacte de la fin de cette note :

« Le gouvernement du roi a dans sa conviction « qu'il va au-devant des intentions de la Sublime « Porte en demandant que dans le cas où les forces « de terre ou de mer d'une ou de plusieurs des « cours alliées seraient appelées à Constantinople, « les ordres fussent donnés pour ouvrir immédiatement le passage des Dardanelles à une escadre française qui viendrait, de son côté, protéger le trône du Sultan contre les périls dont « l'imminence aurait déterminé une telle mesure. »

Le lecteur appréciera la différence des deux notes anglaises et françaises, et jugera laquelle témoignait le plus grand souci pour l'équilibre des influences à Constantinople ; son sentiment sera sans doute plus nettement fixé encore quand il aura connaissance du post-scriptum suivant, inséré dans la dépêche à M. le baron Roussin : « Si

« toutefois il en advenait autrement (c'est-à-dire « qu'il y eût une intervention russe), vous ne « devriez pas hésiter alors à faire de concert avec « lord Ponsomby, ou *même sans lui, s'il refusait de « s'associer à vous*, une démarche conforme à l'es- « prit de la note ci-incluse; et, dans ce cas, vous « vous mettriez de suite en rapport avec l'escadre « de l'amiral Lalande. »

Enfin, quelques jours plus tard, alors que la nouvelle de la bataille de Nézib, parvenue à Paris et à Londres, ainsi que d'autres événements dont nous allons avoir à parler, eurent soudain tari la source de ces protestations de concorde dont lord Palmerston était auparavant si prodigue envers la France, le ministère du 12 mai envoyait, à la date du 7 août, des instructions à notre ambassadeur, formulées comme il suit :

« Veuillez aussi ne pas perdre un moment de « vue l'attitude militaire et navale de la Russie « du côté de la mer Noire. Dans le cas où les « mouvements que vous remarquerez paraîtraient « indiquer un projet de se porter sur Constanti- « nople, vous en donneriez sur-le-champ avis « à M. l'amiral Lalande, qui viendrait aussitôt « prendre position à Ténédos, avec son escadre, « pour être prêt *à franchir les Dardanelles si les « Russes arrivaient dans le Bosphore.*

Le lecteur aura ainsi surabondamment matière à asseoir sa conviction.

II.

Nous n'avons aussi longuement insisté sur la manœuvre diplomatique de lord Palmerston que parce que, le croirait-on ! elle eut plus tard tout le succès qu'il s'en était promis. Lorsque, ce qui était inévitable, les deux gouvernements en arrivèrent à un désaccord manifeste, l'homme d'État britannique cria bien haut que le ministère français avait forfait aux engagements communs et le premier rompu l'alliance. Que cette assertion ait trouvé de l'écho en Angleterre, rien de plus naturel ; mais le curieux de l'affaire, c'est qu'elle eut encore plus de crédit en France, grâce à la manie d'opposition qui nous distingue, grâce surtout à l'amour-propre de M. Thiers, qui succédant au 12 mai, hérita de son aveuglement pour le noble lord, et fut dupé par lui plus que personne. C'est ce que M. Thiers ne voulut pas avouer plus tard, et pour dissimuler son échec, il préféra se rendre complice de son adversaire, en

rejetant, comme celui-ci l'avait fait, la rupture de l'entente cordiale sur le compte de ses prédécesseurs. Il demeura donc comme un fait acquis dans l'opinion publique, que l'Angleterre, en prévision d'une seconde intervention russe, avait fait au cabinet du 12 mai des propositions énergiques repoussées par celui-ci, que telle était la cause du refroidissement de l'Angleterre et de sa volte-face vers la Russie. Les journaux de M. Thiers répétèrent ce thème à l'envi; des historiens sérieux en apparence s'en sont emparés et en ont fait le texte d'une nouvelle accusation contre le gouvernement de Louis-Philippe (1).

(1) Voici ce qu'on lit dans l'*Histoire de dix ans* de M. Louis Blanc, 8e édition, chapitre 14, tome 5, pages 434-435.

« .... Le vrai, l'unique moyen de garantir sérieusement le « Bosphore, l'Angleterre l'avait entrevu lorsqu'elle avait proposé « à la France de couvrir directement Constantinople de l'alliance « maritime et armée des deux peuples. »

« Si les ministres du 12 mai eussent accédé à cette propo- « sition, en demandant à l'Angleterre pour prix de leur appui, « qu'on permît au Sultan et au vice-roi de régler entre eux leurs « différends, la partie était gagnée pour la France. L'Angleterre, « qui n'aurait plus trouvé de prétexte plausible pour frapper Mé- « hémet-Ali au nom du sérail menacé par les Russes, l'Angleterre « aurait détourné ses regards de la question égyptienne et sa- « crifié à la terreur que Saint-Pétersbourg lui inspirait, sa mau- « vaise humeur contre le vice-roi ; la Russie ne se serait jamais « risquée sur le Bosphore en voyant les vaisseaux français et bri- « tanniques prêts à forcer les Dardanelles ; vainqueur, Ibrahim

III

Pendant que la politique anglaise jetait ainsi les bases de ses futurs triomphes, la France, non moins fidèle à ses habitudes, se complaisait au vain spectacle d'un tournoi oratoire.

Le 24 juin, le jour même de la bataille de Nézib, M. Jouffroy lut à la Chambre des députés son rapport sur la demande de dix millions. C'était la première fois que la question d'Orient apparaissait à la tribune française ; aucun athlète des luttes parlementaires ne laissa échapper une si belle occasion d'entrer en lice. La discussion fut ce qu'on appelait brillante ; dix-huit orateurs prirent la parole. Tous les systèmes furent mis en présence ; oubliant qu'il s'agissait moins de régénérer le monde, que de régler un point de fait assez embarrassant, à cause des compétitions qui y étaient engagées, les sommités parlementaires se livrèrent à des considérations, sans doute fort

« aurait obtenu de la Porte effrayée l'Egypte et la Syrie héréditaires, et tout se serait terminé de la sorte au profit de la France « et selon ses vues. »

Et voilà pourtant comme on écrit l'histoire!

élevées sur l'empire ottoman et sur l'empire arabe, sur l'imminence de la chute du premier, sur le plus ou moins de virtualité du second; mais ils n'apportèrent aucun élément nouveau de solution à la difficulté du moment, celle de savoir comment raffermir l'équilibre de l'Europe, si fortement compromis par les résultats de la lutte entre le Sultan et son vassal. Tout le monde s'accorda à blâmer le *statu quo*, sans présenter un mode d'arrangement à lui substituer. Le rapporteur même de la commission, dont l'opinion, conforme à celle du ministère, avait dès l'abord préconisé le *maintien* et *l'indépendance* de l'empire ottoman, affaiblit ses prémisses, lorsque, après trois jours de cette vaine discussion, il la résuma en ces mots :

« Toute politique exclusivement turque ou égyp-« tienne est dangereuse en Orient. Le traité d'*Un-« kiar Skélessi*, c'est là pour le moment qu'est le péril, « c'est là qu'il faut porter remède, et le remède, « c'est le *concert européen* : la France doit le pro-« poser. »

« Ce concert européen n'est pas une entreprise « timide, c'est tout autre chose que le *statu quo*. « Ce que nous craindrions plutôt, ce serait qu'une « telle politique ne fût au-dessus de la résolution « et du courage du cabinet. »

S'en remettre ainsi à la décision d'un conseil amphictyonique des puissances, cela sous-entendait

nécessairement que la France avait en la matière une façon de voir qu'elle devait y soutenir, chercher à y faire prévaloir : or, la Chambre émettait un avis presque contradictoire, en traçant sa ligne de conduite au ministère dans un milieu vague et indéfini entre une politique turque et une politique égyptienne ; encore se réservait-elle le bénéfice de la critique, quoiqu'il dût arriver, par l'espèce de suspicion légitime qui terminait le résumé du rapporteur. La Chambre, incapable de rien décider en dehors du *statu quo*, qu'elle improuvait, ouvrait au cabinet toute une voie d'embarras et de déceptions, en l'avertissant qu'elle le tiendrait uniquement responsable des conséquences : triste aveu d'impuissance et de mauvais vouloir, qui constatait, une fois de plus, quelle espèce de lumière on doit s'attendre à voir jaillir de la discussion d'une assemblée ! Ainsi s'inaugurait tristement la politique de la France dans cette seconde crise orientale.

IV

Pendant qu'on parlait si bien à Paris, les événements se précipitaient en Orient. Nous irons



à leur rencontre avec la mission de MM. Foltz et Caillé, et nous suivrons d'abord ce dernier dans sa négociation avec Méhémet-Ali.

Arrivé à Alexandrie le 13 juin, dès le lendemain, M. Caillé se rendit à l'audience du vice-roi, accompagné du consul général. La demande fut nette et précise : il s'agissait, pour Méhémet-Ali, de transmettre à Ibrahim l'ordre de ne rien entreprendre et de rester là où il se trouvait jusqu'à ce que l'autre aide de camp du maréchal Soult eût, de concert avec l'amiral Roussin, déterminé la Porte à accepter la médiation de la France. La réponse ne le fut pas moins; Méhémet-Ali déclina la proposition, en appuyant son refus d'un doute très-judicieusement élevé sur les dispositions conciliantes du Sultan : pour preuve, il n'eut qu'à rappeler les récentes et vaines assurances de paix que M. Roussin lui avait fait transmettre par M. Cochelet; et cependant les Turcs n'avaient pas cessé d'avancer, et ils s'étaient emparés d'Aïntab, la clef des districts syriens du Nord : il en communiqua triomphalement aux négociateurs la nouvelle qu'il venait de recevoir. Ceux-ci jugèrent à propos d'attaquer d'autres cordes. Ils représentèrent au vice-roi que l'Europe était unanime à vouloir la paix, que l'explosion des hostilités aurait pour résultat immédiat de provoquer l'immixtion de toutes les puissances dans ses af-

faires; qu'il était de son intérêt de se concilier d'avance la bienveillance générale en remettant, dès aujourd'hui, sa cause entre les mains de l'Europe, sous le patronage de la France. En réponse à ceci, le Rouméliote se retranchait obstinément et malicieusement dans cet unique argument, que si déjà il eût cédé aux conseils de même nature que lui avaient donnés les représentants de la France, il eût pu perdre la Syrie, avant même que le cabinet français ne fût informé de son acquiescement. La conférence se prolongea sans amener aucun autre résultat; elle fut reprise le lendemain matin.

Mais, dans l'intervalle, Méhémet-Ali avait réfléchi; soit que les motifs mis en avant par les négociateurs eussent agi sur son esprit dans les loisirs de la méditation, soit que,—et c'est plus probable, comme nous allons le voir,—son génie astucieux lui eût soufflé un plan qui conciliât tous les avantages en sa faveur, le lendemain il fit entendre à MM. Cochelet et Caillé un langage tout différent de la veille, et à peine ce dernier eut-il renouvelé ses pressantes sollicitations au nom de son gouvernement, que Méhémet-Ali déclara accepter la médiation de la France. Il fut convenu que M. Caillé emporterait ouverte la lettre enjoignant à Ibrahim de s'arrêter en quelque lieu qu'il se trouvât, que les hostilités fussent ou non com-



mencées. Voici cette lettre, écrite sous la date du 16 juin :

« Le porteur de cette lettre est M. Caillé, aide de camp de Son Excellence le maréchal Soult, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de France, arrivé ici avant-hier pour m'informer qu'il est chargé de vous parler, tandis qu'un autre aide de camp comme lui va à Constantinople et de là au camp de Hafiz-Pacha. Je vous l'envoie donc par un bateau à vapeur, accompagné de mon second drogman, Kousrouf-Effendi. Cet officier m'annonce que sa mission, ainsi que celle de l'aide de camp qui se rend auprès de Hafiz-Pacha, a pour objet d'empêcher la guerre qui paraît imminente, et il ajoute que les grandes puissances arrangeront cette affaire. En conséquence, si, à son arrivée, vous n'avez pas encore fait sortir de la frontière les troupes turques entrées dans nos limites, cet officier vous fera rester où vous êtes, et, après s'être rendu auprès de Hafiz-Pacha et avoir vu l'aide de camp expédié vers lui pour reconnaître ce qu'il aura fait, il reviendra vous en rendre compte. Si, à son retour, il vous apprend que l'armée ottomane s'est arrêtée où elle était, et que les troupes turques entrées dans nos limites vont être retirées, vous ne ferez de votre côté aucun mouvement, vous vous arrêterez où vous êtes; mais si, après le retour de M. Caillé, avec cette affirmation que Hafiz-Pacha ne s'arrête pas, et s'il continue les mêmes mouvements qu'auparavant sans faire sortir ses troupes de notre frontière, vous marcherez contre lui et vous le combattrez. Enfin, dans le cas où, à l'arrivée de l'officier, vous auriez déjà chassé les troupes turques de nos limites et marché en avant, vous devriez encore vous arrêter là où vous serez et attendre que l'arrangement que prendront les grandes puissances soit connu et vous ait été notifié par moi.

« *Je vous préviens aussi que, pour faire cesser l'inquiétude qu'occasionne l'annonce de la sortie de la flotte de Constantinople, je vais expédier la mienne sur les côtes de la Syrie ; à cet effet, une partie est sortie aujourd'hui, et le reste sortira demain.* »

V

Nous avons souligné le dernier paragraphe de cette missive, parce que, à lui seul, il en contient tout l'*esprit*, en restreignant à ce mot l'intention qui guidait le Rouméliote. En effet, vers la fin de la seconde audience donnée par le vice-roi aux négociateurs, et, comme il se disposait à les congédier, toutes choses étant parfaitement convenues, M. Caillé signala un mouvement extraordinaire dans le port, sur lequel a vue le Divan du palais de Rassettine : c'était la flotte égyptienne qui faisait ses préparatifs de sortie. Elle avait reçu l'ordre, dès la veille, de s'alléger pour franchir les passes et prendre la mer. L'envoyé français fit observer que tous les efforts pour obtenir une suspension d'hostilités entre les armées de terre seraient perdus, si on ne prévenait également un conflit maritime; sur quoi le vice-roi assura qu'il n'avait aucune intention belliqueuse de ce côté, et que ses vaisseaux ne quitteraient point le littoral d'Egypte ou celui de Syrie; pour plus de sûreté, il offrit d'en prendre l'engagement dans la lettre à son fils. Comme il

était question, depuis quelques jours, des mouvements menaçants de la flotte turque, M. Caillé n'osa même pas insinuer que la meilleure garantie aurait été la continuation du séjour de la flotte égyptienne dans le port d'Alexandrie ; il se contenta des promesses du pacha, et l'incident n'eut pas de suite, ou plutôt il en eut une dont le vice-roi seul pouvait, en ce moment-là, apprécier l'importance. Lorsque, en effet, prenant congé de lui, M. Caillé le pria de l'expédier immédiatement en Syrie sur l'un de ses bateaux à vapeur, Méhémet-Ali lui montra la rade, où il n'y avait alors qu'un seul bateau, le *Nil*, indispensable à la flotte qu'il aidait à sortir des passes, et « qui encore, » lui dit-il, « aurait besoin de réparations avant de se risquer dans la haute mer : tout ce qu'il pouvait faire, » ajouta-t-il, en lui exprimant gracieusement des regrets pour ce retard inévitable, « c'était de mettre à sa disposition le premier venu des bateaux dont on attendait prochainement le retour. » M. Caillé attendit trois jours, et ce ne fut que le 20 juin qu'il put s'embarquer sur un steamer rentré la veille, le *Boulak*.

La raison qui pouvait faire échapper aux yeux de M. Caillé les graves conséquences de ce retard, et qui les rendait palpables pour le Rouméliote, c'est que celui-ci avait bien communiqué à l'envoyé français la nouvelle de la prise d'Aïntab

par les Turcs : mais il avait eu le plus grand soin de taire le fait de la lettre du 9 juin, qu'en réponse à cette nouvelle, il avait expédiée à son fils pour lui intimer l'ordre d'attaquer l'ennemi : or, l'ardeur d'Ibrahim, condamné, qu'on nous passe l'expression, à mâcher à vide depuis si longtemps, était pour Méhémet-Ali un sûr garant de l'exécution d'un pareil ordre, et, le 17, jour où M. Caillé lui demanda à partir, il pouvait avoir en main la lettre qui lui en donnait l'assurance. Jusqu'à quel degré engagea-t-elle Méhémet-Ali à retarder le départ de M. Caillé, c'est un point que nous laissons à la sagacité du lecteur de décider ; mais qu'au contraire, elle eût dû être un impérieux motif de presser ce départ, s'il eût été franchement animé des intentions pacifiques qu'il accusait, ceci ne fait pas l'ombre d'un doute, et cela suffit pour la conscience de l'historien.

En tous cas, il est certain que M. Caillé, partant le 20 d'Alexandrie, était placé dans l'impossibilité d'empêcher une bataille qui devait avoir lieu le 21 sur les rives de l'Euphrate. Quant à l'intérêt que le Rouméliote pouvait avoir à ce que cette bataille fût livrée, cet intérêt doit paraître incontestable. D'abord, il comptait positivement que ses troupes auraient le dessus, et alors ses droits et sa modération n'en brillaient que d'un plus vif éclat : battu, au contraire,

il invoquait encore cette modération et ce désir de la paix, dont la lettre confiée à M. Caillé fournirait la preuve. En paraissant céder aux représentations de la France, il associait enfin à ses prétentions un sûr et puissant allié diplomatique, — il le croyait, du moins, — au cas où ces prétentions viendraient à être discutées dans un conseil européen.

VI

Le 23 juin, M. Caillé débarquait à Alexandrette; le lendemain 24, pendant la journée de Nézib, il gagnait Antioche par les rudes chemins de traverse de l'Amamus. Dans le reste de son voyage, rien ne transpira de l'événement accompli; mais le 26 au soir, aux abords d'Alep, il entendit résonner le canon et apprit, en entrant dans la ville, que c'était en réjouissance de la victoire. Voici en quels termes Ibrahim en avait donné la nouvelle au gouverneur de la ville : « Je vous annonce que j'ai attaqué Nézib; en moins de deux heures, j'ai pris l'artillerie, les munitions de guerre et de bouche. L'armée est toute soumise. *Quant à moi, je ne m'ar-*

rèterai qu'à Koniè; pour vous, réjouissez-vous pendant sept jours, et envoyez cette heureuse nouvelle sur tous les points. »

Cet éévnement déjouait l'objet principal de la mission de M. Caillé; mais s'il avait été devancé par la victoire, il lui restait encore à en prévenir les suites; en conséquence, il poursuivit sa marche sans s'arrêter à peine, et rejoignit le généralissime Ibrahim le 29 juin au soir.

VII

En général habile, Ibrahim avait songé, et sans retard, à tirer tout le parti possible de sa victoire. Il résultait du fait même de l'agression des Turcs qu'on n'arracherait au Sultan les concessions demandées en faveur de l'Égypte qu'en portant la guerre sur son propre territoire: tels étaient d'ailleurs les ordres contenus dans la dernière lettre de Méhémet-Ali à son fils. En conséquence, dès le lendemain de la bataille, Ibrahim était allé s'emparer du camp retranché de Bîr; de là, il avait envoyé un de ses lieutenants prendre possession d'Orfa, sur sa droite, et lui-même s'avan-

çant à gauche, était venu faire rentrer Aïntab dans le devoir. Ces deux points établissaient la direction du double mouvement à angle droit qu'il projetait pour envahir l'Asie mineure par Malatia et Koniè. Parti le 28 juin d'Aïntab, il se dirigeait sur Marach, dont le séparaient à peine trois journées de marche; le 29, au soir, il bivouaquait à Indjè-Sou, sa première étape, sur la limite extrême de la Syrie égyptienne. C'est là que parvint à le rejoindre M. Caillé.

VIII

M. Caillé sentait si bien l'inopportunité, voire même l'étrangeté de la demande dont il s'était rendu porteur auprès d'Ibrahim, qu'il n'eut pas tout d'abord le courage d'entrer en matière, et se laissa traiter et complimenter par le généralissime égyptien comme un visiteur, toujours bien accueilli en semblable circonstance; ce ne fut que lorsque ce dernier lui eut demandé des nouvelles de la flotte, dont il s'étonnait de ne pas entendre parler, que l'envoyé français osa sortir la lettre de Méhémet-Ali de sa poche, et la lui remettre.

Aussitôt après en avoir pris connaissance, Ibrahim déclara que déférer à ce qu'on exigeait de lui était impossible; que son père lui-même en eût tout autrement décidé si la victoire de Nézib lui eût été connue, et qu'en cette circonstance, il serait plutôt satisfait de ne pas se voir obéi. En vain M. Caillé reproduisit-il toute la série des raisonnements qui avaient paru surmonter la résistance de Méhémet-Ali, et déterminer le fait de ses ordres formels : il y avait quelque chose qui blessait si profondément l'esprit militaire d'Ibrahim dans ce *veto* intempestif imposé à ses opérations, qu'il laissa sans réponse toute l'argumentation de M. Caillé, et se contenta de lui dire brusquement : « Vous avez lu des livres d'histoire : eh bien ! où avez-vous vu qu'un général victorieux s'arrêtât dans sa marche?.. » Comme le négociateur français insistait surtout pour que les mouvements en équerre sur Malatia et sur Konié n'eussent pas lieu, Ibrahim en appuya l'urgence sur l'approvisionnement de ses troupes, sur le besoin de prévenir un retour offensif des Turcs, en dispersant leurs deux corps de réserve cantonnés en ces points : «Voyons, » répétait-il sans cesse à son interlocuteur, « prenez le commandement de mes troupes, nourrissez-les, et conservez la Syrie, je n'en demande pas davantage! » Tout ce que put obtenir M. Caillé, après cinq heures de discus-

sion, ce fut l'abandon de l'entreprise sur Koniè; quant à l'occupation de Malatia, le généralissime égyptien protesta que rien au monde ne lui ferait y renoncer.

Mais la persistance de M. Caillé était infatigable. Le lendemain, à la pointe du jour, et comme déjà les troupes se mettaient en marche, il demanda une nouvelle audience; il l'obtint, quoiqu'on eût commencé à abattre la tente du général en chef, et que sa garde se tînt prête à partir, la bride en main. L'accueil fut plus embarrassé que la veille; après avoir déclaré au négociateur que dix ans d'explications ne pourraient rien changer à ce qui avait été décidé la veille, Ibrahim se renferma dans un morne silence et parut résigné à subir le flot de l'éloquence adverse comme un marin qui essuie une bourrasque. Mais cette attitude n'était conforme ni au caractère d'Ibrahim, ni aux intentions de M. Caillé, et ce dernier, conduisant adroitement sa parole, s'attacha à débusquer l'autre de son apparente froideur. Quand il y eut réussi, c'est-à-dire lorsqu'il eut amené Ibrahim, malgré les véhémentes marques d'impatience dont il était prodigue, sur le terrain de la discussion, il reprit tout son calme, et, s'armant de la concession déjà faite, il soutint qu'elle devait être étendue à l'objet entier de sa demande, sous peine de ne pas être satisfai-

sante pour ses mandants, ni de répondre au but même que se proposait Ibrahim, de façon qu'il mécontenterait l'Europe, et par suite son père, sans retirer aucun des avantages qu'il espérait de sa désobéissance. Il y a des gens pour qui discuter, c'est s'avouer à moitié vaincu; Ibrahim était de ces gens-là: incapable de rien trouver à opposer au dernier argument de Mr Caillé, il masqua la brèche qui était faite dans sa résolution sous l'apparence d'un consentement arraché à sa lassitude, et dont les événements futurs devraient révéler l'inutilité, abandonnant ainsi à l'avenir le soin de justifier sa répugnance. Il promit donc de ne franchir le Taurus sur aucun point, et de se borner à occuper les places turques de Marach et d'Orfa, afin de couvrir ses frontières et de nourrir son armée; pour plus de garantie, séance tenante, il expédia l'ordre d'arrêter ses têtes de colonnes en marche sur Malatia.

Le soir même, il vint à Kara-Bounar, sa seconde étape avant Marach; c'est de là qu'il instruisit son père de quelle manière il avait accompli ses instructions (1).

Ibrahim s'arrêta à Marach, comme il en était convenu.

(1) Documents historiques, no 6.

IX

Nous sommes amené à éclaircir un point, peut-être sans importance dans le fond, mais qui touche au vif de nos appréciations; il fut d'ailleurs l'objet d'une vive discussion dans le parlement français, et y servit d'arme à double tranchant, c'est-à-dire que les adversaires politiques en usèrent réciproquement les uns contre les autres. Ce point consiste dans la question de savoir si, en réalité, l'ordre de s'arrêter que Méhémet-Ali manda à Ibrahim doit être attribué à l'influence de la France, et, par suite, si le principe de cet acquiescement ne constituait pas un engagement et un devoir de notre politique vis-à-vis du vice-roi d'Egypte. Les partisans de l'affirmative eurent pour eux les faits patents, la lettre de Méhémet-Ali, et aussi le propre témoignage de M. Caillé, qui écrivait le 3 juillet, au gouvernement français : « Cette victoire (celle de Nézib) ouvrait encore l'Asie-Mineure à Ibrahim, et *sans la prompte intervention de la France*, le général égyptien allait encore menacer le Sultan jusqu'au sein de ses Etats. » Les gens qui, au contraire, tenaient pour la négative, furent obligés de se livrer à un commentaire serré

de ces mêmes faits, pour en discuter l'esprit; leur principal argument consistait dans cette missive du 9 juin, de Méhémet-Ali à Ibrahim, et que le Pacha laissa ignorer à M. Caillé, circonstance qui pouvait contribuer à induire l'envoyé en erreur et expliquer ses paroles. On se rappelle que dans cette lettre le Rouméliote, après avoir, pour ainsi dire, prescrit la victoire à son fils, disait en propres termes : « Si par l'aide de Dieu, la fortune se déclare « pour nous, sans passer le défilé de Kulek-Boghaz, « vous marcherez droit sur Malatia, Karpout, « Orfa et Diarbékir. » D'où il est facile d'inférer, ajoutaient les champions de la seconde opinion, que le pacha n'avait nullement l'intention de faire marcher son armée sur Constantinople; car la route la plus directe de la Syrie à Constantinople est précisément ce défilé de Kulek-Boghaz, par où était déjà passé Ibrahim en 1833 pour venir à Koniè, tandis que Karpout et Malatia se trouvent à près de deux cents lieues de la capitale de l'empire ottoman.

Avant de se décider pour l'un des deux partis, il ne sera peut-être pas inutile de dire à quels intérêts la question se liait étroitement : on y verra un singulier exemple des aberrations parlementaires. Tombé le 20 février 1840, on le sait, devant une question de dotation, le cabinet du 12 mai légua à son héritier, le ministère de

M. Thiers, une succession dont ce dernier était trop avide de s'emparer pour réclamer le bénéfice d'inventaire. Jusqu'alors, la question d'Orient avait pu être conservée dans le sein du conseil, en dehors de l'action de la tribune et de la presse; mais le moment où elle devait éclater dans ces parages bruyants et anti-diplomatiques ne pouvait être éloigné. M. Thiers n'y prit pas trop garde, tout entier qu'il était à la lune de miel du pouvoir. Au lieu donc de se former une opinion et de se tracer une ligne de conduite dans cette affaire, il se laissa aller à la remorque de lord Palmerston, qui tramait, comme nous l'avons vu, sa défection vis-à-vis de la France. Surpris un beau jour, le chef du 1er mars crut que le moment venu d'adopter une résolution était celui de ruser et de mettre son concours à une espèce d'enchère politique; comme nous le verrons plus tard, il s'imagina tenir l'Europe en échec, et se flatta de mater des gens, qui, à l'avantage d'être plus fins que lui, joignaient celui d'avoir une position prise de longue main. Bientôt les faits qui surgirent, à la grande confusion de ces prétentions exagérées, ne laissèrent plus à M. Thiers d'autre ressource que de se disculper devant les Chambres; pour y parvenir, il fut obligé d'éplucher, qu'on nous passe l'expression, les actes de ses devanciers, afin d'y

planter spécieusement les germes de ses propres bévues. C'est dans ces circonstances que se produisit la question dont nous parlions tout à l'heure. Le cabinet du 12 mai, par l'organe de tous ses membres, réclamait pour sa responsabilité le fait de la mission de M. Caillé, et soutenait qu'elle était sortie son plein et entier effet, c'est-à-dire qu'elle avait très-effectivement arrêté l'invasion des Egyptiens en Asie-Mineure. Par contre, et pour cette unique raison, — nous ne saurions en découvrir d'autres, — M. Thiers avait embrassé l'opinion opposée. Mais néanmoins les ministres du 12 mai avaient constamment déclaré, au dedans et au dehors, qu'*aucun engagement direct ni indirect* ne liait la politique de la France à celle du vice-roi, et la preuve que c'était bien là le sentiment intime de ce cabinet, c'est qu'à la nouvelle de la bataille de Nézib, le maréchal Soult n'eut rien de plus pressé que de dire à lord Granville, que, « selon les vues du gouvernement français, la « défaite de l'armée turque ne devait influer en rien « sur la marche des cinq puissances ; que, dans « un moment où les conseillers du Sultan étaient « paralysés par la peur, ou cherchaient traîtreu- « sement leurs intérêts aux dépens de leur maî- « tre, tous les arrangements conclus entre la « Porte et le pacha devaient être considérés comme « nuls, et qu'une déclaration à cet effet devait

« être remise à Méhémet-Ali (1). » Objectera-t-on que, à cette époque, le succès de la mission de M. Caillé pouvait ne pas être connu à Paris? Mais, plus tard, le cabinet du 12 mai n'a cessé de soutenir que sa politique comportait l'exclusion de toute condescendance pour Méhémet-Ali ; il l'a encore déclaré à l'Angleterre, le 26 janvier 1840 ; il l'a répété à la tribune, et M. Thiers lui-même en était si bien convaincu, que, dans sa première dépêche (du 12 mars à M. Guizot), il disait : « Le « gouvernement du roi n'a pas de parti pris par « rapport à l'Orient ; *la raison en est simple, il « n'y est lié par aucun engagement.* » Veut-on voir, maintenant, quelque chose de plus curieux que ce ministère du 12 mai, reniant en quelque sorte l'engagement moral qui résultait pour lui d'un fait dû en entier à son initiative (la mission de M. Caillé), et qu'il proclamait avoir eu toutes les conséquences, bonnes ou mauvaises, qu'il comptait en tirer?—c'est ce ministère du 1er mars, contestant la validité du fait, par là-même dégageant sa politique de tout précédent favorable à Méhémet-Ali, et cependant confessant qu'il avait été prêt à combattre presque le monde entier pour le soutien des prétentions de ce personnage.

(1) Dépêche de lord Granville à lord Palmerston, en date du 29 juillet 1839.

X

Tant de contradictions chez des hommes, au demeurant doués d'un grand mérite et plus susceptibles de pécher par l'abus du raisonnement que par son défaut, accuse la véritable faiblesse de leur politique, c'est-à-dire son union intime, quoique discordante, avec une volonté persévérante, dont ils subissaient, bon gré mal gré, l'ascendant; et, relativement au sujet qui nous occupe, dans cette duplicité dont les souples ressorts ne pouvaient être mis en jeu que par des instincts ou des projets pusillanimes, qui n'a reconnu le triste système du roi Louis-Philippe ? Aussi, en dépit de son irresponsabilité fictive, est-ce bien lui seul, qu'il nous soit permis, fâcheusement pour sa mémoire, de mettre définitivement en cause, et la question ainsi posée ne sera pas difficile à résoudre ; car il est certain que Méhémet ne céda qu'aux assurances réitérées de bon vouloir et de protection que lui fit transmettre le roi-citoyen.

Si la première fois, en 1833, cet acquiescement

ne fut pas donné sans quelque réticence hautaine, en 1839 l'opposition du Rouméliote se fit plus humble en cherchant les voies détournées de la ruse; mais elle céda sur le point important, celui d'arrêter son armée, cette armée fût-elle victorieuse. Qu'on dise que cette intention était préconçue chez lui, parce que l'exemple de 1833 lui avait donné à refléchir et qu'il n'aurait pu arriver à Constantinople avant les Russes : ce furent là sans doute les arguments dont M. Caillé chercha à le bien pénétrer : mais est-il donc possible de lui faire un moindre mérite de lesavoir pressentis? Enfin,—tant dans les régions du juste-milieu on eut besoin plus tard de se défendre de cette fâcheuse ingérence,—on chercha à dépouiller la mission de M. Caillé de tout caractère officiel, en bornant le rôle de cet agent à celui d'un simple porteur de *conseils*. Comment croire, disait-on, que le maréchal Soult, ayant l'amiral Roussin à Constantinople et M. Cochelet à Alexandrie, aurait été lancer une troisième diplomatie par aides de camp entre ces deux diplomaties officielles ! — Quel aveu maladroit et plein de lumières ! — Certes, s'il eût été possible à Méhémet-Ali de séparer de la France le roi Louis-Philippe, ses ministres et ses agents, au même titre que cette distinction était déjà faite dans l'opinion publique, le pacha eût été moins à plaindre ou à blâmer de sa confiance;

mais, peu fait aux théories du régime parlementaire, il croyait à la compacité de l'appui conditionnel qui lui était offert : au jour de l'abandon complet, honteux, ce ne fut pas seulement à ses yeux la parole d'un prince qui fit défaut, ce fut la dignité de toute une nation, et d'une grande nation, qui s'éclipsa momentanément.

Les meilleurs défenseurs du système furent ceux qui, à toute force, voulurent le rendre complétement étranger aux faits et gestes du vice-roi d'Égypte ; car, il faut bien le reconnaître, la moindre responsabilité qu'il eût reconnu y avoir prise, lorsque plus tard il abandonna Méhémet-Ali à la sévérité des puissances, le faisait choir de ses prétentions de juge de paix de l'Europe aux modestes fonctions d'agent de police.

XI

Un des désappointements, et probablement un des motifs qui engagèrent le gouvernement français à ne pas reconnaître MM. Caillé et Foltz pour des agents dûment accrédités, ce fut le triste succès de ce dernier auprès de la Porte. C'est le per-

sonnage auquel nous allons présentement nous attacher pour suivre le fil des événements.

Débarqué le 14 juin au matin, M. Foltz prit un *caïk* (1) pour se rendre à Thérapia, résidence de l'ambassadeur de France. Tandis qu'il remontait le Bosphore, un bateau à vapeur turc, parti du palais impérial de Stavros, sur la côte d'Asie, l'atteignait, le dépassait et entrait dans la mer Noire avant que M. Foltz n'abordât à sa destination. Ce bateau portait à l'armée de Hafiz des renforts, des hommes, de l'argent et les dernières instructions du Sultan à ce général, relativement à la campagne que, depuis quelque temps déjà, il avait ordre d'ouvrir. C'était donc la guerre décidée, irrévocable, qui partait au moment même de l'arrivée d'un messager de paix.

L'ambassadeur de France ne dissimula pas à M. Foltz combien il jugeait sa mission peu susceptible de réussir; ses dépêches lui prescrivaient de s'entendre avec l'ambassadeur d'Angleterre pour donner plus de poids à la démarche que nécessitait cette suprême tentative; mais le baron Roussin révéla à l'envoyé, à la grande surprise de celui-ci, la collusion qui existait entre lord Ponsonby et le Sultan, et pour lui en donner une preuve irrécusable, il lui communiqua le dernier

(1) Petite embarcation en usage dans le Bosphore et la mer Noire.

manifeste émané du Divan dans les premiers jours de juin. Cette pièce, à laquelle il ne convenait pas au but de dissimulation de la Porte de donner une grande publicité, avait circulé dans les chancelleries et concordait parfaitement avec les communications verbales faites au corps diplomatique, ce qui suffisait à établir son authenticité. Elle est curieuse en ce sens que, eût-elle été rédigée dans une légation britannique, elle n'eût pas plus naïvement exprimé les griefs particuliers de l'Angleterre, sous prétexte d'exposer ceux du Sultan contre Méhémet-Ali. Nous la reproduisons (1) comme un monument bien curieux de l'influence diplomatique de l'Angleterre en Orient.

L'accueil de lord Ponsonby donna raison à M. Roussin: comme ce dernier disait à l'autre qu'il avait lieu de le croire pourvu par son gouvernement d'instructions conformes aux siennes: « Non, « monsieur l'amiral, » répondit fièrement l'ambassadeur anglais, « je n'ai reçu aucun ordre de « mon gouvernement, et quand bien même j'en « aurais reçu, je ne m'y conformerais pas. »

L'ambassadeur de France fut donc obligé de remettre tout seul sa note au Divan, qui répondit d'abord verbalement et évasivement; une nouvelle note demeura encore plus longtemps sans réponse,

(1) Documents historiques, n° 7.

sous prétexte de la maladie du Sultan, et donna lieu enfin à une note turque dont nous avons déjà apprécié l'aigreur et le sans-façon (1). On dit qu'elle fut inspirée par ces mots sortis de la bouche de Mahmoud : « La France parle toujours « comme si elle était au temps de Napoléon. »

Sur ces entrefaites, on apprit à Constantinople que la mission de M. Cailléavait eu un plein succès à Alexandrie; M. Foltz espéra que cette preuve de condescendance du vice-roi déciderait la Porte à faire un pas correspondant vers la pacification, et demanda en conséquence qu'on lui confiât pour Hafiz-Pacha un ordre de suspension des hostilités. L'état valétudinaire du Sultan était venu à point pour servir les habitudes dilatoires de la Porte; il fut objecté à M. Foltz que le prince était hors d'état d'examiner une question de cette importance, et qu'à son défaut personne dans le gouvernement impérial n'oserait prendre sur soi de la trancher. Alors M. Foltz sollicita simplement un firman de départ pour aller, sous sa seule responsabilité et celle de son gouvernement, communiquer ses vœux et ses avis au général en chef. On lui répondit par un refus formel.

Dans l'intervalle, la bataille de Nézib avait eu lieu.

(1) Documents historiques, nº 4.

Ce fut à la suite de l'avortement de cette tentative, où la main de l'ambassadeur anglais n'était pas méconnaissable, que M. le baron Roussin écrivit ces mots caractéristiques au maréchal Soult : « Monsieur le maréchal, qu'on ne me » parle plus de l'alliance anglaise; personne n'y « croit ici, je n'y crois pas moi-même, et l'on « me rirait au nez si j'en parlais ici. »

XII

La maladie du Sultan n'était cependant pas feinte; de toutes les passions qui s'étaient continuellement disputé ce prince, deux seules achevaient d'en consumer l'âme et le corps : la haine de Méhémet-Ali et l'ivrognerie; encore la dernière avait-elle cédé aux forces épuisées de la nature, et à l'achèvement de son funeste ouvrage. Le Sultan, dont la vie s'en allait dans une maladie de langueur, avait renoncé depuis quelque temps à son ivresse quotidienne, il avait même fini par prendre toute espèce de boisson en horreur. Mais la haine fut plus tenace : jusqu'au dernier moment, elle eut le privilége d'exciter des fureurs

dans cette âme où s'épaississaient de jour en jour les ténèbres de la mort, et sur son lit d'agonie on entendit le Sultan murmurer encore le nom du vassal rebelle avec un reste de menace.

Quoique, à la date des premiers jours de juin, Mahmoud fut déjà irréparablement atteint, il continuait à se dissimuler à lui-même le danger et à vouloir le déguiser aux autres ; le 7, il présida en personne une assemblée composée de tous ses ministres et des principaux fonctionnaires civils et religieux de l'empire. La guerre contre Méhémet-Ali y fut solennellement proclamée, quoiqu'on décidât qu'elle ne serait déclarée que par le fait, ne pouvant être considérée comme une guerre d'honneur de puissance à puissance, mais comme le châtiment d'un vassal infidèle : excellent prétexte trouvé par le Sultan pour garder, vis-à-vis de l'Europe, le secret de sa résolution.

Cependant le départ de la flotte allait dissiper toute espèce d'ambiguité à cet égard ; dès le lendemain, la première division, composée de douze bâtiments de diverses grandeurs, sous les ordres d'Osman-Bey, contre-amiral, mit à la voile à neuf heures sept minutes à la turque, moment indiqué comme propice par le grand astrologue du palais. Mahmoud vint à son kiosque de Scutari pour la voir sortir. Le jour suivant, ce fut au tour de la seconde division d'appareiller, à 3 heures 7 mi-

nutes de l'après-midi, heure conforme aux prescriptions du *munedjim-bachi*(1) ; celle-ci, outre le capitan-pacha, avait à bord le général Johmus, Hambourgeois, qui avait gagné tous ses grades au service de l'Angleterre, et que lord Ponsonby, sur la recommandation du directeur du foreign-office, qui le lui avait envoyé de Londres, faisait passer au service de la Porte. Cet officier était chargé de diriger le débarquement, sur les côtes de Syrie, des six mille hommes de milice de Brousse et de Nicomédie,que la flotte allait embarquer à Gallipoli et à Lampsaque. C'était à peu près dans le même moment que lord Palmerston témoignait en aussi bons termes, au cabinet français, sa *surprise* de l'agression des Turcs sur le Danube, et protestait si bien de son *intention* d'arrêter la collision turco-égyptienne.

Le magnifique vaisseau de cent quarante canons, le *Mahmoudiè*,sur lequel Achmet-Pacha avait arboré son pavillon amiral, fermait la marche. Malgré son état de faiblesse, le Sultan voulut y monter en personne pour dire un dernier adieu à son favori. Sa figure portait ces profondes empreintes qui constituent ce qu'on a si bien nommé le masque de la mort ; les mains tremblantes, le pas chancelant, pour la première fois

(1) Grand astrologue.

on le vit s'appuyer sur les bras de deux serviteurs. Le mouvement qui régnait à bord, les cris de joie des matelots parurent le ranimer; il s'assit, ou plutôt se coucha sur le divan qui lui avait été préparé au milieu du pont; et pendant l'heure d'entretien qu'il eut avec Achmet-Fevsi-Pacha, prosterné à ses pieds, tandis que l'assistance se tenait respectueusement à distance, son grand œil noir reprit, par instants, cette flamme caractéristique, naguères la terreur de tous ceux qui l'approchaient : dernier épanchement de l'orgueil, de la haine et de la vengeance dans le sein d'un traître, qui, mesurant l'étendue des ravages faits par la maladie sur ce corps affaibli, supputait la fin prochaine de son maître, tout en paraissant l'écouter, et, déjà, cherchait dans sa pensée une nouvelle idole à sa bassesse.

Enfin Mahmoud se leva et regagna son caïk, avec l'aide du capitan-pacha; au moment d'y descendre : « Va, mon fils, lui dit-il, le Dieu des armées te donnera la victoire. Sois sûr que l'amour de ton père t'accompagnera partout; c'est à toi d'agir, en toute circonstance, comme si ton souverain avait toujours l'œil fixé sur toi. Les rois de l'Europe aussi savent punir les sujets rebelles! » Ces paroles furent prononcées d'une voix assez haute et assez ferme. Le capitan-pacha se jeta aux genoux du Sultan, les larmes aux yeux; les

matelots de toute la flotte, touchés par ce spectacle, firent retentir l'air des cris : *Allah selamet versoun!* (1) *Bin yacha!* (2) Bientôt vingt-cinq coups de canon, répétés par tous les bâtiments, donnèrent le dernier salut, et Mahmoud, en retournant à son palais, suivit encore longtemps ses vaisseaux du regard, comme s'il eût senti qu'il ne les reverrait plus.

XIII

A partir de ce jour, l'état du Sultan marcha rapidement vers son issue fatale; mais la violence du mal ne put vaincre cette âpre volonté qui n'avait cessé de lutter contre lui. Le 14, il voulut présider à l'ouverture du réservoir de Belgrade : on l'en rapporta évanoui. Jusqu'alors Mahmoud n'avait consenti à recevoir d'autres soins que ceux des médecins ordinaires du sérail. La gravité de cette crise engagea ces médecins à s'adjoindre effectivement les lumières d'un confrère, qu'on avait exprès mandé de Vienne à la fin de l'année pré-

(1) Dieu vous donne le salut.
(2) Dieu vous donne mille ans de vie.

cédente, mais qui, soit par les intrigues de la cour, soit par une prévention naturelle de Mahmoud, n'était pas parvenu encore à avoir accès auprès de l'auguste malade. M. Neuner, c'était son nom, prétendit ne pouvoir se prononcer sans un examen approfondi; là-dessus, grand scandale des médecins du sérail : le chef de l'Islamisme, l'illustre padichâ, consentirait-il à laisser violer la majesté de sa personne par des mains chrétiennes? C'est à peine si on osa le lui proposer; mais, au grand étonnement d'un chacun, Mahmoud y acquiesça, couronnant ainsi sa carrière de réformateur par la plus grande dérogation, peut-être, aux usages et aux préjugés mahométans. Après avoir bien palpé, bien examiné, pendant que Mahmoud ne cessait de répéter que sa tête et sa poitrine étaient parfaitement saines, l'honnête médecin allemand, impressionné par le mauvais état de tous les organes, conclut à une phthisie tuberculeuse et une fièvre hectique, compliquées d'une affection au foie : il en fallait moins que cela pour justifier son fâcheux pronostic, qui n'accordait au Sultan que quelques jours d'existence. Sa thérapeutique ne différa pas essentiellement de celle des docteurs du palais; on se borna à mettre le malade en meilleur air, au kiosque de Tchamlidja, et la maladie continua sans obstacle ses effrayants progrès. Du 19 au 20, il y eut pourtant une lueur

d'amélioration ; et le 21, qui était un vendredi, Mahmoud voulut en profiter pour se rendre à la prière publique. On l'en dissuada doucement : il se mit en colère, et, par esprit de contradiction, au lieu de se rendre à la mosquée la plus proche de sa résidence, il désigna la mosquée de la Validé, à Scutari, à plus de deux milles de là, pour but de son excursion. Nouvelles et timides représentations, sur quoi le Sultan entra dans une si violente fureur qu'il menaça d'étrangler le premier qui s'opposerait à sa volonté. Personne ne dit plus mot. Il parvint jusqu'à la mosquée, mais, en se prosternant, il eut une défaillance ; au retour, il prétendait que, hors un peu de faiblesse, il ne s'était jamais senti si bien portant de sa vie ; et pour mieux persuader qu'il n'était pas malade, il déclara qu'il ne prendrait plus aucun médicament. Mais en rentrant, il se coucha pour ne plus se relever. Cependant la sultane Esma, sa sœur, la veuve du célèbre capitan-pacha, Koutchouk-Hussein, favori de Sélim III, lui envoya son médecin de confiance, le docteur Millingen, dont il voulut bien encore agréer les soins. A première vue, le docteur anglais reconnut la véritable maladie du Sultan, le *delirium tremens* ou *erethismus ebriosorum*, état pathologique qui, généralement, termine l'existence de ceux qui s'adonnent avec excès aux boissons alcooliques. Il jugea en même

temps que le mal était arrivé à un période qui défiait toutes les ressources de la science, et administra une potion opiacée pour adoucir les souffrances du malade. A peine, en effet, en eut-il bu la moitié, que tous les symptômes de la surexcitation nerveuse qui le dévorait, disparurent; il dormit, ce qu'il n'avait pu faire depuis cinq jours; après trois heures de repos, il se réveilla et crut renaître; il s'assit sur son séant, fuma deux pipes et mangea de quelques mets légers. Cette heureuse et soudaine transformation répandit la joie dans le palais; la nouvelle vola de bouche en bouche et fut bientôt connue de toute la ville. En signes de réjouissance, on sacrifia des moutons; on fit sortir de quarantaine deux cents pèlerins de la Mecque, parmi lesquels s'étaient déclarés quelques cas de peste; on délivra tous les prisonniers pour dettes, en payant leurs créanciers sur le trésor particulier de Sa Hautesse; le soir, on tira un brillant feu d'artifice.

Cette heureuse journée était celle du 27 juin. La nuit fut tranquille, grâce à une nouvelle dose d'opium; le lendemain fut accompagné de plus d'agitation, et le désordre des facultés intellectuelles s'accusa sensiblement. Un nouveau feu d'artifice n'en fut pas moins tiré, le soir de ce jour, pour laisser la population de Constantinople sous l'impression de la bonne nouvelle qui lui

avait été donnée la veille. Enfin, le dimanche 30, au matin, M. Millingen ayant vu lentement décroître et s'annihiler l'effet des remèdes, et les forces du malade tomber plus bas qu'elles n'avaient jamais été, crut de son devoir de déclarer qu'il était impossible que Sa Hautesse vécût plus de vingt-quatre heures. Cette communication fut adressée à Halil-Pacha, gendre du Sultan, et à Kousrouf, le Nestor des visirs, l'ex-vice-roi d'Egypte, le *topal* (1), comme l'appelait le Roumélioте, son plus ancien et plus irréconciliable ennemi.

XIV

Kousrouf, qui languissait dans la disgrâce, avait vu, dans la perspective d'un nouveau règne, le jeu de la bascule politique qui devait le faire remonter au pinacle : en pareille matière, il s'y connaissait, car c'était le quatrième sultan qu'il voyait mourir. Quant à lui, ses quatre-vingts ans, supportés vertement, n'avaient affaibli ni son ambition, ni son esprit délié ; petit, maigre, robuste,

(1) Boiteux : Kousrouf était affligé de cette infirmité.

chez lui la sévérité du régime défiait les atteintes de l'âge, comme sa résignation apathique bravait les orages de la faveur : l'adversité l'avait toujours courbé sans l'abattre. Pour un favori de Mahmoud, la chose était assez rare ; Halet et Pertou, ses compagnons dans la liste des affections du prince, avaient payé de leur vie la fin de leur prestige sur le goût capricieux du maître. Non-seulement Kousrouf avait pu déchoir sans mourir, il avait même conservé l'intégrité d'une fortune pour laquelle il montra toujours plus de sollicitude que pour les deniers de l'Etat ; grâce à cette fortune, grâce surtout au génie de l'intrigue, dont il était une personnification, il n'avait pas cessé d'entretenir au sérail et dans toutes les avenues du palais, des intelligences qui lui permirent d'être exactement informé dans les conjonctures actuelles ; à mesure que l'état du Sultan était allé en déclinant, on avait vu son influence grandir auprès de tous les membres du Divan. Lorsque, enfin, il reçut la nouvelle espérée que tout espoir était perdu relativement à Mahmoud, ses mesures étaient si bien prises qu'il put se rendre le parrain du nouveau règne pour en être le dominateur. Son premier soin fut d'empêcher aucun bruit de transpirer : un ministre européen étant venu en personne, au palais de Tchamlidja, s'informer de l'état de Sa Hautesse, il lui fut répondu

que cet état n'avait cessé de s'améliorer ; le soir même du dimanche, il se fit une plus grande dépense de poudre que jamais, pour attester aux yeux de la population inquiète la vérité de ce bulletin sanitaire. La tactique de ces *accoucheurs* du pouvoir est éternellement la même ; on croirait lire le récit de la mort d'Auguste et de l'avènement de Tibère, si bien ménagé par Livie... *Lætique interdum nuntii vulgabantur, donec provisis quæ tempus monebat; simul excessisse Augustum et rerum potiri Neronem fama eadem tulit.*

XV

Le dernier ordre de Mahmoud avait été qu'on ne laissât pénétrer dans sa chambre aucune personne étrangère à son service, pas même les membres de sa famille : despote jusque dans la mort, de même qu'il avait nié ses souffrances, il voulait cacher son agonie, comme une lente dégradation de sa souveraine puissance. Prévenus par les soins de Kousrouf, la sultane Validé et le prince héréditaire, le jeune Abd-ul-Medjid, habitaient un kiosque à quelques pas de celui du Sultan. Moins jaloux de

recevoir son adieu suprême que de recueillir son héritage, ils n'avaient pas cherché à enfreindre ses ordres et attendaient l'issue du conseil qui s'agitait dans un appartement au-dessus de la tête du moribond, pendant que le feu d'artifice réflétait ses gerbes éblouissantes dans les eaux du Bosphore. Cinq personnes formaient ce conciliabule : Halil et Saïd, — tous deux gendres du Sultan, le premier, fils adoptif de Kousrouf, — Kousrouf lui-même et les deux chambellans, Izzet et Rizza-Bey. Quoique la question du salut de l'Empire fût seule sur le tapis, chacun de ces graves personnages apportait un soin exclusivement diligent au succès de ses propres prétentions, et il leur fut d'abord difficile de s'entendre. Celui qui mettait le plus d'obstacle à un accord unanime était Saïd-Pacha, le sérasker (1), parce qu'il se sentait victime d'une collusion entre Kousrouf et son fils Halil, à laquelle s'étaient ralliés les deux chambellans, et qu'il avait d'autant plus de raison de supposer que Halil voulait lui prendre son poste, que lui-même, quinze mois auparavant, y avait supplanté Halil. On insistait donc pour que Saïd, en vertu

(1) Sérasker veut dire général en chef, et c'est ainsi qu'on désigne celui qui a le commandement suprême d'une armée en campagne ; mais sérasker signifie aussi généralissime par excellence, qui a sous ses ordres toutes les troupes de l'empire : celui-là réside à Constantinople et remplit les fonctions de ministre de la guerre.

de ses fonctions, se rendît sur-le-champ à Constantinople et se mît à la tête des troupes, afin de prévenir ou d'étouffer tout mouvement de rébellion dont le parti des vieux janissaires, encore remuant, pouvait donner la crainte. Pouvez-vous supposer, lui disait-on, n'être pas toujours à portée des faveurs du nouveau maître, lorsque vous aurez aidé à consolider son pouvoir ? Cet argument, qui aurait dû retenir Saïd, le décida à partir; car n'était-il pas évident que, dès que ses adversaires s'en servaient, c'est qu'il n'avait aucune valeur? Et, en effet, quelle influence pouvait-il rester à l'armée depuis la destruction des janissaires ?

Débarrassés de Saïd, les conjurés envoyèrent prévenir la sultane Validé et le prince héréditaire de se tenir prêts, et qu'ils n'attendaient plus que le dernier soupir de Mahmoud pour proclamer le padichâ Abd-ul-Medjid. C'était là l'annonce dont ils avaient voulu se réserver la primeur et le bénéfice. Quant à eux, respectant l'étiquette musulmane, ils n'osèrent pas reposer leur tête sous le même toit que le Sultan expirant, et allèrent s'établir dans le voisinage; mais ils eurent soin d'envoyer à toute heure prendre des informations.

L'agonie de Mahmoud se prolongea jusqu'au matin du 1er juillet; entre sept heures et demie et huit heures, il rendit l'âme. Aussitôt et pen-

dant que s'accomplissaient, sur le corps du défunt, les purifications prescrites avec l'eau du puits de Zem-Zem (1), Kousrouf et Halil se rendirent auprès de son successeur et furent admis, les premiers, à baiser la babouche impériale; puis ils accompagnèrent Abd-ul-Medjid dans le kiosque mortuaire. Ce n'était pas un fils jaloux de fermer les yeux à son père, c'était le nouveau Sultan qui venait saisir le sceptre au moment où il s'échappait des mains impériales. Aussitôt, les portes de Tchamlidja furent fermées, pour intercepter toute communication avec le déhors; Abd-ul-Medjid reçut l'hommage des gens de la maison du feu souverain et de la sienne et il dicta le firman qui élevait son beau-frère, Halil-Pacha, au rang de sérasker des troupes ottomanes, et Kousrouf-Pacha au poste de grand-visir. Cette dignité, abolie par la susceptibilité ombrageuse de Mahmoud, et rétablie à la prière et en faveur de Kousrouf, promettait à celui-ci une étendue de pouvoir que la jeunesse et l'inexpérience d'Abd-ul-Medjid consolideraient et justifieraient peut-être. Rizza-Bey fut nommé à l'intendance générale du palais, avec le titre de pacha; Izzet eut un poste analogue. Lorsque son gouvernement fut ainsi constitué, Abd-ul-Medjid fit ouvrir les portes de Tchamlidja pour se montrer à son peuple. Sa Hautesse, sans même

(1) Puits de la Mecque.

jeter les yeux sur les restes de son père, livrés aux soins du grand-aumônier du palais, monta en voiture, escortée des dignitaires qu'il venait de créer, et se rendit à l'échelle de Harem-Skelessi, d'où elle se transporta, par mer, au palais de Top-Kapou, résidence de ses ancêtres. Son règne était commencé.

XVI

On ne peut nier que le Sultan Mahmoud n'ait eu la plus grande influence sur la destinée de Méhémet-Ali, et cette vérité doit ressortir, sans autre commentaire, des nombreuses circonstances de la vie de notre héros, dans laquelle ce Sultan pesa d'un poids décisif. Ces événements, au récit desquels nous nous sommes soigneusement attaché, nous ont fourni, incidemment, l'occasion de donner une peinture exacte et complète, nous l'espérons du moins, du caractère de Mahmoud; mais nous ne saurions, au même titre, nous flatter d'avoir pu fournir, même approximativement, une idée de son règne: c'est une tâche que, désespérant de pouvoir remplir en quelques pages,

nous abandonnerons tout à fait. Nous nous contenterons seulement d'exprimer notre opinion sur un point qui a fourni la matière de plus d'un rapprochement entre la carrière de Mahmoud et celle de Méhémet-Ali, et qui est devenu le prétexte à autant d'erreurs d'un côté que de l'autre. Tous les deux furent réformateurs ; mais combien furent différents les motifs qui les guidèrent ! Mahmoud voulait changer l'esprit de son peuple, en vaincre les préjugés ; c'est la gloire, la force, l'intégrité de l'Empire qu'il eut continuellement en vue : dépôt sacré légué par ses ancêtres, qu'il aspirait à rendre plus florissant à son successeur. Soldat de fortune, sans racine dans le passé, sans tradition vivifiante, Méhémet-Ali soumettait la grandeur de son édifice aux hasards de la conquête, et il subordonna tout, sacrifia tout, à commencer par les populations, à ce but essentiellement personnel. Le premier cherchait ses victoires dans l'organisation, le second ne voulait organiser que pour vaincre. L'un, enfin, fut un principe, l'autre ne fut qu'une grande individualité.

Ce n'est pas sans raison que la Fortune est femme ; elle se plut à accabler le prince, animé d'intentions incontestablement généreuses, de plus de déboires et de revers qu'il n'est donné à l'âme la plus stoïque d'en pouvoir supporter ; et dans ce châtiment immérité, longtemps elle se

servit, comme de principal instrument, du parvenu dont l'audace insatiable et l'apparence de libéralité semblaient lui porter un continuel défi. Méhémet-Ali n'eut pas un seul laurier qui ne fût arraché à la glorieuse couronne de cet empire ottoman, qu'une dernière et retentissante victoire semblait enfin livrer à sa merci. Mais comme si l'éternelle justice eût voulu enfin faire cesser ce jeu cruel, elle tranchait en même temps les jours de Mahmoud, et l'arrachait, pour ainsi dire, à la connaissance de sa suprême défaite ; et dans ce double événement, qui allait encore, par ses suites, surexciter les espérances du Rouméliote, elle plaçait le germe de l'expiation.

XVII

La nouvelle de la bataille de Nézib ne fut connue officiellement à Constantinople que le 5 juillet. Elle porta à Kousrouf un coup d'autant plus sensible, qu'il avait fait tout ce qu'il était possible de faire pour prévenir ce malheur. Dès le 28 juin, jour où on désespéra de Mahmoud, il en avait fait prévenir, par l'entremise du Divan, le capitan-pa-

cha, en l'invitant de ne pas quitter les Dardanelles. Avis avait été aussi donné à Hafiz de suspendre les hostilités. Le jour même de son avènement, le Sultan Abd-ul-Medjid,sous l'inspiration de son grand-visir, exprima le désir de voir se résoudre pacifiquement le différend entre Méhémet-Ali et la Porte; et, dès le 3 juillet, le Divan donnait communication aux ambassadeurs des propositions que, conformément à cette décision, Akif-Effendi était chargé de porter en Égypte. Les ordres, cette fois positifs, avaient été donnés à Hafiz d'arrêter toute hostilité, à Achmet-Pacha de rentrer dans le Bosphore. C'est assez de gages donnés par Kousrouf de ses parfaites intentions pacifiques, pour qu'il ne faille pas en croire uniquement Méhémet-Ali, lorsqu'il prétendit, plus tard, qu'il ne s'y était décidé que parce qu'il était déjà instruit de la défaite de Nézib. D'ailleurs, le fait est rigoureusement possible, sans que le mérite de Kousrouf puisse en être diminué; au contraire, car l'état d'incertitude qui accompagne les premiers jours d'un nouveau règne ne pouvait que rendre plus nécessaire la concentration de toutes les forces de l'Empire entre les mains du gouvernement. Par ce motif, la présence de la flotte sous les murs de Constantinople devenait un gage de sécurité, et le Divan commençait à s'inquiéter de ne pas la voir paraître, lorsqu'une terrible nou-

velle lui fut communiquée le 7 juillet. Mais pour en comprendre toute la portée, il nous faut nous transporter à bord de la flotte, et faire une plus ample connaissance avec le capitan-pacha Achmet.

XVIII

Comment se faisait-il donc qu'Achmet-Pacha, parti le 8 juin de Constantinople, fût encore, le 28, au mouillage des Dardanelles? — C'est que ce singulier amiral, à l'exemple de celui qui commandait la marine turque en 1833, n'était nullement pressé de rencontrer la flotte égyptienne, et parmi tous les motifs de cette prudence, le meilleur, sans contredit, — quoiqu'il eût à son bord un excellent chaperon en la personne du capitaine Walker, officier distingué de la marine britannique, — était dans une insuffisance personnelle intimement ressentie. Il faut convenir que les métiers de pêcheur, cordonnier et valet de chambre, par lesquels il avait préludé à sa haute fortune, n'étaient guères propres à lui enseigner l'art de faire manœuvrer une flotte devant l'ennemi. Durant le temps de la faveur d'Achmet, grand fut le nombre des rôles que la confiance du maître lui avait imposés; mais

celui de favori fut le seul pour lequel il manifesta jamais quelque aptitude. Investi déjà du titre de *mouchir* et de général en chef de la garde, il fut, en 1833, envoyé auprès du sérasker Réchid pour lui prescrire de livrer bataille à Ibrahim, et l'y aider au besoin : non-seulement il ne prit aucune part effective au combat, mais soucieux avant tout de soustraire sa personne aux conséquences de la défaite de Koniè, il s'évada à la faveur d'un déguisement, échappa ainsi à la colère des populations indignées de tant de lâcheté, et s'en vint tout d'une traite à Constantinople, où ses récits, grossis par la peur, entraînèrent Mahmoud dans les bras de la Russie, contre l'avis du Divan et en dépit des efforts de M. de Varenne, le chargé d'affaires de France. Un si beau zèle valait bien une récompense. L'aveuglement du Sultan lui octroya, incontinent après, l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Cette nomination était bien peut-être la base d'un marché entre lui et la Russie, dont il aurait déjà reçu les arrhes, car ses complaisances de négociateur furent d'une nature que l'ignorance et l'ineptie, si grandes qu'on les suppose, ne sauraient expliquer. La Russie voulait le district d'Alkaltzik, situé à la jonction des deux branches du Caucase, pays montagneux, rempli de défilés étroits, dont le maréchal Paskiewitz avait pu apprécier les difficultés dans sa campagne de

1828, et qui formait un excellent boulevard à la Turquie entre la Georgie et l'Iméréție. En revanche, le cabinet de Saint-Pétersbourg faisait remise à la Porte du tiers de l'indemnité qu'elle restait devoir à la Russie en vertu du traité d'Andrinople, tiers montant à environ vingt-cinq millions de francs. La proposition en fut faite à ce plénipotentiaire, incapable de sentir autre chose que l'importance de la somme, car ses connaissances géographiques égalaient sa science en stratégie, et lorsque à l'appui de l'espèce de discussion élevée à ce sujet, on lui mit sous les yeux une carte, sans doute choisie à dessein, et qu'on délimitait avec le doigt le pays demandé, *Koutchouk!* avait-il dit dédaigneusement : « C'est petit ! » Ce n'était, en effet, que cent soixante lieues carrées. Il se hâta donc de conclure l'affaire, qu'il put croire un moment bonne pour la Porte, mais qui fut certainement excellente pour lui. Par honte pour cette espèce de prostitution politique, les gouvernements même qui en profitent en méprisent les misérables instruments, et, la satisfaction passée, ils ne peuvent leur dissimuler leur mépris. Achmet ne tarda donc pas à rentrer à Constantinople, fort refroidi sur l'alliance russe, dont il avait été si fanatique; et quand on lui eut démontré que son marché affichait toutes les allures d'une trahison, il passa définitivement au camp opposé. C'est ce

qui le mit à même de pouvoir se porter plus tard intermédiaire officieux entre le Sultan et Méhémet-Ali. Le Rouméliote l'avait demandé le premier, s'étant résigné à y mettre le même prix que la Russie. Nous avons vu comment cette intrigue fut mort-née par l'élévation de ce même Achmet au poste de grand-amiral. Ce nouvel honneur, couronnant une si déplorable carrière, établit la vérité de notre seconde assertion, à savoir qu'Achmet était passé maître dans l'art de la courtisannerie. Mahmoud, en effet, mourut sans que ses yeux fussent dessillés à l'endroit de ce favori, ou mieux, peut-être, sans vouloir être détrompé. Ce prince, malheureusement pour lui, n'aimait à mirer son orgueil que dans la bassesse de ses ministres; il prisait, chez eux, l'obéissance et le servilisme au-dessus de toutes les qualités. Or, dès l'origine de sa faveur, Achmet lui avait donné des gages pour ainsi dire ineffaçables : un jour, sous un frivole prétexte, Mahmoud lui fit infliger une sévère punition corporelle, et resta trois mois sans lui parler. Achmet supporta tout sans le moindre murmure, sans démentir un seul instant son zèle, ni l'apparente et timide adoration avec laquelle il contemplait le visage majestueux de son Sultan. Satisfait de l'épreuve, Mahmoud lui pardonna et l'attacha encore plus étroitement à sa personne.

Maintenant, ce qui pouvait encore causer l'in-

décision d'Achmet et lui rendre une rencontre avec l'ennemi moins désirable, c'était l'état dans lequel il avait laissé son maître. Il voyait toutes les influences assiéger ce lit impérial, sur lequel reposait son unique espoir; car, précisément parce que sa faveur était exceptionnelle, il ne pouvait compter sur un seul ami. Déjà, et comme il s'éloignait de Constantinople, Tahir n'y était-il pas rentré?—Tahir, qu'il avait remplacé, le seul marin capable de la Turquie, qu'une éclatante disgrâce avait relégué dans le gouvernement d'Aïdin, une bicoque! Tahir reparaître sur le seul terrain où se conquiert la faveur, et au moment même où il s'en éloignait, lui! Il y avait là de quoi inquiéter un courtisan moins sourcilleux. Donc, à l'invitation reçue, le 22, de mettre, sans plus tarder, à la voile, il avait répondu qu'il n'appareillerait point avant d'être pertinemment assuré que Tahir aurait lui-même démarré de Constantinople. Il fut fait droit à sa requête, et Tahir s'en retourna piteusement, en mettant son chagrin sur le compte du triste état du Sultan. Mais, dans l'intervalle, cet état avait empiré, et le Divan, en même temps qu'il donnait avis à Achmet que ses exigences avaient été accueillies, l'engageait à ne plus s'éloigner, à revenir, au contraire, pour protéger le changement de règne qui paraissait imminent. Le malheur voulut, pour Achmet, qu'il reçût d'un

sien ami, concurremment à cette dépêche, la nouvelle de cette amélioration éphémère qui précéda la fin du Sultan. Il vit dans cette circonstance un coup de jarnac à porter à ses ennemis. Il ne partit point, mais envoya secrètement au Sultan les ordres qu'il venait de recevoir, et qui avaient été évidemment dictés à son insu. Ne serait-ce point convaincre le ministère du plus grand des attentats, celui d'usurpation de l'autorité souveraine? Son émissaire arriva juste le jour où Mahmoud mourut, et ce fut Kousrouf, devenu grand-visir, qui ouvrit la lettre accusatrice. Le lendemain, Achmet fut détrompé en recevant officiellement la nouvelle de la mort de sa Hautesse et de la nomination de Kousrouf; il lui était, en outre, enjoint de ramener tout de suite la flotte à Constantinople, sous peine d'être privé de son grade et de ses dignités.

XIX

La conjoncture était cruelle pour un homme de ce caractère. Il voyait en Kousrouf un ennemi irréconciliable, qui ne cherchait à l'avoir sous la

main que pour mieux le ruiner, et peut-être pis, — ce qui, du reste, n'aurait été à son égard que l'exercice de la peine du talion; car, en 1836, Achmet, non content de renverser Kousrouf, avait proposé en secret au Sultan de se défaire de lui, et Mahmoud, tout en rejetant la proposition, n'eut rien de plus pressé que d'en avertir le visir déchu. Or, Kousrouf n'était pas précisément renommé pour le pardon des injures. Donc, obéir eût été le dernier parti auquel, dans sa terreur, Achmet se fût rangé. Mais, d'un autre côté, que faire de cette flotte qu'il ne pouvait effectivement employer ni pour le gouvernement, ni contre ses ennemis, et dont il n'avait pas lieu de compter tous les officiers au nombre de ses partisans? Ce triste personnage n'avait jamais eu à vaincre que l'humeur de son maître, genre de lutte qui ne demande que de la platitude. Aux gens de cette espèce, une retraite ne suffit pas; une retraite peut encore comporter de la dignité: c'est un refuge qu'il leur faut. Pour lui, la faveur avait été l'armature cachée dans la statue d'argile; cet appui disparu, sans retour, il ne pouvait même plus choir de tout son long, il s'affaissait. Pendant deux jours, l'immobilité de la flotte fut une image de ce qui se passait dans son âme consternée: il ne se montrait même point. Une trahison était nécessairement au bout de cette morne attitude, mais en-

core était-elle d'une parturition difficile : ce fut Osman, le *réala-bey* ou contre-amiral, qui la mit au jour. Celui-ci puisait sa décision dans le caractère propre aux inférieurs en Turquie, qui n'ont de souci que pour leurs oreilles; créature d'Achmet, il était fatalement enveloppé dans son destin, et comme il ne pouvait le prévoir honorable, il le voulait au moins sûr. Ce personnage, tout comme son chef, jugeait assez vraisemblablement que les événements récents de Constantinople étaient la plus belle des victoires pour le vice-roi d'Egypte, et que la cause de Méhémet-Ali gagnait tout ce que l'Empire perdait par la mort de Mahmoud. Or, à quel brillant accueil des transfuges de la Porte ne devaient-ils point s'attendre de la part de Méhémet-Ali, surtout s'ils lui amenaient la flotte ottomane, la meilleure partie des forces de l'Empire? Cette défection ne pouvait-elle pas devenir, par la suite, une haute preuve d'habileté? Quoique Osman pensât qu'Achmet fût assez préparée à recevoir cette proposition, il voulut d'abord la lui faire tenir par un tiers, le drogman de l'amiral, un Arménien du nom d'Avedik-Schiaoum; mais l'Arménien, qui n'ignorait pas qu'avouer la confidence d'un complot c'est y participer, refusa net, et Osman fut obligé de faire les ouvertures lui-même. Les traîtres se comprennent bien plus vite que les hon-

nêtes gens. Par l'empressement que le grand-amiral mit à entrer dans les vues de son second, il est permis de croire que la confidence le soulageait d'un grand poids, et que la crainte de la résistance était la seule raison qui eût restreint chez lui l'expression d'un désir tout semblable. Deux heures après, le signal du départ était donné. Ce fut le 4 juillet que la flotte sortit des Dardanelles et vint mouiller dans la baie de Béchika. La plupart des officiers n'avaient point été mis dans le secret et croyaient obéir à un ordre du gouvernement.

XX

L'exemple d'une défection aussi déhontée est peut-être unique dans l'histoire du monde; mais quoique nous soyons résolu à en parler avec les termes sévères que comporte l'ignominie de ses auteurs, nous devons cependant, à ce sujet, prévenir le lecteur d'une distinction que l'équité commande. L'honneur, ce sentiment si vivement empreint au cœur des nations européennes, est tout à fait inconnu chez les Turcs; ou du moins,

à l'époque dont nous parlons, les mœurs et la religion s'accordaient encore à donner à cette espèce de dignité, inséparable de la condition humaine, un cours et des objets d'application bien différents de ceux que nous lui voyons prendre dans nos sociétés chrétiennes. L'islamisme n'a point le dogme du dévouement, si admirablement caractérisé par la rédemption du Christ; il n'enseigne que les deux premières vertus théologales : car qu'est-ce que la pratique étroite des aumônes, prescrite avec la sécheresse d'un rite, auprès de la sublime formule chrétienne : « Aimer son prochain comme soi-même! » Grossier appât présenté à l'individualisme, cette religion ne devait établir d'autre solidarité humaine que celle qui résulte de l'exercice de la crainte ou de l'espoir : crainte des châtiments, espoir des récompenses. L'amour, dans sa plus générale acception, manque à toutes les faces de cet édifice; le dogme islamique semble avoir été créé tout exprès pour des esclaves ou des hommes destinés à en réduire d'autres en esclavage; il n'incrimine pas l'humanité, il l'avilit; et toute la sociabilité qui a pris naissance dans ses flancs porte l'empreinte de ce sceau fatal : famille, cité, gouvernement, chacun de ces organes a eu pour nerf l'esclavage. Pendant que, chez nous, notre état politique se constituait pour la lente évolution de la grande domesticité, — comme l'indiquent

suffisamment les étymologies de dominateur, serf, serviteur, — l'esclavage restait le grand sympathique de la caste musulmane. Les liens du serf à son seigneur s'épurèrent en se relâchant, par la substitution graduelle de l'idée de devoir à celle de nécessité; ceux de l'esclave au maître, à jamais passifs pour le premier, restaient dans une immobilité absolue : l'affranchissement les tranchait et ne les modifiait pas; aussi jamais le sentiment de la reconnaissance n'a-t-il eu prise sur l'âme d'un affranchi. Il y a, dit-on, des amputés qui se plaignent de réminiscences douloureuses à leurs membres disparus, mais a-t-on jamais vu que ceux-ci en aient manifesté le moindre tressaillement.

Un Turc n'a donc point d'honneur, à notre manière, qui comporte plutôt la gratitude pour une distinction reçue, que l'espérance d'un bénéfice à recueillir : où finit le pouvoir du maître, cesse l'intérêt du Turc à lui demeurer fidèle, et son respect aussi. De patrie, un homme qui se passe de famille, d'aïeux, et en quelque sorte de libre arbitre, doit s'en soucier très-peu, et à part le Sultan, on ne voit pas pourquoi il y aurait un Musulman convaincu qui s'inquiétât d'autre chose que de la patrie céleste promise à ses appétits. Quant au musulman qui pratique sa religion sans y croire, nous n'avons évidemment pas à nous en occuper.

Nous répétons que ce raisonnement s'appliquait parfaitement encore aux Turcs d'il y a vingt ans, mais que les efforts accomplis sous le consentement et l'impulsion du Sultan Abd-ul-Medjid, par quelques hommes généreux et éclairés, ont bien pu engager les mœurs de ce pays dans une voie d'amélioration que nous n'avons pas à apprécier ici, et que, par conséquent, nous ne discuterons pas.

Il nous suffit que ce qu'on vient de lire serve à expliquer la trahison d'Achmet, sans cependant la justifier; car il foulait aux pieds, en même temps, un sentiment de dignité personnelle universellement répandu, et auquel les Turcs se sont montrés attachés dans leur carrière militaire autant que qui que ce soit : ce sentiment, c'est celui qui défend à un soldat de passer à l'ennemi au moment de le combattre. Dans ce cas, la défection a beau donner des motifs plausibles, le plus apparent sera toujours la lâcheté.

Qu'on nous pardonne cette assez longue insistance sur un fait qui, quoique ayant sa valeur, a peu le don d'intéresser l'historien, et par suite le lecteur; elle n'est pas inutile à ce qui va suivre : nous allons avoir à excuser un amiral français de son défaut de perspicacité relativement à cette affaire; ce n'était donc pas un mauvais préambule que de montrer d'avance combien les inspirations

de ce marin, aussi distingué que plein d'honorabilité, devaient être loin de lui faire croire à la possibilité d'un Achmet-Pacha.

XXI

A ce moment, la France n'avait dans ces parages que deux vaisseaux, l'*Iéna* et le *Triton*, quatre autres ayant été précédemment éloignés sur la demande expresse de la Porte; l'Angleterre était plus faiblement représentée encore par un unique bâtiment, le *Vanguard*, tandis que le reste de son escadre, mouillée à Malte, semblait s'écarter à dessein du théâtre d'une lutte que le gouvernement britannique désirait, tout en manifestant l'intention de l'empêcher. Aussi le *Vanguard*, qui aperçut le premier les mouvements de la flotte turque, se garda-t-il bien d'y opposer le moindre obstacle : il se contenta de la précéder comme pour lui montrer le chemin.

L'amiral Lalande, qui croisait avec ses deux vaisseaux au cap Baba, fut avisé par le brick le *Bougainville,* qu'il maintenait en observation à Ténédos. Comme il se dirigeait, le lendemain,

5 juillet, sur le passage entre cette île et le continent, il fut accosté par un bateau du pays, qui lui apportait une dépêche du consul français aux Dardanelles, lui annonçant à la fois la mort du Sultan et la sortie de la flotte ottomane. De cette dernière nouvelle, il ne pouvait douter, car il aperçut bientôt les voiles turques, précédées du *Vanguard*, cinglant vers le large de Mételin ; mais la première lui rendait encore une explication plus désirable. Ce ne fut donc pas sans une vive satisfaction qu'il vit le capitan-pacha manifester l'intention d'entrer en communication avec lui et lui envoyer un bateau à vapeur ; l'amiral français descendit dans une embarcation et passa à bord du steamer turc, accompagné du prince de Joinville, faisant fonction de chef d'état-major, et de deux aides-de-camp, MM. Guyet et Hernoux, capitaines de corvette. Il fut reçu par Osman, qui lui demanda d'un air de mystère un entretien particulier au nom du capitan-pacha. Quoique la demande et la forme dans laquelle elle était faite lui parussent singulières, l'amiral Lalande n'avait pas à refuser. On prit place, et les officiers qui l'escortaient assistèrent à l'entretien ; l'interprète fut l'arménien Avédik Schiaoum, dont nous avons déjà parlé. Faible même jusque dans sa honteuse résolution, Achmet abandonnait à l'instigateur de sa trahison le soin d'en as-

surer le succès, et, dans le cas actuel, ce succès ne pouvait plus provenir que de la profondeur de la dissimulation. C'est à quoi s'attacha Osman par une série de phrases prolixes émaillées de regrets oiseux sur la mort du Sultan, de politesses superflues à l'adresse de l'amiral, qui finirent par impatienter celui-ci, et auraient dû, dès le principe, le mettre en garde ; mais dans tous les cas où un turc voudra tromper un chrétien, même diplomate, il y parviendra sans difficulté ; car le turc ment, nous ne dirons pas avec aplomb, mais avec une candeur qui déroute le soupçon le plus sourcilleux : un autre avantage qu'il possède, c'est de ne pas se borner à déguiser une partie de la vérité, par pudeur ou pour se ménager une ressource au cas où il viendrait à être confondu : son procédé fait une part complète à l'invention ; il ment du tout au tout, et sans la moindre vergogne. Ainsi Osman apprit à l'amiral Lalande que Kousrouf et Halil avaient empoisonné le Sultan, afin de s'emparer du pouvoir sous son jeune et débile successeur ; qu'ils avaient massacré tous ceux qui avaient tenté de s'opposer à cette usurpation, et que leur projet, bien hautement avoué, était de faire subir le même sort à tous les partisans du dernier règne ; que déjà le capitan-pacha et lui-même, Osman, auraient payé de leur vie leur fidélité reconnue à leur ancien maître, s'ils n'eus-

sent été prévenus à temps par leurs amis de Constantinople; que cependant, le désir de se soustraire à ce danger personnel n'était pas ce qui avait décidé le capitan-pacha à faire sortir la flotte, puisque cette sécurité, il aurait pu mieux l'acquérir encore en se réfugiant à bord d'un bâtiment européen, mais qu'au contraire un motif tout patriotique l'avait guidé; car il était assuré que Kousrouf, ennemi personnel de Méhémet-Ali, était la créature de la Russie, et qu'il ne tarderait pas à livrer les armes de l'Empire et l'Empire lui-même aux mains des Russes. Ainsi, le brusque départ du capitan devait être attribué à la louable intention de conserver au jeune Sultan une flotte et des serviteurs dévoués.

Tout cela fut dit avec les réticences et les circonlocutions propres à une conférence par interprète, et à la nature spéciale de la langue turque, la plus forte et la plus colorée qui soit peut-être en expressions purement objectives, mais la plus nuageuse et la moins précise dès qu'elle aborde le champ du raisonnement et de l'abstraction.

L'amiral supposait bien que ces propos tendaient à une conclusion difficile à formuler en toute langue; il voulut en hâter l'expression, et fit observer que puisque le capitan-pacha le prenait pour confident, c'était probablement en vue de lui demander un conseil; mais que ce conseil,

il ne pouvait fructueusement le donner qu'en connaissant, dans toute leur étendue, les projets ultérieurs du capitan-pacha. A cela Osman répondit, non sans hésitation, que craignant de voir tomber leur patrie sous la domination russe, ils avaient pris le parti de se rapprocher d'Alexandrie pour ménager une paix honorable avec Méhémet-Ali, et s'entendre également avec Hafiz, le sérasker des armées de Syrie, qui était l'ami intime du capitan. Après quoi, tous les trois viendraient, d'un commun accord à Constantinople, renverser Kousrouf et les traîtres liés à son parti. — Voilà qui va fort bien, répartit M. Lalande ; mais que pensez-vous que j'aie à faire là-dedans? — Nous avons pu croire, ajouta Osman plus embarrassé que jamais, d'après ce qui nous a été dit, que vous vous opposeriez à notre passage. — C'était là le grand mot, le mot révélateur, et l'amiral n'eut-il pu deviner l'exacte vérité, c'en était assez pour lui faire apercevoir tout ce que les desseins et les déclarations du capitan-pacha avaient de louche. Il répondit, ce qui était vrai, que ses instructions ne lui prescrivaient point d'empêcher la sortie de l'escadre turque; qu'elles lui ordonnaient seulement de faire tout son possible pour prévenir un conflit entre la flotte turque et la flotte égyptienne; « maintenant, au lieu de sortir pour combattre, » ajouta assez ironiquement l'amiral, « c'est dans un

but de pacification que vous vous mettez en campagne : vous conviendrez que la situation est assez anormale pour que mes instructions ne l'aient point prévue. Dans le doute, je m'abstiendrai donc et vous laisserai passer. »

C'était un grand poids de moins pour Osman ; mais il n'en avait pas fini avec la sévère investigation de l'amiral français, et lui-même avait encore quelque chose à lui demander. M. Lalande se mit à critiquer le plan d'Achmet, au point de vue du principe comme à celui de l'exécution : la guerre civile était toujours un grand malheur pour un pays, surtout au début d'un règne ; il insista beaucoup sur ce qu'aurait d'odieux le caractère d'une telle entreprise, si elle n'avait pour mobiles que d'étroites et égoïstes personnalités. — Oh ! ne soyez point inquiet de cela, reprit vivement Osman, le Sultan Abd-ul-Medjid n'a point de serviteur plus dévoué que le grand-amiral! mais ce que ce dernier juge le plus urgent, dans les conjonctures actuelles, c'est d'arrêter la guerre qui est sur le point d'éclater, dût-il même n'obtenir la réussite de ce projet qu'au prix de sa réputation et de la perte de sa haute position ; son dessein est d'y consacrer tous ses efforts et de se rendre incontinent en Candie, d'où il pourra entrer en négociations avec Méhémet-Ali. — Osman se mordit la langue en voyant la mine de l'amiral,

mais il était trop tard.—En Candie! répéta M. Lalande, mais si vous donnez suite à ce projet, votre tentative de conciliation a toute la couleur d'une trahison. Candie est un port de la dépendance du pacha, et vous devez considérer l'Egypte comme puissance ennemie tant que la paix ne sera point conclue! — Que faire donc? dit piteusement Osman? Nous ne pouvons nous entendre avec Méhémet-Ali sans nous rapprocher de ses Etats, ni pousser en avant sans risquer de combattre, puisque la guerre est déclarée. — Je n'ai certes point d'avis à vous donner en semblable matière, mais il me semble que l'amiral serait bien plus à même de manifester la droiture et la fermeté de ses intentions, en allant prendre position dans un port turc, à Scio, à Boudroum, par exemple, et, si ces lieux ne lui paraissent pas convenables parce qu'ils sont trop rapprochés de Constantinople ou trop distants d'Alexandrie, il a encore Macri, Marmarice, Rhodes, où il pourra avantageusement éviter ce qu'il craint et réaliser ce qu'il désire.

Cette vive leçon mit Osman tout à fait en désarroi, mais lui fournit en même temps une occasion pour l'objet de la demande qu'il lui restait à adresser à l'amiral Lalande; car ce modèle des traîtres prévoyait un autre pas assez épineux à franchir, et voici en quoi il consistait. Les argu-

ments qui pouvaient endormir la vigilance de la sentinelle française n'auraient pu, au même titre, persuader une croisière anglaise. Si le *Vanguard* avait laissé passer la flotte turque sans obstacle, c'est que le commandant de ce brick ne supposait point autre chose, sinon qu'elle allait à la recherche de la flotte égyptienne pour lui livrer bataille. Une confidence analogue à celle qui venait d'être faite à l'amiral français était bien susceptible d'induire en erreur un officier anglais sur le point capital, mais lui aurait fait dresser l'oreille au mot qui blessait les prescriptions secrètes de sa consigne : la paix avec Méhémet-Ali. Osman sentait instinctivement cette différence, et le Charybde de la France heureusement évité, il n'en craignait que davantage le Scylla de l'Angleterre. Cette préoccupation pesait tellement sur son esprit, qu'après avoir écouté les conseils de l'amiral Lalande, conseils pleins d'honneur et de délicatesse, il ne put s'empêcher de lui demander ce qu'il aurait à dire à l'amiral Stopford, au cas où il viendrait à le rencontrer. — Mais ce que vous venez de me dire, si c'est la vérité, répliqua brièvement M. Lalande; je ne pense pas que l'amiral Stopford y trouve plus que moi une raison de ne pas vous laisser aller où vous voudrez.—Osman se montra peu convaincu, et insinua timidement que si l'amiral français consentait à les accompagner, les

croisières anglaises pourraient se montrer beaucoup moins inquisitoriales à leur endroit, ce qui serait faire faire un grand pas à la pacification de l'Orient, pour laquelle l'amiral manifestait tant d'intérêt. — Allons donc! s'écria M. Lalande scandalisé, ce serait affecter de prendre un parti dans vos querelles de famille, et me mettre du côté de votre capitan-pacha contre votre grand-visir! — Osman n'en démordit point : il avait cette opinion, au moins flatteuse pour notre nationalité, que la présence d'un Français serait, aux yeux d'une escadre anglaise, une garantie d'honorabilité préventive de tout soupçon; mais il se garda d'insister sur le vrai motif, et représenta que faute d'aviser la flotte égyptienne de leurs desseins, une collision pourrait s'en suivre. Cet argument, qui touchait assez adroitement le point sensible de la mission donnée à l'amiral Lalande, décida ceui-ci, et il promit d'expédier, comme il l'avait toujours fait précédemment, un brick dans les eaux de la flotte ottomane. Le brick désigné à cet effet fut le *Bougainville*: le capitaine avait ordre, en cas de rencontre, de se porter au-devant de l'amiral égyptien et de l'informer des dispositions dans lesquelles était le capitan-pacha.

Tous ces points arrêtés, la séance fut levée, et l'amiral Lalande ayant témoigné le désir de saluer

le capitan-pacha, l'entrevue eut lieu à l'instant même. On ne revint point sur la discussion précédemment vidée. Achmet fut triste et silencieux; il avait dans la mort de son bienfaiteur un prétexte qui donnait un excellent vernis à la morosité très-naturelle d'un homme qui va se mettre une grosse infamie sur la conscience. L'entretien terminé, la flotte ottomane manœuvra pour passer en dehors de Scio, et l'amiral français alla jeter l'ancre au cap Baba.

XXII

Nous ne sommes entré dans tous ces détails, sur l'exactitude desquels on peut compter, que pour laver la mémoire d'un amiral français du reproche que lui ont adressé les Anglais d'avoir poussé la flotte turque à la défection. On peut regretter que M. Lalande n'ait pas deviné les coupables intentions des amiraux ottomans, ou que, les ayant pressenties, il n'ait pas agi dans toute l'étendue de ses moyens pour les paralyser; quoiqu'il faille convenir, d'une part, que les explications fournies par Osman étaient assez plausibles et hors de la

portée du contrôle immédiat de l'amiral Lalande; et, d'un autre côté, que celui-ci était aussi bien dépourvu d'instructions pour ce cas tout spécial, que de forces suffisantes pour contraindre la flotte turque à rétrograder, si Achmet se fût résolu à transgresser l'obstacle moral du pavillon français : encore le caractère bien connu de l'amiral Lalande doit-il faire supposer que cette dernière circonstance n'eût pas été de nature à l'arrêter, si la coërcition fût entrée dans la lettre de son devoir. Mais on doit se rappeler qu'à cette époque l'amiral n'était pas encore muni d'instructions pour agir effectivement dans ces parages, — puisque ces instructions ne partirent de Paris que le 10 juillet, — et que son rôle, tout pacifique, se bornait à employer son influence pour empêcher un conflit entre la flotte turque et la flotte égyptienne : il n'avait donc pas à contraindre ni l'une ni l'autre de ces flottes à quelque mouvement que ce fût; c'eût été d'ailleurs dérisoire que de le lui prescrire avec des forces aussi minimes que celles qu'il avait à sa disposition.

En voilà assez pour faire tomber l'odieuse et ridicule accusation de lord Palmerston, venue, comme il est naturel de le supposer, par le canal de lord Ponsonby ; et la source impure où ce dernier diplomate l'avait puisée, eût suffi, au besoin, pour en faire justice; car c'était cet Avédik

Schiaoum, l'interprète arménien, qui, se trouvant au mois de novembre suivant à Constantinople, avait, à prix d'argent et pour sauver sa tête, fait une déclaration ambigüe dont lord Ponsonby, avec la bonne foi que nous lui connaissons, tira le plus grand parti auprès de son gouvernement.

Au reste, cette affaire de la défection d'Achmet venant à compliquer démesurément la question, lord Palmerston et lord Ponsonby ne se trouvèrent pas sans de graves reproches à se faire, le premier pour son défaut de prévoyance, et le second pour manque de perspicacité. Il est positif que si le gouvernement français n'avait que deux vaisseaux à l'embouchure des Dardanelles, les Anglais n'en avaient qu'un, tandis que le restant de l'escadre de l'amiral Stopford était discrètement mouillé à Malte, et que ses officiers faisaient de délicieuses parties de chasse dans les Calabres et en Sicile. Ce n'était pas non plus une grande preuve d'habileté de la part de lord Ponsonby que d'augurer favorablement d'Achmet rien que sur son apparence d'inimitié contre Méhémet-Ali, de ne pas se rappeler que ce courtisan s'étant déjà vendu une fois aux Russes, il était probable qu'il se vendrait encore au premier venu; et, par suite, de n'avoir pas détourné Mahmoud de lui donner une aussi haute marque de confiance. Suivant une habitude qui lui est assez commune, la politique anglaise,

se sentant prise en flagrant délit d'inconséquence, se hâtait d'accuser autrui pour dissimuler ses propres péchés.

Pour tout esprit prévenu, la circonstance qui aurait le plus prêté à une défavorable interprétation de la conduite de l'amiral Lalande, c'était son acquiescement à faire accompagner la flotte turque d'un bâtiment français ; car il paraissait ainsi préparer la voie à cette flotte pour tout ce quelle voudrait entreprendre : mais aussi bien l'amiral pouvait-il alléguer que, vu les justes soupçons que le langage et l'attitude des amiraux ottomans avaient fait naître en lui, il agissait ainsi dans un but de surveillance, et ce qui le prouverait, suivant nous, au delà de toute contestation, c'est qu'en même temps qu'il donnait cette mission au brick le *Bougainville*, il en envoyait un autre, le *Papin*, à Constantinople, pour aviser le gouvernement turc de ce qui arrivait. Ce dernier bâtiment portait M. Guyet, sous-chef d'état-major avec des dépêches pour l'ambassadeur de France. Le *Papin* mouilla à Thérapia le 7 juillet, à six heures du matin.

XXIII

Cependant, grande était l'inquiétude à Constantinople de ne pas voir venir cette flotte que, depuis plus de huit jours, les ordres de plus en plus pressants du Divan avaient rappelée. Il y avait si peu de motifs pour ne pas compter sur l'obéissance, que, le jour de l'arrivée probable d'Achmet, le jeune Sultan fit venir au palais les enfants du capitan-pacha, et, les caressant lui-même avec bonté : « Votre père va bientôt arriver ; aujourd'hui nous l'attendons, » leur disait-il, et, de la main, il leur montrait le côté de la mer par où devaient apparaître les vaisseaux. Mais la journée se passa dans cette vaine attente. Ce retard devenait tout à fait inexplicable; à chaque navire qui débouchait de la mer de Marmara, le grand-visir envoyait demander des nouvelles de la flotte, et recevait cette réponse uniforme, qu'on n'avait absolument rien vu.

Cependant un bruit sinistre commençait à circuler en ville; on parlait vaguement d'une défaite essuyée par Hafiz; mais comme le gouvernement ne s'attachait ni à démentir ces rumeurs, ni à préciser ce qu'elles pouvaient avoir d'exact, on se

rassurait par l'étendue même attribuée au désastre, qu'on mettait sur le compte de l'exagération propre aux propos de la foule. La fatale nouvelle était cependant parvenue au divan, le 5 ; il la tenait encore cachée, d'abord parce qu'il manquait de détails et ne savait pas même ce qu'étaient devenus Hafiz et son armée, ensuite parce que le moment n'était nullement propice pour une pareille divulgation. Nous avons vu que Kousrouf avait exprimé l'intention d'entrer en arrangement avec Méhémet-Ali : ce même jour du 5 juillet partit Akiff-Effendi pour Alexandrie, emportant les propositions du grand-visir. Il pouvait donc être urgent de paraître encore ignorer la bataille de Nézib.

M. le baron Roussin se hâta de communiquer à la Porte les nouvelles que lui apportait le *Papin*. Le coup était rude ; perdre en même temps armée et flotte, il y avait de quoi renverser la puissance la plus solidement établie ; qu'est-ce donc que cela pouvait être pour un gouvernement qui n'avait pas encore une semaine d'existence? Cependant Kousrouf fit tête à l'orage, mais, comme toujours, en louvoyant. Il ne vit qu'une chose : maintenir la tranquillité à Constantinople ; pour le reste, il s'en reposa sur le hasard et sur sa bonne étoile, et loin de trouver un surcroît d'embarras dans ce nouveau revers, il songea à l'utiliser pour faire accepter le premier. En effet, la flotte était partie,

mais où était-elle allée? Il le devinait bien, lui, quoique personne, pas même M. Roussin, ne pût le dire; car il connaissait trop Achmet pour croire à un bon mouvement de sa part; mais il eut soin de renfermer son pressentiment au plus profond de son âme et de manifester au contraire une certaine confiance dans les actes ultérieurs du capitan-pacha; de sorte qu'en répandant, comme il le fit, la nouvelle de la défaite de Nézib, mitigée, et celle du départ de la flotte, il eut l'air d'établir, entre les deux faits, une certaine connexion, qui prêta aux suppositions du public et produisit une diversion salutaire. Les peuples, comme les malades, ont des grâces d'état.

Il n'en fut pas ainsi, toutefois, dans le conseil; on prit une chaude alarme de cette défection imminente, et, de l'avis de Kousrouf, partagé par tout le monde, il fut décidé qu'on enverrait en toute hâte un message à Achmet; que ce message ne serait rien moins qu'un hatti-chérif (1) le confirmant dans tous ses titres et dignités: c'était la seule chance possible de lui faire prendre en considération l'invitation, qui y était jointe, de revenir. Pour ne pas perdre de temps, car il fallait prévenir la jonction des flottes turque et égyptienne, on

(1) Nous avons déjà donné la signification de cette expression, qui veut dire: **Ordre signé de la main du Sultan.**

eut recours à M. Roussin. L'ambassadeur de France mit sans hésiter le *Papin* à la disposition du gouvernement. Ce bateau repartit dans la nuit du 7 au 8, à deux heures du matin, ayant à bord le messager de la Porte, Mouchine-Effendi, mustechar de la flotte.

XIV

Ce ne fut ni vers Macri, Marmarice ni Rhodes qu'Achmet se dirigea ; ce ne fut pas même vers Candie : en quittant l'amiral Lalande, il mit le cap sur Alexandrie. Achmet n'allait pas essayer d'une transaction, il ne comptait pas cimenter une ligue, il ne recherchait même pas une protection : ce qu'il lui fallait, c'était un maître. En Méhémet-Ali il en voyait un qui lui serait d'autant plus propice que le cadeau de la flotte pourrait faire passer celui de sa personne, et il volait au devant de cette honte. Toutefois, l'apparition subite de la flotte ottomane devant Alexandrie aurait pu, suivant l'idée émise par Osman, l'exposer à être reçue à coups de canon ; aussi Achmet fut-il obligé de modérer son impatience et d'envoyer prévenir le

vice-roi. Le 6 juillet, se trouvant à la hauteur de l'île de Cos, il lui expédia, à cet effet, une corvette avec son propre kiaya. Cet individu, père du contre-amiral Osman, était un certain Hadji-Chériff-Aga, jadis au service de Méhémet-Ali, dont il avait accompagné le fils, Toussoun-Pacha, dans son expédition d'Arabie, en qualité de *muhurdar* (1). Le fait d'avoir une première fois déserté la cause du vice-roi pour Constantinople, parut, aux yeux d'Achmet, investir ce vieillard d'une grande autorité morale pour l'œuvre de trahison qu'il allait proposer.

En attendant son retour, Achmet transfère son pavillon amiral du *Mahmoudié*, vaisseau portant le nom du Sultan, au *Fiuziè*, qui porte le sien, et dont la marche est supérieure. Dans l'incertitude qui le tourmente encore, Achmet veut être prêt à tout événement, même pour une fuite; c'est poussé par cette crainte vague, qu'il communique avec Rhodes, susceptible, à la rigueur, de lui offrir un abri. Il y avait donc laissé quelques bâtiments en station, et, depuis trois jours, il luttait à la fois contre le calme qui le retenait à la hauteur de cette île et contre les murmures de ses équipages, lorsque, le 11 juillet au matin, un vapeur français fut signalé et fut bientôt dans les eaux de la flotte : c'était le *Papin*, qui d'abord communiqua

(1) Porte-sceau.

au *Bougainville* l'ordre de cesser son rôle d'observation et d'aller croiser sur les côtes de Syrie. Achmet, avide de renseignements, n'attendit pas que le bâtiment français lui manifestât l'intention de se mettre en rapport; il envoya à bord son drogman, Avédik-Schiaoum. Cet empressement s'accordait d'autant mieux avec les instructions données à M. Lugeol, qu'il lui avait été prescrit de déposer l'envoyé de la Porte à bord de la flotte ottomane : or, qu'Achmet eût été prévenu de cette visite, et il est plus que douteux qu'il eût consenti à la recevoir. Mais on doit juger de la surprise et de la frayeur d'Avédik lorsqu'il aperçut le mustechar Mouchine-Effendi, qu'il croyait bel et bien dans son domicile à Constantinople. A cet aspect, son premier mouvement fut celui de la retraite; mais il fut prévenu par le capitaine Lugeol lui disant que, s'il voulait bien le permettre, son retour s'effectuerait en compagnie. Alors le prudent Avédik, dont la finesse flairait le danger, demanda comme une faveur de rester sur le *Papin*. Cette faveur lui fut accordée. Les commandants des deux vaisseaux français et le mustechar descendirent dans un canot et s'en furent trouver le capitan-pacha..

Il était impossible que celui-ci refusât de recevoir ces hôtes; mais son accueil s'enveloppa d'une froide dignité ; s'il fut poli avec les officiers fran-

çais, il fut glacial avec Mouchine. Bientôt, celui-ci se levant, tira cérémonieusement de sa poche un sac de soie rouge renfermant le *hhatt* impérial. Achmet le reçut également debout, le porta à ses lèvres et à son front, et, après l'avoir lu avec attention, il le mit dans sa poche sans sourciller. Il dit ensuite que le pardon était accordé à Méhémet-Ali et que la paix était faite ; après quoi la conversation devint générale, et Achmet apprit tout ce qu'il lui importait de savoir sur la situation. Au bout d'une demi-heure, le capitaine Lugeol se retira, gagna son bord et se dirigea à toute vapeur vers Alexandrie.

La mauvaise étoile d'Achmet avait voulu qu'il fût rejoint par le vapeur français, pour ne pas laisser à sa trahison le prétexte et l'ignorance derrière lesquels il aurait aimé à la retrancher. A cette heure, le récit véridique des faits avait démoli l'échafaudage sanglant sur lequel il s'était plu à montrer Kousrouf. La confirmation de son titre ne laissait aucune de ses récriminations justifiable : tout au plus pouvait-il invoquer sa méfiance, qui n'était qu'un écho de sa peur, un aveu de sa conscience justement alarmée. Mais si la vérité mettait à néant ses motifs apparents, elle ne faisait que donner une nouvelle force au mobile secret de sa résolution, et la bataille de Nézib ne pouvait que l'y faire persévérer ; car Achmet était

tout le contraire d'un Caton : la cause vaincue n'avait pas le don de rencontrer sa préférence.

Restait à entraîner les équipages, ce qui était déjà plus qu'à moitié fait par le moyen des officiers, ralliés à son projet. Il les réunit une dernière fois dans une longue et secrète délibération. On pense bien que Mouchine fut laissé à l'écart; Achmet poussa même la précaution jusqu'à lui interdire toute communication avec le personnel de la flotte. S'il se produisit quelques scrupules d'honneur chez certains commandants, ils furent bientôt étouffés sous la voix de la majorité, favorable aux desseins du traître : le résultat fut que, la brise s'étant levée, la flotte ottomane marcha dans le sillage du *Papin*, vers Alexandrie.

XXV

La suite des événements va maintenant nous ramener dans cette ville, hors de laquelle nous avons fait faire au lecteur une si longue excursion.

Depuis le départ de M. Caillé, — on se rappelle que ce départ avait eu lieu le 20 juin,—Méhémet-Ali et toute la ville étaient possédés de cette in-

quiétude fébrile avec laquelle on s'attend à de grandes nouvelles. Le 26, le paquebot français venant de Constantinople avait appris la déclaration formelle de guerre prononcée par le divan, ainsi que la destitution du vice-roi et son remplacement par Tahir-Pacha. Le même jour, vint à Alexandrie un courrier de l'armée de Syrie par la voie de terre : à la date du 18, Ibrahim annonçait à son père qu'il comptait livrer bataille le 21. Ces nouvelles durent exciter dans l'âme du Rouméliote des sentiments contradictoires; s'il ne pouvait que se réjouir de voir le Sultan, dans son aveugle inimitié, persévérer dans son rôle de premier agresseur; s'il était flatté de trouver dans son fils la même ardeur et la même confiance ; s'il avait lieu, enfin, de s'applaudir de sa diplomatie vis-à-vis de l'envoyé français, et de compter que toute la diligence de ce dernier ne parviendrait pas à empêcher le conflit ; — d'un autre côté, il était bien obligé de s'avouer que cette rencontre serait, en tout état de cause, plus décisive pour lui que pour la Porte. Comme l'avait dit le Pacha en une autre occasion, le mauvais vouloir des puissances chrétiennes l'inquiétait moins que l'esprit insurrectionnel des Syriens, et cet esprit venait de recevoir une nouvelle et profonde impulsion de la présence des armées turques et de leur entrée en campagne. Déjà plusieurs points importants étaient au pouvoir

des insurgés, et les communications devenaient si difficiles, que les courriers d'Ibrahim n'arrivaient plus qu'avec mille hommes d'escorte. Qu'Ibrahim fût vaincu, et pas un de ses soldats ne repassait la frontière. Et dans ce cas, dont la possibilité pesait sur son esprit, quoiqu'il fît tous ses efforts pour la rejeter, si encore il ne se fût agi que de la Syrie! mais le Rouméliote se voyait non moins sûrement et avec non moins de rapidité chassé de l'Egypte. Aussi, malgré sa promesse à Ibrahim, qui plusieurs fois s'était vivement exprimé sur l'inaction de la flotte, il ne put se décider à éloigner de lui ses précieux vaisseaux, son dernier rempart en cas de malheur; l'exploration complète des côtes de Syrie se réduisit, par ses ordres exprès, en de timides reconnaissances, et, ayant appris que la flotte turque ne se montrait pas du tout, il prescrivit à la sienne de se tenir en vue d'Alexandrie.

Méhémet-Ali sentait si bien qu'une grande bataille pouvait seule l'élever plus haut qu'il n'était ou le perdre radicalement, qu'il ne voulut rendre public aucun succès partiel, aucun détail, de quelque nature qu'il fût. Pendant plusieurs jours, pas une nouvelle ne transpira, et, par une disposition commune à toutes les populations, qui leur rend le silence suspect, les plus fâcheuses interprétations commencèrent à circuler; on disait qu'Ibrahim

avait été complètement battu, que la Syrie était en pleine révolte; les moins alarmistes se contentaient d'assurer que deux régiments de cavalerie avaient passé à l'ennemi ; d'autres, qu'ils avaient été faits prisonniers.

Le 1er juillet, M. Campbell, consul général d'Angleterre, reçut un courrier de Syrie, lui annonçant que l'avant-garde turque avait été défaite à Mezzar. Il courut plein d'empressement au palais du vice-roi pour lui communiquer ces dépêches. Méhémet-Ali lui répondit, à sa grande surprise : « Je sais cela, mais comme le fait est peu important par lui-même, je n'ai pas cru nécessaire de le divulguer. »

Mais le 4 juillet au matin, une dépêche télégraphiqne du Caire signala l'arrivée d'un courrier d'Ibrahim, portant la nouvelle de la victoire de Nézib : les Turcs, mis en pleine déroute, avaient pris la fuite en abandonnant armes et bagages. Frappé de stupeur par l'étendue inespérée de ce résultat, comme il l'eût été par le plus foudroyant revers, le Rouméliote resta muet un moment, avant de donner cours à ses sentiments, et ses premières paroles furent une éclatante revanche sur les transes par lesquelles il venait de passer : « La voilà donc, « s'écria-t-il, » cette armée qui devait me chasser de l'Égypte! »

Le soir du même jour, il eut des lettres du gé-

néralissime et les ouvrit en présence des consuls, qui étaient tous venus au palais ; il les lut à haute voix, et son interprète en donna la traduction. Les gens de son entourage s'avancèrent immédiatement pour le féliciter; mais Méhémet-Ali coupa court à ces démonstrations : c'était assez que, dans l'élan de sa joie, il eût prononcé une phrase compromettante; son caractère, promptement ramené à la réflexion et à sa prudence naturelle, lui suggéra la nécessité d'une contenance modeste, surtout vis-à-vis des représentants des puissances étrangères ; il comprit même qu'à certains égards, sa victoire entraînerait des conséquences déplorables, et, ayant appris que quelques hauts employés avaient spontanément illuminé leurs maisons, il fit tout de suite supprimer cette réjouissance intempestive, accompagnant ses ordres de la réflexion suivante : « Peut-on oublier que, dans cette affaire, il n'y a que du sang musulman répandu. »

Cependant, trois jours durant, les canons des forts et de la flotte célébrèrent par leurs salves la victoire du pacha; mais encore celui-ci s'en excusa-t-il auprès des consuls par une espèce de raison d'État,—la nécessité, dit-il, d'accréditer le fait dans la population, qui, autrement, n'y aurait point ajouté foi.

Le zèle diplomatique se mit aussitôt en devoir

d'obtenir du Rouméliote des concessions plus effectives, et ce fut encore la France qui témoigna le plus d'empressement à réclamer l'exécution de la promesse par laquelle il s'était engagé à arrêter la marche de ses troupes. Le comte de Lurde, qui ce jour même arrivait de Rome, où il avait été chargé d'affaires, et qui se rendait à Constantinople avec le poste de premier secrétaire d'ambassade, avait reçu l'ordre de passer par Alexandrie pour prêter son concours au consul général, M. Cochelet, et donner plus de poids à ses réclamations. Méhémet-Ali renouvela sans hésiter les assurances de la vérité desquelles la mission de M. Caillé avait été un premier gage, et, en agissant ainsi, il eut d'autant plus de mérite, que par le paquebot français, arrivé également le 4 juillet de Constantinople, on avait appris l'insuccès de la mission de M. Foltz auprès du divan, et la résolution, énergiquement exprimée par le gouvernement de la Porte, de recourir aux moyens les plus extrêmes.

XXVI

Méhémet-Ali maintenait, à Constantinople, des agents chargés de l'aviser au plus tôt des événe-

ments importants : asssitôt la mort de Mahmoud et l'avènement d'Abd-ul-Medjid connus officiellement, l'un de ces agents expédia au vice-roi un brick grec qui fit la traversée en huit jours, et vint le 8 juillet mouiller dans la rade d'Alexandrie. La nouvelle qu'il apporta fut peut-être accueillie avec un plaisir plus sincère par Méhémet-Ali que celle de son éclatante victoire. Nezib ne lui avait valu que la destruction d'une armée ennemie, tandis qu'avec Mahmoud s'était éteint, — Méhémet-Ali pouvait du moins l'espérer, — le système qui lui était implacablement hostile. Il y avait bien l'élévation de son vieil antagoniste, Kousrouf, susceptible encore de lui donner quelque ombrage, mais l'inimitié de ce vieillard prévaudrait-elle contre un besoin de paix toujours si sensible au début d'un règne? N'est il point dans la donnée pour ainsi dire obligatoire d'un nouveau souverain d'agir tout différemment de son prédécesseur? Ces motifs sautèrent aux yeux du Rouméliote, et le confirmèrent dans son heureux pronostic. Les canons, à peine refroidis de leurs feux à propos de Nézib, se remirent à tonner en l'honneur du Sultan Abd-ul-Medjid, le glorieux Padichâ.

Ce fut bien pis, le lendemain, lorsque la corvette détachée par le capitan-pacha, mouilla dans le port. Impatient de connaître le mot de cette visite énigmatique, le vice-roi n'attend pas qu'il lui soit

apporté dans son palais : il se rend en personne au Lazaret, — le navire ayant été mis en quarantaine, — et là, reçoit, tout humide de la purification, la lettre d'Achmet apportée par son kiaya. Deux heures après, Hadjy-Chériff, emportant la réponse, partait à bord du *Nil*, bateau à vapeur du Pacha. Ce dernier usait à la fois de célérité et de précaution en gardant la corvette turque en otage. Cependant, quoique Méhémet-Ali ne s'expliquât qu'à demi-mot, le bruit de l'arrivée prochaine de la flotte turque ne tarda pas à se répandre, remplissant toute la ville d'étonnement et de commentaires.

XXVII

Les arrivées se succédaient vite à Alexandrie ; le lendemain 10 juillet, ce fut au tour du *Peik-ul-Cheucket*, parti de Constantinople le 5, et chargé de notifier officiellement à Méhémet-Ali ce que lui avait déjà appris le brik grec arrivé le 8. Le porteur de dépêches était Akiff-Effendi, que nous avons vu être chargé par Kousrouf de négocier la soumission de Méhémet-Ali, et de lui commu-

niquer les intentions favorables du nouveau gouvernement en sa faveur. Cette dernière communication faisait l'objet d'une lettre particulière du grand-visir au vice-roi (1), et l'on peut voir, à la lecture de cette pièce, qu'elle fut comme une onde glacée sur les illusions que les récents événements avaient pu faire naître chez le Rouméliote.

Ainsi l'hérédité de l'Egypte seulement! telle était toute l'étendue des concessions que se déclarait prêt à faire le grand-visir, en des termes dont la doucereuse modération pouvait même passer pour une injure de plus. Il n'y avait pas jusqu'à *l'ancienne amitié*, invoquée par le vieux *topal*, qui n'ajoutât à la profondenr du sarcasme, et ne tînt à bien préciser à Méhémet-Ali à quel sentiment il devait cette nouvelle offre, d'où partait le coup dirigé contre lui. Il est vrai que, dans sa lettre, Kousrouf paraissait ignorer et la bataille de Nézib et la défection de la flotte; mais la date du départ du *Peit-ul-Cheuket* garantissait que cette ignorance n'était que simulée, et il en ressortait encore plus ostensiblement que si jamais Kousrouf était amené sur le terrain d'une plus large condescendance, ce ne pourrait être qu'à son *cœur* défendant.

(1) Documents historiques, nº 8.

Quant au fond de la proposition, Méhémet-Ali avait certainement le droit d'en sourire; il constituait un diminutif sur la base d'arrangement que Sarim lui avait proposée de la part de Mahmoud en 1837: à cette époque, le Sultan consentait en effet à joindre Saïd et Tripoli à l'Egypte. Prétendre que Méhémet-Ali victorieux et plus puissant que jamais, dût restreindre ses prétentions au-dessous de ce qu'on lui accordait avant la prise d'armes, c'était, ou une insulte gratuite comme nous venons de le dire, ou une niaiserie qui ne souffrait pas un instant de discussion. C'est ce que s'attacha à faire ressortir Méhémet-Ali dans sa réponse (1) confiée à Akiff, qui repartit presque tout de suite (le 16 juillet).

XXVIII

Ce n'était pas fini des surprises à Alexandrie. Le 13 juillet dans l'après-midi, on vit entrer dans le port le *Papin*, qui fit remettre des dépêches aux

(1) Documents historiques, nº 8.

consuls généraux de France, d'Angleterre et d'Autriche ; c'étaient les instructions par lesquelles il leur était prescrit, de la part des ambassadeurs respectifs, d'obtenir du vice-roi qu'il renvoyât la flotte turque, au cas où elle viendrait aborder en Egypte. Ainsi, le capitaine Lugeol, du *Papin*, avait brillamment terminé sa mission, et la célérité dont il fit preuve doit éloigner jusqu'au moindre soupçon que la Frauce ait, en quelque manière que ce soit, favorisé la défection du capitan-pacha. Mais quant au fait en lui-même, il était trop près de sa consommation pour que de simples protestations pussent l'en détourner : déjà, sur le soir, les premiers vaisseaux d'Achmet se dessinèrent vaguement à l'horizon, formant comme une ombre à la flotte égyptienne, qui louvoyait hors des passes, empourprée par le soleil couchant. Tout le monde fut sur pied dans la ville et attendit le jour suivant avec impatience.

Dès l'aurore, les terrasses des maisons, les abords de la rade, sont couverts d'une foule avide de l'étrange spectacle promis à sa curiosité : à ce moment les vaisseaux turcs ont acquis des formes bien distinctes ; ils s'approchent, on peut bientôt les compter : ils sont au nombre de vingt-deux, huit vaisseaux, douze frégates et deux bricks. L'escadre égyptienne compte vingt-huit voiles : elle a manœuvré toute la nuit pour s'élever au vent. Enfin

les deux flottes, créées pour le but tout spécial de s'entredétruire, s'abordent en déployant leurs blancs étages de voiles, et confondent pacifiquement leurs pavillons, présentant une masse majestueuse de cinquante vaisseaux de guerre, et portant ensemble près de trente mille hommes et de trois mille pièces de canon! Cet instant, attendu avec anxiété, est salué par des acclamations générales; seul le vieux Pacha conserve un calme plein de dignité, quoique, depuis la veille, règne sur son visage un air de satisfaction inaccoutumée. C'en était fait, la puissance ottomane, comme un fleuve tributaire, avait pacifiquement mêlé ses ondes au courant tempêtueux de l'Egypte; désormais, la question de primauté semblait résolue entre le Sultan et son vassal. La foule allait se dissiper sous cette impression grandiose, lorsque tout à coup un bateau à vapeur, portant au grand mât le pavillon du capitan-pacha, se détache des escadres, et se dirige vers le port. C'est Achmet qui vient, il entre, il est entré. A l'instant, la curiosité générale prend un autre cours, et projette des masses profondes vers le palais du vice-roi; car il n'y a point de doute, Achmet va débarquer; sur sa déclaration de n'avoir eu aucune communication depuis vingt jours, il est admis en libre pratique. A l'instant où il met pied à terre, tous les forts et les deux flottes font résonner

leur artillerie ; les officiers principaux du Pacha, tous en uniforme, vont au devant de lui ; il passe entre deux haies de troupes sous les armes ; sa personne devient le point convergent de tous les regards. L'âme troublée du traître sent que cet accueil magnifique ne convient ni à son caractère ni à l'action qu'il vient de commettre ; il s'attendait à une réception beaucoup moins bruyante, et reçoit son triomphe les yeux en terre, car déjà son ignominie n'a pu esquiver l'énergique réprobation de quelques âmes loyales parmi le personnel de sa flotte. De ce nombre est la plupart des médecins européens, qui donnent immédiatement leur démission, et c'est pour éviter l'aspect de ces hommes qui se sont fait sa conscience vivante, qu'il s'est hâté de venir se jeter dans le giron de son nouveau maître. Le capitaine Walker ne fut pas, on le pense, un des derniers à manifester sa vive réprobation ; il se fit débarquer, et retourna à Constantinople par le prochain paquebot autrichien ; mais avant de partir, il fit une visite à l'ex-amiral turc, et ne lui cacha pas que, s'il avait pu prévoir son projet, il l'aurait fait sauter avec son navire. — « Vous ne pouvez pas comprendre « le sentiment qui m'a dirigé, » balbutia Achmet. — « Je le crois bien, » répartit le capitaine anglais, et il s'en alla.

Cependant la foule assiégeait les portes du pa-

lais ; les gardes vinrent s'en plaindre à Méhémet-Ali : « Qu'on les ouvre, » dit le Rouméliote; « ils « ont raison de vouloir entrer, » ajouta-t-il avec un fin sourire, et en caressant sa barbe blanche, « ils vont voir quelque chose qui ne se voit pas « tous les jours. »

A l'approche d'Achmet, le Pacha se leva et vint le recevoir au haut de l'escalier; aussitôt qu'Achmet l'eut aperçu, il détacha son sabre de sa ceinture, et le remit à un officier égyptien, monta précipitamment les degrés et vint se prosterner devant Méhémet-Ali, faisant mine de lui baiser les pieds. — « Relevez-vous, mon frère, » dit le vice-roi en joignant le geste aux paroles, « soyez « le bienvenu, et venez prendre place auprès de « moi, » et il le mena s'asseoir sur son divan, à ses côtés, en présence de la foule. Malgré ces encouragements, le visage d'Achmet exprimait une humilité aussi profonde que l'était la satisfaction de Méhémet-Ali. Après qu'on eût apporté la pipe et le café, la foule se retira, et le rideau de la porte retomba, pour ne se relever qu'au bout d'une demi-heure environ, passée dans un entretien tout à fait particulier. Le capitan-pacha, escorté de tous les officiers du palais et des principaux fonctionnaires civils, monta le propre cheval de Méhémet-Ali, et fut conduit au palais neuf qui lui avait été assigné pour habitation ; le vice-roi se retira dans l'ancien.

XXIX

Les consuls n'avaient pas manqué d'agir suivant la lettre des instructions qui leur avaient été apportées par le *Papin*; la veille, MM. Cochelet, Laurin et Campbell étaient venus trouver le vice-roi et l'avaient averti, en outre de ce qui avait trait à la flotte turque, qu'une insurrection était appréhendée à Constantinople, et qu'on avait de sérieux motifs de l'en croire le fauteur. Ils le priaient donc de fournir quelques explications aussi bien sur cet objet que sur l'autre. Méhémet-Ali qui, de sa fenêtre, voyait alors poindre les premiers vaisseaux turcs à l'horizon, était peu en humeur de concessions. Il répondit qu'il était complétement étranger aux troubles de Constantinople ; qu'à l'égard de la flotte, il protestait vivement contre la restitution qu'on voulait lui imposer, faisant observer qu'il pouvait se considérer comme étant toujours en état de guerre avec la Porte, puisque rien n'était définitivement arrêté, et que, dans ces circonstances, ce serait folie à lui de se dessaisir du gage important que sa

bonne fortune mettait entre ses mains. « D'ail-
« leurs, » ajouta-t-il, « à l'heure qu'il est, l'armée
« russe doit être entrée à Constantinople : qui sait
« à quelle résolution je puis être amené? » Un
refus formel fut sa dernière réponse.

Les consuls revinrent à la charge le lendemain matin, mais inutilement ; au moment de l'entrée d'Achmet, ils se retirèrent dans une autre partie du palais, pour ne pas être témoins de l'accueil solennel fait à un homme coupable de trahison. Dans l'après-midi, ils eurent une nouvelle conférence avec le Pacha, et pour constater son refus d'accéder à leurs propositions on rédigea un protocole ainsi conçu :

« Le Pacha donne de nouvelles assurances d'o-
« béissance et de dévouement au Sultan ; mais,
« comme il le juge mal entouré, il se trouve obligé
« de demander particulièrement l'éloignement de
« Kousrouf-Pacha, qui a déjà fait tant de mal au
« pays. En ce qui le concerne, il demande en fa-
« veur de sa famille, l'hérédité de toutes les pro-
« vinces qu'il possède en ce moment, et il rendra
« la flotte au Sultan aussitôt que ses propositions
« seront acceptées. »

XXX

Car tel fut le nouveau tour donné à sa politique; soit qu'il fût lui-même aveuglé par la haine, soit que Kousrouf lui apparût, en effet, comme le seul obstacle à l'accomplissement de ses désirs, Méhémet-Ali rabaissa à la taille de ce personnage le grand débat qui s'agitait entre lui et son suzerain depuis de si longues années, rejetant même au second plan ce qui formait autrefois l'objet principal de sa réclamation ; comme si le bilan de son ambition ne fût devenu qu'une chose purement accessoire, Méhémet-Ali ne paraissait plus prendre souci que du peuple musulman, du bien de l'empire, de la personne du Sultan. C'est cet immaculé caractère qu'on lui voit revêtir dans une circulaire qu'il adressa, en ce moment, aux consuls, avec prière de la transmettre aux ambassadeurs près de la Porte, et surtout dans la note anexée, où il s'efforçait de donner un portrait politique de Kousrouf conforme à ses accusations, et un récit arrangé de la défection de la flotte. On eût dit que le Rouméliote sentait instinctivement que tout contact avec la trahison cause une souillure. Le même défaut de

sincérité brille dans une pièce du même genre, qu'il fit tenir aux pachas de l'Empire, afin de susciter une ligue générale contre Kousrouf; il chargea son fils Ibrahim de la faire parvenir aux gouverneurs de l'Anatolie, et il expédia à Salonique un brick de guerre avec six émissaires pour la distribuer aux pachas de Roumélie (1).

Parmi les nombreuses atteintes à la vérité que révèle ce factum, on remarquera l'insinuation par laquelle il rend Kousrouf responsable en quelque sorte de la défaite de Nézib, en disant que Hafiz n'a agi que d'après ses conseils, — assertion si bien démentie par les faits que nous avons exposés. Même observation à faire pour la circonstance du contre-ordre qu'il prétend avoir donné à Ibrahim, aussitôt la nouvelle de l'avénement d'Abd-ul-Medjid, tandis qu'il partit, comme nous l'avons vu, avec M. Caillé, le 20 juin, c'est-à-dire plus de 15 jours avant que cette nouvelle ne lui parvînt. Enfin si cette très-inexacte interprétation du passé peut faire préjuger de la réalité des intentions du Rouméliote pour l'avenir, on saura que penser de celle où il déclare qu'il s'engage — une fois ses prétentions satisfaites et Kousrouf renversé,— à aller à Constantinople, avec un seul bateau à vapeur, rendre hommage à son suzerain.

(1) Documents historiques, pièces n° 9.

Ce système, qui consistait à faire de Kousrouf le bouc émissaire de toutes les difficultés, fut si bien adopté par Méhémet-Ali, qu'il le soutint même dans son allocution aux officiers de la flotte turque, qui lui furent presentés par Achmet dans la journée du 16. Il ne permit pas qu'ils quittassent leurs armes, comme ils en faisaient mine à son approche, et les ayant rangés autour de lui : « Mes amis, leur dit-il, nous sommes tous une seule et même nation ; Egyptien ou Constantinopolitain, nous n'avons qu'une croyance, qu'un seul souverain. Unissons-nous pour la prospérité de l'empire et contre l'homme qui, s'il restait à la tête des affaires, en consommerait bientôt la ruine. Je n'ai pas besoin de vous dire que c'est de Kousrouf que je veux parler. »

XXXI

Ainsi, lorsque par un des plus prodigieux coups de dé dont l'histoire fasse mention, Méhémet-Ali se trouvait maître de la dangereuse partie qu'il avait engagée depuis plus de vingt ans ; lorsque la

victoire, la mort, la trahison, ces trois profonds révolutionnaires politiques, semblaient se mettre d'accord pour lui aplanir la voie, et livrer définitivement à sa merci cet empire auquel il avait porté de si rudes coups, il se sentait pris de scrupule, d'hésitation, de défaillance; au lieu de mettre rapidement en œuvre les merveilleux instruments jetés tous à la fois dans ses mains, il ne vit d'opportunité qu'à une ruse cauteleuse et mensongère; des circonstances aussi inespérées n'eveillèrent chez lui que des récriminations dont la violence n'excluait pas la faiblesse. Le Rouméliote se montrait moins décidé que sa fortune; aussi allait-il bientôt chèrement expier ses faveurs.

Nous ne voulons pas renouveler la discussion sur le point de savoir si Méhémet-Ali eût pu, par un coup suprême, renverser la maison d'Osman et établir sa dynastie à la place. En 1839, pas plus qu'en 1833, nous n'aurions cru à la réussite finale d'une pareille tentative; mais nous ne pouvons nous empêcher de constater les profondes différences qui existèrent entre les deux époques. Mahmoud était un prince populaire, quoique ses goûts d'innovations eussent suscité contre lui un certain parti dans la nation; il représentait noblement la fierté de sa race, et la vigueur de son caractère avait fait face à tous les genres de désas-

tres : c'était un homme taillé pour porter des ruines. Son successeur, sans autre valeur encore que celle empruntée à la tradition, s'était hâté d'accointer sa débilité et sa jeunesse à la vieille impopularité de Kousrouf. Un pareil début n'offrait à l'usurpation que des chances favorables, il faut l'avouer. D'un autre côté, si l'empire ottoman avait dû, en 1833, sa plus réelle sauvegarde à la Russie, il ne paraissait pas qu'il dût en être exactement de même en cette récente circonstance, car les avantages particuliers recueillis par la Russie à cette protection avaient justement excité les susceptibilité des autres puissances, et elles ne semblaient pas tellement unies sur cette question, qu'un fait accompli, de la nature de celui que nous supposons, n'eût pu en rallier quelques-unes à sa cause. La plus grande difficulté de cette entreprise était donc encore, en 1839 comme en 1833, dans son exécution même : mais combien, sous ce rapport, les avantages de Méhémet-Ali s'étaient-ils aussi accrus! Cette fois, les propres forces de son adversaire étaient à sa disposition; en dix jours, après l'arrivée du capitan-pacha à Alexandrie, Méhémet-Ali pouvait se présenter devant les Dardanelles avec cinquante vaisseaux et trois mille canons. Qui lui en aurait disputé le passage? Quinze jours de marche, à laquelle rien ne pouvait non plus

mettre obstacle, séparaient à peine Ibrahim du Bosphore, et l'armée de Syrie arrivait à Constantinople en même temps que les flottes réunies. Par une circonstance des plus opportunes et qui montre combien cette suite d'événements se fût trouvée en dehors des prévisions de la diplomatie, les escadres de France et d'Angleterre eussent été dans l'impossibilité de se réunir pour mettre à cette expédition le seul empêchement sérieux qu'elle eût à redouter. Nous avons vu que l'amiral Stopford était resté à Malte, sans doute pour laisser le champ libre au conflit turco-égyptien: une corvette turque vint le tirer de sa quiétude en lui apprenant la défection de la flotte ottomane, et, malgré toute sa diligence, il ne put être que le 27 juillet à l'île de Paros. L'amiral Lalande avait, il est vrai, porté à cinq le nombre de ses vaisseaux à la station de Tenedos; mais était-ce une force capable d'imposer aux flottes coalisées? Restait, il est vrai l'intervention russe, qui était suffisamment à la piste de l'occasion pour être à temps avisée ; mais entre la flotte de Sébastopol et celle de Méhémet-Ali, qui pouvait occuper la première le canal de Constantinople, la question restait au moins douteuse. Que Méhémet-Ali eût pu faire autre chose que de s'asseoir un moment sur le trône impérial, et que dans cet intervalle, les Anglais ne se fussent pas emparés de l'Egypte, objet de leur persévérante convoitise, ceci,

répétons-le, est une autre affaire et dans l'examen de laquelle il nous paraîtrait oiseux d'entrer ; cependant, — à supposer, ce qui est très-probable, — que jamais l'ambition du Rouméliote n'eût plané à cette hauteur ; que, par un caractère qui semble commun à toutes les rébellions féodales, ses désirs se soient bornés à dépecer l'empire à son profit, tout en respectant le principe sacré et les droits du souverain, — il n'en est pas moins vrai que son apparition devant la capitale, à la tête des deux flottes, eût été un coup d'audace bien susceptible de lui assurer le gain de ses prétentions, et de le rendre l'arbitre de l'empire tout en établissant la sincérité de ses protestations de fidélité au sang d'Osman et de ses accusations contre Kousrouf. La question se fût réduite à la chute d'un visir plus haï qu'estimé, et la modération du Rouméliote eût eu beau jeu de se faire valoir.

Il y a plus, cette démarche, appuyée de ce motif, était une conséquence si naturelle de l'acceptation de la flotte turque des mains d'Achmet, que, sans elle, cette acceptation était une faute grave ; car, de même qu'Achmet, en dehors du prétexte patriotique qu'il avait invoqué, devenait un traître vulgaire, Méhémet-Ali donnait prise au reproche de félonie, en gardant la flotte comme sa propriété, sans l'appliquer au but pour lequel elle lui avait été remise ; et c'était bien en vain

que, parti de là, il protestait de sa fidélité à l'Etat. Méhémet-Ali, enfin, renversant Kousrouf de haute lutte, pouvait rendre un service au Sultan ; mais faisant du renvoi de ce ministre une condition de restitution de la flotte, il empiétait sur des droits souverains. C'est ce qu'on lui fit bientôt sentir.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, qu'il ne l'eût lui-même parfaitement compris ainsi. La raison qui le retint fut une défaillance de résolution et non de raisonnement. Méhémet-Ali se voyait en si belle passe en ce moment, qu'il ne voulait plus courir de risques ; le litige était engagé pour les nouvelles acquisitions de ces armes ; mais il considérait l'Egypte comme tout à fait en dehors de la question et ne voulait pas l'y faire entrer par une expédition qui pouvait, selon l'occurrence, faire de lui plus qu'un empereur, mais aussi moins qu'un proscrit. Les fautes les plus capitales faites par les prudents proviennent de ce qu'ils ne veulent rien laisser au hasard.

Cette préoccupation de Méhémet-Ali se révèle dans ses discours, dans ses dépêches de cette époque ; plusieurs fois il déclara aux consuls qu'il ne désirait que la paix et ne voulait nullement s'agrandir ni pousser son armée sur Constantinople. Dans sa circulaire du 13 juillet, il disait : « *Si l'on n'agrée pas mes propositions, je ne ferai point la*

guerre, mais je me maintiendrai dans ma position et j'attendrai.

Langage maladroit! On ne pouvait pas mieux engager la Porte à ne pas céder, puisqu'elle ne pouvait rien perdre à attendre. Au moins, après Konié, Méhémet-Ali avait dit : « *si, dans les cinq jours de ma demande, vous n'y accédez pas, je fais marcher mon fils sur Constantinople* »[1], et cette menace avait précipité la solution.

XXXII

Cette arrivée de Méhémet-Ali était si bien dans l'ordre logique des choses que ce fut la première crainte ressentie à Constantinople lorsque, le 21 juillet, arriva le *Peïk-ul-Ckeuket*, ramenant Akif et Mouchine, les envoyés de la Porte auprès du vice-roi et du capitan. Le grand Conseil, qui reçut le rapport de ces agents, resta assemblé toute la journée. Quoique Méhémet-Ali, tout en déclinant, dans sa réponse, l'offre de l'hérédité restreinte à l'Egypte, assurât qu'il avait mandé à son fils Ibrahim l'ordre d'arrêter sa marche, la Porte n'en crut rien, et son incrédulité semblait justifiée

par ce fait que Méhémet-Ali ne disait pas un mot de la flotte qu'il avait retenue, comme on n'en pouvait plus douter. Enfin, si dans sa lettre officielle le Rouméliote semblait encore garder une certaine mesure et admettre la possibilité des négociations, il n'en était pas ainsi dans une missive particulière adressée à Koursouf, où toute son animosité se montrait; car il ne se faisait aucun scrupule d'y inviter le grand-visir à changer de sentiments et de conduite à son égard ou à se retirer des affaires; il répétait l'expression de ce vœu dans ses communications privées aux personnages influents de l'Empire, à la sultane Validé, au cheik-ul-islam, à Halil-Pacha et à son capou Kiaya, et s'offrait lui-même pour remplacer le grand-visir. Tout portait donc à penser que Méhémet-Ali allait bientôt apparaître, et cette arrivée faisait l'objet général des entretiens à Constantinople.

Un incident était survenu, bien peu propre à calmer l'irritation qui existait entre ces deux perturbateurs de l'Islam. Avant même qu'il n'eût reçu de réponse à ses dépêches, Kousrouf, pour qui la non-venue du capitan-pacha était un indice suffisant que la flotte avait été livrée à Méhémet-Ali, essaya de la reprendre par surprise. Dans ce but il prépara quatre lettres pour les quatre principaux officiers de la flotte après le

capitan-pacha : elles leur conseillaient de s'entendre pour s'emparer de ce dernier à l'improviste, après quoi ils auraient ramené la flotte. Restait à faire parvenir ces lettres d'une manière sûre. Koursouf ne vit rien de mieux que de se servir, à cet effet, de l'intermédiaire de la légation de France : il pria M. le baron Roussin de les mettre sous son pli au consul général d'Alexandrie. Soit que l'ambassadeur fût dans le secret de leur contenu et voulût favoriser l'entreprise, soit qu'il en fût ignorant, il accueillit un peu légèrement peut-être la demande du grand-visir : toujours est-il que les lettres partirent et arrivèrent à Alexandrie, le 24 juillet, par le paquebot français. Ce qui justifierait la seconde hypothèse, c'est que M. Cochelet trouva ces lettres sous son pli, sans la moindre explication. Il s'enquit auprès d'Artin-Bey, interprète du vice-roi, des destinataires, ce qui était un moyen infaillible pour que Méhémet-Ali en fût aussitôt instruit. Soupçonnant la main de son *vieil ami*, il se hâte de donner à M. Cochelet l'audience que celui-ci était venu chercher, et entre en propos en demandant les lettres de Constantinople. Le consul français, qui n'y entendait nullement malice, les lui remet, en le priant de les faire parvenir à leur destination. — « Oh ! soyez tranquille, » répond le Pacha, « je les remettrai plutôt moi-même ; » mais aussitôt

qu'il les a en mains, il en fait sauter les cachets, à la stupéfaction de M. Cochelet. — « Que faites-vous, Altesse, » dit celui-ci? — « Ne vous inquiétez pas, je réponds de tout; les lettres parviendront aussi fidèlement que si vous les eussiez remises vous-mêmes, » — et il en poursuit la lecture en poussant de fréquentes interjections de colère et de joie; puis il fait appeler les quatre officiers au palais et leur livre les lettres lui-même. Ils n'eurent garde, bien entendu, de ne pas manifester d'indignation, et mirent, sous les yeux du Pacha, les instructions visirielles en morceaux. Cette circonstance tourna tout à l'avantage du Rouméliote; il ne put résister au plaisir d'accabler son adversaire de ce nouveau triomphe, et lui écrivit une nouvelle lettre pour lui reprocher son astuce et sa mauvaise foi et lui renouveler l'invitation de se demettre de ses fonctions (1).

XXXIII

Mais la Porte n'était pas disposée à user des temporisations que l'attitude expectante de Méhémet-Ali pouvait jusqu'à un certain point justi-

(1) Documents historiques, pièce n° 9 : deuxième lettre de Méhémet-Ali à Kousrouf.



fier : c'est qu'outre le danger de voir celui-ci agir contrairement à ses assertions, elle était, à ce propos même, menacée d'une ingérence étrangère. Déjà, à la nouvelle de la bataille de Nézib, les ambassadeurs de France et d'Angleterre avaient vivement insisté auprès du Divan pour faire franchir aux pavillons des quatre puissances, la France, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, le détroit des Dardanelles, afin de mettre la capitale à l'abri d'un coup de main de la part de Méhémet-Ali. Inacceptable à raison même des rivalités qui divisaient les puissances protectrices, la proposition revenait en détail et, par combinaisons partielles, à chaque nouvelle alerte. Placée entre des écueils aussi redoutables, la Porte y voyait la nécessité d'une prompte résolution à l'égard de Méhémet-Ali. Du 21 au 27 juillet, il y eut trois grands divans extraordinaires assemblés pour l'objet tout spécial de discuter les prétentions du vice-roi ; le dernier était présidé par le grand-visir en personne, et le cheik-ul-eslam y assistait. On ignore à quel degré de concessions on en était arrivé dans ce suprême conseil, devant le refus bien prononcé de Méhémet-Ali de se contenter de l'hérédité de l'Egypte; mais il est certain qu'il en fut fait d'importantes. On a parlé, avec tout semblant de raison, de l'adjonction de la Syrie, à titre de concession perpétuelle, moins le district d'A-

dana, et l'administration des quatre villes saintes, Damas, Jérusalem, la Mecque et Médine, que se réservait la Porte, ainsi qu'un tribut de trente millions de piastres (7,500,000).

Quoi qu'il en soit, le Divan achevait de délibérer quand on vint annoncer la présence simultanée des premiers drogmans d'Autriche et de France, qui demandaient à faire, sans retard, une communication de la plus haute importance. Reçus tout aussitôt, ils signifièrent au Divan l'invitation de ne prendre aucune détermination définitive sans en référer aux cinq grandes puissances qui offraient collectivement leur médiation. C'est avec une joie non dissimulée que cette proposition fut accueillie. Y eût-il eu un moyen de l'éluder comme attentatoire à la liberté et à la dignité de la Porte qu'il est bien douteux, en l'état où la Porte se trouvait réduite, qu'elle l'eût adopté. Il offrait d'ailleurs une perspective d'attermoiements qui rentrait tout à fait dans les idées des conseillers ordinaires de la politique turque, dont la tradition en fait de difficultés, est de toujours reculer sans jamais résoudre.

Mais il y avait un homme que cette intermission mettait au comble de la satisfaction, parce qu'elle le tirait d'une position très-critique en lui permettant de donner un libe cours à sa passion haineuse, et cet homme, on le devine, c'était

Kousrouf-Pacha. Le lendemain, les drogmans des cinq grandes puissances furent introduits auprès de lui, et lui présentèrent cérémonieusement la note collective confirmant la résolution formulée la veille; en voici la teneur :

« Les cinq ambassadeurs soussignés, conformément aux instructions reçues hier de leurs cours respectives, se félicitent d'avoir à annoncer au ministre de la Sublime-Porte que l'accord des cinq puissances touchant la question orientale est certain, et ils prient la Sublime-Porte, en attendant les fruits de leurs dispositions bienveillantes, de ne décider absolument rien sur la susdite question d'une manière définitive, sans leur concours. »

Constantinople, 28 juillet 1839.

Telle est cette fameuse *note du 27 juillet*, — car elle a pris la date du jour où elle fut signifiée au Divan, — dont on s'efforça vainement pendant plus d'une année de faire la base d'une politique de concorde en Europe, sur l'interprétation de la quelle on ne s'est jamais bien entendu, et qui devint le point de départ d'une situation qui faillit se résoudre par une conflagration générale.

Nous allons dire tout à l'heure l'origine de cette note du 27 juillet ; achevons de montrer comment le grand-visir en saisit avidement l'occasion. Déjà son esprit s'était si bien fait à en passer par les exigences du Rouméliote que les envoyés chargés de porter en Egypte l'aveu de son humiliante défaite et l'avis des concessions accordées par le Divan du 27, avaient été désignés à l'avance; ils

avaient reçu l'argent pour leurs frais de voyage, le premier soixante mille piastres, le second vingt mille. Sommés de restituer, l'un n'en rendit que quarante mille et l'autre douze mille. Sous le prétexte de donner aux ambassadeurs le temps de concerter leurs instructions à leurs conseils généraux d'Alexandrie, mais en réalité pour se donner à lui aussi le loisir de méditer une lettre bien assassine à son rival, Koussouf différa jusqu'au 31 juillet le départ de la dépêche qui allait instruire le Rouméliote de la nouvelle tournure qu'avaient prise les choses. Le vieux *topal* savoura sa revanche en véritable diplomate (1) : sa lettre fut le paletinage le plus hypocritement railleur qui puisse sortir de la plume d'un casuiste mahométan : chaque mot était un trait barbelé destiné à s'enfoncer dans le sein de son ennemi pour n'en jamais sortir. Le grand-visir veut bien d'abord expliquer la raison pour laquelle, dans sa première lettre, la concession héréditaire n'avait pas été bien explicite en dehors de l'Egypte : « c'est, dit-il, que cela pouvait être considéré comme un détail insignifiant auprès de l'avis capital qui faisait l'objet de ma communication, *celui de la rentrée en grâce de Votre Altesse !* » Quelle mordante réponse aux protestations de fidélité du Rouméliote. Il revient plus

(1) Voir la lettre de Kousrouf à Méhémet-Ali : Documents historiques, nº 10.

tard sur cette idée, ne croyant jamais trop pouvoir retourner le fer dans la plaie; c'est à l'occasion de la médiation acceptée des puissances, et il lui donne encore *cette rentrée en grâce* comme un dédommagement bien suffisant à tout ce que la démarche des puissances peut effectivement lui faire perdre; car il a soin de ne pas lui laisser ignorer que cette démarche est venue le plus inopportunément du monde pour lui; sans lui rien préciser, il lui fait entrevoir que de grandes concessions lui avaient été faites, et que deux fonctionnaires importants du gouvernement se préparaient à lui en porter l'annonce officielle.

XXXIV

Comme on le voit, la note du 27 juillet fut, dans la politique orientale, un coup de théâtre d'autant plus surprenant que rien, à Constantinople du moins, n'aurait pu le faire présager. Tout au contraire, comme nous l'avons vu, les tiraillements, déjà fort sensibles entre les divers agents diplomatiques de l'Europe, avaient pesé d'un grand poids dans la détermination subite que la Porte

avait été amenée à prendre à l'égard de Méhémet-Ali. Voici comment ce fait s'explique :

Nous avons déjà eu l'occasion de dire combien, depuis la révolution de Grèce, l'Autriche trouvait le bras de la Russie pesant dans les affaires d'Orient; ce sentiment fut surtout très-vif chez M. de Metternich, et ce diplomate a toujours rêvé de couronner la fin de sa carrière par une révision des traités de 1815, susceptible de faire rentrer la Turquie dans le droit public européen. Le traité d'Unkiar-Skelessi, arraché à la surprise aussi bien de l'Europe que de la Porte-Ottomane, était sinon la mort, du moins un long ajournement de ce projet, et la diplomatie dut borner ses précautions à prévenir une nouvelle application de ce traité. Cependant M. de Metternich n'abandonna pas tout à fait son idée, et c'était grâce à son initiative, qu'au commencement de 1837, une proposition de concert européen, au sujet du différend turco-égyptien, avait été faite à Constantinople et repoussée par Mahmoud sur les suggestions de la Russie.

Toutefois, l'idée de M. de Metternich n'était pas sans avoir fait quelque chemin. Si des puissances envahissantes, comme la Russie et l'Angleterre, se souciaient peu de participer à un conseil amphictyonique, dont le premier acte serait la mise à néant de leurs prétentions individuelles,

la France qui, guère plus que l'Autriche, n'avait d'intérêt bien vivace en Orient, se prêtait volontiers à un système qui se fondait sur l'esprit de justice et sur l'équilibre du monde; aussi a-t-on vu que la pensée d'un concert européen avait pénétré en France jusqu'au sein des chambres législatives. Bientôt, à ce sujet, l'entente fut si complète entre les cours de Paris et de Vienne, qu'elles n'eurent plus de difficultés que sur la question de savoir à qui appartiendrait le mérite de la priorité. Quelques mois avant la mort de Mahmoud, le cabinet de Schœnbrun avait insisté, mais vainement, sur la nécessité d'un accord général, en vue des événements qui se préparaient en Syrie; dans le courant de juillet, le cabinet des Tuileries adressa, sur le même objet, une note aux quatre autres puissances, comme complément nécessaire et comme justification de la double mission pacifique qu'il avait dirigée sur Alexandrie et sur Constantinople.

Ce moment fut celui où l'on parut être le plus près d'un arrangement; car l'importance des complications qui pouvaient alors surgir inspirant à chaque puissance la crainte de se trouver isolée dans sa politique, il n'y eut pas jusqu'à la Russie qui ne voulût avoir l'air de faire à l'esprit de concorde générale le sacrifice de la position tout

exceptionnelle qu'elle avait su prendre; nous disons que ce ne fut de sa part qu'un simulacre, parce que sa réponse, différée jusqu'aux premiers jours d'août, ne s'associait qu'aux déclarations d'intégrité de l'empire ottoman qui étaient restrictives de l'ambition de Méhémet-Ali : pour tout le reste de la question, même sur ses vues particulières, elle se tenait dans une complète réserve. L'adhésion de l'Angleterre à la note française eut beaucoup plus d'éclat; ce fut même en affichant un grand zèle de propagande que, le 27 juillet, lord Clanricard, ambassadeur à Vienne, remit aux représentants de la Russie et de la Prusse, ainsi qu'au cabinet auprès duquel il était accrédité, une note conçue dans un esprit identique, et qui se terminait par ces mots bien significatifs :

« Je déclare, au nom de ma cour, qu'elle est « résolue à maintenir l'intégrité et l'indépendance « de l'empire Ottoman sous la dynastie actuelle« ment régnante, et comme une conséquence né« cessaire de cette déclaration, qu'elle ne cher« chera point à tirer profit de l'état actuel des « choses dans le but d'obtenir aucune acquisition « de territoire ni aucune influence exclusive. « Mon gouvernement s'attend avec confiance à ce « que cette déclaration sera adoptée par les autres « cours d'Europe, ses amies et alliées, qui ont « déjà fourni, à cette occasion, des preuves de la

« sagesse et du désintéressement de leurs vues, « et, en première ligne, par S. M. Impériale et « Royale, à qui revient l'honneur de l'initiative « de cette proposition. »

Ce fut dans des conditions si voisines d'un accord parfait, qu'éclata à Vienne la triple nouvelle de la bataille de Nézib, de la mort du Sultan et de la défection de la flotte ottomane. M. de Metternich se crut appelé, grâce à la priorité de ses informations, à formuler le premier la pensée de l'Europe dans cette grave occurrence; il crut en même temps toucher à ce but si désiré d'un congrès réparateur des fautes de 1815. Il fit immédiatement partir un courrier avec des dépêches pour M. Sturmer, l'internonce à Constantinople, lui enjoignant de faire tous ses efforts pour déterminer ses collègues à concourir à la note dont il a été fait mention. Le langage du corps diplomatique à la cour de Vienne l'autorisait, disait-il, à affirmer que les ambassadeurs recevraient sous peu des instructions conformes de leurs gouvernements respectifs, et, en effet, le même courrier apportait, à l'appui, des lettres des agents diplomatiques à Vienne, même de M. Tattischef à M. de Boutenieff, ce qui était une dérogation aux usages de la Russie, lesquels n'admettent pas, contrairement à ce qui a lieu pour les autres puissances, que l'ambassadeur

à Constantinople puisse recevoir des instructions de celui de Vienne. Mais M. de Metternich fit plus : soit qu'en réalité il se tînt pour certain de rencontrer une approbation sans réserve, soit qu'il voulût forcer la main à l'autocrate du Nord, en avançant fortement les choses à son insu, toujours est-il qu'il se rendit personnellement garant de l'acquiescement de l'empereur Nicolas. Cette assurance emporta l'adhésion de M. de Boutenieff, qui n'était pas sans s'avouer la délicatesse de sa position. Quant à lord Ponsonby, qu'animait une haine contre Méhémet-Ali, tout au moins égale à celle de Kousrouf, le moment où il signa cette note, qui fut rédigée par M. Sturmer et présentée par ce dernier, joint à l'ambassadeur de France, aux autres membres du corps diplomatique, — ce moment lui procura le seul mouvement de satisfaction qu'il eût ressenti depuis la nouvelle de la bataille de Nézib.

XXXV

Car si, en principe, la note du 27 juillet était dirigée contre l'ascendant exclusif de la Russie à

Constantinople, et avait pour but de prévenir une nouvelle application du traité d'Unkiar-Skélessi, les passions, violemment excitées sur le compte du Pacha d'Egypte, s'attachèrent dans la suite à en faire un instrument oppressif à l'égard de celui-ci. La Porte, il est vrai, par cette prompte soumission à l'injonction de la diplomatie, abdiquait sa propre dignité, bien plus encore que si elle eût eu à subir une seconde visite des Russes; mais elle désirait surtout être fixée sur la portée et l'étendue des restrictions que l'acte du 27 juillet pouvait faire encourir à celui qu'elle considérait comme son ennemi capital. Aussi, dès les premières conférences qui eurent lieu entre les ambassadeurs, eut-elle le soin de se montrer docile jusqu'à l'humilité, et comme si elle n'eût eu d'autre espoir de salut que dans la bonne volonté de l'Europe. En premier gage de cette sollicitude, elle demandait que la Syrie fût rendue à sa souveraineté : ce fut la première épreuve des sentiments d'union et de concorde dont la note collective était l'expression. Lord Ponsonby et M. Sturmer se prononcèrent sans hésiter pour le retour de cette province sous le gouvernement du Sultan; M. le baron Roussin opina, au contraire, pour que la cession en fût faite à Méhémet-Ali à titre héréditaire, et M. de Boutenieff se rangea à cet avis. Ainsi il y avait partage, et c'était

à M. Kœnigsmark, l'ambassadeur de Prusse, à décider de la majorité. Le rôle complaisant de la Prusse vis-à-vis de la Russie dans toutes les questions, — et surtout en Orient, où le cabinet de Berlin ne saurait être que le satellite de celui de Saint-Pétersbourg, — cette subalternéité aurait fait supposer que M. Kœnigsmark dût adopter la même manière de voir que M. de Boutenieff; pourtant il se rallia à l'opinion autrichienne. Mais, suivant toute probabilité, cet antagonisme n'était qu'une meilleure preuve de sa connivence; car il nous répugne singulièrement à croire que la Prusse eût voulu, cette unique fois, secouer le joug de la Russie, et, — en présence surtout de ce fait, que les intérêts prussiens en Egypte étaient si peu de chose qu'ils n'exigeaient même pas l'emploi d'un agent national, et que le consul-général russe en avait la représentation comme une annexe à ses fonctions diplomatiques, — nous n'hésitons pas à penser que le vote de M. Kœnigsmark fût concerté à l'avance avec l'ambassadeur de Russie, pour cette occurrence toute spéciale.

Si l'on veut bien considérer, en effet, dans quelle position se trouvait M. Boutenieff après la signature de la note du 27 juillet, on reconnaîtra que, placé entre un désaveu de son gouvernement et l'imminence d'un accord entre

les ambassadeurs ses collègues qui aurait, momentanément du moins, annihilé le privilége que la Russie tenait de son traité avec la Porte, tous les efforts de cet agent devaient tendre à faire se produire, sans retard, dans les conseils de la diplomatie, une division susceptible d'empêcher l'exécution d'aucune mesure décisive; et, pour atteindre ce but, comme il disposait de deux voix au chapître, rien n'était plus rationnel que de les opposer l'une à l'autre. En vain taxera-t-on cette appréciation de subtilité : ce ne serait pas le premier exemple ni le dernier que la diplomatie moscovite aurait donné de ce machiavélisme quintessencié.

La Porte fut satisfaite de cette tendance manifestement contraire à Méhémet-Ali, objet de son épouvante; mais elle avait un autre sujet de terreur sur les éventualités duquel elle aurait voulu être pareillement édifiée; c'était sur la lutte qu'elle voyait se dessiner entre ses anciens et exclusifs soutiens, les Russes, et ses protecteurs de fraîche date. Pour s'en instruire et provoquer à cet égard un semblant de crise, le lendemain de la délibération dont nous venons de parler, et comme déjà chauffait le vapeur qui allait porter toutes ces nouvelles au Rouméliote, elle fit répandre le bruit qu'Ibrahim était en marche sur Koniè. Là dessus grande alerte, rassemblement hâtif de

tous les ambassadeurs au palais d'Autriche, à Buyukdèré, et envoi des drogmans en ville pour vérifier la nouvelle. En attendant, la question de l'entrée des flottes dans les Dardanelles fut remise sur le tapis. Les instructions, communes aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, ne leur prescrivaient d'en faire la proposition au Divan que dans un seul cas, celui où les secours de la Russie seraient demandés ou envoyés; mais l'amiral Roussin prit sur lui d'étendre l'urgence de cette mesure à deux autres hypothèses, celle de l'approche de l'armée égyptienne et celle d'une révolte à Constantinople. Lord Ponsonby partagea, sans restriction, cette manière de voir, et les deux ambassadeurs, pour rester fidèles à l'esprit de collectivité de la note du 27 juillet, invitèrent ceux d'Autriche et de Russie à faire pénétrer simultanément leurs vaisseaux dans l'Hellespont. Mais c'était là ce que voulait éviter M. de Boutenieff à tout prix; il se retrancha derrière le manque de quelque instruction que ce fût relative à cet objet, et déclara ne pouvoir accepter la proposition qu'*ad referendum*. L'internonce fit la même réponse, mu par le désir de ne pas être trop désagréable à son collègue de Russie, et pénétré surtout de la ridicule inefficacité du contingent naval autrichien. Ainsi, d'un jour à l'autre, le soi-disant *consensus* de l'Europe dans la question orientale mettait en évidence

deux coalitions différentes parmi les voix délibérantes. La discussion s'échauffa, et dégénérait en altercation, lorsque revinrent les drogmans annonçant que la nouvelle n'avait aucun fondement. La Porte bornait là son petit succès stratégique : elle avait sondé les dispositions et pouvait prévoir, en cas d'événement, ce qu'elle aurait à refuser ou à subir.

XXXVI

Il était dit que M. le baron Roussin, notre ambassadeur, se laisserait toujours emporter par un zèle intempestif. Les cinq ambassadeurs, non contents d'écrire aux consuls généraux à Alexandrie, pour qu'ils eussent à signifier à Méhémet-Ali la note du 27 juillet et la résolution où était l'Europe d'intervenir dans son différend avec la Porte, convinrent de donner plus de solennité et de poids à leurs dépêches en les faisant remettre par un envoyé spécial, M. Pisani, second drogman de l'ambassade d'Angleterre. M. Roussin, renchérissant sur ses collègues, réclama la faveur de cette mission pour son aide de camp, capitaine d'état-

major, M. Anselme. Il va sans dire qu'il l'obtint, et, le 31 juillet, à six heures et demie du soir, le *Peït-ul-Cheuket* appareilla pour Alexandrie, ayant à son bord, outre le capitaine Anselme, à qui les plis des ambassadeurs avaient été remis, Muffik-Effendi, le kapou-kiaya de Méhémet-Ali, porteur de la lettre de Kousrouf au vice-roi.

On chercherait vainement une raison plausible à cette façon d'agir de M. Roussin, en dehors de la vaine importance qu'il pensait par cela même acquérir et faire rejaillir sur la nation qu'il représentait. Il imagina sans doute faire pièce à lord Ponsonby, sur qui il croyait avoir une revanche à prendre pour cette mystification des dépêches de Kousrouf aux officiers de la flotte défectionnée parvenues à Alexandrie sous le couvert de l'ambassade de France. On a aussi prétendu que M. Roussin avait cédé, en cette occasion, à une rancune qu'il gardait à Méhémet-Ali depuis 1833, époque où le refus du pacha d'accéder aux conditions qu'il avait stipulées pour lui, fit échouer la négociation de laquelle dépendait l'éloignement des forces russes du Bosphore, et exposa l'ambassadeur à un blâme de son gouvernement. Cette explication serait encore moins à l'avantage de M. Roussin, car elle mettrait l'acte dont il est ici question en désaccord formel avec le langage qu'il venait de tenir dans les conférences avec ses

collègues, puisqu'il avait été le seul, pour ainsi dire, qui se montrât favorable à Méhémet-Ali. Quoi qu'il en soit, le procédé fit un très-mauvais effet auprès du gouvernement français, et parut combler la mesure des fautes qu'il avait à reprocher à son agent : quelques mois après il pourvut à son remplacement. Pour rester complétement impartial, il ne faut pas oublier que M. le baron Roussin fut le premier à signaler les déceptions que présageait l'alliance anglaise ; on doit songer aussi que la droiture et l'énergie de l'honorable amiral n'auraient eu besoin que d'être un peu soutenues par son gouvernement pour porter aussi haut que possible le pavillon de la France à Constantinople. Les raisons qui rendaient M. Roussin insuffisant sur le terrain où il était appelé à servir son pays, ne sont pas de celles dont un honnête homme, après tout, ne puisse se consoler par le sentiment intime d'un mérite incontestable et d'une parfaite sincérité.

XXXVII

Le 5 août, le *Peïk-ul-Chevket* mouillait de nouveau à Alexandrie. Les nouvelles qu'il apportait

au Rouméliote l'éveillèrent comme en sursaut du rêve de grandeur dans lequel il s'était endormi depuis un mois. Il s'était flatté de n'avoir plus qu'à se laisser porter par le flot assoupli de sa fortune au but tant désiré, et voilà que le heurt d'un écueil caché le mettait en danger d'un complet naufrage en vue du port. Alors peut-être regretta-t-il la faillite de son audace et l'occasion perdue, ce remords des grands joueurs; il se dit qu'il ne suffit pas de balancer la foudre pour être un dieu, et qu'en bonne guerre, l'arme dont on ne se sert pas devient une arme nuisible. A défaut de réflexion suffisante, l'insolente ironie de son adversaire était bien propre à lui révéler tout cela : cet homme, qu'il n'avait pas jugé nécessaire de renverser, le chassant comme un laquais, c'est-à-dire en lui laissant encore l'alternative de changer de conduite, cet ennemi, indigne de ses coups et sur lequel il croyait qu'il suffisait de marcher, se redressait sous son pied pour lui faire une profonde blessure. Nous avons dit de quelle nature venimeuse était la lettre de Kousrouf; par une dernière insulte, il s'amusait à substituer, dans la traduction de la note du 27 juillet qu'il envoyait à Méhémet-Ali, aux mots de *question orientale* les mots de *question égyptienne*, comme si la dispute qui s'agitait entre le vassal et l'empire fût tout à coup descendue des hauteurs

où elle avait toujours plané, pour prendre son tour de rôle dans ces affaires de détails plus fastidieuses qu'urgentes, et qu'on remet très-volontiers à l'arbitrage des tiers.

Mais si le Rouméliote se sentit fléchir sous le coup, ce ne fut qu'un moment : il en fallait bien d'autres pour amortir l'élasticité de son âme. Il pensa sans doute que, pour passer du domaine des armes à celui des négociations, la question n'en pouvait pas moins se résoudre à son avantage; car, avec juste raison, se croyait-il aussi fin diplomate que soldat décidé. D'ailleurs, contrairement à ce que semblait supposer Kousrouf, l'intervention de l'Europe agrandirait le débat et l'ennoblirait; et puis la forte position qu'il avait acquise était bien digne de lui valoir des adhérents, si elle lui suscitait tant d'ennemis. L'expectative était donc encore la seule tenue à garder : il s'en para fort habilement aux yeux des consuls, venus pour lui signifier le contenu de leurs dépêches. Tout en réitérant ses protestations de sollicitude pour la gloire et la prospérité de l'empire, de fidélité pour le Sultan, il exprima le regret que ses propositions n'eussent pas été acceptées, assurant que, quant à lui, il lui était impossible de s'en départir. Il attendrait donc avec toute sécurité les offres que les grandes puissances croiraient devoir lui faire.

Sa réponse à Kousrouf se borna à l'expression de ses regrets, et mitigea singulièrement le chapitre des griefs; son langage prenait enfin un ton de modestie tout à fait approprié à la circonstance. Il eût été aussi de fort mauvais goût de répondre à la fine ironie du sadrazan par des injures directement personnelles (1). Même dans la suite de la correspondance des deux rivaux, c'est au Rouméliote que restera dorénavant la palme de la dignité et de la décence.

Mais la question allait échapper à leurs récriminations, pour errer longtemps encore dans les méandres de la politique européenne; désormais Alexandrie, pas plus que Constantinople, n'étaient susceptibles de lui faire faire un pas. Débarrassé d'un souci cuisant, d'une crainte qui intéressait immédiatement son existence politique, la Porte se remit tout entière aux intrigues de sérail, aux luttes de personnalités qui semblent constituer depuis longtemps les seules manifestations d'activité que puisse donner ce triste gouvernement. Quant au Rouméliote, réduit, depuis lors, à l'état d'un lion en cage, qu'amis et ennemis prenaient à tâche de museler, il opposa parfois d'énergiques résistances aux liens de la diplomatie. Nous aurons l'occasion d'en

(1) Documents historiques, Réponse de Méhémet-Ali à Kousrouf, pièces n° 10.

parler. Pour le moment, il nous faut suivre les péripéties de sa destinée, sur les divers théâtres où elles s'accomplissaient.

XXXVIII

La note du 27 juillet eut un médiocre succès en Europe. L'empereur Nicolas surtout fut furieux qu'on se fût hâté de transformer quelques vagues assurances d'intérêt pour l'intégrité de l'empire ottoman, quelques paroles que lui avait arrachées une sorte de courtoisie politique, en adhésion à un acte formel et collectif, qui abaissait sa primitive prépondérance en Orient au niveau d'une part proportionnelle : l'autocrate du Nord, comme tout héritier d'un valétudinaire, prenait ombrage des soins donnés à son malade, plutôt qu'il n'avait souci des coups qu'on pouvait lui porter. Il n'épargna pas sa mauvaise humeur à M. de Metternich, instigateur de cette conspiration contre l'influence russe exclusive, et lui fit rudement sentir qu'en essayant de remanier les traités de 1815 à quelque titre que ce fût, l'Autriche mettait la sape dans l'édifice de sa propre puissance, si précaire-

ment bâtie sur ces fondements. De longtemps, après cette verte leçon, l'Autriche ne tenta pas d'élever la voix. Le patriarche du cabinet de Schœnbrun eut recours au suprême argument des diplomates fourvoyés : il tomba malade, ce qui lui permit de se retirer un moment de la lice. Ce qui irritait particulièrement le czar, c'était la collusion que, pour perpétrer la note du 27 juillet, l'Autriche avait dû nécessairement établir avec la France, qu'il gratifiait particulièrement de son mépris, tout en l'honorant de sa haine. Les communications du cabinet de Saint-Pétersbourg à celui des Tuileries eurent encore, à cette occasion, le ton hautain qu'elles affichaient depuis la Révolution de 1830 : on lit dans une note du 6 août, remise par l'ambassadeur de Russie au président du conseil : « L'empereur ne désespère nullement du salut de la Porte, pourvu que les puissances de l'Europe sachent respecter son repos, et que, par une agitation intempestive, elles ne finissent pas par l'ébranler, tout en voulant l'affermir. »

Ainsi, toutes les tentatives qu'avait faites M. de Metternich, dans le courant du mois d'août, pour réunir, à Vienne ou à Londres, des conférences qui fussent le logique développement de la note du 27 juillet, restèrent sans effet ; de sorte que par le ralliement final de l'Autriche à la politique russe, la Prusse n'ayant cessé, comme nous

l'avons fait voir, d'être la caudataire de cette dernière, la question qui intéressait si vivement le monde resta, suivant une nécessité irréfragable, à débattre entre les trois puissances qui, seules, pouvaient apporter des éléments effectifs à sa solution, à savoir, la Russie, l'Angleterre et la France. Dès lors, pour tout esprit politique sensé, il dut paraître évident que cette solution se formulerait, non pas par une chimérique entente entre les trois parties délibérantes, mais par la coalition de deux d'entre elles contre la troisième.

XXXIX

La principale erreur de la politique française fut de ne pas reconnaître ce principe *à priori*, et de se laisser aller, soit à faire des avances, soit à chercher des appuis là où les unes étaient non avenues et les autres illusoires. En même temps elle ne savait pas se résigner à faire les concessions convenables à celle des puissances véritablement influentes qu'elle aurait choisie pour alliée : car, encore sa position beaucoup moins directe-

ment intéressée lui permettait-elle le choix entre l'Angleterre et la Russie. A tout prendre, le rôle de la France était équilibrant et plutôt négatif. La puissance de Méhémet-Ali, assise sur les bords du Nil et de l'Euphrate, ne lui paraissait pas un rempart moins nécessaire contre les Anglais dans la Méditerranée, que ne l'était le raffermissement du Sultan à Constantinople contre les Russes; mais selon le côté où elle aurait penché, il fallait qu'elle cédât quelque chose sur l'un des deux points. Or, elle ne voulait rien céder et ne prisait de solution qu'autant qu'elle lui donnerait gain de cause de part et d'autre. C'est ce plan, véritablement impossible, qu'elle proposait vers la fin de septembre, dans une note remise au cabinet autrichien et communiquée aux quatre cours. Dans ce document, où l'on proposait d'accorder au vice-roi l'Egypte la Syrie héréditairement, et l'île de Candie viagère, en exigeant immédiatement la rétrocession à la Porte des districts d'Adana, d'Orfa et de Diarbékir, voici comment le cabinet du 12 mai envisageait la question turco-égyptienne : « Aucune prédilection « particulière ne nous anime en faveur de la « puissance égyptienne. Nous ne verrions certai« nement pas renverser sans quelque regret l'œu« vre extraordinaire élevée par Méhémet-Ali, et « qui, au milieu de nombreuses imperfections,

« contient incontestablement des germes d'amé-
« liorations nombreuses ; mais notre foi dans la
« durée de cette œuvre n'est pas assez entière
« pour que nous pensions à en faire la base d'un
« système politique. Nous croyons bien plutôt
« qu'à une époque plus ou moins rapprochée, les
« vastes provinces, maintenant soumises à la do-
« mination du vice-roi, sont destinées à rentrer
« sous l'autorité directe du Sultan, et que l'empire
« ottoman, quelle que soit sa profonde décadence,
« est encore destiné à survivre à l'établissement
« de Méhémet-Ali, à l'absorber même un jour,
« parce qu'au sein de cette décadence même, il
« puise dans son antiquité, dans le caractère reli-
« gieux attaché à la dynastie d'Osman, dans
« l'ensemble des idées et des institutions orien-
« tales, une force morale qui n'appartient qu'à
« lui..... »

On conviendra qu'il aurait été difficile de fournir au gouvernement français, contre son propre projet de limitation du Sultan et du vice-roi, des raisons plus décisives que celles qu'il s'attachait à déduire lui-même ; en vérité, c'était donner trop beau jeu à ses adversaires ; l'Angleterre n'eut qu'à relever la contradiction manifeste qu'un projet aussi libéral pour Méhémet-Ali impliquait avec le fond essentiel de la politique proclamée par la France, c'est-à-dire, intégrité et indépendance de l'empire

ottoman, maintien des droits de la dynastie régnante. On peut comprendre, à la rigueur, que le gouvernement de Juillet, infatué des décevantes illusions de l'alliance anglaise, n'ait jamais voulu lui exprimer les méfiances, les craintes, et par suite, les précautions que lui suggérait l'énorme développement de la puissance de l'Angleterre dans la Méditerranée, — quoiqu'il n'ait pas observé la même discrétion touchant les empiétements de la Russie, de laquelle il n'avait pas, à part lui, une moindre appréhension, et que précisement, l'assurance qu'il puisait dans un concours jugé certain de l'Angleterre l'ait porté à se prononcer de manière à rendre tout à fait impossible un retour du czar. C'est ainsi seulement qu'on peut s'expliquer que, dès le début des négociations, la politique du juste-milieu n'ait pas tenu ce langage à lord Palmerston : « Vous voulez l'expulsion de Mehémet-Ali de la Syrie parce qu'il vous coupe toutes les routes de l'Inde par l'Euphrate, comme il peut vous les intercepter sur le Nil et dans l'isthme de Suez. Si, ultérieurement, une concession ou une conquête deviennent mûres pour le désir que vous manifestez, vous espérez bien plutôt l'arracher à l'empire ottoman affaibli qu'à la nerveuse autorité du vice-roi, qui, bien moins puissant naguère qu'il ne l'est aujourd'hui, vous a déjà fait éprouver à cet égard un échec

décisif : tel est au fond tout le secret de la convenance, pour l'intégrité de l'empire ottoman, que vous trouvez au retour de la Syrie sous l'autorité directe de la Porte. Ce désir est légitime, et nous l'apprécions, sans être pour cela tenus de nous y associer; car, outre cet intérêt, il en est un autre qui vous est commun avec nous à Constantinople : celui de la limitation de la puissance russe. Pour vous aider à obtenir toute rassurance de ce côté, trouvez bon que nous obtenions, nous, une certaine garantie du vôtre; car nous ne voyons pas ce que nous aurions à gagner en échangeant, dans la Méditerranée, la perspective d'un antagonisme russe contre la certitude de votre prépondérance; et même, si ce dernier cas devait se réaliser, mieux vaudrait encore, pour nous, laisser la puissance russe prendre son libre essor, par cette raison que l'équilibre serait plus susceptible de se produire à trois que dans un dualisme inégal. Souffrez donc que la consolidation de l'établissement extraordinaire de Méhémet-Ali nous serve de caution contre les envahissements qu'une politique pour ainsi dire fatale vous pousse à faire dans la Méditerranée, — cette mer qui, après tout, nous importe tout autant qu'à vous, — et joignons nos forces pour fermer à tout jamais la barrière du Bosphore: sinon, nous tournerons nos vues autre part. »

Mais si ce langage, assurément très-logique et

très-digne, était trop ferme ou trop franc pour le juste-milieu, comment, au moins, ne s'est-il pas ingénié de dire à lord Palmerston, ce pipeur au jeu des alliances politiques : « En vertu d'une conformité de vues que vous avez été tout le premier à proclamer, et qui avait sa raison d'être dans la prévision d'une nouvelle intervention russe à Constantinople, la France a cru devoir user de son influence auprès du Pacha d'Egypte pour arrêter sa marche victorieuse en Asie-Mineure, écarter le prétexte de cette intervention et par suite en prévenir le danger. Cette démarche a rencontré votre pleine approbation. En présence du résultat avantageux qu'elle a eu pour vous, vous êtes lié à la reconnaissance dont certainement la France est redevable à Méhémet--Ali. Les prétentions exagérées de ce prince doivent être réduites à une juste mesure; mais vouloir que sa position soit réduite au-dessous de ce qu'elle était, alors qu'une seule parole de notre part à empêché ses progrès dans une guerre où il n'a pas joué le rôle agressif, ce serait là une si singulière façon de reconnaître la déférence dont il nous a donné un témoignage patent, qu'en vérité nous ne saurions engager la discussion sur une pareille base : l'honneur de la France le défend, et nous commande au contraire de prendre effectivement le parti du Pacha d'Egypte contre

toute tentative de coërcition ayant pour but de lui faire évacuer la Syrie. »

Cet argument, pris dans les entrailles de la situation, était de nature à impressionner beaucoup plus la diplomatie que ne pouvaient le faire les considérations semi-philosophiques par lesquelles le cabinet du 12 mai s'efforçait d'expliquer son penchant pour Méhémet-Ali : il ressortait invinciblement de la mission de MM. Foltz et Caillé, mission que nous n'avons pas approuvée parce qu'elle engageait peut-être prématurément la politique de la France dans une voie décisive : mais la démarche accomplie, était-il un autre moyen de la soutenir et de la justifier ? Les nations, comme les individus, ont des actes irréfléchis, et dont cependant ils doivent, pour leur honneur, accepter toutes les conséquences.

Cette appréciation est tellement exacte que le cabinet français fut obligé d'en adopter, implicitement le principe ; et cet amour pour l'alliance de l'Angleterre, qu'on pourrait qualifier de passionné, puisqu'il allait jusqu'à la déraison, ne parvint point, cependant, à le faire consentir au sacrifice de Méhémet-Ali. Jusqu'alors l'accord franco-anglais avait paru se maintenir à l'aide des ressources de la langue diplomatique, et grâce surtout aux concessions verbales de lord Palmerston, l'homme du monde le moins susceptible d'en faire

en actions; le premier dissentiment sérieux se manifesta à l'occasion de la flotte ottomane. A la nouvelle de la défection qui avait rangé cette flotte sous la loi du Pacha d'Egypte, le cabinet de Londres fit à celui de Paris la proposition de la reprendre de vive force. Au lieu de s'élever à la sincère déclaration que nous venons d'esquisser, le ministère du 12 mai s'attacha à écarter la proposition par des motifs qui se plaçaient exclusivement au point de vue britannique: ainsi il prévoyait que le vice-roi d'Egypte ne cèderait pas à une simple sommation, et montrait l'issue du projet comme devant tourner finalement au préjudice de la Porte, soit parce que la résistance du Pacha exposerait la flotte turque à être détruite dans Alexandrie, soit qu'en représailles de cette agression, Méhémet-Ali lançât son fils Ibrahim au delà du Taurus, et fit renaître ainsi, pour la Russie, l'occasion que la politique commune de la France et de l'Angleterre s'attachait, par tant d'efforts, à éviter. Le raisonnement était spécieux : mais aucune considération pouvait-elle, aux yeux de lord Palmerston, balancer l'avantage de ce second Navarin ? Les forces maritimes de l'empire ottoman lui paraissaient d'un tel danger entre les mains du Pacha, qu'au risque même de laisser la Turquie absolument sans défense du côté du Bosphore, il aurait voulu les anéantir. Ce fut donc

de très-mauvaise grâce qu'il adopta la note mitigée du cabinet français, laquelle consistait à déclarer à Méhémet-Ali que toute tentative de sa part, ayant pour but de tourner la flotte ottomane contre l'empire, serait considérée comme attentatoire à la paix de l'Europe, et attirerait l'énergique répression de la France, unie pour cet effet à l'Angleterre.

Mais, à partir de ce moment, l'alliance qui, à défaut d'aucune réelle sympathie, avait inspiré au ministre britannique les chaleureuses protestations que nous connaissons, ne fut plus honorée que des froides et stériles politesses exigées par les convenances diplomatiques. Il était désormais hors de doute, pour tout homme doué du sens politique, qu'au moment opportun lord Palmerston ferait faux-bond à la France; aussi la persistance de nos ministres à demeurer fidèles à l'alliance anglaise ne s'explique-t-elle, répétons-le, que par l'impossibilité où ils s'étaient volontairement placés de se rapprocher de la Russie.

Et c'est dans ces conjonctures qu'ils cherchèrent de vains contre-poids à Vienne et à Berlin. La Russie, qui ne pouvait espérer le succès de ses vues en Orient que d'une profonde mésintelligence des puissances occidentales, avait dressé ses acolytes, l'Autriche et la Prusse, à contre-

carrer tout projet d'accord sur le point qui tenait ces puissances divisées, et toute tentative d'action effective sur celui où leur entente était encore possible. Ce dernier point concernait l'entrée des flottes dans la mer de Marmara, que les ambassadeurs de France et d'Angleterre n'avaient cessé de demander au Divan avec les plus vives instances, quoique M. Sturmer, l'internonce d'Autriche, la repoussât constamment, comme susceptible d'ébranler la paix européenne pour une vaine satisfaction d'amour-propre. Le langage de M. Boutenieff fut, à ce sujet, plus péremptoire encore: il menaça, si l'autorisation était accordée, de demander aussitôt ses passeports, et un vaisseau de guerre russe, *l'Étoile-Polaire*, vint, le 5 septembre, à Buyukdèré, se mettre à sa disposition pour qu'il s'y embarquât au même instant que l'escadre anglo-française paraîtrait dans l'Hellespont. Là, en effet, était le danger pour l'influence russe; car du jour où les deux nations occidentales auraient pris sur elles de faire franchir les Dardanelles à leurs escadres réunies, il n'est pas douteux qu'elles ne fussent parvenues très-promptement à régler les difficultés de détail qui paralysaient leur alliance. Malgré sa haute manœuvre politique et la sévère discipline sous laquelle il avait su ranger les cours d'Allemagne, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'en eut pas moins,

à ce sujet, de vives alarmes; il ne respira pleinement que lorsque l'avancement de la saison eut forcé les flottes à s'éloigner, et mis ainsi le sort de la négociation diplomatique à l'abri de ce qu'on pouvait appeler un coup de main.

Quant à ce qui concernait Méhémet-Ali et la limitation à lui fixer en Syrie, la Russie s'y montrait complétement indifférente : « Un peu plus, un peu moins de Syrie donné ou ôté au Pacha, » disait à l'ambassadeur de France M. de Nesselrode, « nous touche peu ; notre seule condition, c'est que la Porte soit libre dans le consentement qu'elle donnera. » Au fond, la Russie ne s'intéressait qu'à l'état précaire des conventions et des relations entre la Porte et son vassal; à ce titre le *statu quo* lui avait toujours paru être la meilleure situation, comme étant la plus propice à une application du traité d'Unkiar-Skelessi : c'était donc autant pour ménager le *statu quo* qu'afin de voir se perpétuer le dissentiment entre la France et l'Angleterre que la Russie ne se prononçait pas dans cette question, et faisait régner la même ambiguité dans les conseils de l'Autriche et de la Prusse. M. de Metternich parti, comme nous l'avons dit, d'un point de vue si élevé, fut amené ainsi au plus triste des rôles que puisse jouer un homme de sa valeur et de son caractère : celui de détruire son ouvrage de ses propres mains. En effet, malgré l'opposition du czar à la

note du 27 juillet, ce Nestor des hommes d'état ne désespéra pas tout de suite de rallier à son idée la diplomatie occidentale, et poursuivit encore le projet de conférences qui en était la conséquence immédiate. Rien ne lui parut plus propre, dès l'abord, à en faire saillir la nécessité, qu'un acte d'adhésion authentique du gouvernement ottoman: c'est ce qui résulta d'une première note de la Porte aux puissances, en date du 22 août, dont il faut moins examiner les arguments, forcément partiaux, que le principe (1). Cette note avait été, pour ainsi dire, arrachée au Divan, fort soucieux de ne pas mécontenter la Russie; mais, plus tard, voyant que les puissances médiatrices, loin de marcher à une solution, manifestaient des divergences de plus en plus profondes, il jugea à propos, dans une seconde note, celle-ci émanée de sa libre spontanéité, de leur rappeler l'engagement moral qui résultait de leur participation à la note du 27 juillet, en ayant soin de bien préciser les intentions de la Porte à l'égard de Méhémet-Ali, afin de prévenir toute objection qui aurait pu naître d'une incertitude à ce sujet. Cette seconde note porte la date du 26 septembre (2).

La Porte s'y bornait encore à la concession de

(1) Documents historiques, n. 11.

(2) Documents historiques, seconde pièce du n 11.

l'Egypte héréditaire, moyennant la restitution préalable de la flotte impériale, et le retour de toutes les autres provinces occupées par le Pacha sous l'autorité du Sultan. L'Angleterre adhérait pleinement à ces bases d'arrangement et proposait, en outre, l'emploi immédiat de la force pour contraindre Méhémet-Ali à les accepter. La France repoussait, en tout état de cause, les moyens coërcitifs, et demandait pour le Pacha des conditions plus larges, l'annexion de la Syrie à son domaine héréditaire, moins le district d'Adana, qui ferait retour à la Porte après la mort de Méhémet-Ali. Entre des termes si opposés, M. de Metternich eût difficilement trouvé un compromis, à supposer que l'influence russe lui en eût laissé la liberté. Ce diplomate retomba donc, par la force des choses, dans la torpeur qui caractérise si bien la politique de la cour d'Autriche. Un nouvel incident l'en tira momentanément. Il fut bientôt palpable, pour lui comme pour tout le monde, que la diplomatie russe, quittant enfin son attitude négative, cherchait à exploiter le dissentiment anglo-français au profit d'une combinaison qui consoliderait, en le respectant, le principe du traité d'Unkiar-Skélessi : comment expliquer autrement les avances du cabinet de Saint-Pétersbourg au cabinet de Saint-James? La Russie, dont la fière indépendance semblait s'être tenue à

l'écart de toute compromission dans la question actuelle, avait cet avantage de n'être liée par aucun précédent vis-à-vis de l'une ou l'autre des puissances occidentales; elle pouvait donc, en s'adressant à l'une ou à l'autre, dicter en quelque sorte les conditions du marché. Elle choisit l'Angleterre : c'était tout naturel, en raison de l'antipathie formelle du czar contre l'établissement de Juillet, vu surtout l'opposition beaucoup plus active que la politique française avait faite à ses projets. Il faut ajouter enfin que l'importance militaire de l'Angleterre, à cause de sa nature spéciale, devait paraître supérieure à la Russie. C'est alors que M. de Metternich, craignant d'avoir lui-même forgé le lien qui livrerait l'empire ottoman à l'étroite étreinte de l'Angleterre et de la Russie, devint soucieux de le rompre ; le 20 novembre, il fit proposer aux ambassadeurs résidant à Vienne de notifier les deux propositions suivantes à la Porte et à l'Egypte : « 1° Qu'aucune puissance ne s'opposait aux arrangements directs entre le Sultan et le vice-roi ; 2° qu'au cas où Ibrahim marcherait sur Constantinople, des mesures collectives seraient prises entre les cinq puissances pour arrêter cette marche. » Triste résultat d'une fausse position ! M. de Metternich se trompait encore : car était-ce bien au moment où deux des trois puissances commençaient à s'entendre, qu'elles iraient

renier le principe de leur rapprochement? La Russie, qui l'avait initialement repoussé, le reprit pour son propte compte dès l'instant que l'Autriche l'abandonnait. La proposition de M. de Metternich n'eut donc pas de succès; nous croyons même que le refus qu'elle rencontra fut unanime; pour ce qui concerne le cabinet du 12 mai, nous n'avons pu découvrir aucune preuve qu'il y ait le moins du monde adhéré: faute grave! sans doute, car c'était peut-être la seule occasion qui lui fût donnée de se créer un parti et de contreminer la collusion anglo-russe. Au reste, toute l'action diplomatique commençait à se concentrer à Londres, où un envoyé extraordinaire de Russie, M. de Brunow, était arrivé depuis le 15 septembre, et nous avons hâte d'y conduire le lecteur : ce no sera pas, toutefois, avant d'avoir donné un moment d'attention aux répercussions que ces débats avaient produites à Constantinople et à Alexandrie.

XL

On peut dire que la note du 27 juillet fut le coup de grâce pour l'existence politique de la Turquie,

et qu'à cette date fatale doit être fixée sa mort à toute espèce d'indépendance dans le monde. Le règne entier de Mahmoud, toute son énergie avaient été employés à conjurer cet événement; aucun désastre, si grand qu'on le suppose, n'aurait conduit ce prince à consacrer par son adhésion une pareille aliénation de sa souveraineté; les deux traités de Kutayé et d'Unkiar-Skelessi, subis onéreusement par l'Empire, respectaient au moins en principe son libre arbitre, mais l'acte du 27 juillet le mettait en la tutelle de l'Europe, en proclamant son impuissance à combattre les germes de dissolution qui le minaient. Désormais, il serait peut-être délivré de cette allure fortement oscillante qui pronostiquait une chute prochaine; mais ce serait à la condition de ne plus marcher du tout, et de n'avoir d'autre souci politique que d'établir l'équilibre entre ses divers étais extérieurs, d'opposer les uns aux autres en chaque point menacé, de façon à conserver cette apparence d'intégralité qui n'est qu'une des illusions de la mort.

Chose étonnante! quand les empires en sont venus là, il se trouve toujours des hommes dont ça paraît être la tâche naturelle de faciliter cette décisive transition, tout comme leurs phases brillantes ont eu des conducteurs pour ainsi dire providentiels. Kousrouf fut le vieillard qu'un reste de

sénile ambition arracha à l'ombre envahissante du tombeau pour le porter à une dictature momentanée, et d'autant moins propice à l'Etat, que jamais, même en ses plus beaux jours de puissance, Kousrouf ne s'était préoccupé de l'intérêt public. Bientôt conduit à associer son besoin de repos à des instincts de vengeance, ce grand-visir n'était pas capable de répudier le triomphe sans combat que lui offrait la médiation des puissances; il ne s'aperçut qu'après coup qu'elle emportait sa fin politique non moins nécessairement que celle de l'empire.

Il n'en faudrait pas conclure que la jeunesse des hommes d'Etat empêche les décadences : au contraire, s'il est assez commun de voir les organisations en consomption dissimuler leurs atteintes sous des affectations de force et de santé : — dans ces cas extrêmes, les malades se fardent et les sociétés essaient de se réformer, — on voit rarement un vieillard être dupe de ces illusions; pour les concevoir, il faut les fleurs de l'âge ou sa maturité. Mahmoud, nous l'avons dit, suça le goût de la réforme avec le lait du pouvoir; toujours il crut y trouver un dédommagement, une diversion, même un remède au déclin de son empire, et il mourut dans cette persuasion, que son fils Abd-ul-Medjid devait partager. Mais il y eut un homme que son esprit, son éducation et les circonstances

contribuèrent à lancer dans une exagération systématique sur ce même objet, et cet homme a acquis une importance trop grande dans la question orientale pour que nous puissions nous dispenser de lui consacrer quelques lignes.

XLI

En 1835, il y eut, pour la première fois, des ambassadeurs ottomans à résidence fixe dans les cours étrangères. Cette innovation fut une de celles que le Sultan Mahmoud destinait à relever le crédit de la Porte en Europe. Celui qui remplit ce poste à Paris fut Reschid-Pacha, dont nous avons présentement à parler. Né à Constantinople, au commencement de ce siècle, Reschid reçut une bonne éducation par les soins de sa mère, femme d'une grande distinction, et fut d'abord attaché, à titre de *kiatib* (1), à Ali-Pacha de Morée, dont son père était kiaya. Le style élégant et précis de sa correspondance attira l'attention d'Izzet-Pacha, qui, à la mort d'Ali, fit entrer Reschid dans les bureaux de la Porte, où il ne tarda pas à être nommé *amedji* (2). Bientôt le favori Izzet

(1) Secrétaire intime.

(2) Secrétaire-rapporteur d'État.

fut disgracié et mourut; Pertou lui succéda et hérita aussi de sa bienveillance pour Reschid. Ce jeune diplomate fit, comme on le voit, faillir à son endroit la cruelle loi des ricochets. Il accompagna en qualité de secrétaire le plénipotentiaire de la Porte à Andrinople, et contribua à la rédaction du traité daté de cette ville ; en 1833, il prit également part aux négociations qui amenèrent la convention de Kutayè. La faveur et l'estime dont il jouissait auprès du grand-visir s'en accrurent au point, qu'il fut investi de la dignité de pacha, et, ainsi que nous l'avons dit, du titre d'ambassadeur à Paris. Reschid remplit aussi les mêmes fonctions à Londres. En 1837, il fut rappelé à Constantinople pour occuper le ministère des affaires étrangères : c'était encore Pertou qui lui faisait partager les bénéfices d'une révolution qu'il venait d'accomplir au sérail, et en vertu de laquelle Kousrouf, son rival, avait été évincé. Mais ce triomphe devait être de bien courte durée pour le coryphée du vieux puritanisme ottoman. Kousrouf laissait au Divan des parents, des amis, mais surtout des adhérents dans la jalousie qu'excitaient la faveur de Pertou et sa parfaite intégrité ; ils parvinrent à éveiller la susceptibilité du monarque, toujours ombrageuse pour ce qui touchait à l'inviolabilité de sa toute-puissance ; un article de journal, où Pertou était exalté comme le soleil de l'empire, fut placé sous

ses yeux : c'en fut assez ; d'autant plus que le vrai et solide mérite se fait rarement courtisan, et que Pertou blâmait en secret les habitudes d'intempérance du Sultan, tandis que ses adversaires s'y associaient. Un ordre d'exil le relégua d'abord à Andrinople. Cela ne suffisait pas pour rassurer ses ennemis ; le souvenir de son mérite et de ses vertus, sans cesse importun, pouvait d'un jour à l'autre le faire rappeler : ce qu'il leur fallait, c'était un arrêt irrévocable. Profitant d'une de ces nuits d'orgie où le Sultan réformateur abdiquait sa raison, sans interrompre son funeste pouvoir, ils guidèrent sa main défaillante au bas d'un firman de mort, et, en même temps que ce descendant d'Osman était porté dans son lit comme une masse inerte, un courrier partait de Constantinople et brûlait la distance jusqu'à Andrinople. Le lendemain, Pertou, averti, se rend au palais du gouverneur : on a des nouvelles importantes à lui communiquer. Devant la sérénité du noble vieillard, le pacha hésite à lui communiquer la sentence funeste ; sa langue s'embarrasse, et, incapable de continuer, il lui remet le firman. Pertou le lit sans donner le plus léger signe d'émotion; la lecture achevée : « Vous me laisserez bien, seigneur, » dit-il, « le temps de faire ma prière. » Le pacha se retira, le cœur gonflé, pour se soustraire au spectacle de l'exécution qu'il avait ordonnée.

Un quart d'heure après, le tapis sur lequel Pertou avait religieusement dit son *namaz* enveloppait son cadavre. Mahmoud se réveilla sans avoir aucune conscience du meurtre dont il s'était rendu coupable ; quand il fallut lui apprendre la mort de Pertou, on lui dit qu'il avait succombé à une attaque d'apoplexie.

Ces événements furent si rapides, qu'ils étaient accomplis avant le retour de Reschid, et qu'arrivé à Andrinople, le jeune diplomate ne put y saluer que la tombe de son protecteur. Entre le spectacle de la civilisation européenne, où ses yeux s'étaient complu pendant trois années, et cet exemple de l'antique barbarie ottomane, le contraste était frappant; au moment de voir s'ouvrir devant lui la carrière des hautes fonctions gouvernementales, avec quelles poignantes réflexions ne fut-il pas obligé de s'avouer que la vie du plus humble citoyen, dans cette Europe qu'il venait de quitter, avait plus de sauvegarde et de garantie que celle même d'un premier ministre dans sa patrie. Alors, peut-être, les idées recueillies légèrement par Rechid germèrent au plus profond de son âme et le convertirent sans retour au parti de la réforme; car si un moraliste a pu dire avec raison que toute grande pensée vient du cœur, il n'est pas moins vrai d'ajouter que toutes les fortes convictions ont aussi cette origine.

Ce qui justifierait cette hypothèse à l'égard de Reschid, c'est que sa douleur et sa déception ne purent l'engager à renoncer à son ministère; c'eût été cependant la seule façon d'apaiser Akiff et Halil, les fauteurs de la mort de Pertou. Peut-être aussi fut-ce un énergique sentiment de justice et de vengeance qui le guida. Accueilli par le Sultan dès son arrivée, il ne craignit pas de lui découvrir la vérité sur ce tragique événement, au risque de faire rougir de soi-même le maître redoutable. Sa franchise eut un plein succès, et, le lendemain, la destitution et l'exil frappaient Akif et Halil, quoique ce dernier fût le propre gendre du Sultan.

Reschid, dans cette première phase de son administration, donna cours à quelques-unes de ses idées de progrès. Il créa deux grands conseils, destinés à centraliser l'action gouvernementale, et un troisième, dit d'utilité publique, où s'élaboraient les projets administratifs. Si timides que fussent ces essais, ils lui suscitèrent néanmoins une opposition dangereuse et servirent de prétextes à ses ennemis. L'influence russe le mina sourdement; il se vit bientôt dans la nécessité de prévenir une chute éclatante par une retraite volontaire. Après avoir activement participé au traité de commerce de 1838, il repartit pour Londres avec le titre d'ambassadeur extraordinaire. Dès cette époque, on voit Reschid engagé dans une ligne

politique qu'il avait sans doute déjà méditée de longue date, et, depuis lors, il n'en a pas dévié un seul instant : elle consiste à remettre exclusivement dans les mains de l'Angleterre le sort de l'empire ottoman, et à s'armer de cet appui contre toutes les influences extérieures. Lord Ponsonby, on le pense bien, ne manqua pas de l'encourager dans ces dispositions; pendant la durée de ce premier ministère, il le flatta même de l'espoir d'un traité d'alliance offensive et défensive entre la cour de Londres et celle de Stamboul. Ce fut encore sur une aussi belle perspective que Reschid-Pacha se décida à reprendre ses fonctions diplomatiques. En se rendant à son poste, il passa par Paris, Bruxelles, Berlin et Vienne. A Rome, il eut une audience du Pape. On voit qu'il affichait alors, au sein de l'islamisme, le caractère de libre penseur.

L'avènement d'Abd-ul-Medjid et les faits qui l'accompagnèrent laissèrent Reschid dans l'indécision. Kousrouf, sans être positivement hostile à la réforme, l'avait toujours plutôt subie que favorisée; pour mieux dire, il s'était tour à tour joint à ses partisans ou à ses adversaires, suivant qu'il avait trouvé les uns ou les autres sur le chemin de la faveur; mais Kousrouf avait constamment été l'ami des ennemis de Reschid, et cette circonstance pouvait donner à réfléchir à celui-ci, lors-

qu'il reçut son ordre de rappel pour venir reprendre le poste de reiss-effendi. Une pareille avance de la part de Kousrouf semblerait étrange, si l'on ne réfléchissait que ses anciens complices, Halil et Akif, maintenant ses collègues, étaient par cela même devenus ses rivaux, et qu'il sentait le besoin de contrebalancer leur influence dans le conseil : Reschid, leur implacable antagoniste, pouvait incontestablement exercer cette action équilibrante; d'ailleurs, il s'était tellement identifié avec la politique anglaise, surtout pendant son dernier séjour à Londres, qu'il était passé, vu les conjonctures, à l'état de puissance avec laquelle il fallait compter. Tout bien pesé, Reschid ne vit que des motifs impérieux de presser son retour à Constantinople. Il y arriva le 4 septembre 1839. A peine débarqué, en homme habile, avant de franchir le seuil de sa maison, il se rendit à la mosquée d'Eyoub pour y faire ses prières. Aux yeux des vrais croyants, il purgeait sa provenance d'Europe : c'était bien le moins que pouvait faire un Turc qui avait eu un entretien avec le Pape. Ses premières visites furent pour le grand-visir et pour le sérasker Halil ; il se fit aussi humble que possible, sans avoir l'air de soupçonner les raisons qui pouvaient rendre sa rentrée au ministère urgente : adroite conduite, à laquelle il dut d'être accepté sans conteste. Mais aussitôt qu'il se fut

emparé des rênes de son administration, il manifesta une vigueur très-significative, écartant ses ennemis, produisant ses créatures, révélant enfin par tous ses actes que, cette fois, il comptait faire une longue station au pouvoir et ne visait rien moins qu'à la suprématie. La crise politique du moment favorisait ses projets de réforme, car, dans l'espèce de léthargie à laquelle s'était condamnée la Porte, cette agitation pouvait ressembler aux pulsations normales de la vie. Kousrouf ne tarda pas à s'apercevoir que sa propre importance baissait de toute celle qu'acquerrait le jeune ministre, si bien que, lorsque celui-ci serait devenu ce à quoi il tendait évidemment, il ne serait, lui, plus rien du tout. A peine Reschild était-il installé, que Kousrouf aurait voulu le renverser; mais le grand-visir ne pouvait plus rien déplacer que par un levier étranger, et aucun n'était disposé à lui prêter son concours en cette circonstance. L'Angleterre servait à Reschid d'excellent palladium; la Russie elle-même, dont ce ministre blessait les intérêts, suspendit toute opposition à son égard, en raison du rapprochement qu'elle s'efforçait d'établir entre sa politique et celle de l'Angleterre.

Ainsi maître de la situation, Reschid bannit la timidité de ses plans de réforme; affranchi désormais de tout tâtonnement, il imagina de procéder

en vertu d'un système largement dessiné à l'avance, et qui rattacherait irrévocablement son nom, quoiqu'il pût arriver, à toutes les institutions que l'avenir tenait en réserve. C'est à cette intention qu'il faut attribuer le fameux acte de Gul-Kâné, ou *Tanzimat* (1), espèce de charte moins métaphysiquement radicale que la déclaration des droits de l'homme, mais n'en posant pas moins en principe le complet bouleversement de la société musulmane. Cependant, telle fut l'influence du ministre réformateur, à cette époque, que l'acte, soumis à tous les conseils extraordinaires de la Porte, passa sans discussion, et que le cheik-ul-islam lui-même ne lui refusa pas sa haute approbation. La promulgation en eut lieu le 3 novembre 1839, avec toute la pompe désirable, devant un grand concours de peuple, et en présence des fonctionnaires civils et religieux de la Porte et des légations européennes. Celte solennité eut pour scène une vaste plaine du Sérail, attenant au kiosque de Gul-Kâné (2).

XLII

Il suffit de jeter les yeux sur ce *Tanzimat* (3)

(1) Règlement.

(2) Pavillon de roses.

(3) Documents historiques, n° 12.

pour se convaincre qu'il y avait encore loin des préceptes généraux qu'il consacrait à toute formule précise de législation; mais, à supposer que celle-ci pût jamais voir le jour, un abîme la séparerait toujours de l'application possible à un organisme politique comme celui des Osmanlis. Sans nous engager ici dans un examen hors de propos, nous pouvons répéter, au sujet du Tanzimat, la réflexion que nous ont inspirée les tentatives dans un autre genre de Méhémet-Ali, à savoir : que les lois nouvelles ne sont supportables pour un peuple, et n'ont de chance de durée que lorsqu'elles sont le fruit, ou plutôt le résumé des modifications nécessairement lentes qui s'accomplissent dans ses idées et dans sa sociabilité. Pour juger maintenant du degré d'appropriation que présentait l'Etat musulman à la théorie élevée de la charte de Gul-Kâné, sans descendre au détail des mœurs et des habitudes qui le distinguent, qu'on réfléchisse seulement que la base essentielle de son développement fut et est demeurée la conquête, et qu'il n'a commencé à déchoir qu'au moment du déclin de sa virtualité militaire. Or, la dissolution d'un tel état ne peut se manifester que sous deux faces : la diminution des priviléges de la caste conquérante et l'extension des droits des peuples conquis; et nous pensons que la généreuse, mais fautive intention de Reschid

les réunissait toutes deux. Les rayas, n'ayant pu se mêler aux Turcs par aucun côté, ont continué de les haïr, et dans cette condition ils ne peuvent cesser de les haïr que pour les mépriser ; car, des populations si longtemps tremblantes sous le sabre, ne le voient pas s'écarter de leur tête sans conclure qu'il est moins bien affilé. Aussi est-il permis de dire que, du jour où un code, fondé sur la charte libérale de Gul-Kâné, serait en vigueur sur les rives du Bosphore, c'est que la caste exténuée des Osmanlis n'aurait même plus la force de se maintenir en Asie mineure, et serait contrainte d'aller cacher son agonie dans les steppes de la Tartarie.

Le sultan Mahmoud avait des vues réformatrices plus rationnelles, parce que, moins larges sans doute sous le rapport philosophique et moral, elles tendaient à une efficacité réelle; dans son juste sentiment des nécessités politiques du moment, dans son énergique volonté de maintenir l'intégrité de l'empire de ses aïeux, il ne voulait réformer, ou plutôt régénérer, que les Turcs eux-mêmes, et cela suivant les conditions qui leur sont le plus immédiatement tangibles, c'est-à-dire qu'il ne cherchait pas à en faire de bons citoyens, mais de meilleurs soldats. Quant à ses peuples proprement dits, si quelque allégement lui semblait devoir être donné à leurs charges, quelque im-

pulsion à leurs progrès en tous genres, il les faisait émaner de sa propre volonté, et n'aurait certes jamais consenti à en placer la source dans un pacte supérieur en quelque sorte à sa puissance souveraine.

La déclaration de Gul-Kâné formait un disparate si choquant avec la situation précaire de l'empire ottoman, qu'on a été jusqu'à calomnier l'inspiration qui lui avait donné naissance, en lui prêtant le caractère d'un simple expédient dirigé contre Méhémet-Ali et ayant pour but de surexciter l'opposition du peuple, si admirablement docile, qui subissait sa loi. Mais une pareille idée comportait une contradiction qui n'aurait pas échappé à un esprit aussi distingué que celui de Reschid : quelle conséquence pertubatrice pouvait avoir l'application du Tanzimat en Égypte, qui n'eût été, à plus forte raison, redoutable dans toute autre province de l'empire? Les propagateurs de cette hypothèse se sont surtout appuyés de celles des clauses du Tanzimat qui sont restrictives des monopoles et des exactions dans les gouvernements provinciaux : à cela on peut répondre qu'à cette époque la question ne consistait pas dans la manière dont le Pacha devrait gouverner l'Egypte, mais dans le fait de savoir s'il continuerait, oui ou non, à la gouverner.

XLIII

Le Tanzimat fut le seul événement marquant qui occupa à Constantinople la période écoulée entre la note du 27 juillet et celle du 20 novembre, par laquelle M. de Metternich voulut annuler la première. La Porte, tenue en échec par la diplomatie, continuait ses plaintes, et demandait à traiter directement avec Méhémet-Ali, certaine désormais qu'on ne lui en laisserait pas la liberté. Pendant que Reschid élaborait son plan de réforme, Halil avait reconquis une certaine importance en manœuvrant assez habilement sa barque ministérielle entre les puissances qui voulaient faire entrer les flottes et celles qui n'y consentaient point. Kousrouf, se sentant pour ainsi dire annulé, avait assez à faire de disputer son poste aux intrigues du sérail, où le Rouméliote s'entendait à semer des tbalaris et des germes d'agitation; les deux ennemis continuaient d'échanger d'aigres et oiseuses récriminations (1). Nous allons en parler en revenant à Méhémet-Ali. Dans le même intervalle avaient eu lieu l'arrivée de M. de Pontois, l'ambassadeur de

(1) Documents historiques, pièces n° 13.

France succédant à M. Roussin, et le jugement d'Hafiz, le sérasker malheureux de la journée de Nézib. Hafiz était accusé d'avoir livré bataille sans ordre : il n'eut qu'à montrer celui qu'il possédait, depuis longtemps écrit de la main de Mahmoud, et le plan de campagne émané du Sultan lui-même. Sur le fait de la bataille il prouva, non moins irrécusablement, qu'elle avait été perdue par la lâcheté des généraux subalternes. Les élans de son fier courage, sur la fin de cette malheureuse journée, étaient la meilleure plaidoirie en sa faveur ; il fut acquitté, et, quelque temps après, pourvu d'un gouvernement important. C'était justice.

XLIV

La question n'eut été susceptible de se dénouer à Alexandrie que par une résolution soudaine de Méhémet-Ali ; or, depuis qu'il s'en reposait sur la justice et l'équité de la diplomatie, le Rouméliote s'attachait à rester immobile entre les diverses influences qui le sollicitaient ; et, certes, ce ne fut pas une des moindres difficultés de sa situation, pendant toute la durée de ces tiraillements. Pour plusieurs raisons, les intérêts affectaient autour du Pacha des allures plus tranchées, un ton

plus agressif. D'abord, les consuls généraux, chargés de les soutenir, étaient des agents beaucoup moins compromettants que les ambassadeurs, et dont le désaveu, au besoin, ne comportait aucune grave conséquence; aussi, dans le cours de ces pénibles négociations, arriva-t-il souvent, et pour toutes les puissances, que les consuls généraux tinrent à Alexandrie un langage diamétralement opposé à celui des ambassadeurs à Constantinople; et cependant, ils furent toujours censés recevoir directement de ceux-ci leurs instructions. Ce qui expliquait encore mieux cette contradiction, c'est que les gouvernements, désespérant de pouvoir jamais s'entendre, ne comptaient plus que sur Méhémet-Ali pour amener une solution, et, pleins de cette idée, cherchaient à le pousser, chacun dans la voie qui était respectivement favorable à ses vues. Le Pacha, qu'on ne prenait jamais à court de ruse, semblait prêter une oreille complaisante à tout le monde, mais restait inerte, et n'en démordait pas d'une seule de ses prétentions. Trop pénétré lui-même des obstacles qui s'opposaient à l'accord des puissances, il était encore dans l'illusion de sa force; li s'imaginait que son attitude passive resterait inviolée et suffirait à lui donner gain de cause. M. Cochelet, le consul général de France, l'encourageait dans ce système et cet agent, homme de mérite d'ailleurs, était, à ce

sujet, l'interprète fidèle de la pensée politique de son gouvernement. L'Angleterre, par l'intermédiaire de M. Campbell, faisait parvenir au vice-roi injonction sur injonction, pour qu'il eût à renvoyer la flotte ottomane et à se contenter des avantages que lui avait antérieurement accordés la Porte; elle insistait aussi ouvertement sur la mise en pratique, à l'égard de ses nationaux, du traité de commerce conclu en 1838; enfin, elle sollicitait en secret la cession absolue du transit de l'isthme de Suez.

Une politique aussi multiple, si nous pouvons nous exprimer ainsi, requérait une grande souplesse dans l'agent chargé de la représenter, et M. Campbell satisfaisait à toutes les conditions de l'emploi; il savait, par l'aménité de ses manières et l'adresse de sa parole, racheter, vis-à-vis de Méhémet-Ali, ce que sa mission avait parfois de désagréable. On n'en pouvait pas dire autant de M. Laurin, l'agent autrichien, qui corroborait généralement de son insistance les notes déjà pressantes de l'Angleterre; ce dernier n'avait pas complétement perdu, dans son nouveau poste, les habitudes tracassières, le ton impératif contractés pendant ses anciennes fonctions de police, et peut-être épousait-il trop l'esprit de la politique autrichienne, qui, n'ayant absolument rien à attendre de Méhémet-Ali, ne

tenait, en aucune occasion, à lui être propice. M. le comte de Medem, consul général de Russie et chargé aussi des intérêts de la Prusse, reproduisait, sur ce théâtre restreint, le rôle de son gouvernement en Europe : il était le principe de dissolution qui empêchait ces éléments diplomatiques de se combiner; indifférent à toute faveur personnelle auprès du vice-roi, il ne recherchait les entretiens particuliers que pour laisser tomber dans son oreille des paroles de méfiance contre les uns et les autres. Si M. Cochelet assurait à Méhémet-Ali que la France ne consentirait jamais à ce que la Syrie lui fût enlevée, c'était M. de Medem qui lui faisait remarquer que, néanmoins, la France avait stipulé l'abandon du district d'Adana, sans lequel la possession de la Syrie ne pouvait être que très-précaire, attendu qu'il en était les clés du côté de la Turquie. Et puis, le consul général de Russie avait un grand titre aux bonnes grâces du pacha : il était le seul qui ne lui parlât pas de la restitution de la flotte ottomane, ou qui ne l'en entretînt que pour le confirmer dans la supposition que cette restitution, une fois opérée, la Porte n'en serait que plus rigoureuse dans ses exigences.

Tant que les rapports diplomatiques de Méhémet-Ali avec les consuls avaient ce caractère simplement consultatif et tout à fait contradictoire, il lui

était permis de mettre en avant ses raisons évasives. Lui parlait-on de la flotte? —Elle n'avait pas cessé, à l'entendre, d'appartenir au Sultan, son auguste souverain; il n'en était que le fidèle gardien : — « Qu'il dise un mot, s'écriait-il, et j'irai moi-même la lui ramener. » Mais ce mot, on le savait, c'était la reconnaissance définitive de tous ses empiétements sur le territoire de l'empire, et, à cet égard, nous ferons grâce au lecteur des sophismes sur lesquels il basait la justice et la convenance de cette légitimation. Cependant, sous l'influence de certaines dépêches plus catégoriques que les autres, les consuls étaient parfois obligés de manifester une unanimité comminatoire; alors le Rouméliote, abandonnant le ton de la modération, déclarait qu'il était résolu à toute extrémité, plutôt que de céder : il se défendrait dans Alexandrie, il lancerait son fils sur Constantinople. « J'ai vécu assez pour ne pas craindre la mort », dit-il un jour aux consuls. « Le mot est beau, mais il n'est pas politique », lui répondit l'un d'eux. Pendant le premier mois, il se renferma dans ses prétentions comme dans une forteresse que rien ne paraissait devoir entamer : hérédité de l'Egypte, de la Syrie entière, y compris le district d'Adana, de Candie, et renvoi préalable de Kousrouf : tel était son ultimatum, pour l'acceptation duquel il alla jusqu'à dire qu'il ne pouvait accorder qu'un

mois : passé ce délai, il manderait à Ibrahim l'ordre de marcher en avant. Mais, nous le répétons, l'opportunité de pareilles menaces n'existait plus; et il est même peu probable que, dans la bouche de Méhémet-Ali, elles fussent sérieuses; car, ce mois expiré à la fin d'octobre, il inclinait visiblement vers les concessions; bien loin de faire du sacrifice de son vieil ennemi, le Sadrazan, la première condition des négociations, il prêtait l'oreille à des propositions de raccommodement avec lui ; les lettres qu'il lui adressait, dépouillées des violentes personnalités d'autrefois, condescendaient enfin à une calme discussion des faits. Mais en quittant le ton tragique, son style côtoyait le burlesque. Nous avons déjà vu la singulière offre qu'il fit à Kousrouff de soumettre leur différend à l'arbitrage des ulémas (1); plus tard, il le sermonnait sur leur grand âge, à l'un et à l'autre, sur la nécessité de consacrer la fin de leurs jours à la retraite et à la pénitence; il l'engageait donc à venir le trouver pour aller de concert bâtir chacun un palais à La Mecque, et terminer côte à côte leur carrière au milieu des jardins de la ville sainte : « Qu'il vienne, disait-il sans rire à son entourage, et je lui donne mon palais de Choubra jusqu'à sa mort. » Le *Topal* n'ajoutait pas une foi entière à ces ardents témoignages; tout en félicitant le Roumé-

(1) Documents historiques, pièces, n° 13.

méliote de ce retour imprévu, il imitait le volatile de la fable vis-à-vis du renard, et ne voulait pas exclure du baiser de paix le molosse qui, jusque-là, avait fait sa sécurité, c'est-à-dire qu'il insistait pour que les puissances fussent garantes du traité. Méhémet-Ali, qui n'avait jamais attendu rien de bon de l'intervention des puissances,—à supposer qu'elles pussent une bonne fois se mettre d'accord, — appréciait surtout, dans un arrangement fait sans elles, le mérite de la promptitude, et commençait à sacrifier à cette considération quelque peu de la rigueur de ses exigences ; il paraissait consentir à distraire Candie et le district d'Adana de son domaine héréditaire, et, s'il en demandait encore le gouvernement à vie pour ses enfants, c'était comme transition à un renoncement absolu. L'idée d'un arrangement direct n'avait pas laissé de faire de grands progrès à Constantinople, parce que Méhémet-Ali, qui connaissait bien les Turcs, y avait largement semé l'argent. La sultane Validé, *Bezmi-Aslem* (1), lui promit son appui, et s'évertua en effet si bien en sa faveur, que Kousrouf fut obligé de faire strictement surveiller le sérail, pour couper court à cette intrigue. Cependant, comme Méhémet-Ali avait su y rattacher de grandes espérances, il renoua ses intelligences par le moyen d'un émissaire

(1) L'Ornement du Monde.

féminin, qui déjà, en 1836, avait rempli une semblable mission avec zèle et intelligence; le 19 novembre, en plein ramadan, on vit débarquer à Constantinople sa bru, Zehra-Kanoune, la veuve d'Ismaïl-Pacha. Elle venait, cette fois, sous le légitime prétexte de recueillir l'héritage de son père, Arif-Bey. Le Rouméliote était dans une si grande veine de générosité, que le peuple de Stamboul même fut compris dans ses largesses, et qu'un beau jour, on annonça en plein Divan que 5,000 ardebs de blé allaient être expédiés gratis d'Egypte pour la population pauvre de la capitale, souffrant en ce moment d'une horrible disette. Nous ignorons s'il donna suite à cette charitable intention; mais, à vrai dire, nous doutons qu'il en ait eu le temps, et voici pourquoi : l'imminence de la solution qu'il recherchait devint si sensible, dans ce courant d'opinion qui avait entraîné jusqu'au Sultan lui-même, que le corps diplomatique en prit ombrage, surtout l'internonce d'Autriche. Ce dernier, jaloux de maintenir les principes posés par la note du 27 juillet, expédia, vers la mi-novembre, une dépêche en turc au vice-roi, pour s'étonner de sa prétention à traiter avec la Porte au mépris de l'intervention européenne; en chargeant M. Laurin de lui faire cette communication, il déclarait qu'il allait insister auprès de

ses collègues à Constantinople, pour qu'ils eussent à munir leurs consuls généraux de représentations pareilles. C'était peu de jours avant l'arrivée de la dernière proposition de M. de Metternich, qui prêchait la thèse précisément contraire, c'est-à-dire poussait à l'arrangement direct ; car la dépêche de M. de Metternich porte la date du 20 novembre. Nous avons donc eu raison de dire qu'il y eut à cette époque des contradictions choquantes entre la diplomatie de Constantinople et celle d'Alexandrie.

Cependant, en raison même des prodigalités dont l'espoir avait été la cause chez Méhémet-Ali, cet arrangement lui était devenu presque indispensable. L'attitude expectante et armée faisait sa ruine ; son trésor était à sec : à la fin du mois d'août, il avait été contraint d'emprunter 20,000 bourses au commerce, pour les envoyer à Ibrahim, qui en demandait 80,000. Il fallait pourvoir à l'entretien de deux armées, l'une en Syrie l'autre en Arabie qui, depuis la guerre, ne produisait plus rien ; toutes les ressources étaient donc tirées de l'Egypte, qui avait en outre à sa charge une troisième armée, plus lourde que les deux autres. On avait bien usé de la caisse de la flotte turque ; mais ce trésor insuffisant fut vite épuisé, et les marins turcs, habitués à être payés exactement, tous les mois, murmuraient hautement de se voir

assujettis au régime égyptien, qui laissait les soldats des années entières sans solde. Il n'était pas plus facile de combler les vides faits dans l'armée que de la payer; en vain le vice-roi mandait-il à Ibrahim de redoubler de sévérité pour le recrutement en Syrie : l'état de vive effervescence qui régnait dans ce pays, et qui avait justement le recrutemeut pour principe, menaçait encore de se transformer en une révolte générale ; les Druses aimaient mieux se livrer au brigandage que d'être incorporés sous les drapeaux égyptiens. Dans toute l'étendue de la Syrie, la bataille de Nézib avait été suivie de cruelles représailles contre ceux des indigènes qui profitèrent de l'invasion des Turcs pour tenter une nouvelle levée de boucliers. Plusieurs émirs avaient été décapités à Damas ; à Aïntab, on prétend que Soliman-Pacha fit exécuter quarante individus. Ces sévices entretinrent l'irritation. Vers la fin de septembre, des mouvements éclatèrent chez les Druses du Hauran, dont un grand nombre, lors de l'insurrection de l'année précédente, avaient su dérober des armes et des munitions aux investigations des autorités, et les cacher dans la montagne. Il fallut, pour les réduire, un déploiement de forces assez considérable; encore, Chériff-Pacha, qui commandait les Egyptiens, n'y put-il parvenir de

haute lutte : il fut obligé de priver d'eau les Druses en établissant des postes fixes autour des puits et des sources où ils viennent s'approvisionner, ce qui les obligea à quitter leurs repaires inaccessibles. De graves symptômes se manifestèrent également en Palestine ; nombre de districts se refusèrent absolument à payer l'impôt ; rien que des mesures d'une implacable sévérité parvinrent à prévenir une explosion dans cette localité.

Mais ces difficultés jetaient un sombre voile sur l'avenir. Méhémet-Ali, qui avait toujours pressenti, dans l'esprit indomptable des Syriens, le plus grand écueil à sa fortune, était tourmenté de tristes présages, dans le moment même où il affectait le plus de sécurité. C'est ce qui lui rendait si désirable une prompte terminaison des obstacles extérieurs. Parmi les puissances qui pesaient en ce moment sa virtualité politique au poids de leurs intérêts, une seule s'obstinait à entretenir plus d'illusion à son égard qu'il n'en pouvait lui-même concevoir : c'était la France, que nous allons voir, à raison de cette erreur grossière, donner tête baissée dans une crise susceptible de renouveler à son détriment les grandes coalitions continentales de la Révolution et de l'Empire.

XLV

L'arrivée à Londres de l'envoyé extraordinaire de Russie fut précédée des réclames de la presse allemande, grâce auxquelles on sut précisément quel était l'objet de sa mission, quoique le but ostensible fût le réglement de quelques difficultés relatives à la Perse. On recueillit aussi, par la même voie, des renseignements sur ce personnage, encore inconnu dans le monde de la diplomatie, mais très-apprécié dans son pays, où il était chargé seul, au ministère des affaires étrangères, de la division de l'Orient. Après son départ, il fallut, dit-on, répartir ses attributions entre trois personnes. M. de Brunow n'était pas, d'ailleurs, complétement étranger à l'Angleterre ; dix ans auparavant, il y avait occupé le poste de premier secrétaire d'ambassade. Il fut rendu à Londres le 15 septembre 1839.

Peu de jours après, notre ambassadeur, le général Sébastiani, avertit le cabinet français que lord Palmerston l'avait prévenu qu'il était disposé à accepter les propositions que lui faisait la Russie pour régler les affaires d'Orient. Or, voici en

quoi consistaient ces propositions : « liberté entière à l'Angleterre d'agir comme elle l'entendrait, sur les côtes de Syrie et en Egypte même, contre le vice-roi, pourvu qu'en réciprocité, — et comme pour apporter à l'empire ottoman une part effective de protection, — une armée russe vînt se poster, non pas à Constantinople, — est-ce que la Russie avait jamais songé à cette ville ! — mais à Sinope, d'où elle pourrait couvrir la capitale, au cas d'une marche en avant d'Ibrahim. Ce désintéressement, ainsi poussé jusqu'à l'abnégation, autorisait la Russie, — pensait-elle, — à maintenir l'interdiction des Dardanelles aux vaisseaux de guerre européens. »

Ce n'était pas autre chose que la reconnaissance pure et simple du traité d'Unkiar-Skelessi, non-seulement en principe, mais même dans l'application. En vérité, à moins que, par ces avances dérisoires, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'eût pour but, — comme c'est à peu près certain, — que d'amuser le tapis jusqu'à l'époque où la saison ne permettrait plus à aucun navire de se risquer dans l'Hellespont, il fallait, pour produire sérieusement une telle proposition, qu'il eût une bien triste idée de lord Palmerston, ou qu'il comptât beaucoup sur la prévention qui aveuglait ce ministre. Et quand on pense que celui-ci adopta sans discussion ces premières ouver-

tures, qu'il s'en fit l'avocat auprès du gouvernement français, et qu'il ne tint qu'à ce dernier qu'on procédât immédiatement à l'exécution, il faut avouer que c'est au ministre britannique que le cabinet du 12 mai, par son énergique refus, rendit le plus grand service; car si la résolution exprimée par ce soi-disant homme d'Etat eût eu la moindre conséquence pratique, sa réputation d'habileté n'aurait pas tardé à s'éclipser complétement, en devançant, dès ce moment, l'impitoyable jugement de la postérité.

Les termes remarquables de la dépêche française qui écartait la proposition russe donnèrent à réfléchir à lord Palmerston : nous ne pouvons résister au désir de citer le passage suivant, qui est à lui seul une catégorique réfutation de cette opinion répandue, que le cabinet du 12 mai n'avait pas osé suivre le ministre anglais dans la campagne que celui-ci avait proposée contre la Russie.

« .... Jamais », disait la dépêche, « jamais, de notre « aveu, une escadre étrangère ne paraîtra devant « Constantinople sans que la nôtre ne s'y montre « aussi. C'est à cette seule condition que nous « pouvons autoriser l'infraction du principe de la « clôture des détroits, et toute autre combinaison « rencontrerait, dans l'opinion unanime et éner- « gique de la France, des obstacles qui ne per- « mettraient pas au gouvernement du Roi de s'y

« associer, lors même qu'il ne partagerait pas, « comme il la partage en effet, cette répugnance « nationale si vraie et si profonde.

« Veuillez, monsieur le comte, donner lecture « de cette dépêche à lord Palmerston. Le cabinet « de Londres n'ayant pas encore pris de résolu- « tion définitive sur la grave question qui y est « traitée, nous aimons à croire que de plus mûres « réflexions lui feront repousser les propositions « captieuses de la Russie. En tout cas, la déter- « mination du gouvernement du Roi est *irrévo-* « *cable.* Quelles que soient les conséquences d'un « déplorable dissentiment, dût-il avoir pour effet « l'accomplissement du projet favori de la Russie, « celui de nous isoler de nos alliés, ce n'est pas « nous qui en aurons encouru la responsabilité.

« Nous resterons sur notre terrain; ce ne sera « pas notre faute si nous ne retrouvons plus ceux « qui s'y étaient d'abord placés à côté de nous. »

C'était une leçon : elle profita à lord Palmerston, en ce sens qu'elle l'engagea à consulter l'opinion de l'Angleterre. L'opposition bien déclarée des tories, et même de la plupart de ses collègues, le décida : il rejeta le projet russe, en déclarant à M. de Brunow que toute nouvelle négociation devrait se baser sur l'annulation préalable du traité d'Unkiar-Skélessi.

Etait-ce un échec pour la Russie? Nous ne le

croyons pas, et voici sur quoi nous nous fondons. La Russie, même dans son nouveau plan, n'était pas pressée d'arriver à une solution ; si elle l'eût été, elle eût sans doute muni son agent d'instructions plus élastiques, et n'aurait pas renfermé ses pleins pouvoirs dans les stricts termes d'une proposition qu'elle avait lieu de croire inacceptable. M. de Brunow aurait eu tout de suite un projet de transaction à produire, et, dût-il à ce sujet consulter encore son gouvernement, il l'aurait fait par dépêches et sans être placé dans la nécessité de quitter son poste. Tout au contraire, on voit M. de Brunow, aussitôt l'avortement bien avéré de sa proposition, regagner le continent pour chercher de nouvelles instructions. Cette première tentative de la Russiene pouvant être considérée comme sérieuse, il faut en voir le mobile dans le désir de jeter un germe de rupture dans l'alliance franco-anglaise, et tout l'esprit dans l'art de ne rien conclure, jusqu'au moment où l'hiver serait un principe de clôture des détroits encore plus virtuel qu'un article de traité.

Or, sur l'un et l'autre de ces points, la Russie en était arrivée à ses fins.

XLVI

Le départ du diplomate russe eut plus d'impor-

tance aux yeux de lord Palmerston; il s'opéra chez lui un retour momentané en faveur de la France, et, pour la première fois, peut-être, depuis l'origine des difficultés ayant trait à Méhémet-Ali, il voulut faire une concession à sa soi-disant alliée. Le 3 octobre, il proposa d'accorder au vice-roi l'hérédité de l'Egypte et celle du pachalik d'Acre, cette ville exclusivement; c'est-à-dire qu'une ligne droite, tirée des glacis méridionaux de cette place et prolongée à l'est, devait être la délimitation du territoire du Sultan et du territoire de Méhémet-Ali. Le 14 octobre, le Gouvernement français fit savoir qu'il n'agréait pas cette proposition. A notre avis, ce fut une bien belle occasion perdue d'arriver promptement et équitablement à une terminaison de cette affaire. En ne repoussant pas cette base, on aurait sans doute obtenu de lord Palmerston, dans les dispositions où il se trouvait, d'ajouter à cette concession viagère le reste de la Syrie, moins le district d'Adana; et le domaine ainsi constitué à Méhémet-Ali aurait été, certes, une suffisante rémunération de ses exploits: en tout cas, cette solution ne laissait nullement en souffrance la dignité de la France, ni la sincérité de son appui. D'ailleurs, il est plus que probable que, devant l'accord de la France et de l'Angleterre, le vice-roi aurait cédé sans résistance, et l'événement a prouvé qu'il eût

été bien avise. Malheureusement, le Gouvernement français prit trop à la lettre les rodomontades du Rouméliote criant à qui voulait l'entendre qu'il ne cèderait pas *une palme* de terrain, et répugna à une exécution militaire, que, — très à tort, comme on le verra, — il ne croyait pas possible sans sa participation.

XLVII

Si, à partir de cette époque, lord Palmerston fut de plus en plus éloigné de l'alliance française, on ne peut nier, cependant, qu'il n'ait fait tous ses efforts pour ramener le cabinet français à son point de vue, ni qu'il ait manqué une seule fois à le prévenir des nouvelles combinaisons qui se présentaient, tout en y sollicitant son acquiescement.

Quelque temps avant le retour de M. de Brunow à Londres, il se répandit, dans les chancelleries, le bruit que la Russie renonçait enfin à son traité d'Unkiar-Skélessi. Lord Palmerston, quoiqu'il n'eût cette nouvelle que d'une manière indirecte, jugea cependant à propos d'en faire part à Paris. Il annonçait une proposition s'offrant avec cette condition principale, que les pavillons

anglais et français franchiraient les Dardanelles, en même temps que celui de la Russie entrerait dans le Bosphore. Cet arrangement qui donnait satisfaction à la France sur l'objet qu'elle avait toujours considéré comme le nœud de la question, pouvait disposer notre cabinet à de grandes concessions sur tous les autres. Il se hâta donc de répondre dans ce sens ; sa dépêche est du 9 décembre. Elle est trop à l'honneur du ministère du 12 mai, elle établit une trop grande différence entre ce cabinet et celui qui prit sa place, pour que nous nous dispensions de la reproduire intégralement. C'est une véritable pièce historique.

Le président du conseil écrivait à l'ambassadeur de France :

« La nouvelle que vous me donnez du prochain « retour à Londres de M. de Brunow, muni de « pleins pouvoirs pour signer une convention qui « réglerait sur un pied d'égalité les rapports de « protection des puissances à l'égard de la Porte, « a excité, comme vous pouvez le croire, la plus « sérieuse attention du Gouvernement du Roi. Nous « attendons impatiemment les détails que, sans « doute, vous serez bientôt en mesure de me don- « ner sur les termes mêmes de cette convention. « S'ils sont tels, en effet, que doit le faire supposer « le langage de lord Palmerston ; si, par consé- « quent, ils emportent de la part de la Russie une

« renonciation effective à la position exception-
« nelle qu'elle s'attribuait à Constantinople ; si
« l'addition d'aucune clause directe ou indirecte
« ne vient paralyser, d'un autre côté, les conces-
« sions que semble faire le cabinet de Saint-
« Pétersbourg, je n'ai pas besoin de vous dire que
« la détermination de ce cabinet, quel qu'en
« puisse avoir été le motif, nous causera une très-
« vive satisfaction. Elle nous donnera, en effet,
« gain de cause sur le point qui nous a constam-
« ment paru le plus important dans la question
« d'Orient ; elle nous amènera au résultat que
« nous avions d'abord eu en vue, et que, depuis
« quelque temps, nous désespérions obtenir. Vous
« savez, en effet, que dès le principe de la négo-
« ciation, nous nous sommes attachés à en faire
« sortir l'annulation du protectorat exclusif exercé
« par la Russie sur le Sultan, et que nous avons
« signalé ce but à nos alliés comme celui qu'on
« devait s'efforcer d'atteindre par tous les moyens.
« Nous avons dit et répété sans cesse que c'était
« surtout à Constantinople qu'il fallait garantir
« l'indépendance de la Porte ; que le nœud de la
« difficulté était là. Ce n'est pas notre faute si, en
« s'opiniâtrant trop longtemps à le voir là où il
« n'était pas, dans la question, relativement se-
« condaire pour l'Europe, des rapports du Sultan
« avec le vice-roi, on a multiplié les complications

« et les embarras, au point de les rendre insolu-
« bles. Il est enfin permis d'espérer qu'on va ren-
« trer dans la bonne voie. Certes, ce n'est pas nous
« qui y mettrons obstacle, et, je vous le répète, si
« les propositions de la Russie sont telles qu'on
« vous l'a dit; si elles ne contiennent rien de
« plus, rien au moins qui en altère la portée, je
« suis prêt à vous accorder l'autorisation d'y ac-
« céder formellement. Je vais plus loin : le Gou-
« vernement du Roi, reconnaissant avec sa loyauté
« ordinaire qu'une convention conclue sur de telles
« bases changerait notablement l'état des choses,
« y trouverait un motif suffisant pour se livrer à
« un nouvel examen de l'ensemble de la question
« d'Orient, même dans les parties sur lesquelles
« chacune des puissances semblait avoir trop ab-
« solument arrêté son opinion pour qu'il fût pos-
« sible de prolonger la discussion. »

Mais on sut bientôt en quoi consistait ce nouveau projet et quel désintéressement il accusait dans la politique russe. M. de Brunow fut de retour à Londres le 12 décembre. A cette époque de vacances parlementaires et diplomatiques en Angleterre, lord Palmerston, récemment marié, goûtait à la campagne les premières douceurs de la lune de miel. C'est dans cette retraite matrimoniale que l'envoyé russe, passant par dessus les règles d'une rigoureuse étiquette, vint l'entretenir. D'ailleurs,

le cabinet de St-Pétersbourg ne voulait pas s'exposer à voir ses avances ostensiblement repoussées; entremetteur discret, M. de Brunow n'était chargé d'aucune notification officielle; il présenta seulement la copie d'une lettre, écrite de Douvres à M. de Tattischeff, et dans laquelle se trouvait la teneur des propositions qu'il avait mission de porter à la connaissance du cabinet anglais, en laissant à celui-ci la faculté de les communiquer à la France. Telles étaient, à cette époque, les façons de procéder du Czar avec l'Occident, et, hâtons-nous de dire qu'en cette circonstance encore, le fonds répondait parfaitement à la forme; car, voici ce que la Russie considérait comme une importante dérogation à son traité d'Unkiar-Skélessi: elle autoriserait la France et l'Angleterre à faire entrer chacune trois vaisseaux dans une partie définie et limitée de la mer de Marmara, tandis qu'elle-même *occuperait Constantinople.* Moyennant ce principe d'intervention collective, le rêve si caressé par lord Palmerston se réaliserait; on pourrait, sans difficulté, recourir à l'emploi des moyens coërcitifs pour expulser Ibrahim de la Syrie; aussi lord Palmerston n'eut-il garde de trouver au projet le moindre inconvénient, et se hâta-t-il d'en proposer l'acceptation à la France, en insistant, au contraire, sur tous ses avantages. Le cabinet de Paris n'hésita pas à l'improuver;

pour le condamner sans retour, il n'eut qu'à le comparer aux termes mêmes des promesses sur lesquelles il avait cru devoir s'engager à l'accepter. Où était cette condition d'égalité pour les trois pavillons à Constantinople? Tandis que les Russes garderaient la capitale, les Anglais et les Français se résigneraient donc à être honteusement relégués dans quelque lieu retiré de la mer de Marmara? Et cette parcimonieuse limitation des forces respectives des deux puissances! résultait-elle aussi du principe d'équilibre? Il était de toute évidence que la Russie, loin d'abroger le traité d'Unkiar-Skélessi, ne songeait qu'à en renouveler l'application, sous les yeux et avec l'approbation tacite de la France et de l'Angleterre. C'est ce que fit ressortir le cabinet français. Quant à la question égyptienne, il protesta de nouveau qu'il n'avait aucune prédilection pour le vice-roi, aucun engagement avec lui, mais qu'il était d'avis de lui offrir des conditions acceptables, afin d'éviter une exécution militaire.

Encore une fois, la prudence, et nous pourrions dire le patriotisme européen de la France, sauvèrent au ministre anglais l'immense ridicule de tomber dans le piége russe; fort heureusement, les saines raisons qu'elle produisit trouvèrent de nouveau de l'écho de l'autre côté du détroit, et la diplomatie moscovite fut réduite à

chercher d'autres trames. Mais lord Palmerston, qui voyait sans cesse s'ajourner la campagne qu'il méditait contre Méhémet-Ali, en conçut le plus vif dépit, et avertit, à plusieurs reprises, notre ambassadeur, qu'on était décidé à terminer, sans la France, les affaires auxquelles elle refusait si constamment de prendre part.

XLVIII

Nonobstant cette menace, il est douteux qu'on en fût venu là et que les légitimes vœux de la France eussent été complétement méconnus, si, par les vices et les embarras de son régime interne, réagissant fatalement sur la conduite de sa politique extérieure, elle n'eût, en quelque sorte, placé l'Europe dans l'impossibilité d'agir autrement.

Dans l'intervalle des infructueuses négociations dont nous venons de parler, la session de 1840, qui devait être fatale au ministère du 12 mai, s'était ouverte. Ce cabinet avait, si on veut bien se le rappeler, une origine purement négative. Après la chute du ministère Molé, déterminée par la coa-

lition de diverses fractions de la Chambre contre le gouvernement personnel de Louis-Philippe, la discorde s'étant glissée parmi les meneurs au moment de la curée des places et des portefeuilles, il devint impossible de constituer une administration qui conciliât les personnes et les prétentions; deux mois d'interrègne ministériel jetèrent dans le pays l'agitation et le désordre, et il fallut encore que le sang rougît le pavé des rues, pour rallier autour du trône la bourgeoisie désaffectionnée. A cela le Roi gagna au moins un avantage, celui de se donner un cabinet de transition, pris dans les nuances pâles de la Chambre, et que chaque parti pouvait transitoirement tolérer, surtout parce qu'il signifiait l'exclusion d'un compétiteur : tel fut le ministère du 12 mai, qui prit le nom de la date néfaste d'une insurrection. Une autre raison de sa viabilité fut l'approche des vacances parlementaires; mais l'année 1840, en ramenant les ambitions plus recueillies, c'est-à-dire plus ardentes, appelait le moment véritablement critique pour ce ministère, car c'était sur son corps que le combat devait se livrer. Il eût peut-être été plus habile, de la part de Louis-Philippe, de profiter de l'armistice pour s'attacher solidement à ce cabinet, suffisamment libre d'engagements avec les partis, et qui se trouvait, par sa gestion, à la hauteur de toutes les affaires. Quoi qu'il arrivât, il n'était

guère permis au roi d'espérer un meilleur bouclier contre l'esprit d'opposition déchaîné dans le parlement. Par malheur, ce prince, dans aucune circonstance, ne jugea nécessaire de s'identifier avec son ministère : il avait cette inqualifiable prétention de régner par le culte représentatif, sans y sacrifier lui-même. Il considéra donc l'avénement du 12 mai comme une transaction à l'égard d'autrui, mais avec laquelle sa secrète volonté ne pouvait pactiser, et continua, plus que jamais, sous le bénéfice même du faible crédit de ses ministres, la politique occulte qu'il avait sans cesse pratiquée parallèlement à celle qui se discutait au grand jour du conseil. Cette duplicité, quoiqu'elle eût surtout pour objet les affaires extérieures, finissait toujours par se découvrir. Le cabinet du 12 mai ne fut pas longtemps sans s'apercevoir que les agents diplomatiques, hommes du choix royal, tenaient deux espèces de langage dans les chancelleries, ou plutôt, que leurs communications verbales étaient trop souvent en désaccord avec les instructions qu'il leur mandait. L'inconvénient le plus grave de cette contradiction, c'est qu'il était impossible, à cause du mystère dont s'entourait le Roi, de se faire une idée juste du système qu'il poursuivait, du but qu'il voulait atteindre. Pareil effet se produisait, il faut bien le dire, dans les cours étrangères, où on ne savait à quoi

accorder plus de créance, aux paroles officielles ou aux protestations secrètes; et ce qu'on voyait de plus clair en somme, c'était la mauvaise foi d'un prince qui recherchait partout un semblant d'alliance pour s'en donner, autre part, le mérite du sacrifice.

Dès l'instant que le cabinet du 12 mai ne put cacher qu'il n'était pas la dupe résignée de cette manœuvre, son sort fut décidé dans l'esprit de Louis-Philippe : il était condamné avant même d'affronter l'orage parlementaire. La session s'ouvrit le 23 décembre. Répondant aux générales préoccupations du moment, le discours royal faisait une large part à la question d'Orient. Voici le paragraphe qui y était relatif :

« Notre pavillon, de concert avec celui de la « Grande-Bretagne, et fidèle à l'esprit de cette « union toujours si avantageuse aux intérêts des « deux pays, a veillé sur l'indépendance et la sû- « reté immédiate de l'empire ottoman. Notre po- « litique est toujours d'assurer la conservation et « l'intégrité de cet empire, dont l'existence est si « essentielle au maintien de la paix générale. Nos « efforts ont, du moins, réussi à arrêter en Orient « le cours des hostilités que nous avions voulu « prévenir, et, quelles que soient les complications « qui résultent de la diversité des intérêts, j'ai l'es- « pérance que l'accord des grandes puissances

« amènera bientôt une solution équitable et pa-
« cifique. »

Malgré la réserve de ce langage et le vague qu'il laissait régner sur les intentions du Gouvernement, personne, pourtant, ne se méprit sur le sens de la difficulté ; tout le monde savait qu'à Paris, aussi bien qu'à Londres, la question égyptienne primait toute autre espèce de considération. On comprit également que là se concentreraient l'attaque et la défense du ministère, et que le cabinet du 12 mai n'aurait pas d'autre raison de mort ou de victoire.

Le président du conseil, dans le discours par lequel il ouvrit la discussion de l'adresse, fut un peu plus explicite que la Couronne : « nous n'avons « pas jugé, » disait-il, « l'intégrité et la sûreté de « l'empire ottoman incompatibles avec certains « arrangements en faveur de la famille du pacha « d'Egypte. »

Les longs débats qui suivirent ne furent qu'une vaine reproduction de ceux qui avaient eu lieu au mois de mai précédent, à l'occasion de la demande des dix millions; mais ils eurent pour résultat significatif de mettre en relief le progrès fait dans l'esprit de la Chambre par la cause de Méhémet-Ali, au préjudice de celle du Sultan ; les orateurs qui s'attachèrent, par de judicieux raisonnements, à combattre l'idée exagérée qu'on avait en France de la puissance du Pacha, furent à peine écoutés ;

on prêta, au contraire, une oreille attentive à tous ceux qui signalèrent la décrépitude de l'empire ottoman et voulurent, voir dans l'établissement de Méhémet-Ali, l'aurore d'une régénération de l'Orient. Ce courant d'opinion, favorisé par le goût des nouveautés qui nous distingue, puisait une grande partie de sa force dans le fait du système contraire prévalant en Angleterre ; et puis c'était un moyen d'opposition contre le ministère, que la Chambre rendait responsable, comme nous l'avons vu, de ses propres incertitudes, et de l'équivoque avec lequel elle avait, au mois de mai précédent, formulé son avis. Quoiqu'elle se montrât, cette seconde fois, dans des dispositions plus accusées, elle ne put prendre sur elle de parler un langage net et précis : on en jugera par ce passage du paragraphe de l'adresse, qui traitait de la question :

« ..... Les efforts de votre Gouvernement ont « arrêté le cours des hostilités; la guerre active « a cessé. Dans ces graves circonstances, la posi- « tion de la France est grande et désintéressée; « sa politique reste invariable ; elle ne souffre « pas qu'aucune puissance européenne menace « l'indépendance ou l'intégrité de cet empire, dont « l'existence est si nécessaire au maintien de la « paix générale. *Mais en appuyant des droits consa-* « *crés par le temps, elle tient compte des événements*

« *et n'abandonne point des droits nouveaux.* Le traité
« qui conciliera des intérêts si divers doit être
« équitable, pour assurer à tous une durable sé-
« curité. Votre Majesté espère qu'une solution sa-
« tisfaisante sera bientôt pacifiquement amenée
« par l'acccord des grandes puissances. Les vœux
« de la Chambre s'unissent à vos espérances. »

Appuyer des droits consacrés par le temps et tenir compte des droits nouveaux, lorsque les derniers ne peuvent se faire jour qu'aux dépens des autres, c'est là, on doit l'avouer, une conciliation difficile ; mais encore fallait-il d'abord être fixé sur l'étendue de ces droits tout neufs, à supposer qu'ils existassent, et les vœux de la Chambre restaient, à ce sujet, comme à tant d'autres, dans une déplorable obscurité,—l'obscurité des oracles, qui laisse toujours la plus grande latitude à l'interprétation. On pouvait comprendre, en effet, que les droits de Méhémet-Ali dussent être étendus à toutes les conquêtes de sa récente campagne : c'est-à-dire aux districts d'Orfa, de Marach et à une partie du Diarbekir. Autrement, qu'aurait signifié cette expression de droits nouveaux ?

Le pouvoir législatif prouva, une fois de plus, combien étaient vaines la science ou l'habileté des gens qui se flattaient de lui découvrir une politique, et surtout de la mettre en action. Cette tâche difficile fut cependant tentée par M. Thiers, le plus zélé

courtisan de la faveur parlementaire, et c'est ce qui constitue l'intérêt seul de cette oiseuse discussion. Nous allons bientôt voir M. Thiers à l'œuvre, comme chef du gouvernement; il peut être curieux d'étudier d'abord en lui l'homme d'Etat et l'orateur.

Dans la séance du 13 janvier 1840, M. Thiers, résolu enfin à briser ces portes du pouvoir, trop longtemps demeurées closes pour son ambition, prit à trois reprises la parole et prononça ce fameux discours, qu'on a nommé le discours-ministre. Quoiqu'il parlât un peu de tout, son texte principal était l'alliance anglaise, qui l'amenait incidemment à la question d'Orient. Le système qui perça, dans l'agréable diffusion de sa parole, fut une grande élasticité de principes, qui lui permit de critiquer, à tous les points de vue, les faits et gestes des ministres dont il voulait être l'heureux successeur. Il évita surtout de se rendre impossible, en ne faisant qu'effleurer les convictions et les susceptibilités : à l'en croire, toute la question consistait à être suffisamment adroit. Il traitait, aux yeux ravis de son auditoire, les difficultés politiques les plus graves, comme l'escamoteur sa muscade. Cette faconde intarissable, qui prenait parfois le ton confidentiel d'une conversation intime, ressemblait au cours plantureux d'une méditation profonde et prolongée : c'était la surprise

de l'élocution, une espèce d'influence peu appréciable à qui n'en a pas été témoin, et que la lecture de son improvisation ne saurait en aucune manière expliquer ; car jamais plus de légèretés, de faussetés, de contradictions, de sophismes n'émaillèrent le factum d'un journaliste aux abois. Le grand embarras du moment, la question d'Orient, venant à se trouver sur son chemin, voici comment M. Thiers la tranchait au fil de sa dialectique :

« On a parlé, disait-il, de système turc, de sys-
« tème arabe, de système européen, de système de
« *statu quo ;* à mes yeux, il n'y a que deux poli-
« tiques en Orient : la politique active, qui pousse
« au partage de l'empire turc, et la politique de
« précaution, qui prend des mesures pour un par-
« tage éventuel plus ou moins éloigné. J'approuve
« tout à fait le Gouvernement d'avoir préféré le
« second système.

« La Russie, comme tout le monde, est pour
« le *statu quo*, c'est-à-dire pour la paix ; *tout le*
» *monde est pour la paix* en Europe, et, heureu-
« sement, tout le monde y est d'une manière
« très-ferme et très-décidée. »

M. Thiers était bien bon d'appeler *active* une politique de spoliations, dont un exemple, — le partage de la Pologne — sera considéré par tous les âges comme le plus grand crime de l'histoire,

et pèsera éternellement sur les destinées des cours du Nord. Quant à son autre politique, la *précaution* qui la distingue nous paraît être tout à fait analogue à celle d'un bandit délicat, qui se ferait un scrupule d'assassiner les gens, et ne les dépouillerait qu'après leur avoir ménagé une chute plus ou moins grièvе. Mais, passons. M. Thiers considérait donc le *statu quo* comme la meilleure précaution ; il est clair que ce mot, dont on avait déjà tant parlé, n'éveillait pas chez lui une idée très-nette; autrement, il se serait gardé de le donner comme le gage de la paix, puisque le *statu quo* constituait précisément un état de guerre : guerre de Méhémet-Ali contre le Sultan, lutte de l'Europe contre le protectorat exclusif de la Russie, dissentiment entre la France et l'Angleterre, la première voulant étendre la convention de Kutayé, la seconde l'annuler. Et M. Thiers n'apercevait que des témoignages pacifiques au moment où l'Angleterre, pour des motifs d'égoïsme, était sur le point d'allumer la guerre aux quatre coins du monde; où, non contente de poursuivre en Asie son parti-pris d'envahissements par la dépossession des princes indiens, elle préparait les gargousses de ses canons contre Ibrahim, menaçait les Etats-Unis pour une question de territoire, la Chine pour l'opium, la Sicile pour le soufre, le Portugal pour son indépendance. En vérité, M. Thiers lui-même n'était pas

pour la paix autant qu'il le disait ; mais sa candidature ministérielle ne devait blesser personne, et surtout le système pacifique quand même, avec lequel il savait bien qu'il faudrait compter. Cette flatterie universelle l'entraîna à une contradiction grotesque. L'alliance russe avait des partisans ; il fallait les ménager : « Je sais, dit-il, que des esprits « généreux, patriotiques, prétendent que, si la « Russie ne cherche pas à s'entendre avec nous, « c'est qu'il y a en nous, permettez-moi de le dire, « quelque chose qui lui déplaît, c'est que nous « avons fait une révolution. Je ne crois pas cela. « Je ne crois pas que la Russie ait des préjugés ; « les grands cabinets n'ont point de préjugés. » Voici maintenant pour l'alliance anglaise : « L'Angleterre veut identiquement ce que nous vou« lons, sauf des différences qui sont plus appa« rentes que réelles... Tout le monde sent que « notre véritable grandeur est sur le continent. « Eh bien ! savez-vous ce que cela décide? Cela « décide cette grande question, c'est que nous « sommes, à l'égard des Anglais, non-seulement « des *alliés de principes*, mais aussi des *alliés d'in« térêts !*... L'Angleterre a besoin de notre gran« deur ; notre grandeur ne lui est pas hostile....... « Mais, pour moi, je ne puis pas encore renoncer « à cette belle et noble alliance, qui est fondée « non-seulement sur la puissance matérielle, mais



« sur la *force morale des principes;* car, quand nous « sommes avec l'Angleterre, *nous ne sommes pas* « *obligés de cacher notre drapeau*, tandis que *telles* « *autres alliances* qu'on nous conseille nous *force-* « *raient à le cacher.* »

En voilà, certes, assez sur l'histoire des variations de M. Thiers; nous avons hâte de le voir à l'œuvre, car, peu de semaines après cette discussion, tant d'efforts et de prud'homie avaient reçu leur récompense : le gouvernement de la France était tombé entre ses mains. Le Roi, en effet, tout à fait dégoûté du ministère du 12 mai, fit accepter à celui-ci la responsabilité d'une demande d'apanage pour le duc de Nemours, qui allait se marier. Son calcul était simple : il perdrait un cabinet auquel il ne tenait nullement, ou sa famille recueillerait un bénéfice d'argent, de tous celui qu'il paraissait le plus estimer. Mais cette espèce de haute mendicité n'était plus du tout du goût de la Chambre. Dans sa séance du 20 février, elle décida qu'elle ne passerait pas à la discussion des articles du projet de loi de dotation; à la suite de ce vote, le ministère du 12 mai donna sa démission. Le 1er mars, le cabinet de M. Thiers était formé. Pour mettre, s'il est possible, l'exemple à côté du précepte et mieux juger les dignes fruits de la gestion de cet homme politique, nous allons déterminer l'espèce d'influence qu'il eut

sur les affaires d'Orient et montrer comment il hâta, par excès de présomption, l'échéance d'un danger que ses prédécesseurs étaient parvenus à reculer. Nous reviendrons ainsi pleinement à notre sujet, dont nous paraissions nous être tant soit peu écarté.

XLIX

Peu de temps avant la chute du 12 mai, un fait significatif avait eu lieu. Ce cabinet, convaincu que le général Sébastiani ne pouvait convenablement représenter sa politique à Londres, parce qu'il était trop fidèlement dévoué aux vues secrètes du Roi, s'était décidé à le rappeler. Pour successeur, il crut devoir lui donner un homme dont la foi au gouvernement représentatif ne ferait l'objet d'aucun doute, et qui, par cela même, présenterait toute garantie de sincérité. Cet homme n'était rien moins que l'Achille doctrinaire retiré sous sa tente, c'est-à-dire, réduit, depuis une année, à borner à une simple satisfaction de conscience le prix du rôle éminent qu'il avait joué dans la coalition. M. Guizot voyait de jour en jour

la scène politique se rétrécir sous ses pieds, par suite de l'envahissement continu de la personnalité de M. Thiers; quoique le poste d'ambassadeur convînt aussi peu à ses antécédents qu'à son genre de mérite, il l'accepta, dans l'espoir que le terrain se déblaierait pendant son absence. Par une juste réciprocité, le ministère du 12 mai croyait faire d'une pierre deux coups, et se prémunir contre les menées du Roi à Londres, en même temps que débarrasser sa voie, à l'intérieur, d'un adversaire redoutable. Ce fut en vertu du même sentiment que le cabinet du 1er mars maintint la nomination de M. Guizot. M. Thiers préférait avoir ce dernier comme subordonné à Londres que comme rival à Paris. Cette préférence n'était peut-être pas fondée sur une connaissance bien profonde du cœur humain en général, et du cœur de M. Guizot en particulier.

Quoi qu'il en soit, M. Guizot, nommé le 9 février, ne partit de Paris que le 26, emportant, sous la date du 19, les instructions d'un cabinet tombé, et laissant la situation en mal de ministère Voici un extrait de ces instructions; on le trouvera, avec une nuance d'affaiblissement, tout à fait conforme aux actes diplomatiques antérieurs du cabinet du 12 mai :

« ..... Nous pensons que l'on ne saurait obtenir « moins, pour Méhémet-Ali, que l'Egypte et la

« Syrie héréditairement, jusqu'au mont Amamus,
« car il résisterait d'une manière désespérée, s'il
« fallait qu'il cédât davantage. Le cabinet de
« Londres croit que la Turquie ne sera bien assise
« que lorsque Méhémet-Ali sera refoulé en Egypte,
« et il regarde comme indubitable la prompte sou-
« mission du Pacha aux injonctions de l'Europe.
« Telle est la difficulté de la position. Nous sommes
« loin de prétendre qu'il ne peut pas se présenter
» quelque combinaison heureuse, dans laquelle
« on trouverait un moyen de transaction; si elle
« s'offrait à nous, sans nous laisser rebuter par
« le peu d'accueil fait à nos précédentes démar-
« ches, nous nous empresserions de le com-
« muniquer au cabinet de Londres ; dans le
« cas contraire, où elle viendrait de lui, nous
« l'examinerions avec loyauté, avec bienveillance
« et avec un désir sincère de la trouver accep-
« table : vous pouvez en donner l'assurance à
« lord Palmerston. »

L

Le peu d'accueil fait aux propositions-Brunow, en France et en Angleterre, avait replongé l'Eu-

rope dans l'incertitude. L'Autriche en profita, au mois de janvier 1840, pour remettre sur le tapis son projet de congrès; mais il fut encore repoussé. Enfin, vers la fin du même mois, on agita la question d'ouvrir des conférences à Londres. On a prétendu que la France avait, de prime abord, refusé d'y prendre part; cette assertion ne fut qu'un des prétextes allégués ultérieurement pour justifier l'isolement dans lequel on nous laissa; car non-seulement la France, qui avait été la première à réclamer le concert européen, s'empressa d'accepter les conférences, mais ce fut elle qui demanda qu'un plénipotentiaire turc y fût admis comme partie délibérante. Cette proposition clôtura la mission du général Sébastiani, et, le 28 janvier, il annonça officiellement à son gouvernement que le cabinet anglais y avait adhéré à l'unanimité.

Telle était l'état des choses, lors de l'avènement de MM. Guizot et Thiers. Ce dernier, d'après un examen sommaire, se contenta de confirmer purement et simplement les instructions données par le cabinet du 12 mai. On s'expliquerait donc très-peu les critiques acerbes qu'il avait fait tomber, du haut de la tribune sur ce ministère, si on ne savait déjà que M. Thiers, très-coulant sur les principes, réduisait la science gouvernementale à une affaire de procédés, une

sorte de tour de main : dans l'intimité des épanchements personnel, il s'en confessait même assez familièrement, en disant à ses adversaires supplantés : « *Nous jouerons le même air que vous; seulement, nous le jouerons mieux.* » Sur ce règlement épineux de l'Orient, la supériorité du chef du 1er mars révéla tout de suite ses prétentions : elles consistaient à *gagner du temps.* Telle est la vérité, quelque peu croyable qu'elle soit, et, pour parler le langage avec lequel ce ministre avait caractérisé sa manière, nous allons voir se dérouler, dans tous ses faits et gestes, jusqu'à sa chûte, la preuve que cet atermoiement systématique constituait *le fond de son sac.* Voici quelques passages significatifs de sa dépêche, en date du 12 mars, à M. Guizot :

« ..... *Rien ne nous presse d'entrer en explications*
« *formelles*, car il faut plusieurs mois pour qu'un
« plénipotentiaire turc soit à la conférence. En at-
« tendant, voici comment la question se présente à
« nous..... Le Gouvernement du Roi n'a pas de
« parti pris absolu, de système irrévocable par
« rapport à l'Orient.....Nous pensons que la meil-
« leure solution, pour l'Orient, est de donner au
« Pacha la Syrie et l'Egypte héréditairement. Je le
répète, d'ailleurs, le Gouvernement du Roi est
« loin de s'attacher d'une manière absolue à un
« plan quelconque..... »

M. Thiers donnait ensuite le principal motif qui lui semblait infirmer le système anglais; c'était l'inefficacité des moyens de coërcition proposés pour réduire Méhémet-Ali. Qui fournirait les troupes devant agir en Syrie? Qui garantirait que le Pacha ne marcherait pas sur Constantinople? La dépêche finissait ainsi :

« Soumettez ces réflexions à lord Palmerston. « Il n'est pas nécessaire d'ajouter que, dans l'état « actuel de la négociation, vous devez éviter soi« gneusement tout ce qui aurait le caractère d'une « polémique directe, d'une lutte systématique et « dirigée dans un but précis; encore une fois, « *nous n'avons pas de parti pris;* nous sommes « exempts de toute passion..... Vous n'apposerez « votre signature sur aucun acte, quel qu'il puisse « être, sans en avoir reçu l'autorisation préalable « du Gouvernement du Roi. »

« *P. S.* Méhémet-Ali concentre ses forces; il « vient d'ordonner l'évacuation des villes saintes. »

Après avoir cité le ministre, l'équité veut que nous rapportions aussi le langage textuel de l'ambassadeur. Plus tard, M. Thiers aux abois, et ne sachant plus à qui se prendre de ses fautes et de sa déception, finit par accuser M. Guizot de l'avoir sciemment induit en erreur. C'était déjà un aveu d'infériorité. Nous n'affirmerons pas que le chef du parti doctrinaire, à qui on ne peut refuser

d'avoir eu, dès le principe, une idée très-nette de la situation, ait toujours, à l'encontre de M. Thiers, défendu son opinion avec suffisamment d'insistance ; nous n'oserions même pas nier que la satisfaction de voir un rival faire fausse route, — lorsqu'il n'était pas tenu, par devoir, à lui donner des conseils, — n'ait point trop balancé chez lui l'appréhension d'une politique qu'il savait pertinemment être préjudiciable à son pays ; mais il est, du moins, impossible de mettre en doute la parfaite sincérité initiale de M. Guizot, ni son vif désir de bien pénétrer M. Thiers de sa lumineuse appréciation. Ses premières dépêches en font foi. On lit dans celle du 12 mars : « Je suis « maintenant convaincu que lord Palmerston n'a « aucun dessein de rien faire ni de rien décider « avant l'arrivée d'un plénipotentiaire turc ; nous « avons donc du temps ; mais je crois devoir faire « observer dès aujourd'hui à Votre Excellence, « que *cet avantage deviendrait un danger*, si nous « nous laissions aller à supposer que, parce qu'il « ne se fait rien à présent, il ne se fera rien plus « tard, et que nous serons définitivement *dispensés* « *de prendre une résolution*, parce que nous n'en « sommes pas pressés immédiatement. Le cabinet « britannique croit les circonstances favorables « pour régler les affaires d'Orient et veut sérieu- « sement en profiter : il est disposé à nous faire

« des concessions ; cependant, si, de notre côté, « nous n'arrivons à rien de positif, si nous paraissons ne vouloir qu'*ajourner toujours* et convertir « toutes les *difficultés* en *impossibilités*, un moment « viendrait, je pense, où, par quelque *résolution* « *soudaine*, le cabinet britannique agirait sans « nous et avec d'autres, *plutôt que de ne rien faire.* »

Quatre jours après, c'est-à-dire le 16 mars, M. Guizot revenait, avec plus de développement et de précision encore, sur cette façon d'envisager les choses, et n'hésitait pas à faire, en quelque sorte, l'éducation politique de M. Thiers, par un jugement assurément très-sain de l'ensemble de la question. Il écrivait : « Le Gouvernement britan- « nique croit avoir en Orient deux intérêts in- « égaux, sans doute, mais tous deux réels et qui « lui tiennent fortement au cœur. Il redoute la « Russie à Constantinople, la France l'offusque en « Egypte...... Il désire affaiblir le pacha d'Egypte, « de peur qu'il ne soit pour la France, dans la « Méditerranée, un trop puissant et trop utile « allié.

« Le Gouvernement britannique voit, dans « l'état actuel de l'Orient, combiné avec les dis- « positions d'une grande partie de l'Europe, nul- « lement un embarras qui lui soit survenu, mais « une occasion précieuse qu'il lui importe de « saisir. Cependant, deux craintes le préoccupent :

« l'une, que dans l'exécution et par la nature « même des moyens à employer, le premier résultat qu'il poursuit ne lui échappe, c'est-à-dire « qu'au lieu de fortifier l'empire ottoman contre la « Russie, il ne livre cet empire à un nouveau progrès de l'influence russe; l'autre, que son alliance avec la France, à laquelle il tient beaucoup, ne se relâche et même ne se rompe, par « la diversité des deux politiques et la séparation « des deux puissances en Orient. Ces deux craintes « tiennent le Gouvernement britannique en suspens et le poussent à faire des concessions à la « France dans la question de l'Egypte, pour s'assurer de son concours dans celle de Constantinople, pour éviter en Orient, dans l'une ou « l'autre question, l'emploi de moyens périlleux, « et pour maintenir l'alliance française dans son « intégrité.

« Jusqu'où peuvent aller ces concessions? « Pourraient-elles devenir suffisantes pour satisfaire aux intérêts essentiels du pacha d'Egypte « et à la politique française? Personne, je le « pense, ne pourrait le savoir aujourd'hui. »

Dans sa dépêche du lendemain, M. Guizot disait encore:

« *Il importe que vous sachiez bien l'état des choses,* « *et que vous ne vous fassiez sur les chances probables* « *aucune illusion.* Il y a ici, dans le cabinet, désir



« sincère de maintenir et de resserrer l'alliance « française. Mais que ce désir et la perspective des « difficultés d'exécution l'emportent sur les mo- « tifs qui poussent l'Angleterre à saisir l'occasion « de vider, selon sa politique, les questions de « Constantinople et de Syrie, je ne puis l'affirmer. »

LI

De toutes les observations de M. Guizot, M. Thiers n'ajouta foi qu'à celles qui flattaient sa manière de voir. Il crut fermement ce que l'ambassadeur lui disait, touchant l'intérêt très-vif que lord Palmerston portait à l'alliance de la France; c'était, cependant, ce qu'il y avait de moins exact; car, depuis longtemps déjà, le lord secrétair d'Etat n'attendait, pour rompre ouvertement avec nous, que d'être tout à fait d'accord avec la Russie; et vis-à-vis celle-ci, en attendant, ce simulacre d'alliance lui servait tout à la fois d'aiguillon et de frein. Voilà ce que M. Thiers ne voulut jamais admettre : un traité régulateur de l'Orient, fait à l'exclusion de la France, lui paraissait chose impossible, inexécutable, et, bien que l'hypothèse

fût entrée dans les prévisions de l'ambassadeur, il la considéra comme l'aberration d'un esprit inquiet et chagrin, étranger, sans doute, aux hardiesses de sa politique. Avec cette assurance et l'intention bien formellement conçue de refuser son adhésion à quelque combinaison que ce fût, de traîner les choses en longueur, M. Thiers se crut maître de la partie et l'arbitre de la diplomatie européenne : en lui prêtant moins que cette idée avantageuse, on n'arrive pas à expliquer sa façon d'agir.

Le plénipotentiaire de la Porte, Nourri-Effendi, arriva enfin à Londres. Le 7 avril, il remit à chaque ambassadeur une note identique, réclamant l'effet de la note collective du 27 juillet 1839. Cette pièce fut immédiatement envoyée à Paris ; mais la réponse ne fut rendue que le 28 avril : il fallut vingt et un jours à M. Thiers pour autoriser son agent à dire « qu'il était prêt à rechercher, avec « les représentants des quatre grandes puissances, « les meilleurs moyens d'arranger les affaires « d'Orient. » — Ce fut à la suite que lord Palmerston donna à la France son denier mot touchant les concessions qu'il pouvait faire à Méhémet-Ali : c'était l'hérédité de l'Egypte, et, viagèrement, le pachalick d'Acre avec sa place forte. M. Thiers a contesté à cette proposition la qualité d'*ultimatum*, qu'a soutenue, au contraire, lord Palmerston, dans

son *memorandum* du 21 août suivant. Ce qu'il y a de certain, c'est que, depuis lors, il ne vint plus aucune proposition de la part de l'Angleterre. La dernière avait été faite officiellement, le 5 mai : jusqu'au 27 juin, c'est-à-dire pendant plus de cinquante jours, M. Thiers différa d'y répondre catégoriquement, se contentant de laisser pressentir un refus. Dans l'intervalle, un nouveau plénipotentiaire turc, Chekib-Effendi, était arrivé à Londres, apportant une note encore plus pressante que celle de son prédécesseur Nourri-Effendi. Remise le 31 mai, cette note ne reçut de réponse, de la part du Gouvernement français, que vingt-et-un jours encore après sa communication : c'était le moindre des délais habituels de M. Thiers. Mais d'autres faits plus graves encore s'étaient passés avant la fin de juin. La Prusse et l'Autriche, inquiètes de voir se perpétuer un état de crise où elles figuraient sans espoir de bénéfice final, sinon de désagrément, se résolurent à une suprême démarche ; elles firent la proposition à notre ambassadeur d'agir sur lord Palmerston, pour lui faire concéder toute la Syrie viagèrement et l'Egypte héréditaire, pourvu que la France adhérât à ce projet, et, qu'au besoin, elle consentît à y coopérer militairement. M. Guizot se hâta de communiquer la proposition à M. Thiers, en insistant sagement sur ses avantages, et sur le

danger d'une nouvelle réponse dilatoire. Sa dépêche était du 24 juin; on y lit : « Nous touchons « peut-être à la crise de l'affaire. Ce pas de plus, « dont je vous parlais dans une lettre précédente... « se fait, si je ne me trompe, en ce moment. Les « collègues de lord Palmerston, d'une part, les « ministres d'Autriche et de Prusse, de l'autre, « pèsent sur lui, je crois, en ce moment, pour « l'y décider... Il importe donc extrêmement « que je connaisse vos intentions à ce sujet... On « fera beaucoup, beaucoup, et dans le cabinet, et « parmi les plénipotentiaires, pour n'agir qu'à « cinq, de concert avec nous et sans coërcition. « Je ne vous réponds pas qu'on fasse tout, ni « qu'une conclusion soudaine à quatre soit im- « possible. Nous pouvons être, d'un moment à « l'autre, placés dans cette alternative : l'Egypte » héréditairement, la Syrie viagèrement au Pacha, « moyennant la cession des villes saintes, de Can- « die et d'Adana, et par un arrangement à cinq ; la « Syrie retirée au Pacha par un arrangement à « quatre, et par voie de coërcition, s'il y a lieu. »

En retour de ces précieux et pressants avis, voici comment M. Thiers s'exprimait, à la date du 30 juin : « Quand je vous parlais d'une grande « conquête qui changerait notre attitude, je vou- « lais parler de l'Egypte héréditaire et de la Syrie « héréditaire.

« Toutefois, j'ai consulté le cabinet relativement « au plan dont vous m'avez parlé ces jours der- « niers : l'Egypte héréditairement, la Syrie viagè- « rement. On délibère, on penche peu vers une « concession; cependant nous verrons. DIFFÉREZ « DE VOUS EXPLIQUER, IL FAUT UN PEU VOIR VENIR ; « RIEN N'EST DÉCIDÉ. »

LII

M. Thiers paraissait avoir une autre prétention assez naïve : c'était celle de dissimuler sa tactique et de convaincre l'Europe de sa bonne foi. Ayant reçu, vers la fin de juin, une dépêche d'Alexandrie, qui lui annonçait que Kousrouf avait été destitué, et que le vice-roi avait envoyé, le 16, son secrétaire intime, Samy-Bey, à Constantinople, pour proposer au Sultan de lui rendre la flotte turque et d'entrer en arrangement direct, le chef du 1er mars instruisait son ambassadeur de cette nouvelle, dans cette même dépêche du 30 juin, et, ajoutait-il, : « Il importe de ne pas faire connaître à Londres « cette dépêche, pour que les Anglais n'aillent pas « empêcher un arrangement direct. Vous vous en « servirez, toutefois, pour empêcher une résolu-

« tion, si on voulait en prendre une à Londres, « relativement au plan sur lequel vous m'avez « consulté ces jours derniers. » Ces paroles ne révèlent-elles pas des illusions vraiment par trop fortes chez un homme dans la position de M. Thiers? Et d'abord en était-il donc à supposer que le cabinet anglais ne fût pas aussi bien et aussi tôt renseigné que lui sur ce qui se passait en Egypte et à Constantinole? Quant à la méprise possible de la conférence sur ces nouveaux incidents, elle n'aurait consisté qu'à y reconnaître la main de M. Thiers, au cas même où il n'y aurait pas coopéré; mais admettons encore chez ces diplomates la meilleure volonté de s'en laisser imposer : M. Thiers n'y aurait-il pas mis bon ordre, par le fait de l'envoi auprès de Méhémet-Ali d'un agent spécial, qui avait toute apparence de faciliter cet arrangement direct? Car c'était là l'occasion si patiemment attendue par l'habileté de M. Thiers. Le 3 juillet, M. Eugène Périer reçut l'ordre de de se rendre à Alexandrie. Il était trois heures, il partit à six. Dans quel but? On n'en a jamais su que ce qu'a bien voulu dire plus tard M. Thiers à la tribune, aucune trace officielle n'étant restée de cette mission. A l'en croire, ce fut uniquement « pour encourager Méhémet-Ali dans son intention exprimée de rendre la flotte, et empêcher que cette promesse ne fût illusoire, comme tant d'autres qu'a-

vait déjà faites le Pacha. » Mais s'il n'y avait pas autre chose à dire, fallait-il donc un agent tout exprès pour communiquer cet avis, et M. Cochelet n'était-il pas suffisant?

Et puis M. Thiers prétendit que, dans la surprise où l'avait jeté cette nouvelle, il avait eu à peine trois heures pour méditer ses instructions; cependant il la connaissait le 30 juin, puisqu'à cette date, il en faisait part à M. Guizot; et M. Périer n'est parti que le 3 juillet. Mais si l'on ne peut rien tirer de M. Thiers sur ce sujet, on en apprend davantage par un aveu involontaire de M. Guizot; dans sa dépêche du 11 juillet suivant, l'ambassadeur écrivait à M. Thiers : « La crise est vive ici, « mais je crois que nous gagnerons encore du « temps. Réussissez à Constantinople, où l'affaire est « pour le moment transportée. » Cela ne prouve-t-il pas, et de reste, que M. Guizot était dans la confidence du succès exclusif recherché par M. Thiers, à cette époque, dans la conclusion d'un arrangement direct?

LIII

Cette éventualité, que M. Thiers, bénévolement encore, jugeait capable d'embarrasser la confé-

rence de Londres, fut justement ce qui précipita sa résolution. La nouvelle dont le ministre français croyait avoir l'exclusive connaissance, parvint à Londres peu après la dépêche par laquelle il en informait son ambassadeur, et qui contenait, en outre, son refus définitif à la dernière proposition de la conférence. Lord Palmerston n'ignorait pas une seule des intrigues françaises à Alexandrie et à Constantinople; les plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et de Russie, non moins bien renseignés à cet égard, avertirent même le ministre anglais que la France, au lieu de décider par elle-même des propositions qui lui étaient soumises, les transmettait à Méhémet-Ali, pour avoir préalablement son opinion à leur sujet : circonstance qui expliquait bien mieux les retards apportés par la France à ses réponses, que les embarras ministériels, les difficultés intérieures dont le cabinet des Tuileries prenait sans cesse le prétexte. Mais, pour le secrétaire-d'Etat britannique, l'obstacle n'était pas de ce côté : on pourrait même croire qu'ayant par avance fait le sacrifice de l'alliance de la France, il puisait dans l'opposition de celle-ci sa principale force vis-à-vis de ses nouveaux acolytes. La Russie, puisqu'elle ne voulait qu'amener cette brouille, et aurait payé, au besoin, ce résultat d'un pas rétrograde dans sa politique orientale, — la Russie, voyant les

rapports entre les Gouvernements occidentaux devenir de plus en plus délicats, était au comble de ses vœux ; quant au reste, elle n'avait aucune impatience. Lord Palmerston, au contraire, était pressé ; avec la belle saison s'évanouissait l'espoir d'agir comme il l'entendait sur les côtes de Syrie ; et qui pouvait prévoir les conséquences de l'ajournement d'une année dans son plan de campagne? Car il en avait un, quoi qu'en dît M. Thiers. Pour décider la Russie, contente du *statu quo*, à sortir de cette apathie en faveur d'un mode d'action auquel elle ne participerait pas en quelque sorte, et où elle se bornerait à un rôle expectant, il fallait une occasion, une surprise : la tentative d'arrangement direct vint admirablement à point pour la fournir. Lord Palmerston n'eut aucune peine à faire considérer le but de la France comme une mystification consistant à bâcler une solution entre le Sultan et le vice-roi, tandis qu'elle-même entraverait l'action de la conférence par ses réticences et ses objections. L'Europe serait-elle victime de cette duplicité, et laisserait-on M. Thiers, un parvenu d'hier, jouer tout un cénacle de diplomates? Justement, les dernières informations venues de l'Orient pouvaient le faire craindre, et elles coïncidaient avec le rejet authentique, par le cabinet français, des suprêmes concessions arrachées à la conférence. Mais une autre nouvelle, arrivée si-

multanément, contribuait, encore plus que tout cela, à rendre une prompte résolution urgente : l'insurrection, tant de fois étouffée en Syrie, venait de renaître aussi ardente que jamais. Cette fois, lord Palmerston n'eût pas pu se dire surpris par l'événement ; car, le moins qu'il ait confessé, c'est de l'avoir appelé de tous ses vœux. Plus tard, il s'est défendu d'y avoir pris aucune part effective : nous aurons tout à l'heure à apprécier cette dénégation. Toujours est-il que cette révolte entrait trop bien dans les calculs de sa peu scrupuleuse politique, pour qu'il négligeât d'en tirer parti ; il plaida si bien l'opportunité, qu'il leva les derniers scrupules de la conférence, et eut le même succès auprès de ses collègues du ministère ; le 8 juillet, le traité qui prononçait l'exclusion de la France était decidé en principe. Du 8 au 15, on s'entendit pour les détails, on régla les moyens d'action, on prévit les éventualités qui pourraient surgir dans le cours de l'exécution, et le 15 juillet 1840, jour de la clôture des Chambres françaises, le traité de Londres, dit traité-Brunow, fut définitivement signé par toutes les parties.

LIV

La plus vive blessure d'amour-propre pour



M. Thiers, ne fut pas dans le fait de ce traité, si contraire aux sympathies et aux intérêts de la France : ce qui l'irritait davantage, c'était le secret qu'on y avait mis, l'affectation de ne l'aviser que lorsque les signatures apposées eurent donné à l'acte un caractère irrévocable. On le prenait à ce même trébuchet où il avait voulu faire tomber autrui ; ce n'en était que plus cruel pour lui, mais quoi de plus juste, en bonne guerre diplomatique? Sous le côté pratique, c'était différent. M. Thiers n'était pas si haut placé que l'offense ne pût passer au-dessus de sa tête pour aller frapper un grand peuple, et, dans ce complet oubli de tout procédé, les puissances semblaient prendre à tâche, non pas seulement de froisser les sentiments de la France, mais de l'insulter. Cela ne pouvait avoir lieu sans quelque risque, et nous avons trop bonne opinion des hommes placés alors à la tête de la politique européenne pour penser qu'ils s'y soient résolus à la légère. Cette apparence de dédain ne fut qu'une des conditions du succès de l'affaire, et encore, pour l'affecter, fallut-il une considération puissante qui équivalût à une garantie d'impunité. Cette considération et cette garantie, nous n'avons pas besoin de le dire, étaient fondées sur le caractère bien connu de Louis-Philippe et sur ce fatal système de la paix à tout prix, qu'on savait être le dernier mot de

sa politique. Lord Palmerston, en particulier, y puisait une telle assurance que, bien longtemps avant le traité Brunow, il disait à qui voulait l'entendre, que les affaires d'Orient seraient arrangées contre le gré de la France et par l'entremise des puissances ; que la France crierait sans doute assez haut, mais que, comme un enfant mutin, elle se tairait quand on lui aurait montré les verges. Ces expressions vis-à-vis d'un peuple dont la guerre avec l'Angleterre forme à peu près toute l'histoire, n'étaient qu'une des fanfaronnades habituelles au noble lord ; mais elles caractérisaient bien l'opinion répandue en Europe et dans le monde entier, de la faiblesse du Gouvernement de Juillet; et de bonne foi, le danger d'irriter un pareil gouvernement ne pouvait pas être mis en balance avec le temps précieux qu'on assurait au succès de l'entreprise, — sans compter l'avantage de prévenir, sur le terrain même de l'action, les contremines que M. Thiers aurait pu chercher à creuser, dans la première ardeur de son dépit.

LV

Ce fameux traité-Brunow (1) fut donc le fruit

(1) Documents historiques, pièces n° 14.

de la précipitation; aussi, à bien le considérer, n'est-il, tout au long, qu'une œuvre assez mal digérée, d'un aspect fragmentaire et décousu. On y reconnaît facilement le jeu d'intérêts plus discordants que conformes et qui ont exigé, après coup, des garanties stipulées dans autant d'annexes au traité principal. Celui-ci constitue, à proprement parler, l'acte d'union des puissances; l'article 1er est en faveur du Sultan; il stipule la résolution commune de faire rentrer Méhémet-Ali dans le devoir; l'article 2 a pour but de donner satisfaction à l'Angleterre : en effet, au cas prévu de résistance, il l'autorise, dès l'abord, à agir en Syrie. On remarquera cependant qu'aux termes de cet article, l'action doit se borner à *interrompre* la communication par mer entre l'Egypte et la Syrie. Cette modération avait pour but de ne pas effaroucher la Russie, et surtout lui masquer la perspective du drapeau d'Albion flottant sur les places fortes du littoral syrien. Dans cet article aussi, l'Autriche, pour la première fois, se voit traitée en puissance maritime : elle dut être bien flattée. Enfin, *latet in caudâ venenum*, une phrase finale, louche et filandreuse, autorisait les officiers des escadres à favoriser la révolte des Syriens; et c'était là, quoi qu'en ait dit lord Palmerston, pour lui le point capital.

Mais la Russie, il lui fallait bien aussi son article:

le troisième a cet emploi. Il traite de la protection commune de Constantinople. La part éventuelle afférente à la Russie est entortillée d'autant de restrictions qu'une momie de bandelettes. Cela ne suffisait point : la Russie ne saurait voir d'un œil benin, même en hypothèse, d'autres vaisseaux que les siens dans l'Hellespont : pour ménager cette grande susceptibilité, l'article 4, certes encore plus méticuleux que le précédent, établissait, pour tout cas en dehors de la convention, la virtualité du principe de clôture des détroits.

L'acte séparé, annexé, seul émané de l'initiative du Sultan, résume, à l'égard de Méhémet-Ali, toutes les haines et les précautions que la puissance de ses armes, sa fermeté bien connue, et surtout sa cautèle, inspiraient à la Porte et à l'Angleterre. L'administration du pachalick d'Acre, y compris la place, était offerte en prime à la soudaineté de sa soumission; mais s'il retardait celle-ci de plus de dix jours, il n'avait plus rien à attendre de la générosité du Sultan que l'Egypte héréditaire : un nouveau délai de dix jours le privait de cette dernière concession, et l'exposait à toutes les chances de la guerre.

Enfin le second Protocole, par une stipulation extra-diplomatique, dispensait l'impatience de lord Palmerston de l'échange préalable des ratifi-



cations, et l'autorisait à agir dans les stricts délais accordés à Méhémet-Ali. Encore verra-t-on qu'il n'en attendit pas l'échéance.

Ces conditions rigoureuses prouvaient que l'Angleterre redoutait plus la résistance du Rouméliote qu'elle n'affectait de le croire, non pas par rapport à elle-même, mais en vue de la Russie, qui espérait bien, au contraire, que le vieux Méhémet-Ali, peu facile à intimider, lui donnerait quelque motif d'intervenir dans l'exécution. Aussi massait-elle sournoisement ses troupes sur le Danube, et radoubait-elle jusqu'à son dernier bateau dans tous ses chantiers de la mer Noire.

LVI

A tout prendre, cependant, on doit avouer que l'issue de cette importante négociation fut un avantage signalé remporté par le ministre dirigeant la politique de l'Angleterre, et que sa popularité à l'intérieur, sa réputation à l'étranger, en furent considérablement augmentées; toutefois, en gagnant plus que ne perdait le chef du cabinet français, elles se trouvaient surfaites, attendu que le succès de lord Palmerston était

dû tout entier à l'impéritie de M. Thiers. Nous dirons plus, nous croyons que nul autre que le chef du 1er mars, parmi les compétiteurs au pouvoir en France, n'eût été à même de préparer à lord Palmerston un triomphe aussi complet; car aucun n'eût offert une âme aussi absolument confiante à l'alliance anglaise, et ne se fût environné de moins de précautions. C'est la meilleure explication de la tactique adoptée par M. Thiers, mais elle le laisse tout à fait sans excuse. Il crut à la reconnaissance en politique, à la reconnaissance d'un ministre anglais, de lord Palmerston! Et qu'est-ce qui pouvait entretenir cette illusion chez lui? Des coquetteries internationales dont il faisait à peu près tous les frais, ce qu'on peut appeler les menus suffrages de l'entente cordiale. Il obtenait de lord Palmerston la restitution des cendres de Napoléon; — un présent dont, plus sage, le gouvernement de juillet n'aurait pas dû se féliciter; il obtenait aussi un vain simulacre de conférences pour l'édification d'un traité de commerce; mais en retour il rendait un service bien autrement signalé à l'Angleterre dans ses différends avec le royaume des Deux-Siciles. Car voici ce qui était arrivé. Usant à tout propos de cette arrogance qui est le fond de sa politique, le ministre anglais avait commis l'impardonnable faute de convertir une petite

question commerciale en une grosse affaire politique. Nous sommes loin de méconnaître l'importance des questions commerciales pour un peuple tel que le peuple anglais, qui, depuis près de deux siècles, n'a fait la guerre que pour ce seul objet, et qui, pendant tout le temps que nous combattions pour la propagation de nos principes, soulevait l'Europe contre nous pour l'extension de son négoce. Mais l'affaire dont il s'agit n'était pas de nature à mettre en danger l'écoulement des produits britanniques : qu'on en juge. La Sicile, riche en soufre, mais pauvre de moyens industriels, avait laissé exploiter ses *solfatare* par des compagnies anglaises, qui eurent bientôt raison de toute concurrence indigène, et créèrent à leur profit un véritable monopole. Là encore n'était pas leur plus grand inconvénient : poussées par l'âpreté au lucre, elles donnèrent à la production un développement hors de proportion avec les besoins du commerce, ce qui amena l'avilissement de la denrée ; d'un autre côté, les richesses minérales du pays s'épuisaient par cette exploitation surabondante. Le roi de Naples prit des mesures pour mettre ordre à cet état de choses, et c'est ce que ne voulut point souffrir lord Palmerston, sous prétexte que les intérêts de ses nationaux s'en trouveraient lésés. La mésintelligence ne tarda pas à s'envenimer, grâce au langage

acerbe de lord Temple, beau-frère de lord Palmerston et ambassadeur près du roi Ferdinand. Celui-ci, fort de son droit, ne voulut pas céder et se déclara prêt à tenir tête à la puissante Angleterre, quoiqu'elle le menaçât de bombarder sa capitale et de révolutionner la Sicile, en y débarquant le prince de Capoue. Les hostilités étaient commencées lors de l'avènement du ministère du 1er mars; la flotte anglaise avait déjà capturé et fait conduire à Malte sept navires napolitains. L'affaire ainsi engagée pouvait avoir les plus graves conséquences; car l'Autriche, toujours inquiète pour ses possessions d'Italie, n'aurait pas laissé révolutionner le royaume de Naples sans intervenir; la paix de l'Europe était encore compromise par les prétentions léonines de lord Palmerston. M. Thiers trouva beau de la raffermir en réparant les fautes du ministre anglais; il offrit sa médiation et se donna des peines infinies pour arriver à aplanir cette difficulté. Il en est convenu lui-même plus tard, à la tribune, dans un accès de plainte naïve contre l'ingratitude de lord Palmerston : « A cette époque, « disait-il, dans mes correspondances avec M. Gui- « zot, chacune de mes dépêches était, à la suite « des affaires d'Orient, remplie de la question de « notre médiation avec Naples. » Enfin le succès couronna ses efforts, l'affaire fut arrangée ; mais laissons-le encore parler, c'est plus piquant :

« C'est le 8 juillet, je crois, que j'arrivai, après des « efforts inouïs, à la conclusion de ce différend : « on a laissé *terminer le conclusum*, et le *lendemain* » on a signé le traité de Londres. »

On comprend, en effet, que lord Palmerston, délivré de tout souci de ce côté, ne différa plus la conclusion, selon ses vues, de l'autre affaire, celle d'Orient.

Quoique M. Thiers pensât, par cet aveu, faire mieux ressortir sa bonne foi et sa loyauté, il resta néanmoins écrasé sous le ridicule de sa déconvenue, et c'est à partir de ce moment qu'il cessa de se donner à tout propos comme un homme exclusivement *pratique*. Le ministre d'une grande nation est excusable de ne pas faire preuve de la profondeur d'un Machiavel et peut même en répudier les principes avec éclat ; mais il n'est pas admis à confesser qu'il a été pris pour le *Raton* de la fable.

LVII

Il n'y avait qu'un seul moyen pour M. Thiers de se relever, mais c'en était un de l'espèce des remèdes pires que le mal : associer étroitement la nation à l'injure qui lui était presque exclusivement personnelle, et jeter encore une fois

l'épée de la France seule d'un côté de la balance, tandis qu'une coalition puissante pesait sur l'autre. M. Thiers n'hésita pas. Après le premier moment donné à la stupeur, il recouvra la voix pour pousser un long cri de guerre; ses journaux, admirablement disciplinés, la presse dynastique ellemême, lancèrent chaque matin les plus virulentes philippiques à l'Europe. On parut même ne plus vouloir s'en tenir à des propos; les réserves disponibles de conscrits furent appelées sous les drapeaux; des levées de matelots, de formidables préparatifs s'organisèrent. Enfin, le soin pris par le Gouvernement de ne répandre la nouvelle du traité de Londres que le 26 juillet, sept jours après qu'il en eut eu connaissance, indique l'intention de frapper un grand coup dans l'esprit du peuple : ce jour, en effet, veille des anniversaires des trois journées de 1830, était doublement consacré, cette année, par la translation des restes mortels des victimes de Juillet sous la colonne de la Bastille : solennité qui, par son influence morale et par la quantité de monde qu'elle répandrait dans la ville, devait favoriser l'exaltation des sentiments patriotiques et dissimuler l'échec national. Le peuple, en France, est ainsi fait, qu'aussitôt la perspective d'une guerre entrevue, il n'en considère pas les motifs et oublie de les juger.

Était-ce donc que le chef du 1er mars, plus heureux que ses devanciers, décidait enfin Louis-Philippe à embrasser le parti de son ministère? Avait-il, à l'intérieur, remporté cette difficile victoire, de nature à bien compenser sa défaite à l'étranger? Nullement. De tout son royaume, le Roi fut l'homme qui parut le plus offensé du traité de Londres, et surtout de l'abandon de l'Autriche, de la défection de Metternich; le premier, il éleva la voix dans le conseil pour relever ses ministres abattus; l'initiative des incitations belliqueuses lui appartint, et M. Thiers ne suivit d'abord que timidement l'exemple donné; il ne se mit à l'unisson des colères du roi que lorsqu'il l'entendit manifester le désir qu'elles trouvassent de l'écho dans tous les rangs de la population.

Mais alors, dira-t-on, c'est que la politique du juste-milieu lui-même se transformait sous ce coup imprévu et jetait aux orties son vieux froc de paix et d'humilité? Pas davantage, que nous croyions. Cette comédie, plus habile que le soupçonnait M. Thiers, était une des complexes combinaisons de la pensée du roi, pensée à qui rien ne manquait, qu'un cœur plus haut situé. La guerre n'avait pas cessé d'être la dernière extrémité pour Louis-Philippe; dans son idée, elle équivalait à une déchéance. La conclusion du

traité de Londres l'avait surpris tout autant que le cabinet; mais, il partagea, après réflexion, la conviction de son ministère touchant la difficulté de mettre ce traité en pratique; il croyait qu'une action militaire n'était pas susceptible de bien tourner en Syrie sans l'adjonction de la France. L'Europe, surtout lord Palmerston, en jugeaient autrement; toutefois préalablement aux voies de fait, l'attitude de la France ne pourrait-elle point inspirer une appréhension, grâce à laquelle on ménagerait sa rentrée dans le concert des quatre grandes puissances, et cela moyennant certaines modifications au traité, qui en altèreraient plutôt la forme que le fonds? Tel était le secret espoir de Louis-Philippe; c'est à peu près de la même manière qu'un poltron fait quelquefois blanc de son épée pour s'attirer des excuses! Que si l'hypothèse ne se réalisait point, si les puissances passaient outre, le roi citoyen était *in petto* décidé à pousser la comparaison jusqu'au bout et à rengaîner bravement. Mais encore y aurait-il gagné la perte de son ministère, entraîné avec toute confiance dans cette inutile bravade, — et c'était toujours là quelque chose.

Quittons ce triste spectacle, pour aller voir en Orient comment, en effet, le traité de Londres fut rigoureusement exécuté, et examinons d'abord



de quelle manière Méhémet-Ali s'était disposé à l'accueillir.

LVIII

Dans cette seconde crise orientale, les rapports entre Méhémet-Ali et la France ont été jusqu'ici, comme on l'a vu, caractérisés par un défaut mutuel de sincérité ; Louis-Philippe encourageait le vice-roi dans une résistance dont celui-ci avait, il est vrai, exagéré les ressources; mais Louis-Philippe était *in petto* résolu à l'abandonner au besoin, à une limite bien inférieure à celle jusqu'où allaient, à Alexandrie, ses promesses de soutien. Au contraire, le Rouméliote, affectant d'outrer ses prétentions, espérait bien lui faire franchir cette limite et l'entraîner à quelques pas compromettants. La suite n'amenant aucune modification à ce leurre réciproque, il ne pouvait en résulter qu'une double déception; non que, de part et d'autre, on fût complétement dupe, mais des deux côtés on se flattait de donner le change : écueil ordinaire entre gens qui préfèrent les détours de la ruse à la rigidité de la

bonne foi. Ainsi, quelque confiance que le Rouméliote manifestât dans une solution opérée sous les auspices de la France, il ne laissait pas, comme nous l'avons déjà dit, d'en poursuivre simultanément une autre, peut-être moins avantageuse, mais plus prompte, par ses intrigues à Constantinople; les alternatives que subissait le crédit de M. Cochelet, à la cour du vice-roi, n'étaient que les ricochets du plus ou moins d'espérance que ce dernier pouvait concevoir, d'après les rapports de ses agents à la cour du Sultan. La promulgation du hatti-chérif de Gulkané, qu'il était bien difficile à Méhémet-Ali de considérer comme un symptôme favorable, le rapprocha étroitement du consul général de France; chaque soir, pendant tout le mois de novembre, celui-ci avait une longue audience du vice-roi, et le bon accord subsistant entre eux se révélait aussi bien par la haute déférence que rencontrait M. Cochelet au palais que par l'énergique refus que Méhémet-Ali opposait à toutes les demandes de concession de territoire faites par les autres agents diplomatiques. Quelques jours plus tard, un meilleur vent souffla de Stamboul. Kousrouf, qui sentait sombrer sa nauf vizirielle sous le poids de Reschid, se raccrochait à tout ce qui lui offrait un semblant de secours en ce pressant danger, et Méhémet-Ali, quoique le plus ancien de ses enne-



mis, lui parut propre à devenir l'instrument de ce sauvetage; pour la première fois, il lui fit parvenir des paroles de conciliation, et prétendit s'entremettre auprès du Sultan pour ménager au Rouméliote un arrangement amiable, sans l'intervention d'aucune puissance étrangère. On vit alors les conférences du consul français devenir plus rares et Méhémet-Ali beaucoup plus réservé avec lui. A cette occasion même, M. Laurin, qui avait reçu l'ordre de M. Sturmer de contrarier cette tentative d'arrangment direct, voulut faire d'une pierre deux coups, en brouillant le vice-roi avec M. Cochelet. Il révéla donc à ce dernier que, tandis que Méhémet-Ali marchandait à la France la cession du district d'Adana et ne la lui consentait qu'avec restriction, il en avait fait secrètement, depuis longtemps, l'abandon à la Porte. Mais l'indifférence calculée de M. Cochelet déjoua le machiavélisme du consul général d'Autriche.

LIX

La position du vice-roi vis-à-vis de l'Angleterre avait l'avantage d'être beaucoup plus nette et

de ne pouvoir donner lieu à aucune méprise : c'était, de la part de cette puissance, l'inimitié la plus âpre, exprimée en toute occasion et avec les seuls adoucissements que pouvait y apporter la modération personnelle de M. Campbell; encore, dans ces derniers temps, le cabinet de Londres trouva-t-il que la mesure gardée par son agent jurait trop avec le caractère de sa politique, et il le rappela. Celui qu'il envoya à sa place, le colonel Hodges, était un diplomate de l'école de lord Ponsonby et son protégé : c'est tout dire. Bientôt le langage hautain, méprisant, plein de violence de la morgue britannique résonna aux oreilles de Méhémet-Ali : « Croyez-vous donc, lui dit le consul dans une de ses premières audiences, que, tout autant qu'il y aura un souverain à Constantinople, vous puissiez garder et faire prospérer la Syrie? Dussent toutes les puissances se mettre d'accord pour vous accorder plus que l'hérédité de l'Egypte, l'Angleterre seule se chargerait de vous faire rendre la Syrie. » Méhémet-Ali éleva sa parole au diapason de cette menace : « Si les puissances unies veulent me forcer, répondit-il fièrement, elles seront les bienvenues; si l'Angleterre vient seule, elle sera encore la mieux venue. Je n'attaquerai point, mais je me défendrai jusqu'au dernier souffle. » Encore tout ému de cette discussion, on l'entendit dire, après

le départ du consul : « Les Anglais faire une descente en Egypte! Qu'ils l'osent! *les enfants sortiront du ventre de leur mère pour prendre part au combat.»* Sa confiance avait le droit d'être complète alors, car elle se fondait sur le souvenir de l'expédition de 1807, qui tourna si mal pour les Anglais; mais l'événement devait bien le surprendre, et lui montrer que les circonstances font tout en ce monde, la valeur des hommes comme celle des choses.

Et cependant, l'erreur de Méhémet-Ali, sa faiblesse peut-être, fut de n'avoir point encore jugé cette animadversion de l'Angleterre aussi implacable qu'elle l'était, et de s'être imaginé qu'à force de prévenances et d'attentions il pourrait la ramener à de meilleurs sentiments. Quoique, en 1832, le Pacha, obéissant à la plus vulgaire prudence, eût éconduit toute une compagnie de banquiers, qui, sous les auspices du gouvernement anglais, lui proposait de canaliser l'isthme de Suez et de garder ce passage en garantie d'un emprunt considérable souscrit à son profit; — quoique, plus tard, il se fût obstinément refusé à laisser ces mêmes Anglais construire une voie ferrée du Caire à Suez, — il n'en avait pas moins toujours entouré le transit de l'Inde et la circulation de la malle anglaise à travers l'Egypte, de toutes les protections compatibles avec sa sûreté. Jusqu'au dernier moment de cette crise suprême où s'abî-

mèrent ses espérances, alors même qu'il lui était prouvé que des agents britanniques, des consuls agissant à l'abri de leur pavillon, fomentaient la rebellion des peuples placés sous sa loi et poussaient ses soldats à la désertion, il ne souffrit pas qu'aucun sujet de l'Angleterre éprouvât la moindre vexation dans ses États, et continua de tolérer que l'Egypte servît de lien abréviateur entre la métropole anglaise et son vaste empire colonial. On put remarquer à cet égard une coïncidence assez piquante. Le jour même de l'arrivée à Alexandrie du consul rébarbatif que la politique de lord Palmerston détachait à Méhémet-Ali, la colonie anglaise de cette ville était conviée à une cérémonie ayant pour objet la pose de la première pierre d'un temple protestant. Le terrain et l'autorisation étaient une dernière gracieuseté du pacha à M. Campbell, qui ne put s'empêcher, dans un petit discours *ad hoc*, de rendre hommage à la large protection que Méhémet-Ali accordait aux chrétiens, dans un pays et au milieu d'une ville où, précédemment à lui, quiconque n'était pas musulman était sans cesse exposé aux insultes et aux plus grands dangers. M. Hodges, son successeur, était présent.

Si Méhémet-Ali eût mieux connu la caste mercantile à laquelle le gouvernement de l'Angleterre est fatalement dévolu, il aurait agi autrement.

On se trompe par raison politique, on peut être induit en erreur; mais un commerçant a autant de peine à se méprendre sur ses intérêts qu'à excuser celui qui les lèse. Les sympathies et les antipathies des marchands de la Cité ont un tarif; on pourrait les coter à la Bourse : on ne les fléchit pas, on les négocie. Et en quel instant malencontreux le Rouméliote s'avisait-il de se dresser de toute sa hauteur sur le chemin des Anglais? Le moment même où la célèbre Compagnie des Indes poussait jusqu'en ses dernières conséquences son système d'envahissement; où elle conquérait le Sind sur les pas de l'explorateur Burnes; où elle expulsait du trône de l'Afghanistan, Dost-Mohammed, — ce prince fier, indépendant, aimé des populations, — pour y mettre Châ-Soudja, son pensionnaire et humble serviteur, un de ces mannequins habillés en roi, dont les fourgons de ses armées sont toujours approvisionnés. C'était aussi l'époque où la mort de Runjet-Sing livrait le Punjaub à ses intrigues et à son ascendant; où, enfin, le canon ouvrait la Chine aux bienfaits du commerce anglais, c'est-à-dire assurait aux habitants du Céleste-Empire l'avantage de s'empoisonner en toute liberté. Rien ne paraissait donc mettre obstacle aux brillantes destinées d'Albion, rien ne faisait tache sur ce tableau de prospérité générale, absolument rien

que ce petit chef égyptien, cet ancien Arnaoute, qui naguère, avec une poignée d'Albanais, avait rejeté les bataillons anglais dans la mer, et se trouvait dans le cas de pouvoir, à un moment donné, lui *couper toutes les routes de l'Inde*. Pendant que l'Angleterre s'emparait subrepticement d'Aden pour commander la mer Rouge, n'eut-elle pas la mortification de voir Méhémet-Ali acheter à bien meilleur titre l'imanat de Sana, qui est tout contre? Un beau jour, par le moyen d'un certain colonel Chesney, qui passe sous prétexte de se livrer à une exploration scientifique de l'Euphrate, sans bruit elle fait main-basse sur l'île de Karek, la première pêcherie de perles de ces parages, une magnifique position qui domine l'embouchure de l'Euphrate d'un côté, surveille le golfe Persique de l'autre, tient à gauche l'Arabie en respect, et la Perse à droite : mais qu'en même temps, Kourchid, le commandant des armées égyptiennes dans le Nedjd, fasse mine de s'approcher des îles Barheïn, poste bien inférieur, et sous le rapport de la pêche, et sous le point de vue stratégique, et la majesté anglaise de jeter les hauts cris, et d'exiger impérieusement la retraite du général égyptien! Comme l'autre majesté, celle de la fable, à plus de vingt pas au-dessous d'elle, on est toujours sûr de troubler sa boisson.

Encore, à cet égard, le Rouméliote montra-t-il

toute la docilité possible; il coupa court aux négociations ayant Sana pour objet, il donna ordre à Kourchid de rétrograder. Il fit plus : s'apercevant, un peu tard peut-être, que l'Arabie était une charge beaucoup trop onéreuse pour les avantages qu'il en recueillait, il résolut de l'abandonner tout à fait et d'en retirer ses troupes, qu'il prévoyait devoir lui être plus utiles ailleurs. Toutefois, pour conserver à cet acte prudent une couleur de sacrifice, il eut soin de le présenter à la diplomatie comme la restitution spontanée des villes saintes au Grand-Seigneur. C'est ce qui est constaté par sa déclaration officielle de décembre 1839 aux consuls généraux. Il est juste d'ajouter qu'il venait d'éprouver un rude échec en Arabie, et que les Ouahabites étaient devenus plus gênants que jamais; mais il n'était pas fâché d'offrir à son suzerain un présent conjointement avec un embarras et même un danger (1); et de crainte que les Ouahabites ne suffissent point à le créer, il eut soin de renvoyer en Arabie l'ancien chériff de La Mecque, Ebn-Haun, cet artisan d'intrigues, qu'il tenait en charte privée au Caire, et qui s'était fait un notable parti parmi les habitants des villes saintes. L'ordre de rappel des

(1) D'après la constitution de l'empire Ottoman, si le Sultan n'est pas maître des Lieux Saints, pendant trois années seulement, afin de protéger le pèlerinage de La Mecque, il est déchu de la souveraineté spirituelle et temporelle.

soldats égyptiens fut exécuté dans le courant de mai 1840.

LX

Mais ce témoignage de soumission n'était pas suffisant pour apaiser la Porte; eût-elle été disposée à l'indulgence, comme le commandait sa débilité, que les volontés étrangères qui l'opprimaient, ne l'eussent pas laissée déserter les voies de rigueur. Lord Ponsonby, surtout, entrait en fureur au seul mot de conciliation; le sabre d'Osman semblait être passé des mains énervées du padicha à celles de l'ambassadeur anglais, qui, ne pouvant s'en servir à son gré, le brandissait au moins très-superbement; il était parvenu à souffler dans l'esprit timide des conseillers ottomans une partie de l'indignation dont il avait été saisi, en voyant Méhémet-Ali garder la flotte turque, malgré toutes les réclamations. C'est contre ce sentiment, adroitement surexcité, que vinrent échouer les avances du vice-roi. A toutes ses protestations de fidélité, la Porte ne voulait appliquer qu'un seul *criterium*, le renvoi

de sa flotte; Méhémet-Ali, de son côté, ne trouvant rien à répondre, sinon que cette restitution suivrait l'accord définitif et serait le couronnement de l'œuvre de pacification; c'était donc à qui ne donnerait pas le premier gage.

Longtemps, lord Ponsonby avait entretenu le gouvernement turc de l'espoir que les forces coalisées de l'Angleterre et de la France iraient reprendre les vaisseaux turcs dans le port d'Alexandrie; à défaut de la France, il protestait même que l'Angleterre saurait suffire seule à cette tâche; mais la saison s'avançait, le refus de la France de s'associer à cet acte de violence n'était plus douteux, et il fallait bien s'avouer que lord Palmerston se faisait quelque scrupule d'agir conformément au programme tracé par son agent à Constantinople.

Ainsi, cette flotte, dont l'arrivée avait marqué le jour le plus glorieux dans la vie du Rouméliote, devenait son plus sérieux embarras; car, d'un autre côté, nous avons fait pressentir les difficultés qu'il devait rencontrer à la maintenir à la fois inactive et soumise. On ne peut réellement compter sur les gens qui ont fait un coup de tête qu'en les poussant aux conséquences extrêmes de leur résolution; leur donner le temps de réfléchir, ce n'est pas seulement perdre le fruit de leur élan, c'est quelqufois le tourner à contre-sens. Si pa-

reille chose n'était pas arrivée pour les équipages, parce qu'ils n'avaient pas été mis tout d'abord dans le secret de la défection, elle ne tarda pas à se manifester chez les officiers, auxquels aucune capitulation de conscience ne pouvait dissimuler qu'ils n'eussent trahi leur devoir. A cela se mêla aussi l'incertitude du sort que leur ménageraient les futures intentions de Méhémet-Ali; enfin, la famille, la patrie désertées, exercèrent sur eux leurs attractions, d'autant plus vives que l'espoir du retour s'éloignaît davantage.

Un jour, la chaloupe d'un vaisseau montée de dix-huit matelots et d'un officier parvint à s'échapper; elle était sortie pour faire de l'eau; un navire marchand la rencontra à 150 milles en mer. Les Turcs ne sont pas connus pour des marins bien aventureux; cependant ceux-ci trouvant l'occasion belle, n'avaient pas hésité à se lancer dans cette périlleuse navigation. Le plus grand nombre brûlaient d'en faire autant; ils n'en furent empêchés que par la surveillance la plus rigoureuse, établie à l'entrée du port; si bien que la flotte ottomane, soit disant si dévouée à Méhémet-Ali, était en réalité sa prisonnière.

Ajoutons encore que la Porte, en attendant la réalisation des promesses de lord Ponsonby, et par les propres conseils de celui-ci, ne négligeait aucun moyen de rappeler à ces marins four-

voyés, sa souveraineté imprescriptible, et de leur ouvrir toutes grandes les portes du repentir. Ceux des consuls hostiles à Méhémet-Ali, les y aidèrent par leurs intrigues, et elles eurent des effets très-sensibles, lors de la présence à Alexandrie d'un envoyé de la Porte : à l'instigation de ces agents, sept des commandants turcs adressèrent à cet envoyé une lettre, pour lui déclarer qu'ils ne se battraient que s'ils en recevaient l'ordre du Sultan. La lettre tomba dans les mains de Méhémet-Ali : il envoya d'abord les signataires au fort d'Aboukir ; puis il ordonna que les équipages des deux flottes seraient dorénavant mélangés de telle sorte, que sur chaque bâtiment, il y aurait moitié Turcs et moitié Egyptiens.

Ainsi la surveillance des vaisseaux ottomans se trouvait resserrée des limites du port au bord de chaque bâtiment ; mais au jour du combat, quelle confiance aurait-on pu accorder à de pareils équipages ?

Une des plus puériles satisfactions que se donna la Porte, à cette occasion, ce fut de faire acte de puissance, en nommant à la flotte absente de ses ports un nouveau capitan-pacha. Saïd, le sérasker, culbuté dans un remaniement ministériel, fut cet amiral *in partibus*. Le firman qui l'investissait de cette dignité ne lui prescrivait en rien d'aller à la recherche des vaisseaux placés sous son com-

mandement; mais en donnant au vice-roi signification de cette mesure, le Divan lui enjoignait de reprendre à Achmet-Pacha les insignes de son grade, et de reconnaître à l'avenir Mustapha-Pacha, commandant du second navire ottoman, comme *caïmakan* ou gardien de la flotte. Le Roumméliote ne fut blessé que de la dernière partie de cet ordre : « Comment ! s'écria-t-il, mais c'est moi qui suis le gardien de cette flotte, puisque c'est moi qui la possède ! » Puis il ajouta, s'adressant à l'envoyé : « Vous irez visiter l'escadre, pour attester aux ministres du Sultan que jamais, sous leur commandement, elle n'a été aussi parfaitement tenue qu'à présent. » Il trouva aussi un biais pour épargner à Achmet, atterré par cette nouvelle, la honte de l'espèce de dégradation décretée à son endroit : « Il est tout naturel, dit-il, qu'un homme tienne à conserver dans sa famille les insignes des fonctions dont il a été investi dans le cours de sa carrière ; je laisserai donc à Achmet sa décoration ; mais si la Porte le juge à propos, j'enverrai les soixante bourses qu'il en pourra coûter pour en faire fabriquer une autre à l'usage du nouveau capitan-pacha. »

Cependant, Méhémet-Ali obtempéra ostensiblement aux ordres de la Porte, et Achmet fut pour le moment écarté de la flotte. Mais, quelque temps après, le consul Hodges, dans une

de ses visites au vice-roi, termina le long chapitre de ses récriminations habituelles, en lui faisant observer que les familles des marins turcs étaient fort inquiètes à Constantinople, et que ce serait donner un gage de sa modération et de son humanité que de les laisser, suivant leur gré, quitter le service et rentrer dans leurs foyers. A ces mots, la colère de Méhémet ne se contint plus : « Messieurs les consuls, s'écria-t-il, c'est vous qui m'avez placé en état de guerre; eh bien, je mettrai en vigueur les lois militaires, que vous connaissez aussi bien que moi, et malheur au premier qui voudra quitter le service ou s'évader! je le ferai fusiller. » — Et il congédia le consul sans vouloir en entendre davantage. Piqué, M. Hodges dit tout haut, au sortir de l'audience, que « puisque le pacha avait repoussé sa demande, il donnerait aux Turcs qui voudraient partir des passeports anglais, et qu'on verrait alors si Méhémet-Ali oserait les faire arrêter. Telle fut l'origine des intelligences que les consuls d'Angleterre et de Russie entretinrent parmi les équipages pour y provoquer la désertion. Le lendemain de cette scène, c'était le 31 mars, le vice-roi, convaincu désormais que toute modération tournerait à son détriment, rappela Achmet-Pacha, qui était allé cacher sa disgrâce au fond d'un palais du Caire, et le réintégra dans son poste de capitan-pacha, en pla-

çant les deux flottes sous son commandement.

LXI

D'ailleurs, à cette époque, il y avait déjà longtemps que les hésitations de la conférence de Londres, l'insuccès des démarches à Constantinople, et la haine de jour en jour plus prononcée de l'Angleterre, faisaient présager à Méhémet-Ali que la guerre sortirait nécessairement de la situation. Depuis le commencement de 1840, il s'était préparé en conséquence : les armements se poussaient avec une activité fiévreuse; toutes les troupes disponibles de l'Egypte avaient été portées sur le littoral; des armes distribuées aux élèves des écoles spéciales, aux ouvriers des fabriques, qui étaient enrégimentés et astreints à des exercices journaliers. Méhémet-Ali déploya une ardeur surprenante pour son âge; debout dès l'aube, il était le dernier endormi dans son palais; pendant deux semaines entières, on le vit se livrer à une inspection minutieuse des deux flottes. Tout à fait converti alors au parti d'une vigoureuse résistance, il pensa à utiliser l'effectif de la flotte turque

pour garder la côte. Des camps furent projetés, voisins de la mer, afin d'exercer les soldats aux simulacres d'un débarquement de l'ennemi. Enfin, l'idée d'une garde nationale fut suggérée au Rouméliote! Par qui, on l'ignore; mais il s'en empara avec avidité et n'eut pas de cesse que les cadres de cette milice ne fussent formés. En vérité, de toutes ses inspirations, celle-là fut la moins justifiable : l'Egypte ruinée, dépeuplée, exténuée et rassemblant le peu qui lui restait de forces pour protéger le système qui l'écrasait! Cette misérable population, qui poussait l'horreur pour le service militaire normal jusqu'au point de se mutiler afin d'y échapper, — si bien que le pacha, en pénurie de soldats, avait été contraint de ne plus admettre aucun motif d'exemption, et d'enrégimenter tout le monde, jusqu'aux borgnes (1) ; — ces vieillards haves et décharnés, ces cachectiques qui se mouvaient à peine, ces enfants que la faim et la maladie étiolaient, tout ce rebut, ce *caput mortuum* des incessantes levées d'hommes du pacha, allait donc être appelé à former une milice pour la défense de ses foyers! Ses foyers! Pour qui connaissait sa manière de vivre, rien que ce mot était une amère plaisanterie;

(1) De ceux-ci, les plus nombreux, on avait formé des bataillons à part, ayant des fusils spéciaux, avec lesquels ils mettaient en joue de l'épaule gauche.

c'est ici que le comique se mêla au drame le plus poignant; car ce nouveau caprice du Rouméliote fut pour les Egyptiens comme la dernière goutte du calice. Le projet ne rencontra d'approbateurs spontanés que chez les gens riches, les ulémas, les chefs de quartier. Suivant le nombre d'hommes qu'ils s'engageaient à enrôler, ils étaient à l'avance investis des grades et des décorations ; mais les titres honorifiques étaient le moindre de leurs soucis : munis de l'autorisation du pacha, ils se livrèrent à une presse plus odieuse et plus brutale encore que toutes celles qui avaient eu lieu jusqu'alors. Un beau jour, tous les habitants d'un quartier, jugés susceptibles d'avoir une rançon à offrir, étaient saisis par des estafiers et amenés devant l'officier chargé de l'enrôlement ; là, un abominable débat se passait entre l'avidité de ce chef et la répugnance du citadin à céder sa dernière ressource. S'il tenait bon, il était incorporé; mais la plupart transigeaient pour être relaxés. Pour retrouver le nombre convenu, on se rabattait sur les mendiants, les âniers, les infirmes, les vieillards et même les enfants. Pendant quelques mois, ces *soldats-citoyens* donnèrent, sur les places publiques des villes, le Caire, Alexandrie, Rosette et Damiette, le spectacle le plus navrant et le plus grotesque à la fois. Les mieux chaussés n'avaient que des savates, le

plus grand nombre allait pieds nus. Trois fois par semaine, on les voyait arriver clopin-clopant sur le champ des exercices et commencer par se coucher; insensibles au roulement du tambour, il fallait le courbache pour les faire lever et marcher au pas. Pendant qu'ils accomplissaient ces évolutions, des groupes de femmes, postées tout près d'eux, couvraient le pacha, son gouvernement, ses chefs militaires d'énergiques malédictions, et frappaient l'air de ce sinistre hullulement, qui est l'expression la plus biblique du désespoir. Un seul homme bien résolu et se servant convenablement d'un bâton, aurait mis en fuite cette ignoble cohue, brûlant de rencontrer des adversaires, c'est la vérité, mais par un motif bien différent de celui qui guide ordinairement les troupes belliqueuses; car chefs et soldats juraient de passer à l'ennemi, dès que l'ennemi mettrait le pied sur le sol de l'Egypte, et ils auraient tenu parole. Ce sentiment acquit bientôt une extension si générale que Méhémet-Ali fut obligé de se rendre à l'évidence et de prononcer, au moment du danger, la dissolution et le désarmement de cette ridicule garde nationale. Jamais en effet, elle n'aurait pu devenir redoutable à d'autre qu'à lui-même.

Ceci était déjà plaisant; mais quelque chose d'un comique plus relevé, ce furent les échos

triomphants que cette suprême création du génie de Méhémet-Ali répercuta des rapports des familiers du pacha aux articles des journaux français, et de ceux-ci dans l'opinion du public de notre bienheureuse patrie : Quarante mille hommes de garde nationale en Egypte! Le chauvinisme républicain voyait déjà s'épanouir sur les bords du Nil un vigoureux rejeton de la grande Révolution; le Rouméliote passait à l'état d'émule de Lafayette. Rien n'y paraissait manquer : c'était la reprise du grand drame de 93, sans en excepter la coalition européenne. Les radicaux en faisaient la base de comparaisons outrageantes pour le Gouvernement de Juillet, qui, lui-même, s'en forgeait une arme contre les puissances. M. Thiers, sentant s'éveiller en lui les instincts de stratège, supputait le parti qu'on pourrait tirer de la force militaire de Méhémet-Ali et en parlait dans ses communications diplomatiques. L'engouement hellénique était distancé.

Un résultat aussi complétement obtenu devait avoir été cherché, et il montre en ceci Méhémet-Ali beaucoup moins naïf que ses illusions, à première vue, tendraient à le faire supposer. Méhémet-Ali avait été lui-même un trop bon soldat pour ne pas se faire une idée juste de ce que vaudraient ses fellahs sous les armes, quand ils n'auraient pas affaire aux Turcs. Si sa garde



nationale était une duperie, elle n'en fut pas une pour lui, et dès qu'il en eut tiré l'effet bruyant sur lequel il comptait, il s'en défit sans bruit. Cela donne la mesure définitive de sa confiance.

LXII

Au moment même où il voyait ses affaires en plus mauvais point, à Constantinople et partout, le hasard sembla lui offrir une occasion de triomphe : Kousrouf-Pacha fut destitué. Le grand-visir, comme il a déjà été expliqué, avait été moralement annulé, dès l'entrée de Reschid au ministère. Quoique exclusivement dévoué aux intérêts russes, la protection de la Russie lui avait manqué, du jour où cette puissance avait fait cause commune avec l'Angleterre et où elle s'était, par condescendance pour cette alliée, reportée tout entière sur le rival de Kousrouf. Un ministre se soutenant par ses propres forces, c'était chose depuis fort longtemps inconnue à Constantinople, et Kousrouf n'étant plus retenu au pouvoir que par la reconnaissance du souverain, jugea le lien beaucoup trop faible; la preuve, c'est qu'il lui préféra encore l'appui de la France, le seul que jus-

que là il eût dédaigné. Mais pour se rendre cette puissance propice, il fallait qu'il opérât un changement de front assez notable dans sa politique, puisqu'il s'était toujours montré adversaire outré de Méhémet-Ali. Il n'hésita plus, surtout devant cette considération, qu'en agissant ainsi il se conciliait un certain parti dans le sérail, où la sultane Validè était restée favorable au Rouméilote. Telle avait été la cause des ouvertures directes faites à ce dernier, à la fin d'octobre, et qui avaient inopinément relevé ses espérances. Mais Kousrouf ne tarda guère à s'apercevoir qu'il s'égarait, et que, loin de raffermir son crédit parmi ses collègues et dans les chancelleries, cette palinodie enlevait jusqu'au dernier scrupule qu'on pût avoir de le sacrifier. Lord Ponsonby venant à lâcher le gros mot, devant l'indifférence de M. Boutenieff et le silence timide de M. de Pontois, Kousrouf s'arrêta court; il put encore conserver son poste quelques mois; mais, victime dévouée d'avance aux immolations de Reschid, il vit sa chute précédée de celle de tous ses adhérents, et ne se jugea pas suffisamment averti; avec l'obstination particulière aux vieillards, il se croyait encore si nécessaire, que Reschid put se servir d'une lutte imaginaire d'influence entre lui et son fils adoptif, Halil, pour le faire consentir au renvoi de celui-ci. Ce fut le dernier prélimi-

naire au sien propre; Halil avaitété destitué le 10 mai : le 1er juin, Kousrouf s'étant présenté à l'audience du Sultan, l'entrée lui fut refusée. Il alla aussitôt chez la reine-mère, qui était devenue sa chaude protectrice, et y reçut le même affront. Il n'y avait plus moyen d'en douter, sa disgrâce était certaine; il courut se renfermer dans son palais, sur la rive européenne du Bosphore, pour en attendre les effets. Il y resta plus d'un mois dans un oubli apparent; mais le 8 juillet au soir, deux mille Albanais vinrent faire l'investissement de sa demeure; Rizza-Pacha le grand-chambellan, qui les commandait, pénétra auprès de Kousrouf et lui communiqua la décision du Sultan, qui prescrivait sa détention provisoire. L'ex-grand-visir eut le temps de prendre ses effets et son linge. Un bateau à vapeur l'attendait à la porte de son palais : il s'y embarqua avec quinze domestiques et fut conduit au port de Rodorto, et de là à une forteresse, à six heures de marche dans l'intérieur.

Le successeur de Kousrouf fut ce Réouf-Pacha, qui, en 1833, commandant par intérim l'armée turque, abandonna sans combat la position de Koniè à Ibrahim. Son mérite administratif et politique était à l'avenant; c'était la nullité la plus effacée et la plus à souhait pour les projets de Reschid. Dès lors ce dernier et lord Ponsonby purent se partager le gouvernement de l'empire :

avances de Kousrouf n'aboutissent à 1
pable, malgré sa finesse et les nombr
qu'il entretenait à Constantinople, de
fond des choses, il n'avait vu là qu'un
conciliation du visir, bientôt suivi c
normal à son animadversion invétérée
Les dernières lettres confidentielles
entre eux établissent la vérité de t
précède. Celle du Rouméliote, en dat
vrier 1840, en reproduisant les soph
connus sur la validité de son droit et l
ses intentions, s'en prend plus que jam
vaise volonté du grand-visir de l'in
rencontrent ses demandes. La répons
de deux mois; le vice-roi ne la re
15 avril. La cause de ce retard ét
position de Kousrouf; incertain de la
à garder, après le pas de clerc dont
égyptienne venait justement d'être pou
sion, il communiqua la lettre de Mé

ce qu'il paraît, rédigée en fort mauvais turc,—porte effectivement le cachet du point de vue exclusif auquel se plaçait la diplomatie, et les arguments en paraissent plutôt émaner des légations hostiles au vice-roi que des inspirations ordinaires de Kousrouf (1).

Si Méhémet-Ali eût eu une idée bien nette de ce qui se passait à Constantinople, il ne se serait pas si fort réjoui lorsque, le 20 juin, le paquebot de la correspondance lui apporta la nouvelle de la chute de Kousrouf; il n'aurait pas, surtout, fondé tant d'espérances sur le résultat d'une démarche dont il puisa l'inspiration partie en lui-même et partie dans les conseils du représentant de la France : car notre diplomatie continuant, malgré le changement d'ambassadeur, le rôle de bien informée, qui avait été son lot depuis le début de cette crise, persistait également à voir dans Kousrouf le seul obstacle à un aplanissement direct des difficultés. Cette démarche consista dans l'envoi de Sami-Bey, le secrétaire intime du vice-roi, auprès du Sultan, pour lui *proposer* de lui rendre la flotte. Assurément, le Rouméliote ne craignait pas que le Sultan refusât une telle proposition; mais c'était toujours un marché qu'il voulait faire, et il supposait encore que, Kousrouf écarté, il

(1) Documents historiques, pièces nº 15

pourrait le traiter à meilleur compte avec son suzerain. Si M. Cochelet et M. Thiers lui-même contribuaient à l'induire dans cette erreur, lord Ponsonby allait tout à fait l'en délivrer.

LXIII

Comme il n'y avait dans le port d'Alexandrie aucun vapeur disponible, Sami-Bey s'embarqua sur aucun pyroscaphe toscan nolisé *ad hoc.* Parti le 16 juin, il arriva le 22 à Constantinople. Sa mission apparente était de féliciter le Sultan sur la naissance de la princesse *Fleur tombée du ciel*, et il apportait de splendides cadeaux; mais, dès le premier jour, le véritable motif transpira, et sur-le-champ les chancelleries d'être en grand émoi. Une première précaution, suggérée à la Porte, fut d'astreindre l'envoyé à une rigoureuse quarantaine. Jusqu'au 3 juillet, jour où il prit pratique, il ne crut pas devoir satisfaire complétement la curiosité des nombreux membres du divan qui vinrent le visiter, et fut même assez réservé avec l'officier du palais que le Sultan lui dépêcha pour le complimenter. Mais très-peu il importait, puisque l'objet de sa mission était pressenti, et que ce délai de douze jours était tout ce qu'il

fallait à la Porte pour s'aviser, à la diplomatie pour ourdir ses intrigues.

Autre chose, en effet, était en jeu, et tandis que la politique de M. Thiers ne rêvait d'autre triomphe qu'un arrangement direct, lord Palmerston se livrait à une petite machination, dont le succès, ardemment poursuivi, vint à point éclater pour annihiler jusqu'à la dernière probabilité de réussite chez ses adversaires.

Cette *parade*, qu'on nous passe l'expression, consistait en une nouvelle levée de boucliers des montagnards syriens. Le bruit qui en courut à Constantinople, avant même l'arrivée de Sami-Bey, était éminemment propre à réveiller les espérances et l'énergie de la Porte; il fut encore exagéré par les agents anglais. Pendant la durée de la quarantaine de l'envoyé égyptien, chaque jour des Tartares arrivaient des frontières, annonçant les progrès de l'insurrection; si bien que, lorsque Sami-Bey se présenta devant le Conseil, sa mission était avortée avant toute explication, et il aurait pu, sans inconvénient se rembarquer le jour même pour Alexandrie.

Pourtant le décorum fut gardé. Lorsque l'ambassadeur eut exposé la première partie de sa mission, celle qui traitait de la soumission de Méhémet-Ali, de ses offres de services, et de la restitution de la flotte, il fut accueilli par les mur-

mures approbatifs de tout le conseil; mais dès qu'il aborda le chapitre des concessions demandées en retour, Reschid-Pacha l'interrompit en déclarant que la Porte avait des engagements pris avec les cinq grandes puissances, et qu'il lui était impossible de rien conclure sans leur intervention.

Samy-Bey n'avait rien à répondre à cette fin de non-recevoir; il resta encore quelques jours, assez de temps pour voir l'empressement dont il avait été l'objet, passer graduellement d'une réserve impolie à un abandon si complet, que son départ ne fut pas même remarqué, et que la date n'en a laissé aucune trace.

LXIV

Une révolte en Syrie n'avait lieu de surprendre personne, puisque nous avons vu qu'après la bataille de Nézib et au moment où la domination égyptienne paraissait le plus solidement établie, des mouvements avaient été, en divers endroits, difficilement comprimés; mais cette nouvelle insurrection présenta un caractère plus sérieux, et par le surcroît de rigueurs qui la provoqua, et surtout par les encouragements que lui donnèrent

les agents de l'Angleterre. Lord Palmerston nia d'abord cette secrète intervention : c'est que dans le principe, il était trop utile à sa politique que la révolte des Syriens parût être l'effet de leur spontanéité. Dans la séance du Parlement du 6 août, son langage fut formel : « Quelles que soient, dit-il, les causes de la révolte, les Syriens n'ont été soulevés ni à l'instigation des autorités anglaises, ni par des officiers anglais... » Pour convaincre à cet égard le noble lord de mauvaise foi, il n'est pas nécessaire de dépouiler sa correspondance avec lord Ponsonby, ni celle de cet ambassadeur avec son drogman, M. Wood, envoyé à cette époque pour se mettre en rapport direct avec les chefs du Liban : on trouverait là des preuves fastidieuses, tant elles sont accumulées. Lord Palmerston lui-même nous épargne cette peine et suffit, seul, à sa réfutation ; plus tard, en effet, lorsque la campagne de Syrie eut été couronnée d'un plein succès, il voulut revendiquer, au profit de sa politique, la part légitime qui en appartenait aux Syriens, et dans une de ses dépêches à lord Ponsomby, datée du 12 décembre, on lit ces mots : « Je saisis cette occasion de rappeler à Son Excellence que, *comme les Syriens ont été déterminés par les autorités anglaises à prendre les armes* pour le Sultan et à se déclarer en sa faveur ; c'est un devoir particulier pour le gouvernement anglais de ne rien négliger pour

décider la Porte à prendre, à l'avenir, pour l'administration de la Syrie, des arrangements qui puissent mettre les Syriens à l'abri de l'oppression et les rendre heureux et satisfaits. »

On voit que M. Thiers n'eut pas, dans cette affaire, le monopole des contradictions.

Soyons juste, toutefois : on aurait dit que Méhémet-Ali prenait à cœur de rendre aux Anglais leur tâche facile, et que, par un aveuglement ayant sa source dans les rapports fautifs d'une administration coupable, il choisissait ce moment pour accabler les habitants de la Syrie de plus de maux qu'ils n'en avaient jamais soufferts, et leur enlever jusqu'à l'espérance de jours meilleurs. Déjà le sort des cultivateurs des plaines qui s'étendent au pied du Liban n'avait plus rien que pût leur envier le fellah; la rapacité fiscale du Pacha s'était aggravée pour eux d'une nuée d'usuriers qui, profitant de leur affreux dénûment, leur achetaient comptant, à moitié de leur valeur, leurs récoltes à venir, et moyennant un intérêt qui n'était pas moindre de 40 0/0; le terme échu, les récoltes se trouvaient insuffisantes, et le contrat se renouvelait dans des conditions analogues pour l'année suivante. De très-grosses fortunes s'élevèrent par cette ignoble spéculation. Les malheureux voyaient bien le gouffre où cet état de choses les conduisait; mais il fallait bien payer les imposi-

tions, et le bâton était là pour les y contraindre : ils préféraient, disaient-ils, mourir de faim que de coups. Il s'ensuivit naturellement une misère effroyable ; les villes du littoral s'emplirent de mendiants ; certains villages, aux environs de Naplouse, Nazareth, furent abandonnés de tous leurs habitants, qni, errant dans les montagnes, étaient réduits, au dire des rapports officiels des consuls, à se nourrir d'herbe.

Les Maronites n'avaient pas été epargnés que les autres par ces exactions dévorantes ; mais ils puisaient une sorte de consolation dans le privilége dont ils jouissaient, à cause de leur religion, d'être dispensés de toute réquisition militaire. Vers les premiers mois de 1840, alors que Méhémet était dans le feu de ses préparatifs de guerre, le bruit se répandit tout à coup que l'on prenait les chrétiens d'Egypte pour la garde nationale et que cette mesure allait être appliquée en Syrie. A l'instant, toute la population des villes courut à son refuge habituel, la montagne; cette énorme migration s'opéra en un seul jour, et il ne resta dans les villes que les femmes, les enfants et les vieillards. Cette nouvelle, tout au moins prématurée, venait de l'imagination des agents provocateurs ; mais elle eut tout le succès qu'on en pouvait attendre, en rapprochant les Maronites des Druses, et en faisant communier ces deux castes

dans un sentiment au moins, celui de leur énergique répugnance pour le service militaire égyptien.

Un gouvernement doué de la plus vulgaire prévoyance eût considéré ce fait comme un avertissement de se relâcher de sa sévérité, et de diriger ses efforts par un système de temporisation qui lui eût ramené les esprits. Ce fut justement le contraire qu'imagina le Rouméliote. Soit que, pressé de créer des soldats, comme Deucalion faisait des hommes, il eût réellement l'intention que lui prêtait la voix publique et s'irritât de se voir prévenu et déjoué; soit qu'il ne redoutât, dans ces préliminaires d'insurrection, que les pertes qu'en éprouverait son trésor si besogneux dans ce moment; toujours est-il qu'il transmit l'ordre de réprimer énergiquement ces germes de rébellion, et pour satisfaire aussi bien à la vindicte qu'à la sécurité de son pouvoir, il prescrivit à son fils Ibrahim deux mesures décisives : le désarmement des Maronites et le prélèvement par anticipation de trois années d'impôts (1).

La première était la violation d'un engagement formel. On se rappelle qu'en 1838 Ibrahim avait rendu aux Maronites leurs armes, sous condition

(1) Les uns disent sept. Quant aux armes des Maronites, on a prétendu que Méhémet-Ali voulait en armer les nouvelles recrues faites en Egypte, pour ne pas toucher aux fusils de la réserve.

qu'ils l'aideraient à forcer les Druses dans les montagnes. Les Maronites furent fidèles à leur parole, et, en récompense de ce grand service, Méhémet-Ali, par un firman spécial, leur avait accordé vingt-quatre mille fusils à perpétuité, et s'était engagé à ne jamais exiger d'eux plus d'impositions que n'en prélevait autrefois le Grand-Seigneur. Mais le danger passé, les Maronites n'obtinrent pas un seul fusil, en outre des douze mille qui leur avait été primitivement remis, et ceux-là même finirent par exciter la méfiance de leurs oppresseurs qui, pour les rançonner ensuite tout à leur aise, en exigèrent la restitution immédiate. L'effet fut incalculable dans ces populations ; en vain Ibrahim, fort peu soucieux de concilier la justice et la vérité avec la violence, leur adressa-t-il une proclamation où s'associaient naïvement le mensonge, la menace et des promesses rassurantes (1); il y avait longtemps que la parole du généralissime n'était plus tenue, en Syrie, pour article de foi. Les Maronites, s'attendant bien à être poussés à bout, avaient recommencé à fraterniser avec les Druses ; quand le gouvernement égyptien leva le masque, les prêtres qui, jusque-là, avaient préparé sourdement la révolte, parlèrent haut et le front levé : du haut de la chaire évangélique, ils exhortèrent le peuple à se soulever; les mêmes hommes

(1) Documents historiques, n° 16.

qui, tant de fois, avaient appelé sur les Druses la malédiction de Dieu, les nommèrent leurs enfants et prescrivirent aux chrétiens, au nom du divin Rédempteur, de fraterniser avec eux. Les agitateurs étrangers assurèrent qu'une escadre anglaise et une armée russe étaient prêtes à venir au secours de l'insurrection. L'explosion eut lieu le 29 mai : dix jours après, les hostilités s'étendaient des portes de Beyrouth jusqu'aux environs de Damas.

En lui mandant la nouvelle, les délégués de Méhémet-Ali, perspicaces ou sincères pour la première fois, ne lui cachèrent rien de la gravité des choses. Le vice-roi comprit toute l'étendue de sa faute et s'attacha hâtivement à la réparer. L'important était de couper court à cet état insurrectionnel, de suprimer le prétexte tant recherché par l'Angleterre et qu'il avait si maladroitement contribué à lui fournir. Du 22 au 30 juin, il fit embarquer quinze mille hommes à bord de douze frégates, un vaisseau et plusieurs corvettes, pris dans les flottes turque et égyptienne, et les dirigea sur Beyrouth. Ses instructions portaient d'épuiser d'abord tous les moyens de conciliation, de consentir aux principales demandes des insurgés, de leur laisser leurs armes, de les exempter des corvées des mines ; enfin, de n'avoir recours à la force qu'à la dernière extrémité, mais impitoyablement

alors ; car, bon gré, mal gré, fallait-il mettre un terme à tous ces désordres.

Les généraux égyptiens se conformèrent aux ordres du Pacha. L'insurrection manquait de chefs ; c'était là son côté faible, et, malgré sa rapide extension, les districts n'avaient pas eu le temps de concerter leurs mouvements ; les habitants de Naplouse et de la Syrie méridionale avaient promis de faire cause commune avec les révoltés des hautes terres et de leur envoyer des renforts ; mais leur pays, plus accessible aux troupes égyptiennes, fut le premier parcouru par elles ; ils firent sans difficultés leur soumission et reçurent, avec des marques de reconnaissance, les conditions octroyées par la générosité et la modération du vice-roi. Pour les montagnards du Liban, ce fut une autre affaire, et dans la prévision qu'on n'en aurait pas si bon marché, Méhémet-Ali avait recommandé de leur faire parvenir la parole de paix par l'entremise de l'émir Béchir, leur chef naturel, quoique ce dernier eût perdu de sa considération parmi eux, depuis qu'il était l'allié des Egyptiens. Le prince des Druses, cet homme si habile à flairer le succès qu'il avait pu, neuf lustres durant, se ranger toujours à temps du parti le plus fort, et conserver, à travers toutes les révolutions, les priviléges de sa dignité, cet homme témoigna, en cette circonstance,

une tiédeur de bien mauvais augure pour la cause du Rouméliote. Au lieu de remplir en personne la tâche conciliatrice qui lui était dévolue, il y employa un de ses fils, l'émir Emine. Ce dernier convoqua les insurgés à Mada, à trois heures de Beyrouth, et leur fit part des intentions libérales du vice-roi, les engageant à se confier à ses promesses et à se retirer en paix. Les montagnards se montrèrent d'abord rétifs : ils n'avaient que trop motif de suspecter la bonne foi de leurs maîtres, et se plurent à rappeler toutes les circonstances où le généralissime Ibrahim ne s'était pas fait faute de violer des engagements solennels; cependant, devant la promesse que leurs armes leur seraient laissées, et qu'ils pourraient, sans être inquiétés, regagner leurs foyers, beaucoup faiblirent; tout allait s'arranger lorsque les meneurs mystérieux qui les avaient poussés au parti de la révolte, et dont cette solution amiable ne faisait pas le compte, leur insinuèrent de demander la garantie des puissances : si, cette fois, le vice-roi était sincère, que lui importait cette formalité? Vainement l'émir Emine les conjura de renoncer à cette prétention, incompatible avec la dignité de Méhémet-Ali ; plus il assura qu'il s'en montrerait offensé plus ils s'y obstinèrent, et on se sépara sans rien conclure.

Soliman-Pacha, qui commandait à Beyrouth,

jugea le chapitre des négociations épuisé et fit marcher des troupes contre les rebelles : Osman-Pacha balaya la plaine de Boccar avec onze mille hommes; Abba-Pacha, à la tête d'une égale force, rejeta dans la montagne les Maronites qui occupaient la plaine de Lâla. En rase campagne, les insurgés ne pouvaient tenir un moment contre des troupes disciplinées; mais les succès de l'armée égyptienne vinrent mourir au pied du Liban, dont elle put à peine parcourir les premiers gradins; au delà, trois mille Maronites, bien postés, tinrent en respect les Arnaoutes qui, seuls, étaient capables de les combattre dans ces lieux escarpés. Les insurgés, manquant de balles, ne tiraient qu'à coup sûr, et se contentaient de conserver leurs positions, attendant toujours l'effet des promesses de secours qui leur avaient été faites. Partout ailleurs, la soumission fut prompte et le pardon accordé. Mais la véritable question était ajournée et non tranchée.

LXV

Pour le moment, il importait beaucoup plus à Méhémet-Ali qu'on crût à la fin de la révolte que

de l'avoir effectivement réprimée. Cette apparence de pacification lui suffit et rentra tout à fait dans l'esprit des ordres qu'il avait donnés : flotte et armée devaient, au plus tôt, être de retour à Alexandrie ; elles y furent en effet le 15, et, le 17 le vice-roi fit annoncer officiellement aux consuls généraux la terminaison des troubles de Syrie. Tant de précipitation ne fut pas sans porter des fruits. Lorsque, le 6, le commodore Napier était venu sur la rade de Beyrouth avec une partie de l'escadre anglaise, il avait été très-surpris de ne plus trouver sur la côte un seul des bâtiments du vice-roi. C'est que le 4, deux jours auparavant, le bateau à vapeur français le *Lavoisier*, avait averti l'escadre égyptienne de l'approche du commodore, et que celle-ci avait immédiatement fait voile pour Alexandrie.

Sir Napier eut un extrême désappointement : il comptait peut-être bien reprendre quelques-uns des vaisseaux de la Porte, ou les détruire. Son dépit s'exhala dans une remontrance qu'il crut devoir faire à Soliman-Pacha sur la façon dont les autorités égyptiennes agissaient avec les insurgés. (1) Ce n'est pas le commodore qu'on aurait aimé à voir se saisir d'un si grand apitoiement, c'est la politique égoïste qui avait suscité cette insurrection, et que rien ne pouvait arrêter dans

(1) Documents historiques, nº 17.



ses ténébreuses manœuvres. C'eût été encore plus de sang épargné que ne le désirait sir Napier.

Cette journée du 15 juillet fut féconde en incidents favorables à Méhémet-Ali ; outre l'entrée à bon port d'une partie de sa flotte, qui n'était pas sans avoir couru des dangers, et le déclin de l'insurrection du Liban qui lui était annoncé, elle fut encore signalée par l'arrivée de M. Anselme, l'envoyé de M. Thiers. M. Anselme eut immédiatement avec M. Cochelet une audience du vice-roi ; rien n'en transpira au dehors : on remarqua seulement que Méhémet-Ali avait l'air plus satisfait que de coutume. Il n'était pas encore instruit de l'échec définitif de Sami-Bey à Constantinople, et les bonnes nouvelles de Syrie concouraient avec les reconfortations que lui adressait le gouvernement français. Malheureusement, tous ces événements propices se trouvaient le même jour, à la même heure, annulés par le traité de Londres.

LXVI

Si lord Palmerston avait tenu secret que, dès le 8 juillet, ce traité était arrêté en principe, s'il communiqua seulement le 17, à M. Guizot, que

les signatures avaient été apposées le 15, c'était particulièrement pour que le cabinet français ne pût devancer, dans le Levant, les ordres qu'il envoyait à l'amiral Stopford. Au milieu de la pleine confiance du vice-roi, autorisée par le fait de la mission de Sami-Bey à Constantinople, et dans les nécessités créées par l'insurrection de Syrie, la politique anglaise avait bien compté que le vice-roi ferait prendre la mer à tout ou partie de sa flotte, et qu'un bon coup pourrait se présenter pour l'escadre britannique. Mais la précaution de lord Palmerston fut mise en défaut ; le télégraphe déjoua ses calculs, et, le 21 juillet, un bateau français, l'*Etna,* partait de Toulon à toute vapeur, pour donner l'éveil au vice-roi. A partir de ce moment, ce dernier renferma hermétiquement ses vaisseaux dans le port d'Alexandrie; et, s'attendant prochainement à des obsessions peu agréables, il partit en tournée dans la basse Egypte, sous prétexte d'inspecter les canaux, mais en réalité pour gagner un peu du temps et mieux méditer sa défensive.

La nouvelle du traité fut connue à Constantinople quelques jours plus tard, le 2 août. A la suite du grand conseil tenu sur cette matière importante, Rifaat-Bey fut dépêché à Alexandrie pour notifier à Méhémet-Ali les volontés de la Porte. Parti le 7, il arriva le 11 ; et par le même

bateau, les consuls généraux reçurent les instructions des quatre puissances.

Le vice-roi ne revint que le 15, et le lendemain Rifaat-Bey lui fit ses communications officielles. Dans le premièr mouvement de colère, le Rouméliote ne prit aucun ménagement : « *Ouâllâ-billâtillâ* (je jure par Dieu), je ne céderai pas un pouce « du terrain que je possède, et si l'on me déclare la « guerre, je bouleverserai l'Empire et m'ensevelirai sous ses ruines. » Telles furent ses propres paroles.

Le 17 août, les consuls d'Angleterre, de Russie, d'Autriche et de Prusse (1) se présentèrent au palais du vice-roi ; ils lui proposèrent, conformément à l'article premier de l'annexe au traité, l'hérédité de l'Egypte et le pachalik d'Acre viagèrement, lui donnant dix jours pour faire sa réponse. Le vice-roi ayant demandé une communication écrite, il lui en fut remise une le 19. Les consuls firent même plus qu'ils n'en étaient requis : ils présentèrent en même temps une note diplomatique, fruit de leur commune délibération, et ayant pour titre : *Réflexions sur la position actuelle du vice-roi d'Egypte.* La banalité des conseils de soumission contenus dans cette pièce n'était rachetée que par son arrogance ; la fin seule était

(1) A cette époque la Prusse avait enfin envoyé un représentant en Egypte.

digne de remarque en ce que, sous forme de menace et de mépris dirigés contre l'intervention présumée de la France, elle révélait, suivant la logique particulière des passions, autant d'appréhension qu'elle affectait d'en cacher. Voilà comment se terminait le factum :

« Une conséquence immédiate d'un tel refus « (celui de se soumettre au traité) serait l'emploi « des mesures coërcitives. Le vice-roi est trop « éclairé et connaît trop bien les moyens et les « ressources dont les quatre grandes puissances « peuvent disposer, pour se flatter un seul instant « de pouvoir, par ses faibles moyens, résister « même à l'une ou à l'autre d'entre elles; ce serait « se bercer d'un espoir bien funeste que de compter, dans les circonstances actuelles, *sur un appui de l'étranger*. Qui pourrait arrêter les décisions des quatre grandes puissances? *Qui oserait « les braver ?* Loin de lui être favorable, une telle « intervention en sa faveur ne ferait que *hâter sa « perte, alors devenue certaine.*

« Les quatre grandes puissances développeraient des forces plus que suffisantes pour combattre tout ce qui pourrait s'opposer à l'exécution de la convention. On portera, là où le cas « l'exigera, une force suffisante pour rendre toute « résistance impossible et l'anéantir d'un seul « coup. »

LXVII

Cet emphatique essai d'intimidation avait pour but spécial de combattre l'effet supposé des paroles d'un envoyé extraordinaire de M. Thiers, de M. le comte de Waleski, qui se trouvait à Alexandrie depuis le 12; car le chef du 1er mars faisait volontiers voyager sa diplomatie; sa mystérieuse politique s'accommodait peu des agents à poste fixe, dont la responsabilité pouvait toujours se retrancher derrière un texte écrit. La mission de M. de Waleski n'a donc pas laissé plus de traces dans les cartons du ministère des affaires étrangères que celle de M. Eugène Perrier; mais, sans être obligé de prendre à la lettre les explications fournies à ce sujet par M. Thiers, dans la séance de la Chambre des Députés du 25 novembre, on peut augurer par celles des dépêches de M. de Waleski qui ont été publiées, que les instructions dont il fut muni ne différaient pas sensiblement de ce que l'ex-ministre révéla à la tribune, et, franchement, il n'y avait pas là de quoi tant inquiéter les zélés diplomates d'Alexandrie. Les imaginations, mises au champ, tombaient dans les versions les plus contradictoires; les uns disaient que tandis que M. Thiers

jetait feu et flamme à Paris, il envoyait, par M. de Waleski, au Pacha, l'avis de se soumettre sans rétard au traité de Londres; d'autres prétendaient, au contraire, que l'envoyé avait ordre de le pousser à marcher sur Constantinople, au risque d'une conflagration générale. C'est le cas de dire que la résolution de M. Thiers ne méritait ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Voici, à l'entendre, en quels termes il aurait verbalement tracé ses instructions à M. de Waleski : « Dites au Pacha : ne « passez pas le Taurus, conservez la défensive en « Syrie, couvrez bien Saint-Jean-d'Acre et Alexan- « drie; demandez la médiation de la France, et *si* « *vous faites durer la guerre jusqu'au printemps*, la « France, à la tête de toutes se forces, négociera « pour vous et obtiendra *probablement* la modifica- « tion du traité. »

Dire au Pacha de ne pas faire passer le Taurus à son armée, en ce moment où elle était déjà aux prises avec deux fléaux, les Syriens et la famine, et en attendait deux autres, l'hiver et les soldats de la coalition, c'était de la même force que de lui dire de ne pas aller jusqu'à Saint-Pétersbourg. Le reste des conseils de M. Thiers ressemblait aux consultations de ces médecins qui recommandent à un malade fortement attaqué de spleen de prendre de la distraction. On voit que le président du 1er mars n'indiquait pas au vice-roi d'au-

tre panacée que celle dont il avait lui-même fait usage et qui lui avait si bien réussi, c'est-à-dire l'art de *gagner du temps*.

Mais, sur ce chapitre, Méhémet-Ali en aurait remontré à M. Thiers. Le 26 août expirait le premier délai; Rifaat-Bey, accompagné des quatre consuls, se rendit auprès de lui pour connaître sa décision. Ils le trouvèrent aussi inébranlable, quoique plus calme que la première fois; dans leur précédente visite, c'est à peine s'il les avait laissés parler : ce jour-là, il les écouta tout au long, et se contenta de leur répondre : « Dieu donne la « terre, et il la reprend : je me confie à la Providence. »

Rifaat-Bey voulut partir sur-le-champ, considérant comme illusoire toute espérance de vaincre l'obstination du Pacha; il en fut empêché par les consuls, qui exigèrent qu'il les assistât dans l'accomplissement de toutes les formalités; en conséquence, tous ensemble se présentèrent de nouveau au palais, le lendemain, pour faire la seconde notification prescrite par le traité du 15 juillet. Dans l'intervalle, la bile du Rouméliote s'était échauffée; les paroles froides et compassées de ces hommes, indifférentes comme la fatalité, alors qu'elles agitaient des choses qui lui tenaient tant à cœur, l'agaçaient au dernier point. Il répondit aux sommations par des menaces furibondes, ju-

rant qu'aux premières hostilités il marcherait sur Constantinople. Il avait entendu parler du projet de départ de Rifaat-Bey : « J'espère, » dit-il aux quatre consuls, « que vous partirez avec lui. — « Nous n'avons pas d'instructions pour abandon- « ner nos postes, répondirent-ils. — Mais, moi, je « n'ai plus de confiance en vous, répliqua le vice- « roi. Les usages exigent l'éloignement des agents « de nos ennemis ; avoir la guerre et vous avoir « ici ne me convient pas. » Avant de se retirer, les consuls signifièrent au vice-roi qu'il avait encore un délai de dix jours pour faire ses réflexions, mais qu'il ne pouvait plus prétendre désormais qu'à l'Égypte héréditaire.

Voici à quoi le conduisirent ses refléxions. Deux jours après, le 28 août, il fit appeler Rifaat-Bey et chercha à l'engluer de ses discours, prétendant que cette affaire n'intéressait que les Musulmans, qu'elle devait être réglée à l'amiable, en famille, et que les étrangers ne s'y entremêleraient qu'au préjudice commun ; que, guidé par cette conviction, il s'était montré tenace en leur présence, et que ses paroles avaient été vives ; mais qu'au fond il était disposé aux concessions, qu'il se contenterait de l'Égypte héréditaire et de la Syrie viagère, faisant abandon du district d'Adana, de Candie et des villes Saintes ; qu'il allait, en conséquence, écrire une lettre de soumission au Sultan, et qu'il

le prierait, lui Rifaat, de vouloir bien s'en charger. En se défendant de pouvoir, en quoi que ce fût, modifier la ligne de conduite tracée par son gouvernement et les agents des grandes puissances, Rifaat, qui n'était pas insensible à ces avances personnelles, répondit qu'il ferait tout ce qu'il lui était possible pour lui être agréable, et qu'il se chargerait de la lettre. En voici la traduction :

Alexandrie, le 9 regib 1256 (7 septembre 1840).

Hautesse, la résolution des quatre puissances, la Russie, la Prusse, l'Angleterre et l'Autriche, relativement à la question d'Orient, m'a été communiquée, avec un ordre du visir, par votre serviteur Rifaat-Bey, un des ministres de la Sublime-Porte, actuellement en mission à ma cour. Je l'ai reçue avec le plus grand respect. Comme cette résolution ne m'accordait que l'hérédité du pachalik d'Égypte, je l'ai accueillie avec reconnaissance envers les grandes puissances, et toute l'obéissance due à votre ombre divine. Je n'ai point laissé passer le terme de vingt jours pour accepter cette faveur, parce qu'il faut que je me soumette à la résolution des grandes puissances et aux ordres de mon auguste maître et souverain. Avant l'expiration de ce délai de vingt jours, j'ai accepté le traité avec des marques d'une reconnaissance sincère. S. Exc. Rifaat-Bey était présente à cet acte. Que ce retard ne soit pas interprété d'une manière fâcheuse, ni attribué à un refus de me soumettre à la volonté des grandes puissances et de mon auguste maître. Mon but n'a été que d'obtenir l'assentiment à mes propositions de la magnanimité et de la grandeur des hautes puissances, pour lesquelles je professe la plus haute estime. Quand tout cela sera parvenu aux oreilles de V. H, je la prie de vouloir bien considérer que je suis un vieux serviteur et un esclave de notre auguste maître, et de m'accorder, en conséquence, le gouvernement de la Syrie pendant ma vie. Je vous promets d'améliorer ce pays. La tranquillité y régnera : tous, grands et petits, seront heureux, et, à cette occasion, je m'efforcerai de rendre de grands services à mon maître, à mon padichâ. J'attends cette faveur de mon

souverain et de la justice des hautes puissances, pour lesquelles j'adresse des prières au ciel. Maintenant que V. H. est instruite, tout dépendra des ordres de la Sublime-Porte.

MÉHÉMET-ALI.

On remarquera que la demande de la *Syrie viagère* est assez adroitement déguisée, dans cette lettre, sous forme de concession volontaire que le Sultan aurait faite, à titre de récompense pour d'anciens services et pour s'acquérir le droit d'en réclamer de nouveaux; mais cette feinte ne pouvait plus tromper personne; en dépit de son humilité, le Rouméliote n'en avait pas moins l'air de solliciter une grâce l'escopette au poing. D'ailleurs, c'était là une façon d'esquiver une explication catégorique, et de ne pas accepter sans encourir les conséquences du refus. Mais la prévoyance de lord Palmerston avait enfermé le vice-roi dans une espèce de cercle de Popilius; le jour même où il écrivait cette lettre, les consuls vinrent prendre sa réponse définitive, le second délai de dix jours étant écoulé. Méhémet-Ali ne parut pas; il fit dire qu'il était malade. Sami-Bey, son secrétaire, Boghos-Bey, son ministre, reçurent les consuls, et les prévinrent que, par une lettre adressée directement à S. H., le vice-roi avait fait sa soumission : « Mais si le Sultan refuse la Syrie viagère que fera le Pacha ? » demandèrent les consuls. Sur la déclaration de Sami-Bey et Boghos-Bey, qu'ils n'a-



vaient pas mission de répondre à une telle question, il fut rédigé un procès-verbal constatant le refus du vice-roi de se soumettre au traité de Londres; on y joignit un avis spécial des consuls au sujet de la flotte ottomane, que le Pacha leur avait péremptoirement refusé de renvoyer, et Rifaat-Bey partit immédiatement pour porter le tout à Constantinople, y compris la lettre du 5 septembre.

LXVIII

Dans cette dernière tentative de Méhémet-Ali pour éluder le dilemme qui lui était imposé, on ne peut voir l'effet d'une inspiration qui lui fût exclusivement personnelle; les conseils, ou tout au moins l'approbation de M. Thiers, eurent leur part dans sa démarche; car ce fut après une longue conférence avec M. de Waleski, le jour même de l'arrivée du *Papin* portant les dépêches de France, et le surlendemain du jour où Méhémet-Ali s'était énergiquement et absolument prononcé pour la négative, qu'il manda près de lui Rifaat-Bey et lui fit les ouvertures dont nous venons de parler. Deux jours s'écoulèrent encore, et l'envoyé de M. Thiers s'embarqua pour Constantino-

ple, afin d'y préparer le terrain pour l'acceptation des offres du Pacha, comme s'il était possible que les puissances laissassent la Porte s'engager sur des bases qu'elles mêmes avaient rejetées. Combien de fois et en quels termes fallait-il donc dire au président du 1er mars qu'on voulait tout à fait se passer de lui? et comment n'a-t-il point senti qu'exposer la médiation de la France jusqu'aux dédains de la Sublime-Porte, c'était la faire aller trop loin dans la voie de l'abaissement ?

M. de Waleski n'arriva à destination que le 8 septembre, veille du retour de Rifaat-Bey ; il se mit, sans retard, en devoir de tout tenter pour le succès de la mission dont il s'était chargé. Mais la diplomatie des puissances, déjà prévenue, avait ses mesures prises pour écarter momentanément, du gouvernement de la Porte, jusqu'à la pensée d'une transaction avec Méhémet-Ali, et lui faire, à cet égard, ce qu'on appelle brûler ses vaisseaux. Le 11 septembre, des conférences s'étaient ouvertes pour délibérer sur le rapport de Rifaat-Bey et sur la déclaration des consuls ; à la suite d'une orageuse discussion, la déchéance de Méhémet-Ali fut prononcée. Pour la troisième fois le Rouméliote était mis hors la loi musulmane et on lui donnait un successeur dans son gouvernement d'Égypte. Cette fois, ce fut Izzet-Pacha qui fut nommé à sa place.

Le 22 septembre, un bateau à vapeur autrichien apporta la nouvelle de la déchéance à Alexandrie; cet acte fut immédiatement signifié au vice-roi. Le lendemain, les consuls des quatre grandes puissances abattirent leurs pavillons et quittèrent l'Egypte.

LXIX

Le moment épineux était venu pour la coalition, surtout pour lord Palmerston; car l'opinion qui considérait le traité de juillet comme impossible à appliquer dans ses dispositions coërcitives n'était point tout à fait déraisonnable. On avait sans doute fort exagéré la force du Pacha; des statistiques de l'époque, portant un certain caractère officiel, faisaient monter à près de trois cent mille le nombre des hommes enrôlés sous ses drapeaux; mais on saura quelle confiance il faut accorder à ces chiffres par ce seul fait que les gardes nationales y figuraient pour quarante mille hommes, et les ouvriers des fabriques enrégimentés pour quinze mille. Toutefois, l'armée du vice-roi présentait encore une masse imposante et suffisamment aguerrie, et on peut estimer que la portion

qui occupait la Syrie et les places fortes n'était pas moindre de quatre-vingt-dix mille hommes de troupes, tant régulières qu'irrégulières. Avoir raison d'une pareille armée ne devait pas paraître chose si simple ; la première difficulté était de porter les forces qu'on lui opposerait sur le théâtre de la lutte. Deux puissances, sur les cinq de la coalition, se trouvaient favorablement placées pour cette entreprise : la Turquie, qui ne pouvait y suffire, et la Russie, à qui on n'aurait jamais voulu la permettre. Réciproquement, la Russie n'eût pas souffert que les soldats anglais pénétrassent seuls dans la Syrie. Quant à l'Autriche, M. de Metternich, peu soucieux de s'engager dans une guere active et de dégarnir les nombreux points qu'il lui fallait garder, avait déclaré qu'on s'arrangerait comme on voudrait, mais qu'il ne donnerait pas un soldat. Restait la Prusse, que son éloignement et son défaut de marine dispensaient naturellement de toute coopération active.

Qu'allait faire lord Palmerston ? Se bornerait-il à des démonstrations maritimes ? Mais qu'importait au Pacha qu'on lui brulât quelques villes du littoral ? La question n'en aurait pas été pour cela décidée ; il pouvait faire retirer ses troupes dans l'intérieur des terres, et attendre que l'hiver et les tempêtes l'eussent de toute nécessité débarrassé de la présence de l'ennemi. D'un autre côté, tenter

un débarquement avec la poignée de soldats que la Porte mettait à la disposition des officiers anglais, c'était s'exposer à essuyer un échec grave, à se faire rejeter dans la mer et à motiver irrésistiblement l'intervention des armes russes.

Cependant, comme de tous les inconvénients celui de paraître reculer était le pis aux yeux de lord Palmerston, il ne manifesta pas la plus légère hésitation et envoya à l'escadre anglaise des ordres pour agir, à tous risques. S'il n'eût eu à redouter que les représailles de la France, moindre eût été son mérite en cette circonstance; mais il lui restait d'autres dangers, et de plus grands, à courir, ainsi qu'il vient d'être dit, et nous ne saurions trop admirer la résolution avec laquelle il jeta le drapeau de l'Angleterre et un seul régiment sur les côtes de Syrie.

LXX

Heureusement pour les Anglais, ils avaient à leur tête, dans la Méditerranée, un homme admirablement fait pour cette expédition. Le chef ostensible de l'escadre était lord Stopford, un de ces amiraux comme en contiennent tous

les cadres d'état-major, et chez lesquels une bravoure longtemps éprouvée fait à peine oublier une médiocrité notoire; mais l'âme tout entière des opérations gisait en sir Charles Napier, commandant d'une division de l'escadre. Cet officier supérieur, non sans talents, quoique sans aucun scrupule, croyait sa ressemblance complète avec son illustre compatriote Nelson, parce qu'il en possédait toute l'énergie brutale. Se trouvant capitaine de vaisseau à la fin des guerres de l'Empire, M. Napier, las de la paix qui bornait son ambition, vint demander la richesse à cette France, dont les désastres, péniblement supportés, se refusaient à toute nouvelle lutte; il se fixa au Havre pour surveiller le service des bateaux en fer qu'il avait établis sur la Seine, de concert avec M. A. Manby; mais la spéculation avorta, et la société s'étant dissoute, M. Napier retomba dans des loisirs fatigants pour son ardeur. A cette époque éclata la révolution de Grèce, qui séduisit tout ce que l'Europe avait d'esprits aventureux et déclassés : M. Napier y vit une chance d'atteindre la célébrité qui le fuyait obstinément; il courut se joindre aux Hellènes, et participa bravement à toutes les péripéties de leur fortune. Par malheur il se trouvait là au milieu de gens chez qui les hauts faits devinrent chose si commune qu'on finit même par n'en plus parler. La

paix de nouveau conclue, M. Napier rentra dans la marine anglaise, capitaine comme devant. Quelques expéditions qu'il fit en cette qualité le réconcilièrent peu avec la monotonie du service national; il se remit donc à interroger l'horizon de tous côtés pour voir si de quelque point ne surgirait pas une querelle, un combat, auxquels il pût offrir le secours de son épée. On aurait dit que ce fut à sa seule considération que la Providence suscita la rivalité dynastique du Brésil et du Portugal. On quêtait alors des amiraux à l'Angleterre, comme des chanteurs à l'Italie. Don Pedro en sollicita un pour sa flotte, et l'obtint de la bienveillance assez dédaigneuse du ministère britannique, qui se contenta de lui envoyer un simple capitaine, lequel n'était autre que M. Napier. C'était toujours suffisant pour tenir tête à l'escadre de don Miguel, qui se fit battre à plates coutures près du cap Saint-Vincent, sans aucun respect pour l'ombre du grand Albuquerque. Cette victoire avait valu à M. Napier le titre de comte de Saint-Vincent, octroyé par don Pedro, et le grade de commodore, qu'il possédaït depuis qu'il était enfin rentré par la bonne porte dans la marine royale d'Angleterre.

Quoiqu'on pût considérer une telle carrière comme suffisamment remplie, il manquait des titres véritablement patriotiques à la réputation de M. Napier; aussi avait-il hâte de les acquérir

dans le Levant où il venait d'être envoyé, et il appliquait son zèle à prévenir, à dépasser même ses instructions plutôt qu'à rester en deçà.

LXXI

Nous avons vu, cependant, que la vigilance de sir Charles Napier fut mise en défaut à Beyrouth par l'avis opportun que communiqua à l'escadre égyptienne un bateau à vapeur français. Le commodore attendit, en croisant devant le port, l'heure de dommagement; bientôt instruit du traité de Londres, il ne devait pas tarder à prendre sa revanche. Les mesures avaient été si bien arrêtées d'avance par lord Palmerston, tous les détails de la scène à jouer en Orient si bien réglés par lui, que le même jour, à la même heure où le traité serait signifié à Méhémet-Ali, les autorités égyptiennes de Syrie (1) devraient être sommées d'évacuer les lieux. Qui n'a reconnu là l'esprit anglais méthodique jusqu'à l'absurde? Il arriva, en effet, que Méhémet-Ali, absent d'Alexandrie à l'arrivée de Rifaat-Bey, ne put avoir communication du traité

(1) Celles du moins qui ne rentraient pas dans l'étendue du maximum des concessions accordées au vice-roi par le traité de Juillet.

que le 16 août. Mais cela n'empêcha pas sir Napier de faire sa sommation dès le 14, et sans aucun préliminaire, avant même de dénoncer les hostilités, de s'emparer de douze navires égyptiens qui étaient à l'ancre dans le port de Beyrouth.

Sir Napier n'avait peut-être pas eu lieu, dans ses services à l'étranger, d'obsrver très-scrupuleusement le droit des gens, et voyant son gouvernement faire de la politique comme on fait de la police, il pouvait se trouver personnellement excusable de commencer la guerre de cette façon.

Il alla plus loin : engageant résolument sa responsabilité en un point sur lequel le gouvernement anglais en était encore à se prononcer avec réserve, il répandit une proclamation qui appelait les Syriens à la révolte et les Egyptiens à la désertion (1). Des propositions brillantes faites se-

(1) « Habitants du Liban », disait M. Napier dans sa proclamation, « vous qui êtes plus spécialement sous mes yeux, levez-vous et secouez enfin le joug sous lequel vous gémissez. Des troupes, des armes et des munitions vont arriver au premier jour de Constantinople, et désormais les vaisseaux égyptiens n'insulteront plus vos côtes. » Voici le passage à l'adresse des soldats de Méhémet-Ali : « Soldats du Sultan, qui avez été arrachés de vos foyers par la trahison pour être traînés sur les sables brûlants de l'Egypte, et qui depuis avez été transportés en Syrie, je vous adjure également, au nom du Grand-Seigneur, de retourner sous son allégeance. J'ai placé deux vaisseaux de ligne près du lazaret, dans lequel vous êtes campés, pour recevoir ceux d'entre-vous qui se mettront sous ma protection.... Un oubli complet de tout le passé et votre paie ar-

crètement aux principaux chefs de l'armée du Pacha tentèrent en même temps d'ébranler leur fidélité. Ces choses sont de notoriété publique, et voici quels étaient les appâts offerts à leur défection : à Soliman-Pacha, le pachalik de l'île de Chypre, avec hérédité pour ses enfants; à Méhémed-Pacha, celui de Tripoli ; à Chériff-Pacha, le reste de la Syrie, aux mêmes conditions. Tous les trois refusèrent sans hésiter, et envoyèrent à Méhémet-Ali avis de ces propositions en l'assurant qu'ils étaient résolus à mourir, s'il le fallait, pour son service.

Après cela, on est obligé de convenir que le gouvernement britannique a effectivement une forte inclination pour les moyens pacifiques, et qu'il n'adopte les voies de rigueur que lorsqu'il ne peut pas faire différemment.

LXXII

On avait calculé que les délais accordés à Méhémet-Ali rempliraient juste le temps nécessaire pour faire arriver les forces suppémentaires dont on avait besoin. A la suite de sa proclamation et

riérée sont assurés par le Sultan, ainsi que tout ce qui est dû aux soldats qui rejoindront ses drapeaux. »

de ses sommations, qui n'avaient eu d'autre résultat que de faire déclarer la Syrie en état de siége par Soliman-Pacha, le commodore Napier avait pris son mouillage plus au large avec quatre vaisseaux ; l'amiral Stopford croisait devant Alexandrie avec trois vaisseaux, une frégate et deux bateaux à vapeur anglais, plus deux frégates et une corvette autrichiennes. Le 5 septembre, il quitta les eaux d'Alexandrie et vint rejoindre, le 8, le commodore Napier devant Beyrouth ; le 10, ils furent ralliés par les transports, ayant à bord les troupes de débarquement, et dès le 11, à peu près dix mille hommes étaient jetés à terre. Ils se composaient comme il suit : une compagnie de débarquement de chacun des bâtiments de guerre anglais et autrichiens, quinze cents hommes d'infanterie anglaise, trois mille Turcs et de quatre à cinq mille Albanais.

M. Napier, qui avait eu tout le temps d'étudier la côte, fut chargé de cette opération. A deux ou trois lieues, au nord de Beyrouth, à l'embouchure d'une petite rivière, est une baie avec un promontoire très-avancé dans la mer; de part et d'autre, deux larges chaussées longent le rivage et mènent l'une à Beyrouth, l'autre à Tripoli. C'est sur cet endroit, appelé Djournie, et qui était confié à la garde de quelques Albanais, que s'arrêta le choix du commodore; il s'y porta rapidement et

débarqua tout son monde sans obstacle, la garnson n'ayant même pas tiré un coup de fusil. Les troupes coalisées purent à l'instant prendre une excellente position, la droite appuyée à la mer, la gauche à un ravin impraticable, le front et l'arrière protégés par les vaisseaux qui enfilaient de leurs feux les routes de Beyrouth et de Tripoli. Le sort de la campagne était là : une fois cette petite troupe retranchée, elle devenait inexpugnable pour toute l'armée égyptienne.

Pendant que s'effectuait ce débarquement sans coup férir, quinze mille Egyptiens assistaient, l'arme au bras, au bombardement de Beyrouth : c'était le corps d'Ibrahim, couronnant les hauteurs derrière la ville. Soliman-Pacha lui-même commandait la garnison ; le 11, dans l'après-midi, il reçut une communication en français des amiraux anglais et autrichiens, le sommant de restituer la ville au Sultan et ne lui laissant qu'une demi-heure de réflexion. Soliman demanda jusqu'au lendemain matin : c'était pour avoir le temps de mettre ses poudres et ses munitions à l'abri ; mais les Anglais continuèrent le feu jusqu'à la tombée de la nuit, et le rouvrirent une heure avant le lever du soleil. Les projectiles ordinaires ne pouvant atteindre la place, ils firent usage de fusées à la congrève ; en peu de temps tout fut réduit en cendres, presque toutes les marchandises

européennes en magasin brûlèrent; la maison de l'agent consulaire de France, le seul qui eût conservé son pavillon, servit de point de mire aux canonniers anglais et fut criblée de boulets: aucun ne put abattre le pavillon. L'ardeur destructive, qui distingue si éminemment la marine anglaise, se donna carrière à bon marché, car la place riposta à peine, Soliman ayant, dès le commencement de l'action, échelonné ses troupes en arrière de la ville; si bien que les victimes furent, pour la plupart, des femmes et des enfants de la côte. Soliman était exaspéré de cette manière de faire la guerre; c'était la première fois qu'il voyait, disait-il, des soldats massacrer sans pitié des habitants inoffensifs.

L'œuvre de destruction accomplie, les alliés cessèrent le feu; mais la présence des troupes d'Ibrahim et de Soliman les empêcha de faire aucune autre tentative pour s'emparer des ruines fumantes de la place; ils n'osèrent même pas s'aventurer hors de leur position de Djournie-bay et dépasser la portée des canons de leurs vaisseaux.

Néanmoins ces premières opérations embrassèrent toute l'étendue de la côte syrienne, entre Caïffa, au sud de Saint-Jean-d'Acre, jusqu'à Tripoli, au nord. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de la première de ces villes qui se trouve à l'extrémité même de la rade de Saint-Jean-d'Acre,

au pied du mont Carmel : elle fut détruite par deux frégates autrichiennes et une frégate anglaise, sous les ordres de S. A. R. le prince Charles-Frédéric. Djebaïl, autre petite bicoque entre Beyrouth et Tripoli, coûta plus cher aux Anglais ; les Albanais, qui s'y étaient retranchés, repoussèrent très-vigoureusement d'abord les assaillants et ne leur cédèrent la place qu'après une résistance acharnée.

Les Anglais avaient pris pied sur le sol syrien : c'est tout ce qu'ils voulaient momentanément, et on ne peut nier que ce premier mouvement, exécuté avec nerf et habileté, n'ait constitué pour eux, dès l'abord, un sérieux avantage.

LXXIII

Le canon qui pulvérisa les murailles de Beyrouth eut un autre résultat : il fit choir, à Paris, le ministère du 1er mars. Grâce au ton belliqueux des organes de M. Thiers, grâce surtout à l'éclat qu'on faisait des préparatifs militaires de la France, la susceptibilité nationale, si vivement émue par le traité de Londres, s'était un peu rassurée, et l'opinion qui égara le roi et son ministère, — le premier un instant seulement, — commençait à se répan-

dre dans le public, à savoir que l'attitude énergique de la France empêcherait l'exécution du traité. Mais tandis que le peuple français s'abandonnait à cette confiance en la fermeté de ses gouvernants, ceux-ci étaient assaillis de plus de divisions, de terreurs et d'irrésolutions que jamais. Au fur et à mesure que M. Thiers se grisait de ses propres violences, le roi Louis-Philippe reprenait le calme de ses inspirations ; la gloire et la popularité n'étaient point des enjeux auxquels il pût longtemps sacrifier le sentiment de sa sécurité ; il revint bientôt aux intrigues qui constituaient son élement supérieur et mit en campagne sa diplomatie secrète; M. de Saint-Hilaire, à Vienne, et son gendre et compère, le roi des Belges, à Londres, furent mandés spécialement à l'effet d'ourdir une trame ayant pour chaîne la ligue des instincts conservateurs de l'Europe. Metternich, qui ne fut jamais qu'un allié précaire pour Palmerston, et que l'ascendant russe jetait dans cette aventure guerrière, donnait les mains à un biais pacifique qui aurait consisté dans la médiation française, demandée et acceptée pour Méhémet-Ali ; d'un autre côté, les torys, trop longtemps écartés, contre leur gré, des conseils de la couronne, ne croyaient pas acheter trop cher, au prix d'un acquiescement, leur rentrée au pouvoir : en retour, Louis-Philippe offrait de sacrifier le ministère du 1[er] mars, — léger sacrifice, — et de com-

palper enfin le mirage si longtemps déc
portefeuille, lorsqu'un froncement de s
Jupiter moscovite mit en désarroi tout
diplomatique. Nicolas ne pouvait, de gaî
se laisser frustrer du profit, bien qu'éve
attendait de la rupture franco-angla
colère fut spontanément inculquée à
qui, à notre égard, est toujours resté
main d'Iéna : tous deux s'opposèrent
ment à la médiation française, et nou
en effet, de quelle façon elle fut accuei
tantinople, lorsque M. Waleski vint la
Ce fut la mort de la combinaison pro
cette fois, M. Thiers fut incontestable
par le czar de toutes les Russies.

Il est vrai que ce fut un triste servi
rendit là, et que déjà le président du 1
à la recherche d'une issue honnête pou
d'une situation devenue intolérable. L'
manifestait aux yeux des siens et du p

l'accablait de ses verbeuses remontrances, et M. Roussin de ses boutades de marin. Ce dernier, surtout, ne voulait point souffrir qu'on lui parlât des moyens de résistance de Méhémet-Ali : « Vous parlez, disait-il, des forces du « Pacha, vous parlez de ses armées et de ses flot- « tes; mais il n'a que des apparences d'armée, « des apparences de flotte. Ses soldats tous réunis « ne résisteraient pas à un régiment européen; « quant à ses vaisseaux, je ne demande qu'une « frégate, une seule, pour les disperser et les « brûler. J'ai vu de trop près ces troupes et ces « marins pour les traiter autrement que comme « de vaines fantasmagories. »

Pour lutter contre de tels obstacles, M. Thiers n'avait pas assez foi en la justice de sa cause, ni même en son habileté personnelle. L'écueil d'illusionner trop facilement autrui et de ne pouvoir plus s'en imposer à soi-même : il ne croyait plus à la sincérité du roi, à la modération des puissances, à la force de Méhémet-Ali ; il était même dissuadé de la guerre, voyant les arsenaux et les coffres de la France plus vides qu'ils n'étaient réellement, les finances obérées, les cadres incomplets, la marine en piteux état : avancer, il ne le pouvait pas; reculer, il ne le pouvait plus. Il sentait qu'on ne désirait rien tant au château que sa retraite, et que c'était la pire des choses redoutées ; il était enfin

C'était dans ce même moment que l
ton, avec des embarras financiers to
ves, une pénurie de moyens militair
grande et une responsabilité qui ne l
rien à celle de M. Thiers, engageait ré
partie. Le ministre anglais montra, en
sion, une supériorité de caractère in

Le gouvernement français abusa
tions : il protesta d'abord par la bou
Pontois, à Constantinople, contre
moyens coërcitifs en Syrie; à la nouv
ture des vaisseaux égyptiens à Beyro
tendre encore des représentations su
agression du commodore Napier :
écouta pas davantage. Le ministère
à ce degré d'humiliation qu'aucun
peut plus racheter. « Il serait bon de
sait à ce propos un journal de l'oppo
est le nombre de soufflets que notre
a besoin de recevoir pour se croire

fait de la mise en demeure du vice-roi, il répliqua en décrétant les fortifications de Paris. Les gens qui répugnent à combattre sont toujours pressés de s'armer : mais à quoi bon tant d'armes lorsqu'on ne veut se servir d'aucune! Pendant que le cabinet français accumulait ainsi les moyens d'attaque et de défense, que faisait-il de sa flotte dans la Méditerranée? La laissait-il au moins dans les eaux des escadres de la coalition, ne fût-ce que pour inspirer, par sa présence, un peu de retenue aux agresseurs, un peu de confiance aux opprimés? Il s'en serait bien gardé. Dès le commencement d'août, l'amiral Lalande, qui la commandait depuis trois ans, et qui avait eu, on le sait, le malheur de déplaire aux Anglais, fut rappelé, et en attendant l'arrivée de l'amiral Hugon, son successeur, il eut ordre de conduire la flotte dans le golfe de Salamine, à plus de deux cents lieues de l'endroit où s'escrimaient les Anglais. Et certes, au point de vue de la prudence, M. Thiers fut bien avisé; car si la flotte française eût continué à rester dans le voisinage de ses rivaux, la longanimité du ministère n'aurait pas eu l'occasion de se donner si beau jeu, et,comme le dit plus tard le brave amiral Lalande, en face d'un pareil abus de la force, d'un mépris si insolent pour le droit des gens, « les canons seraient « partis d'eux-mêmes. »

traité de Londres. C'était ainsi qu'on
tait sa lettre du 4 septembre, dont n
essayé de définir le vrai caractère. On a
l'envoyé français, M. de Waleski, s'é
à Constantinople pour porter la sou
Méhémet-Ali. Cette nouvelle inattendu
geant la solution de cette affaire dans
des faits accomplis, tranchait toutes les
elle permettait encore au chef du cabin
des regrets susceptibles de dignité, et
sait de l'alternative d'une faiblesse ou
traite.

L'espoir dura peu. Le 1er octobre,
che télégraphique de Marseille a
Paris le bombardement de Beyrouth,
main on savait comme quoi la Porte, e
l'acte de soumission du vice-roi, ava
sa déchéance du pachalik d'Egypte.

Ce fut une explosion d'indignation, d
... nouvelles, amplifiées et c

alliés comptaient bien sur une résistance à outrance de la part du Pacha, car c'était sa ruine complète qu'ils voulaient; voyant leur calcul déjoué par sa soumission, ils avaient néanmoins fait prononcer sa déchéance. Sans doute qu'une mauvaise foi si insigne recouvrait des projets de partage qu'on verrait bientôt se produire au grand jour. Ainsi parlaient les feuilles publiques de toutes les nuances.

M. Thiers était tiré brusquement d'un doux rêve; mais, de cette façon comme de l'autre, il avait enfin rencontré la crise décisive pour ses perplexités. Il lui fallait, comme on dit, sauter le fossé ou s'arrêter net : il préféra rouler dedans. Ayant immédiatement proposé au roi de passer de la parole à l'action, celui-ci refusa, et le 2 octobre M. Thiers remit sa démission dans ses mains. Cette retraite lui laissait le beau rôle, il aurait dû s'y tenir. Louis-Philippe, *qu'elle découvrait trop*, vu la conjoncture, mit en jeu, pour la faire retirer, tous les leviers de sa rouerie représentative : intuitivement, il savait qu'un ministère qui l'abandonnerait sans être à bout de déconsidération, entraînerait sa propre perte. Le roi-citoyen, que servait admirablement la bonhomie caressante de sa parole, intéressa à son but égoïste la générosité, l'amour-propre, voire même le patriotisme de M. Thiers, en lui prouvant que le trône et les

vent abordables les ...

Marie-Amélie descendit jusqu'à la su
pour faire reprendre à M. Thiers son p
M. Thiers y consentit, moyennant cert
cessions destinées à masquer celles c
lui-même; en voici le programme : 1
diplomatique contenant un *casus belli ;*
nance de convocation des Chambr
25 octobre; 3° le rappel de la flotte du
îles d'Hyères ; 4° l'armement com
France.

Dans cet ensemble de mesures affect
tère belliqueux, on peut s'étonner de
le rappel de la flotte; pris à partie,
pour cet acte inexplicable, M. Thiers
sa en disant qu'il voulait avoir la flo
du télégraphe. Au bout du télégr
mais pas à portée des canons anglais
là une éventualité qui donnait le vert
Philippe, et qui constituait l'essenc
toutes les inquiétudes du ministre.

que la Porte en ceci avait été trop loin, qu'elles-mêmes ne consentiraient pas à l'accomplissement de cet acte de rigueur et qu'elles insisteraient, au contraire, pour sa révocation, — le cas de guerre de M. Thiers était plutôt, comme le fit spirituellement observer M. Desmousseaux de Givré, un *cas de paix ;* en effet, venir dire qu'on défend tel point que l'adversaire déclare ne pas vouloir attaquer, cela a plutôt l'air de prévoir un bon accord qu'une collision. Au fond, ce qu'il y avait de plus clair dans ce factum de M. Thiers, embarassé comme une lettre d'excuses, c'était l'abandon des prétendus droits de Méhémet-Ali sur la Syrie aux chances de la guerre. Tous les artifices de langage ne purent le dissimuler.

Louis-Philippe n'en demandait à son ministre ni plus ni moins, et, pour nous servir d'une expression triviale, mais énergique, le *tour était fait.* Aussi quand il s'agit, quelques jours plus tard, de rédiger le discours d'ouverture des Chambres, M. Thiers trouva-t-il dans la couronne une opposition aussi inattendue qu'aigrement exprimée. Il remit sa démission sur le tapis : cette fois, elle fut acceptée sans observation.

Le 29 octobre, M. Guizot, qui se tenait prêt, succéda à M. Thiers. La France gagna-t-elle au change ? C'est une question désormais assez indifférente au sujet qui nous occupe. Le mieux à

satisfaction pour lui, que de se u
l'autre.

LXXIV

Les tergiversations dont la France
spectacle parurent réagir jusque sur
Pacha en Syrie; l'audace, qui l'avait
bien servi, l'abandonna; désormais
le voir rester fort au-dessous de ce qu
attendre de lui.

Depuis le bataille de Nézib, Ibrahim
jours maintenu le gros de ses forces en
et le désert, occupant ainsi la ligne
de Marach à Damas, qui passe par
mah et Homs : c'est le chemin parco
grandes caravanes allant à la Mecque.
d'opérations pouvait être excellente ta
n'aurait pas d'autres adversaire

dessein, nous avons vu Méhémet-Ali menacer jusqu'au dernier moment de le mettre à exécution; mais la révolte du Liban en rendait la réussite plus que problématique, et dès l'instant que les alliés eurent fait mine d'agir sur le littoral, il n'y fallait même plus songer. De là résultait la nécessité pour Ibrahim de changer ses dispositons, de dégarnir l'est et le nord de la Syrie, qui ne couraient aucun danger, pour porter ses forces vers la côte. Il n'y avait plus en effet sur la frontière terrestre que quelques mauvaises troupes turques désorganisées.

En cas d'invasion par voie maritime, nous croyons qu'il est du devoir de la défense d'inquiéter le débarquement de l'ennemi, ou tout au moins de ne pas lui laisser faire son premier établissement sans obstacles. Souvent des généraux, par excès de présomption ou de prudence, ont préféré se retrancher et attendre le combat avec tout l'avantage d'une position bien chosie : presque toujours la défaite a payé cette mauvaise tactique. Ce principe, d'une vérité générale devenait, dans la position du général égyptien, une loi impérieuse; car il lui fallait, à tout prix, empêcher le contact des agresseurs avec les montagnards du Liban, chez qui l'apparition seule des voiles anglaises faisait gronder de nouveau la révolte.

les villes, et se porta de sa personne dan
rons de Beyrouth, avec un corps
d'une quinzaine de mille hommes. Cette
tout à fait insuffisante comparativeme
que l'armée alliée empruntait aux ca
flotte. Ibrahim ne s'en aperçut que lors
d'attaquer le camp de Djournie ; l'excell
sage des vaisseaux anglais en rendait le
si périlleuses, qu'il renonça à l'entre
contenta du rôle d'observateur, poussan
postes jusqu'à moins d'une heure de
l'ennemi.

Rien de décisif ne se passa donc ju
du mois de septembre; mais cet interva
plète inaction de la part d'Ibrahim, fu
ment employé par les alliés; des pay
par bandes s'armer à leur camp, et se
dans la campagne, tout en harcelan
égyptiens; dès les premiers jours quatr
leur furent distribués, une vigoureus

armée mal nourrie, mal payée, à peine vêtue au commencement de l'hiver : pour résister aux maladies qui la décimaient, elle n'avait ni médecins ni médicaments. Le camp des alliés offrait au contraire toute sorte d'abondances; aussi la désertion faisait-elle des vides immenses dans les rangs de l'armée égyptienne. Ces causes de revers, Ibrahim les aggrava encore en éparpillant ses forces au lieu de les concentrer. Il les avait divisées en trois corps, et, ne gardant sous la main que quatre à cinq mille hommes, il essaya de se rapprocher de la résidence de l'émir Béchir, dont la fidélité commençait à lui être suspecte. Soliman-Pacha, à la tête de trois mille hommes environ, se tenait aux portes de Beyrouth, et Osman-Pacha, couvrant la gauche d'Ibrahim, occupait la position de Marouba, avec six ou sept mille hommes, parmi lesquels beaucoup de malades.

Le 4 octobre, les montagnards, en nombre considérable, vinrent attaquer Osman; l'action dura peu de temps, toutes les recrues syriennes ayant spontanément passé à l'ennemi; Osman, poursuivi l'épée dans les reins, se retira sur Balbeck, avec mille hommes à peine.

Cette défaite eut pour résultat
derniers scrupules du prince des D
plusieurs jours il était en pour
l'amiral Stopford et le sérasker Izzet-
successeur de Méhémet-Ali désigné
le 5, il conclut avec ceux-ci
tion en vertu de laquelle il reconna
tan Abd-ul-Medjid pour seigneur e
s'engageait à le servir fidèlement :
vie sauve et la possession de ses bien
garanties. Pressé ensuite de se rendr
alliés, il s'excusa sur ce que les trou
lui barraient le chemin, et pron
deux de ses fils en otages. Pour l'en
cet acte décisif, il fut joint, aux
énoncés de la convention, l'engage
titre de prince des montagnes lui se
Mais l'émir Béchir devait port

retards que son vieux père, — il avait 85 ans, — apportait à lui laisser sa succession, avait trouvé ce moyen extra-naturel de la recueillir. C'est lui qui commandait les montagnards au combat de Marouba. L'amiral Stropford, prétextant que Béchir ne s'était pas présenté aux quartiers anglais le jour fixé, prononça sa déchéance, et nomma au gouvernement du Liban, au nom de la Porte, son fils l'émir Béchir-el-Kasim.

Béchir fut consterné de sa destitution; mais, chose étonnante, elle lui fit franchir le pas qui excitait à un si haut point sa répugnance. Le lendemain du jour où il en avait reçu l'avis, lui parvint également une dépêche d'Ibrahim qui l'appelait au camp égyptien; Béchir se décida pour celui des alliés, et partit incontinent, accompagné de sa famille et d'une suite nombreuse. Il fallait qu'il jugeât la cause des Egyptiens bien irrémédiablement perdue.

A Saïda, où il arriva le 11 octobre, il ne trouva plus l'amiral Stopford, ce dernier s'étant rendu devant Beyrouth; le capitaine, commandant la station, le dirigea sur ce dernier point. Béchir fut reçu à bord du vaisseau amiral avec tous les honneurs dus à son rang; mais on lui signifia qu'il ne pouvait plus rester en Syrie. En vain l'Émir protesta-t-il contre ce traitement qui, vu les promesses sur la foi desquelles il s'était engagé, avait toute

qu'on le transportât; quant à ses biens ils devaient être vendus et le prix lu tégralement remis. Il demanda à à Rome ou en France. Alors l'amira que c'était chose impossible, et que sa résidence était restreint à Malte ou à Le vieux Béchir, qui n'avait jamais ten comprit qu'enfin il avait affaire à u qui n'en faisait pas plus grand cas q et que la loi du talion s'exercerait à dans sa rigueur providentielle. Il bai ne dit plus mot. Le 1er novembre, i Malte avec sa suite.

LXXVI

Cependant les alliés ne faisaien

du Liban seuls avaient pris les armes; au sud, les montagnards de Naplouse et de Jérusalem s'étaient montrés beaucoup plus rétifs aux suggestions des agents anglais. Avant de s'engager dans l'intérieur des terres, les alliés voulaient avoir le cœur net de cette grande armée, qu'on disait être sous les ordres d'Ibrahim, et avec laquelle il avait pu projeter l'envahissement de l'Asie-Mineure; car ils ne comprenaient rien à l'inertie du généralissime égyptien et soupçonnaient quelque piége; c'est pourquoi ils laissaient faire la première besogne aux habitants armés par leurs soins, et s'en servaient comme d'éclaireurs pour leurs futures opérations. Pourtant il devenait urgent d'arriver à un résultat plus positif; la saison propice touchait à son terme; le mois de novembre survenant, les côtes de Syrie ne seraient plus tenables pour la flotte; et la Russie, à la piste de l'occasion, se préparait à jeter ses bataillons dans l'Asie-Mineure. Déjà le comte de Liéven, envoyé extraordinaire du Czar, était venu à Constantinople avertir le Sultan qu'il n'avait qu'un mot à dire, et que toutes les forces de l'empire russe seraient mises à sa disposition : soixante mille hommes campaient à Odessa, l'arme au bras; et sans même attendre la réponse du Sultan, l'envoyé russe s'était rendu en Anatolie pour étudier le terrain et tout disposer pour

C'est ce qui causait la circonspection d
mais ce fut aussi ce qui excita leur arde
la défaite d'Osman-Pacha leur eut livré
de la faiblesse de l'ennemi. Ils résolure
fiter de l'influence morale de ce succè
défection de l'émir Béchir pour faire
avant; ce pas consistait dans la pris
routh, restée aux mains des Egyptien
gardait toujours les communications l
cette ville et le camp retranché qu'il
deux lieues de là, de l'autre côté de la

LXXVII

Après la déconfiture d'Osman, Ibrahi
longé sa gauche vers le sud pour cou
de retraite sur Balbeck par les défilés

endroit de roches abruptes, avait permis de superposer trois étages de retranchements protégés sur leur front par un profond ravin. Malheureusement Ibrahim n'avait pas assez de monde pour tirer tout le parti possible de cette magnifique position, et encore le peu dont il pouvait disposer était-il trop dispersé pour pouvoir obéir à un rapide mouvement de concentration. Le commodore Napier résolut de profiter de cette dernière faute. Le 9 octobre, laissant son camp de Djournie à la garde d'une partie des troupes de débarquement, il se présenta, à la tête de quelques milliers de Turcs et de montagnards organisés en bataillons, sur les hauteurs qui faisaient face à la position des Egyptiens, de l'autre côté du ravin. Ibrahim venait d'y arriver, amenant deux mille de ses meilleurs soldats; s'apercevant enfin des vices du système qu'il avait adopté, il voulait réunir sur ce point des forces capables d'arrêter l'ennemi; il avait en conséquence demandé quatre bataillons à Soliman-Pacha et donné l'ordre à deux mille hommes qui se trouvaient à Zâlé, dans la vallée de Balbeck, de venir le rejoindre : ces renforts étaient attendus le lendemain. Mais le commodore, qui en fut instruit par les transfuges, ne leur donna pas le temps d'arriver. Son plan d'attaque avait été combiné avec l'émir Kasim, qui, à la tête de ses montagnards, devait tourner

les Egyptiens par les défilés du Liban et les attaquer en arrière. Une vue exacte de la force de l'ennemi inspira à sir Napier le désir de ne pas s'en fier exclusivement à l'émir Kasim pour cette importante manœuvre; il la fit exécuter, dans la nuit même du 9, par quatre bataillons turcs sous les ordres d'un colonel. Bien lui en prit, en effet, car pendant qu'on se battit à Calas-Meidat, le nouveau prince des Druses resta aux prises avec les deux mille hommes de Zâlé. Mais les Turcs, sous la direction des officiers anglais, exécutèrent le mouvement avec aplomb, et le lendemain 10, dès que la fusillade eut appris au commodore qu'ils étaient parvenus sur les derrières de l'ennemi, il lança toutes ses troupes à l'assaut, ne gardant qu'un bataillon de réserve. L'affaire fut chaude et dura quatre heures; les Egyptiens opposèrent une résistance désespérée; mais pris en tête et en queue, et ayant perdu tout l'avantage de leur position, ils finirent par lâcher pied, et se répandirent dans les défilés du côté de Balbeck. Huit cents prisonniers restèrent aux mains des Anglo-Turcs; Ibrahim lui-même eut de la peine à s'échapper avec quelques cavaliers.

Telle fut le premier et le seul engagement qu'Ibrahim soutint en personne contre les alliés. Qu'était donc devenue cette armée de quatre-vingt mille hommes à laquelle il commandait encore en

juillet, et que les renforts, sans cesse envoyés par le vice-roi, avaient dû continuellement accroître? Et cette nombreuse cavalerie, ces régiments de dragons, de cuirassiers dont on avait tant parlé, où se tenaient-ils donc pendant que les soldats alliés donnaient la chasse à quelques misérables Arnaoutes, les seuls défenseurs de la plupart des villes maritimes? Cette formidable artillerie, qui décida de la bataille de Nézib, avait-elle tout à fait perdu la voix? Comment se fit-il que, dans aucune de leurs rencontres avec l'ennemi, les Egyptiens ne tirèrent pas seulement tiré un coup de canon?

Était-ce donc pour donner raison à l'amiral Roussin et ne fallait-il voir là qu'une fantasmagorie d'armée, dont un régiment européen bien conduit aurait pu facilement venir à bout? Certes, les quinze cents soldats de marine anglais n'étaient pas l'équivalent d'un régiment.

La puissance militaire égyptienne se détraqua comme par enchantement, les villes tombaient comme les grains d'un chapelet.

Mais aussi quelle monstrueuse absurdité avait accumulé, dans les places soi-disant fortes du littoral, les armes, les munitions, tout le matériel de l'armée? Singulier moyen de soustraire aux Anglais la proie qu'ils venaient chercher, que de l'offrir ainsi à leurs premiers coups!

Le 10 octobre Beyrouth était pris, voici

comment : en même temps que le commodore Napier allait à la rencontre d'Ibrahim, l'amiral Stopford venait s'embosser devant la place, pour faire une diversion. Soliman-Pacha quitta son camp retranché, rentra dans Beyrouth le 8 et se prépara à la résistance ; il avait deux régiments d'infanterie, le 6e et le 10e de ligne; ce même jour, il reçut l'exprès du généralissime, qui lui mandait de lui expédier quatre bataillons. Cet exprès s'en retournait vers Ibrahim, lorsque, chemin faisant, il apprit la défaite de Calas-Meidat : on lui dit aussi qu'Ibrahim était tué. Effrayé, le soldat revient à Beyrouth, et communique la nouvelle à Soliman-Pacha. Le général confie le commandement de la place à Sadik-Bey, colonel du 6e régiment, et part avec le 10e à la recherche du généralissime; mais aussitôt Soliman-Pacha parti, Sadik-Bey n'a rien de plus pressé que de décamper. Dans la soirée, les habitants allumèrent de grands feux sur la plage pour prévenir les Anglais de l'évacuation ; toutefois, ceux-ci n'osèrent s'y fier qu'après le lever du soleil : ils débarquèrent alors, et prirent possession de la ville sans coup férir. Mais, dans sa marche, le colonel du 6e régiment reçut de Soliman-Pacha une lettre qui lui apprenait qu'Ibrahim était plein de santé, et que lui-même serait bientôt de retour à Beyrouth. Sadik-Bey, honteux de sa pusillanimité,



revint sur ses pas : la ville venait d'être prise. Le colonel, dans l'appréhension du sort qu'il méritait, craignit pour sa vie et livra son régiment aux Anglais.

D'ailleurs Soliman n'aurait plus été lui-même en état de porter le moindre secours à Beyrouth; attaqués, le 10, avec acharnement, ses soldats s'étaient débandés sous l'influence de la panique causée par les récits de la victoire des alliés ; il avait perdu son camp, tous ses canons, ses munitions, et s'était retiré presque seul du côté de Balbeck.

Cependant, en quelques endroits, la résistance des Egyptiens fut des plus honorables. Une première fois, en septembre, les Anglais avaient échoué à Batroun, à Tortose, à Tripoli. Saïda (l'ancienne Sidon) n'avait succombé, dans les premiers jours d'octobre, qu'après une lutte acharnée et encore par la trahison d'un officier qui livra une porte aux assiégeants. Malgré le feu terrible de deux vaisseaux et de quatre frégates, les murailles de la ville n'avaient pu être entamées, et les Anglais se virent obligés d'opérer un débarquement sous le feu meurtrier des assiégés. Quoique introduits dans la place, les assaillants n'en furent pas tout de suite maîtres; Hassan-Bey, le commandant, un héros, leur disputa le terrain pied à pied; repoussé des remparts, il se

renferma dans la caserne; la caserne prise, il gagna les maisons voisines, et continua à enflammer le courage de ses soldats. L'un d'eux essaie d'arborer un drapeau blanc à une fenêtre : Hassan, avant qu'il n'ait pu accomplir son dessein, lui casse la tête d'un coup de pistolet, et, pour ne pas laisser à la réflexion le temps d'amollir le cœur des siens, il s'élance dans une sortie désespérée : trois fois encore il commande le feu sur les soldats anglais; puis il tombe percé de trois balles. Les Egyptiens, voyant leur chef mort, posèrent les armes : ils étaient encore dix-huit cents.

Il fallut protéger le corps d'Hassan contre la fureur des Turcs : les officiers anglais, qui s connaissaient en courage, firent mettre une sentinelle à côté de ses restes mortels.

En revanche, Sour (l'ancienne Tyr) ne tint pas une heure; il suffit d'une frégate anglaise et d'une frégate turque pour la réduire. Les Egyptiens, manquant d'artillerie, l'évacuèrent et s'en furent, au nombre de quinze cents, prendre position à une petite distance; mais l'arrivée du bateau à vapeur *le Cyclope* et quelques bombes habilement dirigées, les forcèrent à la retraite. Les alliés trouvèrent dans cette place une grande quantité d'armes et de munitions, et d'immenses greniers remplis de blé. A ce même moment, les

troupes égyptiennes qui tenaient la campagne mouraient littéralement de faim.

A la fin d'octobre, il ne restait plus aux Egyptiens, sur la côte, que les deux points extrêmes, Acre au sud et Tripoli au nord. Le Liban était en pleine insurrection et il ne se trouvait plus un seul bataillon égyptien entre cette montagne et la mer. Ibrahim essayait à Balbeck de rétablir un peu d'ordre dans son armée désorganisée. Les rapports des officiers anglais estimaient à vingt mille, au minimum, le chiffre des tués, blessés ou déserteurs qu'avaient perdus les armées du vice-roi. Le camp de Djournie, désormais inutile, était abandonné, le quartier général des alliés fixé à Beyrouth, et les fortifications étaient relevées et garnies avec le propre matériel enlevé aux Egyptiens. Le succès de la campagne se trouvait assuré : à la rigueur, les Anglais auraient pu, sans inconvénient, s'en tenir là pour cette année.

LXXVIII

Mais ils voulaient couronner leur œuvre par la prise d'Acre, qui était la clef de la Palestine, comme Beyrouth était celle du Hauran. Malgré un temps



bâtiments anglais, au fur et
rivaient en ligne; le soir du
vant au grand complet, l
rêta toutes ses disposition
combinée le lendemain mati
avoir lieu sous voile, il fallu
favorable, qui ne vint qu'à
midi; mais, une heure après, l
glais étaient embossés et ouv

Les artilleurs égyptiens
murailles étaient à peine
quatre heures et demie, au n
de l'action, une terrible expl
c'était le magasin principal
tait, enlevant le tiers de la
d'infanterie tout entier. Apr
nement, la nuit étant venue,
le feu, et, tout en se mettant
canon des remparts, ils p
pour pouvoir recommencer

tiens abandonnaient la place, et que si l'on voulait faire un débarquement à la porte du côté de l'eau, on la trouverait ouverte. Ce débarquement s'opéra en effet, et, au point du jour, trois cents Turcs et quelques marins autrichiens prirent possession de la ville. On y captura un parc d'artillerie de campagne de trois cents pièces, des approvisionnements de toute sorte et trois mille prisonniers, parmi lesquels le colonel Schultz (Joussouf-Aga), commandant du génie de l'armée de Syrie. Mahmoud-Bey, gouverneur de la place, au lâche abandon duquel elle dut sa chute prématurée, fut arrêté dans sa fuite par les montagnards et ramené aux alliés. La ville présentait un spectacle affreux : pas une maison qui ne fût criblée de boulets ; dans l'hôpital on ne trouva pour ainsi dire que des morts, non par suite de blessures reçues au combat, mais des malades tués dans leurs lits pendant le bombardement. L'espace occupé par le magasin à poudre, qui avait fait explosion, était d'un mille environ. La place était pourvue de canons neufs avec leurs affûts; à côté de chaque pièce il y avait des munitions pour six mois au moins d'un siége ordinaire.

Ce succès décisif coûta très-peu aux alliés, à peine quelques hommes mis hors de combat et d'insignifiantes avaries dans la mâture et dans la coque des bâtiments; mais, le 6 novembre, une se-

conde explosion eut lieu dans l'arsenal, et tua près de trois cents hommes, turcs et anglais.

Les vaisseaux avaient fait une énorme consommation de poudre; le *Bellérophon* seul en usa, pendant les trois heures que dura le bombardement, cent soixante barils, ainsi que vingt-huit tonneaux de boulets rouges.

LXXIX

Les Anglais se sont prévalus, comme Ibrahim en 1832, du prestige attaché aux murailles d'Acre, qu'on s'était habitué à considérer, depuis que l'armée française y avait échoué, comme une des places les plus fortes du monde. Nous avons déjà réduit cette opinion à sa juste valeur; encore nos observations n'ont-elles porté que sur les fortifications de terre, qui ne manquaient pas d'un certain tracé régulièrement fait, et eussent été respectables si on les eût terminées. Mais, du côté de la mer, Acre n'était, à proprement parler, qu'une bicoque. Qu'on se figure l'absence de tout art, de toute combinaison, une simple muraille, dont la maçonnerie était encore neuve vers les parapets et n'avait pas

eu le temps de *faire corps*, comme on dit en termes techniques. L'ingénieur qui avait bâti cette enceinte était un de ces miserables maçons qui se promènent dans les rues du Levant, un morceau de bois à la main, et n'ont même jamais su ce que c'est qu'un angle droit. Quatre ans auparavant, le colonel Schultz avait soumis à Ibrahim-Pacha un tracé régulier, bastionné et flanqué dans les règles. Le généralissime éluda la proposition, ou l'ajourna : on était si loin de croire à une attaque maritime! Lorsque, enfin, l'urgence se présenta, le temps fit défaut. Au mois de mars précédent, M. Schultz avait reçu l'ordre de se porter à Acre et de faire tout ce qu'il pourrait pour mettre les faces nord et sud de la place en état de défense. Il ne fallait pas songer à refaire une enceinte; M. Schultz se borna à élever des traverses sur la ligne pour la préserver du feu d'écharpe et placer les batteries à leur vraie position. Dans le principe, cet ingénieur avait trois régiments à sa disposition; au bout de deux mois, l'insurrection de Syrie nécessita le départ de deux de ces régiments, et il se vit réduit à n'avoir sous la main qu'un corps de quinze cents hommes.

Avec des moyens aussi restreints, M. Schultz avait cependant fait beaucoup; il avait élevé deux belles batteries en terre à l'angle saillant de la ligne, six bonnes traverses en blindage, recouver-

tre endroits par un éclat de boml

Acre n'avait sur ses remparts qı canons de douze, de seize, de treize mortiers ordinaires ; l'esc: de sept vaisseaux, quatre corvet tes, un brick et quatre bateaux à ı un total de quatre cent soixante sur un bord seulement; le calibı de trente-deux, soixante-huit eı

Et cependant trois heures d'ı violente n'avaient pu pratiquer trois ou quatre embrasures à pe lies! Mais quelque chose de pis q Anglais avaient, il faut le croire, car, dans un conseil tenu imméd cessation du feu, l'avis d'une pt fit jour par la bouche du gouvern un Syrien; et, comme si celui-ci du désir secret des autres officier: même de la garnison, Ismaël-B



curer des vivres. Seul, M. Schultz fut du parti de la résistance; il conseillait de faire bonne contenance, de remplacer les pièces démontées, de défendre la brèche au cas où il en serait ouvert une; il eut beau représenter que rien n'était plus facile, pour les Egytiens, que de tenir trois jours; que, passé ce délai, les Anglais seraient forcés à la retraite, et ne pourraient revenir qu'après l'hiver: les lâches ne se laissent pas aisément persuader. Ceux-ci ne recueillirent même pas la sécurité qu'ils cherchaient dans leur ignominie; car ayant, par excès de prudence, procédé à l'évacuation par détachements isolés, les montagnards les attaquèrent dans la plaine, les taillèrent en pièces et en ramenèrent le lendemain la moitié prisonniers aux Anglais. Comme toujours, en pareil cas, les traîtres avaient calomnié leurs soldats; il eût fallu bien peu d'encouragements de leurs chefs pour faire des soldats d'Acre des modèles de bravoure; les alliés purent en acquérir la conviction lorsqu'ils retrouvèrnt plus du quart des canonniers à leur poste: ces braves gisaient, tués ou mourants, sur leurs affûts. Avec de tels hommes, le moins qu'on eût pu espérer, si la lutte fût devenue par trop inégale, c'eût été une capitulation honorable.

On a pu l'observer dans le
ments où nous avons dépeint le
n'est jamais par la bravoure qu'i
supériorité sur les Turcs était à
table; cette solidité s'est égalen
chez leurs officiers, et l'exempl
Sadik-Bey, dans le cours de cette
est assez rare pour justifier nos
vention d'une influence occult
nieuse conduite. L'histoire est pı
renseignements à ce sujet, et il
point de rien préciser. Il est cer
que les avances ostensiblement
de la campagne, aux principaı
égyptienne, n'auront pas dû, sur
s'arrêter là en négligeant de ter
balternes. Cette réflexion nous c

ment; et cependant les Français constituaient l'énorme majorité des étrangers au service de Méhémet-Ali. Lui-même s'est plu noblement à le reconnaître, et tous les malheurs qui fondirent sur lui, par suite de l'abandon de notre gouvernement, ne purent éteindre chez lui la dette de la reconnaissance. La chose paraît si naturelle, qu'il serait même oiseux de la relever, si ce n'était le contraste que lui crée la façon d'agir des gens d'une autre nationalité qui se sont trouvés dans le même cas, et notamment d'un Anglais, un certain M. Bretell, ingénieur des mines. M. Bretell avait parcouru, pendant six ans, la Syrie, aux frais du gouvernement égyptien; il connaissait pertinemment les dispositions de la population et le fort et le faible de chaque localité. A la première nouvelle de coalition européenne contre l'homme dont il avait accepté les bienfaits, M. Bretell passa en Angleterre pour donner les renseignements propres à faciliter le soulèvement de la Syrie et la conduite des opérations militaires. M. Bretell n'aurait pour excuse que l'intérêt et le service de son pays natal, qui exercent sur l'âme de tout Anglais des droits imprescriptibles; mais, dussent tous les casuistes émérites de la Grande-Bretagne se réunir pour ne voir dans cette conduite qu'un excès, ou une excentricité, — comme ils disent, — de patriotisme, nous avons en France un autre mot pour la caractériser.

Nous avons laissé Méhémet-A
du départ des consuls, après sign
de déchéance; ces agents, qu'i
comblés de politesses, affectèren
manque complet de procédés, et
sans même prendre congé de l
acte fut une circulaire par laquell
que la Porte avait notifié à toute
le blocus des échelles de Syrie et
le consul général des Pays-Ba
M. Schutz, entreprendrait de p
reté de ceux de leurs résident
dans le pays. Tout affecté que
être de ces façons d'agir, il n'en
colère; aussitôt que les consuls f
appeler Saïd-el-Garbi, chef de la
— un homme jouissant de la pl
larité, — et lui dit : « Tu répon

sortir sans lanterne, et je ferai placer des gardes de nuit dans le quartier franc. » C'était une adroite modération, et qui n'excluait pas l'énergie chez le Rouméliote; car en même temps il donnait l'ordre à sa flotte de se tenir prête à se mettre en mer. Cette nouvelle répandit l'alarme dans la cité; aussitôt les consuls demeurés à leur poste, M. Cochelet en tête, se rendirent auprès du vice-roi pour le faire revenir d'une résolution aussi compromettante. Le consul-général de France lui rappelant qu'il avait promis de se borner à la défensive, Méhémet-Ali eut l'air de céder par considération pour la seule puissance de qui il pût encore espérer un peu d'aide, et déclara qu'il renonçait à son projet. Cependant une circonstance eût rendu vaine cette démonstration, si même elle ne l'eût pas empêchée : tous les officiers turcs étaient déjà retournés à Constantinople, grâce aux passeports que leur avait délivrés la chancellerie anglaise; de sorte que moins que jamais, la flotte turco-égyptienne se fût trouvée en état de résister à une escadre européenne. A ce propos, on entendit dire au Pacha : « Peu m'importe les officiers; mais j'aurai bientôt besoin des hommes! » Cette idée de mettre ses forces maritimes en action ne cessa de le préoccuper, et nous verrons qu'il en parla encore.

Mais l'annonce du blocus commercial avait

la politique anglaise se ...
partout aux intérêts de son co
tient rarement compte des diffi
et n'exerce jamais sa prévoyance
la restriction. Pendant que l'
entre le cabinet anglais et le vi
actions commerciales de l'Ang
gypte n'avaient pas interrompu
ascendante, à ce point que pre
tériel de guerre du Pacha pro
ques anglaises. Il en existe un
sable : dans le moment même
dénoncé aux habitants d'Ale
taine Fisher, commandant l'
tion devant le port, empêcha
sieurs navires anglais portant p
bes, des bois de construction,
la lettre qui instruisit de ce fa
M. Larking, porte la date du 3(
Cette ubiquité commerciale c
souvent à recevoir en temps de

anglais ; créanciers les plus forts du gouvernement local, ils avaient reçu en à-compte, non de l'argent, mais du coton, des céréales ; la majeure partie de ces denrées n'avait pas été chargée à bord; elle était encore dans les magasins, exposée à tous les dangers d'un bombardement, s'il eût eu lieu, et aux causes de détérioration qui pouvait résulter d'un long retard dans le chargement; et non-seulement le petit nombre de navires disponibles dans le port étaient chèrement disputés, mais, sous le coup de la panique déterminée par l'annonce du blocus, on n'avait pas à compter sur de nouveaux arrivages, les navires sur lest n'osant pas même rentrer dans la crainte de ne pouvoir recouvrer leurs assurances en cas de sinistres. Dans des conjonctures aussi critiques, la colonie anglaise fit parvenir à l'amiral Stopford des réclamations désespérées. Aucun marin de l'Angleterre, si attaché à son devoir qu'on le suppose, n'aurait osé manquer de déférence pour des intérêts si majeurs ; cependant, le cas n'ayant pas été prévu par ses instructions, l'amiral ne fut pas dans un mince embarras. Excepter momentanément le pavillon anglais du blocus, eût été le moyen le plus simple d'en sortir ; mais l'acte pouvait être envisagé comme un abus trop criant d'égoïsme et de prépotence. Pour tant faire que de contrevenir à ses

instructions, l'amiral préféra agir de manière à ne blesser que les intérêts et l'autorité de la Porte ; en conséquence, il accorda un délai de dix jours. Ce délai fut insuffisant, une nouvelle prorogation eut lieu, puis une autre, si bien que le blocus ne fut jamais exécuté. Etait-il possible, au reste, que les Anglais qui, pendant tout le temps de leurs hostilités contre Méhémet-Ali, ne renoncèrent pas au privilége de faire passer leurs malles de l'Inde et leurs colis par l'Egypte, maintinssent à tous autres égards une interruption rigoureuse de relations entre l'Europe et ce pays ?

LXXXII

Pendant les premières opérations des alliés en Syrie et l'espèce de trève qui les suivit, Méhémet-Ali montra une confiance inaltérable ; il partagea peut-être la confiance qu'inspira en France la réputation d'Ibrahim, et attribua, comme on le fit chez nous, l'immobilité des alliés à l'appréhension que leur causait ce guerrier redoutable. Quant à l'inaction d'Ibrahim lui-même, il était plus difficile de l'expliquer; aussi à chaque nouvelle

qu'on donnât de lui, avait-on soin de dire qu'il se disposait à attaquer. Quoique la correspondance qui eut lieu à cette époque entre le fils et le père, soit restée un secret pour tout le monde, nous pensons que, telle dut être l'opinion de Méhémet-Ali, parce qu'en effet, pendant tout ce laps de temps, et malgré une indisposition assez gênante et douloureuse dont il fut affecté, — une espèce d'anthrax le long de l'épine dorsale, — il conserva toute l'égalité de son humeur, et surveilla, avec son activité accoutumée, l'organisation de ses moyens de défense. L'insurrection même du Liban le laissa sans inquiétude : il avait toute confiance en l'émir Béchir, et il le jugeait capable, par sa seule influence, de conjurer le danger. C'était, d'ailleurs, en ce moment que M. Thiers faisait parvenir au Pacha les exhortations les plus encourageantes, et lui inculquait la conviction que la France armait pour venir à son secours.

La prise de Beyrouth et la défection de l'émir Béchir, annoncées simultanément, portèrent un premier coup à cette sécurité; la dernière de ces deux mauvaises nouvelles lui fut surtout très-sensible; frappé de stupeur, il s'enferma dans ses appartements et y resta de longues heures, sans vouloir recevoir personne. Cependant, le crédit dont M. Cochelet jouissait auprès de lui s'était

renforcé de la parole persuasive de M. de Waleski, revenu depuis le 8 octobre de Constantinople. Tous deux s'attachèrent à détruire, dans l'esprit du vice-roi, le fâcheux effet des événements de Syrie, et à paralyser l'influence des factions russe et anglaise, qui, croyant avoir trouvé leur belle, commençaient à prêcher vivement pour une prompte transaction. Les négociateurs français reprirent encore facilement le dessus, parce que ce premier revers, non assez décisif pour rendre inutile l'appui de la France, pouvait engager celle-ci à se hâter : surcroît d'illusion dont ils profitèrent habilement pour amener le vice-roi à n'agir que d'après leurs conseils, à ne voir que par leurs yeux. Si bien qu'à la fin d'octobre, alors que déjà M. Thiers était au nombre des naufragés de cette bourrasque orientale, M. de Waleski lui écrivait encore ces mots :

. . . . . « Je puis vous donner l'assurance la « plus positive que vos conseils, quels qu'ils « soient, seront suivis à la lettre. Si vous voulez « de nouvelles concessions, Méhémet-Ali les fera, « et même, s'il le faut, on obtiendra qu'il prenne « l'initiative dans le sens que vous indiquerez. « Considérez d'avance son consentement comme « acquis à toutes les résolutions que vous désirez « lui voir prendre. »

Néanmoins, le Rouméliote reparla de faire

sortir ses vaisseaux. Instinctivement, il comprenait qu'il n'était que ce moyen de forcer la main au gouvernement français : une flotte française aurait-elle pu stoïquement assister à la destruction de la sienne, ou lui refuser l'abri qu'il comptait bien aller chercher jusqu'au milieu d'elle ? Mais M. de Waleski prêta une nouvelle force aux arguments par lesquels le consul-général avait déjà réprimé cette envie chez le vce-roi ; il le persuada que son intérêt, bien entendu, gisait dans une résistance absolument passive, et que c'était même à cette seule condition qu'il pouvait compter sur la France ; il ajouta qu'il tirerait bien meilleur parti de sa flotte en l'embossant et en couvrant ses vaisseaux de sable et de coton pour qu'ils ne fussent pas exposés à être incendiés par les bombes de l'ennemi ; il alla même jusqu'à lui conseiller de faire échouer deux ou trois carcasses de vaisseaux dans l'unique passe par laquelle les bâtiments de guerre peuvent pénétrer dans le port ; mais ce moyen aurait eu le grand inconvénient d'empêcher de sortir ceux qui y étaient renfermés, et, pour cette raison, Méhémet-Ali ne voulut pas en entendre parler, quoiqu'il adoptât, au contraire avec empressement, tous les conseils susceptibles de lui faire prolonger sa résistance, au cas où l'on aurait attaqué Alexandrie. L'état de siége fut déclaré ; un officier

supérieur du génie, le commandant Gallice, envoyé récemment par le gouvernement français, sur la demande du Pacha, entreprit de mettre sur un pied respectable les fortifications de la ville; de tous côtés, on ne voyait que des préparatifs de guerre; Alexandrie avait perdu sa physionomie commerciale; la colonie européenne émigrait avec précipitation, comme si un siége fut prochainement inévitable. Au commencement d'octobre, Méhémet-Ali vint, comme d'habitude, au Caire : il s'occupa, sans relache, d'organiser des renforts pour la Syrie; il expédia l'ordre au reste de son armée d'Arabie, dont six mille hommes étaient déjà avec Ibrahim, de revenir en toute hâte; il prévint la garde nationale du Caire qu'elle eût à se préparer à partir,—avis qui, on le pense bien, n'alarma pas médiocrement cette milice citoyenne.

LXXXIII

Tel fut, comme la dernière lueur qu'on obtient d'un foyer près de s'éteindre, quand on l'agite, le suprême éclat jeté par l'énergie du Rouméliote : il ne devait avoir qu'une bien courte durée. Vivement impressionné par la succession de mauvaises nouvelles de Syrie, et par les mécontentements qui se manifestaient en Egypte; voyant, d'un autre

côté, la mollesse et l'indécision de la France croître en raison des désastres qui l'accablaient, le vice-roi, vers la fin d'octobre, sentit sa résolution l'abandonner, et M. de Waleski eut toutes les peines du monde à l'empêcher de se jeter dans les bras des alliés. Ce fut bien pis après la chute de Saint-Jean-d'Acre, cette ville sur laquelle il avait concentré tout ce qui lui restait d'espoir; l'envoyé français comprit aussitôt que son influence ne pourrait se maintenir au même titre que par le passé; pour en retremper en quelque sorte le principe, il prit sur lui de conseiller au vice-roi une démarche décisive, et il en résulta cette *lettre au roi des Français en date du 7 novembre*, par laquelle Méhémet-Ali remettait son sort entre les mains de la France. Nous regrettons sincèrement de ne pas la donner au lecteur, n'ayant pu, d'aucune façon, nous en procurer la copie.

Il était permis à M. de Waleski d'espérer que Méhémet-Ali ajournerait toute détermination jusque après la réponse. Un peu de confiance avait donc reparu à la cour du vice-roi, lorsque le 14 décembre, c'est-à-dire, sept jours après le départ de la lettre, arriva la nouvelle du changement de ministère en France. Le rappel où de nouvelles instructions n'avaient pas encore été décidées à l'égard de M. de Waleski, si bien que celui-ci crut devoir persévérer dans la même voie.

Mais le 2, le bateau à vapeur le *Caméléon* amenait M. le marquis de Beaufort, avec des dépêches d'après lesquelles M. de Waleski jugea qu'il ne lui était plus permis de s'associer à la politique du nouveau cabinet, et que son devoir lui prescrivait de quitter immédiatement l'Egypte. Cette retraite fut aussi le seul indice par lequel Méhémet-Ali put apprécier dans quel sens défavorable à ses intérêts avait eu lieu la révolution ministérielle; car les nouvelles communications qu'apportait M. de Beaufort n'étaient pas moins prodigues de promesses que par le passé. Mais, à compter de ce moment, le parti deRouméliote fut irrévocablement pris. La bonne étoile des Anglais voulut précisément qu'ils vinssent à portée de recueillir les fruits de cette suprême déception du Pacha : dans ce moment même, ils se mettaient en rapport direct avec lui. M. de Waleski, dans ses dépêches, a raconté cette coïncidence d'une manière piquante : nous lui laisserons la parole.

« Le même jour, le 22, était arrivé un capitaine « de vaisseau anglais, en parlementaire, porteur « d'une lettre de Napier pour Boghoz-Bey. Le « vice-roi m'envoie chercher, je vais chez lui le « soir; Méhémet-Ali me donne la lettre du com- « modore, lettre de *conseils* et qui avait pour pré- « texte la demande d'échanger les émirs du Liban « contre les prisonniers égyptiens. Le vice-roi

« me demande ce qu'il faut répondre; il fait venir « Boghoz-Bey, et, en présence de Méhémet-Ali, « je dis à Boghoz-Bey de répondre que les émirs « sont mis en liberté depuis un mois à la demande « de la France; que, quant aux conseils, le vice-roi « a mis son sort entre les mains du roi des Fran- « çais, et qu'il se conformera strictement aux dé- « cisions de ce souverain. Cette réponse est « approuvée; Méhémet-Ali est assez gai et nous « causons de mille choses; n'ayant plus aucune « crainte sur les suites de l'ouverture de Napier, « j'annonce, avec tous les ménagements imagina- « bles, mon départ aux vice-roi; la scène change « tout à coup, grande explosion : *La France « m'abandonne*, me répète-t-il à plusieurs reprises. « Je fais tout ce que je puis pour le calmer, et je « lui dis que je vais à Londres en droite ligne, et « que, là encore, je m'occuperai de ses intérêts. « Aussitôt que je suis sorti, il réunit son conseil, « composé de trois personnes, dont deux sont « fortement d'avis qu'il faut en finir en se livrant « aux Anglais, puisque l'occasion se présente. On « compose une réponse à Napier, mais dans un « esprit différent de celui qui était convenu avec « moi; on ne me montre cette réponse que le « lendemain assez tard dans la journée; j'y fais « quelques modifications, et j'apprends que je « n'ai entre les mains que la copie, et que l'origi-

« nal est déjà envoyé à son adresse. Je vais voir « le Pacha, j'ai avec lui une longue conversation, « dans laquelle il m'est facile de découvrir que « son parti est pris de traiter avec les Anglais ; « cependant il me promet d'attendre la réponse « du gouvernement français à la lettre du 7 no- « vembre. Pendant la conversation, il me répète « à plusieurs reprises : « *Si M. Thiers était aux « affaires, je ferais tout ce que vous voudriez ; mais il « est évident que le nouveau ministère m'abandonne, « il faut donc que je pense à moi.* »

LXXXIV

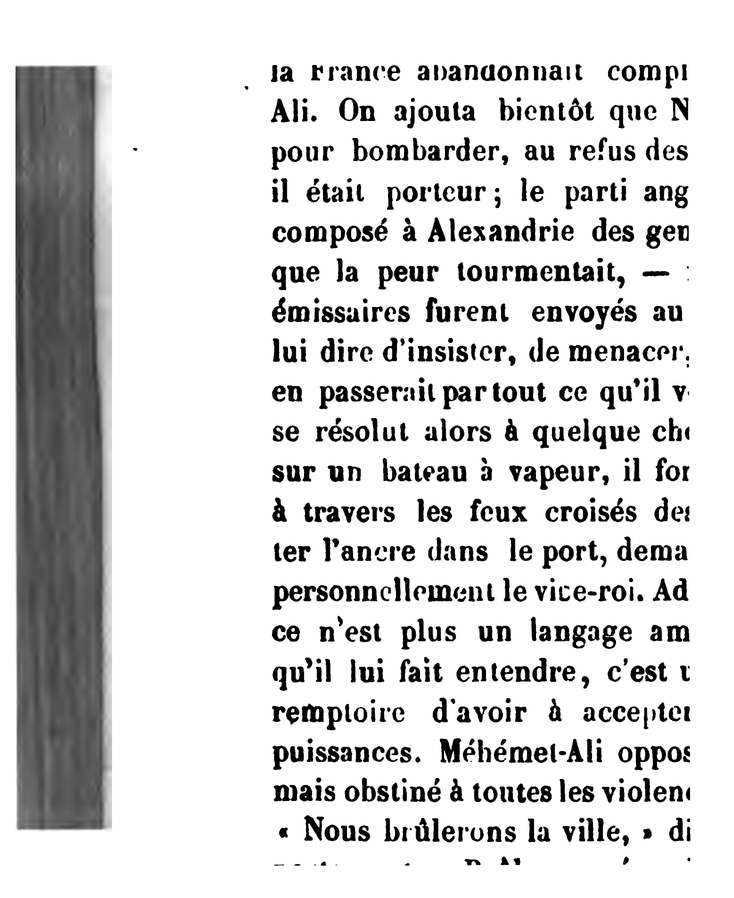
Il n'existait pas une meilleure entente entre les divers agents de l'Angleterre, chargés d'amener la solution de cette affaire selon les vues de cette puissance ; car voici ce qui s'était passé :

L'amiral Stopford avait jugé ses opérations de l'année parfaitement closes par la prise de Saint-Jean-d'Acre ; il pensait que, jusqu'au retour de la belle saison, on pouvait laisser agir sur l'esprit de Méhémet-Ali le temps et l'influence nécessaire que produiraient les succès des alliés. La preuve que telle était son opinion, ou que, du moins, il ne

méditait aucune entreprise sur Alexandrie, ressort de ce fait que, dès la fin d'octobre, il avait prorogé au 20 novembre le commencement du blocus de cette ville; cette preuve, au besoin, serait encore fournie par la nature de la mission qu'il confia au commodore Napier, laquelle consistait, non pas à exiger la restitution pure et simple des chefs du Liban, pris en juillet les armes à la main, mais à proposer l'échange de ces prisonniers contre ceux qu'avaient faits les alliés aux troupes égyptiennes. Est-il probable enfin que, si l'amiral eût résolu l'attaque d'Alexandrie, il ne l'eût pas dirigée en personne, et se fût uniquement reposé de ce soin sur le commodore, dont la personnalité incommode et envahissante avait déjà eu lieu de le froisser dans le cours de cette campagne?

Mais sir Napier songea tout aussitôt à couronner sa gloire de général et de marin par celle de négociateur, et à enlever en un tour de main ce que n'avaient pu obtenir toutes les diplomaties de l'Europe réunies, à savoir : la soumission de Méhémet-Ali. Arrivé devant Alexandrie, sa première lettre au vice-roi, mélange d'intimidation et de flatterie (1), fut un adroit coup de sonde; elle n'obtint, comme il vient d'être dit, qu'une réponse évasive, suivant le conseil donné par

(1) Documents historiques, 1re pièce du n. 18.



la France abandonnait compl
Ali. On ajouta bientôt que N
pour bombarder, au refus des
il était porteur ; le parti ang
composé à Alexandrie des gen
que la peur tourmentait, —
émissaires furent envoyés au
lui dire d'insister, de menacer,
en passerait par tout ce qu'il v
se résolut alors à quelque ch
sur un bateau à vapeur, il for
à travers les feux croisés de
ter l'ancre dans le port, dema
personnellement le vice-roi. Ad
ce n'est plus un langage am
qu'il lui fait entendre, c'est u
remptoire d'avoir à accepter
puissances. Méhémet-Ali oppos
mais obstiné à toutes les violen
« Nous brûlerons la ville, » di

Il abusait, en vérité, de la longanimité que le Rouméliote, par système, mettait à subir les incartades de l'Angleterre, et trop convaincu qu'il était de l'impunité de sa démarche, il employa le trajet de son retour à faire des sondages dans les passes; en sortant du port, il montra même du doigt un endroit à son interprète, en disant : « Voilà la poudrière! » Tout ceci était tellement contre les usages de la guerre, qu'en vérité, si les artilleurs égyptiens eussent eu assez d'adresse ou de cœur pour couler sir Napier à fond, il n'aurait eu que très-justement ce qu'il méritait.

Mais il paraît qu'il en fut tout autrement, et que, pendant la retraite du commodore, des soldats turcs, de garde à la pointe du sérail, apprenant qu'on allait se battre, enclouèrent cinq ou six de leurs canons. On a mis ce fait sur le compte de intelligences que les Anglais avaient déjà nouées dans la place; mais il n'est pas nécessaire d'y avoir recours pour expliquer la fermentation extraordinaire que causa la nouvelle de l'imminence d'un bombardement : des symptômes formels d'insurrection se produisirent. Ils ne pouvaient en rien modifier la détermination du Rouméliote, puisqu'il était résolu de traiter avec les alliés; seulement, il ne voulait pas faire ce traité sans conditions et tel qu'était venu le lui proposer comminatoirement Napier. Méhémet-

pour entreprendre avec six vaiss
la force qu'avait sir Napier sou
bombardement d'une place com
cela sans l'ordre positif d'en agir
eût-il manqué de pénétration
M. de Waleski, qui resta encore
en ville après l'annonce de
suffi à l'édifier complétement
tous les préparatifs que faisait
ostensiblement possible, Méhé
que le moment de passer de la



l'inquiétait, parce qu'il se ve
l'alternative d'une témérité ou
Sir Napier enfin se trouvait da
conditions possibles pour acce
des négociations, et elle lui
calcul du vice-roi était juste; en
nait à lui, sir Napier se radouci
et après quelques pourparlers,
une convention que M. de W

la Syrie, et à restituer la flotte ottomane aussitôt que la Porte lui aurait concédé, sous la garantie des puissances, le gouvernement héréditaire de l'Egypte.

Le désir d'arriver à une transaction telle qu'elle avait égaré sir Napier, et les concessions obtenues du Pacha se réduisaient effectivement à rien ou à fort peu de chose; évacuer la Syrie, pour Ibrahim, était devenu chose absolument nécessaire, et par les vides énormes que faisait dans son armée la désertion, et par les incessantes attaques d'une population universellement soulevée : l'insurrection avait gagné jusqu'aux tribus d'El-Arich, sur les confins de l'Egypte. Il y avait plus d'un mois que Méhémet-Ali était sans aucune nouvelle de son fils; et de ce fait il concluait facilement le véritable état des choses. Mais la convention allait, comme premier point certain, lui permettre de rétablir ses communications avec Ibrahim, et, peut-être, en autorisant la retraite par voie maritime, sous la protection immédiate des vaisseaux anglais, épargnerait-elle à son armée les désastres d'une marche retrograde à travers le désert.

Quant au fait essentiel de la soumission du vice-roi, il n'était nullement plus prononcé que dans la lettre du 5 septembre au Sultan ; Méhémet-Ali continuait de retenir la flotte ottomane comme un gage de la bonne volonté de la Porte; il n'y avait de

de la marine anglaise.

Ainsi, dans cette rencontre
Rouméliote, la diplomatie de s
fut mise en défaut, et, ce q
fâcheux pour lui, c'est qu'il s
apercevoir.

LXXXV

L'amiral Stopford, qui le pre
sance de la convention-Napier, s
prouver, et le fit en des termes
le commodore, comme on pe
lettre à Méhémet-Ali du 2 décem
que cet officier n'était *nullemen*
de son propre chef, ainsi qu'il l'

mettre en rapport avec Ibrahim. Sans rien préciser au vice-roi, lord Stopford lui faisait pressentir que le généralissime égyptien avait commencé son mouvement de retraite par le désert, et l'avertissait de ne plus avoir à donner suite au projet d'envoi de transports sur les côtes de Syrie, pour y recueillir l'armée égyptienne. Indépendamment du motif de refus que l'amiral pouvait puiser dans les embarras où se trouvait engagée cette armée, il eût été encore plus malaisé que malhabile de la faire arriver sur le littoral, et comme il ne manqua pas de le dire dans un passage de sa lettre, rien que l'*ignorance de l'état des affaires en Syrie* avait pu engager le commodore à signer cette convention.

Dans les premiers moments qui suivirent, l'amiral Stopford eut lieu de s'applaudir de cette décision, tout à fait conforme, d'ailleurs, à l'esprit de ses instructions; à peine avait-il expédié sa lettre au vice-roi, qu'il en reçut en quelque sorte l'approbation anticipée par une pièce émanée de lord Palmerston, datée du 14 novembre, et destinée, sous forme d'avis au conseil d'amirauté, à tracer la ligne stricte de conduite de l'amiral (1). Cette dépêche est peut-être la plus arrogante de toutes celles qui durent le jour au chef du

(1) Documents historiques, n° 19.

belli sur le maintien de la déch
Pour produire sa réplique directe,
avait attendu jusqu'au 2 novemb
certain de la chute de M. Thier
lire, dans ce *factum* le passage s
« partient qu'au Sultan, en sa qua
« de l'Empire ottoman, de décid
« sujets sera nommé par lui pou
« ou telle partie de ses possess
« sances étrangères n'ont aucun d
« le Sultan dans l'exercice disc
« des attributs inhérents et essen
« raineté indépendante (1). »

(1) Ce fut cependant cette dépêche qui se
matique au ministère de M. Guizot, et qui
Louis-Philippe, qu'il voulut la considérer co
du rassérénement politique de l'Europe. Il
manière non douteuse dans une lettre confide
adressée au Roi des Belges. Nous en extray
« Il nous est arrivé hier une dépêche de lo

Cette fin de non-recevoir, éludant les vœux de la France, au nom d'un vain dogmatisme politique, et revendiquant l'inviolabilité souveraine du Sultan, dans un moment où un agent anglais dirigeait tout à Constantinople au doigt et à l'œil : c'était la dérision dans l'insolence, mais ce n'était pas encore le comble; car que dire de cette dépêche du 14 novembre, où mission est donnée à un simple officier anglais d'aller exiger du vice-roi une soumission absolue, sans conditions, écrite et ouverte, pour la porter à Constantinople? Si la lettre est fermée, l'officier doit la refuser : le vice-roi n'a même pas la faculté, laissée au plus humble des hommes, de renfermer, sous le sceau du cachet, un aveu qui coûte à sa fierté; il faut que son humiliation passe sous des yeux subalternes! Et, moyennant ce sacrifice imposé à sa dignité, Méhémet-Ali n'acquiert pas l'objet de ses désirs persévérants, cet héritage que, pour fruit de ses longs travaux, il veut laisser à sa famille; il n'est assuré que de la bonne volonté des puissances à *recommander* à la Porte de le ré-

« croyons pouvoir donner adhésion au principe qui y est posé, « savoir : la nécessité que le Pacha soit placé et *maintenu* dans un « état de soumission au Sultan, d'autant plus volontiers que nous « avons constamment proclamé et maintenu ce principe, et que c'est « même la France qui a résisté la première au Pacha quand il a « manifesté, en 1833 et en 1844, le désir de se déclarer *indépendant.* »

conde lettre de l'amiral Stopfor
communication de la dépêche de
il possédait enfin, par le *Phaéto*
lettre au roi des Français, et il
d'être lâchement abandonné
toutes les rigueurs qu'il plaira
de lui faire endurer. D'un autre
la lutte, amorti dans son âme,
éteint autour de lui ; il ne vo
faces allongées et des regards ti
dit. Il baissa la tête et se résign
man.

Le capitaine Fanshawe, qui
lettre de l'amiral Stopford, remp
du vice-roi suivant les conditio
Le 10 décembre, parut une
signée Boghoz, et destinée à pr
vel état de chose : espèce de
sophico-fataliste, où l'on s'ape
l'esprit du Roumélioie n'était

lance dans ce caractère, si jaloux jusque-là de son autorité.

LXXXVI

Nous profiterons du répit donné à Méhémet-Ali par l'attente de la décision de la Porte, pour jeter un dernier coup d'œil sur Ibrahim et son armée, en Syrie.

Le généralissime, après sa défaite à Calas-Meidat et la prise de Beyrouth, s'était retiré à Zâlé, où il ne tarda pas à être rejoint par Soliman-Pacha, fugitif comme lui ; ils rassemblèrent là les débris de leurs troupes, ceux des garnisons des villes du littoral et se tinrent, pendant trois semaines, dans une immobilité commandée par la nécessité. Ils n'auraient pu songer à reprendre l'offensive avant l'arrivée des renforts provenant des districts septentrionaux ; et, placés au milieu d'un pays entièrement hostile, ils ne pouvaient même abandonner leur position, sans risquer une seconde et plus terrible déconfiture. Le nouvel émir des Druses, Béchir-el-Kasim, s'établit avec un corps considérable de montagnards à Hamara, à quatre lieues de distance du camp égyptien ; mais inca-

de développer l'insurrection dans ...
Ibrahim, fort heureusement, n'eut pas
plus fort que lui; sans cela, il eut été i
ment pris dans sa position de Zâlé.
Il méditait un mouvement rétrograd
et avait envoyé l'ordre à tous les
Nord de se diriger sur cette ville par Al
et Homs; il voulait disputer plus sérieu
Midi aux alliés, en faisant de la place d
d'Acre la base de ses opérations. Ibrahi
enfin, mais pour la retraite, à ce grand
la concentration qui, nous le croyons,
mier en bonne stratégie.

En attendant, ses communications a
de la Syrie furent si bien coupées q
la fin de novembre, il resta dans l'igno
prise de Saint-Jean-d'Acre. Le 21 de ce
appris que les divisions du Nord avaie
leur mouvement sans être inquiété
prochaient de Damas, lui-même lev
pour se di

El-Kasim s'empara de la position quittée par les Egyptiens; mais il n'osa se mettre à leur poursuite. Les montagnards crurent qu'Ibrahim se résolvait à une retraite définitive, et la nouvelle qui en parvint aussitôt jusqu'à Beyrouth aurait dû combler leurs désirs, puisque leur prise d'armes n'était à nulle autre fin, et qu'ils ne laissaient pas d'avoir une certaine terreur d'Ibrahim et de son armée, s'il faut en juger par leurs propres hésitations ; mais le sentiment de la délivrance fit tout de suite poindre chez eux un désir plus ambitieux, celui de couper la retraite à cette armée jadis si redoutée, et de n'en laisser retourner que le moins de soldats possible en Egypte. L'émir des Druses, joint à celui des Motualis, eurent, à cet égard, une apparence d'idée ; sans gêner en rien la marche d'Ibrahim, ils s'efforcèrent, avec quatre mille des leurs, de dépasser ses têtes de colonnes, en longeant sa droite, pour pénétrer dans le Hauran, au sud de Damas, y révolutionner les habitants et s'opposer à tout progrès ultérieur des Egyptiens. Ibrahim fut instruit de ce projet, et, ... d'atteindre ; avec ... valerie, les montagnards, il les laissa ... dans ... où ils ... obligés de ... oire, ... du 28 au ... mille ... ns, et ... près du

les prisonniers, malgré tous les e
officiers pour les en empêcher,
l'ordre précis du généralissime.

Cette affaire répandit l'épouvante
Turcs crurent à un retour offensif c
refroidirent considérablement da
jets d'agression ; le commandant
tomanes envoyées dans la direct
eut ordre, nonobstant les protestati
anglais, d'agir avec une extrême
d'examiner d'abord en quelle situa
l'armée égyptienne : s'il la jugeait
l'attaquer ; forte, au contraire, il de
Une brigade de la garde impérial
le Sud ; un bataillon resta à Jaffa ;
gagèrent dans les montagnes de la
pèrent Jérusalem et reçurent la sou
les émirs de cette province.

Toute l'armée égyptienne se tro
à Damas dans les premiers jours

numérique de cette force, avec laquelle le généralissime eût pu se flatter de prolonger longtemps encore la lutte, était atténuée par les vices de son organisation et par le milieu dans lequel il lui fallait se mouvoir. Damas étant devenu le point de ralliement, tout ce qui tenait de près ou de loin à l'armée et à l'administration égyptiennes, se hâta d'y arriver; les femmes, les enfants, les employés, les domestiques, y affluèrent et causèrent un encombrement désastreux; en peu de jours, le personnel du camp s'éleva à deux cent mille individus. L'hiver était des plus rudes, les montagnes couvertes de neige; des pluies continuelles détrempaient le sol, et, faute de tentes, la majeure partie de cette population était obligée de coucher dans une boue glaciale. Les vivres manquaient, ainsi que le bois. D'un autre côté, les Syriens, en grand nombre, qui avaient été enrôlés de force, brûlaient du désir de s'échapper pour se joindre aux insurgés; tous les jours, on exécutait des déserteurs.

Pour mieux surveiller son monde et tirer le meilleur parti de sa cavalerie et de son artillerie, en cas d'attaque, Ibrahim établit son camp dans une plaine au sud-ouest de la ville, et il fit garnir les hauteurs environnant Damas de pièces de canon.

A peine arrivé, il avait appris la reddition d'Acre; cet événement, dont la portée était incalculable, dérangeait tous ses plans de campagne

s'opposer aux progrès des Anglo
térieur de la Syrie. Il conçut en
projet de former une colonne mo
serait jusqu'à la hauteur de Saint-
traversant les gorges du Liban.
allait s'exécuter, et les troupes
s'étaient déjà mises en marche,
sévit d'une manière intense ; en
bitants des défilés affreux qu'il
avaient repoussé toutes les propo
tralité et se préparaient à défen
Force fut donc d'y renoncer.

Telle était la triste situation d'Il
reçut pour la première fois de son
suspendre toute opération offensi
en Égypte. Assurément la retra
nière ressource, et le général
moins besoin d'exhortation pour
d'une armée pour dégager sa rou
devant lui, se hérisser des obstac
toutes les populations prenaient

tienne allait être forcée d'abandonner dans les défilés de leurs montagnes. Cette retraite s'accomplirait donc dans les plus fatales conditions d'intempéries, de dénûment, et d'un ennemi acharné à sa proie. Il faut encore y ajouter une circonstance aggravante : pendant les années qu'il avait été maître de la Syrie, Ibrahim n'avait songé à faire dresser aucun relevé topographique du pays; il ne possédait pas même la plus simple carte; aussi lorsque, après avoir formé de son armée les cinq divisions, il fallut tracer à chaque commandant son itinéraire, fut-il très-embarrassé; nul d'entre eux n'avait à cet égard des notions plus positives que lui, et cependant il dut laisser à chacun le soin de guider sa colonne comme il l'entendrait.

Quiconque a pu se faire une idée exacte du caractère d'Ibrahim, comprendra facilement la colère qui s'empara de ce farouche soldat, au spectacle de tant de malheurs; elle alla, dit-on jusqu'à lui faire insulter ses généraux. Nous ne saurions l'affirmer; mais, ce qui est beaucoup plus certain, c'est qu'il ne mit aucun frein aux cruautés qu'en représailles, ses soldats exercèrent sur les malheureux habitants qui tombèrent entre leurs mains. Nous détournerons les yeux de ces horreurs, sans même en faire le texte d'une accusation sommaire contre le généralissime :

une grandeur d'âme tout à fait n
ne pas se laisser aller aux provo
naires qui résultent de certains m
heureusement pour lui, Ibrahim
fait la guerre à des ennemis peu d
dre la modération pour un signe d

Achevons en peu de mots ce qu
retraite. De Damas à Muzéribe, à
là, l'armée égyptienne marcha
sur trois colonnes; à Muzéribe
en cinq divisions. La première co
giments de ligne et avait pour com
Pacha; la seconde, d'un même n
ments d'infanterie, était dirigée
Pacha-Dramali; Achmet-Pacha-M
dait la troisième, composée de
de cavalerie; l'artillerie formai
sous les ordres de Soliman-Pacha
enfin, celle d'Ibrahim, réunissait
d'infanterie de la garde, des lanc
ciers et des bachi-bouzouks.

quefois sur les indications de prétendus guides, en d'autres moments tout à fait à l'aventure.

Soliman-Pacha, fut le moins malheureux, quoiqu'il prît le plus long chemin, celui dit des Pélerins, à travers l'Aradie Pétrée, en passant par Mahan, Akaba, Nachlè et Suez. Il franchit cette distance en vingt-sept jours, et ne perdit que le quart de son monde. Il fit rentrer cent-cinquante canons dans les arsenaux du vice-roi.

Menikli-Pacha se rendit à Gaza en tournant la pointe sud de la mer Morte, par Boghaz-Kanzir (1); à six jours de Muzéribe, il atteignit les derrières de la division d'Achmet-Pacha-Dramali, et les deux corps suivirent la même route, le second, guidé par les cadavres laissés par le premier. Menikli perdit un tiers de ses soldats dans le ravin de Boghaz-Kanzir, qu'il fallut franchir sur un sentier très-étroit, ardu, et bordé de précipices vertigineux. Dix-mille Bedouins voltigèrent sans cesse sur ses flancs et son arrière-garde. Arrivé à Gaza, Menikli n'avait ni la moitié de ses hommes, ni la moitié de ses chevaux. Son trajet dura vingt-six jours.

Ibrahim voulut essayer de gagner la même ville de Gaza par la Palestine ; il passa le Jourdain, un peu au dessus de son embouchure dans la mer Morte, et vint jusqu'à Jéricho, à une lieue de

(1) Défilé des pourceaux.

combat, mais sa troupe harassée, et che:
tout courage était anéanti. Il repassa le .
et s'engagea dans les gorges d'Acheloui
rive orientale de la mer Morte ; à leur e
en longeant le lac Asphaltique, il reti
traces de la division Menikli : des bag
armes, des débris épars, et des cadavre
dans les marais salés. Édifié sur les
du Boghaz-Kanzir, il s'enfonça de plusie
dans le sud jusqu'à Tafelé, sur la bo
désert, et doubla la pointe de la mer Mort
plaine sablonneuse. Il mit vingt jours
de Muzéribe à Gaza.

Sur les deux cent mille âmes qui
le camp de Damas, soixante mille à
dans le plus piteux état, purent atteindr
Cette retraite, par les horribles souffra
signalèrent, peut compter au nomb
calamiteuses dont l'histoire fasse ment

LXXXVII

De la part de Méhémet-Ali, le sacrifice était consommé : il ne manquait plus qu'il ne fût pas accepté par la Porte, et c'est d'abord ce qui arriva. Au milieu de cette grande agitation dont son intérêt était le prétexte ou paraissait le but, la Porte avait fini par se prendre au sérieux : n'avait-on pas témoigné pour l'intégrité de son droit souverain plus de souci qu'elle n'en montrait elle-même, en l'empêchant de transiger directement, comme elle le voulait, avec Méhémet-Ali? Et en septembre, n'était-ce point en vertu des incitations de la diplomatie qu'elle avait prononcé la déchéance du vice-roi ? Passant d'un extrême à l'autre, la Porte ne croyait plus pouvoir pousser la sévérité trop loin dans cette affaire, et se laissait aller à la remorque d'un ambassadeur possédé, vis-à-vis de son gouvernement, de la même outrecuidance qui égarait la Porte dans ses rapports avec les puissances coalisées : c'est assez nommer lord Ponsonby. Nous allons, en effet, voir la dernière *rentrée* de ce personnage sur la scène politique.

Toutefois l'acte de déchéance fit généralement un

pas compliquer la situation un
flatter les passions de cette derni
noncèrent formellement contre l
Porte. Lord Palmerston, si raide
se montrât dans sa réponse à la
tobre, comprit qu'il était temps
sourdine à sa politique, et de ne pa
le lien déjà assez relâché de la coal
dans ce sens les délibérations de l
Londres, et écrivit à lord Ponsonby
trêve à ses inspirations person
un plus fidèle écho de la parol
St-James.

Si quelque chose d'ailleurs po
susceptibilité et l'irritation du n
c'étaient les revers des Egyptien
lustre qui en rejaillissait sur les
ques; mais à Constantinople l'ef
rent; la Porte n'en revenait pas
elle avait donc des soldats? Ibra

les terreurs qu'il lui avait causées. Ces sentiments furent adroitement entretenus par l'ambassadeur d'Angleterre, et par celui de Russie, le premier en raison d'une tenacité de haine qui, malgré des ordres formels, ne se démentit pas un seul instant, le second, d'après une façon toute moscovite de considérer les choses.

En effet, les premiers échecs des Egyptiens en Syrie avaient été mal vus du cabinet de Saint-Pétersbourg : n'empêchaient-ils point les mouvements de l'armée russe en la rendant superflue? Mais un moyen de surexciter les efforts du Pacha, de prolonger sa résistance, et conséquemment d'amener les troupes russes sur le théâtre de l'action, n'était-ce point de le réduire au désespoir? Ainsi donc, pas de transactions : tel fut le mot d'ordre donné à M. de Boutenieff.

Comme Reschid tirait sa solidité de l'enchevêtrement des étais anglais et russe, il ne pouvait avoir, en la matière, un avis différent. Tout entier d'ailleurs à son Tanzimat et à ses réformes, il se préoccupait peu de la question égyptienne ; seulement, il n'aimait point Méhémet-Ali, qui avait, ainsi que lui, la réputation d'un novateur.

Au milieu de novembre, la Porte eut une occasion de montrer la persistance de son mauvais vouloir. Izzet-Pacha, le successeur *in partibus* de Méhémet-Ali, avait déplu aux Anglais en

rées de pusillanimité : il fut rappel
fina dans le pachalik d'Adrinople
sentait naturellement de rapporte
chéance, et il suffisait même, p
d'un retour à la conciliation, qu
pourvût pas au remplacement d'Iz
pendant quinze jours, au bout de
Pacha, ancien Roumeli-Vassali, c
forces de l'Asie-Mineure, fut inve
Pacha d'Acre et d'Egypte. C'était
le parti de la rigueur qui l'empor

Aussi, la convention Napier arri
trefaites, fut encore plus mal ac
stantinople qu'elle ne l'avait été p
ford ; justement la nouvelle en co
des dernières prouesses d'Ibrahi
des montagnards : le Divan fit re
ce fait s'accordait peu avec les p
cuation de la Syrie, et sur ses réc
giques, l'amiral Stopford dut en

qui lui restât de faire parvenir ses ordres à son fils (1).

Mais quand survint le capitaine Fanshawe, le 16 décembre, avec la soumission à discrétion de Méhémet-Ali, les choses changèrent de face. Il était devenu évident que le vice-roi ne relèverait jamais ses affaires en Syrie, et que l'évacuation prenait la couleur plutôt d'une nécessité que d'une concession : du même coup disparaissait toute chance d'intervention pour la Russie. Une plus longue lutte avec Méhémet-Ali aurait eu pour effet de transporter en Égypte le théâtre des hostilités, et de tourner au profit exclusif des Anglais. Or, la Russie était d'avis que les Anglais n'avaient déjà que trop bien réussi; certaine que la dépossession complète du Pacha, et que la restitution de l'Égypte à l'autorité directe de la Porte feraient de cette province leur proie prochaine et infaillible, la Russie retrouva tout à coup sa sollicitude pour Méhémet-Ali, et appuya catégoriquement ses offres de soumission. La Porte essaya bien de résister; mais le dédoublement, pour ainsi dire, de la protection anglo-russe, mettait en échec la position de Reschid-Pacha, en réveillant les espérances et les intrigues du parti contraire à la

(1) Documents historiques, n° 21.

Porte qu'un auxiliaire sans ...
ne cessât de combattre et de défend
pied son implacable système. Débus
sans peine, du maintien de la déch
plaida pour la concession viagère e
d'hérédité : il fallut encore plusieur
de cabinet et l'unanimité de tous les au
bres du corps diplomatique pour em
dernier point ; enfin, le 12 janvier 18
ment, le Sultan signa l'acte accorda
chalik d'Égypte héréditaire à Méhém
core y mettait-il la restriction de cert
ditions indispensables, qui seraient
ment déterminées. C'était la flèche
le dernier gage de la malveillance de
deur anglais, et nous allons voir que
sut tirer, quand il s'agit de le bien sp

LXXXVIII

Si la Porte faisait tant de difficultés pour recevoir Méhémet-Ali à résipiscence, elle s'était montrée beaucoup moins susceptible pour recueillir les bénéfices de sa soumission; dès le 17 décembre, elle avait nommé des commissaires chargés d'aller reprendre possession, en son nom, de tout ce que le Roumeliote lui avait enlevé, et voulait bien lui rendre. Le capitaine Walker, nommé amiral et devenu Yaveur-Pacha (1), eut mission de recevoir la flotte ottomane des mains du vice-roi et de la ramener à Constantinople.

Mazloume-Bey, second commissaire, devait veiller à l'accomplissement des engagements relatifs à l'évacuation de la Syrie. Il fut d'abord question de les faire partir l'un et l'autre en même temps que le capitaine Fanshawe, qui s'embarqua à bord du *Stromboli* le 1er janvier, pour aller porter à Alexandrie le résultat des délibérations du Divan concernant l'acte de soumission. Mais comme ce bateau avait à bord

(1) *Yaveur* : aide.

entier de la marine turque,
était donné de toucher à Marmarice, où st
la flotte alliée, pour s'y adjoindre les deux
spéciaux qui, conformément au paragra
l'acte séparé annexé du 15 juillet, avaien
signés par l'internonce et l'ambassadeu

Le 5 janvier, le *Stromboli* arriva à Ma
Là aussi un changement s'était opéré, e
du commodore Napier, un moment e
sous la réprobation de son chef Stopfo
repris tout son éclat. La convention du
vembre avait eu le temps d'aller en Ang
de revenir, couronnée par la sanction
Palmerston : au mépris des instruct
nées au commandant de la flotte, cont
même au texte du mémorandum du 14 n
le chef du cabinet Anglais, inquiet d
tômes de plus en plus alarmants que
la coalition, approuvait cet arrange
clé par un subalterne. Que ceci n
... un argument contre l'I

élucubrations orthodoxes du noble lord touchant le droit de souveraineté du Sultan, et généralement tout ce pédant, menteur, étroit et gourmé rigorisme que la politique anglaise sait, avec une adresse caméléonienne, faire passer du noir au blanc, quand il y va de ses intérêts,— et nous n'en demandons pas davantage.

Ce qui est sûr, c'est que le commodore Napier dut se considérer de nouveau comme l'arbitre des affaires d'Orient, et qu'il n'aurait pas fait bon à lui contester les prérogatives que cette prétention le portait à réclamer. Le vieil amiral Stopford le sentit, et eut le patriotisme de courber la tête sous cette injure faite à ses longs services, à ses cheveux blancs. Sir Napier voulut accompagner le capitaine Fanshawe : il eprouvait le besoin d'aller triompher en Egypte. L'amiral Stopford lui remit donc une lettre pour Méhémet-Ali, engageant itérativement celui-ci à persévérer dans ses résolutions pacifiques. Fanshawe et Napier arrivèrent à Alexandrie le 8 janvier ; ce même jour, *l'Iscutar* toucha à Marmarice, et y prit, outre les commissaires dont nous avons parlé, le realabey, ou contre-amiral de la flotte ottomane, en guise d'adjudant à Walker-Pacha, ainsi qu'Achmet-Aga, le délégué chargé de relever, dans les villes saintes d'Arabie, l'étendard du Grand-Seigneur. L'*Iscutar*, aussitôt reparti, mouilla le 10

d'exhortations; nous l'avons dit, son s
cette fois bien sincère; dès le 11, il
veur-Pacha à bord de la flotte, et donn
pour qu'elle fût équipée et approvisi
frais. Le mandataire du sultan arbora
à bord du *Mahmoudiè*, et fit tirer une sa
et-un coups de canon, qui lui fut rei
vaisseaux égyptiens. Quand il s'agit d
la flotte ottomane, ce qui ne put ave
le 23 suivant, le vice-roi mit tou
sources de sa marine à vapeur à la
de l'amiral Walker; il n'en fallut
alléger les gros vaisseaux de leur ar
qu'ils pussent franchir les passes. L'
leur réarmement dura encore que
que l'amiral passa à terre, traité par
avec la plus grande distinction.

Émine-Bey avait été immédiat
dié en Syrie pour hâter le retour
mais, dans l'intervalle, le 21 janvie

et les enfants. Sir Napier eut enfin occasion de faire acte d'autorité en exigeant qu'Ibrahim laissât, sur le territoire de la Syrie, les Syriens qui étaient encore dans son armée.

Successivement, les divers corps rentrèrent en Egypte; l'évacuation était complète, et Méhémet-Ali avait exécuté à la lettre tous ses engagements : il restait au Sultan à remplir les siens.

LXXXIX

Si grandes étaient l'hésitation de la Porte et son envie de ne s'avancer qu'à bon escient, que la promulgation officielle de la concession héréditaire ne fut faite qu'au retour de Mazloume-Bey, le 4 février (1). Cela n'avait pas empêché les discussions d'être déjà très-vives sur le chapitre des conditions restrictives; les représentants des puissances, admis naturellement dans les conseils tenus à ce sujet, ne pouvaient guère, une fois posé le principe d'hérédité, s'immiscer dans la critique d'un droit inhérent à la suzeraineté du Sultan; cependant ils blâmèrent les clau-

(1) Documents historiques, pièces nº 23.

homme p...
tout les attributs essentiels du gouverne
Ces captieuses intentions, faiblement
par l'opposition des puissances, se trac
enfin par le firman d'investiture, ou
schérif du 13 février 1841 (1). Voici l
de cette pièce : Le Sultan choisira dans
fants de Méhémet-Ali celui qui doit lui su
et ce successeur sera tenu de venir à Co
nople pour y recevoir l'investiture. — L
gative d'hérédité conférée au gouver
l'Egypte ne lui donnera aucun droit s
à ceux des autres pachas. — Les traités
de l'Empire, et notamment le hatti-s
Gulkâné seront applicables à l'Egypte
tout autre pachalik; la forme, le titre et
des monnaies seront les mêmes qu'en
— Le quart des revenus bruts de l'Eg
payé au Sultan pour les besoins gén
l'Empire; — l'Egypte ne pourra cons
bâtiments de guerre qu'avec la perm

hommes dont deux mille résideront à Constantinople.—Les uniformes et insignes de cette armée seront en tous points semblables à ceux des autres troupes de l'Empire. — La nomination des officiers de terre et de mer, jusqu'au grade de lieutenant inclusivement, appartiendra au gouvernement de l'Egypte; celle des officiers supérieurs à ce grade dépendra de la volonté impériale du Sultan. — La concession de l'hérédité au gouvernement de l'Egypte étant soumise aux conditions ci-dessus énoncées, l'inexécution de l'une d'elles motivera le retrait immédiat de cette concession.

Telle était la modération de la Porte dans sa victoire! En stipulant, — comme par ironie, on pourrait croire, — que le vice-roi d'Egypte n'aurait aucun droit supérieur à ceux des autres pachas, elle le mettait par le fait dans une condition d'infériorité comparativement au plus mince de ces pachas. C'était là un de ces pactes dérisoires qui écrivent à chaque mot la honte du vaincu, et que celui-ci ne signe jamais sans faire mentalement les réserves de l'épée. Mais encore le Rouméliote eut-il la franchise de ne pas y souscrire, et, dans son refus, son langage fut plein de force et de dignité :

« Mon fils Ibrahîm, dit-il, a des droits fondés « sur la nature, sur sôn mérite, sur la victoire, « et voulût-on l'en priver, qu'il commande en-

« mes fils, ils ne consent...
« un autre que leur aîné. Saïd-Bey est
« lent marin, il parle plusieurs langues
« talents distingués; mais aucun de
« ne se soumettrait à lui au préjudice d
« Non, il faut que la succession soit ré
« manière certaine, et selon l'ordre de
« niture: sans cela, point d'hérédité
« Quant au droit de choisir les officie
« armée, que la Porte veut m'enlever
« git ainsi que dans le but de m'humilie
« gence qu'elle témoigne, relativement
« et à la couleur des uniformes, n'es
« cule : si je m'y pliais, je me rendr
« sable aux yeux des miens. 20,00
« ajouta-t-il, forment assurément
« assez considérable pour garder l'Eg
« en cas de guerre, elle serait à pein
« et l'on n'en pourrait rien distraire
« fense de l'Empire. Enfin, prélever
« ... l'Egypte, c'est lui ôter

vinces du Nil supérieur, l'objet d'un firman à part (1), qui créait un nouveau pachalik dans l'Empire; rien n'établissait mieux qu'il donnait par là ce qui, effectivement, ne lui avait jamais appartenu et ne pouvait tomber sous son administration directe que tout autant que l'Egypte n'aurait pas eu de gouvernement distinct. Aussi le cadeau était-il très-mince; encore, par suite de l'esprit restrictif qui animait la Porte, ne constituait-il qu'une concession viagère, c'est-à-dire à tout moment révocable, ajoutée à l'Egypte héréditaire. Mais peut-on se figurer un pacha de la Porte gouvernant le Sennaar, sans dépendance vis-à-vis de l'Egypte.

Une lettre particulière de Reschid-Pacha cherchait vainement à atténuer la rigueur de ces conditions, et à persuader à Méhémet-Ali, qu'en vertu de considérations toutes spéciales, l'hérédité de son fils Ibrahim-Pacha ne pourrait jamais faire l'objet d'aucun doute, et que le Sultan dispenserait l'un et l'autre de comparaître personnellement à Constantinople pour la formalité de l'investiture. Mais le moment était mal choisi pour un appel à la confiance : le Rouméliote persista dans ses protestations, et se remit sourdement en disposition de jouer son va-tout. Il y fut en quelque

(1) Documents historiques, n° 24, seconde pièce.

aller rejoindre la flotte, à Marmarice,
avoir eu connaissance de la réponse au
du vice-roi à l'envoyé du Sultan.

XC

On aurait dit, vraiment, que, par tan
teur dans ses prétentions la Porte s'e
faire effacer, dans la transaction finale
dernier vestige de son autorité et de sc
bitre. Le hatti-schérif du 13 février
susceptibilités de la diplomatie, qui com
à s'asssoupir dans la prévision d'une r
rale, et la solution de la crise, laissée
aux mains de la Sublime Porte, alla
rebondir dans les chancelleries.

La tâche que M. Guizot avait acc

France des conseils européens, toute l'ambition de M. Guizot était de paraître l'y faire rentrer, ou plutôt d'apposer la signature de la France dans un acte quelconque, à côté de celles des puissances signataires du traité de juillet. La prétention était modeste, comparée aux gages que donnait le président du 29 octobre par son régime de compression intérieure. Mais le traité de Londres lui-même, tant que la conclusion de l'affaire turco-égyptienne ne l'aurait pas annulé, était un obstacle virtuel, et de cette conclusion pouvait naître encore une difficulté, si le *casus belli* posé par la note du 8 octobre s'y trouvait transgressé, puisque, malheureusement, cet acte équivoque de dignité nationale était un legs obligatoire de M. Thiers à M. Guizot. Ainsi, solution de l'affaire d'Orient, et solution en deçà des limites tracées par la note du 8 octobre, c'est-à-dire, la possession héréditaire de l'Egypte garantie au Pacha : tel fut le but programme assigné à M. Guizot, pour acquérir le droit de dire qu'il avait réalisé les termes les plus osés de la témérité de son prédécesseur, tout en conjurant les dangers de cette imprudence. Il négocia dans ce but à Londres, à Vienne et à Berlin ; les sympathies toutes personnelles qu'il rencontra dans ces deux derniers endroits forcèrent un peu la main à lord Palmerston ; et d'un autre côté les in-

la convention-Napier du ...
lisa en ce moment les vœux générau
diplomatie. Lord Palmerston se hâta de l'
ver et de faire grand bruit de cette appro
nous avons déjà montré quelle bonne f
dictée, en la rapprochant de la note ém
chef du Foreign-Office, en date du 14 nov
mais il pouvait, en toute assurance, s'en
sur ses instructions antérieures pour créer
anicroche à la convention Napier. Toutef
plus grand espoir était dans un coup de
Méhémet-Ali, et la parfaite soumission de
fut pour lui plutôt une déception qu'ur
en ce sens qu'elle prêta une grande f
réclamations de M. Guizot et des mer
la conférence de Londres. Cette unanir
traignit lord Palmerston à signer le *me*
du 30 janvier (1), qui rappelait la Porte
ment de son étroite sujétion vis-à-vis
liés, et lui dictait en quelque sorte les
l'arrangement à intervenir avec son vas
la Porte avait prévenu cette leçon er

On le connut à Paris dans les premiers jours de mars, ainsi que le refus de Méhémet-Ali d'y adhérer. Les dures conditions qui le constituaient blessèrent aussi bien l'esprit d'équité des membres de la conférence, que l'espoir qu'ils nourrissaient d'être à la fin de ce long différend. M. Guizot fit aigrement sentir à lord Palmerston que la persistance de cet état de choses ajournait indéfiniment le ralliement de la France au *consensus* européen. Mais le langage de la conférence se ressentait du détraquement de la coalition, dont les indices n'étaient plus douteux. La Russie, à qui le soupçon seul d'une commune entente entre la France et l'Angleterre faisait faire très-bon marché de ses opinions antérieures, était redevenue hostile à Méhémet-Ali. Le 5 mars, la conférence, dans une note (1) *ad hoc*, félicite le Sultan d'avoir admis le principe d'hérédité, et par le fait considère la question comme bien et duemnt terminée. Le 13 mars suivant (2), elle répond à la notification d'investiture, avec quelques réserves dissimulées sous la forme de conseils, et n'est plus aussi affirmative dans ses conclusions. Enfin, le *memorandum* de la Porte du 19 avril (3), qui annonce la résolution de réviser le firman d'inves-

(1) Documents historiques, nº 23.
(2) Documents historiques, nº 25.
(3) Documents historiques, nº 26.

cite évidemment la mauvaise ...
férence, qui y répond très-ambigûm
note en date du 10 mai (1), justifiar
unes des demandes du vice-roi (notau
qui a trait à la forme de l'hérédité), e
aux autres points qu'une fin de non-
tremêlée d'avis touchant un exercice
plus spontané de la souveraineté de

La conférence abdiquait toute in
l'issue définitive de cette affaire ; elle
en elle-même la cohésion propre à
muler un avis précis. S'étant assembl
pour la signature du protocole relatif
du hatti-schérif revisé, lord Palmer
au début de la séance, qu'il se rallia
précédemment émise par le plénipote
à savoir : qu'avant d'approuver la nou
du Sultan et les conditions qui en
était convenable de s'assurer que Mé
accepterait et n'en ferait pas l'objet
... conséquemment, le se

plus grande agitation régna dans l'assistance ; les protestations furent vives de la part des ambassadeurs d'Autriche et de Prusse, qui exprimèrent l'intention de s'éloigner sans aucun délai ; bref, la conférence se sépara sans même fixer un jour prochain pour sa réunion.

XCI

Heureusement les choses avaient été d'un meilleur train à Constantinople. Reschid-Pacha, n'ayant plus que lord Ponsonby de son côté, ne tenait plus qu'à un fil ; encore payait-il cette protection par sa résistance dans l'affaire égyptienne, contre le gré même de toute la cour. La rentrée de la flotte ottomane fut son coup de grâce ; elle eut lieu le 16 mars, par un temps magnifique, aux applaudissements d'une immense population qui garnissait toutes les hauteurs des environs de Constantinople ayant vue sur le Bosphore. Ce fut une fête magnifique, et qui fit plus, en faveur de Méhémet-Ali, que tous les protocoles du monde. Reschid n'avait plus besoin que d'une poussée pour choir : ce fut l'internonce qui la lui donna, en produisant et prônant son rem-

chir, et nommé ministre des affaires é
en place de Reschid. Ce dernier ne connu
titution que par la demande qui lui fut
insignes en brillants de sa dignité.

Rifaat resta encore plus de deux mois à
les obstacles désespéremment suscités
Ponsonby. Enfin, le 1er juin, fut prom
hatti-schérif (1) qui donnait satisfactio
hémet-Ali sur les points importants de
clamations : 1° l'hérédité était reconnue
d'aînesse, dans sa descendance mâle,
directe; la faculté à lui laissée de créer
ciers dans son armée s'étendait jusqu'
de colonel inclusivement; le tribut au, l
calculé proportionellement aux reven
gypte, ce qui aurait motivé un cont
agents de la Porte tout à fait vexato
l'exercice de l'autorité du vice-roi, ét
une somme fixe : quarante-millions
(environ dix millions de francs).

Mais toutes les clauses qui fortifiaie
... de la Porte, et celles qui n'

même stipulées que dans le but d'humilier la grande individualité de Méhémet-Ali, furent maintenues ; ainsi, l'investiture donnée par la Porte à chaque nouveau gouverneur, et le voyage de celui-ci à Constantinople pour cet objet spécial ; le chiffre de l'armée égyptienne borné à dix-huit mille hommes, sans permission de le dépasser autrement qu'en cas de guerre et par autorisation expresse ; la parité des ordonnances d'uniforme et d'insignes militaires avec celles de l'Empire ; l'exacte conformité des monnaies ; l'interdiction de nouvelles constructions navales : tout, jusqu'à cette obligation de fournir aux villes saintes de la Mecque et Médine, la quantité de légumes accoutumée, portait l'empreinte de la vassalité du vice-roi, et ne laissait pour devise à cette soi-disant transaction que le *Væ victis* dans son implacable rigueur.

Pourtant le Rouméliote, tout à fait résigné à son sort, accepta cette charte de sujétion, et se hâta encore, suivant le précepte plus chrétien que musulman, d'embrasser la main qui le châtiait ; c'est ce qu'on peut voir dans la lettre pleine d'humilité qu'il écrivit au grand-visir (1). Jamais le mot de Tacite : *Omnia serviliter pro dominatione*, ne reçut une plus éclatante application,

(1) Documents historiques, n° 27, seconde pièce.

fils Saïd-Bey à Constantinople pour y
outre des présents considérables, une p
ce tribut, il obtint sa réduction à soixan
bourses (environ sept millions et demi).

Le nouveau hatti-schérif fut promulgué à
drie le 10 juin, au son de l'artillerie des
des vaisseaux.

Deux mois après, le drapeau des pu
était relevé, et les consuls généraux av
pris leur poste auprès du vice-roi.

XCII

L'acceptation de Méhémet-Ali rendit
férence de Londres le service de lui fc
moyen naturel de se rompre; elle
M. Guizot celui d'en arriver à ses fins
tôt qu'il ne l'espérait, en lui permettant

confirmer la règle constante du gouvernement ottoman vis-à-vis des puissances européennes, mais il spécifiait très-suffisamment la fin du régime d'exception qui venait d'avoir lieu en vertu d'une ligue dont la France avait été exclue. Ainsi, le ministre du 29 octobre pouvait, à très-peu de frais, fermer les portes du temple de la guerre, que le ministre du 1er mars n'avait pourtant fait qu'entrebâiller.

Enfin, les efforts qu'il avait fallu déployer pour ébranler le Rouméliote sans le faire tomber, dans cette crise suprême, avaient été si violents, que ses ennemis les plus acharnés en ressentirent le contre-coup et mordirent la poussière : Mahmoud en mourut, Kousrouf et Reschid étaient restés sur le carreau. Lord Palmerston et lord Ponsonby jouirent peu de temps de leur victoire : deux mois après les torys renversaient le ministère anglais et rendaient le fougueux chef du Foreign-Office aux douceurs de la vie privée.

M. Napier fut élevé au grade de commodore de 1re classe : il avait sans doute espéré mieux ; mais il se consola en triomphant de meetings en meetings, de par les hurrahs britanniques, quoiqu'il se défendît modestement d'aucune similitude qu'on voulut établir entre le bombardement de Beyrouth et celui de Copenhague, entre le génie de Nelson et le sien. Quant à lord Stopford, il eut une

récompense assez piquante, bien que la gravité du caractère anglais nous empêche d'y voir une intention épigrammatique : il fut nommé gouverneur des invalides de Greenwich.

XCXIII

L'histoire politique de Méhémet-Ali se termine là. Tous les fruits, bons ou mauvais, de sa carrière, étaient produits ; conquérant vaincu, il avait pu, chose rare, rester debout au milieu de la catastrophe, et son cœur de père avait été son ancre de salut. Avec une âme tout à fait héroïque, c'est-à-dire moins humaine, il eût considéré comme un devoir, vis-à-vis de son courage et de sa renommée, de pousser la lutte jusqu'au bout, et de s'engloutir dans le tourbillon qu'il avait soulevé. Il en eut le désir et en manifesta l'intention ; mais l'intérêt des siens l'emporta, et ce fut, croyons-nous, la seule influence déterminante qui le fit céder.

Il est vrai que la différence n'était pas bien grande entre un trône écrasé sous des ruines ou un trône élevé dessus ; tel qu'il était, cependant, la possession en paraissait garantie à ses enfants : à eux d'en améliorer les fondements. Le Roumé-

liote y vit encore une digne récompense de ses travaux; quant à lui, il avait plus de soixante-dix ans, c'est-à-dire passé l'âge où nul homme au monde ne voudrait recommencer sa vie; un irrésistible temps d'arrêt se produisait dans la sienne, non pas cette halte par laquelle le voyageur se prépare à une marche nouvelle, mais celle qui prélude à l'éternel repos.

En même temps, la grosse question politique suscitée à l'occasion de Méhémet-Ali s'assoupissait pour une période de temps qui devait dépasser celle qu'il était donné à notre héros de vivre encore. Après avoir résolument lancé son esquif dans un océan de tempêtes afin d'arriver plus vite à son but, il rencontrait un calme subit qui le laissait en chemin, gouvernant encore, mais désemparé.

Cette lassitude physique et morale imprima son caractère à ses dernières années; elles furent remplies d'nn petit nombre d'événements sans importance et qui n'intéressent guère en lui que l'homme privé. Méhémet-Ali se résigna à n'être plus que le gardien de l'héritage de sa famille. A partir de ce moment, ses enfants vont exercer dans le gouvernement une influence qu'il ne leur avait jamais laissé prendre; mais à mesure qu'augmente pour eux sa faiblesse, croît aussi sa méfiance : il n'échappe pas à l'inflexible logique du cœur humain.

Si, dans cette dernière partie de la vie de Méhémet-Ali, le côté politique se rétrécit jusqu'au point de disparaître presque complétement, elle offre cependant une espèce d'intérêt qui mérite l'attention de l'histoire. Il peut aussi être curieux d'étudier de près le caractère et les actions de ces princes, qui, groupés autour de leur père, pouvaient être tous individuellement appelés à occuper sa place : car, parmi un nombre d'hommes si différents qu'ils soient d'âge, qui ne peut se flatter de survivre à tous les autres? D'ailleurs, le plus sûr jugement d'un roi, d'un fondateur de dynastie, n'est-il pas dans sa postérité? Cette étude, nous l'entreprendrons dans un volume qui paraîtra incessamment; et dans lequel, en racontant plus spécialement la fin de notre héros, nous donnerons une esquisse de sa famille et des princes qui se sont succédé sur son trône. Nous serons conduit ainsi jusqu'au réveil de cette éternelle question d'Orient, et nous examinerons la nouvelle solution qui a momentanément écarté les dangers qu'elle tient suspendus sur le monde.

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

TOME Ier.

Avant-Propos. v

LIVRE PREMIER. — L'ÉGYPTE AVANT MÉHÉMET-ALI.

Commencements de l'Islamisme. — Conquête de l'Égypte par Amrou. — Les Coptes. — Califes abassides. — Les Toulounides. — Califes Fatimites. — Fondation du Caire. — Sultans Ayoubites. — Saladin. — Gengis-Kan et les Mogols. — Création des mamelouks. — Sultans mamelouks. — Origine des Ottomans. — Prise de Constantinople. — Sélim Ier. — Prise du Caire. — L'Égypte turque. — Déclin de l'empire Ottoman. — Les Janissaires. — Révolte d'Ali-Bey. — Mourad et Ibrahim. — Invasion française. — Mort de Mourad. — Perpétuité de la race égyptienne. — Caractère uniforme des dominations étrangères. —État du peuple sous les mamelouks, d'après Volney.—État du commerce. — Douanes et revenus publics. — Naissance de Méhémet-Ali. — Sa famille. — Fables sur sa jeunesse. — M. Lion, négociant français. — Les révoltés de Praousta. — Mariage de Méhémet-Ali. — Son départ pour l'Égypte. — Le fils du gouverneur de la Cavalie. — Rapides progrès de Méhémet-Ali. P. 3

LIVRE DEUXIÈME. — TURCS ET MAMELOUKS.

Caractère de l'alliance anglo-turque. — Position des partis en Égypte, après la retraite des Français. — Rivalité du Capitan-

Pacha, du grand-visir et de l'armée anglaise. —
Kousrouf-Pacha. — Difficultés de sa position. —
mamelouks. — Lettre collective des beys à Napolé
d'alliance de la France avec la Porte. — L'Elfi-
Bardissi et d'Ibrahim. — Négociations infructueus
met-Ali commandant un corps d'opérations.— Nouv
des Anglais aux mamelouks. — Bataille de Dama
sons de l'abstention de Méhémet-Ali. — Traité d'Aı
Anglais rendent les ports du littoral méditerrané
de Elfi-Bey pour Londres. — Les mamelouks opèr
tion dans la haute Égypte. — Siége et prise de l
cheuses conséquences. — Révolte des Albanais. -
citadelle du Caire. — Expulsion de Kousrouf-Pac
Pacha s'empare du pouvoir. — Il se rend odieux. -
siné.— Les Osmanlis nomment Ahmed-Pacha à sa
hémed-Ali se joint aux mamelouks. — Défaite d'A
coalisés tournent leurs forces contre Kousrouf. —
de Damiette. — Kousrouf prisonnier. — Message
Porte. — Biographie de Bardissi. — Ali-Pacha-Dg
histoire. — Siége de Rosette. — Bardissi et le Che
glais et les Français auprès des beys. — Piége ter
zaïrli. — Il part d'Alexandrie. — Sa marche sur le
rend à discrétion à Bardissi. — Ses intrigues. -
Retour de l'Elfi. — Son séjour en Angleterre. —
— Rébellion des Albanais. — Mesures fiscales d
Insurrection du Caire. — Jeu de Méhémet-Ali.
d'État. — Fuite de Bardissi et d'Ibrahim. — Court
de Kousrouf-Pacha. — Élection de Kourchid-Pach
du gouvernement ottoman. — Caractère de Kour
qu'il emploie pour se procurer de l'argent.— La ve

tant les chefs albanais à rentrer dans leurs pays. — Ruse de Méhémet-Ali pour l'éluder. — Grande expédition contre les mamelouks. — Tentative infructueuse des beys pour réconcilier Bardissi et l'Elfi. — Siége de Minié. — Assaut infructueux. — Incendie de la flottille. — Retraite des mamelouks. — Complot de Kourchid contre les Albanais. — Les Delhis. — Méhémet-Ali revient inopinément au Caire. — Violentes réclamations des troupes. — Les cheiks et les ulémas excitent le peuple à la révolte. — Tentative de Kourchid pour éloigner Méhémet-Ali. —Déposition de Kourchid et élection de Méhémet-Ali à sa place. — Kourchid se renferme dans la citadelle. — Siége de cette forteresse par les habitants et les Albanais réunis. — Arrivée du Capidgi-Bachi, porteur d'un firman de la Porte confirmant l'élection de Méhémet-Ali. — Arrivée du Capitan Pacha à Alexandrie. — Kourchid rend la citadelle. . . . . P. 69

LIVRE TROISIÈME. — MÉHÉMET-ALI VICE-ROI.

Méhémet-Ali fait rendre gorge aux coptes. — Nouveau piége tendu aux beys. — Connivence des cheiks. — Silence du peuple. — Retraite des mamelouks. — Les Anglais et les Français vis-à-vis de Méhémet-Ali. — Départ du Capitan-Pacha. — Sa prophétie. — Mesures fiscales. — Genre de guerre en usage sur les bords du Nil. — Négociations infructueuses avec les beys. — Troubles occasionnés par les Albanais. — Arrivée des fils de Méhémet-Ali en Égypte. — Intrigue des Anglais à Constantinople. — Expédition du Capitan-Pacha. — L'Elfi se voit au comble de ses espérances. — Politique de Méhémet-Ali. — Arrivée du firman de la Porte. — Subterfuge de Méhémet-Ali. — Son discours aux chefs albanais. — Mise en œuvre des cheiks et des ulémas. — Leur requête à la Porte. — Bataille de Néguilè. — Méhémet-Ali et le bimbachi. — Moyens de conjurer l'émeute. — Belle résistance des habitants de Damanour. — Antagonisme des consuls de France et d'Angleterre. — Réponse des beys au message du Capitan-Pacha. — La chance tourne en faveur de Méhémet-Ali. — Sa confirmation dans son pachalik. — Départ du Capitan-Pacha. — Cruauté de l'Elfi. — Il demande la paix. — Refus de Méhémet-Ali. — Bruit d'un débarquement prochain des Anglais.

des Anglais. — ...
Son retour au Caire. — Préparatifs de défens
pédition de Rosette. — Bataille de Hamad. —
glais. — Férocité des Turcs après la victoir
sollicitent vainement les beys de se joindre à
des mamelouks. — Les Anglais évacuent Ale
lion des Albanais. — Intervention des cheik
et la magicienne. — Concessions faites aux m
sim-Bey. — Mort du sultan Selim III et a
moud II. — Misère publique. — Baisse du
nérales. — Nouvelles difficultés avec les ma
sition des cheiks et des ulémas. — Exil de S
— Les beys se préparent de nouveau au com
persévérants d'Ibrahim. — Dernière campagn
paratifs de l'expédition d'Arabie. — Massac
melouks au Caire. . . . .

TOME II.

LIVRE QUATRIÈME. — LES OUA

Résumé géographique et historique sur l'Ar
populations. — Naissance de l'Islamisme.
homet. — Les Bédouins. — Origine du (
cheik Mohammed Abd-el-Ouahab. — Progr
— L'émir Ebn-Saoud. — Doctrines de la
Successeurs de Saoud. — Abd-el-Azis. — G
de Bagdad. — Pillage de Kerbelé. — Situat

LIVRE CINQUIÈME. — MÉHÉMET-ALI CONQUÉRANT.

Mort du Sultan Sélim et avènement de Mahmoud II. — Le Nizam-Djédid. — Projets du nouveau sultan. — Départ de l'expédition égyptienne pour l'Arabie. — Toussoun-Pacha, second fils de Méhémet-Ali. — Le chérif Galeb. — Son caractère. — Défaite des Egytiens à Bedr. — Mesures fiscales du vice-roi. — Retour des chefs albanais vaincus. — Ils sont chassés par Méhémet-Ali. — Meurtre d'Ahmed-Aga-Laz. — Toussoun prend Médine et la Mecque. — Défaite des Égyptiens à Tarabè. — Méhémet-Ali prend la résolution d'aller lui-même en Arabie. — Sa conduite à la Mecque. — Il tend un piége à Galeb. — Arrestation de ce chérif et de sa famille.— La Porte désavoue le traitement qui leur est infligé. — Fin de Galeb et des siens. — Méhémet-Ali reprend l'offensive contre les Ouahabites. — Second échec devant Tarabè. —Mouvements stratégiques du vice-roi.— Occupation de Confoudâ. — Ineptie du gouverneur. — Retraite des Egyptiens. — Méhémet-Ali est dans une situation critique. — Son habileté l'en tire. — Sa politique ramène les tribus bedouines. — Mort de Saoud. — Défaite essuyée par Abdine-Bey. — Toussoun est bloqué dans Taïfa. — Méhémet-Ali le délivre sans troupes. — Rétablissement du pèlerinage. -- Preuves d'adresse de Toussoun.— —Façons d'agir de Méhémet-Ali vis-à-vis la caravane.—Méhémet-Ali marche à la tête de ses troupes et obtient des succès décisifs. — Son retour à la Mecque et son départ pour l'Egypte,—Causes de sa précipitation. — Sa situation vis-à-vis de la Porte. — Histoire du mamelouk Lâtif-Aga.— Premières tentatives pour discipliner les troupes.— Révolte au Caire.— Ses résultats.— Campagne de Toussoun dans le Nedjd — l'Emir Abdâlla demande la paix. — Retour de Toussoun en Egypte. — Caractère d'Abdâlla. — Caractère d'Ibrahim, le fils aîné de Méhémet-Ali. — Campagne d'Ibrahim en Arabie. — Prise de Dériyè et d'Abâlla. — Mort de ce dernier. — Empoisonnement du malem Gâti. — Mort de Toussoun. — Meurtre de la fille du consul de Suède par un Albanais. — Expédition du Sennâr. — Derniers coups portés aux mamelouks.— Mort d'Ismaïl-Pacha. — Création du Nizam-Djédid en Egypte.— Enrôlement des fellahs. — M. Sèves.—Sa

TOME III.

LIVRE SIXIÈME. — MÉHÉMET-ALI

Conséquences de la guerre de Morée. — Systè
de Méhémet-Ali. — Loi du développement
tion égyptienne. — Les Égyptiens ont plu
qu'ils n'ont été conquérants. — Histoire
Egypte. — Méhémet-Ali a été obligé de suiv
Son système de fiscalité. — Accaparement c
pole. — Solidarité des contribuables. — L
damne le système monopolisateur. — Mé
bien tous les étrangers. — Innovations ag
et M. Jumel. — Indigo. — Opium. — Chan
— Causes de l'avortement des réformes. —
tration turque. — Les gouverneurs de pro
roi. — Changements successifs dans l'adm
graphie de Boghoz-Joussouf, l'homme de con
Ali. — Extension inévitable du monopole. —
ques. — Raisons de leur insuccès. — Artisa
tiens. — Résultats définitifs des manufactu
chifliks, ou fermes du vice-roi. — Leur hi
ou concessions gratuites territoriales de Mé
genres de travaux et d'économie politique e
l'Égypte. — Motifs qui empêchèrent Méhém
le principe. — Travaux exécutés sous son

égyptiennes à Paris.— Caractère du fellah. — Retour des élèves en Égypte. — Ils sont substitués aux professeurs européens. — Bien indirect résultant de la fondation des Écoles. — Création d'un arsenal à Alexandrie et d'une flotte de guerre. — M. Cerisy. — M. Besson. — Réformes dans l'armée de terre. — Résumé général . . . . P. 7

LIVRE SEPTIÈME. — MÉHÉMET-ALI REBELLE.

Méhémet-Ali élude une nouvelle demande de secours de la Porte. — Le Sultan cherche à semer la discorde entre le vice-roi et son fils Ibrahim. — Il refuse de céder la Syrie et accorde Candie. — Négociation entre M. de Polignac et Méhémet-Ali à l'occasion d'Alger.— Projets d'agression. — Différend entre le vice-roi et Abdàlla, pacha de Saint-Jean-d'Acre. — Première expédition interrompue par le choléra. — Seconde expédition. — Tentatives infructueuses contre Saint-Jean-d'Acre. — Belle défense d'Abdàlla. — Diversion des Turcs. — Ibrahim lève le siége. — Bataille de Zérad. — Prise de Saint-Jean-d'Acre. — Joie de Méhémet-Ali à cette nouvelle. — Réception d'Abdàlla à Alexandrie. — Menaces de la Porte. — Husséïn est envoyé contre Ibrahim. — Ce dernier prend Damas sans coup férir. — Bataille de Homs.— Les Turcs en fuite.— Mot d'Ibrahim-Pacha. — Bataille de Beylan. — Étrange conduite des flottes turque et égyptienne. — Lâcheté d'Osman-Pacha. — Fuite d'Husseïn. — Premiers pourparlers pour la paix. — Méhémet-Ali exige le district d'Adana. — Le Sultan penche pour un appel à la Russie. — Opposition du divan. — Nomination de Réchid-Pacha aux fonctions de sérasker. — Ibrahim-Pacha entre dans Koniè. — Bataille de Koniè. — Ineptie de l'armée turque. — Ibrahim est accueilli avec enthousiasme en Syrie et en Asie mineure.—Pourquoi il n'est pas allé jusqu'à Constantinople. — Émoi de la diplomatie. — Le Sultan revient à l'intervention russe. — Efforts de M. de Varennes pour l'en détourner. — Arrivée de la flotte russe à Constantinople. — Énergique protestation de M. le baron Roussin. — Sa lettre à Méhémet-Ali et la réponse de celui-ci. — — Paix de Kutayé. — Traité d'Unkiar-Skelessi entre la Porte et la Russie. — Guerres d'Arabie. — Révolte de Turkè-Bilmès.

— Sa fin. — Le vice-roi persiste à vouloir faire la conquête de toute la péninsule. — Revers d'Achmet-Pacha. — Déconfiture des troupes égyptiennes. — Seconde mission de Kourchid-Pacha. — La guerre change complétement de face. — Conquêtes de Kourchid. — Il n'est pas en faveur à la cour du vice-roi. — Réclamations des Anglais à propos des Iles Babreyn et de Sana. — Ils s'emparent d'Aden. — Méhémet-Ali donne l'ordre à Kourchid de rétrograder. — Révolte à Candie. — Défection d'Osman-Pacha. — Aperçu topographique et historique sur la Syrie. — Les Druses et les Maronites. — L'émir Béchir. — Insurrection de la Palestine. — Le cheik Cassim et ses enfants. — Fin des troubles de la Palestine. — Révolte des Druses. — Revers des Egyptiens. — Ibrahim rend leurs armes aux Maronites, à la condition de les tourner contre les Druses. — Défaite des Druses. — Mots caractéristiques d'Ibrahim et de Méhémet-Ali. — Situation réciproque du Sultan et du vice-roi. — La politique du juste-milieu. — Audacieuse proposition de Méhémet-Ali aux cabinets de France, d'Angleterre et d'Autriche. — Intérêts des puissances dans la question d'Orient. — Leur réponse à Méhémet-Ali. — Elles mettent le vice-roi dans l'obligation de négocier. — Première mission de Zéra-Kanoune, belle-fille de Méhémet-Ali, à Constantinople. — Conférences dirigées par la chancellerie de France. — Leur rupture. — Ruses de Méhémet-Ali pour amener la Porte à faire les premières ouvertures. — Il fait écrire au capitan-pacha Achmet. — Mission de Sarim-Effendi en Egypte. — Elle n'aboutit à rien. — Ultimatum du vice-roi et réponse du Sultan. — Première tentative de la diplomatie pour un concert européen. — La Russie en détourne Mahmoud. — Le vice-roi menace de se déclarer indépendant. — Improbation de l'Europe. — Eloquente protestation de Méhémet-Ali. — Animosité du Sultan. — Intrigues à Constantinople. — Disgrâce de Kousrouf-Pacha. — Divergences occultes entre les ambassadeurs de France et d'Angleterre. — Lord Ponsonby est d'accord avec le Sultan. — Traité de commerce de 1838. — Il est ratifié par la France. — Le Sultan trompe la France. — Embarras de Louis-Philippe : la coalition parlementaire. — Ministère du 12 mai. — Imminent conflit entre les troupes égyptiennes et ottomanes. — Plan d'invasion des Turcs. — Passage de l'Euphrate. — Préparatifs d'Ibrahim. — Conduite diplomatique de Méhémet-Ali. — Premières hostilités.

— Tactique du sérasker Hafiz. — Prise d'Aïntab par les Turcs. — Occupation des villages syriens, — Ordre de Méhémet-Ali à Ibrahim d'attaquer. —Bataille de Nézib. . . . . . P. 143

TOME IV.

LIVRE HUITIÈME. — GRANDEUR ET DÉCADENCE DE MÉHÉMET-ALI.

Effet produit par la bataille de Nézib. — Lord Palmerston et le cabinet du 12 mai. — Double mission de MM. Foltz et Caillé.— Communications diplomatiques entre la France et l'Angleterre.— Discussion à la Chambre des députés sur les affaires d'Orient. — Négociation de M. Caillé à Alexandrie. —Méhémet-Ali donne l'ordre à Ibrahim de s'arrêter. — Entrevue de M. Caillé avec Ibrahim. — Responsabilité de la France vis-à-vis du Pacha. — Insuccès de M. Foltz à Constantinople. — Maladie de Mahmoud II. — Départ de la flotte ottomane. — Agonie du Sultan. —Sa mort. — Intrigues de Kousrouf. — Avénement d'Abdul-Medjid. — Parallèle entre Mahmoud et Méhémet-Ali. — La bataille de Nézib connue à Constantinople. — Achmet-Fevzi-Pacha, le grand-amiral. — Détails biographiques. — Sa trahison. — Définition de l'honneur chez les Turcs. — L'amiral Lalande. — Sa discussion avec Osman-Pacha, et son entrevue avec Achmet-Pacha. — Fausse accusation de l'Angleterre. — Le grand-amiral conduit la flotte ottomane à Alexandrie. — Mission et célérité du capitaine Lugeol, du *Papin*. — La nouvelle de la bataille de Nézib parvient à Alexandrie. — Sentiments du vice-roi. — Il apprend la mort du Sultan. — Arrivée d'Akiff-Effendi, l'envoyé de la Porte, à Alexandrie.— Réception d'Achmet-Pacha et de la flotte turque.— Protestations des consuls.—Déclarations de Méhémet-Ali. — Jugement sur sa politique. — Ses manœuvres contre Kousrouf. — Machination de ce dernier. — Panique de la Porte. — Note du 27 juillet 1839. —Historique des faits qui amenèrent cette note. — Premières divergences de la diplomatie à Constantinople. — Fausse démarche du baron Roussin. — Récrimi-

nations épistolaires entre Méhémet-Ali et Kousrouf. — Accueil fait à la note du 27 juillet par les cours d'Europe. — Erreurs de la politique française. — Illusion de l'alliance anglo-française.— Machiavélisme de la Russie. — Echec de M. de Metternich. — Ere nouvelle tracée à la Turquie par la note du 27 juillet. — Notice sur Reschid-Pacha. — La réforme en Turquie. — Diplomatie de Méhémet-Ali vis-à-vis des consuls-généraux. — Tentative d'arrangement direct entre le vice-roi et la Porte. — Fermentation en Syrie. — Première négociation de M. Brunow à Londres. — Avortement. — Secondes négociations de M. de Brunow.—Nouveau refus de la France à acquiescer aux propositions russes. — Chute du ministère du 12 mai en France. — Session de 1840. — Avènement de M. Thiers. — Sa politique. — Duplicité du roi Louis-Philippe. — M. Guizot à Londres. — Correspondance diplomatique entre M. Thiers et M. Guizot. — Traité de Londres du 15 juillet. — Effet qu'il produit en France. — Préparatifs de guerre. — Affaire des soufres de Sicile. — Rapprochement entre Méhémet-Ali et Kousrouf. — Causes de l'hostilité de l'Angleterre. — Intrigues des agents anglais pour détourner les marins turcs du service de Méhémet-Ali. — Préparatifs de guerre en Egypte. — Création d'une garde nationale. — Destitution de Kousrouf. — Méhémet-Ali offre de rendre la flotte ottomane. — Mission de Sami-Bey à Constantinople. — Insurrection en Syrie. — Ses causes. — Activité déployée par Méhémet-Ali pour la réprimer. — Mission de M. Eugène Périer à Alexandrie. — Signification au vice-roi du traité du 15 juillet. — Mission de M. de Waleski. — Lettre de Méhémet-Ali au Sultan. — Notice sur le commodore Napier. — Premières opérations des alliés en Syrie. — Débarquement des troupes. — Bombardement de Beyrouth. — Chute de M. Thiers et du ministère du 1er mars.—Avènemement de M. Guizot.—Fausse tactique d'Ibrahim en Syrie. — Défection et déchéance de l'émir Béchir. — Combat de Calas-Meidat. — Prise de Beyrouth par les alliés. — Toutes les villes du littoral syrien tombent en leur pouvoir. — Prise de Saint-Jean-d'Acre. — Le colonel Schultz et Ismaël-Bey. — Départ des consuls d'Alexandrie. — M. Cochelet et M. de Waleski empêchent le vice-roi de faire sortir la flotte. — Arrivée de sir Charles Napier devant Alexandrie. — Conduite audacieuse de ce commodore. — Convention du 27 novembre

entre sir Napier et Boghos-Bey. —Elle est désavouée par l'amiral Stopford.—Instructions de lord Palmerston, du 14 novembre— Méhémet-Ali se soumet sans conditions. — Retraite de l'armée égyptienne. —Hésitations de la Porte à accepter la soumission. — Hatti-chérif du 13 février.—Le vice-roi le repousse. — Nouvelles difficultés diplomatiques. — Firman définitif d'investiture du 1er juin. — Mehémet-Ali le fait promulguer en Egypte. — Convention du 13 juillet, dite convention des détroits. 5

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

